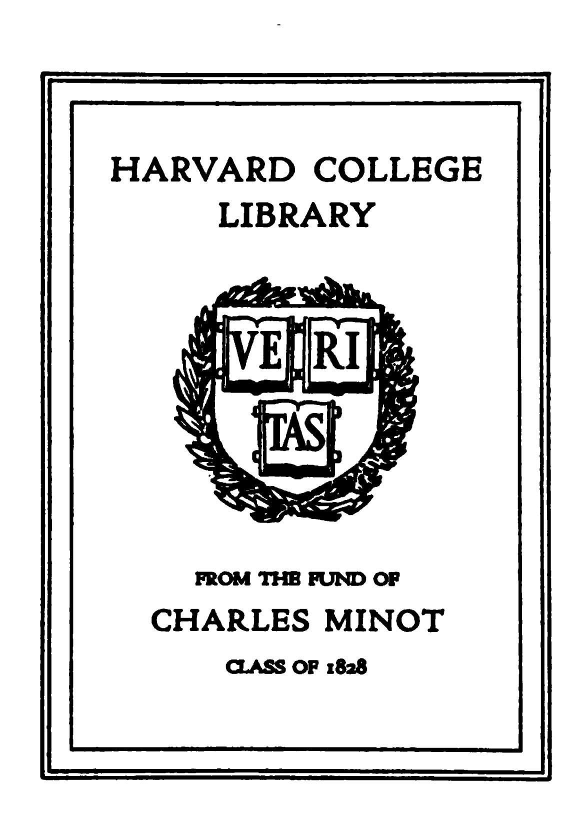
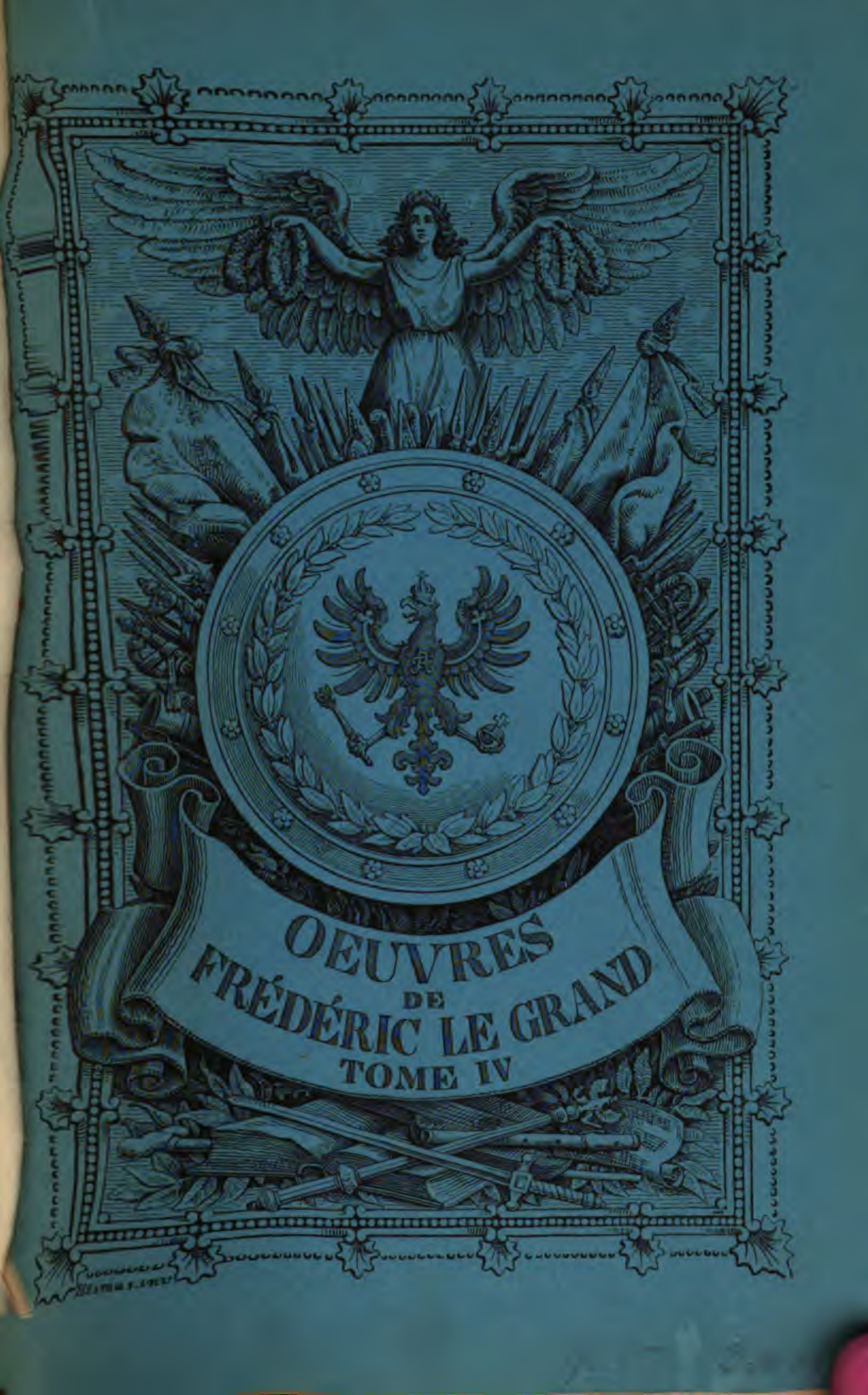

HARVARD COLLEGE
LIBRARY
VE
RI
TAS
FROM THE FUND OF
CHARLES MINOT
CLASS OF 1828




OEUVRES
DE
FRÉDÉRIC LE GRAND
TOME IV

ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME VIII.

ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME VIII.



BERLIN  MDCCCXLVIII

CHEZ RODOLPHE DECKER

IMPRIMEUR DU ROI

SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

Minot fund.

ŒUVRES

PHILOSOPHIQUES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE

TOME I.

BERLIN
CHEZ RODOLPHE DECKER IMPRIMEUR DU ROI
SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

M DCCC XLVIII

ŒUVRES

PHILOSOPHIQUES

TOME I.

AVERTISSEMENT
DE
L'ÉDITEUR.

La *Préface de l'Éditeur,* t. I, p. XXIV, annonce que les *Œuvres philosophiques* du Roi, classées par ordre de date, formeront deux volumes, dont l'un contiendra les traités que l'Auteur a composés lorsqu'il n'était encore que prince royal, et l'autre, ceux qu'il a rédigés depuis son avénement.

Ce volume renferme donc les quatre premiers traités de Frédéric, c'est-à-dire, les *Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe;* la *Dissertation sur l'innocence des erreurs de l'esprit;* l'*Avant-propos sur la Henriade de M. de Voltaire;* et *L'Antimachiavel, ou Examen du Prince de Machiavel, et Réfutation du Prince de Machiavel.*

I.
CONSIDÉRATIONS SUR L'ÉTAT PRÉSENT DU CORPS POLITIQUE DE L'EUROPE.

Frédéric écrivit à Voltaire, le 19 avril 1738, pour lui annoncer l'envoi des *Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe.* Il les lui envoya en effet le 17 juin de la même année; mais il avait déjà renoncé à son dessein primitif de les faire imprimer en Angleterre en gardant l'anonyme (*Œuvres de Voltaire,* par M. Beuchot, t. LIII, p. 106, 155, 210, 211, 216, 238), de sorte que le public ne les connut que par la publication des *Œuvres posthumes de Frédéric II, roi de Prusse.* A Berlin, 1788, t. VI, p. 1 — 52. A défaut du manuscrit original, c'est le texte de cette édition que nous reproduisons.

Nous avons emprunté de Rousset, *Recueil*, etc., le *Mémoire de M. le marquis de Fénelon*, du 3 janvier 1737, et nous le donnons ici comme pièce justificative, parce que le texte du Roi y renvoie expressément.

II.
DISSERTATION SUR L'INNOCENCE DES ERREURS DE L'ESPRIT.

C'est la lecture des *Éléments de la philosophie de Newton*, publiés par Voltaire, qui porta Frédéric à écrire la *Dissertation sur l'innocence des erreurs de l'esprit.* L'ouvrage de Voltaire parut d'abord en Hollande, au mois d'avril 1738, et à Londres (Paris), dans les premiers jours de juillet de la même année. Frédéric le lut dans cette dernière édition, et le 30 septembre 1738, il envoya sa dissertation à Voltaire (*Œuvres de Voltaire*, par M. Beuchot, t. LIII, p. 259, 260 et 324). C'est dans les *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 189—218, qu'elle fut imprimée pour la première fois. Comme l'autographe manque, nous avons dû nous borner à suivre, pour la première partie, l'édition de 1788; mais les deux derniers tiers de cette dissertation, depuis «Tant il est vrai» (p. 37 de notre édition), nous ont été envoyés en une copie fidèle par la bibliothèque de l'Ermitage impérial de Saint-Pétersbourg, à laquelle feu le général comte de Suchtelen en avait fait présent, ainsi que de beaucoup d'autres manuscrits. Il les avait achetés à Ferney, de M. Wagnière, le dernier secrétaire de Voltaire. Nous avons collationné sur cette copie de l'écrit autographe le texte qui se trouve dans les *Œuvres posthumes*, t. VI, à partir de la page 199, ligne 3 du bas, jusqu'à la fin. Il en est résulté quelques petites rectifications et additions, par exemple, les mots : «Et Dieu sait comme je vous enverrai galamment au diable» (p. 46 de notre édition); et les trois lignes supprimées par les éditeurs de 1788 : «Je crus que c'était» jusqu'à «David» (p. 46 de notre édition).

III.
AVANT-PROPOS SUR LA HENRIADE DE M. DE VOLTAIRE.

La *Henriade* de Voltaire parut en 1723, sous le titre de *La Ligue*, titre qui fut changé en celui de *Henriade* dans l'édition publiée à Londres en 1728. Frédéric écrivit à l'auteur le 8 août 1736, et

il s'établit entre eux une correspondance animée et suivie qui, dès 1739, roule surtout sur le poëme dont nous parlons. « Je réforme « la *Henriade,* dit Voltaire dans sa lettre du 18 janvier 1739, et je « compte par le premier ordinaire soumettre au jugement de Votre « Altesse Royale quelques changements que je viens d'y faire. »

Frédéric prenait le plus grand intérêt à ce travail; la comparaison même des changements et des additions de Voltaire avec le texte primitif était pour lui un attrayant sujet d'étude, et le 3 février, il écrivit au poëte: « J'ai le dessein de faire graver la *Henriade* (lorsque « vous m'aurez communiqué les changements que vous avez jugé à « propos d'y faire) comme l'*Horace* qu'on a gravé à Londres. » Voltaire répondit le 15 avril : « Le changement le plus essentiel à mon « poëme, c'est une invocation qui doit être placée immédiatement « après celle que j'ai faite à une déesse étrangère, nommée *la Vérité.* « A qui dois-je m'adresser, si ce n'est à son favori, à un prince qui « l'aime et qui la fait aimer, à un prince qui m'est aussi cher qu'elle, « et aussi rare dans le monde? C'est donc ainsi que je parle à cet « homme adorable, au commencement de la *Henriade :*

Et toi, jeune héros, toujours conduit par elle,
Disciple de Trajan, rival de Marc-Aurèle,
Citoyen sur le trône, et l'exemple du Nord,
Sois mon plus cher appui, sois mon plus grand support:
Laisse les autres rois, ces faux dieux de la terre,
Porter de toutes parts ou la fraude ou la guerre:
De leurs fausses vertus laisse-les s'honorer;
Ils désolent le monde, et tu dois l'éclairer.

« Je demande en grâce à Votre Altesse Royale, je lui demande à « genoux de souffrir que ces vers soient imprimés dans la belle édi- « tion qu'elle ordonne qu'on fasse de la *Henriade.* » Et plus tard, le 25 avril : « J'ose dédier la *Henriade* à un esprit supérieur. Quoiqu'il « soit prince, j'aime plus encore son génie que je ne révère son rang. » Frédéric lui répondit le 16 mai : « C'est là (en Angleterre) que j'ai « trouvé convenable de faire graver la *Henriade.* Je ferai l'*Avant-* « *propos*, que je vous communiquerai avant que de le faire imprimer. « Pine composera les tailles-douces, et Knobelsdorff les vignettes. »

Au commencement d'août 1739, lors de son voyage dans la province de Prusse, le Prince royal travaillait encore à cet *Avant-propos* (*Œuvres posthumes,* t. VIII, p. 146); il l'envoya à Voltaire le 9 septembre. Mais Pine, absorbé par son Virgile, n'eut pas le temps de s'occuper de la *Henriade.* Le projet de la faire imprimer avec des caractères d'argent, à Rheinsberg même, ne fut pas exécuté non plus (*Œuvres de Voltaire,* édition Beuchot, t. LIV, p. 95, 102 et 115; et, *Correspondance de Frédéric II avec le comte Algarotti,* 1799, p. 23,

24 et 27). D'autre part, Voltaire écrivit à son ami Thieriot, le 21 juin 1741 : «Les vers qui regardent le roi de Prusse, et qui sont en ma-«nuscrit à quelques exemplaires de la *Henriade*, ne sont plus con-«venables. Ils n'étaient faits que pour un prince philosophe et paci-«fique, et non pour un roi philosophe et conquérant. Il ne me siérait «plus de blâmer la guerre, en m'adressant à un jeune monarque qui «la fait avec tant de gloire.»

Ainsi l'*Avant-propos* de Frédéric resta ignoré jusqu'au moment où Marmontel, dans sa *Préface pour la Henriade* (1746), livra à la publicité les deux fragments qui commencent par les mots : «Les difficultés qu'eut à surmonter M. de Voltaire, etc.,» et, «Quant à la saine morale, etc.» Il fut imprimé en entier, pour la première fois, en tête de la *Henriade*, dans la *Collection complette des Œuvres de M. de Voltaire*, Genève, chez les frères Cramer, 1756, in-8, t. I, et, plus tard, dans la *Collection complette des Œuvres de M. de Voltaire* publiée par les mêmes libraires, Genève, 1768, in-4, t. I, p. IX—XVII. Ce morceau est intitulé dans les deux éditions : «*Avant-propos, composé par un des plus augustes et des plus respectables protecteurs que les lettres aient eu dans ce siècle, et dont on n'avait vu qu'un fragment cité dans la préface de M. Marmontel.*» M. Beuchot, en reproduisant l'*Avant-propos* de Frédéric dans son édition des *Œuvres de Voltaire*, t. X, p. 15—24, a suivi le texte de l'édition Cramer de 1768, en y faisant quelques corrections.

Cette pièce se trouve dans les *Œuvres posthumes* du Roi (t. VI, p. 169—188), dont les éditeurs se sont évidemment servis d'un manuscrit autographe de Frédéric. Si l'on compare le texte Cramer et celui des *Œuvres posthumes*, on verra que Voltaire, en ajoutant à ses Œuvres le travail du Roi, en a retouché le style, et, de plus, qu'il y a omis un passage de treize lignes qui le concerne; ce passage (page 51 de notre édition) commence par les mots : «Quiconque a la connaissance du monde,» et finit par «que leurs crimes ont rendus ses ennemis.» Les éditeurs de Berlin, de leur côté, ont effacé (p. 52 et 53 de notre édition) les trois lignes où la question de l'emploi du merveilleux dans la *Henriade* est débattue, depuis «Tant la poésie et l'éloquence» jusqu'à «capables de séduire.» Nous avons emprunté ce dernier passage à l'édition de Genève de 1768, pour en compléter le texte de Berlin, qui est intitulé *Avant-propos sur la Henriade de M. de Voltaire*, et sert de base à notre édition, à défaut du manuscrit original. Suivant une spécification d'autographes de Frédéric le Grand, l'original a été daté du 10 août 1739, jour où l'Auteur se trouvait aux haras de Prusse, à Trakehnen.

IV.
L'ANTIMACHIAVEL, OU EXAMEN DU PRINCE DE MACHIAVEL,
ET
RÉFUTATION DU PRINCE DE MACHIAVEL.

Au mois de juillet 1737, Frédéric envoya à Cirey son ami le baron Didier de Keyserlingk pour complimenter Voltaire, dont il devait rapporter les nouveaux ouvrages, tant manuscrits qu'imprimés. Le manuscrit de l'*Histoire du Siècle de Louis XIV* faisait partie de cet envoi, et le Roi écrivit à l'auteur, le 31 mars 1738 : «Votre Histoire «du Siècle de Louis XIV m'enchante. Je voudrais seulement que vous «n'eussiez point rangé Machiavel, qui était un malhonnête homme, «au rang des autres grands hommes de son temps.» Voltaire entra dans les idées du Prince royal, qui en fut charmé et lui dit dans sa lettre du 17 juin : «Voilà donc Machiavel rayé de la liste des grands «hommes, et votre plume regrette de s'être souillée de son nom.»

Ce sujet ne reparaît plus dans leur correspondance jusqu'au 22 mars 1739, que Frédéric écrivit à Voltaire : «Je médite un ouvrage sur le «*Prince* de Machiavel.» Cet ouvrage devait être imprimé à Londres, avec le plus grand luxe, par les soins d'Algarotti. Mais ce projet ne fut pas exécuté, et Frédéric envoya à Voltaire, le 4 décembre, les douze premiers chapitres de son ouvrage; les autres suivirent, et le prince finit par écrire à son illustre ami, le 26 avril 1740 : «Je vous «abandonne mon ouvrage, persuadé qu'il s'embellira entre vos mains; «il faut votre creuset pour séparer l'or de l'alliage.»

Voltaire, désireux de répondre à cette confiance, faisait librement remarquer à l'Auteur les longueurs et les répétitions qui déparaient ce travail, ainsi que des passages qui pouvaient déplaire à certaines puissances. Frédéric lui répondit le 5 août : «Je me repose entièrement sur mon cher éditeur;» et le 8 : «Rayez, changez, corrigez et rem«placez tous les endroits qu'il vous plaira. Je m'en remets à votre «discernement.» Depuis que le Prince royal était devenu roi, il aurait volontiers retiré l'ouvrage de l'impression; aussi Voltaire, comprenant les ménagements que la politique imposait au monarque, s'efforça de lui complaire en effaçant plus encore qu'il n'avait fait. Mais van Duren, libraire à la Haye, propriétaire légitime du manuscrit, acheva de l'imprimer tel qu'il l'avait reçu primitivement; et la première édition en parut à la fin de septembre 1740, sous le titre de : *L'Antimachiavel, ou Examen du Prince de Machiavel, avec des notes historiques et politiques. A la Haye, chez Jean van Duren, MDCCXLI. Avec Privilége*, et avec une vignette au frontispice; 342 pages grand in-8, avec

avant-propos, préface, etc. de XXXII pages. A cette édition est jointe la traduction française du *Prince* de Machiavel, par Amelot de La Houssaye, publiée à Amsterdam, chez Henri Wetstein, en 1683. Cependant Frédéric s'était servi, dans sa *Réfutation*, de la traduction qui avait paru à Amsterdam, en 1696, chez Henri Desbordes; il en a tiré exactement les passages du *Prince* qu'il cite.

Il existe une autre édition portant sur le titre : *A Londres, chez Guillaume Meyer, libraire dans le Strand, MDCCXLI*, 340 pages grand in-8, avec avant-propos, préface, etc. de XX pages; elle est au fond identique avec celle de la Haye. Ces deux éditions ne diffèrent qu'en trois points insignifiants : 1° l'édition de Londres a omis l'*Épître dédicatoire d'Amelot de La Houssaye au grand-duc de Toscane* (p. XXI—XXVI de l'édition de la Haye); 2° la *Dédicace de Nicolas Machiavel au très-illustre Laurent de Médicis*, et la *Table des chapitres* (p. XXVII—XXXII de l'édition de la Haye) ne sont pas paginées dans l'édition de Londres; 3° les six dernières pages de l'édition de la Haye, p. 337—342, sont imprimées dans celle de Londres en quatre pages, p. 337—340, avec d'autres caractères que le reste. Ainsi, à ces légères différences près, les deux éditions ne sont qu'une seule et même composition typographique.

Pour affaiblir l'impression produite par la hardiesse des pensées et du langage de cet écrit, bien que tempérée dans la publication, Voltaire se hâta d'en préparer une autre édition plus adoucie encore, qu'il intitula : *Anti-Machiavel, ou Essai de critique sur le Prince de Machiavel, publié par M. de Voltaire.* A la Haye (chez Pierre Paupie), aux dépens de l'éditeur, MDCCXL, 194 pages grand in-8, avec préface, avant-propos, etc. de XVI pages. Il l'envoya au Roi le 17 octobre 1740. Dans l'*Avis de l'Éditeur,* à la page 192, Voltaire essayait de faire suspecter la fidélité de l'édition de van Duren; mais il ne parvint pas à concilier à la sienne la confiance du public. Le libraire van Duren, qui publia la même année une seconde et une troisième édition, ajouta sous le texte de cette dernière (A la Haye, 1741, en deux volumes) l'ouvrage refondu par Voltaire. L'Auteur, de son côté, mécontent de la rédaction de son ami, lui manda qu'il désavouerait dans les gazettes les deux impressions, et qu'il en donnerait lui-même une édition exacte, le 15e et le 16e chapitre n'étant plus du tout ce qu'ils devaient être.

Mais rien de tout cela n'a paru, ni les réclamations par la voie des journaux, ni l'édition annoncée par le Roi; et non seulement l'édition de van Duren s'est répandue partout, mais elle est rentrée dans le domaine public par l'édition corrigée, et faite à Berlin, des *Œuvres de Frédéric, publiées du vivant de l'auteur,* 1789, t. II. Quoique beaucoup de passages remarquables que donne la première édition

de van Duren ne se trouvent pas dans celui des manuscrits originaux qui est parvenu jusqu'à nous, nous avons cru devoir reproduire cette édition en entier, parce qu'elle a été accueillie avec un vif intérêt par le public, et qu'elle a donné lieu aux discussions dont il a été parlé ci-dessus. Seulement nous avons corrigé quelques fautes légères, d'après l'édition publiée par Voltaire chez Paupie et la troisième édition de van Duren. Nous donnons en outre pour la première fois la *Réfutation du Prince de Machiavel* (c'est le titre primitif), d'après le manuscrit exact et complet du Roi, sans y rien changer ni modifier, sauf les corrections grammaticales indispensables; malheureusement tout le second chapitre manque. Vingt-trois chapitres de cette *Réfutation*, de la main de l'Auteur, se trouvent aux archives royales du Cabinet (Caisse 365, *J*); ce sont les chapitres 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 21, 24, 25, et les rédactions améliorées des chapitres 4, 7, 8, 9, 11, 13. Chaque chapitre est écrit sur un cahier particulier, grand in-8. L'*Avant-propos* et les chapitres 3, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, ainsi que la rédaction améliorée du 3e et du 26e chapitre, sur du papier de même format, sont la propriété de M. Benoni Friedländer. Frédéric lui-même n'a donné de titre qu'au chapitre 26, dans les deux rédactions; c'est pour cela que, dans l'édition de van Duren, ce 26e chapitre porte deux titres, l'un pour la traduction d'Amelot de La Houssaye, l'autre pour la *Réfutation*. Les vingt-cinq autres chapitres de l'édition de van Duren ne portent, soit pour le *Prince*, soit pour la *Réfutation*, que les titres de la traduction d'Amelot de La Houssaye.

On sait avec quel soin Frédéric revoyait tous ceux de ses ouvrages qu'il destinait à l'impression. Dans sa correspondance avec Voltaire, il est souvent question de la peine qu'il se donne pour réfuter le livre de Machiavel. Le 23 mars 1740, l'Auteur écrivait à Voltaire : « Je change actuellement quelques chapitres du *Machiavel*. » Les détails qui précèdent font voir que douze chapitres ont été retravaillés une fois; le 11e et le 13e l'ont été deux fois, et nous en possédons les trois rédactions; nous n'en connaissons qu'une des onze autres chapitres et de l'*Avant-propos*. Il suffit du premier coup d'œil pour distinguer les dernières rédactions des premiers essais; ce sont naturellement celles que nous avons choisies pour cette édition; à savoir: les chapitres 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 16, du manuscrit des archives royales; les chapitres 3, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, et l'*Avant-propos*, du manuscrit de M. Friedländer, qui est évidemment le complément de l'autre. Il est naturel que tous ces divers manuscrits se trouvent à Berlin, puisque Frédéric n'en avait envoyé à Voltaire que les copies, faites en partie par son

ami Keyserlingk, en partie par un de ses secrétaires, nommé Gaillard (*Œuvres posthumes*, t. IX, p. 89).

M. Benoni Friedländer, qui a bien voulu nous communiquer son manuscrit de la *Réfutation*, possède aussi *Le Prince de Machiavel. Traduction nouvelle. A Amsterdam, chez Henry Desbordes*, 1696, c'est-à-dire, l'exemplaire même dont Frédéric s'est servi, et dans lequel il a mis deux notes marginales, que nous avons fait imprimer dans notre ouvrage intitulé *Friedrich der Grosse als Schriftsteller*, p. 183. Et comme M. Gottlieb Friedländer, fils de M. Benoni Friedländer, dit dans l'introduction de son édition de *L'Antimachiavel*, p. XXXVII, que son grand-père avait reçu ce précieux manuscrit des mains du libraire Voss, qui lui-même le tenait de M. Moulines, nous sommes bien aise de pouvoir jeter quelque lumière sur le sort des manuscrits de Frédéric le Grand, au moyen d'un document intéressant, la lettre suivante de M. Moulines, datée du 31 janvier 1788, et adressée à M. George-Jacques Decker, imprimeur du Roi et ami de M. Voss:

Monsieur,

Dans un paquet de papiers que M. le conseiller privé de Wöllner m'a remis dernièrement, j'en ai trouvé quelques-uns qui vous feront peut-être plaisir, entre autres, un exemplaire du *Prince de Machiavel*, avec la *Réfutation* de la propre main du Roi; une petite comédie, très-bien faite, et quelques lettres, etc., etc. Si vous pouvez passer demain, entre onze heures et midi, chez moi, j'aurai le plaisir de vous remettre ces manuscrits, comme j'ai l'honneur de me dire,

Monsieur,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

MOULINES.

Les éditeurs de 1789 n'ayant pas fait usage du manuscrit original de la *Réfutation du Prince de Machiavel*, nous nous félicitons d'en pouvoir donner une copie fidèle, au second chapitre près.

A ce volume est joint le fac-simile du commencement de la *Réfutation du Prince de Machiavel.*

Berlin, le 28 décembre 1847.

J.-D.-E.-PREUSS,

Historiographe de Brandebourg.

I.

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'ÉTAT PRÉSENT

DU

CORPS POLITIQUE DE L'EUROPE.

CONSIDÉRATIONS
SUR
L'ÉTAT PRÉSENT
DU CORPS POLITIQUE DE L'EUROPE.

Jamais les affaires publiques n'ont plus mérité l'attention de l'Europe qu'à présent. Après la fin des grandes guerres, la situation des empires change, et leurs vues politiques changent en même temps : de nouveaux projets se font, de nouvelles alliances se traitent, et chacun en particulier prend les arrangements qu'il croit les plus propres à l'exécution de ses desseins ambitieux.

S'il est digne de la curiosité d'un homme raisonnable de pénétrer dans les secrets des cœurs, d'en approfondir les abîmes et de découvrir les effets dans leurs causes, il est nécessaire qu'un prince, pour peu qu'il figure dans l'Europe, ait l'œil sur la conduite des cours, qu'il soit informé des vrais intérêts des royaumes, et que sa prévoyance arrache, pour ainsi dire, à la politique des ministres des cours les desseins que leur sagesse prépare, et que leur dissimulation cache aux yeux du public.

Comme un habile mécanicien ne se contenterait pas de voir l'extérieur d'une montre, qu'il l'ouvrirait, qu'il en examinerait les ressorts et les mobiles, ainsi un habile politique s'applique à connaître les principes permanents des cours, les ressorts de la politique de chaque prince, les sources des événements; il ne donne rien au hasard; son esprit transcendant prévoit l'avenir, et pénètre par l'enchaînement des causes jusque dans les siècles les plus re-

culés; en un mot, il est de la prudence de tout connaître, pour pouvoir tout juger et tout prévenir.

Vu l'état léthargique de plusieurs princes de l'Europe, j'ai cru qu'il ne serait pas hors de propos de faire un exposé de la situation présente où se trouve ce corps politique, non point que j'aie la présomption de me croire plus éclairé qu'une infinité de ministres dont les vastes connaissances et la longue routine des affaires me paraîtront toujours respectables et infiniment supérieures à mes faibles lumières, mais simplement pour communiquer mes idées au public, et lui faire part de mes pensées. Si mes raisonnements se trouvent justes, on en pourra profiter, et voilà tout ce que je demande; s'ils se trouvent peu conséquents et faux, on n'a qu'à les rejeter: du moins me serai-je amusé en les faisant.

Pour avoir une idée juste de ce qui se passe à présent en Europe, il faudra prendre les choses de plus haut, et remonter jusqu'à la source des affaires.

A la fin de la campagne de l'année 1735, les négociations entre les cours de Vienne et de Versailles prirent leur commencement; les opérations de guerre furent suspendues, et les intérêts des deux cours, au lieu d'être décidés par l'épée, le furent par la plume. Ni l'Espagne ni le roi de Sardaigne n'accédèrent d'abord à cette négociation, et il est à remarquer que ce ne fut qu'après la chute du sieur Chauvelin que l'Espagne y souscrivit.

La guerre s'était faite d'une manière beaucoup moins vive au Rhin qu'on ne la faisait en Italie. L'Empereur avait, pour ainsi dire, extorqué la déclaration de guerre faite par les états de l'Empire, en l'année 1733, à Ratisbonne; l'élection de Pologne, troublée par les troupes campées sur les confins de la Silésie et prêtes à entrer dans ce royaume, avait causé une scission parmi les évêques et les palatins, dont le plus grand nombre embrassait les intérêts de Stanislas. Ces désordres n'intéressaient en aucune manière les provinces d'Allemagne. L'Empereur s'était assez témérairement obligé, par un traité secret avec la Russie et la Saxe, à placer l'électeur Auguste II[a] sur le trône électif de Pologne; les ministres impériaux, n'ayant peut-être pas prévu les suites de cette démarche, et, contre l'avis du prince Eugène, se fondant sur

[a] Frédéric-Auguste II. Voyez t. II, p. 5.

le caractère pacifique du cardinal ministre, avaient engagé trop légèrement leur maître dans une affaire de cette conséquence; l'Empereur s'était mêlé lui seul, avec la Russie, et sans la participation de l'Empire, dans les troubles de la Pologne; c'était à lui seul à s'en tirer.

La France, qui, d'un autre côté, avait travaillé avec toute la prudence possible, depuis la mort du duc régent, à rétablir ses affaires dérangées, y avait si bien réussi, que ses finances étaient dans le plus bel ordre du monde, ses magasins pourvus de toutes les choses nécessaires, et ses troupes dans l'état où elle les pouvait désirer. Avec ces avantages, sa situation se trouvait si heureuse, qu'elle se voyait en passe de profiter de tous les événements.

La mort d'Auguste Ier lui fournissait un prétexte spécieux pour se mêler des affaires de la Pologne, et pour exécuter ou bien pour ébaucher les vastes projets que la politique avait conçus et mûrement digérés. La France ne négligea rien : elle prépara les événements, elle se mit en état d'agir avec succès, elle lia ses alliances tant avec l'Espagne qu'avec la Sardaigne; par des pratiques sourdes elle disposa quelques princes d'Allemagne à une espèce de neutralité; elle endormit les puissances maritimes; après quoi elle publia le manifeste de sa conduite, et attaqua l'Empereur, qui était en quelque façon l'agresseur, vu les troubles qu'il avait fomentés en Pologne, et que ses armées étaient prêtes à soutenir, s'il ne s'était vu lui-même assailli.

L'Empereur, qui se voyait sur le point d'être attaqué de tous côtés, remua toutes ses machines pour entraîner l'Empire à courir la même fortune : tous les plus habiles négociateurs furent employés de la part du ministère de Vienne pour inviter l'Empire à déclarer la guerre à la France. Les vues de l'Empereur étaient, premièrement, de tirer du secours de l'Empire; en second lieu, de diviser les forces de la France, qui, l'ayant déjà attaqué en Italie, n'aurait pas manqué de l'y accabler. Il est bon de remarquer en passant que si l'Empire ne s'était point mêlé de cette guerre, elle aurait été plus tôt terminée. L'Empereur aurait perdu en Italie ce que les alliés ont conquis; mais on n'aurait pu démembrer la Lorraine de l'Empire sans donner lieu à de nouvelles brouilleries, et sans exciter un nouvel embrasement.

La guerre se fit très-nonchalamment en Allemagne, d'un côté, parce que la politique de la cour de Versailles ne voulait point donner d'ombrage aux puissances maritimes, qui se seraient indubitablement déclarées en faveur de l'Empereur, si elles avaient vu ses affaires à l'extrémité; et, d'un autre côté, par une complication de raisons différentes, dont chaque campagne en fournissait de particulières, et qui mettaient l'Empereur hors d'état d'agir vigoureusement sur le Rhin.

En Italie, les Espagnols s'emparaient du royaume de Naples et de la Sicile, tandis que les Français avec les troupes piémontaises s'emparaient du Milanais et de presque toute la Lombardie; et comme c'était une clause du traité des trois couronnes alliées de partager les dépouilles de l'Empereur en Italie, ces puissances se donnaient tous les mouvements imaginables pour mettre en exécution leurs vastes desseins. Mais j'ose assurer que ce qui contribua le plus aux heureux succès des alliés, ce fut le mauvais état dans lequel se trouvaient toutes les provinces de l'Empereur. La raison de la chute des plus grands empires a toujours été la même: elle s'est toujours trouvée dans la faiblesse de la constitution des États. La décadence de l'empire romain trouva son période marqué dans le temps qu'il n'y eut plus d'ordre parmi les troupes, que la discipline fut anéantie, et qu'on négligea les précautions que la prudence dicta pour la sûreté des États. La perte que l'Empereur vient de faire en Italie est fondée sur les mêmes principes: point d'armée pour fermer le passage à l'ennemi, point de magasins ni de troupes suffisantes pour garder les forteresses, point de généraux habiles pour défendre les places. Enfin l'Empereur, au bout de trois campagnes, perdit ce qu'il n'avait acquis que par huit années de guerres consécutives.

On s'imaginerait qu'après tant de défaites ce serait à l'Empereur à solliciter la paix; mais qu'on ne s'y trompe point, et qu'on apprenne à mieux connaître l'esprit pacifique et désintéressé du cardinal ministre. Que ceci soit dit à l'honneur de la France et en témoignage de sa modération: ces vainqueurs chargés de lauriers, et apparemment fatigués de leurs victoires, offrent la paix à l'Empereur, leur ennemi vaincu.

Il est à présumer que M. de Villars aura communiqué son

système au cardinal, tel qu'on le trouve dans ses Mémoires, et que le cardinal, ayant adopté les idées de ce grand homme, aura pris pour principe d'établir une union parfaite et stable entre l'Empereur et la France, à l'imitation du triumvirat d'Auguste, d'Antoine et de Lépide. On sait que ce triumvirat s'était cimenté par des proscriptions. Aussi la France, par le premier article des préliminaires, se trouve-t-elle en possession du duché de Lorraine, démembré de l'Empire.

L'Empereur, pour faire la paix, dépouille son gendre de ses États héréditaires. Le sacrifice paraît assez grand pour exiger, par une espèce de réaction, une reconnaissance proportionnée; mais, pour continuer la comparaison, il est à présumer que la France, avec le temps, jouera le rôle d'Auguste. La simple considération de cet événement aurait peu d'utilité, si elle n'était accompagnée de quelques réflexions que le sujet même fournit. D'abord on voit, par rapport aux Français, un système de politique bien lié, uniforme, et qui ne varie jamais. Lorsqu'ils firent la paix d'Utrecht, leur but était de recommencer la guerre, non tout de suite, à cause que leur réputation était perdue, que leurs finances étaient épuisées, et qu'ils n'avaient pas encore amené les événements au point de maturité qu'ils souhaitaient; mais ils n'en avaient pas moins dans l'esprit d'épier le moment où ils pourraient attaquer l'Empereur avec avantage.

Or, il régnait un préjugé dans le monde, qui portait un préjudice infini aux desseins de la France; ce préjugé désavantageux avait pour fondement une ancienne erreur qui, s'étant perpétuée, n'en acquérait que plus de poids : on se disait tout bas à l'oreille que la France aspirait à la monarchie universelle; en quoi cependant on lui faisait grand tort. Cette seule idée avait arrêté tous les magnifiques projets de Louis XIV, et n'avait pas peu contribué à rabaisser sa puissance; il fallait nécessairement déraciner un préjugé si pernicieux, et en effacer jusqu'à la mémoire.

La fortune qui préside au bonheur de la France, ou, pour parler selon le style des prêtres, l'ange gardien qui veille à son agrandissement, contribua à détruire une opinion si préjudiciable aux intérêts de la France.

Louis XIV, dont l'ambition avait si souvent fait trembler l'Eu-

rope, après avoir éprouvé sur la fin de son règne les révolutions de la fortune, termina sa glorieuse carrière. L'empire tomba en tutelle, et le gouvernement se ressentit de la faiblesse de son monarque et de tous les malheurs inséparablement attachés aux minorités. Le duc régent, prince éclairé, et qui, avec toutes les qualités qui font les charmes de la société et la fortune des particuliers, n'avait pas assez de cette fermeté absolument nécessaire à ceux auxquels le gouvernement des empires est confié, embrouilla les affaires intérieures du royaume par ces fameuses actions qui ruinèrent presque tous les particuliers, dont l'argent n'entra que dans les caisses du Roi et dans celles de quelques commis de Law. Le duc de Bourbon devint régent du royaume après la mort du duc d'Orléans; mais ce ne fut qu'une régence passagère; le cardinal de Fleury lui fut substitué, et, prenant le timon des affaires, il ne répara pas seulement les finances et les pertes internes du royaume, il fit plus : par son habileté, par la souplesse de son esprit et par les apparences d'une modération extrême, il s'acquit la réputation de ministre juste et pacifique. Pour connaître les profondeurs et la sagesse de sa conduite, il est nécessaire de remarquer que rien n'attire plus la confiance des hommes qu'un caractère généreux et désintéressé : le cardinal soutint si bien ce caractère, que l'Europe, ou plutôt l'univers entier, se persuada qu'il était tel. Les voisins de la France dormaient en paix auprès d'un si bon voisin, et les ministres dont la politique était la plus renommée avaient mis au nombre de leurs principes invariables que, tant que le cardinal vivrait, vu son caractère et son grand âge, on pourrait être tranquille sur les entreprises de la France. C'était là le chef-d'œuvre du cardinal, et en quoi sa politique peut être préférée à celle des Richelieu et des Mazarin. Ce ministre habile, ayant conduit les choses au point où il les désirait, fit éclater tout à coup ses desseins. Le manifeste du Roi Très-Chrétien soutint encore les profondes impressions que le caractère juste du cardinal avait faites sur les esprits; il contenait en substance : «Que ce n'était point par des vues d'intérêt ou d'ambition que le Roi prenait les armes, que Sa Majesté se contentait de posséder un royaume florissant et de régner sur un peuple fidèle, et que ses intentions n'étaient point de reculer les

bornes de sa domination.» Cependant les suites ont fait voir que l'amour de la paix uniquement a obligé Sa Majesté d'accepter la Lorraine, et de débarrasser l'Allemagne d'une province qui à la vérité lui avait appartenu depuis un temps immémorial, mais qui lui était à charge, vu sa situation peu convenable et isolée. D'ailleurs, pour établir la paix sur un fondement solide, il fallait nécessairement que la Lorraine fût cédée à la France, parce qu'elle aurait pu fournir de fréquents sujets de brouilleries, et que, de plus, on devait indemniser la France des frais de la guerre; ce qui, bien considéré, met en évidence que le Roi a entièrement rempli les engagements positifs qu'il avait pris par son manifeste.

Lorsqu'on voudra donner la même attention à la conduite qu'a tenue l'Espagne, on verra que le traité de Vienne,[1] ou bien le traité de succession, n'était point un ouvrage solide, et que le roi d'Espagne, en renonçant aux États de la succession situés en Italie, n'y renonçait qu'autant qu'il n'était pas en état de les recouvrer.

Je n'avance rien que je ne sois en état de prouver. Le traité de Séville,[2] si fameux, entre l'Espagne et l'Angleterre, découvre assez les intentions de l'Espagne, et suffit pour mettre en évidence

[1] *Corps diplomatique,* par Du Mont. A Amsterdam, 1731, in-folio, t. VIII, 2e partie, p. 107:

Art. V. En vertu de la renonciation faite par Sa Majesté Impériale dans les deux précédents articles, le Roi Catholique cède à son tour, et en son nom, et en celui de ses héritiers, descendants mâles et femelles, tous les droits sans exception quelconque, en général et en particulier, sur les royaumes, provinces et domaines lesquels Sa Majesté Impériale a possédés effectivement en Italie ou en Flandre, et qui ont autrefois appartenu à la monarchie d'Espagne; entre lesquels est le marquisat de Final, cédé à la république de Gênes par Sa Majesté Impériale en 1713, et à présent dûment occupé; sur le sujet duquel actes solennels de renonciation ont été expédiés en la plus due forme, qu'on aura soin de publier, et en lieux congrus on en passera l'acte, qui sera remis à Sa Majesté Impériale et aux parties intéressées. Sa Majesté Catholique renonce pareillement au droit de réversion à la couronne d'Espagne qu'elle s'est réservé sur le royaume de Sicile, à toutes autres actions, prétentions, sous le prétexte desquelles pourrait être inquiétée Sa Majesté Impériale, ou ses héritiers, successeurs, directement ou indirectement, non seulement dans les susdits royaumes ou provinces, mais aussi dans tous les autres domaines qu'il possède actuellement en Flandre, en Italie, ou ailleurs.

[2] Extrait du traité de Séville conclu entre Leurs Majestés Très-Chrétienne, Britannique et Catholique, le 9 novembre 1729. Voyez *Corps diplomatique,* par

que toutes les conquêtes d'Italie ne sont qu'une suite des principes invariables que cette couronne regarde comme la base de sa politique.

Qu'on ne s'imagine point que ce traité de Séville soit ici tiré par les cheveux; il ne faut que quelques considérations pour y faire entrevoir comme à travers une gaze les intentions de l'Espagne.

La politique d'envahir a établi pour principe que le premier pas pour la conquête d'un pays est d'y avoir pied, et c'est ce qu'il y a de plus difficile; le reste se décide par le sort des armes et par le droit du plus fort.

Du Mont, t. VIII, 2e partie, p. 158—160. Les deux articles secrets, datés « A Séville, le 21 novembre 1729, » se trouvent l. c., p. 160 et 161.

Ce traité, que les Anglais nomment la source de leurs larmes, consistant en douze articles, et deux articles secrets, 1° Confirme les traités précédents, et contient l'amnistie de part et d'autre. 2° Règle le contingent des secours réciproques en hommes, vaisseaux et argent. 3° Déroge au traité de Vienne conclu en 1725 entre l'Empereur et l'Espagne. 4° Conserve le commerce français et anglais, tant en Europe qu'aux Indes, sur l'ancien pied. 5° Promet la réparation des dommages faits de part et d'autre. 6° Ordonne la commission et la nomination des commissaires pour examiner les pertes et dommages qu'on a soufferts de part et d'autre. 7° Parle des commissaires de France pour de pareilles recherches. 8° Prescrit la durée de cette commission, savoir, trois ans. 9° *NB.* Comme le plus remarquable, il est en ces termes :

« On effectuera dès à présent l'introduction des garnisons dans les places de « Livourne, Porto-Ferrajo, Parme, et Plaisance, au nombre de six mille « hommes des troupes de Sa Majesté Catholique, et à sa solde, lesquels ser« viront pour la plus grande assurance et conservation de la succession im« médiate desdits États en faveur du sérénissime infant Don Carlos, et pour « être en état de résister à toute entreprise et opposition qui pourrait être « suscitée au préjudice de ce qui a été réglé sur ladite succession. »

10° On donne la conduite que cesdites troupes doivent tenir dans ces places. 11° Fait promettre au roi d'Espagne de retirer ses troupes dès que tout sera en ordre et en tranquillité. 12° Contient la garantie desdits États à l'infant Don Carlos, tant reprochée aux Anglais. 13° Renvoie à un accord particulier qui doit être fait entre les parties contractantes, concernant la manutention desdites garnisons. 14° Invite les états généraux à accéder à ce traité.

Les deux articles secrets expliquent les avantages du commerce des Anglais dans les Indes occidentales, et surtout le fameux traité d'Assiento.

Signé :

W. Stanhope. — Brancas. — El Marques de la Paz.
B. Keene. — Don Joseph Patinho.

Sous quel prétexte l'Espagne aurait-elle pu introduire des troupes en Italie, si le traité de Séville ne lui avait donné cette facilité? Comment aurait-elle pu, sans troupes, penser à la conquête du Milanais, du Mantouan, du royaume de Naples, de la Sicile? Il fallait donc avoir un pied dans le pays; il fallait y avoir des troupes, pour les augmenter selon l'occurrence; il fallait avoir des places pour former des magasins; et c'était à quoi le traité de Séville était indispensablement nécessaire. L'Espagne avait donc bien pensé à ses intérêts en le faisant, et on a pu voir que ses desseins n'étaient pas si bornés qu'on aurait cru peut-être; j'ai donc eu raison, en parlant de la conduite de l'Espagne, de ne point passer sous silence le traité de Séville.

Il me reste à présent à développer la conduite de la cour impériale. On aura dû remarquer en elle beaucoup de confiance en ses forces dans l'affaire de Pologne, quoique à la vérité elle ait voulu faire semblant de ne s'en point mêler.[3] On aura pu remarquer de même cette hauteur insupportable avec laquelle elle affecta de traiter non seulement ses inférieurs, mais aussi ses égaux. On aura pu découvrir facilement que sa politique a pour but d'établir le despotisme et la souveraineté de la maison d'Autriche dans l'Empire; ce qui n'est pas si facile, vu la puissance de beaucoup d'électeurs, qu'on ne saurait abaisser aisément. Cependant, imbue de préjugés superstitieux, et encouragée par une orgueilleuse témérité, la maison d'Autriche a toujours voulu accoutumer à son joug les souverains d'Allemagne; le ministère travaille sur ce plan, qui est transmis aux successeurs de l'Empire, et ces princes aussi ignorants que superstitieux se bercent vainement d'une chimère ambitieuse que l'injustice de la chose devrait leur faire détester.

Nous n'avons pas besoin de remonter jusqu'aux temps de l'empereur Ferdinand Ier et Ferdinand II pour trouver des témoignages

3 Il est notoire que les ministres de l'Empereur ont agi de concert en tout avec ceux de la Russie; qu'il avait un corps de dix-sept mille hommes campé aux frontières de la Pologne; qu'il avait corrompu le prince Lubomirski, qu'on nomme le *Prince botté*, qui fut l'auteur de la scission de ceux qui passèrent de Varsovie dans un village nommé Praga; et que c'est à l'instigation de l'Empereur que les troupes russiennes sont entrées en Pologne.

de l'ambition démesurée de cette cour : quatre événements arrivés de nos jours nous en feront un beau commentaire.

On remarquera, premièrement, que l'Empereur, à l'insu de l'Empire, avait fait une alliance avec l'impératrice de Russie, pour mettre Auguste II sur le trône de Pologne. Il fallait donc que la guerre à laquelle cette alliance donna lieu fût vidée par l'Empereur, et non par l'Empire, qui ne participait en rien aux démarches de l'Empereur. Cependant on a vu que, par ces intrigues, la cour de Vienne a trouvé moyen de mêler l'Empire dans la guerre, qui n'impliquait directement que l'empereur de Russie; en quoi l'Empereur a donné manifestement atteinte à l'article IV[4] de sa capitulation.

L'Empereur a péché, secondement, contre l'article VI[5] de sa capitulation, en ce que, contre les lois fondamentales de l'Empire, il a appelé le secours des puissances étrangères en Allemagne, l'impératrice de Russie lui ayant envoyé un corps de dix mille hommes au Rhin.

4 Art. IV. *(Kaiser Carls des Sechsten Wahl-Capitulation. Mit nöthigen Anmerkungen.* Leipzig, bei Thomas Fritsch, 1725, in-4, p. 32). Nous devons et voulons, dans toutes les délibérations sur les affaires qui concernent l'Empire, surtout celles qui sont exprimées dans l'*instrumentum pacis,* que les électeurs et princes jouissent du droit de suffrage, et que rien ne puisse être entrepris ni conclu sans leur libre consentement. Nous devons et voulons pendant notre règne vivre en paix avec les puissances chrétiennes qui sont nos voisins, ne point leur donner occasion d'avoir des contestations avec l'Empire. Nous éviterons d'impliquer l'Empire dans des guerres étrangères. Nous nous abstiendrons entièrement de tout secours dont il pourrait résulter du dommage à l'Empire, de toute dispute, guerre, soit dans, soit hors de l'Empire, sous quelque prétexte que ce soit, à moins que cela n'arrive par le consentement des électeurs, princes et états, donné dans une diète, ou au gré des électeurs.

5 Art. VI. (l. c., p. 41). Nous devons et voulons, en qualité d'Empereur élu roi des Romains, pour ce qui regarde les affaires de l'Empire, avant d'en avoir obtenu le consentement des électeurs, princes ou états, dans une diète, comme l'intérêt de l'État demande quelquefois de la célérité et de la promptitude, nous devons et voulons obtenir ce consentement à un temps marqué, et cela dans une assemblée collégiale, et non par des déclarations particulières, jusqu'à ce qu'on puisse parvenir à une diète générale, comme cela se pratique dans les autres affaires qui concernent la sûreté de l'Empire. S'il arrivait que nous fissions quelque alliance à l'égard de nos terres particulières, cela n'arrivera qu'autant que cela ne portera aucun préjudice à l'Empire, ni ne sera opposé au contenu de l'*instrumentum pacis.*

On verra, en troisième lieu, que le traité entamé avec la France, et dont les préliminaires ont été signés sans la confirmation de l'Empire, porte une atteinte et un préjudice à l'article VI [6] de la capitulation impériale.

L'Empereur a fait, en quatrième lieu, une infraction contre l'article X [7] de sa capitulation, en ce qu'il a aliéné le duché de Lorraine, qui, étant un fief de l'Empire, ne saurait, selon les constitutions fondamentales de l'Empire, être séparé ou retranché du corps germanique sans le consentement formel de la diète et des états.

On pourrait encore reprocher à l'Empereur la guerre qu'il a déclarée aux Turcs, et les subsides qu'il a exigés de l'Empire au sujet de cette guerre; mais cela m'engagerait dans de trop grands détails, et j'ai encore quelques réflexions plus importantes à faire.

Nous avons jugé à présent des causes par leurs événements; il nous reste encore à juger des événements que nous avons à attendre par les causes que nous pouvons pénétrer.

Il ne s'agit pas simplement d'approfondir les secrets de la politique et de porter un regard profane jusque dans le sanctuaire des ministres; il faut encore observer les voies différentes que suivent les ministres pour parvenir à leurs fins. Rien ne fait mieux connaître le caractère des cours que de remarquer les façons différentes dont leur politique agit sur les mêmes sujets; leurs passions, leurs finesses, leurs ruses, leurs vices et leurs bonnes qualités, tout s'y découvre.

Pour bien juger des ministres de l'Empereur et de ceux de France, mettons leur conduite en parallèle, et voyons comment, dans les affaires de la Pologne, ils ont tenu des routes différentes;

6 Voyez à la fin de la note précédente.

7 Art. X. (l. c., p. 59). De plus, nous ne devons et ne voulons ni donner, troquer, aliéner, ni molester par des impôts rien de ce qui appartient à l'Empire, sans la volonté et le consentement des électeurs, princes et états; mais nous devons et voulons nous abstenir de tout ce qui pourrait donner occasion à quelque exemption ou retranchement de quelques parties de l'Empire; nous voulons surtout nous abstenir de tous priviléges ou immunités exorbitantes, et nous appliquer au contraire avec beaucoup de soin à acquérir de nouveau et à conserver ensuite les principautés engagées ou aliénées, les terres confisquées ou tombées par voie illégitime en des mains étrangères.

nous y verrons une expression de mœurs qui n'est pas de peu d'utilité pour les grands hommes qui savent en faire usage.

L'Empereur, selon l'alliance qu'il avait faite avec la Russie, devait placer la couronne de Pologne sur la tête d'Auguste, électeur de Saxe; il n'imagina point de meilleur moyen d'y réussir que les voies de fait. Ses armées se tinrent aux confins de la Pologne, tandis que les troupes russiennes firent une invasion sur les terres de la République, et s'approchèrent à peu de distance de Varsovie. Ainsi à Vienne on ne connaissait que la violence qui pût ouvrir à Auguste les barrières du trône des Sarmates.

Le ministère français, plus humain, mais plus rusé, pensa d'une manière différente : il n'employa que la force d'un métal séducteur pour élever Stanislas à la dignité suprême. Le ministre de l'Empereur à Varsovie éclatait en menaces, celui de France n'employait que les paroles flatteuses et les caresses; l'un voulait intimider les esprits, l'autre voulait les gagner par sa douceur. L'un, comme un lion furieux, tombait sur sa proie; l'autre, comme une sirène, charmait par sa voix tous ceux qui l'approchaient. Enfin les Français, par leurs artifices et leurs intrigues, se rendirent maîtres des cœurs, tandis que les Impériaux effrayèrent les poltrons. Mais comme en Pologne le nombre de ceux qui craignent excède infiniment le nombre de ceux qui sont au-dessus de la crainte, il n'est pas étonnant que Stanislas ne se soit point soutenu sur le trône.

Toutefois ne nous méfions pas tant de ceux qui n'exécutent leurs projets que par les moyens que leur hauteur et qu'un esprit altier leur dicte : ils se desservent eux-mêmes, en ce qu'ils se rendent odieux; leur violence est un antidote qui guérit du venin que leurs desseins ambitieux pourraient communiquer. Mais défions-nous plutôt de ceux qui, par de sourdes pratiques, par des manières flatteuses, par une douceur simulée, veulent nous entraîner dans l'esclavage : ils nous jettent un hameçon dont le fer est caché sous une amorce séduisante, mais qui nous trompe, en nous privant de la liberté, lorsque notre prudence s'y laisse surprendre.

Comme il est certain que tout doit avoir une raison de son existence, et qu'on trouve la cause des événements dans d'autres

événements qui leur sont antérieurs, il faut aussi que tout fait politique soit la suite d'un fait politique qui l'a précédé, et qui a, pour ainsi dire, préparé sa naissance. Appliquons-nous selon ce système à découvrir dans les événements récents, et dans les vastes projets des cours de Vienne et de Versailles, ce que l'union étroite des deux plus puissants princes de l'Europe semble nous préparer.

Il est évident que les vues de la cour impériale tendent à rendre l'Empire héréditaire dans la maison d'Autriche. C'est à cette fin qu'elle a fait la pragmatique sanction, qu'elle a sollicité tous les princes d'Allemagne, qu'elle a inséré un article dans la pacification, et qu'elle a fait une infinité de traités particuliers; tant il est vrai que la maison d'Autriche souhaiterait d'ôter avec le temps à l'Empire le droit d'élection, de cimenter la puissance arbitraire dans sa race, et de changer en monarchique le gouvernement démocratique qui de temps immémorial a été celui de l'Allemagne. Comme le système du ministère impérial est assez simple, il n'est point difficile de l'exposer au jour; mais celui de la cour de Versailles est plus composé, et il exigera de nous plus d'étendue et plus de détail.

Le principe permanent des princes est de s'agrandir autant que leur pouvoir le leur permet; et quoique cet agrandissement soit sujet à des modifications différentes et variées à l'infini, ou selon la situation des États, ou selon la force des voisins, ou selon que les conjonctures sont heureuses, le principe n'en est pas moins invariable, et les princes ne s'en départent jamais; il y va de leur prétendue gloire; en un mot, il faut qu'ils s'agrandissent.

La France est bornée à l'occident par les monts Pyrénées, qui la séparent de l'Espagne, et qui forment une espèce de barrière que la nature même a posée. L'Océan sert de bornes au côté septentrional de la France, la mer Méditerranée et les Alpes au midi; mais du côté de l'orient elle n'a d'autres limites que celles de sa modération et de sa justice. L'Alsace et la Lorraine, démembrées de l'Empire, ont reculé les bornes de la domination de la France jusqu'au Rhin. Il serait à souhaiter que le Rhin pût continuer à faire la lisière de leur monarchie. Pour cet effet, il se trouve un petit duché de Luxembourg à envahir, un petit électorat de Trèves

à acquérir par quelque traité, un duché de Liége par droit de bienséance; les places de la Barrière, la Flandre et quelques bagatelles semblables devraient être nécessairement comprises dans cette réunion; et il ne faudra à la France que le ministère de quelque homme modéré et doux qui, prêtant, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, son caractère à la politique de sa cour, et qui, rejetant toutes les ruses et tous les détours de ses artifices sur le compte des ministres subalternes, conduise, à l'abri de dehors respectables, ses desseins à une heureuse issue.

La France ne se précipite en rien. Constamment attachée à son plan, elle attend tout des conjonctures : il faut, pour ainsi dire, que les conquêtes viennent s'offrir à elle naturellement; elle cache tout ce qu'il y a d'étudié dans ses desseins, et il semble, à n'en juger que par les apparences, que la fortune la favorise avec un soin tout particulier. Ne nous y trompons point : la fortune, le hasard, sont des mots qui ne signifient rien de réel. La véritable fortune de la France, c'est la pénétration, la prévoyance de ses ministres, et les bonnes mesures qu'ils prennent. Voyez avec quel soin le cardinal se charge de la médiation entre l'Empereur et le Turc. L'Empereur, en reconnaissance de ce service, ne peut faire moins que de céder à Louis XV ses droits sur le Luxembourg. Ce duché, selon toutes les apparences, doit être une des premières acquisitions qui suivront la Lorraine; car, comme la France a eu des égards en toute chose pour les arrangements que l'Empereur a cru devoir prendre, il semble que la justice exige de semblables égards du côté de l'Empereur pour les arrangements de la France : ce n'est qu'un flux et reflux de reconnaissance, que la politique de ces princes sait rendre utile à leur grandeur.

Quant aux autres pays que la France pourrait conquérir, il est de sa prudence de ne point trop se hâter, afin de s'affermir dans ses anciennes conquêtes et de ne point effaroucher ses voisins : un trop grand fracas de succès pourrait réveiller les puissances maritimes, qui dorment à présent dans les bras de la sécurité et au sein de l'indolence.

J'entrevois encore, dans ce qui peut entrer dans le système de la France, des projets plus grands et plus vastes que ceux dont j'ai parlé; et le moment que la Providence a marqué pour

l'exécution de ces grands desseins semble être celui du décès de Sa Majesté Impériale. Quel temps plus propre pour donner des lois à l'Europe? Quelles conjonctures plus heureuses pour pouvoir tout oser?

Tous les électeurs se trouvent à présent désunis par les intérêts qui les partagent: les uns, cherchant des avantages particuliers, se jetteront dans les bras de la France, et sacrifieront l'intérêt commun; d'autres disputeront entre eux à qui aura l'Empire; d'autres se déchireront pour la succession de l'Empereur; d'autres, enflés par les espérances que leur donnent de grandes alliances, porteront partout le flambeau de la guerre, le trouble et la confusion; et ceux qui pourraient s'opposer à la force majeure de l'ennemi commun n'entreprendront rien, et abandonneront leur destinée au hasard.

De plus, par le dernier traité de pacification, la France s'engage à la garantie de la pragmatique sanction; cela l'oblige à se mêler indispensablement des affaires d'Allemagne après la mort de l'Empereur; et ce qui en cette occasion rendra les démarches de la France beaucoup plus dangereuses que dans d'autres, c'est qu'elles auront une apparence plausible de justice, et que leurs violences même auront un dehors d'équité.

Remarquons encore avec quel soin la France écarte les puissances maritimes de cette garantie. Croit-on que ce soit sans dessein qu'on les éloigne des affaires? Pourrait-on s'imaginer que quelque pensée frivole d'orgueil y aurait donné lieu? et serait-il possible de se figurer qu'un ministre qui a donné jusque dans ses moindres démarches des marques d'une prudence consommée, qu'un pareil ministre, dis-je, ait des vues si peu étendues? Rendons justice à la politique française : elle n'est jamais si bornée qu'on pourrait le croire.

Il serait possible qu'on fût bien aise de procurer du repos aux ministres anglais, qui sont assez occupés par les brouilleries intestines du royaume; et, avec cela, on est bien aise de ne point mêler les puissances maritimes dans les traités secrets des deux cours contractantes, afin que, les cas de la succession venant à exister, ces puissances n'aient aucun prétexte quelconque de se mêler des troubles de l'Allemagne.

On pousse les précautions plus loin encore. On paye des subsides aux cours de Suède et de Danemark, ou pour les contenir simplement, ou pour qu'elles soient en état de s'opposer à ceux qui voudront prendre des mesures contraires aux intentions et aux arrangements de la cour de France.

Autant la politique de la cour de France est excellente, autant faut-il avouer aussi qu'elle est favorisée par un concours de certaines circonstances. Tous les princes dont la grandeur et la puissance pouvaient lui donner de l'ombrage se trouvent désunis. Il ne reste à la France qu'à ne point laisser éteindre le feu de la discorde, et à l'attiser plutôt. Et en quoi la France a un avantage infiniment plus grand encore, c'est qu'elle n'a presque personne en tête dont la profondeur d'esprit, la hardiesse et l'habileté puissent lui être dangereuses; à cet égard elle acquiert moins de gloire que n'en acquirent les Henri IV et les Louis XIV.

Que dirait Richelieu, que dirait Mazarin, s'ils ressuscitaient de nos jours? Ils seraient fort étonnés de ne plus trouver de Philippe III et IV en Espagne, plus de Cromwell et de roi Guillaume en Angleterre, plus de prince d'Orange en Hollande, plus d'empereur Ferdinand en Allemagne et presque plus de vrais Allemands dans le saint-empire, plus d'Innocent XI à Rome, plus de Tilly, plus de Montécuculi, de Marlborough, d'Eugène à la tête des armées ennemies; de voir enfin un abâtardissement si général parmi tous ceux à qui est confiée la destinée des hommes dans la paix et à la guerre, qu'ils ne s'étonneraient point qu'on pût vaincre et tromper les successeurs de ces grands hommes. Autrefois les Français étaient obligés de combattre contre toute l'Europe liguée et conjurée contre eux, et c'était à leur valeur seule qu'ils devaient leurs conquêtes; à présent ils doivent leurs plus beaux succès à leurs négociations, et c'est moins à leur force qu'à la faiblesse de leurs ennemis qu'on peut attribuer le cours triomphant de leurs prospérités. Il n'y a pas de meilleur moyen de se faire une idée juste et exacte des choses qui arrivent dans le monde, que d'en juger par comparaison, de choisir dans l'histoire des exemples, d'en faire le parallèle avec les faits qui arrivent de nos jours, et d'en remarquer les rapports et les ressemblances. Rien de plus

digne de la raison humaine, de plus instructif et de plus capable d'augmenter nos lumières.

L'esprit des hommes est le même dans tous les pays et dans tous les siècles : ils ont à peu près les mêmes passions; leurs inclinations ne diffèrent presque en rien; ils sont quelquefois plus furieux, quelquefois moins, selon qu'un malheureux démon d'ambition et d'injustice leur communique son souffle infecté et contagieux. Certaines époques se sont distinguées, parce que les passions des hommes y ont été plus agitées, et souvent récompensées. Telle est celle des conquêtes de Cyrus parmi les Perses, la bataille de Salamine et de Platée parmi les Grecs, le règne de Philippe et d'Alexandre le Grand chez les Macédoniens, les guerres civiles de Sylla, les triumvirats, le règne d'Auguste et des premiers Césars chez les Romains. En un mot, l'amour des arts et la fureur de la guerre ont parcouru tout le monde, et ont toujours produit les mêmes effets dans tous les endroits où ils ont établi leur domicile. La raison en est simple. L'esprit de l'homme, et les passions qui le gouvernent, sont toujours les mêmes; il faut donc nécessairement qu'il en résulte toujours les mêmes effets. Tout ce que je viens de dire des arts et de la guerre se trouve encore plus vrai à l'égard de la politique des grandes monarchies : elle a toujours été la même; leur principe fondamental a constamment été d'envahir tout pour s'agrandir sans cesse, et leur sagesse a consisté à prévenir les artifices de leurs ennemis et à jouer au plus fin.

Examinons à présent les procédés de Philippe de Macédoine envers les Grecs, et voyons si nous n'y trouverons pas quelques traits de la politique française; parcourons ensuite quelques événements de l'histoire romaine, et le lecteur verra s'il ne s'y trouve point, je ne dis pas une ressemblance, mais une conformité entière avec les événements qui sont arrivés récemment en Europe, et avec ceux dont nous avons fait entrevoir l'aurore. La république des Grecs ne se soutenait que par l'étroite union qui liait les différentes petites républiques ensemble; les villes de Sparte et d'Athènes se distinguaient cependant de toutes les autres; c'étaient elles qui donnaient le branle aux délibérations et aux grandes choses qui s'exécutaient, et les petites républiques n'étaient

que dépendantes de celles-là. Si Philippe avait attaqué cette ligue entière, il aurait trouvé des ennemis redoutables, qui non seulement lui auraient résisté, mais qui même auraient pu faire de ses propres États le théâtre de la guerre. Que fit la politique de ce prince pour vaincre cette république? Elle sema la dissension et la jalousie parmi ces petites villes alliées, elle cimenta leur désunion, elle corrompit les orateurs, elle prit le parti des plus faibles pour les soutenir contre les plus puissants, et, ceux-ci abattus, les autres furent bientôt à sa discrétion.

Que fait la politique de la France pour parvenir à la monarchie universelle? Ne voyez-vous pas avec quelle finesse elle sème la division parmi les princes de l'Empire, son adresse à gagner l'amitié des souverains dont elle a le plus de besoin, comme elle sait artificieusement soutenir les intérêts des petits princes contre les plus puissants? Admirez le tour qu'elle a pris pour saper le pouvoir des puissances maritimes, son habileté à les intimider à propos, sa souplesse à les amuser de bagatelles tandis qu'elle frappe les grands coups. Qu'on voie en même temps la plupart des princes de l'Europe aussi insensés que les Grecs, qui, plongés dans une sécurité léthargique, négligèrent de se réunir avec leurs voisins pour prévenir un malheur certain et leur ruine infaillible.

Jetez encore un moment les yeux sur l'artifice des Français, qui amusent les puissances du Nord par des subsides, afin de laisser ceux qu'ils n'ont point gagnés comme abandonnés à leurs propres ressources, et jugez si ce ne sont pas les suites d'une politique semblable à celle de Philippe de Macédoine. Qu'on me permette de pousser cette comparaison plus loin. On verra que l'histoire de Philippe fournit plus d'un événement conforme à ceux de nos jours et digne de la politique de Versailles.

Ce roi de Macédoine avait déjà gagné les Thébains, les Olynthiens et les Messéniens; il réduisit ensuite les Athéniens, affaiblis et peu en état de lui résister, à lui céder les villes d'Amphipolis et de Potidée, qui lui servirent de barrières. Ayant aussi la Phocide et les Thermopyles, il tenait comme la clef de la Grèce, et il lui était facile de l'attaquer toutes les fois qu'il le jugeait convenable à ses intérêts.

L'histoire de France nous fournit un exemple qu'il n'est pas possible de lire sans se souvenir du trait de l'histoire ancienne que je viens de citer. On comprend bien que c'est de l'acquisition de l'Alsace et de Strasbourg que je veux parler. Ces États aliénés de l'Allemagne en étaient autrefois comme les Thermopyles, ou comme le boulevard; et la Lorraine, qui vient d'être envahie récemment, répond à la Phocide par rapport à sa situation. Une manière d'envahir si ressemblante à celle du roi Philippe découvre, ce me semble, assez clairement une conformité de dessein parfaite. Philippe ne s'en tint pas aux Thermopyles, il passa outre. Je me rappelle, à cette occasion, ce qu'un sage disait à un roi d'Épire, en voyant les préparatifs immenses qu'on faisait pour la guerre. «Pourquoi, demandait-il à ce prince, amassez-«vous toutes ces armes et ce bagage? — Pour conquérir l'Italie, «répondit Pyrrhus. — Mais l'Italie conquise, seigneur, où allons-«nous? — Alors, cher Cinéas, nous nous rendons maîtres de la «Sicile; de là, il ne faut qu'un bon vent, et Carthage tombe entre «nos mains; nous traverserons ensuite les déserts de la Libye; «l'Arabie et l'Égypte ne pourront nous résister; la Perse et la «Grèce seront également assujetties.»[a] Ce prince n'avait pas de moindre projet que d'établir sa domination sur tout l'univers; son langage était celui de l'ambition, et l'ambition pense et agit toujours de même : je n'en dis pas davantage.

Quant aux Grecs, ils n'envisageaient que d'une manière superficielle les progrès de Philippe, et ils s'imaginaient follement que la mort de ce prince les débarrasserait d'un ennemi dangereux duquel ils avaient tout à craindre. C'est précisément le langage qu'on tient à présent en Europe : on se flatte que la mort de l'habile politique français mettra fin à la politique française, qu'un autre ministre lui succédant, il n'aura pas les mêmes vues, les mêmes desseins. Enfin on s'amuse de petites espérances, qui sont ordinairement les consolations des âmes faibles et des petits génies. Qu'on me permette de rappeler ici le reproche que Démosthène faisait à ses Athéniens dans sa première Philippique. Voici ses paroles : «Philippe est mort, dira l'un. Non, répondra «l'autre, mais il est malade .... Eh! qu'il meure ou qu'il vive,

[a] Plutarque, *Vie de Pyrrhus.*

«que vous importe? Quand vous ne l'aurez plus, bientôt, Athé-«niens, vous vous serez fait un autre Philippe, si vous ne chan-«gez pas de conduite; car il est devenu ce qu'il est, non pas tant «par ses propres forces que par votre négligence.»

Il me reste encore quelques réflexions à faire sur les points où la conduite des Romains répond parfaitement à celle de nos Romains modernes, je veux dire les Français. Que l'on considère l'attention extrême que les Romains avaient à se mêler de toutes les affaires du monde; ils affectaient même de décider toutes les querelles des princes. Rome était le tribunal de l'univers, et les rois et les princes avaient reconnu, je ne sais comment, la souveraineté de ce tribunal; ils remettaient le jugement de leur cause au peuple romain, de tous les peuples le plus puissant et le plus fier. Le sénat, accoutumé à juger en dernier ressort de la fortune des princes, s'érigeait en arbitre souverain de tous leurs différends. C'est par ce moyen qu'ils se rendirent les maîtres de la Grèce, qu'ils acquirent l'héritage d'Eumène, roi de Pergame, et ce fut encore par cette voie que l'Égypte fut réduite au nombre des provinces romaines.

On va voir que la France en a fait tout autant. Mais ce que les Romains n'ont jamais fait, Louis XIV l'a osé : il a érigé un tribunal de réunion qui, sous prétexte de la recherche d'anciennes dépendances, réduisait des provinces entières sous le joug de son obéissance.

Il est temps à présent de parler de la succession de Charles II, dernier roi d'Espagne, et du testament substitué ou tronqué par lequel le sang français a empiété sur les droits de celui d'Espagne; des intrigues par lesquelles la France a voulu relever le parti du prétendant en Angleterre, et faire ce prince roi de la Grande-Bretagne; et, pour alléguer des exemples plus récents, qu'on fasse attention à l'envoi de Don Carlos en Italie, aux menées de la France dans les troubles de la Pologne. Je pourrais citer encore le droit d'arbitrage que la France s'arroge dans les contestations de Juliers et de Berg entre le roi de Prusse et le palatin de Sulzbach : cette affaire ne devrait proprement toucher que l'Empire, si, par la paix de Westphalie, le Roi Très-Chrétien n'avait trouvé moyen de s'en mêler. On pourra voir ci-dessous tout ce

qui en est dit dans ce traité.[8] Il n'y a pas jusqu'aux démêlés de la ville de Genève dont la France ne se soit mêlée; soit par corruption, ou par d'autres voies, les Génevois se sont jetés entre ses bras. La guerre que l'Empereur fait en Hongrie ne se terminera pas non plus sans qu'il y soit parlé de la France; et les Corses apprendront dans peu, de ces mêmes Français, quel doit être leur sort. Enfin, a-t-on des différends, la France les décide. Veut-on faire la guerre, la France est de la partie. S'agit-il de régler les articles de la paix, la France donne la loi et s'érige en arbitre souverain de l'univers.

Voilà les faits que j'ai cru pouvoir mettre en parallèle avec ceux que j'ai choisis dans l'histoire romaine; je les rapporte impartialement, et sans qu'aucune autre raison me détermine que l'amour de la vérité.

Je n'ajouterai à tout ceci qu'une seule remarque; elle roulera sur une conformité de génie entre les négociateurs des Romains et les Français. Lorsque la France est parvenue à son but, et qu'elle n'a plus besoin de certains ménagements, on remarquera dans ses négociateurs une fierté et une arrogance extrême; souples lorsqu'ils recherchent l'assistance des princes, et d'une hauteur insupportable lorsque l'intérêt ne requiert plus les secours de ces mêmes princes. Il est nécessaire de se rappeler l'ambassade que les Romains envoyèrent à Antiochus, roi de Syrie, pour le détourner d'attaquer Ptolémée et Cléopâtre, qui, en qualité de rois d'Égypte, étaient alliés du peuple romain. Popilius, simple citoyen romain, fut chargé de cette commission; il demanda à Antiochus en termes assez fiers une réponse catégorique sur ce qu'il lui avait proposé. Ce roi, se trouvant à la tête d'une armée, et prêt à fondre sur l'Égypte, étonné d'une pareille proposition, balança de répondre; Popilius, avec une baguette qu'il tenait entre ses mains, trace un cercle autour du Roi, et lui ordonne de répondre avant d'en sortir. Qu'on remarque la hauteur et la ma-

[8] *Instrument de la paix d'Osnabrück*, art. IV, §. 57 : Et comme l'affaire de la succession de Juliers entre les intéressés pourrait dans la suite du temps exciter de grands troubles dans l'Empire, si on ne les prévient point, on est convenu que, la paix faite, cette cause sera accommodée par les voies ordinaires devant Sa Majesté Impériale, ou par une composition amiable, ou par quelque autre voie légitime, sitôt que faire se pourra.

nière absolue dont l'ambassadeur de France s'y est pris dans les affaires de Genève. Qu'on jette les yeux sur le mémoire [9] que M. de Fénelon a présenté aux états généraux à la Haye, touchant la succession de Juliers; qu'on se rappelle les disputes puériles [10] entre cet ambassadeur et celui d'Angleterre sur une préséance aussi singulière que nouvelle, et on pourra découvrir, à tant de traits ressemblants, des desseins aussi ambitieux chez ces modernes que chez les anciens, des vues aussi étendues chez les uns que chez les autres, enfin un rapport exact entre la conduite de la France et celle de Philippe, roi de Macédoine, ainsi qu'entre la France et la république romaine.

Il est facile de remarquer, par ce qu'on vient de voir, que le corps politique de l'Europe est dans une situation violente : il est comme hors de son équilibre, et dans un état où il ne peut rester longtemps sans risquer beaucoup. Il en est comme du corps humain, qui ne subsiste que par le mélange de quantités égales d'acides et d'alcalis; dès qu'une de ces deux matières prédomine, le corps s'en ressent, et la santé en est considérablement altérée. Et si cette matière augmente encore, elle peut causer la destruction totale de la machine. Ainsi, dès que la politique et la prudence des princes de l'Europe perd de vue le maintien d'une juste balance entre les puissances dominantes, la constitution de tout ce corps politique s'en ressent : la violence se trouve d'un côté, la faiblesse de l'autre; chez l'un, le désir de tout envahir, chez l'autre, l'impossibilité de l'empêcher; le plus puissant impose des lois, le plus faible est dans la nécessité d'y souscrire; enfin tout concourt à augmenter le désordre et la confusion; le plus fort, comme un torrent impétueux, se déborde, entraîne tout, et expose ce malheureux corps aux révolutions les plus funestes.

Ce sont là, en peu de mots, les considérations que m'a fournies l'état présent de l'Europe. Si quelque puissance trouve que je me suis expliqué avec trop de liberté, elle doit savoir que le

9 A la fin de ce traité.

10 Cette dispute venait de ce que, à un festin que donnaient les états généraux, se trouvèrent MM. les ambassadeurs de France et d'Angleterre : l'Anglais porta la santé de l'Empereur ou celle de la prospérité des états généraux; M. de Fénelon dit que c'était à lui à porter cette santé; la chose alla fort loin. On appelle cette dispute *la guerre du buffet*. Cette histoire est généralement connue.

fruit conserve toujours un goût de terroir, et que, né dans un pays libre, il m'est permis de m'énoncer avec une noble hardiesse et avec une sincérité incapable de feindre, que la plupart des hommes ne connaissent point, et qui paraîtra peut-être criminelle à ceux qui, nés dans la servitude, ont été élevés dans l'esclavage.

Après avoir repassé la conduite des politiques de l'Europe, après avoir développé le système des cours selon l'étendue de mes lumières, et fait voir les dangereuses suites de l'ambition de quelques princes, j'ose pousser la sonde plus avant dans la plaie de ce corps politique; je poursuivrai le mal jusque dans ses racines, et je m'efforcerai d'en découvrir les causes les plus cachées. Si mes réflexions ont le bonheur de parvenir aux oreilles de quelques princes, ils y trouveront des vérités qu'ils n'auraient jamais apprises par la bouche de leurs courtisans et de leurs flatteurs; peut-être seront-ils même étonnés de voir ces vérités se placer auprès d'eux sur le trône. Qu'ils apprennent donc que leurs faux principes sont la source la plus empoisonnée des malheurs de l'Europe. Voici l'erreur de la plupart des princes. Ils croient que Dieu a créé exprès, et par une attention toute particulière pour leur grandeur, leur félicité et leur orgueil, cette multitude d'hommes dont le salut leur est commis, et que leurs sujets ne sont destinés qu'à être les instruments et les ministres de leurs passions déréglées. Dès que le principe dont on part est faux, les conséquences ne peuvent être que vicieuses à l'infini; et de là cet amour déréglé pour la fausse gloire, de là ce désir ardent de tout envahir, de là la dureté des impôts dont le peuple est chargé, de là la paresse des princes, leur orgueil, leur injustice, leur inhumanité, leur tyrannie, et tous ces vices qui dégradent la nature humaine. Si les princes se défaisaient de ces idées erronées, et qu'ils voulussent remonter jusqu'au but de leur institution, ils verraient que ce rang dont ils sont si jaloux, que leur élévation n'est que l'ouvrage des peuples; que ces milliers d'hommes qui leur sont commis ne se sont point faits esclaves d'un seul homme afin de le rendre plus formidable et plus puissant; qu'ils ne se sont point soumis à un citoyen pour être les martyrs de ses caprices et les jouets de ses fantaisies: mais qu'ils ont choisi celui d'entre eux qu'ils ont cru le plus juste pour les gouverner, le

meilleur pour leur servir de père, le plus humain pour compatir à leurs infortunes et les soulager, le plus vaillant pour les défendre contre leurs ennemis, le plus sage afin de ne les point engager mal à propos dans des guerres destructives et ruineuses, enfin l'homme le plus propre à représenter le corps de l'État, et en qui la souveraine puissance pût servir d'appui aux lois et à la justice, et non de moyen pour commettre impunément les crimes et pour exercer la tyrannie.

Ce principe ainsi établi, les princes éviteraient constamment les deux écueils qui de tout temps ont causé la ruine des empires et bouleversé le monde, savoir, l'ambition démesurée et la lâche négligence des affaires. Au lieu de projeter sans cesse des conquêtes, ces dieux de la terre ne travailleraient qu'à assurer le bonheur de leur peuple; ils emploieraient toute leur application à soulager les misérables et à rendre leur domination douce et salutaire; il faudrait que leurs bienfaits fissent désirer d'être né leur sujet; qu'il régnât une généreuse émulation entre eux à qui surpasserait les autres en bonté et en clémence; qu'ils sentissent que la vraie gloire des princes ne consiste point à opprimer leurs voisins, point à augmenter le nombre de leurs esclaves, mais à remplir les devoirs de leurs charges, et à répondre en tout à l'intention de ceux qui les ont revêtus de leur pouvoir et de qui ils tiennent la grandeur suprême.

Ces monarques devraient songer que l'ambition et la vaine gloire sont des vices qu'on punit grièvement chez les particuliers, et qu'on abhorre toujours dans un prince.

D'un autre côté, les princes, ayant sans cesse leur devoir devant les yeux, ne négligeraient point leurs affaires comme des occupations indignes de leur grandeur; ils ne commettraient point aveuglément le salut de leur peuple aux soins d'un ministre, qui peut être suborné, qui peut manquer de talents, et qui presque toujours est moins intéressé que le maître au bien public. Les princes veilleraient eux-mêmes sur les démarches de leurs voisins; ils auraient une attention extrême à pénétrer leurs projets et à prévenir leurs entreprises; ils se précautionneraient par de bonnes alliances contre la politique de ces esprits remuants qui ne cessent d'envahir, et qui, semblables au cancer, rongent et

consument tout ce qu'ils touchent. La prudence resserrerait les liens d'amitié et les alliances que formeraient de pareils princes; la sagesse serait leur conseil et ferait avorter les desseins de leurs ennemis; ils préféreraient un travail assidu, et qui aurait toujours pour but l'utilité publique, à la vie fainéante et voluptueuse des cours.

En un mot, c'est un opprobre et une ignominie de perdre ses États; et c'est une injustice et une rapacité criminelle de conquérir ceux sur lesquels on n'a aucun droit légitime.

MÉMOIRE

DE

M. LE MARQUIS DE FÉNELON,

AMBASSADEUR DU ROI DE FRANCE.[a]

RÉPONSE DE SA MAJESTÉ TRÈS-CHRÉTIENNE.

Leurs Hautes Puissances doivent être persuadées, par l'empressement que Sa Majesté a toujours eu de leur marquer l'amitié la plus sincère, combien elle a leurs intérêts à cœur, et combien elle désire de contribuer avec elles aux mesures et aux arrangements propres à assurer le repos de l'Europe et à prévenir tout ce qui pourrait y rallumer le feu de la guerre.

Le principe convenu entre Sa Majesté et l'Empereur, et dont elle ne se peut départir, de n'admettre, en ce qui reste à traiter pour perfectionner l'ouvrage de la paix, que les matières qui regardent immédiatement les parties belligérantes, n'empêche pas que Sa Majesté ne soit également portée et empressée, tant à chercher les moyens d'empêcher les voies de fait, qu'à travailler, avec les puissances qui s'intéressent pour la tranquillité publique, à procurer un accommodement juste et équitable, pour prévenir les différends qui pourraient avoir des suites fâcheuses.

Le concours d'intention de tant de puissances respectables ne peut manquer de lever bien des obstacles auxquels un accommo-

[a] Rousset, *Recueil historique d'actes, négociations, mémoires et traités, depuis la paix d'Utrecht jusqu'à présent.* A la Haye, 1739, in-8, t. XII, p. 107.

dement de la nature de celui dont il s'agit pourrait être sujet; et l'on est persuadé que rien ne peut plus concourir à avancer cet objet que de ne le point confondre avec d'autres qui lui seraient étrangers.

Sa Majesté déclare donc, ainsi que l'Empereur le déclare lui-même, qu'elle est prête à concourir dès à présent, avec les états généraux et les autres puissances qui s'intéressent au repos de l'Europe, pour faire conclure, s'il est possible, un accommodement amiable, et prévenir toutes les voies de fait, de même que tout ce qui pourrait occasionner des troubles et des contestations au sujet de l'affaire de Berg et Juliers.

Remis par nous soussigné, ambassadeur de Sa Majesté, le 3 janvier 1737.

Était signé :

Le marquis de Fénelon.

II.

DISSERTATION

SUR

L'INNOCENCE

DES ERREURS DE L'ESPRIT.

DISSERTATION

SUR

L'INNOCENCE DES ERREURS DE L'ESPRIT.

Monsieur, je me crois obligé de vous rendre raison de mon loisir et de l'usage que je fais de mon temps. Vous connaissez le goût que j'ai pour la philosophie; c'est une passion chez moi, elle accompagne fidèlement tous mes pas. Quelques amis qui connaissent en moi ce goût dominant, soit pour s'y accommoder, soit qu'ils y trouvent plaisir eux-mêmes, m'entretiennent souvent sur des matières spéculatives de physique, de métaphysique ou de morale. Nos conversations sont d'ordinaire peu remarquables, parce qu'elles roulent sur des sujets connus, ou qui sont au-dessous de l'œil éclairé des savants. La conversation que j'eus hier au soir avec Philante me parut plus digne d'attention; elle portait sur un sujet qui intéresse et partage presque tout le genre humain. Je pensai d'abord à vous; il me sembla que je vous devais cette conversation. Je montai incontinent dans ma chambre au retour de la promenade; les idées toutes fraîches et l'esprit plein de notre discours, je le couchai par écrit le mieux qu'il me fut possible. Je vous prie, monsieur, de m'en dire votre sentiment, et, si je suis assez heureux pour l'avoir rencontré, votre sincérité sera le salaire de mes peines; je me trouverai richement récompensé, si mon travail ne vous est pas désagréable.

Il faisait hier le plus beau temps du monde; le soleil brillait d'un feu plus beau qu'à l'ordinaire; le ciel était si serein, qu'on

n'apercevait aucun nuage à la plus grande distance. J'avais passé toute la matinée à l'étude, et, pour me délasser du travail, je fis une partie de promenade avec Philante; nous nous entretînmes assez longtemps du bonheur dont jouissent les hommes, et de l'insensibilité de la plupart, qui ne goûtent point les douceurs d'un beau soleil et d'un air pur et tranquille. De considérations en considérations, nous nous aperçûmes que notre discours avait infiniment allongé notre promenade, et qu'il était temps de rebrousser chemin pour arriver au logis avant l'obscurité. Philante, qui l'observa le premier, m'en fit la guerre; je me défendis en lui disant que sa conversation me paraissait si agréable, que je ne comptais pas les moments lorsque je me trouvais avec lui, et que j'avais cru qu'il était assez temps de penser à notre retour lorsqu'on verrait baisser le soleil. — Comment! baisser le soleil! reprit-il. Êtes-vous copernicien? et vous accommodez-vous aux façons populaires de s'exprimer, et aux erreurs de Tycho Brahé? — Tout doucement, lui repartis-je, vous allez bien vite. D'abord il ne s'agissait point ici de philosophie dans une conversation familière, et si j'ai failli en péchant contre Copernic, ma faute doit m'être aussi facilement pardonnée qu'à Josué, qui fait arrêter le soleil dans sa course, et qui, étant divinement inspiré, devait bien être au fait des secrets de la nature. Josué parlait dans ce moment comme le peuple, et moi, je parle à un homme éclairé, qui m'entend également bien d'une ou d'autre manière. Mais puisque vous attaquez ici Tycho Brahé, souffrez que pour un moment je vous attaque à mon tour.

Il paraît que votre zèle pour Copernic est bien animé : vous lancez d'abord des anathèmes contre tous ceux qui se trouvent d'un sentiment contraire au sien. Je veux croire qu'il a raison; mais cela est-il bien sûr? Quel garant en avez-vous? Est-ce que la nature, est-ce que son auteur, vous ont révélé quelque chose sur l'infaillibilité de Copernic? Quant à moi, je ne vois qu'un système, c'est-à-dire, l'arrangement des visions de Copernic ajustées sur les opérations de la nature. — Et moi, reprit Philante en s'échauffant, j'y vois la vérité. — La vérité? et qu'appelez-vous la vérité? — C'est, dit-il, l'évidence réelle des êtres et des faits. — Et connaître la vérité? continuai-je. — C'est, me répon-

dit-il, être parvenu à trouver un rapport exact entre les êtres qui existent réellement ou qui ont existé, avec nos idées, entre les faits passés ou présents, et les notions que nous en avons. — Suivant cela, mon cher Philante, nous pouvons peu nous flatter de connaître des vérités; elles sont presque toutes douteuses, lui dis-je, et il n'y a, selon la définition que vous venez de me faire vous-même, il n'y a que deux ou trois vérités tout au plus qui soient incontestables. Le rapport des sens, qui est ce que nous avons presque de plus sûr, n'est point exempt d'incertitudes. Nos yeux nous trompent lorsqu'ils nous peignent ronde de loin une tour que nous trouvons carrée en en approchant. Nous croyons quelquefois entendre des sons qui n'ont lieu que dans notre imagination, et qui ne consistent que dans une impression sourde faite sur nos oreilles. L'odorat n'est pas moins infidèle que les autres sens; il semble quelquefois qu'on sente des odeurs de fleurs dans des prairies ou dans des bois, qui n'y sont pas cependant. Et à présent que je vous parle, je m'aperçois, au sang qui coule de ma main, qu'un moucheron m'a piqué; la chaleur du discours m'a rendu insensible à cette douleur, l'attouchement m'a fait faux bond. Si donc ce que nous avons de moins douteux l'est si fort, comment pouvez-vous parler avec tant de certitude des matières abstraites de la philosophie? — C'est, repartit Philante, qu'elles sont évidentes, et que le système de Copernic est confirmé par l'expérience : les révolutions des planètes y sont marquées avec une précision admirable, les éclipses y sont calculées avec une justesse merveilleuse; enfin ce système explique parfaitement l'énigme de la nature. — Mais que diriez-vous, repartis-je, si je vous faisais voir un système très-différent assurément du vôtre, et qui, par un principe évidemment faux, explique les mêmes merveilles que celui de Copernic? — Je vous attends aux erreurs des Malabares, reprit Philante. — C'est justement de leur montagne que j'allais vous parler; mais, erreur tant qu'il vous plaira, ce système, mon cher Philante, explique parfaitement bien les opérations astronomiques de la nature; et il est étonnant que, partant d'un point aussi absurde que l'est celui de supposer le soleil uniquement occupé à faire le tour d'une grande montagne qui se trouve dans le pays de ces barbares, ces astronomes aient

pu si bien prédire les mêmes révolutions et les mêmes éclipses que votre Copernic : l'erreur des Malabares est grossière, celle de Copernic est peut-être moins sensible. Peut-être verra-t-on un jour quelque nouveau philosophe dogmatiser du haut de sa gloire, et, tout bouffi d'arrogance de quelque découverte peu importante, et toujours suffisante pour servir de base à un nouveau système, traiter les coperniciens et les newtoniens comme un petit essaim de misérables qui ne méritent pas qu'on relève leurs erreurs.

— Il est vrai, dit Philante, que les nouveaux philosophes ont eu de tout temps le droit de triompher des anciens. Des Cartes foudroya les saints de l'école, et il fut foudroyé à son tour par Newton, et celui-ci n'attend qu'un successeur pour subir le même sort. — Ne serait-ce point, repris-je, qu'il ne faut que de l'amour-propre pour faire un système? De cette haute idée de son mérite naît un sentiment d'infaillibilité; alors le philosophe forge son système. Il commence par croire aveuglément ce qu'il veut prouver; il cherche des raisons pour y donner un air de vraisemblance, et de là une source intarissable d'erreurs. Il devrait tout au contraire commencer par remonter, au moyen de plusieurs observations, de conséquences en conséquences, et voir simplement à quoi elles aboutiraient, et ce qui en résulterait; on en croirait moins, et on apprendrait savamment à douter, en suivant les pas timides de la circonspection. — Il vous faudrait des anges pour philosopher, me dit vivement Philante; car où trouver un homme sans prévention et parfaitement impartial?

— Ainsi, lui dis-je, l'erreur est notre partage. — A Dieu ne plaise! reprit mon ami; nous sommes faits pour la vérité. — Je vous prouverai bien le contraire, si vous voulez vous donner la patience de m'écouter, lui dis-je; et pour cet effet, comme nous voici proche de la maison, nous nous asseyerons sur ces bancs, car je vous crois fatigué de la promenade.

Philante, qui n'est pas trop bon piéton, et qui avait plutôt marché par distraction et machinalement que de propos délibéré, fut charmé de s'asseoir. Nous nous plaçâmes tranquillement, et je repris à peu près ainsi.

Je vous ai dit, Philante, que l'erreur était notre partage; je

dois vous le prouver. Cette erreur a plus d'une source. Il paraît que le Créateur ne nous a pas destinés pour posséder beaucoup de science et pour faire un grand chemin dans le pays des connaissances : il a placé les vérités dans des abîmes que nos faibles lumières ne sauraient approfondir, et il les a entourées d'une épaisse haie d'épines. La route de la vérité offre des précipices de tous côtés; on ne sait quel sentier suivre pour éviter ces dangers; et si l'on est assez heureux pour les avoir franchis, on trouve sur son chemin un labyrinthe où le fil merveilleux d'Ariane n'est d'aucun usage, et d'où on ne peut jamais se tirer. Les uns courent après un fantôme imposteur qui les trompe par ses prestiges, et leur donne pour bonne monnaie ce qui est de faux aloi; ils s'égarent, semblables à ces voyageurs qui suivent dans l'obscurité les feux follets dont la clarté les séduit. D'autres devinent ces vérités si secrètes; ils croient arracher le voile de la nature, ils font des conjectures, et c'est un pays où il faut avouer que les philosophes ont fait de grandes conquêtes. Les vérités sont placées si loin de notre vue, qu'elles deviennent douteuses, et prennent de leur éloignement même un air équivoque. Il n'en est presque aucune qui n'ait été combattue; c'est qu'il n'en est aucune qui n'ait deux faces : prenez-la d'un côté, elle paraît incontestable; prenez-la de l'autre, c'est la fausseté même. Rassemblez tout ce que votre raisonnement vous a fourni pour et contre, réfléchissez, délibérez, pesez bien, vous ne saurez à quoi vous déterminer. Tant il est vrai qu'il n'y a que le nombre des vraisemblances qui donne du poids à l'opinion des hommes. Si quelque vraisemblance pour ou contre leur échappe, ils prennent le mauvais parti; et comme jamais l'imagination ne peut leur offrir avec une même force le pour et le contre, ils se détermineront toujours par faiblesse, et la vérité se dérobe à leurs yeux.

Je suppose qu'une ville soit située dans une plaine, que cette ville soit assez longue, et qu'elle ne contienne qu'une rue; je suppose encore qu'un voyageur qui n'a jamais entendu parler de cette ville s'y rende, et qu'il en voie toute la longueur : il jugera qu'elle est immense, parce qu'il ne la voit que d'un côté, et son jugement sera très-faux, puisque nous avons vu qu'elle ne contenait qu'une rue. Il en est de même des vérités, lorsque nous les

considérons par parties, et que nous faisons abstraction du tout. Nous jugerons bien de cette partie, mais nous nous tromperons considérablement sur la totalité. Pour arriver à la connaissance d'une vérité importante, il faut auparavant avoir fait une provision préliminaire de vérités simples qui conduisent ou qui servent d'échelons pour atteindre à la vérité composée qu'on cherche; c'est encore ce qui nous manque. Je ne parle point des conjectures, je parle des vérités évidentes, certaines et irrévocables. A prendre les choses dans un sens philosophique, nous ne connaissons rien du tout; nous nous doutons de certaines vérités, nous nous en formons une notion vague, et nous modifions par les organes de la voix de certains sons que nous appelons des termes scientifiques, dont le résonnement contente nos oreilles, que notre esprit croit comprendre, et qui, bien pris, n'offrent à l'imagination que des idées confuses et embrouillées; de sorte que notre philosophie se réduit à l'habitude que nous nous faisons de nous servir d'expressions obscures, de termes que nous ne comprenons guère, et à une profonde méditation sur des effets dont les causes nous restent bien inconnues et bien cachées. L'amas pitoyable de ces rêveries est honoré du beau nom d'excellente philosophie, que l'auteur annonce avec l'arrogance d'un charlatan, comme la découverte la plus rare et la plus utile au genre humain. La curiosité vous pousse-t-elle à vous informer de cette découverte, vous croyez trouver des choses : quelle injustice de vous y attendre! Non, cette découverte si rare, si précieuse, ne consiste que dans la composition d'un nouveau mot plus barbare qu'aucun de ceux qui ont jamais paru; ce nouveau mot, selon notre charlatan, explique merveilleusement certaine vérité ignorée, et vous la montre plus brillante que le jour. Voyez, examinez, dépouillez son idée de l'appareil des termes qui la couvraient, il ne vous en reste rien; même obscurité, mêmes ténèbres. C'est une décoration qui disparaît, et qui détruit avec soi les prestiges de l'illusion.

La véritable connaissance de la vérité doit être bien différente de celle que je viens de vous présenter : il faudrait pouvoir indiquer toutes les causes; il faudrait, en remontant jusqu'aux premiers principes, les connaître et en développer l'essence. C'est ce que Lucrèce sentait bien, et ce qui faisait dire à ce poëte philo-

sophe : *Felix, qui potuit rerum cognoscere causas!*[a] Le nombre des premiers principes des êtres et les ressorts de la nature sont, ou trop immenses, ou trop petits pour être aperçus et connus des philosophes; de là viennent ces disputes sur les atomes, sur la matière divisible à l'infini, sur le plein ou sur le vide,[b] sur le mouvement, sur la manière dont le monde est gouverné : tout autant de questions très-épineuses, et que nous ne résoudrons jamais. Il semble que l'homme s'appartienne; il me paraît que je suis maître de ma personne, que je m'approfondis, que je me connais : mais je m'ignore; il n'est pas décidé encore si je suis une machine, un automate remué par les mains du Créateur, ou si je suis un être libre et indépendant de ce Créateur; je sens que j'ai la faculté de me mouvoir, et je ne sais point ce que c'est que le mouvement, si c'est un accident, ou si c'est une substance. Un docteur vient crier que c'est un accident, l'autre jure que c'est une substance; ils se disputent, les courtisans en rient, les idoles de la terre les méprisent, et le peuple les ignore, eux et le sujet de leurs querelles. Ne vous paraît-il point que c'est mettre la raison hors de la sphère de son activité que de l'employer à des matières si incompréhensibles et si abstraites? Il me semble que notre esprit n'est pas capable de ces vastes connaissances; il en est de nous comme des hommes qui voguent le long des côtes : ils s'imaginent que c'est le continent qui se remue, et ne croient point se remuer eux-mêmes; il en est pourtant tout autrement, le rivage est inébranlable, et ce sont eux qui sont poussés par le vent. Notre amour-propre nous séduit toujours; nous donnons à toutes les choses que nous ne pouvons pas comprendre l'épithète d'obscures, et tout devient inintelligible, dès qu'il est hors de notre portée : c'est cependant la nature de notre esprit qui nous rend incapables de grandes connaissances.

Il y a des vérités éternelles, cela est incontestable : mais pour bien comprendre ces vérités, pour en connaître jusqu'aux moindres raisons, il faudrait un million de fois plus de mémoire que n'en a l'homme; il faudrait pouvoir se livrer entièrement à la

[a] Ce vers n'est pas de Lucrèce; il se trouve dans les *Géorgiques* de Virgile, livre II, v. 490.

[b] Voyez t. VII, p. 110 et 111.

connaissance d'une vérité; il faudrait une vie de Mathusalem, et plus longue encore, une vie spéculative, fertile en expériences; il faudrait, enfin, une attention dont nous ne sommes pas capables. Jugez, après cela, si l'intention du Créateur a été de nous rendre des gens bien habiles; car voilà les empêchements qui semblent émaner de sa volonté, et l'expérience nous fait connaître que nous avons peu de capacité, peu d'application, que notre génie n'est pas assez transcendant pour pénétrer les vérités, et que nous n'avons pas une mémoire assez vaste et assez sûre pour la charger de toutes les connaissances nécessaires à cette belle et pénible étude.

Il se trouve encore un autre obstacle qui nous empêche de parvenir à la connaissance de la vérité, dont les hommes ont embarrassé leur chemin, comme si ce chemin était trop aisé par lui-même. Cet obstacle consiste dans les préjugés de l'éducation. La plus grande partie des hommes est dans des principes évidemment faux : leur physique est très-fautive, leur métaphysique ne vaut rien, leur morale consiste dans un intérêt sordide, dans un attachement sans bornes aux biens de la terre; ce qui est chez eux une grande vertu, c'est une sage prévoyance qui les fait songer à l'avenir, et qui pourvoit de loin à la subsistance de leur famille. Vous jugez bien que la logique de ces sortes de gens est sortable au reste de leur philosophie; aussi est-elle pitoyable : l'art de raisonner, chez eux, consiste à parler seuls, à décider de tout, et à ne point souffrir de réplique. Ces petits législateurs de famille s'intriguent d'abord extrêmement des idées qu'ils veulent imprimer à leur progéniture; père, mère, parents travaillent à éterniser leurs erreurs; au sortir du berceau, on prend bien de la peine pour donner aux enfants une idée du moine bourru et du loup-garou. Ces belles connaissances sont à l'ordinaire suivies d'autres qui les valent; l'école y contribue de son côté; il vous faut passer par les visions de Platon pour arriver à celles d'Aristote, et d'un saut on vous initie aux mystères des tourbillons. Vous sortez de l'école, la mémoire bien chargée de mots, l'esprit plein de superstitions et rempli de respect pour les anciennes billevesées. L'âge de la raison arrive : ou vous secouez le joug de l'erreur, ou vous renchérissez sur vos parents; ont-ils été borgnes,

vous devenez aveugle; ont-ils cru de certaines choses, parce qu'ils s'imaginaient de les croire, vous les croirez par opiniâtreté. Ensuite l'exemple de tant d'hommes qui adhèrent à un sentiment vous entraîne; leurs suffrages sont pour vous une autorité suffisante; ils donnent du poids par leur nombre; l'erreur populaire fait des prosélytes et triomphe; enfin, ces erreurs invétérées deviennent formidables par la suite des temps. Figurez-vous un jeune arbrisseau dont le jet se ploie à l'effort des vents, qui, dans la suite de sa durée, oppose sa tête altière aux nuées, et présente à la hache du bûcheron un tronc inébranlable. Comment! dit-on, mon père a raisonné ainsi, et il y a soixante, il y a soixante-dix ans que je raisonne de même; par quelle injustice prétendez-vous que je commence à présent à raisonner d'une autre manière! Il me siérait bien de redevenir écolier et de m'engager comme apprenti sous votre direction! Allez, allez, j'aime mieux ramper sur les pas de l'usage que de m'élever, nouvel Icare, avec vous dans les airs; souvenez-vous de sa chute; c'est là le salaire des nouvelles opinions, et c'est là la peine qui vous attend. L'opiniâtreté se mêle souvent à la prévention, et une certaine barbarie qu'on appelle le faux zèle ne manque jamais d'étaler ses tyranniques maximes.

Voilà les effets qui suivent les préjugés de l'enfance; ils prennent une plus profonde racine, à cause de la flexibilité du cerveau à cet âge tendre. Les premières impressions sont les plus vives, et tout ce que peut la force du raisonnement ne paraît que froid en comparaison.

Vous voyez, mon cher Philante, que l'erreur est le partage des humains. Vous comprendrez sans doute, après tout ce que je viens de vous détailler, qu'il faut être bien infatué de ses opinions pour se croire au-dessus de l'erreur, et qu'il faut être soi-même très-ferme dans ses arçons pour oser entreprendre de désarçonner les autres.

— Je commence à voir à mon grand étonnement, répondit Philante, que la plupart des erreurs sont invincibles pour ceux qui en sont infectés. Je vous ai écouté avec plaisir et avec attention, et j'ai fort bien retenu, si je ne me trompe, les causes de l'erreur que vous m'avez indiquées. C'était, disiez-vous, l'éloigne-

ment où la vérité est de nos yeux, le petit nombre des connaissances, la faiblesse et l'insuffisance de notre esprit, et les préjugés de l'éducation. — A merveille, Philante, vous avez une mémoire toute divine, et si Dieu et la nature daignaient former un mortel capable d'embrasser leurs sublimes vérités, ce serait assurément vous, qui unissez à cette mémoire vaste un esprit vif et un jugement solide. — Trêve de compliments, reprit Philante; j'aime mieux des raisonnements philosophiques que vos louanges; il ne s'agit point ici de faire mon panégyrique, mais il s'agit de faire amende honorable au nom de l'orgueil de tous les savants, et de faire un humble aveu de notre ignorance. — Je vous seconderai merveilleusement, Philante, lorsqu'il faudra mettre au jour notre profonde et crasse ignorance; j'en fais très-volontiers l'aveu; je vais même jusqu'au pyrrhonisme, et je trouve qu'on fait bien de n'avoir qu'une foi équivoque pour ce que nous appelons les vérités d'expérience. Vous voilà en bon chemin, Philante. Le scepticisme ne vous convient point mal. Pyrrhon, au Lycée, n'aurait pas autrement parlé que vous. Je vous avoue, lui dis-je, que je suis un peu académicien; je considère les choses de tous les côtés; je doute et je suis indéterminé : c'est l'unique moyen de se garantir de l'erreur. Ce scepticisme ne me fait pas marcher à pas de géant, à pas d'Homère, vers la vérité; mais aussi me sauve-t-il des embûches des préjugés.

— Et pourquoi craignez-vous l'erreur, repartit Philante, vous qui en faites si bien l'apologie? — Hélas! lui dis-je, il y a telle erreur dont la douceur est préférable à la vérité; ces erreurs vous remplissent d'idées agréables; elles vous comblent de biens que vous n'avez point, et dont vous ne jouirez jamais; elles vous soutiennent dans vos adversités; et, dans la mort même, près de perdre tous vos biens et votre vie, elles vous font encore voir, comme dans une perspective, des biens préférables à ceux que vous perdez, et des torrents de volupté dont les délices sont capables d'adoucir la mort même, et de la rendre aimable, s'il était possible. Je me rappelle, à ce propos, l'histoire qu'on m'a contée d'un fou; peut-être vous dédommagera-t-elle de mon long et didactique raisonnement. — Mon silence, me dit Philante, vous fait assez comprendre que je vous écoute avec plaisir, et que je

suis curieux d'entendre votre histoire. — Je vais vous contenter, Philante, à condition que vous ne vous repentirez point de m'avoir fait jaser.

Il y avait un fou aux Petites-Maisons de Paris, homme de très-bonne naissance, qui mettait tous ses parents dans la dernière affliction par le dérangement de son cerveau : il était sensé sur tout autre sujet, hors celui de sa béatitude; alors ce n'était que compagnies de chérubins, de séraphins et d'archanges; il chantait tout le jour dans le concert de ces esprits immortels, il était honoré de visions béatifiques, le paradis était sa demeure, les anges étaient ses compagnons, et la manne céleste lui servait d'aliment. Cet heureux fou jouissait d'un bonheur parfait dans les Petites-Maisons, lorsqu'un médecin ou chirurgien vint pour son malheur faire la visite des fous. Ce médecin offrit à la famille de guérir le béat. Vous pouvez croire qu'on n'épargna aucune promesse pour l'engager à se surpasser, et à effectuer des prodiges, s'il le pouvait. Enfin, pour abréger, soit par des saignées, ou par d'autres remèdes, il réussit à remettre le fou dans son bon sens. Celui-ci, fort étonné de ne plus se trouver au ciel, mais dans un appartement assez approchant d'un cachot, et environné d'une compagnie qui n'avait rien d'angélique, s'emporta extrêmement contre le médecin. J'étais bien dans le ciel, lui dit-il, ce n'était pas à vous de m'en faire sortir; je voudrais que pour votre peine vous fussiez condamné à peupler réellement le pays des damnés dans les enfers.

Vous voyez par là, Philante, qu'il est d'heureuses erreurs; il ne m'en coûtera rien de vous montrer qu'elles sont innocentes. — Je le veux bien, dit Philante; aussi bien nous soupons tard, et nous avons encore pour le moins trois heures à notre disposition. — Il ne m'en faut pas tant, repris-je, pour ce que j'ai à vous dire; je serai plus ménager de mon temps et de votre patience.

Vous êtes convenu, il y a un moment, que l'erreur était involontaire chez ceux qui en sont infectés; ils croient tenir la vérité, et ils s'abusent. Ils sont excusables dans le fait, car, selon leur supposition, ils sont sûrs de la vérité; ils y vont de bonne foi, ce sont les apparences qui leur en imposent, ils prennent l'ombre pour le corps. Considérez encore, je vous prie, que le

motif de ceux qui tombent dans l'erreur est louable; ils cherchent la vérité, ils s'égarent dans le chemin, et s'ils ne la trouvent point, ce n'en était pas moins leur volonté; ils manquaient de guides, ou, ce qui pis est, ils en avaient de mauvais; ils cherchaient le chemin de la vérité, mais leurs forces n'étaient pas suffisantes pour y arriver. Pourrait-on condamner un homme qui se noierait en passant un fleuve extrêmement large qu'il n'aurait pas la force de franchir? A moins que de n'avoir rien d'humain, on compatirait à sa triste destinée, on plaindrait un homme si plein de courage, capable d'un dessein aussi généreux et aussi hardi, de n'avoir point été assez secouru de la nature; sa témérité paraîtrait digne d'un sort plus heureux, et ses cendres seraient arrosées de larmes. Tout homme qui pense doit faire des efforts pour connaître la vérité; ces efforts sont dignes de nous, quand même ils surpasseraient notre capacité. C'est un assez grand malheur pour nous que ces vérités soient impénétrables; il ne faut pas l'augmenter par notre mépris pour ceux qui font naufrage à la découverte de ce nouveau monde; ce sont des Argonautes généreux qui s'exposent pour le salut de leurs compatriotes, et c'est assurément un travail bien rude que celui d'errer dans les pays imaginaires; l'air de ces contrées nous est contraire, nous ne connaissons point le langage des habitants, et nous ne savons pas marcher à travers ces sables mouvants.

Croyez-moi, Philante, ayons du support pour l'erreur; c'est un poison subtil qui se glisse dans nos cœurs sans que nous nous en apercevions. Moi qui vous parle, je ne suis pas sûr d'en être exempt. Ne donnons jamais dans le ridicule orgueil de ces savants infaillibles dont les paroles doivent passer pour autant d'oracles; soyons pleins d'indulgence pour les erreurs les plus palpables, et ayons de la condescendance pour les opinions de ceux avec lesquels nous vivons en société. Pourquoi troublerions-nous la douceur des liens qui nous unissent, pour l'amour d'une opinion sur laquelle nous manquons nous-mêmes de conviction? Ne nous érigeons point en chevaliers défenseurs d'une vérité inconnue, et laissons à l'imagination de chacun la liberté de composer le roman de ses idées. Les siècles des héros fabuleux, des miracles et des extravagances chevaleresques sont passés. Don Quichotte se

fait encore admirer dans Michel de Cervantes; mais les Pharamond, les Roland, les Amadis, les Gandalin [a] s'attireraient la risée de toutes les personnes raisonnables, et les chevaliers qui voudraient marcher sur leurs traces auraient le même destin.

Remarquez encore que, pour extirper l'erreur de l'univers, il faudrait exterminer tout le genre humain. Croyez-moi, continuai-je, ce n'est pas notre façon de penser sur des matières spéculatives qui peut influer sur le bonheur de la société, mais c'est notre manière d'agir. Soyez partisan du système de Tycho Brahé ou de celui des Malabares, je vous le pardonnerai sans peine, pourvu que vous soyez humain; mais, fussiez-vous le plus orthodoxe de tous les docteurs, si votre caractère est cruel, dur et barbare, je vous abhorrerai toujours.

— Je me conforme entièrement à vos sentiments, me dit Philante. A ces mots nous entendîmes non loin de nous un bruit sourd, tel que celui d'une personne qui marmotte quelques paroles injurieuses. Nous nous tournâmes, et nous fûmes tout surpris d'apercevoir à la clarté de la lune notre aumônier, qui n'était qu'à deux pas de nous, et qui vraisemblablement avait entendu la meilleure partie de notre discours. Ah! mon père, lui dis-je, d'où vient que nous vous rencontrons si tard? — C'est aujourd'hui samedi, reprit-il; j'étais ici à composer mon prône pour demain, lorsque j'ai entendu à moitié quelques mots de votre discours, qui m'ont engagé à écouter le reste. Plût au ciel, pour le bien de mon âme, que je ne les eusse point entendus! Vous avez excité ma juste colère, vous avez scandalisé mes saintes oreilles, les sacrés sanctuaires de nos vérités ineffables; profanes, qui préférez . . . . . ô les mauvais chrétiens! l'humanité, la charité et l'humilité à la puissance de la foi et à la sainteté de notre croyance. Allez, vous serez maudits et tourmentés dans les chaudières d'huile bouillante préparées pour les damnés, vos semblables.

— Eh! de grâce, repartis-je, mon père, nous n'avons point touché des matières de religion; nous n'avons parlé que de sujets de philosophie très-indifférents, et, à moins que vous n'érigiez Tycho Brahé et Copernic en Pères de l'Église, je ne vois pas de quoi vous avez à vous plaindre. — Allez, allez, nous dit-il, je

[a] Gandalin était l'écuyer d'Amadis de Gaule.

vous prêcherai demain, et Dieu sait comme je vous enverrai galamment au diable.

Nous voulûmes lui répondre; mais il nous quitta brusquement, marmottant toujours quelques paroles que nous ne pûmes pas bien distinguer. Je crus que c'était quelque saint soupir; mais Philante s'imaginait avoir entendu quelques imprécations rhétoriques tirées d'un des psaumes de David.

Nous nous retirâmes très-mortifiés de l'aventure qui nous était arrivée, et fort embarrassés des mesures que nous devions prendre. Il me semblait que je n'avais rien dit qui dût choquer personne, et que ce que j'avais avancé à l'avantage de l'erreur était conforme à la droite raison et par conséquent aux principes de notre très-sainte religion, qui nous ordonne même de supporter mutuellement nos défauts, et de ne point scandaliser ou choquer les faibles. Je me sentais net à l'égard de mes sentiments, mais la seule chose qui me faisait craindre était la façon de penser des dévots. On connaît trop jusqu'où vont leurs emportements, et combien ils sont capables de prévenir contre l'innocence, lorsqu'ils se mêlent de répandre l'alarme contre ceux qu'ils ont pris en aversion. Philante me rassura de son mieux, et nous nous retirâmes après le souper, chacun de son côté, rêvant, je pense, au sujet de notre conversation et à la malencontreuse aventure du prêtre. Je montai incontinent dans ma chambre, et je passai la meilleure partie de la nuit à vous marquer ce que j'avais pu retenir de notre conversation.

III.

AVANT-PROPOS

SUR

LA HENRIADE DE M. DE VOLTAIRE.

AVANT-PROPOS

SUR

LA HENRIADE DE M. DE VOLTAIRE.

Le poëme de la *Henriade* est connu de toute l'Europe. Les éditions multipliées qui s'en sont faites l'ont répandu chez toutes les nations qui ont des livres, et qui sont assez policées pour avoir quelque goût pour les lettres.

M. de Voltaire est peut-être l'unique auteur qui, préférant la perfection de son art aux intérêts de son amour-propre, ne se soit point lassé de corriger ses fautes. Depuis la première édition, où la *Henriade* parut sous le titre de *Poëme de la Ligue,* jusqu'à celle qu'on donne aujourd'hui au public, l'auteur s'est toujours élevé d'efforts en efforts jusqu'à ce point de perfection que les grands génies et les maîtres de l'art ont ordinairement mieux dans l'idée qu'il ne leur est possible d'y atteindre.

L'édition qu'on donne à présent au public est considérablement augmentée par l'auteur; c'est une marque évidente que la fécondité de son génie est comme une source intarissable, et qu'on peut toujours attendre, sans se tromper, des beautés nouvelles et quelque chose de parfait d'une aussi excellente plume que l'est celle de M. de Voltaire.

Les difficultés que ce prince de la poésie française eut à surmonter lorsqu'il composa ce poëme épique, sont innombrables. Il avait contre lui les préjugés de toute l'Europe et ceux de sa propre nation, qui était du sentiment que l'épopée ne réussirait jamais en français; il avait devant lui le triste exemple de ses

précurseurs, qui avaient tous bronché dans cette pénible carrière; il avait encore à combattre ce respect superstitieux du peuple savant pour Virgile et pour Homère; et, plus que tout cela, une santé faible et délicate, qui aurait mis tout autre homme moins sensible que lui à la gloire de sa nation hors d'état de travailler. Malgré tous ces obstacles, M. de Voltaire est venu à bout d'exécuter son dessein, quoique aux dépens de sa fortune et souvent de son repos.

Un génie aussi vaste, un esprit aussi sublime, un homme aussi laborieux que l'est M. de Voltaire, se serait ouvert le chemin aux emplois les plus illustres, s'il avait voulu sortir de la sphère des sciences qu'il cultive, pour se vouer à ces affaires que l'intérêt et l'ambition des hommes ont coutume d'appeler de solides occupations; mais il a préféré de suivre l'impulsion irrésistible de son génie, aux avantages que la fortune aurait été forcée de lui accorder. Aussi a-t-il fait des progrès qui répondent parfaitement à son attente. Il fait autant d'honneur aux sciences que les sciences lui en font. On ne le connaît dans la *Henriade* qu'en qualité de poëte; mais il est philosophe profond et sage historien en même temps.

Les sciences et les arts sont comme de vastes pays qu'il nous est presque aussi impossible de subjuguer tous qu'il l'a été à César ou bien à Alexandre de conquérir le monde entier. Il faut beaucoup de talents et beaucoup d'application pour s'assujettir quelque petit terrain; aussi la plupart des hommes ne marchent-ils qu'à pas de tortue dans la conquête de ce pays. Il en a été cependant des sciences comme des empires du monde, qu'une infinité de petits souverains se sont partagés. Les petits souverains réunis ont composé ce qu'on appelle des académies; et comme, dans les gouvernements aristocratiques, il s'est souvent trouvé des hommes, nés avec une intelligence supérieure, qui se sont élevés au-dessus des autres, de même les siècles éclairés ont produit des hommes qui ont concentré en eux les sciences qui devaient donner une occupation suffisante à quarante têtes pensantes. Ce que les Leibniz, ce que les Fontenelle[a] ont été de leur temps, M. de Voltaire l'est aujourd'hui. Il n'y a aucune science qui n'entre dans

[a] Fontenelle, né le 11 février 1657, ne mourut que le 9 janvier 1757.

la sphère de son activité, et, depuis la géométrie la plus sublime jusqu'à la poésie, la force de son génie a tout soumis.

Quiconque a la connaissance du monde, et quiconque a lu les ouvrages de M. de Voltaire, concevra sans peine que l'envie ne pouvait l'épargner : un mérite supérieur, joint à une vaste réputation, révolte d'ordinaire les demi-savants, les amphibies d'érudition et d'ignorance; ces misérables, étant eux-mêmes sans talents, maltraitent fièrement ceux qu'ils pensent leur être inférieurs, et persécutent opiniâtrément ceux dont l'éclatante lumière les éclipse. Aussi tout ce qu'ont pu la malice et la calomnie, l'ingratitude et la haine, s'est ligué contre M. de Voltaire; il n'y a aucune sorte de persécution qu'il n'ait soufferte, et des magistrats qui, pour le soin de leur propre gloire, auraient dû le protéger, l'ont abandonné lâchement à la haine de ceux que leurs crimes ont rendus ses ennemis.

Malgré une vingtaine de sciences qui partagent M. de Voltaire, malgré ses fréquentes infirmités et les chagrins que lui donnent d'indignes envieux, il a conduit sa *Henriade* à un point de maturité où je ne sache pas qu'aucun poëme soit jamais parvenu.[a]

On trouve toute la sagesse imaginable dans la conduite et dans l'économie de la *Henriade*. L'auteur a profité des reproches qu'on a faits à Homère et à Virgile. Les chants de l'*Iliade* ont peu ou point de connexion les uns avec les autres; ce qui leur a mérité le nom de rapsodies. Dans la *Henriade*, on trouve une liaison intime entre tous les chants; ce n'est qu'un même sujet divisé par l'ordre des temps en dix actions principales. Le dénoûment de la *Henriade* est naturel : c'est la conversion de Henri IV et son entrée à Paris, qui mettent fin aux guerres civiles des ligueurs qui troublaient la France; et en cela le poëte français est infiniment supérieur au poëte latin, qui ne termine pas son *Énéide* d'une manière aussi intéressante qu'il l'avait commencée. Ce ne sont plus alors que les étincelles du beau feu que le lecteur admirait dans le commencement de ce poëme. On dirait que Virgile en a composé les premiers chants dans la fleur de sa jeunesse, et qu'il a composé les derniers dans cet âge où l'imagination mou-

[a] Voyez t. VII, p. 57.

rante et le feu de l'esprit à moitié éteint ne permet plus aux guerriers d'être héros, ni aux poëtes d'écrire.

Si le poëte français imite en quelques endroits Homère et Virgile, c'est pourtant toujours une imitation qui sent l'original, et dans laquelle on voit que le jugement du poëte français est infiniment supérieur au poëte grec et au poëte latin. Comparez la descente d'Ulysse aux enfers [a] avec le septième chant de la *Henriade,* vous verrez que ce dernier est enrichi d'une infinité de beautés que M. de Voltaire ne doit qu'à lui-même; la seule idée d'attribuer au rêve de Henri IV ce qu'il voit dans le ciel, dans les enfers, et ce qui lui est pronostiqué dans le temple du Destin, vaut seule toute l'*Iliade;* car le rêve de Henri IV ramène tout ce qui lui arrive aux règles de la vraisemblance; au lieu que le voyage d'Ulysse aux enfers est dépourvu de tous les agréments qui auraient pu donner l'air de vérité à l'ingénieuse fiction d'Homère. De plus, tous les épisodes de la *Henriade* sont placés dans leurs lieux. L'art est si bien caché par l'auteur, qu'il est difficile de l'apercevoir, tant il paraît naturel; et l'on dirait que ces fruits qu'a produits la fécondité de son imagination, et qui embellissent tous les endroits de ce poëme, n'y sont mis que par nécessité. Vous n'y trouverez point de ces petits détails où se noient tant d'auteurs à qui la sécheresse et l'enflure tiennent lieu de génie. M. de Voltaire s'applique à décrire d'une manière intéressante les sujets pathétiques; il possède le grand art d'émouvoir le cœur. Tels sont des endroits touchants, la mort de Coligny, l'assassinat de Valois, le combat du jeune d'Ailly, le congé que Henri IV prend de la belle Gabrielle d'Estrées, et la mort du brave d'Aumale.[b] On se sent ému chaque fois qu'on en fait la lecture. En un mot, l'auteur ne s'arrête qu'aux endroits intéressants, et il passe légèrement sur ceux qui ne feraient qu'allonger son poëme; il n'y a ni du trop ni du trop peu dans la *Henriade.*

Le merveilleux que l'auteur a employé ne peut choquer aucun lecteur judicieux : tout y est ramené au vraisemblable par le système de la religion; tant la poésie et l'éloquence savent l'art de

[a] *Odyssée,* chant XI.

[b] *Henriade,* chant II, v. 207; V, v. 279; VIII, v. 207; IX, v. 339; X, v. 148.

rendre respectables des objets qui ne le sont guère par eux-mêmes, et de fournir des preuves de crédibilité capables de séduire.

Toutes les allégories qu'on trouve dans ce poëme sont nouvelles. Il y a la Politique qui habite au Vatican, le temple de l'Amour, la vraie Religion, les Vertus, la Discorde, tous les Vices; tout vit, tout est animé par le pinceau de M. de Voltaire; ce sont autant de tableaux qui surpassent, au jugement des connaisseurs, tout ce qu'a produit le crayon habile du Carrache et du Poussin.

Il me reste à présent à parler de la poésie du style, de cette partie qui caractérise proprement le poëte. Jamais la langue française n'eut autant de force que dans la *Henriade;* on y trouve partout de la noblesse. L'auteur s'élève avec un feu infini jusqu'au sublime, et il ne s'abaisse qu'avec grâce et dignité. Quelle vivacité dans les peintures, quelle force dans les caractères et dans les descriptions, et quelle noblesse dans les détails! Le combat du jeune Turenne[a] doit faire en tout temps l'admiration des lecteurs. C'est dans cette peinture de l'escrime, dans ces coups portés, parés, rendus et reçus, que M. de Voltaire a trouvé principalement des obstacles dans le génie de sa langue; il s'en est cependant tiré avec toute la gloire possible; il transporte le lecteur sur le champ de bataille, et il vous semble plutôt voir un combat qu'en lire la description en vers.

Quant à la saine morale, quant à la beauté des sentiments, on trouve dans ce poëme tout ce qu'on peut désirer. La valeur prudente de Henri IV, ainsi que sa générosité et son humanité, devraient servir d'exemple à tous les rois et à tous les héros, qui se piquent quelquefois mal à propos de dureté et de brutalité envers ceux que le destin des États ou le sort de la guerre a soumis à leur puissance; qu'il leur soit dit en passant que ce n'est point dans l'inflexibilité ni dans la tyrannie que consiste la vraie grandeur, mais bien dans ces sentiments que l'auteur exprime avec tant de noblesse :

> Amitié, don du ciel, plaisir des grandes âmes;
> Amitié, que les rois, ces illustres ingrats,
> Sont assez malheureux pour ne connaître pas![b]

[a] Chant X, v. 107.
[b] Chant VIII, v. 322 — 324.

Le caractère de Philippe de Mornay peut aussi être compté parmi les chefs-d'œuvre de la *Henriade.* Ce caractère est tout nouveau. Un philosophe guerrier, un soldat humain, un courtisan vrai et sans flatterie, un assemblage de vertus aussi rares doit mériter nos suffrages; aussi l'auteur y a-t-il puisé comme dans une riche source de sentiments. Que j'aime à voir Philippe de Mornay, ce fidèle et stoïque ami, à côté de son jeune et vaillant maître, repousser partout la mort et ne la donner jamais![a] Cette sagesse philosophique est bien éloignée des mœurs de notre siècle, et il est déplorable pour le bien de l'humanité qu'un caractère aussi beau que celui de ce sage ne soit qu'un être de raison.

D'ailleurs, la *Henriade* ne respire que l'humanité; cette vertu si nécessaire aux princes, ou plutôt leur unique vertu, est sans cesse relevée par M. de Voltaire: il montre un roi victorieux qui pardonne aux vaincus; il conduit ce héros aux murs de Paris, où, au lieu de saccager cette ville rebelle, il fournit les aliments nécessaires à la vie de ses habitants désolés par la famine la plus cruelle; mais, d'un autre côté, il dépeint des couleurs les plus vives l'affreux massacre de la Saint-Barthélemy et la cruauté inouïe avec laquelle Charles IX hâtait lui-même la mort de ses malheureux sujets calvinistes; la sombre politique de Philippe II, les artifices et les intrigues de Sixte-Quint, l'indolence léthargique de Valois et les faiblesses que l'amour fit commettre à Henri IV, sont appréciées à leur juste valeur. M. de Voltaire accompagne tous ses récits de réflexions courtes, mais excellentes, qui ne peuvent que former le jugement de la jeunesse et donner des vertus et des vices les idées qu'on en doit avoir. Partout, dans ce poëme, l'auteur recommande aux peuples la fidélité pour leurs lois et leurs souverains; il a immortalisé le nom du président de Harlay,[b] dont la fidélité inviolable pour son maître méritait une pareille récompense; il en fait autant pour les conseillers Brisson, Larcher, Tardif, qui furent mis à mort par les factieux; ce qui fournit à l'auteur la réflexion suivante:

> Vos noms toujours fameux vivront dans la mémoire;
> Et qui meurt pour son roi meurt toujours avec gloire.[c]

[a] Chant VIII, v. 180—204.
[b] Chant IV, v. 439.
[c] Chant IV, v. 467 et 468.

Le discours de Potier aux factieux[a] est aussi beau par la justesse des sentiments que par la force de l'éloquence. L'auteur fait parler un grave magistrat dans l'assemblée de la Ligue. Il s'oppose courageusement au dessein des rebelles, qui voulaient élire un roi d'entre eux; il les renvoie à la domination légitime de leur souverain, à laquelle ils voulaient se soustraire; il condamne toutes les vertus des séditieux, en tant que vertus militaires, puisqu'elles devenaient criminelles dès lors qu'ils en faisaient usage contre leur roi. Mais tout ce que je pourrais dire de ce discours ne saurait en approcher; il faut le lire avec attention; je ne prétends qu'en faire remarquer les beautés à ceux des lecteurs auxquels elles pourraient échapper.

Je passe à la guerre de religion qui fait le sujet de la *Henriade*. L'auteur a dû exposer naturellement les abus que les superstitieux et les fanatiques ont coutume de faire de la religion; car on a remarqué que, je ne sais par quelle fatalité, ces sortes de guerres ont toujours été plus sanglantes, plus opiniâtres que celles que l'ambition des princes ou l'indocilité des sujets ont suscitées; et comme le fanatisme et la superstition ont été de tout temps les ressorts de la politique détestable des grands et des ecclésiastiques, il fallait nécessairement y opposer une digue. L'auteur a employé tout le feu de son imagination, et tout ce qu'ont pu l'éloquence et la poésie, pour mettre devant les yeux de ce siècle les folies de nos ancêtres, afin de nous en préserver à jamais; il voudrait purifier les soldats et les camps des arguments pointilleux et subtils de l'école, pour les renvoyer au peuple pédant des scolastiques; il voudrait arracher pour toujours aux hommes le glaive saint qu'ils prennent sur l'autel et dont ils égorgent impitoyablement leurs frères. En un mot, le bien et le repos de la société fait le principal but de ce poëme, et c'est pourquoi l'auteur avertit si souvent d'éviter dans cette route l'écueil dangereux du fanatisme et du faux zèle.

Il paraît cependant, pour le bien de l'humanité, que la mode des guerres de religion est finie, et ce serait assurément une folie de moins dans le monde; mais j'ose dire que nous en sommes en partie redevables à l'esprit philosophique qui, depuis quelques

[a] Chant VI, v. 83 — 134.

années, prend beaucoup le dessus en Europe : plus on est éclairé, et moins on est superstitieux. Le siècle où vivait Henri IV était bien différent. L'ignorance monacale, qui surpassait toute imagination, et la barbarie des hommes qui ne connaissaient d'autre occupation que celle d'aller à la chasse et de s'entre-tuer, donnaient accès aux erreurs les plus palpables. Marie de Médicis [a] et les princes factieux pouvaient donc alors abuser d'antant plus facilement de la crédulité des peuples, que ces peuples étaient grossiers, aveugles et ignorants.

Les siècles polis qui ont vu fleurir les sciences n'ont point d'exemples à nous présenter de guerres de religion, ni de guerres séditieuses. Dans les beaux temps de l'empire romain, je veux dire vers la fin du règne d'Auguste, tout cet empire, qui composait presque les deux tiers du monde, était tranquille et sans agitation. Les hommes abandonnaient les intérêts de la religion à ceux dont l'emploi était d'y vaquer, et ils préféraient le repos, les plaisirs et l'étude à l'ambitieuse rage de s'égorger les uns les autres, soit pour des mots, soit pour l'intérêt, ou pour une funeste gloire.

Le siècle de Louis le Grand, qui peut être égalé sans flatterie à celui d'Auguste, nous fournit de même un exemple d'un règne heureux et tranquille pour l'intérieur du royaume, mais qui malheureusement fut troublé vers la fin par l'ascendant que le père Le Tellier prit sur l'esprit de Louis XIV, qui commençait à baisser; mais c'est proprement l'ouvrage d'un particulier, et l'on n'en saurait charger ce siècle, d'ailleurs si fécond en grands hommes, que par une injustice manifeste.

Les sciences ont ainsi toujours contribué à humaniser les hommes, en les rendant plus doux, plus justes et moins portés aux violences; elles ont pour le moins autant de part que les lois au bien de la société et au bonheur des peuples. Cette façon de penser aimable et douce se communique insensiblement de ceux qui cultivent les arts et les sciences au public et au vulgaire; elle passe de la cour à la ville, et de la ville dans les provinces. On voit alors avec évidence que la nature ne nous forma point assurément pour que nous nous exterminions dans le monde, mais

[a] Catherine de Médicis.

pour que nous nous assistions dans nos communs besoins; que le malheur, les infirmités et la mort nous poursuivent sans cesse, et que c'est une démence extrême de multiplier les causes de nos misères et de notre destruction. On reconnaît, malgré la différence des conditions, l'égalité que la nature a mise entre nous, la nécessité qu'il y a de vivre unis et en paix, de quelque nation, de quelque opinion que nous soyons; que l'amitié et la compassion sont des devoirs universels : en un mot, la réflexion corrige en nous tous les défauts du tempérament.

Tel est le véritable usage des sciences, et voilà par conséquent la règle de l'obligation que nous devons avoir à ceux qui les cultivent et qui tâchent d'en fixer l'usage parmi nous. M. de Voltaire, qui embrasse toutes ces sciences, m'a toujours paru mériter une part à la gratitude du public, et d'autant plus grande, qu'il ne vit et ne travaille que pour le bien de l'humanité. Cette réflexion, et le désir que j'ai eu toute ma vie de rendre hommage à la vérité, m'ont déterminé à procurer cette édition au public; je l'ai rendue aussi digne qu'il m'a été possible de M. de Voltaire et de ses lecteurs.

En un mot, il m'a paru que donner des marques d'estime à cet admirable auteur, c'était en quelque façon honorer notre siècle, et que du moins la postérité se redirait d'âge en âge que si notre siècle a produit des hommes célèbres, il en a reconnu toute l'excellence, et que l'envie ni les cabales n'ont pu opprimer ceux que leur mérite et leurs talents distinguaient du vulgaire et même des grands hommes.

Ce 10 août 1739, en Prusse.

FEDERIC.

IV.

L'ANTIMACHIAVEL,

OU

EXAMEN DU PRINCE DE MACHIAVEL,

ET

RÉFUTATION

DU PRINCE DE MACHIAVEL.

L'ANTIMACHIAVEL,

OU

EXAMEN DU PRINCE DE MACHIAVEL.

AVANT-PROPOS.

Le *Prince* de Machiavel est en fait de morale ce qu'est l'ouvrage de Spinoza en matière de foi : Spinoza sapait les fondements de la foi, et ne tendait pas moins qu'à renverser l'édifice de la religion; Machiavel corrompit la politique, et entreprit de détruire les préceptes de la saine morale. Les erreurs de l'un n'étaient que des erreurs de spéculation; celles de l'autre regardaient la pratique. Cependant il s'est trouvé que les théologiens ont sonné le tocsin et crié aux armes contre Spinoza, qu'on a réfuté son ouvrage en forme, et qu'on a constaté la Divinité contre ses attaques, tandis que Machiavel n'a été que harcelé par quelques moralistes, et qu'il s'est soutenu, malgré eux et malgré sa pernicieuse morale, sur la chaire de la politique jusqu'à nos jours.

J'ose prendre la défense de l'humanité contre ce monstre, qui veut la détruire; j'ose opposer la raison et la justice au sophisme et au crime; et j'ai hasardé mes

réflexions sur le *Prince* de Machiavel chapitre à chapitre, afin que l'antidote se trouve immédiatement auprès du poison.

J'ai toujours regardé le *Prince* de Machiavel comme un des ouvrages les plus dangereux qui se soient répandus dans le monde : c'est un livre qui doit tomber naturellement entre les mains des princes et de ceux qui se sentent du goût pour la politique; il n'est que trop facile qu'un jeune homme ambitieux, dont le cœur et le jugement ne sont pas assez formés pour distinguer sûrement le bon du mauvais, soit corrompu par des maximes qui flattent ses passions.

Mais s'il est mauvais de séduire l'innocence d'un particulier, qui n'influe que légèrement sur les affaires du monde, il l'est d'autant plus de pervertir des princes qui doivent gouverner des peuples, administrer la justice et en donner l'exemple à leurs sujets, être, par leur bonté, par leur magnanimité et leur miséricorde, les images vivantes de la Divinité.

Les inondations qui ravagent des contrées, le feu du tonnerre qui réduit des villes en cendres, le poison de la peste qui désole des provinces, ne sont pas aussi funestes au monde que la dangereuse morale et les passions effrénées des rois : les fléaux célestes ne durent qu'un temps, ils ne ravagent que quelques contrées, et ces pertes, quoique douloureuses, se réparent; mais les crimes des rois font souffrir bien longtemps des peuples entiers.

Ainsi que les rois ont le pouvoir de faire du bien lorsqu'ils en ont la volonté, de même dépend-il d'eux

de faire du mal lorsqu'ils l'ont résolu; et combien n'est point déplorable la situation des peuples, lorsqu'ils ont tout à craindre de l'abus du pouvoir souverain, lorsque leurs biens sont en proie à l'avarice du prince, leur liberté à ses caprices, leur repos à son ambition, leur sûreté à sa perfidie, et leur vie à ses cruautés! C'est là le tableau tragique d'un État où régnerait un prince comme Machiavel prétend le former.

Je ne dois pas finir cet Avant-propos sans dire un mot à des personnes qui croient que Machiavel écrivait plutôt ce que les princes font que ce qu'ils doivent faire. Cette pensée a plu à beaucoup de monde, parce qu'elle est satirique.

Ceux qui ont prononcé cet arrêt décisif contre les souverains ont été séduits sans doute par les exemples de quelques mauvais princes contemporains de Machiavel, cités par l'auteur, et par la vie de quelques tyrans qui ont été l'opprobre de l'humanité. Je prie ces censeurs de penser que, comme la séduction du trône est très-puissante, il faut plus qu'une vertu commune pour y résister, et qu'ainsi il n'est point étonnant que, dans un ordre aussi nombreux que celui des princes, il s'en trouve de mauvais parmi les bons. Parmi les empereurs romains, où l'on compte des Nérons, des Caligulas, des Tibères, l'univers se ressouvient avec joie des noms consacrés par les vertus des Titus, des Trajans et des Antonins. Il y a ainsi une injustice criante d'attribuer à tout un corps ce qui ne convient qu'à quelques-uns de ses membres.

On ne devrait conserver dans l'histoire que les noms

des bons princes, et laisser mourir à jamais ceux des autres, avec leur indolence, leurs injustices et leurs crimes. Les livres d'histoire diminueraient à la vérité de beaucoup, mais l'humanité y profiterait, et l'honneur de vivre dans l'histoire, de voir son nom passer des siècles futurs jusqu'à l'éternité, ne serait que la récompense de la vertu. Le livre de Machiavel n'infecterait plus les écoles de politique, on mépriserait les contradictions dans lesquelles il est toujours avec lui-même, et le monde se persuaderait que la véritable politique des rois, fondée uniquement sur la justice, la prudence et la bonté, est préférable en tout sens au système décousu et plein d'horreur que Machiavel a eu l'impudence de présenter au public.

CHAPITRE Ier.

Lorsqu'on veut raisonner juste, il faut commencer par approfondir la nature du sujet dont on veut parler, il faut remonter jusqu'à l'origine des choses pour en connaître, autant que l'on peut, les premiers principes; il est facile alors d'en déduire les progrès et toutes les conséquences qui peuvent s'ensuivre. Avant de marquer les différences des États, Machiavel aurait dû, ce me semble, examiner l'origine des princes, et discuter les raisons qui ont pu engager des hommes libres à se donner des maîtres.

Peut-être qu'il n'aurait pas convenu, dans un livre où l'on se proposait de dogmatiser le crime et la tyrannie, de faire mention de ce qui devrait la détruire; il y aurait eu mauvaise grâce à Machiavel de dire que les peuples ont trouvé nécessaire, pour leur repos et leur conservation, d'avoir des juges pour régler leurs différends, des protecteurs pour les maintenir contre leurs ennemis dans la possession de leurs biens, des souverains pour réunir tous leurs différents intérêts en un seul intérêt commun; qu'ils ont d'abord choisi, d'entre eux, ceux qu'ils ont crus les plus sages, les plus équitables, les plus désintéressés, les plus humains, les plus vaillants, pour les gouverner.

C'est donc la justice, aurait-on dit, qui doit faire le principal objet d'un souverain; c'est donc le bien des peuples qu'il gouverne qu'il doit préférer à tout autre intérêt. Que deviennent alors ces idées d'intérêt, de grandeur, d'ambition et de despotisme? Il se trouve que le souverain, bien loin d'être le maître absolu des

peuples qui sont sous sa domination, n'en est lui-même que le premier domestique.[a]

Comme je me suis proposé de réfuter ces principes pernicieux en détail, je me réserve d'en parler à mesure que la matière de chaque chapitre m'en fournira l'occasion.

Je dois cependant dire, en général, que ce que j'ai rapporté de l'origine des souverains rend l'action des usurpateurs plus atroce qu'elle ne le serait en ne considérant simplement que leur violence, puisqu'ils contreviennent entièrement à l'intention des peuples, qui se sont donné des souverains pour qu'ils les protégent, et qui ne se sont soumis qu'à cette condition; au lieu qu'en obéissant à l'usurpateur, ils se sacrifient, eux et tous leurs biens, pour assouvir l'avarice et tous les caprices d'un tyran. Il n'y a donc que trois manières légitimes pour devenir maître d'un pays: ou par succession, ou par l'élection des peuples qui en ont le pouvoir, ou lorsque, par une guerre justement entreprise, on fait la conquête de quelques provinces sur l'ennemi.

Je prie ceux pour qui je destine cet ouvrage de ne point oublier ces remarques sur le premier chapitre de Machiavel, puisqu'elles sont comme un pivot sur lequel rouleront toutes mes réflexions suivantes.

[a] Voyez t. I, p. 123.

CHAPITRE II.

Les hommes ont un certain respect pour tout ce qui est ancien, qui va jusqu'à la superstition; et quand le droit d'héritage se joint à ce pouvoir que l'antiquité a sur les hommes, il n'y a point de joug plus fort et qu'on porte plus aisément. Ainsi je suis loin de contester à Machiavel ce que tout le monde lui accordera, que les royaumes héréditaires sont les plus aisés à gouverner.

J'ajouterai seulement que les princes héréditaires sont fortifiés dans leur possession par la liaison intime qui est entre eux et les plus puissantes familles de l'État, dont la plupart sont redevables de leurs biens ou de leur grandeur à la maison souveraine, et dont la fortune est si inséparable de celle du prince, qu'ils ne peuvent la laisser tomber sans voir que leur chute en serait la suite certaine et nécessaire.

De nos jours, les troupes nombreuses et les armées puissantes que les princes tiennent sur pied en paix comme en guerre contribuent encore à la sûreté des États: elles contiennent l'ambition des princes voisins; ce sont des épées nues qui tiennent celles des autres dans le fourreau.

Mais ce n'est pas assez que le prince soit, comme dit Machiavel, *di ordinaria industria;* je voudrais encore qu'il songeât à rendre son peuple heureux. Un peuple content ne songera pas à se révolter, un peuple heureux craint plus de perdre son prince, qui est en même temps son bienfaiteur, que ce souverain même ne peut appréhender pour la diminution de sa puissance. Les Hollandais ne se seraient jamais révoltés contre les Espagnols, si

5*

la tyrannie des Espagnols n'était parvenue à un excès si énorme, que les Hollandais ne pouvaient plus devenir plus malheureux qu'ils étaient.

Le royaume de Naples et celui de Sicile sont passés plus d'une fois des mains des Espagnols à celles de l'Empereur, et de l'Empereur aux Espagnols; la conquête en a toujours été très-facile, puisque l'une et l'autre domination était très-rigoureuse, et que ces peuples espéraient toujours de trouver des libérateurs dans leurs nouveaux maîtres.

Quelle différence de ces Napolitains aux Lorrains! Lorsqu'ils ont été obligés de changer de domination, toute la Lorraine était en pleurs; ils regrettaient de perdre les rejetons de ces ducs qui, depuis tant de siècles, furent en possession de ce florissant pays, et parmi lesquels on en compte de si estimables par leur bonté, qu'ils mériteraient d'être l'exemple des rois. La mémoire du duc Léopold [a] était encore si chère aux Lorrains, que, quand sa veuve fut obligée de quitter Lunéville, tout le peuple se jeta à genoux au-devant du carrosse, et on arrêta les chevaux à plusieurs reprises; on n'entendait que des cris, et on ne voyait que des larmes.

[a] Léopold-Joseph-Charles, duc de Lorraine, né en 1679, rentra, à la paix de Ryswyk (t. I, p. 104), en possession des États de son père Charles V. Il était marié depuis 1698 avec Élisabeth-Charlotte d'Orléans, décédée en 1744. Il mourut le 7 mars 1729. Son fils et successeur François-Étienne, qui fut, depuis, empereur d'Allemagne sous le nom de François I[er], échangea la Lorraine contre le grand-duché de Toscane. Voyez t. II, p. 12.

CHAPITRE III.

Le quinzième siècle, où vivait Machiavel, tenait encore à la barbarie : alors, on préférait la funeste gloire des conquérants, et ces actions frappantes qui imposent un certain respect par leur grandeur, à la douceur, à l'équité, à la clémence et à toutes les vertus; à présent, je vois qu'on préfère l'humanité à toutes les qualités d'un conquérant, et l'on n'a plus guère la démence d'encourager par des louanges des passions cruelles qui causent le bouleversement du monde.

Je demande ce qui peut porter un homme à s'agrandir, et en vertu de quoi il peut former le dessein d'élever sa puissance sur la misère et sur la destruction d'autres hommes, et comment il peut croire qu'il se rendra illustre en ne faisant que des malheureux. Les nouvelles conquêtes d'un souverain ne rendent pas les États qu'il possédait déjà plus opulents ni plus riches, ses peuples n'en profitent point, et il s'abuse s'il s'imagine qu'il en deviendra plus heureux. Combien de princes ont fait, par leurs généraux, conquérir des provinces qu'ils ne voient jamais! Ce sont alors des conquêtes en quelque façon imaginaires, et qui n'ont que peu de réalité pour les princes qui les ont fait faire; c'est rendre bien des gens malheureux pour contenter la fantaisie d'un seul homme qui souvent ne mériterait pas seulement d'être connu.

Mais supposons que ce conquérant soumette tout le monde à sa domination. Ce monde bien soumis, pourra-t-il le gouverner? Quelque grand prince qu'il soit, il n'est qu'un être très-borné;

à peine pourra-t-il retenir le nom de ses provinces, et sa grandeur ne servira qu'à mettre en évidence sa véritable petitesse.

Ce n'est point la grandeur du pays que le prince gouverne qui lui donne de la gloire, ce ne seront pas quelques lieues de plus de terrain qui le rendront illustre, sans quoi ceux qui possèdent le plus d'arpents de terre devraient être les plus estimés.

L'erreur de Machiavel sur la gloire des conquérants pouvait être générale de son temps, mais sa méchanceté ne l'était pas assurément. Il n'y a rien de plus affreux que certains moyens qu'il propose pour conserver des conquêtes; à les bien examiner, il n'y en aura pas un qui soit raisonnable ou juste. «On doit, dit ce «méchant homme, éteindre la race des princes qui régnaient avant «votre conquête.» Peut-on lire de pareils préceptes sans frémir d'horreur et d'indignation? C'est fouler aux pieds tout ce qu'il y a de saint et de sacré dans le monde; c'est ouvrir à l'intérêt le chemin de tous les crimes. Quoi! si un ambitieux s'est emparé violemment des États d'un prince, il aura le droit de le faire assassiner, empoisonner! Mais ce même conquérant, en agissant ainsi, introduit une pratique dans le monde qui ne peut tourner qu'à sa ruine; un autre, plus ambitieux et plus habile que lui, le punira du talion, envahira ses États, et le fera périr avec la même cruauté qu'il fit périr son prédécesseur. Le siècle de Machiavel n'en fournit que trop d'exemples : ne voit-on pas le pape Alexandre VI prêt d'être déposé pour ses crimes, son abominable bâtard César Borgia dépouillé de tout ce qu'il avait envahi, et mourant misérablement, Galéas Sforce assassiné au milieu de l'église de Milan, Louis Sforce l'usurpateur mort en France dans une cage de fer, les princes d'York et de Lancastre se détruisant tour à tour, les empereurs de Grèce assassinés les uns par les autres, jusqu'à ce qu'enfin les Turcs profitèrent de leurs crimes, et exterminèrent leur faible puissance? Si aujourd'hui, parmi les chrétiens, il y a moins de révolutions, c'est que les principes de la saine morale commencent à être plus répandus; les hommes ont plus cultivé leur esprit, ils en sont moins féroces, et peut-être est-ce une obligation qu'on a aux gens de lettres qui ont poli l'Europe.

La seconde maxime de Machiavel est que le conquérant doit

établir sa résidence dans ses nouveaux États. Ceci n'est point cruel, et paraît même assez bon à quelques égards; mais l'on doit considérer que la plupart des États des grands princes sont situés de manière qu'ils ne peuvent pas trop bien en abandonner le centre sans que tout l'État s'en ressente; ils sont le premier principe d'activité dans ce corps, ainsi ils n'en peuvent quitter le centre sans que les extrémités ne languissent.

La troisième maxime de politique est, « Qu'il faut envoyer « des colonies pour les établir dans les nouvelles conquêtes, qui « serviront à en assurer la fidélité. » L'auteur s'appuie sur la pratique des Romains; mais il ne songe pas que si les Romains, en établissant des colonies, n'avaient pas aussi envoyé des légions, ils auraient bientôt perdu leurs conquêtes; il ne songe pas que, outre ces colonies et ces légions, les Romains savaient encore se faire des alliés. Les Romains, dans l'heureux temps de la république, étaient les plus sages brigands qui aient jamais désolé la terre; ils conservaient avec prudence ce qu'ils acquirent avec injustice; mais enfin il arriva à ce peuple ce qui arrive à tout usurpateur : il fut opprimé à son tour.

Examinons à présent si ces colonies pour l'établissement desquelles Machiavel fait commettre tant d'injustices à son prince, si ces colonies sont aussi utiles que l'auteur le dit. Ou vous envoyez dans le pays nouvellement conquis de puissantes colonies, ou vous y en envoyez de faibles. Si ces colonies sont fortes, vous dépeuplez votre État considérablement, et vous chassez un grand nombre de vos nouveaux sujets, ce qui affaiblit vos forces. Si vous envoyez des colonies faibles dans ce pays conquis, elles vous en garantiront mal la possession; ainsi vous aurez rendu malheureux ceux que vous chassez, sans y profiter beaucoup.

On fait donc bien mieux d'envoyer des troupes dans les pays que l'on vient de se soumettre, lesquelles, moyennant la discipline et le bon ordre, ne pourront point fouler les peuples, ni être à charge aux villes où on les met en garnison. Cette politique est meilleure, mais elle ne pouvait être connue du temps de Machiavel : les souverains n'entretenaient point de grandes armées; les troupes n'étaient pour la plupart qu'un amas de bandits, qui pour l'ordinaire ne vivaient que de violences et de rapines; on ne

connaissait point alors ce que c'était que des troupes continuellement sous le drapeau en temps de paix, des étapes, des casernes, et mille autres règlements qui assurent un État pendant la paix, et contre ses voisins, et même contre les soldats payés pour le défendre.

« Un prince doit attirer à lui et protéger les petits princes ses « voisins, semant la dissension parmi eux afin d'élever ou d'abais« ser ceux qu'il veut. » C'est la quatrième maxime de Machiavel, et c'est ainsi qu'en usa Clovis, le premier roi barbare qui se fit chrétien. Il a été imité par quelques princes non moins cruels; mais quelle différence entre ces tyrans et un honnête homme qui serait le médiateur de ces petits princes, qui terminerait leurs différends à l'amiable, qui gagnerait leur confiance par sa probité, et par les marques d'une impartialité entière dans leurs démêlés et d'un désintéressement parfait pour sa personne! Sa prudence le rendrait le père de ses voisins au lieu de leur oppresseur, et sa grandeur les protégerait au lieu de les abîmer.

Il est vrai, d'ailleurs, que des princes qui ont voulu élever d'autres princes avec violence se sont abîmés eux-mêmes; notre siècle en a fourni deux exemples. L'un est celui de Charles XII, qui éleva Stanislas sur le trône de Pologne, et l'autre est plus récent.[a] Je conclus donc que l'usurpateur ne méritera jamais de gloire, que les assassinats seront toujours abhorrés du genre humain, que les princes qui commettent des injustices et des violences envers leurs nouveaux sujets s'aliéneront tous les esprits au lieu de les gagner, qu'il n'est pas possible de justifier le crime, et que tous ceux qui en voudront faire l'apologie raisonneront aussi mal que Machiavel. Tourner l'art du raisonnement contre le bien de l'humanité, c'est se blesser d'une épée qui ne nous est donnée que pour nous défendre.

[a] Voyez t. II, p. 5.

CHAPITRE IV.

Pour bien juger du génie des nations, il faut les comparer les unes avec les autres. Machiavel fait en ce chapitre un parallèle des Turcs et des Français, très-différents de coutumes, de mœurs et d'opinions; il examine les raisons qui rendent la conquête de ce premier empire difficile à faire, mais aisée à conserver; de même qu'il remarque ce qui peut contribuer à faire subjuguer la France sans peine, et ce qui, la remplissant de troubles continuels, menace sans cesse le repos du possesseur.

L'auteur n'envisage les choses que d'un point de vue : il ne s'arrête qu'à la constitution des gouvernements; il paraît croire que la puissance de l'empire turc et persan n'était fondée que sur l'esclavage général de ces nations, et sur l'élévation unique d'un seul homme qui en est le chef; il est dans l'idée qu'un despotisme sans restriction, bien établi, est le moyen le plus sûr qu'ait un prince pour régner sans trouble et pour résister vigoureusement à ses ennemis.

Du temps de Machiavel, on regardait encore en France les grands et les nobles comme de petits souverains qui partageaient en quelque manière la puissance du prince, ce qui donnait lieu aux divisions, ce qui fortifiait les partis, et ce qui fomentait de fréquentes révoltes. Je ne sais cependant si le Grand Seigneur n'est pas exposé plutôt à être détrôné qu'un roi de France. La différence qu'il y a entre eux, c'est qu'un empereur turc est ordinairement étranglé par les janissaires, et que les rois de France qui ont péri ont été assassinés par des moines, ou par des

monstres que des moines avaient formés. Mais Machiavel parle plutôt, en ce chapitre, de révolutions générales que de cas particuliers; il a deviné à la vérité quelques ressorts d'une machine très-composée, mais il me semble qu'il n'a pas examiné les principaux.

La différence des climats, des aliments et de l'éducation des hommes établit une différence totale entre leur façon de vivre et de penser; de là vient la différence d'un moine italien et d'un Chinois lettré. Le tempérament d'un Anglais profond, mais hypocondre, est tout à fait différent du courage orgueilleux d'un Espagnol; et un Français se trouve avoir aussi peu de ressemblance avec un Hollandais que la vivacité d'un singe en a avec le flegme d'une tortue.

On a remarqué de tout temps que le génie des peuples orientaux était un esprit de constance pour leurs pratiques et leurs anciennes coutumes, dont ils ne se départent presque jamais. Leur religion, différente de celle des Européens, les oblige encore en quelque façon à ne point favoriser l'entreprise de ceux qu'ils appellent les infidèles, au préjudice de leurs maîtres, et d'éviter avec soin tout ce qui pourrait porter atteinte à leur religion et bouleverser leurs gouvernements. Voilà ce qui, chez eux, fait la sûreté du trône plutôt que celle du monarque; car ce monarque est souvent détrôné, mais l'empire n'est jamais détruit.

Le génie de la nation française, tout différent des Musulmans, fut tout à fait ou du moins en partie cause des fréquentes révolutions de ce royaume : la légèreté et l'inconstance a fait le caractère de cette aimable nation; les Français sont inquiets, libertins et très-enclins à s'ennuyer de tout; leur amour pour le changement s'est manifesté jusque dans les choses les plus graves. Il paraît que ces cardinaux haïs et estimés des Français, qui successivement ont gouverné cet empire, ont profité des maximes de Machiavel pour rabaisser les grands, et de la connaissance du génie de la nation pour détourner ces orages fréquents dont la légèreté des sujets menaçait sans cesse les souverains.

La politique du cardinal de Richelieu n'avait pour but que d'abaisser les grands pour élever la puissance du Roi et pour la faire servir de base à toutes les parties de l'État; il y réussit si

bien qu'aujourd'hui il ne reste plus de vestiges en France de la puissance des seigneurs et des nobles, et de ce pouvoir dont les rois prétendaient que les grands abusaient.

Le cardinal Mazarin marcha sur les traces de Richelieu; il essuya beaucoup d'oppositions, mais il y réussit; il dépouilla, de plus, le parlement de ses prérogatives, de sorte que cette compagnie n'est aujourd'hui qu'un fantôme à qui il arrive encore quelquefois de s'imaginer qu'il pourrait bien être un corps, mais qu'on fait ordinairement repentir de cette erreur.

La même politique qui porta les ministres à l'établissement d'un despotisme absolu en France leur enseigna l'adresse d'amuser la légèreté et l'inconstance de la nation pour la rendre moins dangereuse; mille occupations frivoles, la bagatelle et le plaisir donnèrent le change au génie des Français, de sorte que ces mêmes hommes qui avaient si longtemps combattu le grand César, qui secouèrent si souvent le joug sous les empereurs, qui appelèrent les étrangers à leur secours du temps des Valois, qui se liguèrent contre Henri IV, qui cabalèrent sous les minorités, ces Français, dis-je, ne sont occupés de nos jours qu'à suivre le torrent de la mode, à changer très-soigneusement de goûts, à mépriser aujourd'hui ce qu'ils ont admiré hier, à mettre l'inconstance et la légèreté en tout ce qui dépend d'eux, à changer de maîtresses, de lieux, d'amusements et de folie. Ceci n'est pas tout, car de puissantes armées et un très-grand nombre de forteresses assurent à jamais la possession de ce royaume à ses souverains, et ils n'ont à présent rien à redouter des guerres intestines, non plus que des entreprises de leurs voisins.

CHAPITRE V.

« Il n'est point, selon Machiavel, de moyen bien assuré pour con-
« server un État libre qu'on aura conquis, que de le détruire. » C'est le moyen le plus sûr pour ne point craindre de révolte. Un Anglais eut la démence de se tuer, il y a quelques années, à Londres; on trouva un billet sur sa table, où il justifiait son action, et où il marquait qu'il s'était ôté la vie pour ne jamais devenir malade. Voilà le cas d'un prince qui ruine un État pour ne le point perdre. Je ne parle point d'humanité avec Machiavel, ce serait profaner la vertu; on peut confondre Machiavel par lui-même, par cet intérêt, l'âme de son livre, ce dieu de la politique et du crime.

Vous dites, Machiavel, qu'un prince doit détruire un pays libre nouvellement conquis, pour le posséder plus sûrement; mais répondez-moi : à quelle fin a-t-il entrepris cette conquête? Vous me direz que c'est pour augmenter sa puissance et pour se rendre plus formidable. C'est ce que je voulais entendre, pour vous prouver qu'en suivant vos maximes, il fait tout le contraire; car il lui en coûte beaucoup pour cette conquête, et il ruine ensuite l'unique pays qui pouvait le dédommager de ses pertes. Vous m'avouerez qu'un pays saccagé, dépourvu d'habitants, ne saurait rendre un prince puissant par sa possession. Je crois qu'un monarque qui posséderait les vastes déserts de la Libye et du Barca ne serait guère redoutable, et qu'un million de panthères, de lions et de crocodiles ne vaut pas un million de sujets, des villes riches, des ports navigables remplis de vaisseaux, des citoyens

industrieux, des troupes, et tout ce que produit un pays bien peuplé. Tout le monde convient que la force d'un État ne consiste point dans l'étendue de ses bornes, mais dans le nombre de ses habitants. Comparez la Hollande avec la Russie : vous ne voyez qu'îles marécageuses et stériles qui s'élèvent du sein de l'Océan, une petite république qui n'a que quarante-huit lieues de long sur quarante de large; mais ce petit corps est tout nerf, un peuple immense l'habite, et ce peuple industrieux est très-puissant et très-riche; il a secoué le joug de la domination espagnole, qui était alors la monarchie la plus formidable de l'Europe. Le commerce de cette république s'étend jusqu'aux extrémités du monde, elle figure immédiatement après les rois, elle peut entretenir en temps de guerre une armée de cinquante mille combattants, sans compter une flotte nombreuse et bien entretenue.

Jetez, d'un autre côté, les yeux sur la Russie : c'est un pays immense qui se présente à votre vue, c'est un monde semblable à l'univers lorsqu'il fut tiré du chaos. Ce pays est limitrophe, d'un côté, de la Grande-Tartarie et des Indes, d'un autre, de la mer Noire et de la Hongrie; ses frontières s'étendent jusqu'à la Pologne, la Lithuanie et la Courlande; la Suède le borne du côté du nord-ouest. La Russie peut avoir trois cents milles d'Allemagne de large, sur plus de cinq cents milles de longueur; le pays est fertile en blés, et fournit toutes les denrées nécessaires à la vie, principalement aux environs de Moscou et vers la Petite-Tartarie : cependant, avec tous ces avantages, il ne contient tout au plus que quinze millions d'habitants. Cette nation, qui commence à présent à figurer en Europe, n'est guère plus puissante que la Hollande en troupes de mer et de terre, et lui est beaucoup inférieure en richesses et en ressources.

La force d'un État ne consiste point dans l'étendue d'un pays, ni dans la possession d'une vaste solitude ou d'un immense désert, mais dans la richesse des habitants et dans leur nombre. L'intérêt d'un prince est donc de peupler un pays, de le rendre florissant, et non de le dévaster et de le détruire. Si la méchanceté de Machiavel fait horreur, son raisonnement fait pitié, et il aurait mieux fait d'apprendre à bien raisonner que d'enseigner sa politique monstrueuse.

« Un prince doit établir sa résidence dans une république nouvellement conquise. » C'est la troisième maxime de l'auteur; elle est plus modérée que les autres; mais j'ai fait voir dans le troisième chapitre les difficultés qui peuvent s'y opposer.

Il me semble qu'un prince qui aurait conquis une république après avoir eu des raisons justes de lui faire la guerre, pourrait se contenter de l'avoir punie, et lui rendre ensuite sa liberté; peu de personnes penseraient ainsi. Pour ceux qui auraient d'autres sentiments, ils pourraient s'en conserver la possession en établissant de fortes garnisons dans les principales places de leur nouvelle conquête, et en laissant, d'ailleurs, jouir le peuple de toute sa liberté.

Insensés que nous sommes! nous voulons tout conquérir, comme si nous avions le temps de tout posséder, et comme si le terme de notre durée n'avait aucune fin; notre temps passe trop vite, et souvent, lorsqu'on ne croit travailler que pour soi-même, on ne travaille que pour des successeurs indignes ou ingrats.

CHAPITRE VI.

Si les hommes étaient sans passions, Machiavel serait pardonnable de leur en vouloir donner : ce serait un nouveau Prométhée qui ravirait le feu céleste pour animer des automates. Les choses n'en sont point là effectivement, car aucun homme n'est sans passions. Lorsqu'elles sont modérées, elles sont l'âme de la société ; mais lorsqu'on leur lâche le frein, elles en font la destruction.

De tous les sentiments qui tyrannisent notre âme, il n'en est aucun de plus funeste pour ceux qui en sentent l'impulsion, de plus contraire à l'humanité et de plus fatal au repos du monde qu'une ambition déréglée, qu'un désir excessif de fausse gloire.

Un particulier qui a le malheur d'être né avec des dispositions semblables est plus misérable encore que fou. Il est insensible pour le présent, et il n'existe que dans les temps futurs ; rien dans le monde ne peut le satisfaire, et l'absinthe de l'ambition mêle toujours son amertume à la douceur de ses plaisirs.

Un prince ambitieux est plus malheureux qu'un particulier, car sa folie, étant proportionnée à sa grandeur, n'en est que plus vague, plus indocile et plus insatiable. Si les honneurs, si la grandeur, servent d'aliments à la passion des particuliers, des provinces et des royaumes nourrissent l'ambition des monarques ; et comme il est plus facile d'obtenir des charges et des emplois que de conquérir des royaumes, les particuliers peuvent encore plutôt se satisfaire que les princes.

Machiavel leur propose les exemples de Moïse, de Cyrus, de Romulus, de Thésée et d'Hiéron ; on pourrait grossir facilement

ce catalogue par ceux de quelques auteurs de sectes, comme de Mahomet en Asie, de Manco-Capac en Amérique, d'Odin dans le Nord, de tant de sectaires dans tout l'univers; et que les jésuites du Paraguay me permettent de leur offrir ici une petite place qui ne peut que leur être glorieuse, les mettant au nombre des législateurs.

La mauvaise foi avec laquelle l'auteur use des exemples mérite d'être relevée; il est bon de découvrir toutes les finesses et toutes les ruses de ce séducteur.

Machiavel ne fait voir l'ambition que dans son beau jour, si elle en a un; il ne parle que des ambitieux qui ont été secondés de la fortune; mais il garde un profond silence sur ceux qui ont été les victimes de leurs passions. Cela s'appelle en imposer au monde, et l'on ne saurait disconvenir que Machiavel ne joue en ce chapitre le rôle de charlatan du crime.

Pourquoi, en parlant du législateur des Juifs, du premier monarque d'Athènes, du conquérant des Mèdes, du fondateur de Rome, de qui les succès répondirent à leurs desseins, Machiavel n'ajoute-t-il point l'exemple de quelques chefs du parti malheureux, pour montrer que, si l'ambition fait parvenir quelques hommes, elle en perd le plus grand nombre? N'y a-t-il pas eu un Jean de Leyde, chef des anabaptistes, tenaillé, brûlé, et pendu dans une cage de fer à Münster? Si Cromwell a été heureux, son fils n'a-t-il pas été détrôné, n'a-t-il pas vu porter au gibet le corps exhumé de son père? Trois ou quatre Juifs qui se sont dits Messies n'ont-ils pas péri par le dernier supplice, et le dernier n'a-t-il pas fini par être valet de cuisine chez le Grand Seigneur, après s'être fait musulman? Si Pepin détrôna son roi avec l'approbation du pape, Guise le Balafré, qui voulait détrôner le sien avec la même approbation, n'a-t-il pas été assassiné? Ne compte-t-on pas plus de trente chefs de secte, et plus de mille autres ambitieux, qui ont fini par des morts violentes?

Il me semble, d'ailleurs, que Machiavel place assez inconsidérément Moïse avec Romulus, Cyrus et Thésée. Ou Moïse était inspiré, ou il ne l'était point. S'il ne l'était point, ce qu'on n'a garde de supposer, on ne pourrait le regarder alors que comme un imposteur qui se servait de Dieu à peu près comme les poëtes

emploient leurs dieux pour machine quand il leur manque un dénoûment. Moïse était, d'ailleurs, si peu habile, à raisonner humainement, qu'il conduisit le peuple juif pendant quarante années par un chemin qu'ils auraient très-commodément fait en six semaines; il avait très-peu profité des lumières des Égyptiens, et il était, en ce sens-là, beaucoup inférieur à Romulus, et à Thésée, et à ces héros. Si Moïse était inspiré de Dieu, comme il se voit sans doute, on ne peut le regarder que comme l'organe aveugle de la toute-puissance divine; et le conducteur des Juifs était, en ce sens, bien inférieur comme homme au fondateur de l'empire romain, au monarque persan, et aux héros qui faisaient par leur propre valeur et par leurs propres forces de plus grandes actions que l'autre n'en faisait avec l'assistance immédiate de Dieu.

J'avoue, en général, et sans prévention, qu'il faut beaucoup de génie, de courage, d'adresse et de conduite pour égaler les hommes dont nous venons de parler; mais je ne sais point si l'épithète de vertueux leur convient. La valeur et l'adresse se trouvent également chez les voleurs de grand chemin et chez les héros; la différence qui est entre eux, c'est que le conquérant est un voleur illustre, et que le voleur ordinaire est un faquin obscur; l'un reçoit des lauriers pour prix de ses violences, et l'autre, la corde.

Il est vrai que, toutes les fois que l'on voudra introduire des nouveautés dans le monde, il se présentera mille obstacles pour les empêcher, et qu'un prophète à la tête d'une armée fera plus de prosélytes que s'il ne combattait qu'avec des arguments.

Il est vrai que la religion chrétienne ne se soutenant que par les disputes fut faible et opprimée, et qu'elle ne s'étendit en Europe qu'après avoir répandu beaucoup de sang; il n'en est pas moins vrai que l'on a pu donner cours à des opinions et à des nouveautés avec peu de peine. Que de religions, que de sectes ont été introduites avec une facilité infinie! Il n'y a rien de plus propre que le fanatisme pour accréditer des nouveautés, et il me semble que Machiavel a parlé d'un ton trop décisif sur cette matière.

Il me reste à faire quelques réflexions sur l'exemple d'Hiéron de Syracuse, que Machiavel propose à ceux qui s'élèveront par le secours de leurs amis et de leurs troupes.

Hiéron se défit de ses amis et de ses soldats, qui l'avaient aidé à l'exécution de ses desseins; il lia de nouvelles amitiés, et il leva d'autres troupes. Je soutiens, en dépit de Machiavel et des ingrats, que la politique d'Hiéron était très-mauvaise, et qu'il y a beaucoup plus de prudence à se fier à des troupes dont on a expérimenté la valeur, et à des amis dont on a éprouvé la fidélité, qu'à des inconnus desquels l'on n'est point assuré. Je laisse au lecteur à pousser ce raisonnement plus loin; tous ceux qui abhorrent l'ingratitude, et qui sont assez heureux pour connaître l'amitié, ne resteront point à sec sur cette matière.

Je dois cependant avertir le lecteur de faire attention aux sens différents que Machiavel assigne aux mots. Qu'on ne s'y trompe pas lorsqu'il dit: «Sans l'occasion, la vertu s'anéantit;» cela signifie chez lui que, sans des circonstances favorables, les fourbes et les téméraires ne sauraient faire usage de leurs talents; c'est le chiffre du crime qui peut uniquement expliquer les obscurités de cet auteur.

Il me semble, en général, pour conclure ce chapitre, que la seule occasion où un particulier peut sans crime s'élever à la royauté, c'est lorsqu'il est né dans un royaume électif, ou lorsqu'il délivre sa patrie.

Sobieski en Pologne, Gustave Wasa en Suède, les Antonins à Rome, voilà les héros de ces deux espèces; que César Borgia soit le modèle des machiavélistes, le mien est Marc-Aurèle.

CHAPITRE VII.

Comparez le prince de M. de Fénelon avec celui de Machiavel : vous verrez dans l'un le caractère d'un honnête homme, de la bonté, de la justice, de l'équité, toutes les vertus, en un mot, poussées à un degré éminent; il semble que ce soit de ces intelligences pures dont on dit que la sagesse est préposée pour veiller au gouvernement du monde. Vous verrez dans l'autre la scélératesse, la fourberie, la perfidie, la trahison, et tous les crimes : c'est un monstre, en un mot, que l'enfer même aurait peine à produire. Mais s'il semble que notre nature se rapproche de celle des anges en lisant le *Télémaque*, il paraît qu'elle s'approche des démons de l'enfer lorsqu'on lit le *Prince* de Machiavel. César Borgia, duc de Valentinois, est le modèle sur lequel l'auteur forme son prince, et qu'il a l'impudence de proposer pour exemple à ceux qui s'élèvent dans le monde par le secours de leurs amis ou de leurs armes. Il est donc très-nécessaire de connaître quel était César Borgia, afin de se former une idée du héros, et de l'auteur qui le célèbre.

Il n'y a aucun crime que César Borgia n'ait commis : il fit assassiner son frère, son rival de gloire et d'amour, presque aux yeux de sa propre sœur; il fit massacrer les Suisses du pape, par vengeance contre quelques Suisses qui avaient offensé sa mère; il dépouilla des cardinaux et des hommes riches, pour assouvir sa cupidité; il enleva la Romagne au duc d'Urbin, son possesseur, et fit mettre à mort le cruel d'Orco, son sous-tyran; il fit assassiner, par une affreuse trahison, à Sinigaglia, quelques princes

dont il croyait la vie contraire à ses intérêts; il fit noyer une dame vénitienne dont il avait abusé. Mais que de cruautés ne se commirent point par ses ordres, et qui pourrait compter tout le nombre de ses crimes! Tel était l'homme que Machiavel préfère à tous les grands génies de son temps et aux héros de l'antiquité, et dont il trouve la vie et les actions dignes de servir d'exemple à ceux qu'élève la fortune.

Mais je dois combattre Machiavel dans un plus grand détail, afin que ceux qui pensent comme lui ne trouvent plus de subterfuges, et qu'il ne reste aucun retranchement à leur méchanceté.

César Borgia fonda le dessein de sa grandeur sur la dissension des princes d'Italie. Pour usurper tous les biens de mes voisins, il faut les affaiblir; et pour les affaiblir, il faut les brouiller : telle est la logique des scélérats.

Borgia voulait s'assurer d'un appui; il fallut donc qu'Alexandre VI accordât dispense de mariage à Louis XII, pour qu'il lui prêtât son secours. C'est ainsi que tant de politiques se sont joués du monde, et qu'ils ne pensaient qu'à leurs intérêts lorsqu'ils paraissaient le plus attachés à celui du ciel. Si le mariage de Louis XII était de nature à être rompu, le pape l'aurait dû rompre, supposé qu'il en eût eu le pouvoir; si ce mariage n'était pas de nature à être rompu, rien n'aurait dû y déterminer le chef de l'Église romaine.

Il fallait que Borgia se fît des créatures; aussi corrompit-il la faction des Urbins par des présents. Mais ne cherchons point des crimes à Borgia, et passons-lui ses corruptions, ne fût-ce que parce qu'elles ont du moins quelque fausse ressemblance avec les bienfaits. Borgia voulait se défaire de quelques princes de la maison d'Urbin, de Vitellozzo, d'Oliverotto de Fermo, etc.; et Machiavel dit qu'il eut la prudence de les faire venir à Sinigaglia, où il les fit périr par trahison.

Abuser de la bonne foi des hommes, user de ruses infâmes, trahir, se parjurer, assassiner, voilà ce que le docteur de la scélératesse appelle prudence. Mais je demande s'il y a de la prudence aux hommes de montrer comme on peut manquer de foi, et comme on peut se parjurer. Si vous renversez la bonne foi et le serment, quels seront les garants que vous aurez de la fidélité

des hommes? Donnez-vous des exemples de trahison, craignez d'être trahi; en donnez-vous d'assassinat, craignez la main de vos disciples.

Borgia établit le cruel d'Orco gouverneur de la Romagne, pour réprimer quelques désordres; Borgia punit avec barbarie en d'autres de moindres vices que les siens. Le plus violent des usurpateurs, le plus faux des parjures, le plus cruel des assassins et des empoisonneurs condamne aux plus affreux supplices quelques filous, quelques esprits remuants qui copiaient le caractère de leur nouveau maître en miniature et selon leur petite capacité.

Ce roi de Pologne dont la mort vient de causer tant de troubles en Europe agissait bien plus conséquemment et plus noblement envers ses sujets saxons. Les lois de Saxe condamnaient tout adultère à avoir la tête tranchée. Je n'approfondis point l'origine de cette loi barbare, qui paraît plus convenable à la jalousie italienne qu'à la patience allemande. Un malheureux transgresseur de cette loi est condamné. Auguste devait signer l'arrêt de mort; mais Auguste était sensible à l'amour et à l'humanité : il donna sa grâce au criminel, et il abrogea une loi qui le condamnait tacitement lui-même.

La conduite de ce roi était d'un homme sensible et humain; César Borgia ne punissait qu'en tyran féroce. Borgia fait mettre ensuite en pièces le cruel d'Orco, qui avait si parfaitement rempli ses intentions, afin de se rendre agréable au peuple en punissant l'organe de sa barbarie. Le poids de la tyrannie ne s'appesantit jamais davantage que lorsque le tyran veut revêtir les dehors de l'innocence, et que l'oppression se fait à l'ombre des lois.

Borgia, poussant la prévoyance jusqu'au delà de la mort du pape son père, commençait par exterminer tous ceux qu'il avait dépouillés de leurs biens, afin que le nouveau pape ne s'en pût servir contre lui. Voyez la cascade du crime : pour fournir aux dépenses, il faut avoir des biens; pour en avoir, il faut en dépouiller les possesseurs; et pour en jouir avec sûreté, il faut les exterminer : raisonnement des voleurs de grand chemin.

Borgia, pour empoisonner quelques cardinaux, les prie à souper chez son père. Le pape et lui prennent par mégarde d'un breuvage empoisonné : Alexandre VI en meurt, Borgia en ré-

chappe pour traîner une vie malheureuse, digne salaire d'empoisonneurs et d'assassins.

Voilà la prudence, l'habileté et les vertus que Machiavel ne saurait se lasser de louer. Le fameux évêque de Meaux, le célèbre évêque de Nîmes, l'éloquent panégyriste de Trajan, n'en eussent pas dit plus pour leur héros que Machiavel pour César Borgia. Si l'éloge qu'il en fait n'était qu'une ode, ou une figure de rhétorique, on pourrait louer sa subtilité, en détestant son choix; mais c'est tout le contraire: c'est un traité de politique qui doit passer à la postérité, c'est un ouvrage très-sérieux, dans lequel Machiavel est si impudent que d'accorder des louanges au monstre le plus abominable que l'enfer ait vomi sur la terre. C'est s'exposer de sang-froid à la haine du genre humain.

CHAPITRE VIII.

Je ne me sers que des propres paroles de Machiavel pour le confondre. Que pourrais-je dire de lui de plus atroce, sinon qu'il donne ici des règles pour ceux que leurs crimes élèvent à la grandeur suprême? C'est le titre de ce chapitre.

Si Machiavel enseignait le crime, s'il dogmatisait la perfidie dans une université de traîtres, il ne serait pas étonnant qu'il traitât des matières de cette nature; mais il parle à tous les hommes. Car un auteur qui se fait imprimer se communique à l'univers; il s'adresse principalement à ceux d'entre les hommes qui doivent être les plus vertueux, puisqu'ils sont destinés à gouverner les autres. Qu'y a-t-il de plus infâme, de plus insolent, que de leur enseigner la trahison, la perfidie et le meurtre? Il serait plutôt à souhaiter, pour le bien des hommes, que des exemples pareils à ceux d'Agathocles et d'Oliverotto de Fermo, que Machiavel se fait un plaisir de citer, fussent à jamais ignorés.

La vie d'un Agathocles ou d'un Oliverotto de Fermo sont capables de développer en un homme que son instinct porte à la scélératesse ce germe dangereux qu'il renferme en soi sans le bien connaître. Combien de jeunes gens qui se sont gâté l'esprit par la lecture des romans, qui ne voyaient et ne pensaient plus que comme Gandalin ou Médor! [a] Il y a quelque chose d'épidémique dans la façon de penser, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, qui se communique d'un esprit à l'autre. Cet homme extraordi-

[a] Voyez Arioste, *Roland furieux,* chant XVIII, st. 165; XIX, st. 20; XXIII, st. 103.

naire, ce roi aventurier digne de l'ancienne chevalerie, ce héros vagabond dont toutes les vertus, poussées à un certain excès, dégénèrent en vices, Charles XII, en un mot, portait depuis sa plus tendre enfance la vie d'Alexandre le Grand sur soi,[a] et bien des personnes qui ont connu particulièrement cet Alexandre du Nord assurent que c'était Quinte-Curce qui ravagea la Pologne, que Stanislas devint roi d'après Abdolonyme, et que la bataille d'Arbèles occasionna la défaite de Poltawa.

Me serait-il permis de descendre d'un aussi grand exemple à de moindres? Il me semble que, lorsqu'il s'agit de l'histoire de l'esprit humain, la différence des conditions et des états disparaissant, les rois ne sont que des hommes, et tous les hommes sont égaux; il ne s'agit que des impressions ou des modifications, en général, qu'ont produites de certaines choses extérieures sur l'esprit humain.

Toute l'Angleterre sait ce qui arriva à Londres il y a quelques années: on y représenta une assez médiocre comédie sous le titre des *Voleurs et des tours de gueux;* le sujet de cette pièce était l'imitation de quelques tours de souplesse et de filouteries de voleurs. Il se trouva que beaucoup de personnes s'aperçurent, au sortir de ces représentations, de la perte de leurs bagues, de leurs tabatières et de leurs montres, et l'auteur se fit si promptement des disciples, qu'ils pratiquaient ses leçons dans le parterre même. Ceci prouve assez, ce me semble, combien il est pernicieux de citer de mauvais exemples.

La première réflexion de Machiavel sur Agathocles et sur Fermo roule sur les raisons qui les soutinrent dans leurs petits États malgré leurs cruautés. L'auteur l'attribue à ce qu'ils avaient commis ces cruautés à propos : or, être prudemment barbare et exercer la tyrannie conséquemment signifie, selon ce politique, exécuter tout d'un coup et à la fois toutes les violences et tous les crimes que l'on juge utiles à ses intérêts.

Faites assassiner ceux qui vous sont suspects et dont vous vous méfiez, et ceux qui se déclarent vos ennemis, mais ne faites point traîner votre vengeance. Machiavel approuve des actions semblables aux Vêpres siciliennes, à l'affreux massacre de la Saint-

[a] Voyez t. VII, p. 73.

Barthélemy, où des cruautés se commirent qui font frémir l'humanité. Ce monstre ne compte pour rien l'horreur de ces crimes, pourvu qu'on les commette d'une manière qui en impose aux peuples, qui effraye au moment où ils sont récents; et il en donne pour raison que les idées s'en évanouissent plus facilement dans le public que celles des cruautés successives et continues des princes: comme s'il n'était pas également mauvais de faire périr mille personnes en un jour, ou de les faire assassiner par intervalles.

Ce n'est pas tout que de confondre l'affreuse morale de Machiavel; il faut encore le convaincre de fausseté et de mauvaise foi.

Il est premièrement faux, comme le rapporte Machiavel, qu'Agathocles ait joui en paix du fruit de ses crimes : il a été presque toujours en guerre contre les Carthaginois; il fut même obligé d'abandonner son armée en Afrique, qui massacra ses enfants après son départ; et il mourut lui-même d'un breuvage empoisonné que son petit-fils lui fit prendre. Oliverotto de Fermo périt par la perfidie de Borgia, digne salaire de ses crimes; et comme ce fut une année après son usurpation, sa chute paraît si accélérée, qu'elle semble avoir prévenu par sa punition ce que lui préparait la haine publique.

L'exemple d'Oliverotto de Fermo ne devait donc point être cité par l'auteur, puisqu'il ne prouve rien. Machiavel voudrait que le crime fût heureux, et il se flatte par là d'avoir quelque bonne raison de l'accréditer, ou du moins un argument passable à produire.

Mais supposons que le crime puisse se commettre avec sécurité, et qu'un tyran puisse exercer impunément la scélératesse: quand même il ne craindrait point une mort tragique, il sera également malheureux de se voir l'opprobre du genre humain; il ne pourra point étouffer ce témoignage intérieur de sa conscience qui dépose contre lui; il ne pourra point imposer silence à cette voix puissante qui se fait entendre sur les trônes des rois; il ne pourra point éviter cette funeste mélancolie qui frappera son imagination, qui sera son bourreau en ce monde.

Qu'on lise la vie d'un Denys, d'un Tibère, d'un Néron, d'un Louis XI, d'un tyran Basiliewitsch, etc.; l'on verra que ces monstres, également insensés et furieux, finirent de la manière

du monde la plus malheureuse. L'homme cruel est d'un tempérament misanthrope et atrabilaire; si dès son jeune âge il ne combat pas cette malheureuse disposition de son corps, il ne saurait manquer de devenir aussi furieux qu'insensé. Quand même donc il n'y aurait point de justice sur la terre et point de Divinité au ciel, il faudrait d'autant plus que les hommes fussent vertueux, puisque la vertu les unit et leur est absolument nécessaire pour leur conservation, et que le crime ne peut que les rendre infortunés et les détruire.

CHAPITRE IX.

Il n'y a point de sentiment plus inséparable de notre être que celui de la liberté; depuis l'homme le plus policé jusqu'au plus barbare, tous en sont pénétrés également; car, comme nous naissons sans chaînes, nous prétendons vivre sans contrainte. C'est cet esprit d'indépendance et de fierté qui a produit tant de grands hommes dans le monde, et qui a donné lieu aux gouvernements républicains, lesquels établissent une espèce d'égalité entre les hommes, et les rapprochent d'un état naturel.

Machiavel donne, en ce chapitre, de bonnes maximes de politique à ceux qui s'élèvent à la puissance suprême par le consentement des chefs d'une république; voilà presque le seul cas où il permette d'être honnête homme, mais malheureusement ce cas n'arrive presque jamais. L'esprit républicain, jaloux à l'excès de sa liberté, prend ombrage de tout ce qui peut lui donner des entraves, et se révolte contre la seule idée d'un maître. On connaît dans l'Europe des peuples qui ont secoué le joug de leurs tyrans pour jouir de l'indépendance; mais on n'en connaît point qui, de libres qu'ils étaient, se soient assujettis à un esclavage volontaire.

Plusieurs républiques sont retombées, par la suite des temps, sous le despotisme; il paraît même que ce soit un malheur inévitable, qui les attend toutes. Car, comment une république résisterait-elle éternellement à toutes les causes qui minent sa liberté? Comment pourrait-elle contenir toujours l'ambition des grands qu'elle nourrit dans son sein? Comment pourrait-elle à la longue veiller sur les séductions et les sourdes pratiques de ses voisins, et sur la corruption de ses membres, tant que l'intérêt sera tout-

puissant chez les hommes? Comment peut-elle espérer de sortir toujours heureusement des guerres qu'elle aura à soutenir? Comment pourra-t-elle prévenir ces conjonctures fâcheuses pour sa liberté, ces moments critiques et décisifs, et ces hasards qui favorisent les corrompus et les audacieux? Si les troupes sont commandées par des chefs lâches et timides, elle deviendra la proie de ses ennemis; et si elles ont à leur tête des hommes vaillants et hardis, ils seront dangereux dans la paix, après avoir servi dans la guerre.

Les républiques se sont presque toutes élevées de l'abîme de la tyrannie au comble de la liberté, et elles sont presque toutes retombées de cette liberté dans l'esclavage. Ces mêmes Athéniens qui, du temps de Démosthène, outrageaient Philippe de Macédoine, rampèrent devant Alexandre; ces mêmes Romains qui abhorraient la royauté après l'expulsion des rois, souffrirent patiemment, après la révolution de quelques siècles, toutes les cruautés de leurs empereurs; et ces mêmes Anglais qui mirent à mort Charles Ier parce qu'il empiétait sur leurs droits, plièrent la roideur de leur courage sous la puissance altière de leur protecteur. Ce ne sont donc point ces républiques qui se sont donné des maîtres par leur choix, mais des hommes entreprenants qui, aidés de quelques conjonctures favorables, les ont soumises contre leur volonté.

De même que les hommes naissent, vivent un temps, et meurent par maladies ou par l'âge, de même les républiques se forment, fleurissent quelques siècles, et périssent enfin par l'audace d'un citoyen ou par les armes de leurs ennemis. Tout a son période, tous les empires et les plus grandes monarchies même n'ont qu'un temps; les républiques sentent toutes que ce temps arrivera, et elles regardent toute famille trop puissante comme le germe de la maladie qui doit leur donner le coup de la mort.

On ne persuadera jamais à des républicains vraiment libres de se donner un maître, je dis le meilleur maître; car ils vous diront toujours : Il vaut mieux dépendre des lois que du caprice d'un seul homme.

CHAPITRE X.

Depuis le temps où Machiavel écrivait son *Prince politique*, le monde est si fort changé, qu'il n'est presque plus reconnaissable. Si quelque habile capitaine de Louis XII reparaissait de nos jours, il serait entièrement désorienté : il verrait qu'on fait la guerre avec des armées innombrables, que l'on peut à peine faire subsister en campagne, entretenues pendant la paix comme dans la guerre; au lieu que de son temps, pour frapper les grands coups et pour exécuter les grandes entreprises, une poignée de monde suffisait, et les troupes étaient congédiées après la guerre finie. Au lieu de ces vêtements de fer, de ces lances, de ces arquebuses à rouet, il trouverait des habits d'ordonnance, des fusils et des baïonnettes, des méthodes nouvelles pour camper, pour assiéger, pour donner bataille, et l'art de faire subsister des troupes tout aussi nécessaire à présent que le pouvait être autrefois celui de battre l'ennemi.

Mais que ne dirait pas Machiavel lui-même, s'il pouvait voir la nouvelle forme du corps politique de l'Europe, et tant de grands princes qui figurent à présent dans le monde, qui n'y étaient pour rien alors, la puissance des rois solidement établie, la manière de négocier des souverains, et cette balance qu'établit en Europe l'alliance de quelques princes considérables pour s'opposer aux ambitieux, et qui n'a pour but que le repos du monde!

Toutes ces choses ont produit un changement si général et si universel, qu'elles rendent la plupart des maximes de Machiavel inapplicables à notre politique moderne. C'est ce que fait

voir principalement ce chapitre. Je dois en rapporter quelques exemples.

Machiavel suppose, «Qu'un prince dont le pays est étendu, «qui avec cela a beaucoup d'argent et de troupes, peut se soutenir «par ses propres forces, sans l'assistance d'aucun allié, contre les «attaques de ses ennemis.»

C'est ce que j'ose contredire; je dis même plus, et j'avance qu'un prince, quelque redouté qu'il soit, ne saurait lui seul résister à des ennemis puissants, et qu'il lui faut nécessairement le secours de quelques alliés. Si le plus formidable, le plus puissant prince de l'Europe, si Louis XIV fut sur le point de succomber dans la guerre de la succession d'Espagne, et que, faute d'alliances, il ne put presque plus résister à la ligue de tant de rois et de princes, qui pensa l'accabler, à plus forte raison tout souverain qui lui est inférieur ne peut-il, sans hasarder beaucoup, demeurer isolé et privé de fortes alliances.

On dit, et cela se répète sans beaucoup de réflexion, que les traités sont inutiles, puisqu'on n'en remplit presque jamais tous les points, et qu'on n'est pas plus scrupuleux là-dessus dans notre siècle qu'en tout autre. Je réponds à ceux qui pensent ainsi, que je ne doute nullement qu'ils ne trouvent des exemples anciens et même très-récents de princes qui n'ont point rempli exactement leurs engagements; mais cependant qu'il est toujours très-avantageux de faire des traités. Les alliés que vous vous faites seront autant d'ennemis que vous aurez de moins, et, s'ils ne vous sont d'aucun secours, vous les réduirez toujours certainement à observer une exacte neutralité.

Machiavel parle ensuite des *principini,* de ces souverains en miniature qui, n'ayant que de petits États, ne peuvent point mettre d'armée en campagne. L'auteur appuie beaucoup sur ce qu'ils doivent fortifier leur capitale, afin de s'y renfermer avec leurs troupes en temps de guerre.

Les princes italiens dont parle Machiavel ne sont proprement que des hermaphrodites de souverains et de particuliers; ils ne jouent le rôle de grands seigneurs qu'avec leurs domestiques. Ce qu'on pourrait leur conseiller de meilleur serait, ce me semble, de diminuer en quelque chose l'opinion infinie qu'ils ont de leur

grandeur, de la vénération extrême qu'ils ont pour leur ancienne et illustre race, et du zèle inviolable qu'ils ont pour leurs armoiries. Les personnes sensées disent qu'ils feraient mieux de ne figurer dans le monde que comme des seigneurs qui sont bien à leur aise, de quitter une bonne fois les échasses sur lesquelles leur orgueil les monte, de n'entretenir tout au plus qu'une garde suffisante pour chasser les voleurs de leur château, en cas qu'il y en eût d'assez affamés pour y chercher subsistance, et de raser les remparts, les murailles et tout ce qui peut donner l'air d'une place forte à leur résidence.

En voici les raisons : la plupart des petits princes, et nommément ceux d'Allemagne, se ruinent par la dépense, excessive à proportion de leurs revenus, que leur fait faire l'ivresse de leur vaine grandeur; ils s'abîment pour soutenir l'honneur de leur maison, et ils prennent par vanité le chemin de la misère et de l'hôpital; il n'y a pas jusqu'au cadet du cadet d'une ligne apanagée qui ne s'imagine d'être quelque chose de semblable à Louis XIV: il bâtit son Versailles, il a ses maîtresses, il entretient ses armées.

Il y a actuellement un certain prince[a] apanagé d'une grande maison[b] qui, par un raffinement de grandeur, entretient exactement à son service tous les corps de troupes qui composent la maison d'un grand roi, et cela si fort en diminutif, qu'il faut un microscope pour apercevoir chacun de ces corps en particulier; son armée serait peut-être assez forte pour représenter une bataille sur le théâtre de Vérone.

J'ai dit, en second lieu, que les petits princes faisaient mal de fortifier leur résidence, et la raison en est toute simple : ils ne sont pas dans le cas de pouvoir être assiégés par leurs semblables, puisque des voisins plus puissants qu'eux se mêlent d'abord de

[a] L'autographe de l'Auteur porte « un certain prince d'Allemagne. »

[b] Ce passage ne peut se rapporter qu'au duc Ernest-Auguste de Saxe-Weimar, qui entretenait un bataillon de sept cents hommes, un escadron de cent quatre-vingts maîtres, et une compagnie de cadets à cheval. Frédéric vit ces troupes au camp de Mühlberg, en 1730. Voici ce que le baron de Pöllnitz en dit, entre autres, dans le premier volume de ses *Lettres et Mémoires contenant les observations qu'il a faites dans ses voyages* : « Véritablement elles doivent « être à charge au duc, dont on dit que les revenus n'excèdent pas quatre cent « mille écus. »

leur démêlé, et leur offrent une médiation qu'il ne dépend pas d'eux de refuser; ainsi, au lieu de sang répandu, deux coups de plume terminent leurs petites querelles.

A quoi leur serviraient donc leurs forteresses? Quand même elles seraient en état de soutenir un siége de la longueur de celui de Troie contre leurs petits ennemis, elles n'en soutiendraient pas un comme celui de Jéricho devant les armées d'un monarque puissant. Si, d'ailleurs, de grandes guerres se font dans leur voisinage, il ne dépend pas d'eux de rester neutres, ou ils sont totalement ruinés; et s'ils embrassent le parti d'une des puissances belliqueuses, leur capitale devient la place de guerre de ce prince.

L'idée que Machiavel nous donne des villes impériales d'Allemagne est toute différente de ce qu'elles sont à présent; un pétard suffirait, et même un mandement de l'Empereur, pour le rendre maître de ces villes. Elles sont toutes mal fortifiées, la plupart avec d'anciennes murailles flanquées en quelques endroits par de grosses tours, et entourées par des fossés que des terres écroulées ont presque entièrement comblés. Elles ont peu de troupes, et celles qu'elles entretiennent sont mal disciplinées; leurs officiers sont, ou le rebut de l'Allemagne, pour la plupart, ou de vieilles gens qui ne sont plus en état de servir. Quelques-unes des villes impériales ont une assez bonne artillerie; mais cela ne suffirait point pour s'opposer à l'Empereur, qui a coutume de leur faire sentir assez souvent leur faiblesse.

En un mot, faire la guerre, livrer des batailles, attaquer ou défendre des forteresses, est uniquement l'affaire des grands souverains; et ceux qui veulent les imiter sans en avoir la puissance ressemblent à celui qui contrefaisait le bruit du tonnerre et se croyait Jupiter.[a]

[a] Salmonée, roi d'Élide.

CHAPITRE XI.

Je ne vois guère dans l'antiquité de prêtres devenus souverains. Il me semble que, de tous les peuples dont il nous est resté quelque faible connaissance, il n'y a que les Juifs qui aient eu une suite de pontifes despotiques. Il n'est pas étonnant que, dans la plus superstitieuse et la plus ignorante de toutes les nations barbares, ceux qui étaient à la tête de la religion aient enfin usurpé le maniement des affaires; mais partout ailleurs il me semble que les prêtres ne se mêlaient que de leurs fonctions. Ils sacrifiaient, ils recevaient un salaire, ils avaient quelques prérogatives; mais ils n'instruisaient ni ne gouvernaient; et c'est, je crois, parce qu'ils n'avaient ni dogmes pour diviser les peuples, ni puissance pour en abuser, qu'il n'y eut jamais chez eux aucune guerre de religion.

Lorsque l'Europe, dans la décadence de l'empire romain, fut une anarchie de barbares, tout fut divisé en mille petites souverainetés; beaucoup d'évêques se firent princes, et ce fut l'évêque de Rome qui donna l'exemple. Il semble que sous ces gouvernements ecclésiastiques les peuples dussent vivre assez heureux; car des princes électifs, des princes élevés à la souveraineté dans un âge avancé, des princes enfin dont les États sont très-bornés, tels que ceux des ecclésiastiques, doivent ménager leurs sujets, sinon par religion, du moins par politique.

Il est certain cependant qu'aucun pays ne fourmille plus de mendiants que ceux des prêtres; c'est là qu'on peut voir un tableau touchant de toutes les misères humaines, non pas de ces

pauvres que la libéralité et les aumônes des souverains y attirent, de ces insectes qui s'attachent aux riches et qui rampent à la suite de l'opulence, mais de ces gueux faméliques que la charité de leur souverain prive du nécessaire, pour prévenir la corruption et les abus que le peuple a coutume de faire de la superfluité.

Ce sont sans doute les lois de Sparte, où l'argent était défendu, sur lesquelles se fondent les principes de la plupart de ces gouvernements ecclésiastiques, à la différence près que les prélats se réservent l'usage des biens dont les sujets sont privés. Heureux, disent-ils, sont les pauvres, car ils hériteront le royaume des cieux! Et comme ils veulent que tout le monde se sauve, ils ont soin de rendre tout le monde indigent.

Rien ne devrait être plus édifiant que l'histoire des chefs de l'Église et des vicaires de Jésus-Christ; on se persuade d'y trouver des exemples de mœurs irréprochables et saintes; cependant c'est tout le contraire : ce ne sont que des obscénités, des abominations et des sources de scandale; et l'on ne saurait lire la vie des papes sans détester plus d'une fois leurs cruautés et leurs perfidies.

On y voit en gros leur ambition appliquée à augmenter leur puissance temporelle et spirituelle, leur avarice occupée à faire passer la substance des peuples dans leurs familles, pour enrichir leurs neveux, leurs maîtresses ou leurs bâtards.

Ceux qui réfléchissent peu trouvent singulier que les peuples souffrent avec tant de docilité et de patience l'oppression de cette espèce de souverains, qu'ils n'ouvrent point les yeux sur les vices et sur les excès des ecclésiastiques, et qu'ils endurent d'un front tondu ce qu'ils ne souffriraient point d'un front couronné de lauriers. Ce phénomène paraît moins étrange à ceux qui connaissent le pouvoir de la superstition sur les idiots, et du fanatisme sur l'esprit humain; ils savent que la religion est une ancienne machine qui ne s'usera jamais, dont on s'est servi de tout temps pour s'assurer de la fidélité des peuples et pour mettre un frein à l'indocilité de la raison humaine; ils savent que l'erreur peut aveugler les hommes les plus pénétrants, et qu'il n'y a rien de plus triomphant que la politique de ceux qui mettent le ciel et l'enfer, Dieu et les damnés en œuvre pour parvenir à leurs desseins. Tant il est vrai que la religion même, cette source la plus pure de tous

nos biens, devient souvent, par un trop déplorable abus, l'origine et le principe de nos maux.

L'auteur remarque très-judicieusement ce qui contribua le plus à l'élévation du saint-siége. Il en attribue la raison principale à l'habile conduite d'Alexandre VI, de ce pontife qui poussait sa cruauté et son ambition à un excès énorme, et qui ne connaissait de justice que son intérêt. Or, s'il est vrai qu'un des plus méchants hommes qui ait jamais porté la tiare soit celui qui ait le plus affermi la puissance papale, que doit-on penser des héros de Machiavel?

L'éloge de Léon X fait la conclusion de ce chapitre, dont l'ambition, les débauches et l'irréligion sont assez connues. Machiavel ne le loue pas précisément par ces qualités-là, mais il lui fait sa cour : de tels princes méritaient de tels courtisans. S'il ne louait Léon X que comme un prince magnifique et restaurateur des arts, il aurait raison; mais il le loue comme politique.

CHAPITRE XII.

Tout est varié dans l'univers : les tempéraments des hommes sont différents, et la nature établit la même variété, si j'ose m'exprimer ainsi, dans le tempérament des États. J'entends, en général, par le tempérament d'un État sa situation, son étendue, le nombre, le génie de ses peuples, son commerce, ses coutumes, ses lois, son fort, son faible, ses richesses et ses ressources.

Cette différence de gouvernement est très-sensible, et elle est infinie lorsque l'on veut descendre jusque dans les détails; et de même que les médecins ne possèdent aucun secret qui convienne à toutes les maladies et à toutes les complexions, de même les politiques ne sauraient-ils prescrire des règles générales dont l'application soit à l'usage de toutes les formes de gouvernement.

Cette réflexion me conduit à examiner le sentiment de Machiavel sur les troupes étrangères et mercenaires. L'auteur en rejette entièrement l'usage, s'appuyant sur des exemples par lesquels il prétend que ces troupes ont été plus préjudiciables aux États qui s'en sont servis qu'elles ne leur ont été de quelque secours.

Il est sûr, et l'expérience a fait voir, en général, que les meilleures troupes d'un État sont les nationales. On pourrait appuyer ce sentiment par les exemples de la valeureuse résistance de Léonidas aux Thermopyles, et surtout par les progrès étonnants de l'empire romain et des Arabes. Cette maxime de Machiavel peut donc convenir à tous les peuples assez riches d'habitants pour qu'ils puissent fournir un nombre suffisant de soldats pour leur défense. Je suis persuadé, comme l'auteur, que l'État est mal

servi par des mercenaires, et que la fidélité et le courage de soldats possessionnés dans le pays les surpasse de beaucoup. Il est principalement dangereux de laisser languir dans l'inaction et de laisser efféminer ses sujets par la mollesse, dans le temps que les fatigues de la guerre et les combats aguerrissent ses voisins.

On a remarqué plus d'une fois que les États qui sortaient des guerres civiles ont été infiniment supérieurs à leurs ennemis, parce que tout est soldat dans une guerre civile, que le mérite s'y distingue indépendamment de la faveur, que tous les talents s'y développent, et que les hommes y prennent l'habitude de déployer ce qu'ils ont d'art et de courage.

Cependant il y a des cas qui semblent demander exemption de cette règle. Si des royaumes ou des empires ne produisent pas une aussi grande multitude d'hommes qu'il en faut pour les armées et qu'en consume la guerre, la nécessité oblige de recourir aux mercenaires, comme l'unique moyen de suppléer aux défauts de l'État.

On trouve alors des expédients qui lèvent la plupart des difficultés, et, ce que Machiavel trouve de vicieux dans cette espèce de milice, on mêle soigneusement les étrangers avec les nationaux, pour les empêcher de faire bande à part, et pour les façonner à la même discipline et à la même fidélité; et l'on porte sa principale attention sur ce que le nombre d'étrangers n'excède point le nombre des nationaux.

Il y a un roi du Nord dont l'armée est composée de cette sorte de mixtes,[a] et qui n'en est pas moins puissant et formidable. La plupart des troupes européennes sont composées de nationaux et de mercenaires; ceux qui cultivent les terres, ceux qui habitent les villes, moyennant une certaine taxe qu'ils payent pour l'entretien des troupes qui doivent les défendre, ne vont plus à la guerre. Les soldats ne sont composés que de la plus vile partie des peuples, de fainéants qui aiment mieux l'oisiveté que le travail, de débauchés qui cherchent la licence et l'impunité dans les troupes, de jeunes écervelés indociles à leurs parents, qui s'enrôlent par légèreté : tous ceux-là ont aussi peu d'inclination et d'attachement pour leur maître que les étrangers. Que ces troupes sont diffé-

[a] Voyez t. II, p. 1 et 2.

rentes de ces Romains qui conquirent le monde! Ces désertions si fréquentes de nos jours dans toutes les armées étaient quelque chose d'inconnu chez les Romains; ces hommes qui combattaient pour leur famille, pour leurs pénates, pour la bourgeoisie romaine, et pour tout ce qu'ils avaient de plus cher dans cette vie, ne pensaient pas à trahir tant d'intérêts à la fois par une lâche désertion.

Ce qui fait la sûreté des grands princes de l'Europe, c'est que leurs troupes sont à peu près semblables, et qu'ils n'ont, de ce côté-là, aucuns avantages les uns sur les autres. Il n'y a que les troupes suédoises qui soient bourgeois, paysans et soldats en même temps;[a] mais aussi, lorsqu'ils sont à la guerre, presque personne ne reste dans l'intérieur du pays pour labourer la terre. Ainsi leur puissance n'est aucunement formidable, puisqu'ils ne peuvent rien à la longue sans se ruiner eux-mêmes plus que leurs ennemis.

Voilà pour les mercenaires. Quant à la manière dont un grand prince doit faire la guerre, je me range entièrement du sentiment de Machiavel. Effectivement un grand prince doit prendre sur lui la conduite de ses troupes, rester dans son armée comme dans sa résidence; son intérêt, son devoir, sa gloire, tout l'y engage. Comme il est le chef de la justice distributive, il est également le protecteur et le défenseur de ses peuples; il doit regarder la défense de ses sujets comme un des objets les plus importants de son ministère, qu'il ne doit, par cette raison, confier qu'à lui-même. Son intérêt semble requérir nécessairement qu'il se trouve en personne à son armée, puisque tous les ordres émanent de sa personne, et qu'alors le conseil et l'exécution se suivent avec une rapidité extrême. Sa présence met fin, d'ailleurs, à la mésintelligence des généraux, si funeste aux armées et si préjudiciable aux intérêts du maître; elle met plus d'ordre pour ce qui regarde les magasins, les munitions et les provisions de guerre, sans lesquelles un César, à la tête de cent mille combattants, ne fera jamais rien. Comme c'est le prince qui fait livrer les batailles, il semble que ce serait aussi à lui d'en diriger l'exécution et de communiquer par sa présence l'esprit de valeur et

[a] Voyez t. II, p. 19.

d'assurance à ses troupes; il n'est à leur tête que pour donner l'exemple.

Mais, dira-t-on, tout le monde n'est pas né soldat, et beaucoup de princes n'ont ni le talent, ni l'expérience, ni le courage nécessaire pour commander une armée. Cela est vrai, je l'avoue; cependant cette objection ne doit pas m'embarrasser beaucoup; car il se trouve toujours des généraux assez entendus dans une armée, et le prince n'a qu'à suivre leurs conseils; la guerre s'en fera toujours mieux que lorsque le général est sous la tutelle du ministère, qui, n'étant point à l'armée, est hors d'état de juger des choses, et qui met souvent le plus habile général hors d'état de donner des marques de sa capacité.

Je finirai ce chapitre après avoir relevé une phrase de Machiavel qui m'a paru très-singulière. «Les Vénitiens, dit-il, se défiant «du duc de Carmagnole, qui commandait leurs troupes, furent «obligés de le faire sortir de ce monde.»

Je n'entends point, je l'avoue, ce que c'est que d'être obligé de faire sortir quelqu'un de ce monde, à moins que ce ne soit le trahir, l'empoisonner, l'assassiner. C'est ainsi que le docteur du crime croit rendre les actions les plus noires et les plus coupables innocentes, en adoucissant les termes.

Les Grecs avaient coutume de se servir de périphrases lorsqu'ils parlaient de la mort, parce qu'ils ne pouvaient pas soutenir sans une secrète horreur tout ce que le trépas a d'épouvantable. Machiavel périphrase les crimes, parce que son cœur, révolté contre son esprit, ne saurait digérer toute crue l'exécrable morale qu'il enseigne.

Quelle triste situation lorsqu'on rougit de se montrer à d'autres tel que l'on est, et lorsque l'on fuit le moment de s'examiner soi-même!

CHAPITRE XIII.

Machiavel pousse l'hyperbole à un point extrême en soutenant qu'un prince prudent aimerait mieux périr avec ses propres troupes que de vaincre avec des secours étrangers.

Je pense qu'un homme en danger de se noyer ne prêterait pas l'oreille aux discours de ceux qui lui diraient qu'il serait indigne de lui de devoir la vie à d'autres qu'à lui-même, et qu'ainsi il devrait plutôt périr que d'embrasser la corde ou le bâton que d'autres lui tendent pour le sauver. L'expérience nous fait voir que le premier soin des hommes est celui de leur conservation, et le second, celui de leur bien-être; ce qui détruit entièrement le paralogisme emphatique de l'auteur.

En approfondissant cette maxime de Machiavel, on trouvera peut-être que ce n'est qu'une jalousie extrême qu'il suffira d'inspirer aux princes : c'est cependant la jalousie de ces mêmes princes envers leurs généraux ou envers des auxiliaires qu'ils ne voulaient pas attendre, crainte de partager leur gloire, qui de tout temps fut très-préjudiciable à leurs intérêts. Une infinité de batailles ont été perdues par cette raison, et de petites jalousies ont souvent plus fait de tort aux princes que le nombre supérieur et les avantages de leurs ennemis.

Un prince ne doit pas, sans doute, faire la guerre uniquement avec des troupes auxiliaires; mais il doit être auxiliaire lui-même, et se mettre en état de donner autant de secours qu'il en reçoit. Voilà ce que dicte la prudence : mets-toi en état de ne craindre

pas tes ennemis ni tes amis; mais quand tu as fait un traité, il faut y être fidèle. Tant que l'Empire, l'Angleterre et la Hollande ont été de concert contre Louis XIV, tant que le prince Eugène et Marlborough ont été bien unis, ils ont été vainqueurs; mais dès que l'Angleterre a abandonné ses alliés, Louis XIV s'est relevé dans l'instant.

Les puissances qui peuvent se passer de troupes mixtes ou d'auxiliaires font bien de les exclure de leurs armées; mais comme peu de princes de l'Europe sont dans une pareille situation, je crois qu'ils ne risquent rien avec les auxiliaires, tant que le nombre des nationaux leur est supérieur.

Machiavel n'écrivait que pour de petits princes, et j'avoue que je ne vois guère que de petites idées dans lui; il n'a rien de grand ni de vrai, parce qu'il n'est pas honnête homme.

Qui ne fait la guerre que pour autrui n'est que faible; qui la fait conjointement avec autrui est très-fort.

Sans parler de la guerre de 1701 des alliés contre la France, l'entreprise par laquelle trois rois du Nord dépouillèrent Charles XII d'une partie de ses États d'Allemagne fut exécutée pareillement avec des troupes de différents maîtres réunis par des alliances; et la guerre de l'année 1734, que la France commença sous prétexte de soutenir les droits de ce roi de Pologne toujours élu et toujours détrôné, fut faite par les Français et les Espagnols joints aux Savoyards.

Que reste-t-il à Machiavel après tant d'exemples, et à quoi se réduit l'allégorie des armes de Saül, que David refusa à cause de leur pesanteur, lorsqu'il devait combattre Goliath?[a] Ce n'est que de la crême fouettée. J'avoue que les auxiliaires incommodent quelquefois les princes; mais je demande si l'on ne s'incommode pas volontiers, lorsqu'on y gagne des villes et des provinces.

Au sujet de ces auxiliaires, il cherche à jeter son venin sur les Suisses qui sont au service de France; je dois dire un petit mot sur le sujet de ces braves troupes, car il est indubitable que les Français ont gagné plus d'une bataille par leur secours, qu'ils ont rendu des services signalés à cet empire, et que si la France congédiait les Suisses et les Allemands qui servent dans son in-

[a] *I Samuel,* XVII, v. 38 et 39.

fanterie, ses armées seraient beaucoup moins redoutables qu'elles ne le sont à présent.

Voilà pour les erreurs de jugement; voyons à présent celles de morale. Les mauvais exemples que Machiavel propose aux princes sont des méchancetés qu'on ne saurait lui passer. Il allègue, en ce chapitre, Hiéron de Syracuse, qui, considérant que ses troupes auxiliaires étaient également dangereuses à garder ou à congédier, les fit toutes tailler en pièces. Des faits pareils révoltent lorsqu'on les trouve dans l'histoire; mais on se sent indigné de les voir rapportés dans un livre qui doit être fait pour l'instruction des princes.

La cruauté et la barbarie sont souvent fatales aux particuliers, ainsi ils en ont horreur pour la plupart; mais les princes, que la Providence a placés si loin des destinées vulgaires, en ont d'autant moins d'aversion, qu'ils ne les ont pas à craindre. Ce serait donc à tous ceux qui doivent gouverner les hommes que l'on devrait inculquer le plus d'éloignement pour tous les abus qu'ils peuvent faire d'une puissance illimitée.

CHAPITRE XIV.

Il y a une espèce de pédanterie commune à tous les métiers, qui ne vient que de l'avarice et de l'intempérance de ceux qui les pratiquent. Un soldat est pédant lorsqu'il s'attache trop à la minutie, ou lorsqu'il est fanfaron et qu'il donne dans le don-quichottisme.

L'enthousiasme de Machiavel expose ici son prince à être ridicule : il exagère si fort la matière, qu'il veut que son prince ne soit uniquement que soldat; il en fait un Don Quichotte complet, qui n'a l'imagination remplie que de champs de bataille, de retranchements, de la manière d'investir des places, de faire des lignes et des attaques.

Mais un prince ne remplit que la moitié de sa vocation, s'il ne s'applique qu'au métier de la guerre; il est évidemment faux qu'il ne doit être que soldat, et l'on peut se souvenir de ce que j'ai dit sur l'origine des princes, au premier chapitre de cet ouvrage. Ils sont juges d'institution; et s'ils sont généraux, c'est un accessoire. Le prince de Machiavel est comme les dieux d'Homère, que l'on dépeignait très-robustes et puissants, mais jamais équitables. Cet auteur ignore jusqu'au catéchisme de la justice; il ne connaît que l'intérêt et la violence.

L'auteur ne représente jamais que de petites idées; son génie rétréci n'embrasse que des sujets propres pour la politique des petits princes. Rien de plus faible que les raisons dont il se sert pour recommander la chasse aux princes : il est dans l'opinion que les princes apprendront par ce moyen à connaître les situations et les passages de leur pays.

Si un roi de France, si un Empereur prétendait acquérir de cette manière la connaissance de ses États, il leur faudrait autant de temps dans le cours de leur chasse qu'en emploie tout l'univers dans la grande révolution des astres.

Qu'on me permette d'entrer dans un plus grand détail sur une matière qui sera comme une espèce de digression à l'occasion de la chasse; et puisque ce plaisir est la passion presque générale des nobles, des grands seigneurs et des rois, surtout en Allemagne, il me semble qu'elle mérite quelque discussion.

La chasse est un de ces plaisirs sensuels qui agitent beaucoup le corps, et qui ne disent rien à l'esprit; c'est un désir ardent de poursuivre quelque bête, et une satisfaction cruelle de la tuer; c'est un amusement qui rend le corps robuste et dispos, et qui laisse l'esprit en friche et sans culture.

Les chasseurs me reprocheront, sans doute, que je prends les choses sur un ton trop sérieux, que je fais le critique sévère, et que je suis dans le cas des prêtres, qui, ayant le privilége de parler seuls dans les chaires, ont la facilité de prononcer tout ce que bon leur semble, sans appréhender d'opposition.

Je ne me prévaudrai point de cet avantage; j'alléguerai de bonne foi les raisons spécieuses qu'allèguent les amateurs de la chasse. Ils me diront d'abord que la chasse est le plaisir le plus noble et le plus ancien des hommes; que des patriarches et même beaucoup de grands hommes ont été chasseurs; et qu'en chassant, les hommes continuent à exercer ce même droit sur les bêtes, que Dieu daigna lui-même donner à Adam.

Mais ce qui est vieux n'en est pas meilleur, surtout quand il est outré. De grands hommes ont été passionnés pour la chasse, je l'avoue; ils ont eu leurs défauts comme leurs faiblesses : imitons ce qu'ils ont eu de grand, et ne copions point leurs minuties.

Les patriarches ont chassé, c'est une vérité; j'avoue encore qu'ils ont épousé leurs sœurs, que la polygamie était en usage de leur temps. Mais ces bons patriarches, en chassant ainsi, se ressentirent des siècles barbares dans lesquels ils vivaient : ils étaient très-grossiers et très-ignorants; c'étaient des gens oisifs qui, ne sachant point s'occuper, et pour tuer le temps qui leur paraissait toujours trop long, promenaient leurs ennuis à la chasse; ils per-

daient dans les bois, à la poursuite des bêtes, les moments qu'ils n'avaient ni la capacité ni l'esprit de passer en compagnie de personnes raisonnables.

Je demande si ce sont des exemples à imiter, si la grossièreté doit instruire la politesse, ou si ce n'est pas plutôt aux siècles éclairés à servir de modèle aux autres.

Qu'Adam ait reçu l'empire sur les bêtes, ou non, c'est ce que je ne recherche pas; mais je sais bien que nous sommes plus cruels et plus rapaces que les bêtes mêmes, et que nous usons très-tyranniquement de ce prétendu empire. Si quelque chose devait nous donner de l'avantage sur les animaux, c'est assurément notre raison; et ceux, pour l'ordinaire, qui font profession de la chasse, n'ont leur cervelle meublée que de chevaux, de chiens et de toute sorte d'animaux. Ils sont quelquefois très-grossiers, et il est à craindre qu'ils deviennent aussi inhumains envers les hommes qu'ils le sont à l'égard des bêtes, ou que du moins la cruelle coutume de faire souffrir avec indifférence ne les rende moins compatissants aux malheurs de leurs semblables. Est-ce là ce plaisir dont on nous vante tant la noblesse? Est-ce là cette occupation si digne d'un être pensant?

On m'objectera que la chasse est salutaire à la santé; que l'expérience a fait voir que ceux qui chassent deviennent vieux; que c'est un plaisir innocent et qui convient aux grands seigneurs, puisqu'il étale leur magnificence, puisqu'il dissipe leurs chagrins, et qu'en temps de paix il leur présente les images de la guerre.

Je suis bien éloigné de condamner un exercice modéré; mais, qu'on y prenne garde, l'exercice n'est nécessaire qu'aux intempérants. Il n'y a point de prince qui ait vécu plus que le cardinal de Fleury, ou le cardinal de Ximénès et le dernier pape; cependant ces trois hommes n'étaient point chasseurs. Faut-il, d'ailleurs, choisir la profession qui n'a de mérite que celui de promettre une longue vie? Les moines vivent, d'ordinaire, plus longtemps que les autres hommes : faut-il pour cela se faire moine?

Il ne s'agit point qu'un homme traîne jusqu'à l'âge de Mathusalem le fil indolent et inutile de ses jours; mais plus il aura réfléchi, plus il aura fait d'actions belles et utiles, et plus il aura vécu.

D'ailleurs, la chasse est de tous les amusements celui qui con-

vient le moins aux princes. Ils peuvent manifester leur magnificence de cent manières beaucoup plus utiles pour leurs sujets; et s'il se trouvait que l'abondance du gibier ruinât les gens de la campagne, le soin de détruire ces animaux pourrait très-bien se commettre aux chasseurs payés pour cela. Les princes ne devraient proprement être occupés que du soin de s'instruire et de gouverner, afin d'acquérir d'autant plus de connaissances, et de pouvoir d'autant plus se former une idée de leur profession pour agir bien en conséquence.

Je dois ajouter, surtout pour répondre à Machiavel, qu'il n'est point nécessaire d'être chasseur pour être grand capitaine. Gustave-Adolphe, Turenne, Marlborough, le prince Eugène, à qui on ne disputera pas la qualité d'hommes illustres et d'habiles généraux, n'ont point été chasseurs; nous ne lisons point que César, Alexandre ou Scipion l'aient été.

On peut, en se promenant, faire des réflexions plus judicieuses et plus solides sur les différentes situations d'un pays, relativement à l'art de la guerre, que lorsque des perdrix, des chiens couchants, des cerfs, une meute de toute sorte d'animaux, et l'ardeur de la chasse vous distraient. Un grand prince,[a] qui a fait la seconde campagne en Hongrie, a risqué d'être fait prisonnier des Turcs pour s'être égaré à la chasse. On devrait même défendre la chasse dans les armées, car elle cause beaucoup de désordre dans les marches.

Je conclus donc qu'il est pardonnable aux princes d'aller à la chasse, pourvu que ce ne soit que rarement, et pour les distraire de leurs occupations sérieuses et quelquefois fort tristes. Je ne veux interdire, encore une fois, aucun plaisir honnête; mais le soin de bien gouverner, de rendre son État florissant, de protéger, de voir les succès de tous les arts, est sans doute le plus grand plaisir; et malheureux celui à qui il en faut d'autres!

[a] François-Étienne, duc de Lorraine, chassant en 1737 près de Kolar, en Servie, s'égara au point que le maréchal comte de Seckendorff dut le faire remettre sur la route du camp par des trompettes placés de distance en distance. Voyez *Versuch einer Lebensbeschreibung des Feldmarschalls Grafen von Seckendorff* (par le baron Thérésius de Seckendorff. Sans lieu d'impression), 1792, t. II, p. 98.

CHAPITRE XV.

Les peintres et les historiens ont cela de commun entre eux, qu'ils doivent copier la nature. Les premiers peignent les traits et les coloris des hommes; les seconds, leurs caractères et leurs actions : il se trouve des peintres singuliers qui n'ont peint que des monstres et des diables.

Machiavel représente l'univers comme un enfer, et tous les hommes comme des damnés; on dirait que ce politique a voulu calomnier tout le genre humain par une haine particulière, et qu'il ait pris à tâche d'anéantir la vertu, peut-être pour rendre tous les habitants de ce continent ses semblables.

Machiavel avance qu'il n'est pas possible d'être tout à fait bon dans ce monde, aussi scélérat et aussi corrompu que l'est le genre humain, sans que l'on périsse; et moi, je dis que pour ne point périr il faut être bon et prudent. Les hommes ne sont, d'ordinaire, ni tout à fait bons ni tout à fait méchants; mais, et méchants, et bons, et médiocres s'accorderont tous à ménager un prince puissant, juste et habile. J'aimerais mieux faire la guerre à un tyran qu'à un bon roi, à un Louis XI qu'à un Louis XII, à un Domitien qu'à un Trajan; car le bon roi sera bien servi, et les sujets du tyran se joindront à mes troupes. Que j'aille en Italie avec dix mille hommes contre un Alexandre VI, la moitié de l'Italie sera pour moi; que j'y entre avec quarante mille hommes contre un Innocent XI, toute l'Italie se soulèvera pour me faire périr. Jamais roi bon et sage n'a été détrôné en Angle-

terre par de grandes armées; et tous leurs mauvais rois ont succombé sous des compétiteurs qui n'ont pas commencé la guerre avec quatre mille hommes de troupes réglées. Ne sois donc point méchant avec les méchants, mais sois vertueux et intrépide avec eux : tu rendras ton peuple vertueux comme toi, tes voisins voudront t'imiter, et les méchants trembleront.

CHAPITRE XVI.

Deux sculpteurs fameux, Phidias et Alcamène, firent chacun une statue de Minerve dont les Athéniens voulurent choisir la plus belle pour être placée sur le haut d'une colonne. On les présenta toutes les deux au public : celle d'Alcamène remporta les suffrages; l'autre, disait-on, était trop grossièrement travaillée. Phidias ne se déconcerta point par le jugement du vulgaire, et demanda que, comme les statues avaient été faites pour être placées sur une colonne, on les élevât toutes les deux; alors celle de Phidias remporta le prix.

Phidias devait son succès à l'étude de l'optique et des proportions. Cette règle de proportion doit être observée dans la politique : les différences des lieux font les différences des maximes; vouloir en appliquer une généralement, ce serait la rendre vicieuse; ce qui serait admirable pour un grand royaume ne conviendrait point à un petit État. Le luxe qui naît de l'abondance, et qui fait circuler les richesses par toutes les veines d'un État, fait fleurir un grand royaume; c'est lui qui entretient l'industrie, c'est lui qui multiplie les besoins des riches pour les lier par ces mêmes besoins avec les pauvres.

Si quelque politique malhabile s'avisait de bannir le luxe d'un grand empire, cet empire tomberait en langueur; le luxe, tout au contraire, ferait périr un petit État; l'argent sortant en plus grande abondance du pays qu'il n'y rentrerait à proportion, ferait tomber ce corps délicat en consomption, et il ne manquerait pas de mourir étique. C'est donc une règle indispensable à tout poli-

tique de ne jamais confondre les petits États avec les grands, et c'est en quoi Machiavel pèche grièvement en ce chapitre.

La première faute que je dois lui reprocher est qu'il prend le mot de libéralité dans un sens trop vague; il ne distingue pas assez la libéralité de la prodigalité. «Un prince, dit-il, pour faire de grandes choses, doit passer pour libéral, et il doit l'être.» Je ne connais aucun héros qui ne l'ait été. Afficher l'avarice, c'est dire aux hommes, N'attendez rien de moi, je payerai toujours mal vos services; c'est éteindre l'ardeur que tout sujet a naturellement de servir son prince.

Sans doute il n'y a que l'homme économe qui puisse être libéral; il n'y a que celui qui gouverne prudemment ses biens qui puisse faire du bien aux autres.

On connaît l'exemple de François Ier, roi de France, dont les dépenses excessives furent en partie la cause de ses malheurs. Les plaisirs de François Ier absorbaient les ressources de sa gloire; ce roi n'était pas libéral, mais prodigue, et sur la fin de sa vie il devint un peu avare; au lieu d'être bon ménager, il mit des trésors dans ses coffres. Mais ce n'est pas des trésors sans circulation qu'il faut avoir, c'est un ample revenu. Tout particulier et tout roi qui ne sait qu'entasser, enterrer de l'argent, n'y entend rien : il faut le faire circuler pour être vraiment riche. Les Médicis n'obtinrent la souveraineté de Florence que parce que le grand Cosme, père de la patrie, simple marchand, fut habile et libéral. Tout avare est un petit génie, et je crois que le cardinal de Retz a raison quand il dit que dans les grandes affaires il ne faut jamais regarder à l'argent. Que le souverain se mette donc en état d'en acquérir beaucoup, en favorisant le commerce et les manufactures de ses sujets, afin qu'il puisse en dépenser beaucoup à propos : il sera aimé et estimé.

Machiavel dit que la libéralité le rendra méprisable : voilà ce que pourrait dire un usurier; mais est-ce ainsi que doit parler un homme qui se mêle de donner des leçons aux princes?

CHAPITRE XVII.

Le dépôt le plus précieux qui soit confié entre les mains des princes, c'est la vie de leurs sujets. Leur charge leur donne le pouvoir de condamner à mort ou de pardonner aux coupables; ils sont les arbitres suprêmes de la justice.

Les bons princes regardent ce pouvoir tant vanté sur la vie de leurs sujets comme le poids le plus pesant de leur couronne. Ils savent qu'ils sont hommes comme ceux sur lesquels ils doivent juger; ils savent que des torts, des injustices, des injures peuvent se réparer dans ce monde, mais qu'un arrêt de mort précipité est un mal irréparable; ils ne se portent à la sévérité que pour éviter une rigueur plus fâcheuse qu'ils prévoient s'ils se conduisent autrement; ils ne prennent de ces tristes résolutions que dans des cas désespérés et pareils à ceux où un homme se sentant un membre gangrené, malgré la tendresse qu'il a pour lui-même, se résoudrait à le laisser retrancher, pour garantir et pour sauver du moins par cette opération douloureuse le reste du corps.

Machiavel traite de bagatelles des choses aussi graves, aussi sérieuses, aussi importantes. Chez lui, la vie des hommes n'est comptée pour rien; l'intérêt, ce seul dieu qu'il adore, est compté pour tout; il préfère la cruauté à la clémence, et il conseille à ceux qui sont nouvellement élevés à la souveraineté de mépriser plus que les autres la réputation d'être cruels.

Ce sont des bourreaux qui placent les héros de Machiavel sur le trône, et qui les y maintiennent. César Borgia est le refuge de ce politique lorsqu'il cherche des exemples de cruauté.

Machiavel cite encore quelques vers que Virgile met dans la bouche de Didon; mais cette citation est entièrement déplacée, car Virgile fait parler Didon comme quelqu'un fait parler Jocaste dans la tragédie d'*Œdipe*. Le poëte fait tenir à ces personnages un langage qui convient à leur caractère. Ce n'est donc point l'autorité de Didon, ce n'est donc point l'autorité de Jocaste qu'on doit emprunter dans un traité de politique; il faut l'exemple des grands hommes et d'hommes vertueux.

Le politique recommande surtout la rigueur envers les troupes; il oppose l'indulgence de Scipion à la sévérité d'Annibal, il préfère le Carthaginois au Romain, et conclut tout de suite que la rigueur est le mobile de l'ordre et de la discipline, et par conséquent du triomphe d'une armée. Machiavel n'en agit pas de bonne foi en cette occasion, car il choisit Scipion, le plus mou de tous les généraux quant à la discipline, pour l'opposer à Annibal et pour favoriser la sévérité.

J'avoue que l'ordre d'une armée ne peut subsister sans sévérité; car, comment contenir dans leur devoir des libertins, des débauchés, des scélérats, des poltrons, des téméraires, des animaux grossiers et mécaniques, si la peur des châtiments ne les arrête en partie?

Tout ce que je demande sur ce sujet à Machiavel, c'est de la modération. Qu'il sache donc que, si la clémence d'un honnête homme le porte à la bonté, la sagesse aussi ne le porte pas moins à la rigueur. Mais il en est de sa rigueur comme de celle d'un habile pilote : on ne lui voit couper les mâts ni les cordages de son vaisseau que lorsqu'il y est forcé par le danger éminent où l'expose l'orage et la tempête.

Il y a des occasions où il faut être sévère, mais jamais cruel. J'aimerais mieux, un jour de bataille, être aimé que craint de mes soldats.

J'en viens à présent à son argument le plus captieux. Il dit qu'un prince trouve mieux son compte en se faisant craindre qu'en se faisant aimer, puisque la plupart du monde est porté à l'ingratitude, au changement, à la dissimulation, à la lâcheté et à l'avarice; que l'amour est un lien d'obligation que la malice et la bassesse du genre humain ont rendu très-fragile, au lieu que la

crainte du châtiment assure bien plus fort du devoir des gens; que les hommes sont maîtres de leur bienveillance, mais qu'ils ne le sont pas de leur crainte; ainsi, qu'un prince prudent dépendra plutôt de lui que des autres.

Je ne nie point qu'il n'y ait des hommes ingrats et dissimulés dans le monde; je ne nie point que la sévérité ne soit, dans quelques moments, très-utile : mais j'avance que tout roi dont la politique n'aura pour but que de se faire craindre régnera sur des lâches et sur des esclaves; qu'il ne pourra point s'attendre à de grandes actions de ses sujets, car tout ce qui s'est fait par crainte et par timidité en a toujours porté le caractère. Je dis qu'un prince qui aura le don de se faire aimer régnera sur les cœurs, puisque ses sujets trouvent leur propre intérêt à l'avoir pour maître, et qu'il y a un grand nombre d'exemples, dans l'histoire, de grandes et belles actions qui se sont faites par amour et par attachement. Je dis encore que la mode des séditions et des révolutions paraît être entièrement finie de nos jours. On ne voit aucun royaume, excepté l'Angleterre, où le Roi ait le moindre sujet d'appréhender de ses peuples; encore le Roi, en Angleterre, n'a rien à craindre, si ce n'est lui qui soulève la tempête.

Je conclus donc qu'un prince cruel s'expose plutôt à être trahi qu'un prince débonnaire, puisque la cruauté est insupportable, et qu'on est bientôt las de craindre, et, après tout, parce que la bonté est toujours aimable, et qu'on ne se lasse point de l'aimer.

Il serait donc à souhaiter, pour le bonheur du monde, que les princes fussent bons sans être trop indulgents, afin que la bonté fût en eux toujours une vertu, et jamais une faiblesse.

CHAPITRE XVIII.

Le précepteur des tyrans ose assurer que les princes peuvent abuser le monde par leur dissimulation : c'est par où je dois commencer à le confondre.

On sait jusqu'à quel point le public est curieux; c'est un animal qui voit tout, qui entend tout, et qui divulgue tout ce qu'il a vu et ce qu'il a entendu. Si la curiosité de ce public examine la conduite des particuliers, c'est pour divertir son oisiveté; mais lorsqu'il juge du caractère des princes, c'est pour son propre intérêt. Aussi les princes sont-ils exposés plus que tous les autres hommes aux raisonnements et aux jugements du monde; ils sont comme les astres, contre lesquels un peuple d'astronomes a braqué ses secteurs à lunettes et ses astrolabes; les courtisans qui les observent font chaque jour leurs remarques; un geste, un coup d'œil, un regard les trahit,[a] et les peuples se rapprochent d'eux par des conjectures; en un mot, aussi peu que le soleil peut couvrir ses taches, aussi peu les grands princes peuvent-ils cacher leurs vices et le fond de leur caractère aux yeux de tant d'observateurs.

Quand même le masque de la dissimulation couvrirait pour un temps la difformité naturelle d'un prince, il ne se pourrait pourtant point qu'il gardât ce masque continuellement, et qu'il ne le levât quelquefois, ne fût-ce que pour respirer; et une occasion seule peut suffire pour contenter les curieux.

[a] Un seul mot, un soupir, un coup d'œil nous trahit.
Voltaire, *Œdipe,* acte III, scène I[re].

L'artifice donc, et la dissimulation, habiteront en vain sur les lèvres de ce prince; la ruse dans ses discours et dans ses actions lui sera inutile. On ne juge pas les hommes sur leur parole, ce serait le moyen de se tromper toujours; mais on compare leurs actions ensemble, et puis leurs actions et leurs discours : c'est contre cet examen réitéré que la fausseté et la dissimulation ne pourront jamais rien.

On ne joue bien que son propre personnage; il faut avoir effectivement le caractère que l'on veut que le monde vous suppose; sans quoi celui qui pense abuser le public est lui-même la dupe.

Sixte-Quint, Philippe II, Cromwell, passèrent dans le monde pour des hommes hypocrites et entreprenants, mais jamais pour vertueux. Un prince, quelque habile qu'il soit, ne peut, quand même il suivrait toutes les maximes de Machiavel, donner le caractère de la vertu qu'il n'a pas aux crimes qui lui sont propres.

Machiavel ne raisonne pas mieux sur les raisons qui doivent porter les princes à la fourbe et à l'hypocrisie; l'application ingénieuse et fausse de la fable du centaure ne conclut rien; car, que ce centaure ait eu moitié figure humaine et moitié celle d'un cheval, s'ensuit-il que les princes doivent être rusés et féroces? Il faut avoir bien envie de dogmatiser le crime, lorsqu'on emploie des arguments aussi faibles, et qu'on les cherche d'aussi loin.

Mais voici un raisonnement plus faux que tout ce que nous avons vu. Le politique dit qu'un prince doit avoir les qualités du lion et du renard; du lion pour se défaire des loups, du renard pour être rusé; et il conclut : «Ce qui fait voir qu'un prince n'est pas obligé de garder sa parole.» Voilà une conclusion sans prémisses : le docteur du crime n'a-t-il pas honte de bégayer ainsi ses leçons d'impiété?

Si l'on voulait prêter la probité et le bon sens aux pensées embrouillées de Machiavel, voici à peu près comme on pourrait les tourner. Le monde est comme une partie de jeu où il se trouve des joueurs honnêtes, mais aussi des fourbes qui trichent; pour qu'un prince, donc, qui doit jouer à cette partie, n'y soit pas trompé, il faut qu'il sache de quelle manière l'on triche au jeu, non pas pour qu'il pratique jamais de pareilles leçons, mais pour qu'il ne soit pas la dupe des autres.

Retournons aux chutes de notre politique. «Parce que tous «les hommes, dit-il, sont des scélérats, et qu'ils vous manquent «à tous moments de parole, vous n'êtes point obligé non plus de «leur garder la vôtre.» Voici premièrement une contradiction; car l'auteur dit, un moment après, que les hommes dissimulés trouveront toujours des hommes assez simples pour les abuser. Comment cela s'accorde-t-il? Tous les hommes sont des scélérats, et vous trouverez des hommes assez simples pour les abuser!

Il est encore très-faux que le monde ne soit composé que de scélérats. Il faut être bien misanthrope pour ne point voir que dans toute société il y a beaucoup d'honnêtes gens, et que le grand nombre n'est ni bon ni mauvais. Mais si Machiavel n'avait pas supposé le monde scélérat, sur quoi aurait-il fondé son abominable maxime? Quand même nous supposerions les hommes aussi méchants que le veut Machiavel, il ne s'ensuivrait pourtant point que nous dussions les imiter. Que Cartouche vole, pille, assassine, j'en conclus que Cartouche est un malheureux qu'on doit punir, et non pas que je dois régler ma conduite sur la sienne. S'il n'y avait plus d'honneur et de vertu dans le monde, disait Charles le Sage, ce serait chez les princes qu'on en devrait retrouver les traces.[a]

Après que l'auteur a prouvé la nécessité du crime, il veut encourager ses disciples par la facilité de le commettre. «Ceux qui «entendent bien l'art de dissimuler, dit-il, trouveront toujours «des hommes assez simples pour être dupés;» ce qui se réduit à ceci : votre voisin est un sot, et vous avez de l'esprit; donc il faut que vous le dupiez, parce qu'il est un sot. Ce sont des syllogismes pour lesquels des écoliers de Machiavel ont été pendus et roués en Grève.

Le politique, non content d'avoir démontré, selon sa façon de raisonner, la facilité du crime, relève ensuite le bonheur de la perfidie; mais ce qu'il y a de fâcheux, c'est que ce César Borgia, le plus grand scélérat, le plus perfide des hommes, que ce César Borgia, le héros de Machiavel, a été effectivement très-malheureux. Machiavel se garde bien de parler de lui à cette occasion.

[a] Mézeray et le père Daniel attribuent ces belles paroles à Jean II, dit le Bon, roi de France et père de Charles le Sage. Voyez t. IV, p. 109.

Il lui fallait des exemples; mais d'où les aurait-il pris, que du registre des procès criminels, ou de l'histoire des mauvais papes et des Nérons? Il assure qu'Alexandre VI, l'homme le plus faux, le plus impie de son temps, réussit toujours dans ses fourberies, puisqu'il connaissait parfaitement la faiblesse des hommes sur la crédulité.

J'ose assurer que ce n'était pas tant la crédulité des hommes que de certains événements et de certaines circonstances qui firent réussir quelquefois les desseins de ce pape; surtout, le contraste de l'ambition française et espagnole, la désunion et la haine des familles d'Italie, les passions et la faiblesse de Louis XII n'y contribuèrent pas moins.

La fourberie est même un défaut en style de politique, lorsqu'on la pousse trop loin. Je cite l'autorité d'un grand politique: c'est don Louis de Haro, qui disait du cardinal Mazarin qu'il avait un grand défaut en politique, c'est qu'il était toujours fourbe. Ce même Mazarin voulant employer M. de Fabert à une négociation scabreuse, le maréchal de Fabert lui dit: «Souffrez, monseigneur, «que je refuse de tromper le duc de Savoie, d'autant plus qu'il «n'y va que d'une bagatelle; on sait dans le monde que je suis «honnête homme; réservez donc ma probité pour une occasion «où il s'agira du salut de la France.»

Je ne parle point, dans ce moment, de l'honnêteté ni de la vertu; mais, ne considérant simplement que l'intérêt des princes, je dis que c'est une très-mauvaise politique de leur part d'être fourbes et de duper le monde: ils ne dupent qu'une fois, ce qui leur fait perdre la confiance de tous les princes.

Une certaine puissance,[a] en dernier lieu, déclara dans un manifeste les raisons de sa conduite, et agit ensuite d'une manière directement opposée. J'avoue que des traits aussi frappants que ceux-là aliènent entièrement la confiance; car, plus la contradiction se suit de près, et plus elle est grossière. L'Église romaine, pour éviter une contradiction pareille, a très-sagement fixé à ceux qu'elle place au nombre des saints le noviciat de cent

[a] L'Auteur veut parler de l'empereur Charles VI. Voyez t. I, p. 166—168; voyez aussi *Journal secret du baron de Seckendorff.* A Tubingue, 1811, p. 138 et 139.

années après leur mort; moyennant quoi la mémoire de leurs défauts et de leurs extravagances périt avec eux; les témoins de leur vie, et ceux qui pourraient déposer contre eux, ne subsistant plus, rien ne s'oppose à l'idée de sainteté qu'on veut donner au public.

Mais qu'on me pardonne cette digression. J'avoue, d'ailleurs, qu'il y a des nécessités fâcheuses où un prince ne saurait s'empêcher de rompre ses traités et ses alliances; mais il doit s'en séparer en honnête homme, en avertissant ses alliés à temps, et surtout n'en venir jamais à ces extrémités sans que le salut de ses peuples et une très-grande nécessité l'y oblige.

Je finirai ce chapitre par une seule réflexion. Qu'on remarque la fécondité dont les vices se propagent entre les mains de Machiavel. Il veut qu'un roi incrédule couronne son incrédulité de l'hypocrisie; il pense que les peuples seront plus touchés de la dévotion d'un prince que révoltés des mauvais traitements qu'ils souffriront de lui. Il y a des personnes qui sont de son sentiment; pour moi, il me semble qu'on a toujours de l'indulgence pour des erreurs de spéculation, lorsqu'elles n'entraînent point la corruption du cœur à leur suite, et que le peuple aimera plus un prince incrédule, mais honnête homme et qui fait leur bonheur, qu'un orthodoxe scélérat et malfaisant. Ce ne sont pas les pensées des princes, ce sont leurs actions qui rendent les hommes heureux.

CHAPITRE XIX.

La rage des systèmes n'a pas été la folie privilégiée des philosophes, elle l'est aussi devenue des politiques. Machiavel en est infecté plus que personne : il veut prouver qu'un prince doit être méchant et fourbe; ce sont là les paroles sacramentales de sa religion. Machiavel a toute la méchanceté des monstres que terrassa Hercule, mais il n'en a pas la force; aussi ne faut-il pas avoir la massue d'Hercule pour l'abattre; car, qu'y a-t-il de plus simple, de plus naturel, et de plus convenable aux princes que la justice et la bonté? Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de s'épuiser en arguments pour le prouver. Le politique doit donc perdre nécessairement en soutenant le contraire. Car, s'il soutient qu'un prince affermi sur le trône doit être cruel, fourbe, traître, etc., il le fera méchant à pure perte; et s'il veut revêtir de tous ces vices un prince qui s'élève sur le trône, pour affermir son usurpation, l'auteur lui donne des conseils qui soulèveront tous les souverains et toutes les républiques contre lui. Car, comment un particulier peut-il s'élever à la souveraineté, si ce n'est en dépossédant un prince souverain de ses États, ou en usurpant l'autorité d'une république? Ce n'est pas assurément ainsi que l'entendent les princes de l'Europe. Si Machiavel avait composé un recueil de fourberies à l'usage des voleurs, il n'aurait pas fait un ouvrage plus blâmable que celui-ci.

Je dois cependant rendre compte de quelques faux raisonnements qui se trouvent dans ce chapitre. Machiavel prétend que ce qui rend un prince odieux, c'est lorsqu'il s'empare injustement du bien de ses sujets, et qu'il attente à la pudicité de leurs femmes.

Il est sûr qu'un prince intéressé, injuste, violent et cruel ne pourra point manquer d'être haï et de se rendre odieux à ses peuples; mais il n'en est pas toutefois de même de la galanterie. Jules César, que l'on appelait à Rome le mari de toutes les femmes et la femme de tous les maris, Louis XIV, qui aimait beaucoup les femmes, Auguste I[er], roi de Pologne, qui les avait en commun avec ses sujets, ces princes ne furent point haïs à cause de leurs amours; et si César fut assassiné, si la liberté romaine enfonça tant de poignards dans son flanc, ce fut parce que César était un usurpateur, et non pas à cause que César était galant.

On m'objectera peut-être l'expulsion des rois de Rome au sujet de l'attentat commis contre la pudicité de Lucrèce, pour soutenir le sentiment de Machiavel; mais je réponds que, non pas l'amour du jeune Tarquin pour Lucrèce, mais la manière violente de faire cet amour donna lieu au soulèvement de Rome; et que, comme cette violence réveillait dans la mémoire du peuple l'idée d'autres violences commises par les Tarquins, ils songèrent alors sérieusement à s'en venger, si pourtant l'aventure de Lucrèce n'est pas un roman.

Je ne dis point ceci pour excuser la galanterie des princes, elle peut être moralement mauvaise; je ne me suis ici attaché à autre chose qu'à montrer qu'elle ne rendait point odieux les souverains. On regarde l'amour, dans les bons princes, comme une faiblesse pardonnable, pourvu qu'elle ne soit point accompagnée d'injustices. On peut faire l'amour comme Louis XIV, comme Charles II, roi d'Angleterre, comme le roi Auguste; mais il ne faut imiter ni Néron ni David.

Voici, ce me semble, une contradiction en forme. Le politique veut, «Qu'un prince se fasse aimer de ses sujets, pour éviter les conspirations;» et dans le chapitre dix-sept il dit, «Qu'un prince «doit songer principalement à se faire craindre, puisqu'il peut «compter sur une chose qui dépend de lui, et qu'il n'en est pas «de même de l'amour des peuples.» Lequel des deux est le véritable sentiment de l'auteur? Il parle le langage des oracles, on peut l'interpréter comme on le veut; mais ce langage des oracles, soit dit en passant, est celui des fourbes.

Je dois dire, en général, à cette occasion, que les conjurations

et les assassinats ne se commettent plus guère dans le monde; les princes sont en sûreté de ce côté-là, ces crimes sont usés, ils sont sortis de mode, et les raisons qu'en allègue Machiavel sont très-bonnes; il n'y a tout au plus que le fanatisme de quelques ecclésiastiques qui puisse leur faire commettre un crime aussi épouvantable, par pur fanatisme. Parmi les bonnes choses que Machiavel dit à l'occasion des conspirations, il y en a une très-bonne, mais qui devient mauvaise dans sa bouche; la voici. «Un conjurateur, «dit-il, est troublé par l'appréhension des châtiments qui le me«nacent, et les rois sont soutenus par la majesté de l'empire et «par l'autorité des lois.» Il me semble que l'auteur politique n'a pas bonne grâce à parler des lois, lui qui n'insinue que l'intérêt, la cruauté, le despotisme et l'usurpation. Machiavel fait comme les protestants : ils se servent des arguments des incrédules pour combattre la transsubstantiation des catholiques, et ils se servent des mêmes arguments dont les catholiques soutiennent la transsubstantiation, pour combattre les incrédules.

Machiavel conseille donc aux princes de se faire aimer, de se ménager, pour cette raison, et de gagner également la bienveillance des grands et des peuples; il a raison de leur conseiller de se décharger sur d'autres de ce qui pourrait leur attirer la haine d'un de ces deux états, et d'établir, pour cet effet, des magistrats juges entre le peuple et les grands. Il allègue le gouvernement de France pour modèle. Cet ami outré du despotisme et de l'usurpation d'autorité approuve la puissance que les parlements de France avaient autrefois. Il me semble, à moi, que, s'il y a un gouvernement dont on pourrait de nos jours proposer pour modèle la sagesse, c'est celui d'Angleterre : là, le parlement est l'arbitre du peuple et du Roi, et le Roi a tout le pouvoir de faire du bien, mais il n'en a point pour faire le mal.

Machiavel entre ensuite dans une grande discussion sur la vie des empereurs romains, depuis Marc-Aurèle jusqu'aux deux Gordiens. Il attribue la cause de ces changements fréquents à la vénalité de l'empire; mais ce n'en est pas la seule cause. Caligula, Claude, Néron, Galba, Othon, Vitellius, firent une fin funeste, sans avoir acheté Rome comme Didius Julianus. La vénalité fut enfin une raison de plus pour assassiner les empereurs; mais le

fond véritable de ces révolutions était la forme du gouvernement. Les gardes prétoriennes devinrent ce qu'ont été, depuis, les mameluks en Égypte, les janissaires en Turquie, les strélitz en Moscovie. Constantin cassa les gardes prétoriennes habilement; mais enfin les malheurs de l'empire exposèrent encore ses maîtres à l'assassinat et à l'empoisonnement. Je remarquerai seulement que les mauvais empereurs périrent de morts violentes; mais un Théodose mourut dans son lit, et Justinien vécut heureux quatre-vingt-quatre ans. Voilà sur quoi j'insiste. Il n'y a presque point de méchants princes heureux, et Auguste ne fut paisible que quand il devint vertueux. Le tyran Commode, successeur du divin Marc-Aurèle, fut mis à mort malgré le respect qu'on avait pour son père. Caracalla ne put se soutenir, à cause de sa cruauté. Alexandre Sévère fut tué par la trahison de ce Maximin de Thrace qui passe pour un géant, et Maximin, ayant soulevé tout le monde par ses barbaries, fut assassiné à son tour. Machiavel prétend que celui-là périt par le mépris qu'on faisait de sa basse naissance; Machiavel a grand tort : un homme élevé à l'empire par son courage n'a plus de parents; on songe à son pouvoir, et non à son extraction. Pupien était fils d'un maréchal de village; Probus, d'un jardinier; Dioclétien, d'un esclave; Valentinien, d'un cordier : ils furent tous respectés. Le Sforce qui conquit Milan était un paysan; Cromwell, qui assujettit l'Angleterre et fit trembler l'Europe, était fils d'un marchand; le grand Mahomet, fondateur de la religion la plus florissante de l'univers, était un garçon marchand; Samon, premier roi d'Esclavonie, était un marchand français; le fameux Piaste, dont le nom est encore révéré en Pologne, fut élu roi ayant encore aux pieds ses sabots, et il vécut respecté longues années. Que de généraux d'armée, que de ministres et de chanceliers roturiers! L'Europe en est pleine, et n'en est que plus heureuse, car ces places sont données au mérite. Je ne dis pas cela pour mépriser le sang des Witikind, des Charlemagne et des Ottoman;[a] je dois, au contraire, par plus d'une raison, aimer le sang des héros; mais j'aime encore plus le mérite.[b]

[a] Probablement des Othon.

[b] Voyez t. I, p. 1.

On ne doit pas ici oublier que Machiavel se trompe beaucoup lorsqu'il croit que du temps de Sévère il suffisait de ménager les soldats pour se soutenir; l'histoire des empereurs le contredit. Plus on ménageait les prétoriens indisciplinables, plus ils sentaient leur force; et il était également dangereux de les flatter, et de les vouloir réprimer. Les troupes, aujourd'hui, ne sont pas à craindre, parce qu'elles sont toutes divisées en petits corps qui veillent les uns sur les autres, parce que les rois nomment à tous les emplois, et que la force des lois est plus établie. Les empereurs turcs ne sont si exposés au cordeau que parce qu'ils n'ont pas su encore se servir de cette politique. Les Turcs sont esclaves du sultan, et le sultan est esclave des janissaires. Dans l'Europe chrétienne, il faut qu'un prince traite également bien tous les ordres de ceux à qui il commande, sans faire de différences qui causent des jalousies funestes à ses intérêts.

Le modèle de Sévère, proposé par Machiavel à ceux qui s'élèveront à l'empire, est donc tout aussi mauvais que celui de Marc-Aurèle leur peut être avantageux. Mais comment peut-on proposer ensemble Sévère, César Borgia et Marc-Aurèle pour modèles? C'est vouloir réunir la sagesse et la vertu la plus pure avec la plus affreuse scélératesse.

Je ne puis finir sans insister encore que César Borgia, avec sa cruauté si habile, fit une fin très-malheureuse, et que Marc-Aurèle, ce philosophe couronné, toujours bon, toujours vertueux, n'éprouva jusqu'à sa mort aucun revers de fortune.

CHAPITRE XX.

Le paganisme représentait Janus avec deux visages, ce qui signifiait la connaissance parfaite qu'il avait du passé et de l'avenir. L'image de ce dieu, prise en un sens allégorique, peut très-bien s'appliquer aux princes. Ils doivent, comme Janus, voir derrière eux dans l'histoire de tous ces siècles qui se sont écoulés, et qui leur fournissent des leçons salutaires de conduite et de devoir; ils doivent, comme Janus, voir en avant par leur pénétration et par cet esprit de force et de jugement qui combine tous les rapports, et qui lit dans les conjonctures présentes celles qui doivent les suivre.

Machiavel propose cinq questions aux princes, tant à ceux qui auront fait de nouvelles conquêtes qu'à ceux dont la politique ne demande qu'à s'affermir dans leurs possessions. Voyons ce que la prudence pourra conseiller de meilleur, en combinant le passé avec le futur, et en se déterminant toujours par la raison et la justice.

Voici la première question: si un prince doit désarmer des peuples conquis, ou non.

Il faut toujours songer combien la manière de faire la guerre a changé depuis Machiavel. Ce sont toujours des armées disciplinées, plus ou moins fortes, qui défendent leur pays; on mépriserait beaucoup une troupe de paysans armés. Si quelquefois dans des siéges la bourgeoisie prend les armes, les assiégeants ne le souffrent pas, et, pour les en empêcher, on les menace du bombardement et des boulets rouges. Il paraît, d'ailleurs, qu'il est de

la prudence de désarmer, pour les premiers temps, les bourgeois d'une ville prise, principalement si l'on a quelque chose à craindre de leur part. Les Romains, qui avaient conquis la Grande-Bretagne, et qui ne pouvaient la retenir en paix, à cause de l'humeur turbulente et belliqueuse de ces peuples, prirent le parti de les efféminer, afin de modérer en eux cet instinct belliqueux et farouche; ce qui réussit comme on le désirait à Rome. Les Corses sont une poignée d'hommes aussi braves et aussi délibérés que ces Anglais; on ne les domptera, je crois, que par la prudence et la bonté. Pour maintenir la souveraineté de cette île, il me paraît d'une nécessité indispensable de désarmer les habitants et d'adoucir leurs mœurs. Je dis, en passant, et à l'occasion des Corses, que l'on peut voir par leur exemple quel courage, quelle vertu donne aux hommes l'amour de la liberté, et qu'il est dangereux et injuste de l'opprimer.

La seconde question roule sur la confiance qu'un prince doit avoir, après s'être rendu maître d'un nouvel État, ou en ceux de ses nouveaux sujets qui lui ont aidé à s'en rendre le maître, ou en ceux qui ont été fidèles à leur prince légitime.

Lorsqu'on prend une ville par intelligence et par la trahison de quelques citoyens, il y aurait beaucoup d'imprudence à se fier aux traîtres, qui probablement vous trahiront; et on doit présumer que ceux qui ont été fidèles à leurs anciens maîtres le seront à leurs nouveaux souverains; car ce sont, d'ordinaire, des esprits sages, des hommes domiciliés, qui ont du bien dans le pays, qui aiment l'ordre, à qui tout changement est nuisible : cependant il ne faut se confier légèrement à personne.

Mais supposons un moment que des peuples opprimés et forcés à secouer le joug de leurs tyrans appelassent un autre prince pour les gouverner. Je crois que le prince doit répondre en tout à la confiance qu'on lui témoigne, et que s'il en manquait, en cette occasion, envers ceux qui lui ont confié ce qu'ils avaient de plus précieux, ce serait le trait le plus indigne d'une ingratitude qui ne manquerait pas de flétrir sa mémoire. Guillaume, prince d'Orange, conserva jusqu'à la fin de sa vie son amitié et sa confiance à ceux qui lui avaient mis entre les mains les rênes du

gouvernement d'Angleterre; et ceux qui lui étaient opposés abandonnèrent leur patrie, et suivirent le roi Jacques.

Dans les royaumes électifs, où la plupart des élections se font par brigues, et où le trône est vénal, quoi qu'on en dise, je crois que le nouveau souverain trouvera la facilité, après son élévation, d'acheter ceux qui lui ont été opposés, comme il s'est rendu favorables ceux qui l'ont élu. La Pologne nous en fournit des exemples : on y trafique si grossièrement du trône, qu'il semble que cet achat se fasse aux marchés publics. La libéralité d'un roi de Pologne écarte de son chemin toute opposition; il est le maître de gagner les grandes familles par des palatinats, des starosties et d'autres charges qu'il confère. Mais comme les Polonais ont sur le sujet des bienfaits la mémoire très-courte, il faut revenir souvent à la charge; en un mot, la république de Pologne est comme le tonneau des Danaïdes : le roi le plus généreux répandra vainement ses bienfaits sur eux, il ne les remplira jamais. Cependant, comme un roi de Pologne a beaucoup de grâces à faire, il peut se ménager des ressources fréquentes, en ne faisant ses libéralités que dans les occasions où il a besoin des familles qu'il enrichit.

La troisième question de Machiavel regarde proprement la sûreté d'un prince dans un royaume héréditaire : s'il vaut mieux qu'il entretienne l'union ou la mésintelligence parmi ses sujets.

Cette question pouvait peut-être avoir lieu du temps des ancêtres de Machiavel, à Florence; mais à présent, je ne pense pas qu'aucun politique l'adoptât toute crue et sans la mitiger. Je n'aurais qu'à citer le bel apologue si connu de Ménénius Agrippa, par lequel il réunit le peuple romain. Les républiques, cependant, doivent en quelque façon entretenir de la jalousie entre leurs membres, car, si aucun parti ne veille sur l'autre, la forme du gouvernement se change en monarchie.

Il y a des princes qui croient la désunion de leurs ministres nécessaire pour leur intérêt; ils pensent être moins trompés par des hommes qu'une haine mutuelle tient réciproquement en garde. Mais si ces haines produisent cet effet, elles en produisent aussi un fort dangereux; car, au lieu que ces ministres devraient concourir au service du prince, il arrive que, par des vues de se nuire, ils se contrecarrent continuellement, et qu'ils confondent

dans leurs querelles particulières l'avantage du prince et le salut des peuples.

Rien ne contribue donc plus à la force d'une monarchie que l'union intime et inséparable de tous ses membres, et ce doit être le but d'un prince sage de l'établir.

Ce que je viens de répondre à la troisième question de Machiavel peut en quelque sorte servir de solution à son quatrième problème; examinons cependant et jugeons en deux mots si un prince doit fomenter des factions contre lui-même, ou s'il doit gagner l'amitié de ses sujets.

C'est forger des monstres pour les combattre que de se faire des ennemis pour les vaincre; il est plus naturel, plus raisonnable, plus humain de se faire des amis. Heureux sont les princes qui connaissent les douceurs de l'amitié![a] plus heureux sont ceux qui méritent l'amour et l'affection des peuples!

Nous voici à la dernière question de Machiavel, savoir: si un prince doit avoir des forteresses et des citadelles, ou s'il doit les raser.

Je crois avoir dit mon sentiment dans le chapitre dixième pour ce qui regarde les petits princes; venons à présent à ce qui intéresse la conduite des rois.

Dans le temps de Machiavel, le monde était dans une fermentation générale; l'esprit de sédition et de révolte régnait partout; l'on ne voyait que des factions et des tyrans : les révolutions fréquentes et continuelles obligèrent les princes de bâtir des citadelles sur les hauteurs des villes, pour contenir, par ce moyen, l'esprit inquiet des habitants.

Depuis ce siècle barbare, soit que les hommes se soient lassés de s'entre-détruire, soit plutôt parce que les souverains ont dans leurs États un pouvoir plus despotique, on n'entend plus tant parler de séditions et de révoltes, et l'on dirait que cet esprit d'inquiétude, après avoir assez travaillé, s'est mis à présent dans une assiette tranquille; de sorte que l'on n'a plus besoin de citadelles pour répondre de la fidélité des villes et du pays. Il n'en est pas de même des fortifications pour se garantir des ennemis et pour assurer davantage le repos de l'État.

[a] Voyez ci-dessus, p. 53.

Les armées et les forteresses sont d'une utilité égale pour les princes; car, s'ils peuvent opposer leurs armées à leurs ennemis, ils peuvent sauver cette armée sous le canon de leurs forteresses, en cas de bataille perdue; et le siége que l'ennemi entreprend de cette forteresse leur donne le temps de se refaire et de ramasser de nouvelles forces, qu'ils peuvent encore, s'ils les amassent à temps, employer pour faire lever le siége à l'ennemi.

Les dernières guerres en Flandre, entre l'Empereur et la France, n'avançaient presque point, à cause de la multitude des places fortes; et des batailles de cent mille hommes, remportées sur cent mille hommes, n'étaient suivies que par la prise d'une ou de deux villes; la campagne d'après, l'adversaire, ayant eu le temps de réparer ses pertes, reparaissait de nouveau, et l'on remettait en dispute ce que l'on avait décidé l'année auparavant. Dans des pays où il y a beaucoup de places fortes, des armées qui couvrent deux milles de terre feront la guerre trente années, et gagneront, si elles sont heureuses, pour prix de vingt batailles dix milles de terrain.

Dans des pays ouverts, le sort d'un combat ou de deux campagnes décide de la fortune du vainqueur, et lui soumet des royaumes entiers. Alexandre, César, Gengis-Kan, Charles XII, devaient leur gloire à ce qu'ils trouvèrent peu de places fortifiées dans les pays qu'ils conquirent; le vainqueur de l'Inde ne fit que deux siéges en ses glorieuses campagnes; l'arbitre de la Pologne n'en fit jamais davantage. Eugène, Villars, Marlborough, Luxembourg, étaient de grands capitaines; mais les forteresses émoussèrent en quelque façon le brillant de leurs succès. Les Français connaissent bien l'utilité des forteresses, car, depuis le Brabant jusqu'au Dauphiné, c'est comme une double chaîne de places fortes; la frontière de la France, du côté de l'Allemagne, est comme une gueule ouverte de lion, qui présente deux rangées de dents menaçantes, qui a l'air de vouloir tout engloutir.

Cela suffit pour faire voir le grand usage des villes fortifiées.

CHAPITRE XXI.

Ce chapitre de Machiavel contient du bon et du mauvais. Je relèverai premièrement les fautes de Machiavel; je confirmerai ce qu'il dit de bon et de louable; et je hasarderai ensuite mon sentiment sur quelques sujets qui appartiennent naturellement à cette matière.

L'auteur propose la conduite de Ferdinand d'Aragon et de Bernard de Milan pour modèle à ceux qui veulent se distinguer par de grandes entreprises et par des actions rares et extraordinaires. Machiavel cherche ce merveilleux dans la hardiesse des entreprises et dans la rapidité de l'exécution. Cela est grand, j'en conviens; mais cela n'est louable qu'à proportion que l'entreprise du conquérant est juste. «Toi qui te vantes d'exterminer les voleurs, disaient les ambassadeurs scythes à Alexandre, tu es toi-même le plus grand voleur de la terre, car tu as pillé et saccagé toutes les nations que tu as vaincues. Si tu es un dieu, tu dois faire le bien des mortels, et non pas leur ravir ce qu'ils ont; si tu es un homme, songe toujours à ce que tu es.»[a]

Ferdinand d'Aragon ne se contentait pas toujours de faire simplement la guerre, mais il se servait de la religion comme d'un voile pour couvrir ses desseins; il abusait de la foi des serments; il ne parlait que de justice, et ne commettait que des injustices. Machiavel loue en lui tout ce qu'on y blâme.

Machiavel allègue, en second lieu, l'exemple de Bernard de Milan, pour insinuer aux princes qu'ils doivent récompenser et

[a] Quinte-Curce, livre VII, chap. 8.

punir d'une manière éclatante, afin que toutes leurs actions aient un caractère de grandeur imprimé en elles. Les princes généreux ne manqueront point de réputation, principalement lorsque leur libéralité est une suite de leur grandeur d'âme, et non de leur amour-propre.

La bonté de leurs cœurs peut les rendre plus grands que toutes les autres vertus. Cicéron [a] disait à César : «Vous n'avez rien de «plus grand dans votre fortune que le pouvoir de sauver tant «de citoyens, ni de plus digne de votre bonté que la volonté de «le faire.» Il faudrait donc que les peines qu'un prince inflige fussent toujours au-dessous de l'offense, et que les récompenses qu'il donne fussent toujours au-dessus du service.

Mais voici une contradiction : le docteur de la politique veut, en ce chapitre, que ses princes tiennent leurs alliances, et dans le dix-huitième chapitre il les dégageait formellement de leur parole. Il fait comme ces diseurs de bonne aventure qui disent blanc aux uns et noir aux autres.

Si Machiavel raisonne mal sur tout ce que nous venons de dire, il parle bien sur la prudence que les princes doivent avoir de ne se point engager légèrement avec d'autres princes plus puissants qu'eux, qui, au lieu de les secourir, pourraient les abîmer.

C'est ce que savait un grand prince d'Allemagne, également estimé de ses amis et de ses ennemis. Les Suédois entrèrent dans ses États lorsqu'il en était éloigné avec toutes ses troupes pour secourir l'Empereur au Bas-Rhin, dans la guerre qu'il soutenait contre la France. Les ministres de ce prince lui conseillaient, à la nouvelle de cette irruption soudaine, d'appeler le czar de Russie à son secours. Mais ce prince, plus pénétrant qu'eux, leur répondit que les Moscovites étaient comme des ours qu'il ne fallait point déchaîner, de crainte de ne pouvoir remettre leurs chaînes; [b]

[a] *Pro Ligario*, chap. XII.

[b] Il y a ici une erreur. Le Grand Électeur mit tout en œuvre pour obtenir l'appui de la cour de Moscou : il écrivit, il fit faire des démarches par ses alliés et par son envoyé Joachim Scultetus. Mais le czar Alexei préféra rester en paix avec la Suède. Voyez Archives royales de l'État; Jean Magirus, p. 215 de son ouvrage (manuscrit) composé en 1682 et intitulé, *Die Heldenthaten Friedrich Wilhelms, Kurfürsten von Brandenburg, vom Jahre* 1670—1680. (Ms. boruss. in-fol., n° 99, de la bibliothèque royale de Berlin); voyez enfin Pufendorf, *De*

il prit généreusement sur lui les soins de la vengeance, et il n'eut pas lieu de s'en repentir.

Si je vivais dans le siècle futur, j'allongerais sûrement cet article par quelques réflexions qui pourraient y convenir; mais ce n'est pas à moi à juger de la conduite des princes modernes, et dans le monde il faut savoir parler et se taire à propos.

La matière de la neutralité est aussi bien traitée par Machiavel que celle des engagements des princes. L'expérience a démontré depuis longtemps qu'un prince neutre expose son pays aux injures des deux parties belligérantes, que ses États deviennent le théâtre de la guerre, et qu'il perd toujours par la neutralité, sans que jamais il ait rien de solide à y gagner.

Il y a deux manières par lesquelles un prince peut s'agrandir : l'une est celle de la conquête, lorsqu'un prince guerrier recule par la force de ses armes les limites de sa domination; l'autre est celle du bon gouvernement, lorsqu'un prince laborieux fait fleurir dans ses États tous les arts et toutes les sciences, qui les rendent plus puissants et plus policés.

Tout ce livre n'est rempli que de raisonnements sur cette première manière de s'agrandir : disons quelque chose de la seconde, plus innocente, plus juste et tout aussi utile que la première.

Les arts les plus nécessaires à la vie sont l'agriculture, le commerce et les manufactures; ceux qui font le plus d'honneur à l'esprit humain sont : la géométrie, la philosophie, l'astronomie, l'éloquence, la poésie, la peinture, la musique, la sculpture, l'architecture, la gravure, et ce qu'on entend sous le nom de beaux-arts.

Comme tous les pays sont très-différents, il y en a où le fort consiste dans l'agriculture, d'autres dans les vendanges, d'autres dans les manufactures, et d'autres dans le commerce; ces arts se trouvent même prospérer ensemble en quelques pays.

Les souverains qui choisiront cette manière douce et aimable

rebus gestis Friderici Wilhelmi Magni, lib. XIII, §. 61. Ce fut sur l'ordre exprès de son souverain, ordre daté de Clèves, le 3 (13 nouv. st.) avril 1675, que Scultetus se rendit auprès du Czar. Il partit de Cüstrin pour Moscou le 1er (11) juillet, et quitta cette capitale le 17 (27) octobre de la même année. Dans ses *Mémoires de Brandebourg,* Frédéric ne fait aucune mention de troupes auxiliaires demandées ou refusées par son bisaïeul.

de se rendre plus puissants seront obligés d'étudier principalement la constitution de leur pays, afin de savoir lesquels de ces arts seront les plus propres à y réussir, et par conséquent lesquels ils doivent le plus encourager. Les Français et les Espagnols se sont aperçus que le commerce leur manquait, et ils ont médité, par cette raison, sur le moyen de ruiner celui des Anglais. S'ils réussissent, la France augmentera sa puissance plus considérablement que la conquête de vingt villes et d'un millier de villages ne l'aurait pu faire, et l'Angleterre et la Hollande, ces deux plus beaux et plus riches pays du monde, dépériront insensiblement, comme un malade qui meurt de consomption.

Les pays dont les blés et les vignes font les richesses ont deux choses à observer : l'une est de défricher soigneusement toutes les terres, afin de mettre jusqu'au moindre terrain à profit; l'autre est de raffiner sur un plus grand, un plus vaste débit, sur les moyens de transporter ces marchandises à moins de frais, et de pouvoir les vendre à meilleur marché.

Quant aux manufactures de toutes espèces, c'est peut-être ce qu'il y a de plus utile et de plus profitable à un État, puisque, par elles, on suffit aux besoins et au luxe des habitants, et que les voisins sont même obligés de payer tribut à votre industrie; elles empêchent, d'un côté, que l'argent sorte du pays, et elles en font rentrer de l'autre.

Je me suis toujours persuadé que le défaut de manufactures avait causé en partie ces prodigieuses émigrations des pays du Nord, de ces Goths, de ces Vandales qui inondèrent si souvent les pays méridionaux. On ne connaissait d'art, dans ces temps reculés, en Suède, en Danemark, et dans la plus grande partie de l'Allemagne, que l'agriculture ou la chasse; les terres labourables étaient partagées entre un certain nombre de propriétaires qui les cultivaient, et qu'elles pouvaient nourrir.

Mais comme la race humaine a de tout temps été très-féconde dans ces climats froids, il arrivait qu'il y avait deux fois plus d'habitants dans un pays qu'il n'en pouvait subsister par le labourage, et ces cadets de bonne maison s'attroupaient alors; ils étaient d'illustres brigands, par nécessité; ils ravageaient d'autres pays, et en dépossédaient les maîtres. Aussi voit-on, dans l'em-

pire d'Orient et d'Occident, que ces barbares ne demandaient, pour l'ordinaire, que des champs pour cultiver, afin de fournir à leur subsistance. Les pays du Nord ne sont pas moins peuplés qu'ils l'étaient alors; mais comme le luxe a très-sagement multiplié nos besoins, il a donné lieu à des manufactures et à tous ces arts qui font subsister des peuples entiers, qui, autrement, seraient obligés de chercher leur subsistance ailleurs.

Ces manières donc de faire prospérer un État sont comme des talents confiés à la sagesse du souverain, qu'il doit mettre à usure et faire valoir. La marque la plus sûre qu'un pays est sous un gouvernement sage et heureux, c'est lorsque les beaux-arts naissent dans son sein : ce sont des fleurs qui viennent dans un terrain gras et sous un ciel heureux, mais que la sécheresse ou le souffle des aquilons fait mourir.

Rien n'illustre plus un règne que les arts qui fleurissent sous son abri. Le siècle de Périclès est aussi fameux par les grands génies qui vivaient à Athènes que par les batailles que les Athéniens donnèrent alors. Celui d'Auguste est mieux connu par Cicéron, Ovide, Horace, Virgile, etc. que par les proscriptions de ce cruel empereur, qui doit, après tout, une grande partie de sa réputation à la lyre d'Horace. Celui de Louis XIV est plus célèbre par les Corneille, les Racine, les Molière, les Boileau, les Des Cartes, les Le Brun, les Girardon, que par ce passage du Rhin tant exágéré, par les siéges où Louis se trouva en personne, et par la bataille de Turin, que M. de Marsin fit perdre au duc d'Orléans par ordre du cabinet.

Les rois honorent l'humanité lorsqu'ils distinguent et récompensent ceux qui lui font le plus d'honneur, et qu'ils encouragent ces esprits supérieurs qui s'emploient à perfectionner nos connaissances, et qui se dévouent au culte de la vérité.

Heureux sont les souverains qui cultivent eux-mêmes ces sciences, qui pensent avec Cicéron, ce consul romain, libérateur de sa patrie et père de l'éloquence : «Les lettres forment la jeu-«nesse, et font les charmes de l'âge avancé. La prospérité en est «plus brillante; l'adversité en reçoit des consolations; et dans «nos maisons, dans celles des autres, dans les voyages, dans la

«solitude, en tout temps, en tous lieux, elles font la douceur de «notre vie.»[a]

Laurent de Médicis, le plus grand homme de sa nation, était le pacificateur de l'Italie et le restaurateur des sciences; sa probité lui concilia la confiance générale de tous les princes; et Marc-Aurèle, un des plus grands empereurs de Rome, était non moins heureux guerrier que sage philosophe, et joignait la pratique la plus sévère de la morale à la profession qu'il en faisait. Finissons par ces paroles : «Un roi que la justice conduit a l'univers pour «son temple, et les gens de bien en sont les prêtres et les sacri«ficateurs.»

[a] *Pro Archia poeta,* chap. VII, d'après la traduction que Voltaire donne de ce passage dans l'Épître à madame du Châtelet placée en tête d'*Alzire.*

CHAPITRE XXII.

Il y a deux espèces de princes dans le monde : ceux qui voient tout par leurs propres yeux, et gouvernent leurs États par eux-mêmes; et ceux qui se reposent sur la bonne foi de leurs ministres, et qui se laissent gouverner par ceux qui ont pris de l'ascendant sur leur esprit.

Les souverains de la première espèce sont comme l'âme de leurs États : le poids de leur gouvernement repose sur eux seuls, comme le monde sur le dos d'Atlas; ils règlent les affaires intérieures comme les étrangères; ils remplissent à la fois les postes de premier magistrat de la justice, de général des armées, de grand trésorier. Ils ont, à l'exemple de Dieu, qui se sert d'intelligences supérieures à l'homme pour opérer ses volontés, des esprits pénétrants et laborieux pour exécuter leurs desseins et pour remplir en détail ce qu'ils ont projeté en grand; leurs ministres sont proprement des instruments dans les mains d'un sage et habile maître.

Les souverains du second ordre sont comme plongés, par un défaut de génie ou une indolence naturelle, dans une indifférence léthargique. Si l'État, prêt de tomber en défaillance par la faiblesse du souverain, doit être soutenu par la sagesse et la vivacité d'un ministre, le prince alors n'est qu'un fantôme, mais un fantôme nécessaire, car il représente l'État; tout ce qui est à souhaiter, c'est qu'il fasse un choix heureux.

Il n'est pas aussi facile qu'on le pense à un souverain de bien approfondir le caractère de ceux qu'il veut employer dans les

affaires; car les particuliers ont autant de facilité à se déguiser devant leurs maîtres que les princes trouvent d'obstacles pour dissimuler leur intérieur aux yeux du public.

Après tout, si Sixte-Quint a pu tromper soixante-dix cardinaux qui devaient le connaître, combien, à plus forte raison, n'est-il pas plus facile à un particulier de surprendre la pénétration du souverain qui a manqué d'occasions pour le démêler!

Un prince d'esprit peut juger sans peine du génie et de la capacité de ceux qui le servent; mais il lui est presque impossible de bien juger de leur désintéressement et de leur fidélité.

On a vu souvent que des hommes paraissent vertueux, faute d'occasions pour se démentir, mais qui ont renoncé à l'honnêteté dès que leur vertu a été mise à l'épreuve. On ne parla point mal à Rome des Tibère, des Néron, des Caligula, avant qu'ils parvinssent au trône; peut-être que leur scélératesse serait restée sans effet, si elle n'avait été mise en œuvre par l'occasion, qui développa le germe de leur méchanceté.

Il se trouve des hommes qui joignent à beaucoup d'esprit, de souplesse et de talents l'âme la plus noire et la plus ingrate; il s'en trouve d'autres qui possèdent toutes les qualités du cœur.

Les princes prudents ont ordinairement donné la préférence à ceux chez qui les qualités du cœur prévalaient, pour les employer dans l'intérieur de leur pays. Ils leur ont préféré, au contraire, ceux qui avaient plus de souplesse, pour s'en servir dans des négociations. Car, puisqu'il ne s'agit que de maintenir l'ordre et la justice dans leurs États, il suffit de l'honnêteté; et s'il faut persuader les voisins et nouer des intrigues, on sent bien que la probité n'y est pas tant requise que l'adresse et l'esprit.

Il me semble qu'un prince ne saurait assez récompenser la fidélité de ceux qui le servent avec zèle; il y a un certain sentiment de justice en nous, qui nous pousse à la reconnaissance, et qu'il faut suivre. Mais, d'ailleurs, les intérêts des grands demandent absolument qu'ils récompensent avec autant de générosité qu'ils punissent avec clémence; car les ministres qui s'aperçoivent que la vertu sera l'instrument de leur fortune n'auront point assurément recours au crime, et ils préféreront naturellement les bienfaits de leur maître aux corruptions étrangères.

La voie de la justice et la sagesse du monde s'accordent donc parfaitement sur ce sujet, et il est aussi imprudent que dur de mettre, faute de récompense et de générosité, l'attachement des ministres à une dangereuse épreuve.

Il se trouve des princes qui donnent dans un autre défaut aussi dangereux : ils changent de ministres avec une légèreté infinie, et ils punissent avec trop de rigueur la moindre irrégularité de leur conduite.

Les ministres qui travaillent immédiatement sous les yeux du prince, lorsqu'ils ont été quelque temps en place, ne sauraient pas tout à fait lui déguiser leurs défauts; plus le prince est pénétrant, et plus facilement il les saisit.

Les souverains qui ne sont pas philosophes s'impatientent bientôt; ils se révoltent contre les faiblesses de ceux qui les servent, ils les disgracient et les perdent.

Les princes qui raisonnent plus profondément connaissent mieux les hommes : ils savent qu'ils sont tous marqués au coin de l'humanité, qu'il n'y a rien de parfait en ce monde, que les grandes qualités sont, pour ainsi dire, mises en équilibre par de grands défauts, et que l'homme de génie doit tirer parti de tout. C'est pourquoi, à moins de prévarication, ils conservent leurs ministres avec leurs bonnes et leurs mauvaises qualités, et ils préfèrent ceux qu'ils ont approfondis aux nouveaux qu'ils pourraient avoir, à peu près comme d'habiles musiciens qui aiment mieux jouer avec des instruments dont ils connaissent le fort et le faible qu'avec de nouveaux dont la bonté leur est inconnue.

CHAPITRE XXIII.

Il n'y a pas un livre de morale, il n'y a pas un livre d'histoire, où la faiblesse des princes sur la flatterie ne soit rudement censurée. On veut que les rois aiment la vérité, on veut que leurs oreilles s'accoutument à l'entendre, et l'on a raison; mais on veut encore, selon la coutume des hommes, des choses un peu contradictoires : on veut que les princes aient assez d'amour-propre pour aimer la gloire, pour faire de grandes actions, et qu'en même temps ils soient assez indifférents pour renoncer de leur gré au salaire de leurs travaux; le même principe doit les pousser à mériter la louange et à la mépriser. C'est prétendre beaucoup de l'humanité; on leur fait bien de l'honneur de supposer qu'ils doivent avoir sur eux-mêmes plus de pouvoir encore que sur les autres.

Contemptus virtutis ex contemptu famae.[a]

Les princes insensibles à leur réputation n'ont été que des indolents ou des voluptueux abandonnés à la mollesse; c'étaient des masses d'une matière vile, qu'aucune vertu n'animait. Des tyrans très-cruels ont aimé, il est vrai, la louange; mais c'était en eux une vanité odieuse, un vice de plus; ils voulaient l'estime, en méritant l'opprobre.

Chez les princes vicieux, la flatterie est un poison mortel qui multiplie les semences de leur corruption; chez les princes de

[a] Contemptu famae contemni virtutes. Tacite, *Annales*, livre IV, chap. 38.

mérite, la flatterie est comme une rouille qui s'attache à leur gloire, et qui en diminue l'éclat. Un homme d'esprit se révolte contre la flatterie grossière; il repousse l'adulateur maladroit. Il est une autre sorte de flatterie : elle est la sophiste des défauts, sa rhétorique les diminue; c'est celle qui fournit des arguments aux passions, qui donne à l'austérité le caractère de la justice, qui fait une ressemblance si parfaite de la libéralité à la profusion, qu'on s'y méprend, qui couvre les débauches du voile de l'amusement et du plaisir; elle amplifie surtout les vices des autres, pour en ériger un trophée à ceux de son héros. La plupart des hommes donnent dans cette flatterie qui justifie leurs goûts, et qui n'est pas tout à fait mensonge; ils ne sauraient avoir de la rigueur pour ceux qui leur disent un bien d'eux-mêmes dont ils sont convaincus. La flatterie qui se fonde sur une base solide est la plus subtile de toutes; il faut avoir le discernement très-fin pour apercevoir la nuance qu'elle ajoute à la vérité. Elle ne fera point accompagner un roi à la tranchée par des poëtes qui doivent être les historiens; elle ne composera point des prologues d'opéra remplis d'hyperboles, des préfaces fades et des épîtres rampantes; elle n'étourdira point un héros du récit ampoulé de ses victoires; mais elle prendra l'air du sentiment, elle se ménagera délicatement des entrées, elle paraîtra franche et naïve. Comment un grand homme, comment un héros, comment un prince spirituel peut-il se fâcher de s'entendre dire une vérité que la vivacité d'un ami semble laisser échapper? Comment Louis XIV, qui sentait que son air seul en imposait aux hommes, et qui se complaisait dans cette supériorité, pouvait-il se fâcher contre un vieil officier qui, en lui parlant, tremblait et bégayait, et qui, en s'arrêtant au milieu de son discours, lui dit : «Au moins, Sire, je ne tremble pas ainsi devant vos ennemis.»

Les princes qui ont été hommes avant de devenir rois, peuvent se ressouvenir de ce qu'ils ont été, et ne s'accoutument pas si facilement aux aliments de la flatterie. Ceux qui ont régné toute leur vie ont toujours été nourris d'encens comme les dieux, et ils mourraient d'inanition, s'ils manquaient de louange.

Il serait donc plus juste, ce me semble, de plaindre les rois que de les condamner; ce sont les flatteurs, et plus qu'eux en-

core les calomniateurs, qui méritent la condamnation et la haine du public, de même que tous ceux qui sont assez ennemis des princes pour leur déguiser la vérité. Mais que l'on distingue la flatterie de la louange : Trajan était encouragé à la vertu par le panégyrique de Pline; Tibère était confirmé dans le vice par les flatteries des sénateurs.

CHAPITRE XXIV.

La fable de Cadmus, qui sema en terre les dents du serpent qu'il venait de vaincre, et dont naquit un peuple de guerriers qui se détruisirent, est l'emblème de ce qu'étaient les princes italiens du temps de Machiavel. Les perfidies et les trahisons qu'ils commettaient les uns envers les autres ruinèrent leurs affaires. Qu'on lise l'histoire d'Italie de la fin du quatorzième siècle jusqu'au commencement du quinzième : ce ne sont que cruautés, séditions, violences, ligues pour s'entre-détruire, usurpations, assassinats, en un mot, un assemblage énorme de crimes dont l'idée seule inspire de l'horreur.

Si, à l'exemple de Machiavel, on s'avisait de renverser la justice et l'humanité, on bouleverserait tout l'univers; l'inondation de crimes réduirait dans peu ce continent dans une vaste solitude. C'était l'iniquité et la barbarie des princes d'Italie qui leur firent perdre leurs États, ainsi que les faux principes de Machiavel perdront à coup sûr ceux qui auront la folie de les suivre.

Je ne déguise rien : la lâcheté de quelques-uns de ces princes d'Italie peut avoir également avec leur méchanceté concouru à leur perte; la faiblesse des rois de Naples, il est sûr, ruina leurs affaires. Mais qu'on me dise, d'ailleurs, en politique tout ce que l'on voudra, argumentez, faites des systèmes, alléguez des exemples, employez toutes les subtilités, vous serez obligé d'en revenir à la justice malgré vous.

Je demande à Machiavel ce qu'il veut dire par ces paroles : « Si l'on remarque dans un souverain nouvellement élevé sur le

« trône, ce qui veut dire dans un usurpateur, de la prudence et « du mérite, on s'attachera bien plus à lui qu'à ceux qui ne sont « redevables de leur grandeur qu'à leur naissance. La raison de « cela, c'est qu'on est bien plus touché du présent que du passé ; et « quand on y trouve de quoi se satisfaire, on ne va pas plus loin. »

Machiavel suppose-t-il que, de deux hommes également valeureux et sages, toute une nation préférera l'usurpateur au prince légitime? ou l'entend-il d'un souverain sans vertus, et d'un ravisseur vaillant et plein de capacité? Il ne se peut point que la première supposition soit celle de l'auteur; elle est opposée aux notions les plus ordinaires du bon sens : ce serait un effet sans cause que la prédilection d'un peuple en faveur d'un homme qui commet une action violente pour se rendre leur maître, et qui, d'ailleurs, n'aurait aucun mérite préférable à celui du souverain légitime.

Ce ne saurait être non plus la seconde supposition; car, quelque qualité qu'on donne à un usurpateur, on m'avouera que l'action violente par laquelle il élève sa puissance est une injustice.

A quoi peut-on s'attendre d'un homme qui débute par le crime, si ce n'est à un gouvernement violent et tyrannique? Il en est de même que d'un homme qui se marierait, et qui éprouverait une infidélité de sa femme le jour même de ses noces : je ne pense pas qu'il augurât bien de la vertu de sa nouvelle épouse pour le reste de sa vie.

Machiavel prononce sa condamnation en ce chapitre. Il dit clairement que, sans l'amour des peuples, sans l'affection des grands, et sans une armée bien disciplinée, il est impossible à un prince de se soutenir sur le trône. La vérité semble le forcer de lui rendre cet hommage, à peu près comme les théologiens l'assurent des anges maudits, qui reconnaissent un Dieu, mais qui le blasphèment.

Voici en quoi consiste la contradiction : pour gagner l'affection des peuples et des grands, il faut avoir un fonds de vertu; il faut que le prince soit humain et bienfaisant, et qu'avec ces qualités du cœur on trouve en lui de la capacité pour s'acquitter des pénibles fonctions de sa charge.

Il en est de cette charge comme de toutes les autres : les

hommes, quelque emploi qu'ils exercent, n'obtiennent jamais la confiance, s'ils ne sont justes et éclairés; les plus corrompus souhaitent toujours d'avoir affaire à un homme de bien, de même que les plus incapables de se gouverner s'en rapportent à celui qui passe pour le plus prudent. Quoi! le moindre bourgmestre, le moindre échevin d'une ville aura besoin d'être honnête homme et laborieux, s'il veut réussir, et la royauté serait le seul emploi où le vice serait autorisé! Il faut être tel que je viens de le dire pour gagner les cœurs, et non pas, comme Machiavel l'enseigne dans le cours de cet ouvrage, injuste, cruel, ambitieux, et uniquement occupé du soin de son agrandissement.

C'est ainsi qu'on peut voir démasqué ce politique que son siècle fit passer pour un grand homme, que beaucoup de ministres ont reconnu dangereux, mais qu'ils ont suivi, dont on a fait étudier les abominables maximes aux princes, à qui personne n'avait encore répondu en forme, et que beaucoup de politiques suivent, sans vouloir qu'on les en accuse.

Heureux serait celui qui pourrait détruire entièrement le machiavélisme dans le monde! J'en ai fait voir l'inconséquence; c'est à ceux qui gouvernent la terre à la convaincre par leurs exemples. Ils sont obligés de guérir le public de la fausse idée dans laquelle on se trouve sur la politique, qui ne doit être que le système de la sagesse, mais que l'on soupçonne communément d'être le bréviaire de la fourberie. C'est à eux de bannir les subtilités et la mauvaise foi des traités, et de rendre la vigueur à l'honnêteté et à la candeur, qui, à dire vrai, ne se trouve guère entre les souverains. C'est à eux de montrer qu'ils sont aussi peu envieux des provinces de leurs voisins que jaloux de la conservation de leurs propres États. Le prince qui veut tout posséder est comme un estomac qui se surcharge de viandes sans songer qu'il ne pourra pas les digérer. Le prince qui se borne à bien gouverner est comme un homme qui mange sobrement, et dont l'estomac digère bien.

CHAPITRE XXV.

La question sur la liberté de l'homme est un de ces problèmes qui pousse la raison des philosophes à bout, et qui a souvent tiré des anathèmes de la bouche des théologiens. Les partisans de la liberté disent que si les hommes ne sont pas libres, Dieu agit en eux; que c'est Dieu qui, par leur ministère, commet les meurtres, les vols et tous les crimes; ce qui est manifestement opposé à sa sainteté. En second lieu, que si l'Être suprême est le père des vices et l'auteur des iniquités qui se commettent, on ne pourra plus punir les coupables, et il n'y aura ni crimes ni vertus dans le monde. Or, comme on ne saurait penser à ce dogme affreux sans en apercevoir toutes les contradictions, on ne saurait prendre de meilleur parti qu'en se déclarant pour la liberté de l'homme.

Les partisans de la nécessité absolue disent, au contraire, que Dieu serait pire qu'un ouvrier aveugle et qui travaille dans l'obscurité, si, après avoir créé ce monde, il eût ignoré ce qui devait s'y faire. Un horloger, disent-ils, connaît l'action de la moindre roue d'une montre, puisqu'il sait le mouvement qu'il lui a imprimé, et à quelle destination il l'a faite; et Dieu, cet être infiniment sage, serait le spectateur curieux et impuissant des actions des hommes! Comment ce même Dieu, dont les ouvrages portent tous un caractère d'ordre, et qui sont tous asservis à de certaines lois immuables et constantes, aurait-il laissé jouir l'homme seul de l'indépendance et de la liberté? Ce ne serait plus la Providence qui gouvernerait le monde, mais le caprice des hommes. Puis

donc qu'il faut opter entre le Créateur et la créature, lequel des deux est l'automate, il est plus raisonnable de croire que c'est l'être en qui réside la faiblesse que l'être en qui réside la puissance. Ainsi la raison et les passions sont comme des chaînes invisibles par lesquelles la main de la Providence conduit le genre humain pour concourir aux événements que sa sagesse éternelle avait résolus, qui devaient arriver dans le monde, pour que chaque individu remplît sa destinée.

C'est ainsi que pour éviter Charybde on s'approche trop de Scylla, et que les philosophes se poussent mutuellement dans l'abîme de l'absurdité, tandis que les théologiens ferraillent dans l'obscurité, et se damnent dévotement par charité. Ces partis se font la guerre à peu près comme les Carthaginois et les Romains se la faisaient. Lorsqu'on appréhendait de voir les troupes romaines en Afrique, on portait le flambeau de la guerre en Italie; et lorsqu'à Rome on voulut se défaire d'Annibal, que l'on craignait, on envoya Scipion à la tête des légions assiéger Carthage. Les philosophes, les théologiens et la plupart des héros d'arguments ont le génie de la nation française : ils attaquent vigoureusement, mais ils sont perdus s'ils sont réduits à la guerre défensive. C'est ce qui fit dire à un bel esprit que Dieu était le père de toutes les sectes, puisqu'il leur avait donné à toutes des armes égales, de même qu'un bon côté et un revers. Cette question sur la liberté et sur la prédestination des hommes est transportée par Machiavel de la métaphysique dans la politique; c'est cependant un terrain qui lui est tout étranger, et qui ne saurait le nourrir; car, en politique, au lieu de raisonner si nous sommes libres ou si nous ne le sommes point, si la fortune et le hasard peuvent quelque chose ou s'ils ne peuvent rien, il ne faut proprement penser qu'à perfectionner sa pénétration et sa prudence.

La fortune et le hasard sont des mots vides de sens qui, selon toute apparence, doivent leur origine à la profonde ignorance dans laquelle croupissait le monde lorsqu'on donna des noms vagues aux effets dont les causes étaient inconnues.

Ce qu'on appelle vulgairement la fortune de César signifie proprement toutes les conjonctures qui ont favorisé les desseins de cet ambitieux. Ce que l'on entend par l'infortune de Caton, ce

sont les malheurs inopinés qui lui arrivèrent, ces contre-temps où les effets suivirent si subitement les causes, que sa prudence ne put ni les prévoir ni les combattre.

Ce qu'on entend par le hasard ne saurait mieux s'expliquer que par le jeu des dés. Le hasard, dit-on, a fait que mes dés ont porté plutôt douze que sept. Pour décomposer ce phénomène physiquement, il faudrait avoir les yeux assez bons pour voir la manière dont on a fait entrer les dés dans le cornet, les mouvements de la main plus ou moins forts, plus ou moins réitérés qui les font tourner, et qui impriment aux dés un mouvement plus vif ou plus lent. Ce sont ces causes qui, prises ensemble, s'appellent le hasard.

Tant que nous ne serons que des hommes, c'est-à-dire, des êtres très-bornés, nous ne serons jamais supérieurs à ce qu'on appelle les coups de la fortune. Nous devons ravir ce que nous pouvons au hasard, dès l'événement; mais notre vie est trop courte pour tout apercevoir, et notre esprit trop étroit pour tout combiner.

Voici des événements qui feront voir clairement qu'il est impossible à la sagesse humaine de tout prévoir. Le premier événement est celui de la surprise de Crémone par le prince Eugène, entreprise concertée avec toute la prudence imaginable, et exécutée avec une valeur infinie. Voici comment ce dessein échoua : le prince s'introduisit dans la ville, vers le matin, par un canal à immondices que lui ouvrit un curé avec lequel il était en intelligence; il se serait infailliblement rendu maître de la place, si deux choses inopinées ne fussent arrivées. Premièrement, un régiment suisse qui devait faire l'exercice le même matin se trouva sous les armes plus tôt qu'il ne devait y être, et lui fit résistance jusqu'à ce que le reste de la garnison s'assemblât. En second lieu, le guide qui devait mener le prince de Vaudemont à une porte de la ville dont ce prince devait s'emparer, manqua le chemin, ce qui fit que ce détachement arriva trop tard.

Le second événement dont j'ai voulu parler est celui de la paix particulière que les Anglais firent avec la France vers la fin de la guerre de la succession d'Espagne. Ni les ministres de l'empereur Joseph, ni les plus grands philosophes, ni les plus habiles

politiques n'auraient pu soupçonner qu'une paire de gants changerait le destin de l'Europe; cela arriva cependant au pied de la lettre.

La duchesse de Marlborough exerçait la charge de grande maîtresse de la reine Anne à Londres, tandis que son époux faisait dans les campagnes de Brabant une double moisson de lauriers et de richesses. Cette duchesse soutenait par sa faveur le parti du héros, et le héros soutenait le crédit de son épouse par ses victoires. Le parti des torys, qui leur était opposé, et qui souhaitait la paix, ne pouvait rien, tandis que cette duchesse était toute-puissante auprès de la Reine. Elle perdit cette faveur par une cause assez légère : la Reine avait commandé des gants, et la duchesse en avait commandé en même temps; l'impatience de les avoir lui fit presser la gantière de la servir avant la Reine. Cependant Anne voulut avoir ses gants; une dame[11] qui était ennemie de mylady Marlborough, informa la Reine de tout ce qui s'était passé, et s'en prévalut avec tant de malignité, que la Reine, dès ce moment, regarda la duchesse comme une favorite dont elle ne pouvait plus supporter l'insolence. La gantière acheva d'aigrir cette princesse par l'histoire des gants, qu'elle lui conta avec toute la noirceur possible. Ce levain, quoique léger, fut suffisant pour mettre toutes les humeurs en fermentation, et pour assaisonner tout ce qui doit accompagner une disgrâce. Les torys, et le maréchal de Tallard à leur tête, se prévalurent de cette affaire, qui devint un coup de partie pour eux. La duchesse de Marlborough fut disgraciée peu de temps après, et avec elle tomba le parti des whigs et celui des alliés de l'Empereur. Tel est le jeu des choses les plus graves du monde : la Providence se rit de la sagesse et des grandeurs humaines; des causes frivoles et quelquefois ridicules changent souvent la fortune des États et des monarchies entières. Dans cette occasion, de petites misères de femmes sauvèrent Louis XIV d'un pas dont sa sagesse, ses forces et sa puissance ne l'auraient peut-être pu tirer, et obligèrent les alliés à faire la paix malgré eux.

Ces sortes d'événements arrivent; mais j'avoue que c'est rarement, et que leur autorité n'est pas suffisante pour décréditer

[11] Madame Masham. [Voyez t. I, p. 121.]

entièrement la prudence et la pénétration; il en est comme des maladies, qui altèrent quelquefois la santé des hommes, mais qui ne les empêchent pas de jouir la plupart du temps des avantages d'un tempérament robuste.

Il faut donc nécessairement que ceux qui doivent gouverner le monde cultivent leur pénétration et leur prudence; mais ce n'est pas tout; car, s'ils veulent captiver la fortune, il faut qu'ils apprennent à plier leur tempérament sous les conjonctures, ce qui est très-difficile.

Je ne parle, en général, que de deux sortes de tempéraments, celui d'une vivacité hardie, et celui d'une lenteur circonspecte; et comme ces causes morales ont une cause physique, il est presque impossible qu'un prince soit si fort maître de lui-même, qu'il prenne toutes les couleurs comme un caméléon. Il y a des siècles qui favorisent la gloire des conquérants et de ces hommes hardis et entreprenants qui semblent nés pour opérer des changements extraordinaires dans l'univers. Des révolutions, des guerres, et principalement je ne sais quels esprits de vertige et de défiance qui brouillent les souverains, fournissent à un conquérant des occasions de profiter de leurs querelles. Il n'y a pas jusqu'à Fernand Cortez qui, dans la conquête du Mexique, n'ait été favorisé par les guerres civiles des Américains.

Il y a d'autres temps où le monde, moins agité, ne paraît vouloir être régi que par la douceur, où il ne faut que de la prudence et de la circonspection; c'est une espèce de calme heureux dans la politique, qui succède ordinairement après l'orage; c'est alors que les négociations sont plus efficaces que les batailles, et qu'il faut gagner par la plume ce que l'on ne saurait acquérir par l'épée.

Afin qu'un souverain pût profiter de toutes les conjonctures, il faudrait qu'il apprît à se conformer au temps comme un habile pilote.

Si un général d'armée était hardi et circonspect à propos, il serait presque indomptable. Fabius minait Annibal par ses longueurs; ce Romain n'ignorait pas que les Carthaginois manquaient d'argent et de recrues, et que, sans combattre, il suffisait de voir tranquillement fondre cette armée pour la faire périr, pour ainsi

dire, d'inanition. La politique d'Annibal était, au contraire, de combattre; sa puissance n'était qu'une force d'accident, dont il fallait tirer avec promptitude tous les avantages possibles, afin de lui donner de la solidité par la terreur qu'impriment les actions brillantes et vives, et par les ressources qu'on tire des conquêtes.

En l'an 1704, si l'électeur de Bavière et le maréchal de Tallard n'étaient point sortis de Bavière pour s'avancer jusqu'à Blenheim et Höchstädt, ils seraient restés les maîtres de toute la Souabe; car l'armée des alliés, ne pouvant subsister en Bavière faute de vivres, aurait été obligée de se retirer vers le Main, et de se séparer. Ce fut donc manque de circonspection, lorsqu'il en était temps, que l'Électeur confia au sort d'une bataille à jamais mémorable et glorieuse pour la nation allemande ce qu'il ne dépendait que de lui de conserver. Cette imprudence fut punie par la défaite totale des Français et des Bavarois, et par la perte de la Bavière et de tout ce pays qui est entre le Haut-Palatinat et le Rhin.

On ne parle point, d'ordinaire, des téméraires qui ont péri; on ne parle que de ceux qui ont été secondés de la fortune. Il en est comme des rêves et des prophéties : entre mille qui ont été fausses et que l'on oublie, on ne se ressouvient que du très-petit nombre qui a été accompli. Le monde devrait juger des événements par leurs causes, et non pas des causes par l'événement.

Je conclus donc qu'un peuple risque beaucoup avec un prince hardi; que c'est un danger continuel qui le menace; et que le souverain circonspect, s'il n'est pas propre pour les grands exploits, semble plus né pour le gouvernement. L'un hasarde, mais l'autre conserve.

Pour que les uns et les autres soient grands hommes, il faut qu'ils viennent à propos au monde, sans quoi leurs talents leur sont plus pernicieux que profitables. Tout homme raisonnable, et principalement ceux que le ciel a destinés pour gouverner les autres, devraient se faire un plan de conduite aussi bien raisonné et lié qu'une démonstration géométrique. En suivant en tout un pareil système, ce serait le moyen d'agir conséquemment, et de ne jamais s'écarter de son but; on pourrait ramener par là toutes les conjonctures et tous les événements à l'acheminement de ses

desseins; tout concourrait pour exécuter les projets que l'on aurait médités.

Mais qui sont ces princes desquels nous prétendons tant de rares talents? Ce ne seront que des hommes, et il sera vrai de dire que, selon leur nature, il leur est impossible de satisfaire à tant de devoirs; on trouverait plutôt le phénix des poëtes et les unités des métaphysiciens que l'homme de Platon. Il est juste que les peuples se contentent des efforts que font les souverains pour parvenir à la perfection. Les plus accomplis d'entre eux seront ceux qui s'éloigneront plus que les autres du prince de Machiavel. Il est juste que l'on supporte leurs défauts, lorsqu'ils sont contrebalancés par des qualités de cœur et par de bonnes intentions; il faut nous souvenir sans cesse qu'il n'y a rien de parfait dans le monde, et que l'erreur et la faiblesse sont le partage de tous les hommes. Le pays le plus heureux est celui où une indulgence mutuelle du souverain et des sujets répand sur la société cette douceur sans laquelle la vie est un poids qui devient à charge, et le monde une vallée d'amertumes au lieu d'un théâtre de plaisirs.

CHAPITRE XXVI.

Des différentes sortes de négociations, et des raisons qu'on peut appeler justes de faire la guerre.

Nous avons vu, dans cet ouvrage, la fausseté des raisonnements par lesquels Machiavel a prétendu nous donner le change, en nous présentant des scélérats sous le masque de grands hommes.

J'ai fait mes efforts pour arracher aux crimes le voile de la vertu, dont Machiavel l'avait enveloppé, et pour désabuser le monde de l'erreur où sont bien des personnes sur la politique des princes. J'ai dit aux rois que leur véritable politique consistait à surpasser leurs sujets en vertu, afin qu'ils ne se vissent point obligés de condamner en d'autres ce qu'ils autorisent en leur personne. J'ai dit qu'il ne suffisait point d'actions brillantes pour établir leur réputation, mais qu'il faut des actions qui tendent au bonheur du genre humain.

J'ajouterai à ceci deux considérations : l'une regarde les négociations, et l'autre, les sujets d'entreprendre la guerre qu'on peut avec fondement appeler justes.

Les ministres des princes aux cours étrangères sont des espions privilégiés qui veillent sur la conduite des souverains chez lesquels ils sont envoyés; ils doivent pénétrer leurs desseins, approfondir leurs démarches et prévoir leurs actions, afin d'en informer leurs maîtres à temps. L'objet principal de leur mission est de resserrer les liens d'amitié entre les souverains; mais au lieu d'être les artisans de la paix, ils sont souvent les organes de la guerre.

Ils emploient la flatterie, la ruse et la séduction pour arracher les secrets de l'État aux ministres; ils gagnent les faibles par leur adresse, les orgueilleux par leurs paroles, et les intéressés par leurs présents; en un mot, ils font quelquefois tout le mal qu'ils peuvent, car ils peuvent pécher par devoir, et ils sont sûrs de l'impunité.

C'est contre les artifices de ces espions que les princes doivent prendre de justes mesures. Lorsque le sujet de la négociation devient plus important, c'est alors que les princes ont lieu d'examiner à la rigueur la conduite de leurs ministres, afin d'approfondir si quelque pluie de Danaé n'aurait point amolli l'austérité de leur vertu.

Dans ces temps de crise où l'on traite d'alliances, il faut que la prudence des souverains soit plus vigilante encore qu'à l'ordinaire. Il est nécessaire qu'ils dissèquent avec attention la nature des choses qu'ils doivent promettre, pour qu'ils puissent remplir leurs engagements.

Un traité envisagé sous toutes ses faces, déduit avec toutes ses conséquences, est tout autre chose que lorsqu'on se contente de le considérer en gros. Ce qui paraissait un avantage réel ne se trouve, lorsqu'on l'examine de près, qu'un misérable palliatif qui tend à la ruine de l'État. Il faut ajouter à ces précautions le soin de bien éclaircir les termes d'un traité, et le grammairien pointilleux doit toujours précéder le politique habile, afin que cette distinction frauduleuse de la parole et de l'esprit du traité ne puisse point avoir lieu.

En politique, on devrait faire un recueil de toutes les fautes que les princes ont faites par précipitation, pour l'usage de ceux qui veulent faire des traités ou des alliances : le temps qu'il leur faudrait pour le lire leur donnerait celui de faire des réflexions qui ne sauraient que leur être salutaires.

Les négociations ne se font pas toutes par des ministres accrédités; on envoie souvent des personnes sans caractère dans des lieux tiers où ils font des propositions avec d'autant plus de liberté, qu'ils commettent moins la personne de leur maître. Les préliminaires de la dernière paix entre l'Empereur et la France furent conclus de cette manière, à l'insu de l'Empire et des puis-

sances maritimes; cet accommodement se fit chez un comte[12] dont les terres sont au bord du Rhin.

Victor-Amédée, le prince le plus habile et le plus artificieux de son temps, savait mieux que personne l'art de dissimuler ses desseins. L'Europe fut abusée plus d'une fois par la finesse de ses ruses, entre autres, lorsque le maréchal de Catinat, dans le froc d'un moine et sous prétexte de travailler au salut de cette âme royale, retira ce prince du parti de l'Empereur, et en fit un prosélyte à la France. Cette négociation entre le Roi et le général fut conduite avec tant de dextérité, que l'alliance de la France et de la Savoie qui s'ensuivit parut aux yeux de l'Europe comme un phénomène de politique inopiné et extraordinaire.

Ce n'est point pour justifier la conduite de Victor-Amédée que j'ai proposé son exemple aux rois, il s'en faut de beaucoup; je n'ai prétendu louer en sa conduite que l'habileté et la discrétion, qui, lorsqu'on s'en sert pour une fin honnête, sont des qualités absolument requises dans un souverain.

C'est une règle générale qu'il faut choisir les esprits les plus transcendants pour les employer à des négociations difficiles; qu'il faut non seulement des sujets rusés pour l'intrigue, souples pour s'insinuer, mais qui aient encore le coup d'œil assez fin pour lire sur la physionomie des autres les secrets de leur cœur, afin que rien n'échappe à leur pénétration, et que tout se découvre par la force de leur raisonnement.

Il ne faut point abuser de la ruse et de la finesse; il en est comme des épiceries, dont l'usage trop fréquent dans les ragoûts émousse le goût, et leur fait à la fin perdre ce piquant qu'un palais qui s'y accoutume ne sent à la fin plus.

La probité, au contraire, est pour tous les temps; elle est semblable à ces aliments simples et naturels qui conviennent à tous les tempéraments, et qui rendent le corps robuste sans l'échauffer.

Un prince dont la candeur sera connue se conciliera infailliblement la confiance de l'Europe; il sera heureux sans fourberie, et puissant par sa seule vertu. La paix et le bonheur de l'État

12 Le comte de Neuwied. [Voyez t. I, p. 168; voyez aussi *Journal secret du baron de Seckendorff*, p. 129—138.]

sont comme un centre où tous les chemins de la politique doivent se réunir, et ce doit être le but de toutes ses négociations.

La tranquillité de l'Europe se fonde principalement sur le maintien de ce sage équilibre par lequel la force supérieure d'une monarchie est contre-balancée par la puissance réunie de quelques autres souverains. Si cet équilibre venait à manquer, il serait à craindre qu'il n'arrivât une révolution universelle, et qu'une nouvelle monarchie ne s'établît sur les débris des princes que leur désunion rendrait trop faibles.

La politique des princes de l'Europe semble donc exiger d'eux qu'ils ne négligent jamais les alliances et les traités par lesquels ils peuvent égaler les forces d'une puissance ambitieuse; et ils doivent se méfier de ceux qui veulent semer parmi eux la désunion et la zizanie. Qu'on se souvienne de ce consul qui, pour montrer combien l'union était nécessaire, prit un cheval par la queue, et fit d'inutiles efforts pour la lui arracher; mais lorsqu'il la prit crin à crin, en les séparant, il en vint facilement à bout.[a] Cette leçon est aussi propre pour certains souverains de nos jours que pour les légionnaires romains : il n'y a que leur réunion qui puisse les rendre formidables, et maintenir en Europe la paix et la tranquillité.

Le monde serait bien heureux, s'il n'y avait d'autres moyens que celui de la négociation pour maintenir la justice et pour rétablir la paix et la bonne harmonie entre les nations. L'on emploierait les raisons au lieu d'armes, et l'on s'entre-disputerait seulement au lieu de s'entr'égorger. Une fâcheuse nécessité oblige les princes d'avoir recours à une voie beaucoup plus cruelle; il y a des occasions où il faut défendre par les armes la liberté des peuples qu'on veut opprimer par injustice, où il faut obtenir par violence ce que l'iniquité refuse à la douceur, où les souverains doivent commettre la cause de leur nation au sort des batailles. C'est dans un des cas pareils que ce paradoxe devient véritable, qu'une bonne guerre donne et affermit une bonne paix.

C'est le sujet de la guerre qui la rend juste ou injuste. Les passions et l'ambition des princes leur offusquent souvent les

[a] Le trait dont le Roi parle ici est rapporté un peu différemment par Plutarque, *Vie de Sertorius*, chap. XVI.

yeux, et leur peignent avec des couleurs avantageuses les actions les plus violentes. La guerre est une ressource dans l'extrémité; ainsi il ne faut s'en servir qu'avec précaution et dans des cas désespérés, et bien examiner si l'on y est porté par une illusion d'orgueil ou par une raison solide et indispensable.

Il y a des guerres défensives, et ce sont sans contredit les plus justes.

Il y a des guerres d'intérêt, que les rois sont obligés de faire pour maintenir eux-mêmes les droits qu'on leur conteste; ils plaident, les armes à la main, et les combats décident de la validité de leurs raisons.

Il y a des guerres de précaution, que les princes font sagement d'entreprendre. Elles sont offensives, à la vérité, mais elles n'en sont pas moins justes. Lorsque la grandeur excessive d'une puissance semble prête à se déborder, et menace d'engloutir l'univers, il est de la prudence de lui opposer des digues, et d'arrêter le cours orageux d'un torrent, lors encore qu'on en est le maître. On voit des nuages qui s'assemblent, un orage qui se forme, les éclairs qui l'annoncent; et ce souverain que ce danger menace, ne pouvant tout seul conjurer la tempête, se réunira, s'il est sage, avec tous ceux que le même péril met dans les mêmes intérêts. Si les rois d'Égypte, de Syrie, de Macédoine se fussent ligués contre la puissance romaine, jamais elle n'aurait pu bouleverser ces empires; une alliance sagement concertée et une guerre vivement entreprise aurait fait avorter ces desseins ambitieux dont l'accomplissement enchaîna l'univers.

Il est de la prudence de préférer les moindres maux aux plus grands, ainsi que de choisir le parti le plus sûr à l'exclusion de celui qui est incertain. Il vaut donc mieux qu'un prince s'engage dans une guerre offensive lorsqu'il est le maître d'opter entre la branche d'olive et la branche de laurier, que s'il attendait à des temps désespérés où une déclaration de guerre ne pourrait retarder que de quelques moments son esclavage et sa ruine. C'est une maxime certaine qu'il vaut mieux prévenir que d'être prévenu; les grands hommes s'en sont toujours bien trouvés, en faisant usage de leurs forces avant que leurs ennemis aient pris des arrangements capables de leur lier les mains et de détruire leur pouvoir.

Beaucoup de princes ont été engagés dans les guerres de leurs alliés par des traités en conséquence desquels ils ont été obligés de leur fournir un nombre de troupes auxiliaires. Comme les souverains ne sauraient se passer d'alliances, puisqu'il n'y en a aucun en Europe qui puisse se soutenir par ses propres forces, ils s'engagent à se donner un secours mutuel en cas de besoin; ce qui contribue à leur sûreté, à leur conservation. L'événement décide lequel des alliés retire les fruits de l'alliance, une heureuse occasion favorise une des parties en un temps, une conjoncture favorable seconde l'autre partie contractante dans un temps différent. L'honnêteté et la sagesse du monde exigent donc également la foi des princes, qu'ils observent religieusement la foi des traités, et qu'ils les accomplissent même avec scrupule; d'autant plus que, par les alliances, ils rendent leur protection plus efficace à leurs peuples.

Toutes les guerres donc qui n'auront pour but que de repousser les usurpateurs, de maintenir des droits légitimes, de garantir la liberté de l'univers, et d'éviter les oppressions et les violences des ambitieux, seront conformes à la justice. Les souverains qui en entreprennent de pareilles n'ont point à se reprocher le sang répandu : la nécessité les fait agir; et dans de pareilles circonstances, la guerre est un moindre malheur que la paix.

Ce sujet me conduit naturellement à parler des princes qui, par un négoce inouï dans l'antiquité, trafiquent du sang de leurs peuples; leur cour est comme un encan où leurs troupes sont vendues à ceux qui offrent le plus de subsides.[a]

L'institution du soldat est pour la défense de la patrie; les louer à d'autres, comme on vend des dogues et des taureaux pour le combat, c'est, ce me semble, pervertir à la fois le but du négoce et de la guerre. On dit qu'il n'est pas permis de vendre les choses saintes : eh! qu'y a-t-il de plus sacré que le sang des hommes?

Pour les guerres de religion, si ce sont des guerres civiles, elles sont presque toujours la suite de l'imprudence du souverain, qui a mal à propos favorisé une secte aux dépens d'une autre, qui a trop resserré ou trop étendu l'exercice public de certaines

[a] Voyez t. VI, p. 117 et 118.

religions, qui surtout a donné du poids à des querelles de parti, lesquelles ne sont que des étincelles passagères quand le souverain ne s'en mêle pas, et qui deviennent des embrasements quand il les fomente.

Maintenir le gouvernement civil avec vigueur et laisser à chacun la liberté de conscience, être toujours roi et ne jamais faire le prêtre, est le sûr moyen de préserver son État des tempêtes que l'esprit dogmatique des théologiens cherche toujours à exciter.

Les guerres étrangères de religion sont le comble de l'injustice et de l'absurdité. Partir d'Aix-la-Chapelle pour aller convertir les Saxons le fer à la main, comme Charlemagne, ou équiper une flotte pour aller proposer au soudan d'Égypte de se faire chrétien, sont des entreprises bien étranges. La fureur des croisades est passée; fasse le ciel qu'elle ne revienne jamais!

La guerre, en général, est si féconde en malheurs, l'issue en est si peu certaine, et les suites en sont si ruineuses pour un pays, que les princes ne sauraient assez réfléchir avant que de s'y engager. Les violences que les troupes commettent dans un pays ennemi ne sont rien en comparaison des malheurs qui rejaillissent directement sur les États des princes qui entrent en guerre; c'est un acte si grave et de si grande importance de l'entreprendre, qu'il est étonnant que tant de rois en aient pris si facilement la résolution.

Je me persuade que si les monarques voyaient un tableau vrai et fidèle des misères qu'attire sur les peuples une seule déclaration de guerre, ils n'y seraient point insensibles. Leur imagination n'est pas assez vive pour leur représenter au naturel des maux qu'ils n'ont point connus, et desquels leur condition les met à l'abri. Comment sentiront-ils ces impôts qui accablent les peuples, la privation de la jeunesse du pays, que les recrues emportent, ces maladies contagieuses qui désolent les armées, l'horreur des batailles et ces siéges plus meurtriers encore, la désolation des blessés que le fer ennemi a privés de quelques-uns de leurs membres, uniques instruments de leur industrie et de leur subsistance, la douleur des orphelins qui ont perdu, par la mort de leur père, l'unique soutien de leur faiblesse, la perte de tant d'hommes utiles à l'État, que la mort moissonne avant le temps?

Les princes, qui ne sont dans le monde que pour rendre les hommes heureux, devraient bien y penser avant que de les exposer, pour des causes frivoles et vaines, à tout ce que l'humanité a de plus à redouter.

Les souverains qui regardent leurs sujets comme leurs esclaves les hasardent sans pitié, et les voient périr sans regret; mais les princes qui considèrent les hommes comme leurs égaux, et qui envisagent le peuple comme le corps dont ils sont l'âme, sont économes du sang de leurs sujets.

Je prie les souverains, en finissant cet ouvrage, de ne se point offenser de la liberté avec laquelle je leur parle; mon but est de dire la vérité, d'exciter à la vertu, et de ne flatter personne. La bonne opinion que j'ai des princes qui règnent à présent dans le monde me les fait juger dignes d'entendre la vérité. C'est aux Nérons, aux Alexandre VI, aux César Borgia, aux Louis XI, qu'on n'oserait la dire. Grâces au ciel, nous ne comptons point de tels hommes parmi les princes de l'Europe, et c'est faire leur plus bel éloge que de dire qu'on ose hardiment blâmer devant eux tous les vices qui dégradent la royauté, et qui sont contraires aux sentiments d'humanité et de justice.

RÉFUTATION
DU PRINCE DE MACHIAVEL.

AVANT-PROPOS.

Le *Prince* de Machiavel est en fait de morale ce qu'est l'ouvrage de Benoît Spinoza en matière de foi : Spinoza sapa les fondements de la foi, et ne tendait pas moins qu'à renverser toute la religion; Machiavel corrompit la politique, et entreprenait de détruire les préceptes de la saine morale. Les erreurs de l'un n'étaient que des erreurs de spéculation; celles de l'autre regardaient la pratique. Cependant il s'est trouvé que les théologiens ont sonné le tocsin et crié l'alarme contre Spinoza, qu'on a réfuté son ouvrage en forme, et qu'on a constaté la Divinité contre les attaques de cet impie, tandis que Machiavel n'a été que harcelé par quelques moralistes, et qu'il s'est soutenu, malgré eux et malgré sa pernicieuse morale, sur la chaire de la politique jusqu'à nos jours.

J'ose prendre la défense de l'humanité contre un monstre qui veut la détruire; et j'ai hasardé mes ré-

flexions sur cet ouvrage à la suite de chaque chapitre, afin que l'antidote se trouvât d'abord auprès du poison.

J'ai toujours regardé le *Prince* de Machiavel comme un des ouvrages les plus dangereux qui se soient répandus dans le monde : c'est un livre qui doit tomber naturellement entre les mains des princes et de ceux qui se sentent du goût pour la politique; et comme il est très-facile qu'un jeune homme ambitieux, et dont le cœur et le jugement n'est pas assez formé pour distinguer le bon du mauvais, soit corrompu par des maximes qui flattent ses passions impétueuses, on doit regarder tout livre qui peut y contribuer comme absolument pernicieux et contraire au bien des hommes.

S'il est mauvais de séduire l'innocence d'un particulier, qui n'influe que légèrement sur les affaires du monde, il l'est d'autant plus de pervertir des princes qui doivent gouverner des peuples, administrer la justice et en donner l'exemple à leurs sujets, être, par leur bonté, par leur magnanimité et leur miséricorde, l'image vivante de la Divinité, et qui doivent moins être rois par leur grandeur et par leur puissance que par leurs qualités personnelles et par leurs vertus.

Les inondations des fleuves qui ravagent des contrées, le feu du tonnerre qui réduit des villes en cendres, le poison mortel et contagieux de la peste qui désole des provinces, ne sont pas aussi funestes au monde que la mauvaise morale et les passions effrénées des rois; car, comme, lorsqu'ils ont la volonté de faire du bien, ils en ont le pouvoir, ainsi, lorsqu'ils veulent le mal, il ne dépend que d'eux de l'exécuter. Et quelle situation

déplorable que celle des peuples, lorsqu'ils doivent tout craindre de l'abus du pouvoir souverain, lorsque leurs biens sont en proie à l'avarice de leur prince, leur liberté à ses caprices, leur repos à son ambition, leur sûreté à sa perfidie, et leur vie à ses cruautés! C'est là le tableau d'un empire où régnerait un monstre politique tel que Machiavel prétend le former.

Mais quand même le venin de l'auteur ne se glisserait pas jusqu'au trône, je soutiens qu'un seul disciple de Machiavel et de César Borgia suffirait pour faire abhorrer un livre aussi abominable. Il y a eu des personnes du sentiment que Machiavel écrivait plutôt ce que les princes font que ce qu'ils doivent faire. Cette pensée a plu à cause qu'elle a quelque apparence de vérité; on s'est contenté d'une fausseté brillante, et on l'a répétée, puisqu'on l'avait dite une fois.

Qu'on me permette de prendre la cause des princes contre ceux qui veulent les calomnier, et que je sauve de l'accusation la plus affreuse ceux dont l'unique emploi doit être de travailler au bonheur des hommes.

Ceux qui ont prononcé cet arrêt contre les princes ont été séduits sans doute par les exemples de quelques mauvais princes que cite Machiavel, par l'histoire des petits princes d'Italie, ses contemporains, et par la vie de quelques tyrans qui ont pratiqué ces dangereux préceptes de politique. Je réponds à cela qu'en tout pays il y a d'honnêtes et de malhonnêtes gens, comme en toutes les familles on trouve des personnes bien faites, des bossus, des aveugles, ou des boiteux; qu'ainsi il y a eu et il y aura toujours des monstres parmi les princes,

indignes de porter ce nom sacré. Je pourrais encore ajouter que, comme la séduction du trône est très-puissante, il faut plus qu'une vertu commune pour y résister, et qu'ainsi il n'est point étonnant de trouver si peu de bons princes. Cependant ceux qui jugent si légèrement doivent se souvenir que, parmi les Caligulas et les Tibères, on compte des Titus, des Trajans et des Antonins; ainsi, qu'il y a une injustice criante, de leur côté, d'attribuer à tout un ordre ce qui ne convient qu'à quelques-uns de ses membres.

On ne devrait conserver dans l'histoire que les noms des bons princes, et laisser mourir ceux des autres, avec leur indolence ou avec leurs injustices. Les livres d'histoire se verraient à la vérité diminués de beaucoup, mais l'humanité y profiterait, et l'honneur de vivre dans la mémoire ne serait que la récompense de la vertu. Le livre de Machiavel n'infecterait plus les écoles de politique, on apprendrait à mépriser la contradiction pitoyable dans laquelle il est toujours avec lui-même, et l'on verrait que la véritable politique des rois, fondée uniquement sur la justice et la bonté, est bien différente du système décousu, rempli d'horreurs et de trahisons, que Machiavel a eu l'impudence de présenter au public.

CHAPITRE Ier.

Lorsqu'on veut raisonner juste, dans le monde, il faut commencer par approfondir la nature du sujet dont on veut parler, il faut remonter jusqu'à l'origine des choses pour en connaître, autant que l'on peut, les premiers principes; il est facile alors d'en déduire les progrès et toutes les conséquences qui peuvent s'ensuivre. Au lieu de marquer la différence des États qui ont des souverains, Machiavel aurait, ce me semble, mieux fait d'examiner l'origine des princes, d'où leur vient le pouvoir qu'ils ont, et de discuter les raisons qui ont pu engager des hommes libres à se donner des maîtres.

Peut-être qu'il n'aurait pas convenu, dans un livre où l'on se proposait de dogmatiser le crime et la tyrannie, de faire mention de ce qui devrait la détruire à jamais; il y aurait eu mauvaise grâce à Machiavel de dire que les peuples, ayant trouvé nécessaire, pour leur repos et leur conservation, d'avoir des juges pour régler leurs différends, des protecteurs pour les maintenir contre leurs ennemis dans la possession de leurs biens, des souverains pour réunir tous leurs différents intérêts en un seul intérêt commun, avaient choisi, d'entre eux, ceux qu'ils avaient crus les plus sages, les plus équitables, les plus désintéressés, les plus humains, les plus vaillants, pour les gouverner et pour prendre sur soi le fardeau pénible de toutes leurs affaires.

C'est donc la justice, aurait-on dit, qui doit faire le principal objet d'un souverain; c'est donc le bien des peuples qu'il gou-

verne qu'il doit préférer à tout autre intérêt; c'est donc leur bonheur et leur félicité qu'il doit augmenter, ou le leur procurer, s'ils ne l'ont pas. Que deviennent alors ces idées d'intérêt, de grandeur, d'ambition, de despotisme? Il se trouve que le souverain, bien loin d'être le maître absolu des peuples qui sont sous sa domination, n'en est lui-même que le premier domestique,[a] et qu'il doit être l'instrument de leur félicité, comme ces peuples le sont de sa gloire. Machiavel sentait bien qu'un détail semblable l'aurait couvert de honte, et que cette recherche n'aurait fait que grossir le nombre de contradictions pitoyables qui se trouvent dans sa politique.

Les maximes de Machiavel sont aussi contraires à la bonne morale que le système de Des Cartes l'est à celui de Newton. L'intérêt fait tout chez Machiavel, comme les tourbillons font tout chez Des Cartes. La morale du politique est aussi dépravée que les idées du philosophe sont frivoles. Rien ne peut égaler l'effronterie avec laquelle ce politique abominable enseigne les crimes les plus affreux. Selon sa façon de penser, les actions les plus injustes et les plus atroces deviennent légitimes lorsqu'elles ont l'intérêt ou l'ambition pour but. Les sujets sont des esclaves dont la vie et la mort dépend sans restriction de la volonté du prince, à peu près comme les agneaux d'une bergerie, dont le lait et la laine est pour l'utilité de leur maître, qui les fait même égorger lorsqu'il le trouve à propos.

Comme je me suis proposé de réfuter ces principes erronés et pernicieux en détail, je me réserve d'en parler en son lieu et à mesure que la matière de chaque chapitre m'en fournira l'occasion.

Je dois cependant dire, en général, que ce que j'ai rapporté de l'origine des souverains rend l'action des usurpateurs plus atroce qu'elle ne le serait en ne considérant simplement que leur violence, puisqu'ils contreviennent entièrement à l'intention des peuples, qui se sont donné des souverains pour qu'ils les protégent, et qui ne se sont soumis qu'à cette condition; au lieu qu'en obéissant à l'usurpateur, ils se sacrifient, eux et tous leurs biens, pour assouvir l'avarice et tous les caprices d'un tyran souvent

[a] Voyez t. I, p. 123.

très-cruel et toujours détesté. Il n'y a donc que trois manières légitimes pour devenir maître d'un pays : ou par succession, ou par l'élection des peuples qui en ont le pouvoir, ou lorsque, par une guerre justement entreprise, on fait la conquête de quelques provinces sur l'ennemi.

Je prie le lecteur de ne point oublier ces remarques sur le premier chapitre de Machiavel, puisqu'elles sont comme un pivot sur lequel rouleront toutes mes réflexions suivantes.

CHAPITRE III.[a]

Le quinzième siècle était comme l'enfance des arts; Laurent de Médicis les fit renaître en Italie par la protection qu'il leur accorda; mais ces arts et ces sciences étaient encore faibles, du temps de Machiavel, et comme relevés d'une longue maladie; la philosophie et l'esprit géométrique avaient peu ou point fait de progrès, et l'on ne raisonnait pas aussi conséquemment que l'on fait de nos jours. Les savants même étaient séduits par les brillants dehors et par tout ce qui avait de l'éclat. Alors, on préférait la funeste gloire des conquérants, et ces actions grandes et frappantes qui imposent un certain respect par leur grandeur, à la douceur, à l'équité, à la clémence et à toutes les vertus; à présent, on préfère l'humanité à toutes les qualités d'un conquérant, et l'on n'a plus la démence d'encourager par des louanges des passions furieuses et cruelles qui causent le bouleversement du monde, et qui font périr un nombre innombrable d'hommes; on soumet tout à la justice, et l'on abhorre la valeur et la capacité militaire des conquérants, toutes les fois qu'elle est fatale au genre humain.

Machiavel pouvait donc dire, de son temps, qu'il est naturel à l'homme de souhaiter de faire des conquêtes, et qu'un conquérant ne saurait manquer d'acquérir de la gloire : nous lui répondons aujourd'hui qu'il est naturel à l'homme de souhaiter la conservation de son bien et de l'agrandir par des voies légitimes, mais

[a] Le second chapitre manque dans notre autographe. Voyez l'*Avertissement de l'Éditeur.*

que l'envie n'est naturelle qu'à des âmes très-mal nées, et que le désir de s'agrandir des dépouilles d'un autre ne se présentera pas si facilement dans l'idée d'un honnête homme, ni à ceux qui veulent être estimés dans le monde.

La politique de Machiavel ne peut être applicable qu'à un seul homme, à la déprédation de tout le genre humain; car quelle confusion dans le monde, si beaucoup d'ambitieux voulaient s'ériger en conquérants, s'ils voulaient mutuellement s'emparer de leurs biens, si, envieux de tout ce qu'ils n'ont pas, ils ne pensaient qu'à tout envahir, à tout détruire, et à dépouiller un chacun de ce qu'il possède! On ne verrait à la fin qu'un maître dans le monde, qui aurait recueilli la succession de tous les autres, et qui ne la conserverait qu'autant que l'ambition d'un nouveau venu voudrait le lui permettre.

Je demande ce qui peut porter un homme à s'agrandir, et en vertu de quoi il peut former le dessein d'élever sa puissance sur la misère et sur la destruction d'autres hommes, et comment il peut croire qu'il se rendra illustre en ne faisant que des malheureux. Les nouvelles conquêtes d'un souverain ne rendent pas les États qu'il possédait déjà plus opulents ni plus riches, ses peuples n'en profitent point, et il s'abuse s'il s'imagine qu'il en deviendra plus heureux. Son ambition ne se bornera pas à cette seule conquête, il en sera insatiable, et par conséquent toujours peu satisfait de lui-même. Combien de grands princes ne font point, par leurs généraux, conquérir des provinces qu'ils ne voient jamais! Ce sont alors des conquêtes imaginaires, et qui n'ont que peu de réalité pour les princes qui les ont fait faire; c'est rendre bien des gens malheureux pour contenter la fantaisie d'un seul homme qui souvent ne mériterait pas seulement d'être connu de l'univers.

Mais supposons que ce conquérant soumette tout le monde à sa domination. Ce monde bien soumis, pourrait-il le gouverner? Quelque grand prince qu'il soit, il n'est qu'un être très-borné, un atome, un misérable individu, qu'on ne saurait presque point apercevoir ramper sur ce globe. A peine pourra-t-il retenir le nom de ses provinces, et sa grandeur ne servira qu'à mettre en évidence sa véritable petitesse.

D'ailleurs, ce n'est point la grandeur du pays que le prince

gouverne qui lui donne de la gloire, ce ne seront pas quelques lieues de plus de terrain qui le rendront illustre, sans quoi ceux qui possèdent le plus d'arpents de terre devraient être les plus estimés.

La valeur d'un conquérant, sa capacité, son expérience, et l'art de conduire les esprits, sont des qualités qu'on admirera séparément en lui; mais il ne sera jamais qu'un ambitieux et un très-méchant homme, s'il s'en sert injustement. Il ne peut acquérir de la gloire que lorsqu'il emploie ses talents pour soutenir l'équité, et lorsqu'il devient conquérant par nécessité et non pas par tempérament. Il en est des héros comme des chirurgiens, qu'on estime lorsque, par leurs opérations barbares, ils sauvent les hommes d'un présent danger, mais qu'on déteste, si, par un exécrable abus de leur métier, ils font des opérations sans nécessité et simplement pour faire admirer leur adresse.

Les hommes ne doivent jamais penser à leur seul intérêt. Si tout le monde pensait de même, il n'y aurait plus de société; car, au lieu d'abandonner des avantages particuliers pour le bien commun, on sacrifierait le bien commun aux avantages personnels. Pourquoi ne point contribuer à cette harmonie charmante qui fait la douceur de la vie et le bonheur de la société, et n'être grand qu'à force d'obliger les autres et de les combler de biens? On devrait toujours se souvenir de ne point faire aux autres ce qu'on ne voudrait pas qu'ils nous fissent; ce serait le moyen de ne nous point emparer des richesses des autres, et de nous contenter de notre état.

L'erreur de Machiavel sur la gloire des conquérants pouvait être générale de son temps, mais sa méchanceté ne l'était pas assurément. Il n'y a rien de plus affreux que certains moyens qu'il propose pour conserver des conquêtes; à les bien examiner, il n'y en aura pas un qui soit raisonnable ou juste. «On doit, dit ce «monstre, éteindre la race des princes qui régnaient avant votre «conquête.» Peut-on lire de pareils préceptes sans frémir d'horreur et d'indignation? C'est fouler aux pieds tout ce qu'il y a de saint et de sacré dans le monde; c'est renverser de toutes les lois celle que les hommes doivent le plus respecter; c'est ouvrir à l'intérêt le chemin à toutes les violences et à tous les crimes; c'est

approuver le meurtre, la trahison, l'assassinat, et ce qu'il y a de plus détestable dans l'univers. Comment des magistrats ont-ils pu permettre à Machiavel de publier son abominable politique? et comment a-t-on pu souffrir dans le monde ce scélérat infâme qui renverse tout droit de possession et de sûreté, ce que les hommes ont de plus sacré, les lois de plus auguste, et l'humanité de plus inviolable? Puisqu'un ambitieux se sera emparé violemment des États d'un prince, il aura le droit de le faire assassiner, empoisonner! Mais ce même conquérant introduit, en agissant ainsi, une pratique dans le monde qui ne peut tourner qu'à sa propre confusion; un autre, plus ambitieux et plus habile que lui, le punira du talion, lui envahira ses États, et le fera périr avec la même injustice qu'il fit périr son prédécesseur. Quels débordements de crimes, quelles cruautés, quelles barbaries, qui désoleraient l'humanité! Une monarchie pareille serait comme un empire de loups, dont un tigre comme Machiavel mériterait d'être le législateur. S'il n'y avait que le crime dans le monde, il détruirait le genre humain; il n'y a point de sûreté pour les hommes sans la vertu.

«Un prince doit établir sa résidence dans ses nouvelles conquêtes.» C'est la seconde maxime de Machiavel pour fortifier le conquérant dans ses nouveaux États. Ceci n'est point cruel, et paraît même assez bon à quelques égards; mais l'on doit considérer que la plupart des États des grands princes sont situés de manière qu'ils ne peuvent pas trop bien en abandonner le centre sans que tout l'État s'en ressente; ils sont le premier principe d'activité dans ce corps, ainsi ils n'en peuvent quitter le centre sans que les extrémités ne languissent.

La troisième maxime du politique est, «Qu'il faut envoyer «des colonies pour les établir dans les nouvelles conquêtes, qui «serviront à en assurer la fidélité.» L'auteur s'appuie sur la pratique des Romains, et il croit triompher lorsqu'il trouve quelque part dans l'histoire des exemples d'injustices semblables à celles qu'il enseigne. Cette pratique des Romains était aussi injuste qu'ancienne. Par quel droit pouvaient-ils chasser de leurs maisons, de leurs terres et de leurs biens ceux qui les possédaient à juste titre? La raison de Machiavel est que l'on peut le faire avec

impunité, puisque ceux que vous dépossédez sont pauvres et incapables de se venger. Quel raisonnement! Vous êtes puissant, ceux qui vous obéissent sont faibles; ainsi vous pouvez les opprimer sans crainte. Il n'y a donc que la peur, selon Machiavel, qui puisse retenir les hommes du crime. Mais quel est donc ce droit par lequel un homme puisse s'arroger un pouvoir si absolu sur ses semblables, que de disposer de leur vie, de leurs biens, et de les rendre misérables quand bon lui semble? Le droit de conquête ne s'étend pas assurément jusque-là. Les sociétés ne sont-elles formées que pour servir de victimes à la fureur d'un infâme intéressé ou ambitieux? Et ce monde n'est-il fait que pour assouvir la folie et la rage d'un tyran dénaturé? Je ne pense pas qu'un homme raisonnable soutienne jamais une semblable cause, à moins qu'une ambition immodérée ne l'aveugle et n'obscurcisse en lui les lumières du bon sens et de l'humanité.

Il est très-faux qu'un prince puisse faire le mal impunément; car, quand même ses sujets ne l'en puniraient pas d'abord, quand même les foudres du ciel ne l'écraseraient pas à point nommé, sa réputation n'en sera pas moins déchirée du public, son nom sera cité parmi ceux qui font horreur à l'humanité, et l'abomination de ses sujets sera sa punition. Quelles maximes de politique: ne point faire le mal à demi, exterminer totalement un peuple, ou du moins le réduire, après l'avoir maltraité, à la dure sujétion de ne pouvoir désormais plus vous être redoutable, étouffer jusqu'aux moindres étincelles de la liberté, pousser le despotisme jusque sur les biens, et la violence jusque sur la vie des souverains! Non, il ne se peut rien de plus affreux. Ces maximes sont aussi indignes d'un être raisonnable que d'un homme de probité. Comme je me propose de réfuter cet article plus au long dans le cinquième chapitre, j'y renvoie le lecteur.

Examinons à présent si ces colonies pour l'établissement desquelles Machiavel fait commettre tant d'injustices à son prince, si ces colonies sont aussi utiles que l'auteur le dit. Ou vous envoyez dans le pays nouvellement conquis de puissantes colonies, ou vous y en envoyez de faibles. Si ces colonies sont fortes, vous dépeuplez votre État considérablement, et vous chassez un grand nombre de vos nouveaux sujets de vos conquêtes, ce qui affai-

blit vos forces, puisque la plus grande puissance d'un prince consiste dans le grand nombre d'hommes qui lui obéissent. Si vous envoyez des colonies faibles dans ce pays conquis, elles vous en garantiront mal la sûreté, puisque ce petit nombre d'hommes ne peut être comparable à celui des habitants. Ainsi vous aurez rendu malheureux ceux que vous chassez de leurs biens, sans en rien profiter.

On fait donc beaucoup mieux d'envoyer des troupes dans les pays que l'on vient de se soumettre, qui, moyennant la discipline et le bon ordre, ne pourront point fouler les peuples, ni être à charge aux villes où on les met en garnison. Je dois dire cependant, pour ne point trahir la vérité, que du temps de Machiavel les troupes étaient tout autre chose que ce qu'elles sont à présent : les souverains n'entretenaient point de grandes armées; ces troupes n'étaient pour la plupart qu'un amas de bandits, qui pour l'ordinaire ne vivaient que de violences et de rapines; on ne connaissait point alors ce que c'était que des casernes et mille autres règlements qui mettent en temps de paix un frein à la licence et au dérèglement du soldat.

Dans des cas fâcheux, les moyens les plus doux, selon moi, me paraissent toujours les meilleurs.

« Un prince doit attirer à lui et protéger les petits princes ses « voisins, semant la dissension parmi eux afin d'élever ou d'abais« ser ceux qu'il veut. » C'est la quatrième maxime de Machiavel, et c'est la politique d'un homme qui croirait que l'univers n'est créé que pour lui. La fourberie et la scélératesse de Machiavel sont répandues dans cet ouvrage comme l'odeur empestée d'une voirie, qui se communique à l'air d'alentour. Un honnête homme serait le médiateur de ces petits princes, il terminerait leurs différends à l'amiable, et gagnerait leur confiance par sa probité, et par les marques d'une impartialité entière dans leurs démêlés et d'un désintéressement parfait pour sa personne. Sa puissance le rendrait comme le père de ses voisins au lieu de leur oppresseur, et sa grandeur les protégerait au lieu de les abîmer.

Il est vrai, d'ailleurs, que des princes qui en ont voulu élever d'autres se sont abîmés eux-mêmes; notre siècle en a fourni deux exemples. L'un est celui de Charles XII, qui éleva Stanislas sur

le trône de Pologne, et l'autre est plus récent.[a] Je conclus donc que l'usurpation ne méritera jamais de gloire, que les assassinats seront toujours abhorrés du genre humain, et que les princes qui commettent des injustices et des violences envers leurs nouveaux sujets s'aliéneront tous les esprits par cette conduite, au lieu de les gagner. Il n'est pas possible de justifier le crime, et tous ceux qui en voudront faire l'apologie raisonneront aussi pitoyablement que Machiavel. On mérite bien de perdre la raison et de parler en insensé lorsqu'on entreprend de faire un aussi abominable usage de l'art de raisonner que de le tourner contre le bien de l'humanité. C'est se blesser d'une épée qui ne nous est donnée que pour nous défendre.

Je répète ce que j'ai dit dans le premier chapitre : les princes sont nés juges des peuples, c'est de la justice qu'ils tirent leur grandeur; ils ne doivent donc jamais renier le fondement de leur puissance et l'origine de leur institution.

[a] Voyez t. II, p. 5.

CHAPITRE IV.

Pour bien juger du génie des nations, il n'y a qu'à les comparer les unes avec les autres. Machiavel fait dans ce chapitre un parallèle des Turcs et des Français, très-différents de coutumes, de mœurs et d'opinions; il examine les raisons qui rendent la conquête de ce premier empire difficile à faire, mais aisée à conserver; de même qu'il remarque ce qui peut contribuer à faire subjuguer la France sans peine, et ce qui, la remplissant de troubles continuels, menace sans cesse le repos du possesseur.

L'auteur n'envisage les choses que d'un point de vue : il ne s'arrête qu'à la constitution des gouvernements; il paraît croire que la puissance de l'empire turc et persan n'était fondée que sur l'esclavage général de ces nations, et sur l'élévation unique d'un seul homme qui en est le chef; il est dans l'idée qu'un despotisme sans restriction, bien établi, est le moyen le plus sûr qu'ait un prince pour régner sans trouble et pour résister vigoureusement à ses ennemis.

Du temps de Machiavel, on regardait en France les grands et les nobles comme de petits souverains qui partageaient en quelque manière la puissance du prince, ce qui donnait lieu aux divisions, ce qui fortifiait les partis, et ce qui fomentait de fréquentes révoltes. Je ne sais cependant point si le Grand Seigneur n'est pas exposé plutôt à être détrôné qu'un roi de France. La différence qu'il y a entre eux, c'est qu'un empereur turc est ordinairement étranglé par les janissaires, et que les rois de France qui ont péri ont eu coutume d'être assassinés par des moines. Mais Machiavel parle plutôt, en ce chapitre, de révolutions générales que de cas particuliers; il a deviné à la vérité quelques ressorts d'une ma-

chine très-composée, mais il n'a parlé qu'en politique. Voyons ce qu'on pourrait y ajouter en philosophe.

La différence des climats, des aliments et de l'éducation des hommes établit une différence totale entre leur façon de vivre et de penser; de là vient qu'un sauvage d'Amérique agit d'une manière tout opposée à celle d'un Chinois lettré, que le tempérament d'un Anglais, Sénèque profond, mais hypocondre, est tout différent du courage et de l'orgueil stupide et ridicule d'un Espagnol, et qu'un Français se trouve avoir aussi peu de ressemblance avec un Hollandais que la vivacité d'un singe en a avec le flegme d'une tortue.

On a remarqué de tout temps que le génie des peuples orientaux était un esprit de constance pour leurs pratiques et leurs anciennes coutumes, dont ils ne se départent jamais. Leur religion, différente de celle des Européens, les oblige encore en quelque façon à ne point favoriser l'entreprise de ceux qu'ils appellent les infidèles, au préjudice de leurs maîtres, et d'éviter avec soin tout ce qui pourrait porter atteinte à leur religion et bouleverser leurs gouvernements. Ainsi la sensualité de leur religion et l'ignorance qui en partie les attache si inviolablement à leurs coutumes assure le trône de leurs maîtres contre l'ambition des conquérants; et leur façon de penser, plus que leur gouvernement, contribue à la perpétuité de leur puissante monarchie.

Le génie de la nation française, tout différent de celui des Musulmans, est tout à fait ou du moins en partie cause des fréquentes révolutions de cet empire : la légèreté et l'inconstance a fait de tout temps le caractère de cette aimable nation; les Français sont inquiets, libertins et très-enclins à s'ennuyer de tout ce qui ne leur paraît pas nouveau; leur amour pour le changement s'est manifesté jusque dans les choses les plus graves. Il paraît que ces cardinaux haïs et estimés des Français, qui successivement ont gouverné cet empire, ont profité des maximes de Machiavel pour rabaisser les grands, et de la connaissance du génie de la nation pour détourner ces orages fréquents dont la légèreté des sujets menaçait sans cesse le trône des souverains.

La politique du cardinal de Richelieu n'avait pour but que d'abaisser les grands pour élever la puissance du Roi et pour la

faire servir de base au despotisme; il y réussit si bien qu'en ce moment il ne reste plus de vestiges en France de la puissance des seigneurs et des nobles, et de ce pouvoir dont les rois prétendaient que les grands abusaient quelquefois.

Le cardinal Mazarin marcha sur les traces de Richelieu; il essuya beaucoup d'oppositions, mais il y réussit, et dépouilla, de plus, le parlement de ses anciennes prérogatives, de sorte que ce corps respectable n'a plus, de nos jours, que l'ombre de son ancienne autorité; c'est un fantôme à qui il arrive encore quelquefois de s'imaginer qu'il pourrait bien être un corps, mais qu'on fait ordinairement repentir de ses erreurs.

La même politique qui porta ces deux grands hommes à l'établissement d'un despotisme absolu en France leur enseigna l'adresse d'amuser la légèreté et l'inconstance de la nation pour la rendre moins dangereuse; mille occupations frivoles, la bagatelle et le plaisir donnèrent le change au génie des Français, de sorte que ces mêmes hommes qui auraient révolté sous César, qui auraient appelé les étrangers à leur secours du temps des Valois, qui se seraient ligués contre Henri IV, qui auraient cabalé sous la minorité, ces mêmes Français, dis-je, ne sont occupés de nos jours qu'à suivre le torrent de la mode, à changer très-soigneusement de goûts, à mépriser aujourd'hui ce qu'ils ont admiré hier, à mettre l'inconstance et la légèreté en tout ce qui dépend d'eux, à changer de maîtresses, de lieux, d'amusements, de sentiments et de folie. Ceci n'est pas tout, car de puissantes armées et un très-grand nombre de forteresses assurent à jamais la possession de ce royaume à ses souverains, et ils n'ont à présent rien à redouter des guerres intestines, aussi bien que des conquêtes que leurs voisins pourraient faire sur eux.

Il est à croire que le ministère français, après s'être si bien trouvé de quelques maximes de Machiavel, ne restera pas en si beau chemin, et qu'il ne manquera point de mettre en pratique toutes les leçons de ce politique. On n'a pas lieu de douter du succès, vu la sagesse et l'habileté du ministre qui est à présent au timon des affaires. Mais finissons, comme disait le curé de Colignac, de peur de dire des sottises.

CHAPITRE V.

L'homme est un animal raisonnable, à deux pieds et sans plumes : voilà ce que l'école a décidé de notre être. Cette définition peut être juste par rapport à quelques individus; mais elle est très-fausse à l'égard du grand nombre, puisque peu de personnes sont raisonnables, et que, lors même qu'elles le sont sur un sujet, il y en a une infinité d'autres sur lesquels c'est tout le contraire. L'homme est un animal, pourrait-on dire, qui conçoit et qui combine des idées; c'est ce qui convient généralement à tout le genre, et ce qui peut rapprocher le sage de l'insensé, l'homme qui pense bien de celui qui pense mal, l'ami de l'humanité de celui qui en est le persécuteur, le respectable archevêque de Cambrai de l'infâme politique de Florence.

Si jamais Machiavel a renoncé à la raison, si jamais il a pensé d'une manière indigne de son être, c'est dans ce chapitre : il y propose trois moyens pour conserver un État libre et républicain dont un prince aura fait la conquête.

Le premier est sans sûreté pour le prince; le second n'est d'usage que pour un furieux; et le troisième, moins mauvais que les deux autres, n'est pas sans obstacles.

Pourquoi conquérir cette république, pourquoi mettre tout le genre humain aux fers, pourquoi réduire à l'esclavage des hommes libres? Pour manifester votre injustice et votre méchanceté à toute la terre, et pour détourner à votre intérêt un pouvoir qui devait faire le bonheur des citoyens; abominables maximes qui ne manqueraient pas de détruire l'univers, si elles faisaient

beaucoup de sectateurs. Tout le monde voit assez combien Machiavel pèche contre la bonne morale : voyons à présent comme il pèche contre le sens et la prudence.

« On doit rendre un État libre, nouvellement conquis, tributaire, en y établissant en autorité un petit nombre de gens qui « vous le conservent. » C'est la première maxime du politique, par laquelle un prince ne trouverait jamais aucune sûreté; car il n'est pas apparent qu'une république retenue simplement par le frein de quelque peu de personnes attachées au nouveau souverain lui resterait fidèle. Elle doit naturellement préférer sa liberté à l'esclavage, et se soustraire à la puissance de celui qui l'a rendue tributaire; la révolution ne tarderait donc d'arriver que jusqu'à ce que la première occasion favorable s'en présentât.

« Il n'est point de moyen bien assuré pour conserver un État libre qu'on aura conquis, que de le détruire. » C'est le moyen le plus sûr pour ne point craindre de révolte. Un Anglais eut la démence de se tuer, il y a quelques années, à Londres; on trouva un billet sur sa table, où il justifiait son étrange action, et où il marquait qu'il s'était ôté la vie pour ne jamais devenir malade. Je ne sais si le remède n'était pas pire que le mal. Je ne parle point d'humanité avec un monstre comme Machiavel, ce serait profaner le nom trop respectable d'une vertu qui fait le bien des hommes. Sans tous les secours de la religion et de la morale, on peut confondre Machiavel par lui-même, par cet intérêt, l'âme de son livre, ce dieu de la politique et du crime, le seul dieu qu'il adore.

Vous dites, Machiavel, qu'un prince doit détruire un pays libre nouvellement conquis, pour le posséder plus sûrement; mais répondez-moi : à quelle fin a-t-il entrepris cette conquête? Vous me direz que c'est pour augmenter sa puissance et pour se rendre plus formidable. C'est ce que je voulais entendre, pour vous prouver qu'en suivant vos maximes, il fait tout le contraire; car il se ruine en faisant cette conquête, et il ruine ensuite l'unique pays qui pouvait le dédommager de ses pertes. Vous m'avouerez qu'un pays dévasté, saccagé et dépourvu d'habitants, de monde, de villes et, en un mot, de tout ce qui constitue un État, ne saurait rendre un prince formidable et puissant par sa possession.

Je crois qu'un monarque qui posséderait les vastes déserts de la Libye et du Barca ne serait guère redoutable, et qu'un million de panthères, de lions et de crocodiles ne vaut pas un million de sujets, des villes riches, des ports navigables remplis de vaisseaux, des citoyens industrieux, des troupes, et tout ce que produit un pays bien peuplé. Tout le monde convient que la force d'un État ne consiste point dans l'étendue de ses bornes, mais dans le nombre de ses habitants. Comparez la Hollande avec la Russie; voyez quelques îles marécageuses et stériles qui s'élèvent du sein de l'Océan, une petite république qui n'a que quarante-huit lieues de long sur quarante de large;[a] mais ce petit corps est tout nerf, un peuple immense l'habite, et ce peuple industrieux est très-puissant et très-riche; il a secoué le joug de la domination espagnole, qui était alors la monarchie la plus formidable de l'Europe. Le commerce de cette république s'étend jusqu'aux extrémités du monde, elle figure immédiatement après les rois, elle peut entretenir en temps de guerre une armée de cent mille combattants, sans compter une flotte nombreuse et bien entretenue.

Jetez, d'un autre côté, les yeux sur la Russie : c'est un pays immense qui se présente à votre vue, c'est un monde semblable à l'univers lorsqu'il fut tiré du chaos. Ce pays est limitrophe, d'un côté, de la Grande-Tartarie et des Indes, d'un autre, de la mer Noire et de la Hongrie, et, du côté de l'Europe, ses frontières s'étendent jusqu'à la Pologne, la Lithuanie et la Courlande; la Suède le borne du côté du nord. La Russie peut avoir trois cents milles d'Allemagne de large, sur trois cents milles de longueur; le pays est fertile en blés, et fournit toutes les denrées nécessaires à la vie, principalement aux environs de Moscou et vers la Petite-Tartarie : cependant, avec tous ces avantages, il ne contient tout au plus que quinze millions[b] d'habitants. Cette nation, autrefois barbare, et qui commence à présent à figurer en Europe, n'est guère plus puissante que la Hollande en troupes

[a] Notre autographe porte : «qui n'a que — milles de long sur — de large.» C'est dans les éditions publiées par Voltaire que nous avons pris les chiffres ci-dessus indiqués.

[b] Les mots «quinze millions,» qui se trouvent dans les éditions de Voltaire, sont en blanc dans notre autographe.

de mer et de terre, et lui est beaucoup inférieure en richesses et en ressources.

La force donc d'un État ne consiste point dans l'étendue d'un pays, ni dans la possession d'une vaste solitude ou d'un immense désert, mais dans la richesse des habitants et dans leur nombre. L'intérêt d'un prince est donc de peupler un pays, de le rendre florissant, et non de le dévaster et de le détruire. Si la méchanceté de Machiavel fait horreur, ses raisonnements font pitié, et il aurait mieux fait d'apprendre à bien raisonner que d'enseigner sa politique monstrueuse.

«Un prince doit établir sa résidence dans une république nouvellement conquise.» C'est la troisième maxime de l'auteur; elle est plus modérée que les autres; mais j'ai fait voir dans le troisième chapitre les difficultés qui peuvent s'y opposer.

Il me semble qu'un prince qui aurait conquis une république après avoir eu des raisons justes de lui faire la guerre, devrait se contenter de l'avoir punie, et lui rendre ensuite sa liberté; peu de personnes penseront ainsi. Pour ceux qui auraient d'autres sentiments, ils pourraient s'en conserver la possession en établissant de fortes garnisons dans les principales places de leur nouvelle conquête, et en laissant, d'ailleurs, jouir le peuple de toute sa liberté.

Insensés que nous sommes! nous voulons tout conquérir, comme si nous avions le temps de tout posséder, et comme si le terme de notre durée n'avait aucune fin; notre temps passe trop vite, et souvent, lorsqu'on ne croit travailler que pour soi-même, on ne travaille que pour des successeurs indignes ou ingrats.

CHAPITRE VI.

Si les hommes étaient sans passions, Machiavel serait pardonnable de leur en vouloir donner: ce serait un nouveau Prométhée qui ravirait le feu céleste pour animer des automates insensibles et incapables d'opérer le bien du genre humain. Les choses n'en sont point là effectivement, car aucun homme n'est sans passions. Lorsqu'elles sont modérées, elles contribuent toutes au bonheur de la société; mais lorsqu'on leur lâche le frein, elles deviennent dès lors nuisibles et souvent très-pernicieuses.

De tous les sentiments qui tyrannisent notre âme, il n'en est aucun de plus funeste pour ceux qui en sentent l'impulsion, de plus contraire à l'humanité et de plus fatal au repos du monde qu'une ambition déréglée, qu'un désir excessif de fausse gloire.

Un particulier qui a le malheur d'être né avec des dispositions semblables est plus misérable encore que fou. Il est insensible pour le présent, et il n'existe que dans les temps futurs; son imagination le nourrit sans cesse d'idées vagues pour l'avenir; et comme sa funeste passion n'a point de bornes, rien dans le monde ne peut le satisfaire, et l'absinthe de l'ambition mêle toujours son amertume à la douceur de ses plaisirs.

Un prince ambitieux est aussi malheureux pour le moins qu'un particulier, car sa folie, étant proportionnée à sa grandeur, n'en est que plus vague, plus indocile et plus insatiable. Si les honneurs, si la grandeur, servent d'aliments à la passion des particuliers, des provinces et des royaumes nourrissent l'ambition des monarques; et comme il est plus facile d'obtenir des charges et

des emplois que de conquérir des royaumes, les particuliers peuvent encore plutôt se satisfaire que les princes.

Combien ne voit-on pas dans le monde de ces esprits inquiets et remuants dont l'impétuosité et le désir de s'agrandir voudraient bouleverser la terre, et où l'amour d'une fausse et vaine gloire n'a poussé que de trop profondes racines! Ce sont des brandons qu'on devrait éteindre avec soin, et qu'on devrait bien se garder de secouer, de crainte d'un incendie. Les maximes de Machiavel leur sont d'autant plus dangereuses, qu'elles flattent leurs passions, et qu'elles leur font naître des idées qu'ils n'auraient peut-être point puisées de leur fonds sans son secours.

Machiavel leur propose les exemples de Moïse, de Cyrus, de Romulus, de Thésée et d'Hiéron; on pourrait grossir facilement ce catalogue par ceux de quelques auteurs de sectes, comme de Mahomet, de Guillaume Penn; et que MM. les jésuites du Paraguay me permettent de leur offrir ici une petite place qui ne peut que leur être glorieuse, les mettant au nombre des héros.

La mauvaise foi avec laquelle l'auteur use de ces exemples mérite d'être relevée; il est bon de découvrir toutes les finesses et toutes les ruses de cet infâme séducteur.

Un homme de probité ne doit point présenter les objets sous un point de vue simplement; mais il en doit montrer toutes les faces, afin que rien ne puisse déguiser la vérité au lecteur, quand même cette vérité se trouverait contraire à ses principes. Machiavel ne fait voir, au contraire, l'ambition qu'en son beau jour; c'est un visage fardé qu'il ne fait paraître que le soir, à la bougie, et qu'il dérobe soigneusement aux rayons du soleil; il ne parle que des ambitieux qui ont été secondés de la fortune, mais il garde un profond silence sur ceux qui ont été les victimes de leurs passions, à peu près comme les couvents de vierges, qui, lorsqu'ils enrôlent de jeunes filles, leur font goûter par avance toutes les douceurs du ciel, sans leur parler de l'amertume et de la gêne qu'ils leur préparent en ce monde. Cela s'appelle en imposer au monde, c'est vouloir tromper le public, et l'on ne saurait disconvenir que Machiavel joue en ce chapitre le misérable rôle de charlatan du crime.

Pourquoi, en parlant du conducteur, du prince, du législa-

teur des Juifs, du libérateur des Grecs, du conquérant des Mèdes, du fondateur de Rome, de qui les succès répondirent à leurs desseins, Machiavel n'y ajoute-t-il point l'exemple de quelques chefs de parti malheureux, pour montrer que, si l'ambition fait parvenir quelques hommes, elle en perd le plus grand nombre? On pourrait ainsi opposer à la fortune de Moïse le malheur de ces premiers peuples goths qui ravagèrent l'empire romain; au succès de Romulus l'infortune de Masaniello, boucher de Naples, qui s'éleva à la royauté par sa hardiesse, mais qui fut la victime de son crime; à l'ambition couronnée d'Hiéron l'ambition punie de Wallenstein; on placerait auprès du trône sanglant de Cromwell, meurtrier de son roi, le trône renversé du superbe Guise, qui fut assassiné à Blois. Ainsi l'antidote, suivant le poison de si près, préviendrait ses dangereux effets; ce serait la lance d'Achille, qui fait le mal et le guérit.

Il me semble, d'ailleurs, que Machiavel place assez inconsidérément Moïse avec Romulus, Cyrus et Thésée. Ou Moïse était inspiré, ou il ne l'était point. S'il ne l'était point, on ne peut regarder Moïse que comme un archiscélérat, un fourbe, un imposteur qui se servait de Dieu comme les poëtes des dieux de machines, qui font le dénoûment de la pièce, lorsque l'auteur est embarrassé. Moïse était, d'ailleurs, si peu habile, qu'il conduisit le peuple juif pendant quarante années par un chemin qu'ils auraient très-commodément fait en six semaines; il avait très-peu profité des lumières des Égyptiens, et il était, en ce sens-là, beaucoup inférieur à Romulus, et à Thésée, et à ces héros. Si Moïse était inspiré de Dieu, on ne peut le regarder que comme l'organe aveugle de la toute-puissance divine; et le conducteur des Juifs était bien inférieur au fondateur de l'empire romain, au monarque persan, et aux héros grecs qui faisaient par leur propre valeur et par leurs propres forces de plus grandes actions que l'autre n'en faisait avec l'assistance immédiate de Dieu.

J'avoue, en général, et sans prévention, qu'il faut beaucoup de génie, de courage, d'adresse et de conduite pour égaler les hommes dont nous venons de parler; mais je ne sais point si l'épithète de vertueux leur convient. La valeur et l'adresse se trouvent également chez les voleurs de grand chemin et chez

les héros; la différence qu'il y a entre eux, c'est que le conquérant est un voleur illustre, qui frappe par la grandeur de ses actions, et qui se fait respecter par sa puissance, et que le voleur ordinaire est un faquin obscur, qu'on méprise d'autant plus qu'il est abject; l'un reçoit des lauriers pour prix de ses violences, l'autre est puni du dernier supplice. Nous ne jugeons jamais des choses par leur juste valeur, une infinité de nuages nous éblouissent, nous admirons dans les uns ce que nous blâmons dans les autres, et pourvu qu'un scélérat soit illustre, il peut compter sur les suffrages de la plupart des hommes.

Quoiqu'il soit vrai, toutes les fois que l'on voudra introduire des nouveautés dans le monde, qu'il se présentera mille obstacles pour les empêcher, et qu'un prophète à la tête d'une armée fera plus de prosélytes que s'il ne combattait qu'avec des arguments *in barbara* ou *in ferio* (marque de cela que la religion chrétienne ne se soutenant que par les arguments fut faible et opprimée, et qu'elle ne s'étendit en Europe qu'après avoir répandu beaucoup de sang), il n'en est pas moins vrai que l'on a vu donner cours à des opinions et à des nouveautés avec peu de peine. Que de religions, que de sectes ont été introduites avec une facilité infinie! Il n'y a rien de plus propre que le fanatisme pour accréditer des nouveautés, et il me semble que Machiavel a parlé d'un ton trop décisif sur cette matière.

Il me reste à faire quelques réflexions sur l'exemple d'Hiéron de Syracuse, que Machiavel propose à ceux qui s'élèveront par le secours de leurs amis et de leurs troupes.

Hiéron se défit de ses amis et de ses soldats, qui l'avaient aidé à l'exécution de ses desseins; il lia de nouvelles amitiés, et il leva d'autres troupes. Je soutiens, en dépit de Machiavel et des ingrats, que la politique d'Hiéron était très-mauvaise, et qu'il y a beaucoup plus de prudence à se fier à des troupes dont on a expérimenté la valeur, et à des amis dont on a éprouvé la fidélité, qu'à des inconnus desquels l'on n'est point assuré. Je laisse au lecteur à pousser ce raisonnement plus loin; tous ceux qui abhorrent l'ingratitude, et qui sont assez heureux pour connaître l'amitié, ne resteront point à sec sur cette matière.

Je dois cependant avertir le lecteur de faire attention aux sens

différents que Machiavel assigne aux mots. Qu'on ne s'y trompe pas lorsqu'il dit: « Sans l'occasion, la vertu s'anéantit; » cela signifie chez ce scélérat que, sans des circonstances favorables, les fourbes et les téméraires ne sauraient faire usage de leurs talents; c'est le chiffre du crime qui peut uniquement expliquer les obscurités de ce méprisable auteur.

Il me semble, en général, pour conclure ce chapitre, que les seules occasions où un particulier peut sans crime songer à sa fortune, c'est lorsqu'il est né dans un royaume électif, ou lorsqu'un peuple opprimé le choisit pour son libérateur. Le comble de la gloire serait de rendre la liberté à un peuple, après l'avoir sauvé. Mais ne peignons point les hommes d'après les héros de Corneille; contentons-nous de ceux de Racine, et encore est-ce beaucoup.

CHAPITRE VII.

Il est bien difficile à un auteur de cacher le fond de son caractère : il parle trop, il s'explique sur tant de sujets, qu'il lui échappe toujours quelques traits d'imprudence et qui peignent tacitement ses mœurs.

Comparez le prince de M. de Fénelon avec celui de Machiavel : vous verrez dans l'un le caractère d'un honnête homme, de la bonté, de la justice, de l'équité, toutes les vertus, en un mot, poussées à un degré éminent; il semble que ce soit de ces intelligences pures dont on dit que la sagesse est préposée pour veiller au gouvernement du monde. Vous verrez dans l'autre la scélératesse, la fourberie, la perfidie, la trahison, et tous les crimes : c'est un monstre, en un mot, que l'enfer même aurait peine à produire. Mais s'il semble que notre nature se rapproche de celle des anges en lisant le *Télémaque* de M. de Fénelon, il paraît qu'elle s'approche des démons de l'enfer lorsqu'on lit le *Prince* de Machiavel. César Borgia, ou le duc de Valentinois, est le modèle sur lequel l'auteur forme son prince, et qu'il a l'impudence de proposer pour exemple à ceux qui s'élèvent dans le monde par le secours de leurs amis ou de leurs armes. Il est donc très-nécessaire de connaître quel était César Borgia, afin de se former une idée du héros, et de l'auteur qui le célèbre.

Il n'y a aucun crime que César Borgia n'ait commis, aucune méchanceté dont il n'ait donné l'exemple, aucune sorte d'attentats dont il n'ait été coupable. Il fit assassiner son frère et son rival de gloire dans le monde et d'amour chez sa sœur; il fit massacrer

les Suisses du pape, par vengeance contre quelques Suisses qui avaient offensé sa mère; il dépouilla une infinité de cardinaux et d'hommes riches, pour assouvir sa cupidité; il envahit la Romagne au duc d'Urbin, son possesseur, et fit mettre à mort le cruel d'Orco, son sous-tyran; il commit une affreuse trahison, à Sinigaglia, contre quelques princes dont il croyait la vie contraire à ses intérêts; il fit noyer une dame vénitienne dont il avait abusé. Mais que de cruautés ne se commirent point par ses ordres, et qui pourrait compter tout le nombre de ses crimes! Tel était l'homme que Machiavel préfère à tous les grands génies de son temps et aux héros de l'antiquité, et dont il trouve la vie et les actions dignes de servir d'exemple à ceux qu'élève la fortune.

J'ose prendre le parti de l'humanité contre celui qui veut la détruire, et je dois combattre Machiavel dans un plus grand détail, afin que ceux qui pensent comme lui ne trouvent plus de subterfuges, et qu'il ne reste aucun retranchement à leur méchanceté.

César Borgia fonda le dessein de sa grandeur sur la dissension des princes d'Italie; il résolut de les brouiller les uns avec les autres, afin de profiter de leurs dépouilles. C'est une complication de crimes affreux. Borgia ne trouvait rien d'injuste lorsque son ambition lui parlait; une chute après soi entraînait une autre chute.[a] Pour usurper sur les biens de mes voisins, il faut les affaiblir; et pour les affaiblir, il faut les brouiller: telle est la logique des scélérats.

Borgia voulait s'assurer d'un appui; il fallut donc qu'Alexandre VI accordât dispense de mariage à Louis XII, pour qu'il lui prêtât son secours. C'est ainsi que les ecclésiastiques se jouent souvent du monde, et qu'ils ne pensent qu'à leurs intérêts lorsqu'ils paraissent le plus attachés à celui des cieux. Si le mariage de Louis XII était de nature à être rompu, le pape l'aurait dû rompre, sans que la politique y eût eu part; si ce mariage n'était pas de nature à être rompu, rien n'aurait dû y déterminer le chef de l'Église et le vicaire de Jésus-Christ.

Il fallait que Borgia se fît des créatures; aussi corrompit-il la faction des Urbins par des présents et par ses libéralités. Le cor-

[a] Une chute toujours attire une autre chute. Boileau, Sat. X, v. 166.

rupteur est en quelque façon aussi criminel que le corrompu, puisqu'il joue le rôle de tentateur, et que sans cette tentation l'autre ne pourrait pas succomber. Mais ne cherchons point des crimes à Borgia, et passons-lui ses corruptions, ne fût-ce que parce qu'elles ont du moins quelque ressemblance avec les bienfaits, à cette différence près, que le corrupteur est généreux pour lui-même, et que l'homme bienfaisant ne l'est que pour les autres. Borgia voulait se défaire de quelques princes de la maison d'Urbin, de Vitellozzo, d'Oliverotto de Fermo, etc.; et Machiavel dit qu'il eut la prudence de les faire venir à Sinigaglia, où il les fit périr par trahison.

Abuser de la bonne foi des hommes, dissimuler sa méchanceté, user de ruses infâmes, trahir, se parjurer, assassiner, voilà ce que le docteur de la scélératesse appelle prudence. Je ne parle point avec lui de religion, ni de morale, mais simplement de l'intérêt; il me suffira pour le confondre. Je demande s'il y a de la prudence aux hommes de montrer comme on peut manquer de foi et comme on peut se parjurer. Si vous renversez la bonne foi et le serment, quels seront les garants que vous aurez de la fidélité des hommes? Si vous renversez les serments, par quoi voulez-vous obliger les sujets et les peuples de respecter votre domination? Si vous anéantissez la bonne foi, comment pourrez-vous avoir confiance en qui que ce soit, et comment pourrez-vous faire fond sur les promesses qu'on vous fait? Donnez-vous des exemples de trahison, il se trouvera toujours des traîtres qui vous imiteront. Donnez-vous des exemples de perfidie, combien de perfides ne vous rendront pas la pareille! Enseignez-vous l'assassinat, craignez qu'un de vos disciples ne fasse son coup d'essai sur votre propre personne, et qu'ainsi il ne vous reste que l'avantage d'avoir la prééminence dans le crime, et l'honneur d'en avoir enseigné le chemin à des monstres aussi dénaturés que vous-même. C'est ainsi que les vices se confondent, et qu'ils couvrent d'infamie ceux qui s'y adonnent, en leur devenant préjudiciables et dangereux. Jamais un prince n'aura le monopole du crime; ainsi il ne trouvera jamais d'impunité pour sa scélératesse. Le crime est comme un rocher dont une partie se détache, qui brise tout ce qu'il rencontre en son chemin, et qui enfin, par son poids,

se fracasse lui-même. Quelle abominable erreur, quel égarement de raison peut faire goûter à Machiavel des maximes aussi contraires à l'humanité qu'elles sont détestables et dépravées?

Borgia établit le cruel d'Orco gouverneur de la Romagne, pour réprimer les désordres, les vols et les assassinats qui s'y commettaient. Quelle pitoyable contradiction! Borgia devait rougir de punir en d'autres les vices qu'il tolérait en lui-même. Le plus violent des usurpateurs, le plus faux des parjures, le plus cruel des assassins et des empoisonneurs pouvait-il condamner à mort des filous et des scélérats qui copiaient le caractère de leur nouveau maître en miniature et selon leur petite capacité?

Ce roi de Pologne dont la mort vient de causer tant de troubles en Europe agissait bien plus conséquemment et plus noblement envers ses sujets saxons. Les lois de Saxe condamnaient tout paillard à avoir la tête tranchée. Je n'approfondis point l'origine de cette loi barbare, qui paraît plus convenable à la jalousie italienne qu'à la patience allemande. Un malheureux transgresseur de cette loi, à qui l'amour avait fait affronter l'usage et le supplice, ce qui n'est pas peu, passa condamnation. Auguste devait signer l'arrêt de mort; mais Auguste était sensible à l'amour et à l'humanité : il donna sa grâce au criminel, et il abrogea une loi qui le condamnait tacitement lui-même toutes les fois qu'il avait de ces sortes d'arrêts à signer. Depuis ce temps, la galanterie obtint privilége d'impunité en Saxe.

La conduite de ce roi était d'un homme sensible et humain; celle de César Borgia était d'un scélérat et d'un tyran. L'un, en père de ses peuples, avait de l'indulgence pour ces faiblesses qu'il savait être inséparables de l'humanité; l'autre, toujours rigoureux, toujours féroce, persécutait ceux de ses sujets dont il appréhendait que les vices ne fussent semblables aux siens propres; l'un pouvait soutenir la vue de ses faiblesses, et l'autre n'osait voir ses crimes. Borgia fait mettre en pièces le cruel d'Orco, qui avait si parfaitement rempli ses intentions, afin de se rendre agréable au peuple en punissant l'organe de sa barbarie et de sa cruauté. Le poids de la tyrannie ne s'appesantit jamais davantage que lorsque le tyran veut revêtir les dehors de l'innocence, et que l'oppression se fait à l'ombre des lois. Le tyran ne veut pas même

laisser au peuple la faible consolation de connaître ses injustices; pour disculper ses cruautés, il faut que d'autres en soient coupables, et que d'autres en portent la peine. Il me semble voir un assassin qui, croyant abuser le public et se faire absoudre, jetterait aux flammes l'instrument de sa fureur. C'est à quoi se peuvent attendre les ministres indignes du crime des princes : quand même ils sont récompensés dans le besoin, ils servent tôt ou tard de victimes à leurs maîtres; ce qui est en même temps une belle leçon pour ceux qui se confient légèrement à des fourbes comme César Borgia, et pour ceux qui se livrent, sans réserve et sans égard à la vertu, au service de leurs souverains. Ainsi le crime porte toujours sa punition avec soi.

Borgia, poussant la prévoyance jusqu'après la mort du pape son père, commençait par exterminer tous ceux qu'il avait dépouillés de leurs biens, afin que le nouveau pape ne s'en pût servir contre lui. Voyez la cascade du crime : pour fournir aux dépenses, il faut avoir des biens; pour en avoir, il faut en dépouiller les possesseurs; et pour en jouir avec sûreté, il faut les exterminer. Le comte de Horn, exécuté en Grève, n'aurait pas dit mieux. Il en est des mauvaises actions comme d'une horde de cerfs : lorsqu'un d'eux a franchi les toiles, les autres le suivent tous. Qu'on se garde donc bien contre les premiers pas.

Borgia, pour empoisonner quelques cardinaux, les prie à souper chez son père. Le pape et lui prennent par mégarde de ce breuvage : Alexandre VI en meurt, Borgia en réchappe, digne salaire d'empoisonneurs et d'assassins.

Voilà la prudence, la sagesse, l'habileté et les vertus que Machiavel ne saurait se lasser de louer. Le fameux évêque de Meaux, le célèbre évêque de Nîmes, l'éloquent panégyriste de Trajan, n'auraient pas mieux dit pour leurs héros que Machiavel pour César Borgia. Si l'éloge qu'il en fait n'était qu'une ode, ou une figure de rhétorique, on admirerait sa subtilité, en méprisant son choix; mais c'est tout le contraire : c'est un traité de politique qui doit passer à la postérité la plus reculée, c'est un ouvrage très-sérieux, dans lequel Machiavel est si impudent que d'accorder des louanges au monstre le plus abominable que l'enfer ait vomi sur

la terre. C'est s'exposer de sang-froid à la haine du genre humain et à l'horreur des honnêtes gens.

César Borgia aurait été parfait, selon Machiavel, s'il n'avait pas souscrit à l'élévation du cardinal de Saint-Pierre aux liens[a] au pontificat, «puisque, dit-il, chez les grands hommes les bienfaits présents n'effacent jamais les injures passées.» Je ne conçois point le grand homme à la définition qu'en fait l'auteur. Tous ceux qui pensent bien renonceraient à jamais au titre de grand, si on ne pouvait le mériter que par un esprit vindicatif, par l'ingratitude ou par la perfidie.

Les peines et les soins de César Borgia pour son agrandissement et pour son ambition furent mal récompensés, car il perdit, après la mort du pape, la Romagne et tous ses biens; il se réfugia chez le roi de Navarre en Espagne, où il périt par une de ces trahisons dont il avait tant fait d'usage pendant le cours de sa vie.

Ainsi s'évanouirent tant de desseins ambitieux et tant de projets prudemment conçus et secrètement cachés; ainsi tant de combats, de meurtres, de cruautés, de parjures et de perfidies devinrent inutiles; tant de dangers personnels, tant de situations fâcheuses, tant de cas embarrassants dont Borgia se tira avec bonheur, ne servirent de rien à sa fortune, et rendirent sa chute plus grande et plus remarquable. Telle est l'ambition : ce fantôme promet des biens qu'il n'est pas en état de donner, et qu'il ne possède pas lui-même. L'homme ambitieux est comme un second Tantale qui, dans le fleuve même où il nage, ne peut et ne pourra jamais se désaltérer.

Est-ce la gloire que cherche un ambitieux? Cela est faux; car la fausse gloire est celle après laquelle on court, et la véritable même n'est qu'une once de fumée. Les grands hommes de nos jours se perdent parmi le nombre innombrable de ceux qui ont fait des actions grandes et héroïques, comme les eaux de ces petites rivières qu'on aperçoit tant qu'elles roulent dans leur lit, mais que l'on perd de vue lorsqu'à leur embouchure elles vont se confondre parmi les flots d'un immense océan.

[a] Jules II (de la Rovère), élu pape en 1503, avait été fait, par son oncle Sixte IV, cardinal du titre de Saint-Pierre aux liens.

Est-ce donc le bonheur que cherchent les ambitieux? Ils le trouveront encore moins que la gloire : leur chemin est semé d'épines et de ronces, et ils ne rencontrent que des soins, des chagrins et des travaux sans nombre. Le véritable bonheur est aussi peu naturellement attaché à la fortune que le corps d'Hector l'était au char d'Achille. Il n'y a de bonheur pour l'homme que dans l'homme même, et ce n'est que la sagesse qui lui fait découvrir ce trésor.

CHAPITRE VIII.

On regarde en Europe les *Philippiques* de M. de La Grange[a] comme un des libelles diffamatoires les plus forts qui se soient composés, et l'on n'a pas tort. Cependant ce que j'ai à dire contre Machiavel est plus vif que ce qu'a dit M. de La Grange, car son ouvrage n'était proprement qu'une calomnie contre le régent de la France, et ce que j'ai à reprocher à Machiavel sont des vérités. Je me sers de ses propres paroles pour le confondre. Que pourrais-je dire de lui de plus atroce, sinon qu'il a donné des règles de politique pour ceux que leurs crimes élèvent à la grandeur suprême? C'est le titre de ce chapitre.

Si Machiavel enseignait le crime dans un séminaire de scélérats, s'il dogmatisait la perfidie dans une université de traîtres, il ne serait pas étonnant qu'il traitât des matières de cette nature; mais il parle à tous les hommes. Car un auteur qui se fait imprimer se communique à tout l'univers; et il s'adresse principalement à ceux d'entre les humains qui doivent être les plus vertueux, puisqu'ils sont destinés à gouverner les autres. Qu'y a-t-il donc de plus infâme, de plus insolent, que de leur enseigner la trahison, la perfidie, le meurtre et tous les crimes? Il serait plutôt à souhaiter, pour le bien de l'univers, que des exemples pareils à ceux d'Agathocles et d'Oliverotto de Fermo, que Machiavel se fait un plaisir de citer, ne se rencontrassent jamais, ou du moins que l'on pût en effacer le souvenir à perpétuité de la mémoire des hommes.

[a] Voyez t. VII, p. 53.

Rien n'est plus séduisant que le mauvais exemple. La vie d'un Agathocles ou d'un Oliverotto de Fermo sont capables de développer en un homme que son instinct porte à la scélératesse ce germe dangereux qu'il renferme en soi sans le bien connaître. Combien de jeunes gens qui se sont gâté l'esprit par la lecture des romans, qui ne voyaient et ne pensaient plus que comme Gandalin ou Médor! Il y a quelque chose d'épidémique dans la façon de penser, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, qui se communique d'un esprit à l'autre. Cet homme extraordinaire, ce roi aventurier digne de l'ancienne chevalerie, ce héros vagabond dont toutes les vertus, poussées à un certain excès, dégénéraient en vices, Charles XII, en un mot, portait depuis sa plus tendre enfance la vie d'Alexandre le Grand sur soi,[a] et bien des personnes qui ont connu particulièrement cet Alexandre du Nord assurent que c'était Quinte-Curce qui ravagea la Pologne, que Stanislas devint roi d'après Porus,[b] et que la bataille d'Arbèles occasionna la défaite de Poltawa.

Me serait-il permis de descendre d'un aussi grand exemple à de moindres? Il me semble que, lorsqu'il s'agit de l'histoire de l'esprit humain, les différences des conditions et des états disparaissant, les rois ne sont que des hommes en philosophie, et tous les hommes sont égaux; il ne s'agit que des impressions ou des modifications, en général, qu'ont produites de certaines causes extérieures sur l'esprit humain.

Toute l'Angleterre sait ce qui arriva à Londres il y a quelques années : on y représenta une assez mauvaise comédie sous le titre de *Cartouche;* le sujet de cette pièce était l'imitation de quelques tours de souplesse et de filouteries de ce célèbre voleur. Il se trouva que beaucoup de personnes s'aperçurent, au sortir de ces représentations, de la perte de leurs bagues, de leurs tabatières ou de leurs montres, et Cartouche fit si promptement des disciples, qu'ils pratiquaient ses leçons dans le parterre même; ce qui obligea la police d'interdire la trop dangereuse représentation de cette comédie. Ceci prouve assez, ce me semble, qu'on ne

[a] Voyez t. VII, p. 73.

[b] L'Auteur veut dire Abdolonyme. Voyez Quinte-Curce, livre IV, chap. 1.

saurait trop user de circonspection et de prudence en produisant des exemples, et combien il est pernicieux d'en citer de mauvais.

La première réflexion de Machiavel sur Agathocles et sur Fermo roule sur les raisons qui les soutinrent dans leurs États malgré leurs cruautés. L'auteur l'attribue à ce qu'ils avaient commis ces cruautés à propos : or, être prudemment barbare et exercer la tyrannie conséquemment signifie, selon ce politique abominable, exécuter à la fois et tout d'un coup toutes les violences et tous les crimes que l'on juge utiles à ses intérêts.

Faites assassiner ceux qui vous sont suspects, ceux dont vous vous méfiez, et ceux qui se déclarent vos ennemis, mais ne faites point traîner votre vengeance. Machiavel approuve des actions semblables aux Vêpres siciliennes, à l'affreux massacre de la Saint-Barthélemy, où des cruautés se commirent qui font rougir l'humanité. Ce monstre dénaturé ne compte pour rien l'horreur de ces crimes, pourvu qu'on les commette d'une manière qui en impose au peuple et qui effraye au moment où ils sont récents; et il en donne pour raison que les idées s'en évanouissent plus facilement chez le public que de ces cruautés successives et continuées des princes, par lesquelles ils propagent toute leur vie le souvenir de leur férocité et de leur barbarie : comme s'il n'était pas également mauvais et abominable de faire périr mille personnes en un jour, ou de les faire assassiner par intervalles. La barbarie déterminée et prompte des premiers imprime plus de frayeur et de crainte; la méchanceté plus lente, plus réfléchie des seconds inspire plus d'aversion et d'horreur. La vie de l'empereur Auguste aurait dû être citée par Machiavel, cet empereur qui monta sur le trône, tout dégouttant encore du sang de ses citoyens et souillé par la perfidie de ses proscriptions, mais qui, par les conseils de Mécène et d'Agrippa, fit succéder la douceur à tant de cruautés, et dont on dit qu'il aurait dû, ou ne jamais naître, ou ne jamais mourir. Peut-être que Machiavel a eu quelque regret de ce qu'Auguste avait mieux fini qu'il n'avait commencé, et que par là même il l'a trouvé indigne d'être placé parmi ses grands hommes.

Mais quelle abominable politique n'est pas celle de cet auteur! L'intérêt d'un seul particulier bouleversera le monde, et son ambition aura le choix des méchancetés, et le déterminera au bien

comme aux crimes; affreuse prudence des monstres qui ne connaissent qu'eux et n'aiment qu'eux dans l'univers, et qui enfreignent tous les devoirs de la justice et de l'humanité pour suivre le torrent furieux de leurs caprices et de leurs débordements!

Ce n'est pas tout que de confondre l'affreuse morale de Machiavel; il faut encore le convaincre de fausseté et de mauvaise foi.

Il est premièrement faux, comme le rapporte Machiavel qu'Agathocles ait joui en paix du fruit de ses crimes : il a été presque toujours en guerre contre les Carthaginois; il fut même obligé d'abandonner son armée en Afrique, qui massacra ses enfants après son départ; et il mourut lui-même d'un breuvage empoisonné que son petit-fils lui fit prendre. Oliverotto de Fermo périt par la perfidie de Borgia, digne salaire de ses crimes; et comme ce fut une année après son élévation, sa chute paraît si accélérée, qu'elle semble avoir prévenu par sa punition ce que lui préparait la haine publique.

L'exemple d'Oliverotto de Fermo ne devait donc point être cité par l'auteur, puisqu'il ne prouve rien. Machiavel voudrait que le crime fût heureux, et il se flatte par là d'avoir quelque bonne raison de l'accréditer, ou du moins un argument passable à produire.

Mais supposons que le crime puisse se commettre avec sécurité, et qu'un tyran puisse exercer impunément sa scélératesse : quand même il ne craindra point une mort tragique, il sera également malheureux de se voir l'opprobre du genre humain; il ne pourra point étouffer ce témoignage intérieur de sa conscience qui dépose contre lui; il ne pourra point imposer silence à cette voix puissante qui se fait entendre sur les trônes des rois comme sur les tribunaux des tyrans; il ne pourra point éviter cette funeste mélancolie qui, frappant son imagination, lui fera voir sortis de leurs tombeaux ces mânes sanglants que sa cruauté y avait fait descendre, et qui ne lui paraîtront ainsi forcer les lois de la nature que pour lui servir de bourreaux en ce monde, et venger après leur mort leur fin malheureuse et tragique.

Qu'on lise la vie d'un Denys, d'un Tibère, d'un Néron, d'un Louis XI, d'un Iwan Basiliewitsch, et l'on verra que ces monstres, également insensés et furieux, finirent de la manière du monde

la plus funeste et la plus malheureuse. L'homme cruel est d'un tempérament misanthrope et atrabilaire; si dès son jeune âge il ne combat pas cette malheureuse disposition de son corps, il ne saurait manquer de devenir aussi furieux qu'insensé. Quand même donc il n'y aurait point de justice sur la terre et point de Divinité aux cieux, il faudrait d'autant plus que les hommes fussent vertueux, puisque la vertu les unit et leur est absolument nécessaire pour leur conservation, et que le crime ne peut que les rendre infortunés et les détruire.

Machiavel manque de sentiment, de bonne foi et de raison. J'ai développé sa mauvaise morale et son infidélité dans ses citations d'exemples. Je le convaincrai à présent de contradictions grossières et manifestes. Que le plus intrépide commentateur, que le plus subtil interprète concilie ici Machiavel avec lui-même. Il dit dans ce chapitre, «Qu'Agathocles soutint sa grandeur avec un «courage héroïque; cependant on ne peut pas donner le nom de «vertu aux assassinats et aux trahisons qu'il a commis.» Et dans le chapitre septième il dit de César Borgia, «Qu'il attendit l'occasion de se défaire des Ursins, et qu'il s'en servit prudemment.» *Ibid.* «Si l'on examine, en général, toutes les actions de Borgia, il est difficile de les blâmer.» *Ibid.* «Il ne pouvait se conduire autrement qu'il a fait.» Me serait-il permis de demander à l'auteur en quoi Agathocles diffère de César Borgia? Je ne vois en eux que mêmes crimes et même méchanceté. Si l'on faisait le parallèle, on ne serait embarrassé que de décider lequel des deux fut le plus scélérat.

La vérité oblige cependant Machiavel de faire de temps en temps des aveux où il paraît faire amende honorable à la vertu. La force de l'évidence l'oblige de dire, «Qu'un prince doit se con- «duire d'une manière toujours uniforme, afin qu'en des temps «malheureux il ne se voie point obligé de relâcher quelque chose «pour faire plaisir à ses sujets, car en ce cas sa douceur extor- «quée serait sans mérite, et ses peuples ne lui en sauraient aucun «gré.» Ainsi, Machiavel, la cruauté et l'art de se faire craindre ne sont donc point les uniques ressorts de la politique, comme vous paraissez l'insinuer, et vous convenez vous-même que l'art de gagner les cœurs est le fondement le plus solide de la sûreté

d'un prince et de la fidélité de ses sujets. Je n'en demande pas davantage; cet aveu de la bouche de mon ennemi doit me suffire. C'est peu se respecter soi-même et le public que de produire et de publier un ouvrage informe, sans liaison, sans ordre, et rempli de contradictions. Le *Prince* de Machiavel, en faisant même abstraction de sa pernicieuse morale, ne peut mériter que du mépris à l'auteur, ce n'est proprement qu'un rêve où toutes sortes d'idées s'entre-heurtent et s'entre-choquent, ce sont des accès de rage d'un insensé qui a quelquefois des intervalles de bon sens.

Telle est la récompense de la scélératesse, que ceux qui suivent le crime au préjudice de la vertu, s'ils échappent même à la rigueur des lois, perdent comme Machiavel le jugement et la raison.

CHAPITRE IX.

Il n'y a point de sentiment plus inséparable de notre être que celui de la liberté; depuis l'homme le plus policé jusqu'au plus barbare, tous en sont pénétrés également; car, comme nous naissons sans chaînes, nous prétendons vivre sans contrainte, et comme nous ne voulons dépendre que de nous-mêmes, nous ne voulons point nous assujettir aux caprices des autres. C'est cet esprit d'indépendance et de fierté qui a produit tant de grands hommes dans le monde, et qui a donné lieu à ces sortes de gouvernements qu'on appelle républicains, qui, par l'appui de sages lois, soutiennent la liberté des citoyens contre tout ce qui peut l'opprimer, et qui établissent une espèce d'égalité entre les membres d'une république, ce qui les rapproche beaucoup de l'état naturel.

Machiavel donne, en ce chapitre, de bonnes et d'excellentes maximes de politique à ceux qui s'élèvent à la puissance suprême par l'assistance des chefs d'une république ou du peuple; ce qui me fournira deux réflexions, l'une pour la politique, et l'autre pour la morale.

Quoique les maximes de l'auteur soient très-convenables à ceux qui s'élèveront par la faveur de leurs concitoyens, il me semble néanmoins que les exemples de ces sortes d'élévations sont très-rares dans l'histoire. L'esprit républicain, jaloux à l'excès de sa liberté, prend ombrage de tout ce qui peut lui donner des entraves, et se révolte contre la seule idée d'un maître. On connaît dans l'Europe des peuples qui ont secoué le joug de leurs tyrans

pour jouir d'une heureuse indépendance; mais on n'en connaît point qui, de libres qu'ils étaient, se soient assujettis à un esclavage volontaire.

Plusieurs républiques sont retombées, par la suite des temps, sous le despotisme; il paraît même que ce soit un malheur inévitable, qui les attend toutes, et ce n'est qu'un effet de ces vicissitudes et de ces changements qu'éprouvent toutes les choses de ce monde. Car, comment une république résisterait-elle éternellement à toutes les causes qui minent sa liberté? Comment pourrait-elle contenir toujours l'ambition des grands qu'elle nourrit dans son sein, cette ambition qui renaît sans cesse et qui ne meurt jamais? Comment pourra-t-elle à la longue veiller sur les séductions et les sourdes pratiques de ses voisins, et sur la corruption de ses membres, tant que l'intérêt est tout-puissant chez les hommes? Comment peut-elle espérer de sortir toujours heureusement des guerres qu'elle aura à soutenir? Comment pourra-t-elle prévenir ces conjonctures fâcheuses pour la liberté, ces moments critiques et décisifs, et ces hasards qui favorisent les téméraires et les audacieux? Si ses troupes sont commandées par des chefs lâches et timides, elle deviendra la proie de ses ennemis; et si elles ont à leur tête des hommes vaillants et hardis, ils ne seront pas moins entreprenants en temps de paix qu'en temps de guerre; le défaut de leur constitution les fera donc périr tôt ou tard.

Mais si les guerres civiles sont funestes à un État monarchique, elles le sont d'autant plus à un État libre; c'est une maladie qui leur est mortelle : à leur faveur, les Sylla conservèrent la dictature à Rome, les César se rendirent les maîtres par les armes qu'on leur avait mises en les mains, et les Cromwell vinrent à bout d'escalader le trône.

Les républiques se sont presque toutes élevées de l'abîme de la tyrannie au comble de la liberté, et elles sont presque toutes retombées de cette liberté dans l'esclavage. Ces mêmes Athéniens qui, du temps de Démosthène, outrageaient Philippe de Macédoine, rampèrent devant Alexandre; ces mêmes Romains qui abhorraient la royauté après l'expulsion des rois, souffrirent patiemment, après la révolution de quelques siècles, toutes les cruautés de leurs empereurs; et ces mêmes Anglais qui mirent

à mort Charles Ier, puisqu'il empiétait sur leurs droits, plièrent la roideur de leur courage sous la puissance altière de leur protecteur. Ce ne sont donc point ces républiques qui se sont donné des maîtres par leur choix, mais des hommes entreprenants qui, aidés de quelques conjonctures favorables, les ont soumises contre leur volonté et par force.

De même que les hommes naissent, vivent un temps, et meurent par maladies ou par l'âge, de même les républiques se forment, fleurissent quelques siècles, et périssent enfin par l'audace d'un citoyen ou par les armes de leurs ennemis. Tout a son période, tous les empires et les plus grandes monarchies même n'ont qu'un temps, et il n'est rien dans l'univers qui ne soit assujetti aux lois du changement et de la destruction. Le despotisme porte le coup mortel à la liberté, et il termine tôt ou tard le sort d'une république. Les unes se soutiennent plus longtemps que les autres, selon la force de leur tempérament; elles reculent, autant qu'il dépend d'elles, le moment fatal de leur ruine, et se servent de tous les remèdes qu'indique la sagesse pour prolonger leur destinée; mais il faut céder enfin aux lois éternelles et immuables de la nature, et il faut qu'elles périssent lorsque la chaîne des événements entraîne leur perte.

Ce n'est pas, d'ailleurs, à des hommes qui savent ce que c'est d'être heureux, et qui veulent l'être, qu'on doit proposer de renoncer à la liberté.

On ne persuadera jamais à un républicain, à Caton ou à Littleton, que le gouvernement monarchique est la meilleure forme de gouvernement lorsqu'un roi a l'intention de remplir son devoir, puisque sa volonté et sa puissance rendent sa bonté efficace. J'en conviens, vous dira-t-il; mais où trouver ce phénix des princes? C'est l'homme de Platon, c'est la Vénus de Médicis qu'un sculpteur habile forma de l'assemblage de quarante beautés différentes, et qui n'exista jamais qu'en marbre. Nous savons ce que comporte l'humanité, et qu'il est peu de vertus qui résistent à la puissance illimitée de satisfaire ses désirs, et aux séductions du trône. Votre monarchie métaphysique serait un paradis sur la terre, s'il en existait une; mais le despotisme, comme il est réellement, change du plus au moins ce monde en véritable enfer.

Ma seconde réflexion regarde la morale de Machiavel. Je ne saurais m'empêcher de lui reprocher que l'intérêt, selon lui, est le nerf de toutes les actions tant bonnes que mauvaises. Il est vrai, selon l'opinion commune, que l'intérêt entre pour beaucoup dans un système despotique, la justice et la probité pour rien; mais on devrait exterminer à jamais l'affreuse politique qui ne se plie point sur les maximes d'une morale saine et épurée. Machiavel veut que tout se fasse dans le monde par intérêt, comme les jésuites veulent sauver les hommes uniquement par la crainte du diable, à l'exclusion de l'amour de Dieu. La vertu devrait être l'unique motif de nos actions, car qui dit la vertu dit la raison; ce sont des choses inséparables, et qui le seront toujours lorsqu'on voudra agir conséquemment. Soyons donc raisonnables, puisque ce n'est qu'un peu de raison qui nous distingue des bêtes, et que ce n'est que la bonté qui nous rapproche de cet être infiniment bon dont nous tenons tous notre existence.

CHAPITRE X.

Depuis le temps où Machiavel écrivait son *Prince politique*, le monde est si fort changé, qu'il n'est presque plus reconnaissable. Les arts et les sciences, qui commençaient alors à renaître de leurs cendres, se ressentaient encore de la barbarie où l'établissement du christianisme, les fréquentes invasions des Goths en Italie et une suite de guerres cruelles et sanglantes les avaient plongés. A présent, les nations ont presque toutes troqué leurs anciennes coutumes contre de nouvelles, des princes faibles sont devenus puissants, les arts se sont perfectionnés, et la face de l'Europe est entièrement différente de ce qu'elle était au siècle de Machiavel.

Si un philosophe de ces temps reculés revenait au monde, il se trouverait très-idiot et très-ignorant : il n'entendrait pas même jusqu'au jargon de la nouvelle philosophie; il trouverait des cieux et une terre nouvelle; au lieu de cette inaction, au lieu de cette quiétude qu'il supposait à notre globe, il verrait le monde et tous les astres asservis aux lois du mouvement projectile et de l'attraction, qui, dans des ellipses différentes, tournent autour du soleil, qui lui-même a un mouvement spiral sur son axe; à la place des grands mots bizarres dont l'orgueilleuse emphase enveloppait de son obscurité le non-sens de ses pensées, et qui cachaient sa superbe ignorance, on lui apprendrait à connaître la vérité et l'évidence simplement et clairement; et pour son misérable roman de physique on lui donnerait des expériences admirables, certaines et étonnantes.

Si quelque habile capitaine de Louis XII reparaissait de nos jours, il serait entièrement désorienté : il verrait qu'on fait la guerre avec des armées innombrables, que l'on ne peut souvent pas même faire subsister en campagne à cause de leur nombre, mais que les princes entretiennent pendant la paix comme dans la guerre; au lieu que de son temps, pour frapper les grands coups et pour exécuter les grandes entreprises, une poignée de monde suffisait, qui étaient congédiés dès lors que la guerre était finie. Au lieu de ces vêtements de fer, de ces lances, de ces mousquets, dont il connaissait l'usage, il trouverait des habits d'ordonnance, des fusils et des baïonnettes, des méthodes nouvelles pour faire la guerre, une infinité d'inventions meurtrières pour l'attaque et la défense des places, et l'art de faire subsister des troupes tout aussi nécessaire à présent que le pouvait être autrefois celui de battre l'ennemi.

Mais que ne dirait pas Machiavel lui-même, s'il pouvait voir la nouvelle forme du corps politique de l'Europe, tant de grands princes qui figurent à présent dans le monde, qui n'y étaient pour rien alors, la puissance des rois solidement établie, la manière de négocier des souverains, ces espions privilégiés entretenus mutuellement dans toutes les cours, et cette balance qu'établit en Europe l'alliance de quelques princes considérables pour s'opposer aux ambitieux, qui subsiste par sagesse, qui entretient l'égalité, et qui n'a pour but que le repos du monde!

Toutes ces choses ont produit un changement si général et si universel, qu'elles rendent la plupart des maximes de Machiavel inapplicables à notre politique moderne, et d'aucun usage. C'est ce que fait voir principalement ce chapitre. Je dois en rapporter quelques exemples.

Machiavel suppose, «Qu'un prince dont le pays est étendu, «qui avec cela a beaucoup d'argent et de troupes, peut se soutenir «par ses propres forces, sans l'assistance d'aucun allié, contre les «attaques de ses ennemis.»

C'est ce que j'ose très-modestement contredire; je dis même plus, et j'avance qu'un prince, quelque redoutable qu'il soit, ne saurait lui seul résister à des ennemis puissants, et qu'il lui faut nécessairement le secours de quelque allié. Si le plus grand, le

plus formidable, le plus puissant prince de l'Europe, si Louis XIV fut sur le point de succomber dans la guerre de la succession d'Espagne, et que, faute d'alliances, il ne put presque plus résister à la ligue redoutable d'une infinité de rois et de princes, qui pensa l'accabler, à plus forte raison tout souverain qui lui est inférieur ne peut-il, sans hasarder beaucoup, demeurer isolé et sans avoir de bonnes et de fortes alliances.

On dit, et cela se répète sans beaucoup de réflexion, que les traités sont inutiles, puisqu'on n'en remplit presque jamais tous les points, et qu'on est moins scrupuleux là-dessus dans notre siècle qu'en tout autre. Je réponds à ceux qui pensent ainsi, que je ne doute nullement qu'ils ne trouvent des exemples anciens et même très-récents de princes qui n'ont point rempli exactement leurs engagements; mais cependant qu'il est toujours très-avantageux de faire des traités, que les alliés que vous vous faites seront, si ce n'est autre chose, autant d'ennemis que vous aurez de moins, et que, s'ils ne vous sont d'aucun secours, vous les réduisez toujours certainement à observer une exacte neutralité.

Machiavel parle ensuite des *principini,* de ces souverains en miniature qui, n'ayant que de petits États, ne peuvent point mettre d'armée en campagne; et l'auteur appuie beaucoup sur ce qu'ils doivent fortifier leur capitale, afin de s'y enfermer avec leurs troupes en cas de guerre.

Les princes dont parle Machiavel ne sont proprement que des hermaphrodites de souverains et de particuliers; ils ne jouent le rôle de grands seigneurs qu'avec leurs domestiques. Ce qu'on pourrait leur conseiller de meilleur serait, ce me semble, de diminuer en quelque chose l'opinion infinie qu'ils ont de leur grandeur, de la vénération extrême qu'ils ont pour leur ancienne et illustre race, et du zèle inviolable qu'ils ont pour leurs armoiries. Les personnes sensées disent qu'ils feraient mieux de ne figurer dans le monde que comme des particuliers qui sont bien à leur aise, de quitter une bonne fois les échasses sur lesquelles leur orgueil les monte, de n'entretenir tout au plus qu'une garde suffisante pour chasser les voleurs de leurs châteaux, en cas qu'il y en eût d'assez affamés pour y chercher subsistance, et de raser les

remparts, les murailles et tout ce qui peut donner l'air d'une place forte à leur résidence.

En voici les raisons : la plupart des petits princes, et nommément ceux d'Allemagne, se ruinent par la dépense, excessive à proportion de leurs revenus, que leur fait faire l'ivresse de leur vaine grandeur; ils s'abîment pour soutenir l'honneur de leur maison, et ils prennent par vanité le chemin de la misère et de l'hôpital; il n'y a pas jusqu'au cadet du cadet d'une ligne apanagée qui ne s'imagine d'être quelque chose de semblable à Louis XIV: il bâtit son Versailles, il baise sa Maintenon, et il entretient ses armées.

Il y a actuellement un certain prince d'Allemagne apanagé d'une grande maison[a] qui, par un raffinement de grandeur, entretient exactement à son service tous les corps de troupes qui composent la maison du Roi, mais cela si fort en diminutif, qu'il faut un microscope pour apercevoir chacun de ces corps en particulier; son armée serait peut-être assez forte pour représenter une bataille sur le théâtre de Vérone; mais passé cela, ne lui en demandez pas davantage.

J'ai dit, en second lieu, que les petits princes faisaient mal de fortifier leur résidence, et la raison en est toute simple : ils ne sont pas dans le cas de pouvoir être assiégés par leurs semblables, puisque des voisins plus puissants qu'eux se mêlent d'abord de leurs démêlés, et leur offrent une médiation qu'il ne dépend pas d'eux de refuser; ainsi, au lieu de sang répandu, deux coups de plume terminent leurs petites querelles.

A quoi leur serviraient donc leurs forteresses? Quand même elles seraient en état de soutenir un siége de la longueur de celui de Troie contre leurs petits ennemis, elles n'en soutiendraient pas un comme celui de Jéricho devant les armées d'un roi ou d'un monarque puissant. Si, d'ailleurs, de grandes guerres se font dans leur voisinage, il ne dépend pas d'eux de rester neutres, ou ils sont totalement ruinés; et s'ils embrassent le parti d'une des puissances belliqueuses, leur capitale devient la place de guerre de ce prince.

Victor-Amédée, infiniment supérieur par sa puissance à

[a] Voyez ci-dessus, p. 95.

l'ordre des princes desquels nous venons de parler, éprouva dans toutes les guerres d'Italie un sort très-fâcheux pour ses forteresses; Turin éprouva même comme un flux et reflux de domination tantôt française et tantôt impériale.

L'avantage des villes ouvertes est qu'en temps de guerre personne ne s'en embarrasse, qu'on les regarde comme inutiles, et qu'ainsi on en laisse tranquillement la possession à ceux à qui elles appartiennent.

L'idée que Machiavel nous donne des villes impériales d'Allemagne est toute différente de ce qu'elles sont à présent; un pétard suffirait, et au défaut de celui-là un mandement de l'Empereur, pour le rendre maître de ces villes. Elles sont toutes mal fortifiées, la plupart avec d'anciennes murailles flanquées en quelques endroits par de grosses tours, et entourées par des fossés que des terres écroulées ont presque entièrement refermés. Elles ont peu de troupes, et celles qu'elles entretiennent sont mal disciplinées; leurs officiers sont, ou le rebut de l'Allemagne, ou de vieilles gens qui ne sont plus en état de servir. Quelques-unes de ces villes impériales ont une assez bonne artillerie; mais cela ne suffirait point pour s'opposer à l'Empereur, qui a coutume de leur faire sentir assez souvent leur infériorité.

En un mot, faire la guerre, livrer des batailles, attaquer ou défendre des forteresses, est uniquement l'affaire des grands princes; et ceux qui veulent les imiter sans en avoir la puissance donnent dans le ridicule de Domitien,[a] qui contrefaisait le bruit du tonnerre, et pensait persuader par là au peuple romain qu'il était Jupiter.

[a] L'Auteur veut parler de Salmonée, roi d'Élide.

CHAPITRE XI.

J'ai toujours trouvé fort étrange que ceux qui se disent les successeurs des apôtres, j'entends de quelques gueux, prêcheurs d'humilité et de repentance, possédassent de grands biens, raffinassent sur le luxe, et remplissent des postes plus propres à satisfaire la vanité du siècle et l'ostentation des grands qu'à occuper des hommes qui doivent méditer sur le néant de la vie humaine et sur l'œuvre de leur salut. On trouve cependant que le clergé de l'Église romaine est puissamment riche, que des évêques occupent le rang de princes souverains, et que la puissance temporelle et spirituelle du premier évêque des chrétiens le rend en quelque façon l'arbitre des rois et la quatrième personne de la Divinité.

Les ecclésiastiques ou les théologiens distinguent plus scrupuleusement que tout autre les attributs de l'âme de ceux du corps; mais c'est sur le sujet de leur ambition qu'on devrait rétorquer leurs arguments. Vous, pourrait-on leur dire, dont la vocation renferme les devoirs de votre ministère au spirituel, comment l'avez-vous si grossièrement confondu avec le temporel? Vous qui employez si subtilement le *distinguo* lorsqu'il s'agit de l'esprit, que vous ne connaissez point, et de la matière, que vous connaissez très-peu, d'où vient que vous rejetez ces distinctions lorsqu'il s'agit de vos intérêts? C'est que ces messieurs s'embarrassent peu du jargon inintelligible qu'ils parlent, et beaucoup des gros revenus qu'ils tirent. C'est que leur façon de raisonner doit être conforme à l'orthodoxie, comme leur façon d'agir aux passions dont

ils sont animés, et que les objets palpables de la nature l'emportent autant sur l'intellectuel que le bonheur réel de cette vie sur le bonheur idéal de l'autre monde.

Cette puissance étonnante des ecclésiastiques fait le sujet de ce chapitre, de même que tout ce qui regarde leur gouvernement temporel.

Machiavel trouve que les princes ecclésiastiques sont fort heureux, puisqu'ils n'ont à craindre ni la mutinerie de leurs sujets ni l'ambition de leurs voisins : le nom respectable et imposant de la Divinité les met à l'abri de tout ce qui pourrait s'opposer à leur intérêt et à leur grandeur; les princes qui les attaqueraient craignent le sort des Titans, et les peuples qui leur désobéiraient redoutent le destin des sacriléges. La pieuse politique de cette espèce de souverains s'applique à persuader au monde ce que Despréaux exprime si bien dans ce vers :

Qui n'aime pas Cotin n'aime Dieu ni le Roi. [a]

Ce qu'il y a d'étrange, c'est que ces princes trouvent assez de dupes dont la crédulité se repose sur leur bonne foi, et qui adhèrent sans autre examen à ce que les ecclésiastiques jugent à propos de leur faire croire.

Il est certain cependant qu'aucun pays ne fourmille plus de mendiants que ceux des prêtres; c'est là qu'on peut voir un tableau touchant de toutes les misères humaines, non pas de ces pauvres que la libéralité et les aumônes des souverains y attirent, de ces insectes qui s'attachent aux riches et qui rampent à la suite de l'opulence, mais de ces gueux faméliques que la charité de leurs évêques prive du nécessaire, pour prévenir la corruption et les abus que le peuple a coutume de faire de la superfluité.

Ce sont sans doute les lois de Sparte, où l'argent était défendu, sur lesquelles se fondent les principes de ces gouvernements ecclésiastiques, à la différence près que les prélats se réservent l'usage des biens dont ils dépouillent très-dévotement leurs sujets. Heureux, disent-ils, sont les pauvres, car ils héri-

[a] L'Auteur, croyant citer un vers de Boileau, ne fait que rappeler en gros le sens des vers 305 et 306 de la IX[e] satire de ce poëte :

Qui méprise Cotin n'estime point son roi,
Et n'a, selon Cotin, ni Dieu, ni foi, ni loi.

teront du royaume des cieux! Et comme ils veulent que tout le monde se sauve, ils ont soin de rendre tout le monde indigent. O piété ecclésiastique, jusqu'où ne s'étend point votre sage prévoyance!

Rien ne devrait être plus édifiant que l'histoire des chefs de l'Église, ou des vicaires de Jésus-Christ; on se persuade d'y trouver les exemples de mœurs irréprochables et saintes; cependant c'est tout le contraire : ce ne sont que des obscénités, des abominations et des sources de scandale; et l'on ne saurait lire la vie des papes sans détester leurs cruautés et leurs perfidies.

On y voit en gros leur ambition à augmenter leur puissance temporelle et leur grandeur, leur avarice sordide à faire passer de grands biens, sous des prétextes injustes et malhonnêtes, dans leurs familles, pour enrichir leurs neveux, leurs maîtresses ou leurs bâtards.

Ceux qui réfléchissent peu trouvent singulier que les peuples souffrent avec tant de docilité et de patience l'oppression de cette espèce de souverains, qu'ils n'ouvrent point les yeux sur les vices et les excès des ecclésiastiques qui les dégradent, et qu'ils endurent d'un front tondu ce qu'ils ne souffriraient point d'un front couronné de lauriers. Ce phénomène paraît moins étrange à ceux qui connaissent le pouvoir de la superstition sur les idiots, et du fanatisme sur l'esprit humain; ils savent que la religion est une ancienne machine qui ne s'usera jamais, dont on s'est servi de tout temps pour s'assurer de la fidélité des peuples et pour mettre un frein à l'indocilité de la raison humaine; ils savent que l'erreur peut aveugler les hommes les plus pénétrants, et qu'il n'y a rien de plus triomphant que la politique de ceux qui mettent le ciel et l'enfer, Dieu et les démons en œuvre pour parvenir à leurs desseins. Tant il est vrai que la vraie religion même, cette source la plus pure de tous nos biens, devient souvent, par un trop déplorable abus, l'origine et le principe de tous nos maux.

L'auteur remarque très-judicieusement ce qui contribua le plus à l'élévation du saint-siége. Il en attribue la raison principale à l'habile conduite d'Alexandre VI, de ce pontife qui poussait sa cruauté et son ambition à un excès énorme, et qui ne connaissait de justice que la perfidie. On ne saurait donc confondre sans une

espèce de blasphème l'édifice de l'ambition de ce pontife avec l'ouvrage de la Divinité. Le ciel ne pouvait donc point avoir de part immédiate à l'élévation de cette grandeur temporelle, et ce n'est que l'ouvrage d'un homme très-méchant et très-dépravé; on ne saurait ainsi mieux faire que de distinguer toujours soigneusement dans les ecclésiastiques, quelque rang qu'ils occupent, le maquignon de la parole de Dieu, en tant qu'ils annoncent les ordres divins, de l'homme corrompu, en tant qu'ils ne pensent qu'à satisfaire leurs passions.

L'éloge de Léon X fait la conclusion de ce chapitre; mais cet éloge n'a guère de poids, puisque Machiavel était le contemporain de ce pape. Toute louange d'un sujet à l'égard de son maître, ou d'un auteur à un prince, paraît, quoi qu'on en dise, s'approcher beaucoup de la flatterie. Notre sort, tant que nous sommes, ne doit être décidé que par la postérité, qui juge sans passions et sans intérêt. Machiavel devait moins tomber dans le défaut de la flatterie que tout autre, car il n'était pas juge compétent du vrai mérite, ne connaissant pas même ce que c'est que la vertu; et je ne sais s'il aurait été plus avantageux d'être loué ou d'être blâmé par lui. J'abandonne cette question au lecteur; c'est à lui d'en juger.

CHAPITRE XII.

Tout est varié dans l'univers : la fécondité de la nature se plaît à se manifester par des productions qui, dans un même genre, sont cependant différentes les unes des autres; cela se voit non seulement dans les plantes, dans les animaux, dans les paysages, dans les traits, le coloris, la figure et la constitution des hommes, mais cette opération de la nature est si universelle, si générale, qu'elle s'étend jusqu'au tempérament des empires et des monarchies, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi. J'entends, en général, par le tempérament d'un empire son étendue, le nombre des peuples qui l'habitent, sa situation à l'égard de ses voisins et de son commerce, ses coutumes, ses lois, son fort, son faible, ses richesses et ses ressources.

Cette différence de gouvernement est très-sensible, et elle est infinie lorsqu'on veut descendre jusque dans les détails. De même que les médecins ne possèdent aucun secret, aucune panacée pour guérir toutes les maladies, ni aucun remède qui convienne à toutes les complexions, de même les politiques les plus experts et les plus habiles ne sauraient-ils prescrire des règles générales de politique dont l'application soit à l'usage de toutes les formes de gouvernement et de chaque pays en particulier.

Cette réflexion me conduit naturellement à examiner le sentiment de Machiavel sur les troupes étrangères et mercenaires. L'auteur en rejette entièrement l'usage, s'appuyant sur des exemples par lesquels il prétend prouver que ces troupes ont été plus préjudiciables aux États qui s'en sont servis qu'elles ne leur ont été de quelque secours.

Il est sûr, et l'expérience a fait voir, en général, que les meilleures trôupes d'un État quelconque sont les nationales. On pourrait appuyer ce sentiment par les exemples de la valeureuse résistance de Léonidas aux Thermopyles, par l'infériorité que les Lacédémoniens eurent sous les autres Grecs lorsque c'étaient leurs esclaves qui combattaient pour eux, et par les progrès étonnants de l'empire romain lorsque ses légions n'étaient composées que de citoyens de Rome. Ce furent les nations, et non pas les étrangers, qui soumirent le monde entier à la domination de cette superbe et fière république. Cette maxime de Machiavel peut donc convenir à tous les peuples assez riches d'habitants pour qu'ils puissent fournir un nombre suffisant de soldats pour leur défense. Je suis persuadé, comme l'auteur, qu'un empire est mal servi par des mercenaires, et que la fidélité et le courage de soldats possessionnés dans le pays les surpasse de beaucoup. Il est principalement dangereux de laisser languir dans l'inaction et de laisser efféminer ses sujets par la mollesse, dans les temps que les fatigues de la guerre et les combats aguerrissent ses voisins.

On a remarqué plus d'une fois que les États qui sortaient des guerres civiles ont été infiniment supérieurs à leurs ennemis, puisque tout est soldat dans une guerre civile, que le mérite s'y distingue indépendamment de la faveur, et que les hommes sont des animaux de coutume, chez qui l'habitude décide de tout.

Cependant il y a des cas qui semblent demander exemption de cette règle. Si des royaumes ou des empires ne produisent pas une aussi grande multitude d'hommes qu'il en faut pour les armées et qu'en consume la guerre, la nécessité oblige de recourir aux mercenaires, comme à l'unique moyen de suppléer au défaut de l'État.

On trouve alors des expédients qui lèvent la plupart des difficultés, et, ce que Machiavel trouve de vicieux dans cette espèce de milice, on la mêle soigneusement avec les nationaux, pour les empêcher de faire bande à part, pour les habituer au même ordre, à la même discipline et à la même fidélité; et l'on porte sa principale attention sur ce que le nombre d'étrangers n'excède point le nombre des nationaux.

Il y a un roi du Nord dont l'armée est composée de cette sorte

de mixtes,[a] et qui n'en est pas moins puissant et formidable. La plupart des troupes européennes sont composées de nationaux et de mercenaires; ceux qui cultivent les terres, ceux qui habitent les villes, moyennant une certaine taxe qu'ils payent pour l'entretien des troupes qui doivent les défendre, ne vont plus à la guerre. Les soldats ne sont composés que de la plus vile partie du peuple, de fainéants qui aiment mieux l'oisiveté que le travail, de débauchés qui cherchent la licence et l'impunité dans les troupes, de ceux qui manquent de docilité et d'obéissance envers leurs parents, de jeunes écervelés qui s'enrôlent par libertinage, et qui, ne servant que par légèreté, ont aussi peu d'inclination et d'attachement pour leur maître que les étrangers. Que ces troupes sont différentes de ces Romains qui conquirent le monde! Ces désertions si fréquentes de nos jours dans toutes les armées étaient quelque chose d'inconnu chez les Romains; ces hommes qui combattaient pour leurs familles, pour leurs pénates, pour la bourgeoisie romaine, et pour tout ce qu'ils avaient de plus cher dans cette vie, ne pensaient pas à trahir tant d'intérêts à la fois par une lâche désertion.

Ce qui fait la sûreté des grands princes de l'Europe, c'est que leurs troupes sont à peu près toutes semblables, et qu'ils n'ont, de ce côté-là, aucuns avantages les uns sur les autres. Il n'y a que les troupes suédoises qui soient bourgeois, paysans et soldats en même temps;[b] mais lorsqu'ils vont à la guerre, personne ne reste dans l'intérieur du pays pour labourer la terre. Ainsi leur puissance n'est aucunement formidable, puisqu'ils ne peuvent rien à la durée sans se ruiner eux-mêmes plus que leurs ennemis.

Voilà pour les mercenaires. Quant à la manière dont un grand prince doit faire la guerre, je me range entièrement du sentiment de Machiavel. Effectivement, qu'est-ce qui ne doit point engager un grand prince à prendre sur lui la conduite de ses troupes et à présider dans son armée comme dans sa résidence! Son intérêt, son devoir, sa gloire, tout l'y engage. Comme il est chef de la justice distributive, il est également le protecteur et le défenseur de ses peuples; et il doit regarder la défense de ses sujets comme

[a] Voyez t. II, p. 1 et 2.
[b] Voyez t. II, p. 19.

un des objets les plus importants de son ministère, et qu'il ne doit, par cette raison, confier qu'à lui-même. Son intérêt semble requérir nécessairement qu'il se trouve en personne à son armée, puisque tous les ordres émanent de sa personne, et qu'alors le conseil et l'exécution se suivent avec une rapidité extrême. La présence auguste du prince met fin, d'ailleurs, à la mésintelligence des généraux, si funeste aux armées et si préjudiciable aux intérêts du maître; elle met plus d'ordre pour ce qui regarde les magasins, les munitions et les provisions de guerre, sans lesquelles un César, à la tête de cent mille combattants, ne fera jamais rien de grand ni d'héroïque; et comme c'est le prince qui fait livrer les batailles, il semble que ce serait aussi à lui d'en diriger l'exécution et de communiquer par sa présence l'esprit de valeur et d'assurance à ses troupes; c'est à lui de montrer comme la victoire est inséparable de ses desseins, et comme la fortune est enchaînée par sa prudence, et de leur donner un illustre exemple comme il faut mépriser les périls, les dangers et la mort même, lorsque c'est le devoir, l'honneur et une réputation immortelle qui le demandent.

Quelle gloire n'est point attachée à l'habileté, à la sagesse et à la valeur d'un prince, lorsqu'il garantit ses États de l'incursion des ennemis, qu'il triomphe par son courage et sa dextérité des entreprises violentes de ses adversaires, et qu'il soutient par sa fermeté, par sa prudence et par ses vertus militaires les droits qu'on veut lui contester par injustice et par usurpation!

Toutes ces raisons réunies doivent, ce me semble, obliger les princes à se charger eux-mêmes de la conduite de leurs troupes et à partager avec leurs sujets tous les périls et les dangers où ils les exposent.

Mais, dira-t-on, tout le monde n'est pas né soldat, et beaucoup de princes n'ont ni l'esprit ni l'expérience nécessaire pour commander une armée. Cela est vrai, je l'avoue; cependant cette objection ne doit pas m'embarrasser beaucoup; car il se trouve toujours des généraux entendus dans une armée, et le prince n'a qu'à suivre leurs conseils; la guerre s'en fera toujours mieux que lorsque le général est sous la tutelle du ministère, qui, n'étant point à l'armée, est hors de portée de juger des choses, et qui

met souvent le plus habile général hors d'état de donner des marques de sa capacité.

Je finirai ce chapitre après avoir relevé une phrase de Machiavel qui m'a paru très-singulière. «Les Vénitiens, dit-il, se défiant «du duc de Carmagnole, qui commandait leurs troupes, furent «obligés de le faire sortir de ce monde.»

Je n'entends point, je l'avoue, ce que c'est que d'être obligé de faire sortir quelqu'un de ce monde, à moins que ce ne soit le trahir, l'empoisonner, l'assassiner, en un mot, le faire mettre à mort. C'est ainsi que ce docteur de la scélératesse croit rendre les actions les plus noires et les plus coupables innocentes, en adoucissant les termes.

Les Grecs avaient coutume de se servir de périphrases lorsqu'ils parlaient de la mort, puisqu'ils ne pouvaient pas soutenir sans une secrète horreur tout ce que le trépas a d'épouvantable; et Machiavel périphrase les crimes, puisque son cœur, révolté contre son esprit, ne saurait digérer toute crue l'exécrable morale qu'il enseigne.

Quelle triste situation lorsqu'on rougit de se montrer à d'autres tel que l'on est, et lorsque l'on fuit le moment de s'examiner soi-même!

CHAPITRE XIII.

De tous les philosophes de l'antiquité, les plus sages, les plus judicieux, les plus modestes étaient sans contredit ceux de la nouvelle Académie; circonspects dans leurs décisions, ils ne se précipitaient jamais de nier ou d'affirmer une chose, et ils ne laissaient entraîner leurs suffrages ni par l'erreur de la présomption, ni par la fougue de leur tempérament.

Il aurait été à souhaiter que Machiavel eût profité de la modération de ces philosophes, et qu'il ne se fût pas abandonné aux saillies impétueuses de son imagination, qui l'ont si souvent égaré du chemin de la raison et du bon sens.

Machiavel pousse l'hyperbole à un point extrême en soutenant qu'un prince prudent aimerait mieux périr avec ses propres troupes que de vaincre avec des secours étrangers. Il n'est pas possible de pousser l'extravagance plus loin, et je soutiens que depuis que le monde est monde, il ne s'est pas dit de plus grande absurdité, si ce n'est que le *Prince* de Machiavel est un bon livre.

Une proposition aussi hasardée que l'est celle de l'auteur ne peut lui attirer que du blâme; elle est aussi peu conforme à la politique qu'à l'expérience. Quel est le souverain qui ne préférerait pas la conservation de ses États à leur ruine, indépendamment des moyens et des personnes à qui il en pourrait être redevable?

Je pense qu'un homme en danger de se noyer ne prêterait pas l'oreille aux discours de ceux qui lui diraient qu'il serait indigne de lui de devoir la vie à d'autres qu'à lui-même, et qu'ainsi il devrait plutôt périr que d'embrasser la corde ou le bâton que

d'autres lui tendent pour le sauver. L'expérience nous fait voir que le premier soin des hommes est celui de leur conservation, et le second, celui de leur bien-être; ce qui détruit entièrement le paralogisme emphatique de l'auteur.

En approfondissant cette maxime de Machiavel, on trouve que ce n'est qu'une jalousie travestie que cet infâme corrupteur s'efforce d'inspirer aux princes; c'est cependant la jalousie des princes envers leurs généraux ou envers des auxiliaires qui venaient à leur secours et qu'ils ne voulaient pas attendre, crainte de partager leur gloire, qui de tout temps fut très-préjudiciable à leurs intérêts. Une infinité de batailles ont été perdues par cette raison, et de petites jalousies ont souvent plus fait de tort aux princes que le nombre supérieur et les avantages de leurs ennemis.

L'envie est un des vices les plus nuisibles à la société, et il est de tout une autre conséquence lorsqu'il se trouve chez les princes que chez les particuliers. Un État où gouverne un prince envieux de ses sujets ne fournira que des citoyens timides, au lieu d'hommes habiles et capables de faire de grandes actions. Les princes envieux étouffent comme dans leur germe ces génies que le ciel paraît avoir formés pour d'illustres entreprises; de là la décadence des empires et enfin leur chute totale. L'empire d'Orient devait autant sa perte à la jalousie que les empereurs témoignaient des heureux succès de leurs généraux qu'à la pédanterie religieuse des derniers princes qui y régnèrent; au lieu de récompenser les habiles généraux, on les punissait de leurs succès, et les capitaines peu expérimentés accéléraient la ruine de l'État. Cet empire ne pouvait donc manquer de périr.

Le premier sentiment qu'un prince doit avoir est l'amour de la patrie, et l'unique volonté qui lui convienne est d'opérer quelque chose d'utile et de grand pour le bien de l'État. C'est à quoi il doit sacrifier son amour-propre et toutes ses passions, et profiter de tous les avis, de tous les secours et de tous les grands hommes qu'il trouve, en un mot, de tout ce qui est capable de contribuer à l'exécution de ses bonnes intentions pour le bonheur de ses sujets.

Les puissances qui peuvent se passer de troupes mixtes ou d'auxiliaires font bien de les exclure de leurs armées; mais comme peu de princes de l'Europe sont dans une pareille situation, je

crois qu'ils ne risquent rien avec les auxiliaires, tant que le nombre des nationaux leur est supérieur.

Machiavel n'écrivait que pour de petits princes. Son ouvrage n'est composé que de concetti politiques; il n'y a presque pas un endroit où l'auteur n'ait l'expérience contre lui. Je pourrais alléguer une infinité d'exemples d'armées composées d'auxiliaires, qui ont été heureuses, et de princes qui se sont bien trouvés de leurs services.

Ces guerres de Brabant, du Rhin et d'Italie, où l'Empereur, réuni avec l'Empire, l'Angleterre et la Hollande, gagnait des batailles sur les Français, les chassait d'Allemagne et d'Italie, et les matait en Flandre, ces guerres ne se firent qu'avec des auxiliaires. L'entreprise par laquelle trois rois du Nord dépouillèrent Charles XII d'une partie de ses États d'Allemagne s'exécuta pareillement avec des troupes de différents maîtres réunis par des alliances; et dans la guerre de l'année 1734, que la France commença [a] sous le prétexte de soutenir les droits de ce roi de Pologne toujours élu et toujours détrôné, les Français joints aux Savoyards firent la conquête du Milanais et de la plus grande partie de la Lombardie.

Que reste-t-il à Machiavel après tant d'exemples, et à quoi se réduit l'allégorie, tout ingénieuse qu'elle est, des armes de Saül, que David refusa à cause de leur pesanteur, lorsqu'il devait combattre Goliath? [b] Ce n'est que de la crême fouettée. J'avoue que les auxiliaires incommodent quelquefois les princes; mais je demande si l'on ne s'incommode pas volontiers, lorsqu'on y gagne des villes et des provinces.

A l'occasion de ces auxiliaires, Machiavel jette son venin sur les Suisses qui sont au service de France; je dois dire un petit mot sur le sujet de ces braves troupes, car il est indubitable que les Français ont gagné plus d'une bataille par leur secours, qu'ils ont rendu des services signalés à cet empire; et que si la France congédiait les Suisses et les Allemands qui servent dans son infanterie, ses armées seraient beaucoup moins redoutables qu'elles ne le sont à présent.

[a] Voyez t. I, p. 164 et 165.

[b] *I Samuel,* XVII, v. 38 et 39.

Voilà pour les erreurs de jugement; voyons à présent celles de morale. Les mauvais exemples que Machiavel propose aux princes sont de ces méchancetés qu'on ne saurait lui passer. Il allègue en ce chapitre Hiéron de Syracuse, qui, considérant que ses troupes étaient également dangereuses à garder ou à congédier, les fit toutes tailler en pièces. Des faits pareils révoltent lorsqu'on les trouve dans l'histoire; mais on se sent indigné de les voir rapportés dans un livre qui doit être pour l'instruction des princes.

La cruauté et la barbarie sont souvent fatales aux particuliers, ainsi ils en ont horreur pour la plupart; mais les princes, que la Providence a placés si loin des destinées vulgaires, en ont d'autant moins d'aversion, qu'ils ne les ont pas à craindre. Ce serait donc à tous ceux qui doivent gouverner les hommes que l'on devrait inculquer le plus d'éloignement pour tous les abus qu'ils peuvent faire d'une puissance illimitée.

Ce même Machiavel qui dit dans ce chapitre, « Qu'il n'y a « rien de si fragile que le crédit et la réputation de ceux qui en « ont, lorsqu'elle n'est pas fondée sur leur propre vertu, » éprouve aujourd'hui que la fragilité de sa réputation s'est évanouie, et que, si son esprit le fit estimer pendant sa vie, sa méchanceté le fait détester après sa mort. Tant il est vrai que l'on ne peut éblouir que pour un temps les yeux du public; ce public, bon appréciateur de réputations, quand même il fait grâce en un temps, il ne le fait pas toujours, et il juge aussi sévèrement les hommes après leur mort, quelque rang qu'ils aient occupé, que, dit-on, étaient jugés les anciens rois d'Égypte après leur mort.

Il n'y a donc qu'un moyen sûr et infaillible de conserver une bonne réputation dans le monde : c'est d'être effectivement tel qu'on veut le paraître aux yeux du public.

CHAPITRE XIV

Il y a une espèce de pédanterie commune à tous les métiers, qui ne vient que de l'excès et de l'intempérance de ceux qui s'y livrent; elle fait extravaguer, et donne du ridicule à ceux qui en sont affectés.

On regarde avec des yeux d'indulgence ces portefaix de la république des lettres qui s'enterrent dans la docte poussière de l'antiquité pour le progrès des sciences, qui du fond de ces ténèbres répandent, pour ainsi dire, leur lumière sur le genre humain, et qui vivent avec les morts et les auteurs de l'antiquité, qu'ils connaissent beaucoup, pour l'utilité des vivants et des gens de leur siècle, qu'ils connaissent très-peu.

Cette pédanterie, qu'on excuse en quelque manière chez les savants du premier ordre, en ce que leur profession les empêche de se répandre dans le siècle et parmi un monde qui pourrait les civiliser, cette pédanterie est entièrement insupportable chez des hommes de guerre, et cela par la raison des contraires.

Un soldat est pédant lorsqu'il s'attache trop à la minutie, ou lorsqu'il est fanfaron et qu'il donne dans le don-quichottisme. Ces défauts le rendent autant ridicule en sa profession que la poudre du cabinet et les manières du pays latin peuvent le rendre un savant.

L'enthousiasme de Machiavel expose son prince à ce ridicule: il exagère si fort la matière, qu'il veut que son prince ne soit uniquement que soldat; il en fait un Don Quichotte complet, qui n'a l'imagination remplie que de champs de bataille, de retran-

chements, de la manière d'investir des places, de faire des lignes, des attaques, des postes et des fortifications. Je m'étonne que l'aûteur ne se soit point avisé de le nourrir de soupes en avant-faces, de pâtés en bombes et de tartes en ouvrage à corne, et qu'il ne lui ait fait attaquer des moulins à vent, des brebis et des autruches, comme l'aimable extravagant de Michel de Cervantes.

Tels sont les travers dans lesquels on donne lorsqu'on s'éloigne de ce sage milieu qui est à l'égard de la morale ce qu'est le centre de gravité en fait de mécanique.

Un prince ne remplit que la moitié de sa vocation, s'il ne s'applique qu'au métier de la guerre; il est évidemment faux qu'il ne doit être que soldat, et l'on peut se souvenir de ce que j'ai dit sur l'origine des princes, au premier chapitre de cet ouvrage. Ils sont juges d'institution; et s'ils sont généraux, ce n'en est qu'un accessoire. Machiavel est comme les dieux d'Homère, que l'on dépeignait forts, robustes et puissants, mais jamais justes et équitables. Cet auteur ignore jusqu'au catéchisme de la justice; il ne connaît que l'intérêt et la violence.

L'auteur ne présente que de petites idées; son génie rétréci n'embrasse que des sujets propres pour la politique des petits princes. Rien de plus pitoyable que les raisons dont il se sert pour recommander la chasse aux princes: il est dans l'opinion que les princes apprendront par ce moyen à connaître les situations et les passages de leur pays.

Si un roi de France, si un Empereur prétendait acquérir de cette manière la connaissance de ses États, il leur faudrait autant de temps dans le cours de leur chasse qu'en emploie l'univers dans la grande révolution de l'année solaire.

Qu'on me permette d'entrer en un plus grand détail sur cette matière. Ce sera comme une espèce de digression à l'occasion de la chasse; et puisque ce plaisir est la passion presque générale des nobles, des grands seigneurs et des rois, il me semble qu'elle mérite quelque discussion.

La plupart des rois et des princes passent du moins les trois quarts[a] de leur vie à courir les bois, à poursuivre les animaux et à les tuer. Si cet ouvrage tombe entre leurs mains, quoique je

[a] Le mot «quarts» est omis dans notre autographe.

n'aie pas assez d'amour-propre pour présumer qu'ils veuillent sacrifier à cette lecture un temps qu'ils emploient, d'ailleurs, si utilement pour le bien du genre humain, je les prie de souffrir que l'amour de la vérité qui me conduit fasse l'apologie de mes sentiments, en cas qu'ils se trouvent contraires aux leurs. Je ne compose point un éloge flatteur, ma plume n'est point vénale, mon dessein est, en écrivant cet ouvrage, de me satisfaire en disant avec toute la liberté possible les vérités dont je suis convaincu, ou les choses qui me paraissent raisonnables. S'il se trouve, après tout, un lecteur d'un goût assez dépravé pour ne point aimer la vérité, ou pour ne point vouloir que l'on combatte sa façon de penser, il n'a qu'à jeter mon livre, personne assurément ne l'obligera de le lire.

Je reviens à mon sujet. La chasse est un de ces plaisirs sensuels qui agitent beaucoup le corps, et qui ne disent rien à l'esprit; c'est un exercice et une adresse meurtrière qui se met en usage aux dépens des animaux sauvages; c'est une dissipation continuelle, un plaisir tumultueux qui remplit le vide de l'âme, et qui la rend incapable, en ce temps, de toute autre réflexion; c'est un désir vif et ardent de poursuivre quelque bête fauve, et une satisfaction cruelle et sanguinaire de la tuer; en un mot, c'est un amusement qui rend le corps robuste et dispos, et qui laisse l'esprit en friche et sans culture.

Les chasseurs me reprocheront, sans doute, que je prends les choses sur un ton trop sérieux, que je fais le critique grave et sévère, et que je suis dans le cas des prêtres, qui, ayant le privilége de parler seuls dans les chaires, ont la facilité de prouver tout ce que bon leur semble, sans appréhender d'opposition.

Je ne me prévaudrai point de ces avantages, et j'alléguerai de bonne foi les raisons spécieuses qu'allèguent les amateurs de la chasse. Ils me diront d'abord que la chasse est le plaisir le plus noble et le plus ancien des hommes; que des patriarches et même beaucoup de grands hommes ont été chasseurs; et qu'en chassant, les hommes continuent à exercer ce même pouvoir sur les bêtes, que Dieu daigna donner lui-même à Adam. Je conviens que la chasse peut être aussi ancienne, s'ils veulent, que le monde; cela prouve qu'on a chassé dès longtemps; mais pour cela, ce qui

est vieux n'en est pas meilleur. De grands hommes ont aimé la chasse, je l'avoue; ils ont eu leurs défauts comme leurs faiblesses : imitons ce qu'ils ont eu de grand, et ne copions point leurs minuties.

Les patriarches ont chassé, c'est une vérité; j'avoue encore qu'ils ont épousé leurs sœurs, que la polygamie était en usage de leur temps. Mais ces bons patriarches et nos chers ancêtres se ressentaient beaucoup des siècles barbares dans lesquels ils vivaient : ils étaient très-grossiers et très-ignorants; c'étaient des gens oisifs qui, ne sachant point s'occuper, et pour tuer le temps qui leur paraissait toujours trop long, promenaient leurs ennuis à la chasse; ils perdaient dans les bois, à la poursuite des bêtes, les moments qu'ils n'avaient ni la capacité ni l'esprit de passer en compagnie de personnes raisonnables.

Je demande si ce sont des exemples à imiter, si la grossièreté doit instruire la politesse, ou si ce n'est pas plutôt aux siècles éclairés à servir de modèle aux autres.

Qu'Adam ait reçu l'empire sur les bêtes, ou non, c'est ce que je ne recherche pas; mais je sais bien que nous sommes plus cruels et plus rapaces que les bêtes mêmes, et que nous usons très-tyranniquement de ce prétendu empire. Si quelque chose devait nous donner de l'avantage sur les animaux, c'est assurément notre raison; et ceux, pour l'ordinaire, qui font profession de la chasse, n'ont leur cervelle meublée que de chevaux, de chiens et de toute sorte d'animaux. Ils sont, pour l'ordinaire, grossiers, et ils contractent la très-dangereuse habitude de se livrer sans réserve à l'enthousiasme de leur passion; et il est à craindre qu'ils deviennent aussi inhumains envers les hommes qu'ils le sont à l'égard des bêtes, ou que du moins la cruelle coutume de faire souffrir avec indifférence ne les rende moins compatissants aux malheurs de leurs semblables. Est-ce là ce plaisir dont on nous vante tant la noblesse? Est-ce là cette occupation si digne d'un être pensant?

On m'objectera peut-être que la chasse est salutaire pour la santé; que l'expérience a fait voir que ceux qui chassent deviennent vieux; que c'est un plaisir innocent et qui convient aux grands seigneurs, puisqu'il étale leur magnificence, puisqu'il dis-

sipe leurs chagrins, et qu'en temps de paix il leur présente les images de la guerre, et qu'un prince apprend, en chassant, les situations du terrain, les passages et, en un mot, tout ce qui regarde un pays.

Si vous me disiez que la chasse est une passion, je vous plaindrais de l'avoir préalablement à une autre, je vous excuserais même en quelque manière, et je me bornerais simplement à vous conseiller de modérer une passion que vous ne sauriez détruire. Si vous me disiez que la chasse est un plaisir, je répondrais que vous feriez bien d'en user sans excès; car à Dieu ne plaise que je condamne aucun plaisir! Je voudrais plutôt ouvrir, au contraire, toutes les portes de l'âme par lesquelles le plaisir peut venir à l'homme. Mais lorsque vous me dites que la chasse est très-utile et très-bonne, pour cent raisons que vous suggère l'illusion de votre amour-propre et le langage trompeur des passions, je vous réponds que je ne me paye point de vos raisons frivoles, que c'est un fard que vous appliquez sur un vilain visage, pour en cacher la difformité, et que, ne pouvant pas prouver, vous voulez du moins éblouir. A quoi peut servir à la société la longue vie d'un homme oisif et fainéant? Souvenons-nous de ces vers:

Et ne mesurons point au nombre des années
La course des héros. [a]

Il ne s'agit point qu'un homme traîne jusqu'à l'âge de Mathusalem le fil indolent et inutile de ses jours; mais plus il aura réfléchi, mais plus il aura fait d'actions belles et utiles, et plus il aura vécu.

D'ailleurs, la chasse est de tous les amusements celui qui convient le moins aux princes. Ils peuvent manifester leur magnificence d'une manière beaucoup plus utile pour leurs sujets; et s'il se trouvait que l'abondance du gibier ruinât les gens de la campagne, le soin de détruire ces animaux pourrait très-bien se commettre aux chasseurs. Les princes ne devraient proprement être occupés que du soin de s'instruire, afin d'acquérir d'autant plus de connaissances, et de pouvoir d'autant plus combiner d'idées. Leur profession est de penser bien et juste; c'est à quoi ils devraient tous exercer leur esprit; mais comme les hommes dé-

[a] *Odes* de J.-B. Rousseau, livre II, ode X, vers 35 et 36. Voyez t. VII, p. 21.

pendent beaucoup des habitudes qu'ils contractent, et que leurs occupations influent infiniment sur leur façon de penser, il paraîtrait naturel qu'ils préférassent la compagnie de gens sensés, qui leur donnent de la douceur, à celle des bêtes, qui ne peuvent que les rendre farouches et sauvages. Car quels avantages n'ont point ceux qui ont monté leur esprit sur le ton de la réflexion, sur ceux qui assujettissent leur raison sous l'empire des sens! La modération, cette vertu si nécessaire aux princes, ne se trouve point chez les chasseurs, et cela serait suffisant pour rendre la chasse odieuse.

Je dois ajouter encore, pour répondre à toutes les objections qu'on pourrait me faire, et pour retourner à Machiavel, qu'il n'est point nécessaire d'être chasseur pour être grand capitaine; que Gustave-Adolphe, mylord Marlborough et le prince Eugène, à qui on ne disputera pas la qualité d'hommes illustres et d'habiles officiers, n'ont point été chasseurs tous ensemble, et qu'on peut faire, en se promenant, des réflexions plus judicieuses et plus solides sur les différentes situations, relativement à l'art de la guerre, que lorsque des perdrix, des chiens couchants, des cerfs, une meute de toutes sortes d'animaux, etc., et l'ardeur de la chasse vous distraient. Un grand prince,[a] qui a fait la seconde campagne en Hongrie avec les Impériaux, a risqué d'être fait prisonnier des Turcs pour s'être égaré à la chasse. On devrait même défendre la chasse dans les armées, car elle a causé beaucoup de désordre dans les marches: que d'officiers, au lieu de s'attacher à leur troupe, ont négligé leur devoir et se sont écartés de côtés et d'autres! Des détachements ont même risqué d'être surpris et taillés en pièces par l'ennemi pour des raisons semblables.

Je conclus donc qu'il est pardonnable aux princes d'aller à la chasse, pourvu que ce ne soit que rarement, et pour les distraire de leurs occupations sérieuses et quelquefois chagrinantes.

La chasse est proprement pour ceux qui en font profession l'instrument de leur intérêt; mais les hommes raisonnables sont dans le monde pour penser et pour agir, et leur vie est trop brève pour qu'ils puissent prodiguer si mal à propos des moments qui leur sont si précieux.

[a] Voyez ci-dessus, p. 110.

J'ai dit plus haut que le premier devoir d'un prince était l'administration de la justice; j'ajoute ici que le second et celui qui le suit immédiatement est la protection et la défense de ses États.

Les souverains sont obligés d'entretenir l'ordre et la discipline dans les troupes; ils doivent même s'appliquer sérieusement au métier de la guerre, afin qu'ils sachent commander des armées, qu'ils puissent soutenir les fatigues, prendre des camps, faire naître partout l'abondance des vivres, faire de sages et bonnes dispositions, prendre des résolutions promptes et justes, trouver en eux-mêmes des expédients et des ressources dans des cas embarrassants, profiter de la bonne comme de la mauvaise fortune, et ne manquer jamais de conseil ni de prudence.

C'est à la vérité beaucoup exiger de l'humanité; on peut cependant se le promettre plutôt d'un prince qui tourne son attention à fortifier son esprit que de ceux qui ne pensent que matériellement et selon les impulsions plus ou moins grossières des sens. Il en est, en un mot, de l'esprit comme du corps : si vous l'exercez à la danse, il prendra de l'air, il deviendra souple et adroit; si vous le négligez, il se courbe, il perd sa grâce, il deviendra lourd et pesant, et, avec le temps, incapable d'aucun exercice.

CHAPITRE XV.

Les peintres et les historiens ont cela de commun entre eux, que les premiers peignent les traits et les coloris des hommes, et les autres, leurs caractères, leurs actions et l'histoire de l'esprit humain, pour le transmettre à la postérité la plus reculée. Il y a des peintres dont le pinceau, conduit par la main des Grâces, corrige les négligences de la belle nature, supplée aux défauts de l'âge, et radoucit la difformité de ses originaux. Les langues éloquentes des Bossuet et des Fléchier ont plus d'une fois donné de ces coups de grâce; elles ont redressé les défauts de l'humanité, et ceux qui n'étaient que de grands hommes, elles en ont fait autant de héros. Il y a au contraire des peintres qui n'attrapent qu'en laid; leur coloris salit les lis et les roses du plus beau teint; ils donnent je ne sais quoi de disgracieux aux contours et aux traits les plus réguliers, de sorte qu'on méconnaîtrait dans leurs copies la Vénus grecque et le petit Amour, chefs-d'œuvre de Praxitèle. L'esprit de parti fait tomber les écrivains dans le même défaut. Le père Daniel, dans son *Histoire de France,* défigure entièrement les événements qui regardent les religionnaires, et quelques auteurs protestants, aussi peu modérés et aussi peu sages que ce révérend père, ont eu la lâcheté de préférer les mensonges que leur suggéraient leurs passions au témoignage impartial qu'ils devaient à la vérité, sans considérer que le premier devoir d'un historien est de rapporter fidèlement les faits sans les travestir et les changer. Des peintres différents encore des deux ordres que je viens de marquer ont mêlé l'histoire à la fiction

pour représenter des monstres plus hideux que l'enfer n'en saurait enfanter; leurs pinceaux semblaient presque n'avoir de capacité que pour attraper les figures de diables; leur toile a été empreinte de ce que l'imagination la plus féconde et la plus funeste en même temps a pu créer de sombre et de farouche au sujet des damnés et des monstres d'enfer. Ce que les Callot, ce que les Pierre Testa sont en ce genre de peinture, Machiavel l'est en ce genre d'auteurs. Il représente l'univers comme un enfer, et tous les hommes comme des démons; on dirait que ce politique misanthrope et hypocondre a voulu calomnier tout le genre humain par haine pour l'espèce entière, ou qu'il ait pris à tâche d'anéantir la vertu, peut-être pour rendre tous les habitants de ce continent ses semblables.

Machiavel parlant de la vertu s'expose au ridicule de ceux qui raisonnent sur ce qu'ils n'entendent point, et il donne, de plus, dans l'excès qu'il condamne en d'autres; car, si quelques auteurs ont fait le monde trop bon, il le représente d'une méchanceté outrée; en partant d'un principe posé en son ivresse, il n'en peut découler que de fausses conséquences; il est aussi impossible de raisonner juste sans que le premier principe soit véritable, qu'il est impossible de faire un cercle sans un centre commun.

La morale politique de l'auteur se réduit à n'avoir de vices que ceux qui se trouvent profitables à l'intérêt, en sacrifiant les autres à l'ambition, et à se conformer à la scélératesse du monde pour éviter une perte qui autrement serait infaillible.

L'intérêt est le mot de l'énigme de ce système politique; c'est le tourbillon de Des Cartes, c'est la gravitation de Newton. Selon Machiavel, l'intérêt est l'âme de ce monde, tout doit s'y plier, jusqu'aux passions mêmes. C'est cependant pécher grièvement contre la connaissance du monde que de supposer que les hommes puissent se donner ou abolir leurs passions. Le mécanisme du corps humain démontre que notre gaieté, notre tristesse, notre douceur, notre colère, notre amour, notre indifférence, notre sobriété, ou notre intempérance, en un mot, toutes nos passions ne dépendent que de l'arrangement de certains organes de notre corps, de la construction plus ou moins déliée de quelques petites fibres et de quelques membranes, de l'épaisseur ou de la fluidité

de notre sang, de la facilité ou de l'embarras de sa circulation, de la force de notre cœur, de la nature de notre bile, de la grandeur de notre estomac, etc. Or, je demande si toutes ces parties de notre corps seront assez dociles pour se conformer aux lois de notre intérêt, et s'il n'est pas plus raisonnable de présumer qu'elles n'en feront rien. Machiavel trouverait, d'ailleurs, beaucoup d'hérétiques qui préféreraient le dieu d'Épicure au dieu de César.

L'unique raison légitime qui puisse engager un être raisonnable à lutter contre les passions qui le flattent, c'est le propre bien qu'il en retire et l'avantage de la société. Les passions avilissent notre nature lorsque nous nous y abandonnons, et elles ruinent notre corps, si nous leur lâchons le frein : il faut les modérer sans les détruire, et les tourner toutes au bien de la société, en les faisant simplement changer d'objet; et quand même nous ne remporterions pas sur elles des batailles rangées, le moindre avantage doit nous suffire à l'envisager comme un commencement de l'empire que nous exerçons sur nous-mêmes.

Je dois encore faire remarquer au lecteur une contradiction très-grossière où Machiavel tombe en ce chapitre. Il a dit dans le commencement, « Qu'il y a si loin de ce que l'on fait à ce qu'on « devrait faire, que tout homme qui réglera sa conduite sur l'idée « du devoir des hommes, et non pas sur ce qu'ils sont en effet, ne « manquera pas de périr. » L'auteur avait peut-être oublié la façon dont il s'exprime dans son sixième chapitre; il dit : « Comme « il est impossible d'arriver parfaitement jusqu'au modèle qu'on « s'est proposé, il faut qu'un homme sage ne s'en propose jamais « que de très-grands, afin que, s'il n'a pas la force de les imiter « en tout, il puisse au moins en donner la teinture à ses actions. » Machiavel est à plaindre de l'infidélité de sa mémoire, s'il ne l'est plus encore du peu de connexion et de suite qu'ont ses idées et ses raisonnements.

Machiavel pousse encore plus loin ses erreurs et les maximes de son abominable et fausse sagesse. Il avance qu'il n'est pas possible d'être tout à fait bon dans un monde aussi scélérat et corrompu que l'est le genre humain, sans que l'on périsse. On a dit que si les triangles faisaient un Dieu, il aurait trois côtés; ce

monde si méchant et si corrompu se ressent de même de la création de Machïavel.

Un honnête homme peut avoir l'esprit transcendant, il peut être circonspect et prudent, sans que cela déroge à sa candeur; sa prévoyance et sa pénétration suffisent pour lui faire connaître les desseins de ses ennemis, et sa sagesse féconde en expédients peut toujours lui faire éviter les piéges que leur malice lui tend.

Mais qu'est-ce que n'être pas tout à fait bon parmi des scélérats? Ce n'est autre chose qu'être scélérat soi-même. Un homme qui commence à n'être plus tout à fait bon finit, pour l'ordinaire, par être très-méchant, et il aura le sort du Danube, qui, en courant le monde, n'en devient pas meilleur : il commence par être suisse, et il finit par être tartare.

On apprend, je l'avoue, des choses toutes nouvelles et toutes singulières dans Machiavel : j'étais assez stupide et assez grossier pour ignorer, jusqu'à la lecture du *Prince politique,* qu'il y avait des cas où il était permis à un honnête homme de devenir scélérat; j'avais ignoré dans ma simplicité que c'était aux Catilinas, aux Cartouches, aux Mir-Weis [a] à servir de modèles au monde, et je me persuadais, avec la plupart des personnes, que c'était à la vertu à donner l'exemple et au vice à le recevoir.

Faudra-t-il disputer, faudra-t-il argumenter pour démontrer les avantages de la vertu sur le vice, de la bienfaisance sur l'envie de nuire, et de la générosité sur la trahison? Je pense que tout homme raisonnable connaît assez ses intérêts pour sentir lequel est le plus profitable des deux, et pour abhorrer un homme qui ne met point cette question en doute, qui ne balance point, mais qui décide pour le crime.

[a] Mir-Weis assassina, en 1709, le prince de Candahar, souleva la milice, et s'empara du pouvoir suprême, qu'il conserva jusqu'à sa mort, arrivée en 1717.

CHAPITRE XVI.

Deux sculpteurs fameux, Phidias et Alcamène, firent chacun une statue de Minerve dont les Athéniens voulurent choisir la plus belle pour être placée sur le haut d'une colonne. On les présenta toutes les deux au public : celle d'Alcamène remporta les suffrages; l'autre, disait-on, était trop grossièrement travaillée. Phidias ne se décontenançant pas du jugement du vulgaire, en appela hardiment, et demanda que, comme les statues avaient été faites pour être placées sur une colonne, on les y élevât toutes les deux, pour décider alors de leur beauté. On éleva effectivement les deux statues, et ce fut alors qu'on trouva les règles de la proportion, de la perspective, et l'élégance du dessin bien mieux observées dans celle de Phidias que dans celle de son adversaire.

Phidias devait son succès à l'étude de l'optique et à l'étude des proportions; ce qui doit être placé sur une élévation doit être soumis à des règles différentes que ce qui doit être vu au niveau. Mais cette règle de proportion doit être aussi bien observée dans la politique que dans la sculpture. En politique, les différences des endroits font les différences des maximes; vouloir en appliquer une généralement, ce serait la rendre vicieuse : ce qui serait admirable pour un grand royaume ne conviendrait point à un petit État; ce qui servirait le plus à l'élévation de l'un contribuerait le plus à la chute de l'autre. Si l'on confondait des intérêts si différents, on tomberait dans d'étranges fautes, et l'on

ne pourrait manquer de faire de fausses applications de principes qui en eux-mêmes seraient bons et salutaires. Le luxe qui naît de l'abondance, et qui fait circuler les richesses par toutes les veines d'un État, fait fleurir un grand royaume; c'est lui qui entretient l'industrie, c'est lui qui multiplie les besoins des riches et des opulents pour les lier par ces mêmes besoins avec les pauvres et les indigents; le luxe est, relativement à un grand empire, ce qu'est le mouvement de diastole et de systole impugné au cœur, par rapport au corps humain. C'est ce ressort qui envoie le sang par les grandes artères jusqu'aux extrémités de nos membres, et qui le fait circuler par les petites veines, qui le ramènent au cœur pour qu'il le distribue de nouveau dans les différentes parties dont notre corps est composé.

Si quelque politique malhabile s'avisait de bannir le luxe d'un grand État, cet État tomberait en langueur et s'affaiblirait considérablement; l'argent, devenu inutile, resterait dans les coffres des richards, le commerce languirait, les manufactures tomberaient faute de débit, l'industrie périrait, les familles riches le resteraient à perpétuité, et les indigents n'auraient aucune ressource pour se tirer de leur misère.

Le luxe, tout au contraire, ferait périr un petit État; les particuliers se minent par leurs dépenses, et l'argent sortant en plus grande abondance du pays qu'il n'y rentre à proportion, ferait tomber ce corps délicat en consomption, et il ne manquerait pas de mourir étique. C'est donc une règle indispensable à tout politique de ne jamais confondre les petits États avec les grands, et c'est en quoi Machiavel pèche grièvement en ce chapitre.

La première faute que je dois lui reprocher est qu'il prend le mot de libéralité dans un sens trop vague; il y a une différence sensible entre un homme prodigue et un homme libéral : le premier dépense tout son bien avec profusion, avec désordre et mal à propos; c'est un excès condamnable, c'est une espèce de folie, c'est un défaut de jugement, et par conséquent il n'est point du caractère d'un prince sage d'être prodigue. L'homme libéral, au contraire, est généreux, il fait tout par raison, la recette est chez lui le baromètre de la dépense, et quoiqu'il soit bienfaisant avec économie, sa compassion pour les malheureux le pousse à s'in-

commoder et à se priver du superflu pour leur être secourable. Sa bonté n'a d'autres limites que ses forces. C'est là, je le soutiens, une des premières qualités d'un grand prince et de tous ceux qui sont nés pour secourir et pour soulager les misères des autres.

La seconde faute que je reproche à Machiavel, c'est une erreur de caractère. J'appelle une erreur de caractère l'ignorance qui lui fait attribuer à la libéralité les défauts de l'avarice. « Un prince, « dit-il, pour soutenir sa réputation d'homme libéral, surchar« gera ses sujets, recherchera des moyens de confiscation, et sera « obligé d'en venir à des voies indignes pour remplir ses coffres. » C'est là précisément le caractère d'un avare; ce fut Vespasien, et non pas Trajan, qui mit des impôts sur le peuple romain. L'avarice est une faim dévorante qui ne se rassasie jamais; c'est un chancre qui ronge toujours à l'entour de lui, et qui consume tout. Un homme avare désire les richesses; il les envie à ceux qui les possèdent, et, s'il peut, il se les approprie. Les hommes intéressés se laissent tenter par l'appât du gain, et les juges avares sont soupçonnés de corruption. Tel est le caractère de ce vice, qu'il éclipse les plus grandes vertus lorsqu'il se trouve réuni dans le même objet.

L'homme libéral est justement l'opposé de l'avare; la bonté et la compassion servent de base à sa générosité. S'il fait du bien, c'est pour secourir des malheureux et pour contribuer à la félicité des personnes de mérite à qui la fortune n'est pas aussi favorable que la nature. Un prince de ce caractère, bien loin de presser les peuples et de dépenser pour ses plaisirs ce que ses sujets ont amassé par leur industrie, ne pense qu'à augmenter les ressources de leur opulence; des actions injustes et mauvaises ne se font qu'à son insu, et son bon cœur l'excite à procurer à tous les peuples de sa domination tout le bonheur que l'état dans lequel ils sont peut comporter.

Voilà le sens qu'on attache pour l'ordinaire à la libéralité et à l'avarice. De petits princes dont le domaine est resserré, et qui se voient surchargés de famille, font bien de pousser l'économie jusqu'à un point que des personnes peu subtiles ne puissent la distinguer de l'avarice. Des souverains qui, pour avoir quelques

États, ne sont pas des plus grands princes, sont obligés d'administrer leurs revenus avec ordre et de mesurer leurs libéralités selon leurs forces; mais plus les princes sont puissants, et plus doivent-ils être libéraux.

Peut-être m'objectera-t-on l'exemple de François I[er], roi de France, dont les dépenses excessives furent en partie la cause de ses malheurs. Il est connu que les plaisirs de François I[er] absorbaient les ressources de sa gloire. Mais il y a cependant deux choses à répondre à cette objection : la première est que, du temps de ce roi, la France n'était point comparable, par rapport à sa puissance, à ses revenus et à ses forces, à ce qu'elle est à présent; et la seconde est que ce roi n'était pas libéral, mais prodigue.

Bien loin de vouloir condamner le bon ordre et l'économie d'un souverain, je suis le premier à l'en louer. Un prince, comme tuteur de ses sujets, a l'administration des deniers publics; il en est responsable à ses sujets, et il faut, s'il est sage, qu'il assemble des fonds suffisants pour qu'en temps de guerre il puisse fournir aux dépenses nécessaires sans qu'il soit obligé d'imposer de nouvelles charges. Il faut de la prudence et de la circonspection dans l'administration des biens de l'État; mais c'est toujours pour le bien de l'État qu'un prince est libéral et généreux; c'est par là qu'il encourage l'industrie, qu'il donne de la consistance à la gloire, et qu'il anime la vertu même.

Il ne me reste plus qu'à relever une erreur de morale dans laquelle Machiavel est tombé. «La libéralité, dit-il, rend pauvre et par conséquent méprisable.» Quel pitoyable raisonnement, quelles fausses idées de ce qui est digne de louange ou de blâme! Quoi! Machiavel, les trésors d'un riche serviront d'équilibre à l'estime publique! Un métal méprisable en soi-même, et qui n'a qu'un prix arbitraire, rendra celui qui le possède digne d'éloge! Ce n'est donc point l'homme, mais c'est le monceau d'or qu'on tient en honneur! Conçoit-on qu'une pareille idée puisse entrer dans le cerveau d'une tête pensante? On acquiert des richesses par industrie, par succession, ou, ce qui est pis encore, par violence. Tous ces biens acquis sont hors de l'homme, il les possède, et il peut les perdre. Comment peut-on donc confondre des

objets si différents en eux-mêmes que la vertu et une vile monnaie? Le duc de Newcastle, Samuel Bernard, ou pels,[a] sont connus par leurs richesses; mais il y a une différence entre être connu ou être estimé. L'orgueilleux Crésus et ses trésors, l'avare Crassus et ses richesses ont frappé la vue du peuple par leur opulence comme des phénomènes singuliers, sans rien dire au cœur et sans être estimés. Le juste Aristide et le sage Philopœmen, le maréchal de Turenne et M. de Catinat, dignes des mœurs qu'on suppose aux premiers siècles, furent l'admiration de leurs contemporains et l'exemple des honnêtes gens de tous les âges, malgré leur frugalité et leur désintéressement.

Ce n'est donc point la puissance, la force ou la richesse qui gagnent les cœurs des hommes, mais ce sont les qualités personnelles, la bonté et la vertu qui ont ce privilége. Ainsi la pauvreté ni l'indigence ne sauraient avilir la vertu, aussi peu que des avantages extérieurs sauraient ennoblir ou réhabiliter le vice.

Le vulgaire et les indigents ont un certain respect pour la richesse, qui leur vient proprement faute de la connaître, et par ignorance; les personnes riches, au contraire, et ceux qui pensent juste, ont un mépris souverain pour tout ce qui vient de la faveur de la fortune ou du hasard, et, pour posséder les biens de ce monde, ils en connaissent mieux la vanité et le néant.

Il ne s'agit point d'éblouir le public pour surprendre, pour ainsi dire, son estime; mais il s'agit de la mériter.

[a] Nous ignorons ce que signifient les mots «ou pels,» exactement copiés sur l'autographe.

CHAPITRE XVII.

Le dépôt le plus précieux qui soit confié entre les mains des princes, c'est la vie de leurs sujets. Leur charge leur donne le pouvoir de condamner à mort ou de pardonner aux coupables; ils sont les arbitres suprêmes de la justice. Un mot de leur bouche fait marcher devant eux ces organes sinistres de la mort et de la destruction, un mot de leur bouche fait voler au secours les agents de leurs grâces, ces ministres qui annoncent de bonnes nouvelles. Mais qu'un pouvoir aussi absolu demande de circonspection, de prudence et de sagesse pour n'en point abuser!

Les tyrans ne comptent pour rien la vie des hommes. L'élévation dans laquelle les a placés la fortune les empêche de compatir à des malheurs qu'ils ne connaissent point; ils sont comme ceux qui ont la vue basse, et qui ne voient qu'à deux pas d'eux; ils ne voient qu'eux-mêmes, et n'aperçoivent point le reste des humains; peut-être, si leurs sens étaient frappés par l'horreur des supplices infligés par leur ordre, par les cruautés qu'ils font commettre loin de leurs yeux, par tout ce qui devance et qui accompagne la mort d'un malheureux, que leurs cœurs ne seraient pas assez endurcis pour renier constamment l'humanité, et qu'ils ne seraient pas d'un sang-froid assez dénaturé pour ne point être attendris.

Les bons princes regardent ce pouvoir non limité sur la vie de leurs sujets comme le poids le plus pesant de leur couronne. Ils savent qu'ils sont hommes comme ceux sur lesquels ils doivent juger; ils savent que des torts, des injustices, des injures peuvent

se réparer dans le monde, mais qu'un arrêt de mort précipité est un mal irréparable; ils ne se portent à la sévérité que pour éviter une rigueur plus fâcheuse qu'ils prévoient s'ils se conduisaient autrement; et ils ne prennent de ces résolutions funestes que dans des cas désespérés et pareils à ceux où un homme se sentant un membre gangrené, malgré la tendresse qu'il a pour lui-même, se résoudrait à le laisser retrancher, pour garantir et pour sauver du moins par cette opération douloureuse le reste de son corps. Ce n'est donc pas sans la plus grande nécessité qu'un prince doit attenter à la vie de ses sujets; c'est donc sur quoi il doit être le plus circonspect et le plus scrupuleux.

Machiavel traite des choses aussi graves, aussi sérieuses, aussi importantes, en bagatelles. Chez lui, la vie des hommes n'est comptée pour rien, et l'intérêt, ce seul dieu qu'il adore, est compté pour tout; il préfère la cruauté à la clémence, et il conseille à ceux qui sont nouvellement élevés à la souveraineté de mépriser plus que les autres la réputation d'être cruels.

Ce sont des bourreaux qui placent les héros de Machiavel sur le trône, et c'est la force et la violence qui les y maintiennent. César Borgia est le refuge de ce politique lorsqu'il cherche des exemples de cruauté, comme Télémaque l'est de M. de Fénelon lorsqu'il enseigne le chemin de la vertu.

Machiavel cite encore quelques vers que Virgile met dans la bouche de Didon; mais cette citation est entièrement déplacée, car Virgile fait parler Didon comme M. de Voltaire fera parler Jocaste en son *Œdipe.* Le poëte fait tenir à ces personnages un langage qui convient à leur caractère. Ce n'est donc point l'autorité de Didon, ce n'est donc point l'autorité de Jocaste qu'on doit emprunter dans un traité de politique; il faut l'exemple des grands hommes et d'hommes vertueux.

Pour répondre en un mot à l'auteur, il me suffira d'une réflexion : c'est que les crimes ont une enchaînure si funeste, qu'ils se suivent nécessairement dès qu'une fois les premiers sont commis. Ainsi l'usurpation attire après soi le bannissement, la proscription, la confiscation et le meurtre. Je demande s'il n'y a pas une dureté affreuse, s'il n'y a pas une ambition exécrable d'aspirer à la souveraineté, lorsqu'on prévoit les crimes qu'il faut commettre

pour s'y maintenir. Je demande s'il y a un intérêt personnel dans le monde qui doive faire résoudre un homme à faire périr des innocents qui s'opposent à son usurpation, et quel appât peut avoir une couronne souillée de sang. Ces réflexions feraient peut-être peu d'impression sur Machiavel, mais je me persuade que tout l'univers n'est pas aussi corrompu que lui.

Le politique recommande surtout la rigueur envers les troupes; il oppose l'indulgence de Scipion à la sévérité d'Annibal, il préfère le Carthaginois au Romain, et conclut tout de suite que la cruauté est le mobile de l'ordre, de la discipline, et par conséquent des triomphes d'une armée. Machiavel n'en agit pas de bonne foi en cette occasion, car il choisit Scipion, le plus mou, le plus flasque de tous les généraux quant à la discipline, pour l'opposer à Annibal; pour favoriser la cruauté, l'éloquence du politique la met en contraste avec la faiblesse de ce Scipion, dont il avoue lui-même que Caton l'appelait le corrupteur de la milice romaine; et il prétend fonder un jugement solide sur la différence des succès des deux généraux, pour ensuite décrier la clémence, qu'il confond à son ordinaire avec les vices où l'excès de la bonté fait tomber.

J'avoue que l'ordre d'une armée ne peut subsister sans sévérité; car, comment contenir dans leur devoir des libertins, des débauchés, des scélérats, des poltrons, des téméraires, des animaux grossiers et mécaniques, si la peur des châtiments ne les arrête en partie?

Tout ce que je demande sur ce sujet à Machiavel, c'est de la modération. Qu'il sache donc que, si la clémence d'un honnête homme le porte à la bonté, la sagesse ne le porte pas moins à la rigueur. Mais il en est de sa rigueur comme de celle d'un habile pilote : on ne lui voit couper le mât ni les cordages de son vaisseau que lorsqu'il y est forcé par le danger éminent où l'expose l'orage et la tempête.

Mais Machiavel ne s'est pas épuisé encore; j'en suis à présent à son argument le plus captieux, le plus subtil et le plus éblouissant. Il dit qu'un prince trouve mieux son compte en se faisant craindre qu'en se faisant aimer, puisque la plupart du monde est porté à l'ingratitude, au changement, à la dissimulation, à la

lâcheté, à l'avarice; que l'amour est un lien d'obligation que la malice et la bassesse du genre humain ont rendu très-fragile, au lieu que la crainte du châtiment assure bien plus fort du devoir des gens; que les hommes sont maîtres de leur bienveillance, mais qu'ils ne le sont pas de leur crainte; ainsi, qu'un prince prudent dépendra plutôt de lui que des autres.

Je réponds à tout ceci que je ne nie point qu'il n'y ait des hommes ingrats et dissimulés dans le monde; je ne nie point que la crainte ne soit, dans quelques moments, très-puissante: mais j'avance que tout roi dont la politique n'aura pour but que de se faire craindre régnera sur des esclaves; qu'il ne pourra point s'attendre à de grandes actions de ses sujets, car tout ce qui s'est fait par crainte et par timidité en a toujours porté le caractère; qu'un prince qui aura le don de se faire aimer régnera sur les cœurs, puisque ses sujets trouvent leur convenance à l'avoir pour maître, et qu'il y a un grand nombre d'exemples, dans l'histoire, de grandes et de belles actions qui se sont faites par amour et par fidélité. Je dis encore que la mode des séditions et des révolutions paraît être entièrement finie de nos jours; on ne voit aucun royaume, excepté l'Angleterre, où le Roi ait le moindre sujet d'appréhender de ses peuples; et qu'encore, en Angleterre, le Roi n'a rien à craindre, si ce n'est lui qui soulève la tempête.

Je conclus donc qu'un prince cruel s'expose plutôt à être trahi qu'un prince débonnaire, puisque la cruauté est insupportable, et qu'on est bientôt las de craindre, et que la bonté est toujours aimable, et qu'on ne se lasse point de l'aimer.

Il serait donc à souhaiter, pour le bonheur du monde, que les princes fussent bons sans être trop indulgents, afin que la bonté fût en eux toujours une vertu, et jamais une faiblesse.

CHAPITRE XVIII.

Il est de la nature des choses que ce qui est foncièrement mauvais le restera toujours. Les Cicéron et les Démosthène épuiseraient en vain leur art pour en imposer sur ce sujet au monde : on louerait leur éloquence, et l'on blâmerait l'abus pitoyable qu'ils en font. Le but d'un orateur doit être de soutenir l'innocent contre l'oppresseur ou contre celui qui le calomnie, d'exposer les motifs qui doivent faire prendre aux hommes un parti ou une résolution préférablement à une autre, de montrer la grandeur et la beauté de la vertu avec ce que le vice a d'abject et de difforme; mais on doit abhorrer l'éloquence lorsqu'on s'en sert à un usage tout opposé.

Machiavel, le plus méchant, le plus scélérat des hommes, emploie en ce chapitre tous les arguments que lui suggère sa fureur, pour accréditer le crime; mais il bronche et il tombe si souvent dans cette infâme carrière, que je n'aurai d'autre occupation que de marquer ses chutes. Le désordre, les faux raisonnements qui se rencontrent en ce chapitre, sont sans nombre; c'est peut-être celui de tout l'ouvrage où il règne en même temps plus de malice et plus de faiblesse. La logique en est aussi mauvaise que la morale en est dépravée. Ce sophiste des crimes ose assurer que les princes peuvent abuser le monde par leur dissimulation : c'est par où je dois commencer à le confondre.

On sait jusqu'à quel point le public est curieux; c'est un animal qui voit tout, qui entend tout, et qui divulgue tout ce qu'il a

vu et ce qu'il a entendu. Si la curiosité de ce public examine la conduite des particuliers, c'est pour divertir son oisiveté; mais lorsqu'il juge du caractère des princes, c'est pour son propre intérêt. Aussi les princes sont-ils exposés plus que tous les autres hommes aux raisonnements et aux jugements du monde; ils sont comme les astres, contre lesquels un peuple d'astronomes a braqué ses secteurs à lunettes et ses astrolabes; les courtisans qui les observent de près font chaque jour leurs remarques; un geste, un coup d'œil, un regard les trahit,[a] et les peuples se rapprochent d'eux par des conjectures; en un mot, aussi peu que le soleil peut couvrir ses taches, la lune ses phases, Saturne ses anneaux, aussi peu les grands princes peuvent-ils cacher leurs vices et le fond de leur caractère aux yeux de tant d'observateurs.

Quand même le masque de la dissimulation couvrirait pour un temps la difformité naturelle d'un prince, il ne se pourrait pourtant point qu'il gardât ce masque continuellement, et qu'il ne le levât quelquefois, ne fût-ce que pour respirer; et une occasion seule peut suffire pour contenter les curieux.

L'artifice donc, et la dissimulation, habiteront en vain sur les lèvres de ce prince; la ruse de ses discours et de ses actions lui sera inutile. On ne juge pas les hommes sur leurs paroles, ce serait le moyen de se tromper toujours; mais on compare leurs actions ensemble, et puis leurs actions et leurs discours; et c'est contre quoi la fausseté et la dissimulation ne pourront rien jamais.

On n'est bien que soi-même; et il faut avoir effectivement le caractère que l'on veut que le monde vous suppose; sans quoi celui qui pense abuser le public en est lui-même la dupe.

Sixte-Quint, Philippe II, Cromwell, passèrent dans le monde pour des hommes fins, rusés, hypocrites et entreprenants, mais jamais pour vertueux. Ainsi il n'est pas possible de se travestir; ainsi un prince, quelque habile qu'il soit, ne peut, quand même il suivrait toutes les maximes de Machiavel, donner le caractère de la vertu qu'il n'a pas aux crimes qui lui sont propres.

Machiavel, ce corrupteur de la vertu, ne raisonne pas mieux sur les raisons qui doivent porter les princes à la fourbe et à l'hy-

[a] Voyez ci-dessus, p. 118.

pocrisie; l'application ingénieuse et fausse de la fable du centaure ne conclut rien; car, que ce centaure ait eu moitié la figure humaine et moitié celle d'un cheval, s'ensuit-il que les princes doivent être rusés et féroces? Il faut avoir bien envie de dogmatiser le crime, lorsqu'on emploie des arguments aussi faibles, et qu'on les cherche de si loin.

Mais voici un raisonnement plus pitoyable que tout ce que nous avons vu. Le politique dit qu'un prince doit avoir les qualités du lion et du renard; du lion pour se défaire des loups, du renard pour être rusé; et il conclut : «Ce qui fait voir qu'un prince n'est pas obligé de garder sa parole.» Voilà une conclusion sans prémisses; un écolier en seconde serait châtié à la rigueur par son régent, s'il argumentait ainsi, et le docteur du crime n'a-t-il pas honte de bégayer ainsi ses leçons d'impiété?

Si l'on voulait prêter la probité et le bon sens aux pensées embrouillées de Machiavel, voici à peu près comme on pourrait les tourner. Le monde est comme une partie de jeu où il se trouve des joueurs honnêtes, mais aussi des fourbes qui trichent; pour qu'un prince, donc, qui doit jouer à cette partie, n'y soit pas trompé, il faut qu'il sache de quelle manière l'on triche au jeu, non pas pour qu'il pratique jamais de pareilles leçons, mais pour qu'il ne soit pas la dupe des autres.

Retournons aux chutes de notre politique. «Parce que tous «les hommes, dit-il, sont des scélérats, et qu'ils vous manquent «à tout moment de parole, vous n'êtes point obligé non plus de «leur garder la vôtre.» Voici premièrement une contradiction en termes; car l'auteur dit, un moment après, que les hommes dissimulés trouveront toujours des hommes assez simples pour les abuser. Comment cela s'accorde-t-il? Tous les hommes sont des scélérats, et vous trouverez des hommes assez simples pour les abuser! Voilà pour la contradiction. Et quant au raisonnement, il ne vaut pas mieux, car il est très-faux que le monde ne soit composé que de scélérats. Il faut être bien misanthrope pour ne point voir que dans toute société il y a beaucoup d'honnêtes gens, que le grand nombre des personnes n'est ni bon ni mauvais, et qu'il y a quelques coquins que la justice poursuit, et qu'elle châtie

sévèrement, si elle les attrape. Mais si Machiavel n'avait pas supposé le monde scélérat, sur quoi aurait-il fondé son abominable maxime? On voit que l'engagement dans lequel il était de dogmatiser la fourberie l'obligeait en honneur d'agir ainsi; et il a cru qu'il était permis d'abuser les hommes lorsqu'on leur enseigne à tromper. Quand même nous supposerions les hommes aussi méchants que le veut Machiavel, il ne s'ensuivrait pourtant point que nous devons les imiter. Que Cartouche vole, pille et assassine, j'en conclus que Cartouche est un malheureux coquin, et non pas que je dois régler ma conduite sur la sienne. S'il n'y avait plus d'honneur et de vertu dans le monde, dit un historien,[a] ce serait chez les princes qu'on en devrait retrouver les traces. En un mot, aucune considération ne saurait être assez puissante pour engager un honnête homme à s'écarter de son devoir.

Après que l'auteur a prouvé la nécessité du crime, il veut encourager ses disciples par la facilité de le commettre. «Ceux qui «entendent bien l'art de dissimuler, dit-il, trouveront toujours «des hommes assez simples pour être dupés;» ce qui se réduit à ceci : votre voisin est un sot, et vous avez de l'esprit; donc il faut que vous le dupiez, parce qu'il est un sot. Ce sont des syllogismes pour lesquels des écoliers de Machiavel ont été pendus et roués en Grève.

Le politique, non content d'avoir démontré, selon sa façon de raisonner, la facilité du crime, relève ensuite le bonheur de la perfidie; mais ce qu'il y a de fâcheux, c'est que ce César Borgia, le plus grand scélérat, le plus grand traître, le plus perfide des hommes, que ce César Borgia, le héros de Machiavel, a été effectivement très-malheureux. Machiavel se garde bien de parler de lui à cette occasion. Il lui fallait des exemples; mais d'où les aurait-il pris, que du registre des procès criminels, ou de l'histoire des papes? C'est pour ces derniers qu'il se détermine, et il assure qu'Alexandre VI, l'homme le plus faux, le plus impie de son temps, réussit toujours dans ses fourberies, puisqu'il connaissait parfaitement la faiblesse des hommes sur la crédulité.

[a] Voyez ci-dessus, p. 120.

J'ose assurer que ce n'était pas tant la crédulité des hommes que de certains événements et de certaines circonstances qui firent réussir les desseins de ce pape; il y avait le contraste de l'ambition française et espagnole, la désunion et la haine des familles d'Italie, les passions et la faiblesse de Louis XII, et les sommes d'argent qu'extorquait Sa Sainteté et qui la rendirent très-puissante, qui n'y contribuèrent pas moins.

La fourberie est même un défaut en style de politique, lorsqu'on la pousse trop loin. Je cite l'autorité d'un grand politique: c'est le cardinal Mazarin, qui disait de don Louis de Haro[a] qu'il avait un grand défaut en politique, c'est qu'il était toujours fourbe. Ce même Mazarin voulant employer M. de Fabert[b] à une négociation scabreuse, le maréchal de Fabert[b] lui dit: «Souffrez, «monseigneur, que je refuse de tromper le duc de Savoie, d'au-«tant plus qu'il n'y va que d'une bagatelle; on sait dans le monde «que je suis honnête homme; réservez donc ma probité pour une «occasion où il s'agira du salut de la France.»

Je ne parle point, en ce moment, de l'honnêteté ni de la vertu; mais, ne considérant simplement que l'intérêt des princes, je dis que c'est une très-mauvaise politique de leur part d'être fourbes et de duper le monde: ils ne dupent qu'une fois, ce qui leur fait perdre la confiance de tous les princes.

Une certaine puissance,[c] dans un manifeste, déclara positivement les raisons de sa conduite, et elle agit ensuite d'une manière qui était tout opposée à ce manifeste. J'avoue que des traits aussi frappants que ceux-là aliènent entièrement la confiance; car, plus la contradiction se suit de près, et plus elle est grossière. L'Église romaine, pour éviter une contradiction pareille, a très-sagement fixé à ceux qu'elle place au nombre des saints

[a] C'est l'inverse, suivant Voltaire. Don Louis de Haro, qui conclut avec Mazarin la paix des Pyrénées, en 1659, doit avoir dit du cardinal: «Il a un grand défaut en politique, c'est qu'il veut toujours tromper.» Voyez *Œuvres de Voltaire*, par M. Beuchot, t. XIX, p. 340; et ci-dessus, p. 121.

[b] Les mots «M. de Fabert» et «le maréchal de Fabert» sont omis dans notre autographe. L'auteur a laissé des lacunes qu'il comptait remplir ensuite; Voltaire les a suppléées dans ses éditions de l'*Antimachiavel*.

[c] Voyez ci-dessus, p. 121.

le noviciat de cent années après leur mort; moyennant quoi la mémoire de leurs défauts et de leurs extravagances périt avec eux; les témoins de leur vie, et ceux qui pourraient déposer contre eux, ne subsistent plus, et rien ne s'oppose à l'idée de sainteté qu'on veut donner au public.

Mais qu'on me pardonne cette digression. J'avoue, d'ailleurs, qu'il y a des nécessités fâcheuses où un prince ne saurait s'empêcher de rompre ses traités et ses alliances; il doit cependant le faire de bonne manière, en avertissant ses alliés à temps, et non sans que le salut de ses peuples et une très-grande nécessité l'y obligent.

Ces contradictions si voisines que je viens de reprocher il y a un moment à une certaine puissance se trouvent en très-grand nombre chez Machiavel; il dit, dans un même paragraphe, premièrement: «Il est nécessaire de paraître pitoyable, fidèle, doux, religieux et droit, et il faut l'être en effet;» et ensuite : «Il est «impossible à un prince d'observer tout ce qui fait passer les «hommes pour gens de bien; ainsi il doit prendre le parti de s'ac«commoder au vent et au caprice de la fortune, et, s'il le peut, «ne s'éloigner jamais du bien; mais si la nécessité l'y oblige, il «peut paraître quelquefois s'en écarter.» Ces pensées visent, il faut l'avouer, furieusement au galimatias; un homme qui raisonne de cette manière ne se comprend pas lui-même, et ne mérite pas qu'on se donne la peine de deviner son énigme ou de débrouiller son chaos.

Je finirai ce chapitre par une seule réflexion. Qu'on remarque la fécondité dont les vices se propagent entre les mains de Machiavel. Il ne lui suffit pas qu'un prince ait le malheur d'être incrédule, il veut encore couronner son incrédulité de l'hypocrisie; il pense que les peuples seront plus touchés de la préférence qu'un prince donne à Polignac[a] sur Lucrèce que des mauvais traite-

[a] L'*Anti-Lucrèce*, poëme latin du cardinal Melchior de Polignac, n'était pas encore imprimé à l'époque où Frédéric composa la *Réfutation du Prince de Machiavel;* mais on en connaissait quelques morceaux. Louis XIV, qui en savait beaucoup par cœur, avait vu avec plaisir que le duc de Bourgogne et le duc du Maine essayassent de le traduire en français. La première édition de l'*Anti-Lucrècé* ne parut qu'en 1747, six ans après la mort de l'auteur.

ments qu'ils souffriront de lui. Il y a des personnes qui sont de son sentiment; pour moi, il me semble qu'on doit avoir quelque indulgence pour des erreurs de spéculation, lorsqu'elles n'entraînent point la corruption du cœur à leur suite, et que le peuple aimera plus un prince incrédule, mais honnête homme et qui fait leur bonheur, qu'un orthodoxe scélérat et malfaisant. Ce ne sont pas les pensées des princes, mais ce sont leurs actions qui rendent les hommes heureux.

CHAPITRE XIX.

L'esprit de système a été de tout temps un écueil fatal pour la raison humaine; il a donné le change à ceux qui ont cru saisir la vérité, et qui se sont infatués de quelque idée ingénieuse dont ils ont fait la base de leurs opinions; il les a préoccupés de préjugés qui seront toujours mortels à la recherche de la vérité, quels qu'ils soient, de sorte que les artisans de systèmes ont composé plutôt des romans qu'ils n'ont fait des démonstrations.

Les cieux planétaires des anciens, les tourbillons de Des Cartes et l'harmonie préétablie de Leibniz sont de ces erreurs d'esprit causées par l'esprit systématique. Ces philosophes ont prétendu faire la carte d'un pays qu'ils ne connaissaient point, et qu'ils ne s'étaient pas seulement donné la peine de reconnaître; ils ont su le nom de quelques villes et de quelques rivières, et ils les ont situées selon qu'il a plu à leur imagination. Il est arrivé ensuite, chose assez humiliante pour ces pauvres géographes, que des curieux ont voyagé dans ces pays si bien décrits; ces voyageurs ont eu deux guides, dont l'un s'appelle l'analogie, et l'autre, l'expérience, et ils ont trouvé, à leur grand étonnement, que ces villes, ces fleuves, ces situations et les distances des lieux étaient en tout différents de ce que les autres avaient débité.

La rage des systèmes n'a pas été la folie privilégiée des philosophes, elle l'est aussi devenue des politiques. Machiavel en est infecté plus que personne : il veut prouver qu'un prince doit être méchant et fourbe; ce sont là les paroles sacramentales de son

pitoyable système. Machiavel a toute la méchanceté des monstres que terrassa Hercule, mais il n'en a pas la force; aussi ne faut-il pas avoir la massue d'Hercule pour l'abattre; car, qu'y a-t-il de plus simple, de plus naturel, et de plus convenable aux princes que la justice et la bonté? Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de s'épuiser en arguments pour le prouver; tout le monde en est convaincu. Le politique doit donc perdre nécessairement en soutenant le contraire. Car, s'il soutient qu'un prince affermi sur le trône doit être cruel, fourbe, traître, etc., il le fera méchant à pure perte; et s'il veut revêtir de tous ces vices un prince qui s'élève sur le trône, pour affermir son usurpation, l'auteur donne des conseils qui soulèveront tous les souverains et toutes les républiques contre lui. Car, comment un particulier peut-il s'élever à la souveraineté, si ce n'est en dépossédant un prince souverain de ses États, ou en usurpant l'autorité dans une république? Ce n'est donc point assurément comme l'entendent les princes de l'Europe; et si Machiavel avait composé un recueil de fourberies à l'usage des voleurs de grand chemin, il n'aurait pas fait un ouvrage plus blâmable que celui-ci.

Je dois cependant rendre compte des faux raisonnements et des contradictions qui se trouvent dans ce chapitre. Machiavel prétend que ce qui rend un prince odieux, c'est lorsqu'il s'empare injustement du bien de ses sujets, et qu'il attente à la pudicité de leurs femmes. Il est sûr qu'un prince intéressé, injuste, violent et cruel ne pourra point manquer d'être haï et de se rendre odieux à ses peuples; mais il n'en est pas de même de la galanterie. Jules César, qu'on appelait à Rome le mari de toutes les femmes et la femme de tous les maris, Louis XIV, qui aimait beaucoup les femmes, Auguste I[er], roi de Pologne, qui les avait en commun avec ses sujets, ces princes ne furent point haïs à cause de leurs amours; et si César fut assassiné, si la liberté romaine enfonça le poignard dans son flanc, ce fut parce que César était un usurpateur, et non pas à cause que César était galant.

On m'objectera peut-être l'expulsion des rois de Rome au sujet de l'attentat commis contre la pudicité de Lucrèce, pour soutenir le sentiment de Machiavel; mais je réponds que, non pas

l'amour du jeune Tarquin pour Lucrèce, mais la manière violente de faire cet amour donna lieu au soulèvement de Rome; et que, comme cette violence réveillait dans la mémoire du peuple l'idée d'autres violences commises par les Tarquins, ils songèrent sérieusement à s'en venger.

Je ne dis point ceci pour excuser la galanterie des princes, elle peut être moralement mauvaise; je ne me suis ici attaché à autre chose qu'à montrer qu'elle ne rendait point odieux les souverains. On regarde l'amour, dans les bons princes, comme une faiblesse et de même que les gens d'esprit regardent le commentaire sur l'*Apocalypse* parmi les autres ouvrages de Newton.

Mais ce qui me paraît digne de quelque réflexion, c'est que ce docteur qui prêche aux princes l'abstinence des femmes était florentin; outre les autres bonnes qualités que possédait Machiavel, aurait-il eu encore celle d'être jésuite?

Venons-en à présent aux conseils qu'il donne aux princes pour qu'ils ne se rendent pas méprisables. Il veut qu'ils ne soient ni capricieux, ni changeants, ni lâches, ni efféminés, ni indéterminés; en quoi il a assurément raison; mais il continue de leur conseiller de faire paraître beaucoup de grandeur, de gravité, de courage et de fermeté. Le courage est bon; mais pourquoi les princes doivent-ils se contenter de faire paraître ces vertus? pourquoi ne les doivent-ils pas plutôt posséder en effet? Si les princes ne possèdent pas ces qualités effectivement, ils les feront toujours très-mal paraître, et l'on sentira que l'acteur et le héros qu'il représente sont deux personnages.

Machiavel veut encore qu'un prince ne se doit point laisser gouverner, afin que l'on ne puisse pas présumer que quelqu'un ait assez d'ascendant sur son esprit pour le faire changer d'opinion. Il a raison en effet; mais je soutiens qu'il n'y a personne dans le monde qui ne se laisse gouverner, les uns plus, les autres moins. On dit qu'une fois la ville d'Amsterdam fut gouvernée par un chat. Par un chat? dira-t-on; comment une ville peut-elle être gouvernée par un chat? Suivez cette gradation de faveurs, et vous en jugerez. Le premier bourgmestre de la ville avait la première voix dans le conseil, et y était fort estimé. Ce

premier bourgmestre avait une femme dont il suivait aveuglément les conseils; une servante avait un ascendant absolu sur l'esprit de cette femme, et un chat sur l'esprit de la servante: c'était donc le chat qui gouvernait la ville.

Il y a cependant des occasions où il est même glorieux à un prince de changer de conduite, et il le doit même toutes les fois qu'il s'aperçoit de ses fautes. Si les princes étaient infaillibles comme le pape croit l'être, ils feraient bien d'avoir une fermeté stoïque sur leurs sentiments; mais comme ils ont toutes les faiblesses de l'humanité, ils doivent penser sans cesse à se corriger et à perfectionner leur conduite. Qu'on se ressouvienne que la fermeté outrée et l'opiniâtreté de Charles XII pensèrent le perdre à Bender, et que ce fut cette fermeté inébranlable qui ruina plus ses affaires que la perte de quelques batailles.

Voici d'autres erreurs de Machiavel. Il dit, «Qu'un prince ne «manquera jamais de bonnes alliances, tant qu'on pourra faire «fond sur ses armées;» et cela est faux, à moins que vous n'y ajoutiez : sur ses armées et sur sa parole; car l'armée dépend du prince, et c'est de son honnêteté ou de sa malhonnêteté que dépendent l'accomplissement des alliances et les mouvements de cette armée.

Mais voici une contradiction en forme. Le politique veut, «Qu'un prince se fasse aimer de ses sujets, pour éviter les conspirations;» et dans le chapitre dix-sept il dit, «Qu'un prince »doit se faire craindre, puisqu'il peut compter sur une chose qui «dépend de lui, et qu'il n'en est pas de même de l'amour des «peuples.» Lequel des deux est le véritable sentiment de l'auteur? Il parle le langage des oracles, on peut l'interpréter comme on le veut; mais ce langage des oracles, soit dit en passant, est celui des fourbes.

Je dois dire, en général, à cette occasion, que les conjurations et les assassinats ne se commettent plus guère dans le monde; les princes sont en sûreté de ce côté-là, ces crimes sont usés, ils sont sortis de mode, et les raisons qu'en allègue Machiavel sont très-bonnes; il n'y a tout au plus que le fanatisme de quelques religieux qui puisse leur faire commettre un crime aussi épouvan-

table, par dévotion ou par sainteté. Parmi les bonnes choses que Machiavel dit à l'occasion des conjurations, il y en a une très-bonne, mais qui devient mauvaise dans sa bouche; la voici. «Un «conjurateur, dit-il, est troublé par l'appréhension des châti«ments qui le menacent, et les rois sont soutenus par la majesté «de l'empire et par l'autorité des lois.» Il me semble que l'auteur politique n'a pas bonne grâce à parler des lois, lui qui n'insinue que l'intérêt, la cruauté, le despotisme et l'usurpation. Machiavel fait comme les protestants : ils se servent des arguments des incrédules pour combattre la transsubstantiation des catholiques, et ils se servent des mêmes arguments dont les catholiques soutenaient la transsubstantiation, pour combattre les incrédules. Quelle souplesse d'esprit!

Machiavel conseille donc aux princes de se faire aimer, et de ménager, pour cette raison, et de gagner également la bienveillance des grands et des peuples; il a raison de leur conseiller de se décharger sur d'autres de ce qui pourrait leur attirer la haine d'un de ces deux états, et d'établir, pour cet effet, des magistrats juges entre les peuples et les grands. Il allègue le gouvernement de France pour modèle, et cet ami outré du despotisme et de l'usurpation d'autorité approuve la puissance que le parlement de France avait autrefois. Il me semble, à moi, que, s'il y a un gouvernement dont on pourrait de nos jours proposer pour modèle la sagesse, c'est celui d'Angleterre : là, le parlement est l'arbitre du peuple et du Roi, et le Roi a tout le pouvoir de faire du bien, mais il n'en a point pour faire le mal.

Machiavel répond ensuite aux objections qu'il croit qu'on pourrait lui faire sur ce qu'il a avancé du caractère des princes, et il entre dans une grande discussion sur la vie des empereurs romains, depuis Marc-Aurèle jusqu'aux deux Gordiens. Suivons-le pour examiner son raisonnement. Le politique attribue la cause de ces changements fréquents à la vénalité de l'empire. Il est sûr que depuis que la charge d'empereur fut vendue par les gardes prétoriennes, les empereurs n'étaient plus sûrs de leur vie. Les gens de guerre disposaient de cette charge, et celui qui en était revêtu périssait, s'il n'était le protecteur de leurs vexations et le

ministre de leurs violences; de sorte que les bons empereurs étaient massacrés par les soldats, et les méchants par conspiration et par ordre du sénat. Ajoutons à cela que la facilité qu'il y avait alors à s'élever à l'empire contribua beaucoup à ces fréquents changements, et que c'était alors la mode à Rome de tuer les empereurs, comme ce l'est encore de nos jours en quelques pays de l'Amérique que les fils étouffent leurs pères lorsqu'ils sont surchargés d'années. Tel est le pouvoir de la coutume sur les hommes, qu'elle fait passer au-dessus des sentiments de la nature même, lorsqu'il s'agit de lui obéir. Voici une réflexion sur la vie de Pertinax, qui répond mal aux préceptes que l'auteur donne au commencement de ce chapitre. Il dit, «Qu'un souverain qui «veut absolument conserver sa couronne est quelquefois obligé «de s'éloigner des termes de la justice et de la bonté.» Je crois avoir fait voir qu'en ces temps malheureux la bonté ni les crimes des empereurs ne les sauvaient des assassinats. Commode, successeur de Marc-Aurèle, en tout indigne de son prédécesseur, et se rendant le mépris du peuple et des soldats, fut mis à mort. Je me réserve de parler, à la fin du chapitre, de Sévère. Je passe donc à Caracalla, qui ne put se soutenir à cause de sa cruauté, et qui prodigua aux soldats les sommes que son père avait amassées, pour faire oublier le meurtre de son frère Géta, qu'il avait commis. Je passe sous silence Macrin et Héliogabale, mis à mort tous les deux, et indignes d'aucune attention de la postérité. Alexandre, leur successeur, avait de bonnes qualités; Machiavel croit qu'il perdit la vie pour être efféminé; mais il la perdit en effet pour avoir voulu rétablir la discipline parmi les soldats, que la lâcheté de ses prédécesseurs avait entièrement négligée. Lors donc que ces troupes effrénées entendirent qu'on voulait leur parler d'ordre, elles se défirent du prince. Maximin suivit Alexandre; il était grand guerrier, mais il ne conserva pas le trône. Machiavel l'attribue à ce qu'il était de basse naissance et très-cruel; il a raison quant à la cruauté, mais il se trompe beaucoup quant à la basse naissance. On suppose ordinairement qu'il faut un mérite personnel et supérieur en un homme qui se pousse sans appui, et qui se tient lui-même lieu d'ancêtres, et on l'estime

d'autant plus, qu'il ne tire son lustre que de sa vertu; et il arrive souvent qu'on méprise des personnes de naissance, lorsqu'elles n'ont rien de grand en elles, ni rien qui réponde à l'idée de leur noblesse.

Revenons à présent à Sévère, dont Machiavel dit, «Qu'il était un lion féroce et un renard rusé.» Sévère avait de grandes qualités; sa fausseté et sa perfidie ne peuvent être approuvées que de Machiavel; il aurait, d'ailleurs, été grand prince, s'il avait été bon. Qu'on remarque, à cette occasion, que Sévère fut gouverné par Plautien son favori, comme Tibère le fut par Séjan, et que ces deux princes ne furent méprisés ni l'un ni l'autre. Comme il arrive très-souvent à l'auteur politique de faire de faux raisonnements, cela lui arrive encore à l'occasion de Sévère; car il dit que la réputation de cet empereur «effaçait la grandeur de ses extorsions, et le mettait à couvert de la haine publique.» Il me semble que ce sont les extorsions et les injustices présentes qui effacent la grandeur d'une réputation présente; c'est au lecteur d'en juger. Si Sévère se soutint sur le trône, il en fut redevable en quelque manière à l'empereur Adrien, qui établit la discipline militaire; et si les empereurs qui suivirent Sévère ne purent se conserver, le relâchement de la discipline par Sévère en fut cause. Sévère commit encore une grande faute en politique : c'est que, par ses proscriptions, beaucoup de soldats de l'armée de Pescennius Niger se retirèrent chez les Parthes, et leur enseignèrent l'art de la guerre; ce qui, ensuite, porta un grand préjudice à l'empire. Un prince prudent doit non seulement penser à son règne, mais doit prévoir pour les règnes suivants les suites funestes de ses fautes présentes.

On ne doit donc pas oublier que Machiavel se trompe beaucoup lorsqu'il croit que du temps de Sévère il suffisait de ménager les soldats pour se soutenir; car l'histoire de ces empereurs le contredit. Dans les temps où nous vivons, il faut qu'un prince traite également bien tous les ordres de ceux à qui il a à commander, sans faire de différences qui causent des jalousies funestes à ses intérêts.

Le modèle de Sévère, proposé par Machiavel à ceux qui s'élèveront à l'empire, est donc tout aussi mauvais que celui de Marc-

Aurèle leur peut être avantageux. Mais comment peut-on proposer ensemble Sévère, César Borgia et Marc-Aurèle pour modèles? C'est vouloir réunir la sagesse et la vertu la plus pure avec la plus affreuse scélératesse.

Je ne puis finir ce chapitre sans faire encore une remarque : c'est que César Borgia, malgré sa cruauté et sa perfidie, fit une fin très-malheureuse, et que Marc-Aurèle, ce philosophe couronné, toujours bon, toujours vertueux, n'éprouva jusqu'à sa mort aucun revers de fortune.

CHAPITRE XX.

Le paganisme représentait Janus avec deux visages, ce qui signifiait la connaissance parfaite qu'il avait du passé et de l'avenir. L'image de ce dieu, prise en un sens allégorique, peut très-bien s'appliquer aux princes. Ils doivent, comme Janus, voir derrière eux dans l'histoire de tous ces siècles qui se sont écoulés, et qui leur fournissent des leçons salutaires de conduite et de devoir; ils doivent, comme Janus, voir en avant par leur pénétration et par cet esprit de force et de jugement qui combine tous les rapports, et qui lit dans les conjonctures présentes celles qui doivent les suivre.

L'étude du passé est si nécessaire aux princes,[a] puisqu'elle leur fournit les exemples d'hommes illustres et vertueux; c'est donc l'école de la sagesse; l'étude de l'avenir leur est utile, puisqu'elle leur fait prévoir les malheurs qu'ils ont à craindre et les coups de fortune qu'ils ont à parer; c'est donc l'école de la prudence: deux vertus qui sont aussi nécessaires aux princes que la boussole et le compas, qui conduisent les gens de mer, le sont aux pilotes.

La connaissance de l'histoire est encore utile en ce qu'elle sert à multiplier le nombre d'idées qu'on a de soi-même; elle enrichit l'esprit, et fournit comme un tableau de toutes les vicissitudes de la fortune, et des exemples salutaires de ressources et d'expédients.

La pénétration dans l'avenir est bonne, puisqu'elle nous fait en quelque manière déchiffrer les mystères du destin; et en envi-

[a] Voyez t. I, p. XLIX—LI, et t. II, p. XXXII.

sageant tout ce qui pourrait nous arriver, nous nous préparons à tout ce que nous pourrions faire de plus sensé à l'arrivée de l'événement.

Machiavel propose en ce chapitre cinq questions aux princes, tant à ceux qui auront fait de nouvelles conquêtes qu'à ceux dont la politique ne demande qu'à s'affermir dans leurs possessions. Voyons ce que la prudence pourra conseiller de meilleur, en combinant le passé avec le futur, et en se déterminant toujours par la raison et par la justice.

Voici la première question : si un prince doit désarmer des peuples conquis, ou non.

Je réponds que la manière de faire la guerre a beaucoup changé depuis Machiavel. Ce sont les armées des princes, plus ou moins fortes, qui défendent leurs pays; on mépriserait beaucoup une troupe de paysans armés, et il n'arrive encore que dans des siéges que la bourgeoisie prend les armes; mais les assiégeants ne souffrent pas, d'ordinaire, que les bourgeois fassent le service de soldats, et, pour les en empêcher, on les menace du bombardement et des boulets rouges. Il paraît, d'ailleurs, que c'est de la prudence de désarmer, pour les premiers temps, les bourgeois d'une ville prise, principalement si l'on a quelque chose à craindre de leur part. Les Romains, qui avaient conquis la Grande-Bretagne, et qui ne pouvaient la retenir en paix, à cause de l'humeur turbulente et belliqueuse de ces peuples, prirent le parti de les efféminer, afin de modérer en eux cet instinct belliqueux et farouche; ce qui réussit comme on le désirait à Rome. Les Corses sont une poignée d'hommes aussi braves et aussi délibérés que ces Anglais; on ne les domptera point par le courage, si ce n'est par la bonté. Je crois que, pour maintenir la souveraineté de cette île, il serait d'une nécessité indispensable de désarmer les habitants et de les amollir. Je dis, en passant, et à l'occasion des Corses, que l'on peut voir par leur exemple que de courage et de vertu ne donne point aux hommes l'amour de la liberté, et qu'il est dangereux et injuste de l'opprimer.

La seconde question du politique roule sur la confiance qu'un prince doit avoir préférablement, après s'être rendu maître d'un nouvel État, ou en ceux de ses nouveaux sujets qui lui ont aidé

à s'en rendre le maître, ou en ceux qui, étant fidèles à leur prince légitime, lui ont été le plus contraires.

Lorsqu'on prend une ville par intelligence et par la trahison de quelques citoyens, il y aurait beaucoup d'imprudence de se fier au traître. Cette mauvaise action qu'il a faite en votre faveur, il est toujours prêt de la faire pour un autre, et c'est l'occasion qui en décide. Au contraire, ceux qui marquent de la fidélité pour leurs souverains légitimes donnent des exemples de constance sur lesquels on peut compter, et l'on doit présumer qu'ils feront pour leurs nouveaux maîtres ce qu'ils ont fait pour ceux que la nécessité les a forcés d'abandonner. La prudence veut cependant qu'on ne se confie pas légèrement, ni sans avoir pris de bonnes précautions.

Mais supposons pour un moment que des peuples opprimés et forcés à secouer le joug de leurs tyrans appelassent un autre prince pour les gouverner, sans qu'il ait intrigué. Je crois que ce prince doit répondre en tout à la confiance qu'on lui témoigne, et que s'il en manquait, en cette occasion, envers ceux qui lui ont confié ce qu'ils avaient de plus précieux, ce serait le trait le plus indigne d'une ingratitude qui ne manquerait pas de flétrir sa mémoire. Guillaume, prince d'Orange, conserva jusqu'à la fin de sa vie son amitié et sa confiance à ceux qui lui avaient mis entre les mains les rênes du gouvernement d'Angleterre; et ceux qui lui étaient opposés abandonnèrent leur patrie, et suivirent le roi Jacques.

Dans les royaumes électifs, où la plupart des élections se font par brigues, et où le trône est vénal, quoi qu'on en dise, je crois que le nouveau souverain trouvera la facilité, après son élévation, d'acheter ceux qui lui ont été opposés, comme il s'est rendu favorables ceux qui l'ont élu. La Pologne nous en fournit des exemples : on y trafique si grossièrement du trône, qu'il semble que cet achat se fasse aux marchés publics, et la libéralité d'un roi de Pologne écarte de son chemin toute opposition; il est le maître de gagner les grandes familles par des palatinats, des starosties et d'autres charges qu'il confère. Mais comme les Polonais ont sur le sujet des bienfaits la mémoire très-courte, il faut revenir souvent à la charge; en un mot, la république de Pologne est comme le

tonneau des Danaïdes : le roi le plus généreux répandra vainement ses bienfaits sur eux, il ne les remplira jamais. Cependant, comme un roi de Pologne a beaucoup de grâces à faire, il peut se ménager des ressources fréquentes, en ne faisant ses libéralités que dans les occasions où il a besoin des familles qu'il enrichit.

La troisième question de Machiavel regarde proprement la sûreté d'un prince dans un royaume héréditaire : s'il vaut mieux qu'il entretienne l'union ou l'animosité parmi ses sujets.

Cette question pouvait peut-être avoir lieu du temps des ancêtres de Machiavel, à Florence; mais à présent, je ne pense pas qu'aucun politique l'adoptât toute crue et sans la mitiger. Je n'aurais qu'à citer le bel apologue si connu de Ménénius Agrippa, par lequel il réunit le peuple romain. Les républiques, cependant, doivent en quelque façon entretenir de la jalousie entre leurs membres, car, s'ils s'unissent tous, la forme de leur gouvernement change en monarchie. Cela ne doit point se communiquer aux particuliers auxquels la désunion est préjudiciable, mais seulement à ceux qui pourraient, en s'unissant le plus facilement, ravir l'autorité suprême.

Il y a des princes qui croient la désunion de leurs ministres nécessaire pour leur intérêt; ils pensent être moins trompés par des hommes qu'une haine mutuelle tient d'autant plus en garde sur leur conduite. Mais si ces haines produisent cet effet d'un côté, elles en produisent aussi, d'un autre, qui sont très-préjudiciables aux intérêts de ces mêmes princes; car, au lieu que ces ministres devraient y contribuer également, il arrive que, par des vues de se nuire, ils contrecarrent leurs avis et leurs plans les plus convenables pour le bien de l'État, et qu'ils confondent dans leurs querelles particulières l'avantage du prince et le salut des peuples.

Rien ne contribue donc plus à la force d'une monarchie que l'union intime et inséparable de tous ses membres, et ce doit être le but d'un prince sage de l'établir.

Ce que je viens de répondre à la troisième question de Machiavel peut en quelque sorte servir de solution à son quatrième problème; examinons cependant et jugeons en deux mots si un prince

doit fomenter des factions contre lui-même, ou s'il doit gagner l'amitié de ses sujets.

C'est forger des monstres pour les combattre que de se faire des ennemis pour les vaincre; il est plus naturel, plus raisonnable, plus humain de se faire des amis. Heureux sont les princes qui connaissent les douceurs de l'amitié![a] plus heureux sont ceux qui méritent l'amour et l'affection de leurs peuples!

Nous voici à la dernière question de Machiavel, savoir: si un prince doit avoir des forteresses et des citadelles, ou s'il doit les raser.

Je crois avoir dit mon sentiment dans le chapitre dixième pour ce qui regarde les petits princes; venons à présent à ce qui intéresse la conduite des rois.

Dans les temps de Machiavel, le monde était dans une fermentation générale; l'esprit de sédition et de révolte régnait partout; et l'on ne voyait que des villes rebelles, des peuples qui remuaient, et des sujets de trouble et de guerre pour les souverains et pour leurs États. Ces révolutions fréquentes et continuelles obligèrent les princes de bâtir des citadelles sur les hauteurs des villes, pour contenir, par ce moyen, l'esprit inquiet des habitants, et pour les accoutumer à la constance.

Depuis ce siècle barbare, soit que les hommes se soient lassés de s'entre-détruire et de répandre leur sang, ou soit qu'ils soient devenus plus raisonnables, on n'entend plus tant parler de séditions et de révoltes, et l'on dirait que cet esprit d'inquiétude, après avoir assez travaillé, s'est mis à présent dans une assiette tranquille; de sorte que l'on n'a plus besoin de citadelles pour répondre de la fidélité des villes et du pays. Il n'en est pas de même cependant de ces citadelles et de ces fortifications pour se garantir des ennemis et pour assurer davantage le repos de l'État.

Les armées et les forteresses sont d'une utilité égale pour les princes; car, s'ils peuvent opposer leurs armées à leurs ennemis, ils peuvent sauver cette armée sous le canon de leurs forteresses, en cas de bataille perdue; et le siége que l'ennemi entreprend de cette forteresse leur donne le temps de se refaire et de ramasser

[a] Voyez ci-dessus, p. 53.

de nouvelles forces, qu'ils peuvent encore, s'ils les amassent à temps, employer pour faire lever le siége à l'ennemi.

Les dernières guerres de Brabant, entre l'Empereur et la France, n'avançaient presque point, à cause de la multitude des places fortes; et des batailles de cent mille hommes, remportées sur cent mille hommes, n'étaient suivies que par la prise d'une ou de deux villes; la campagne d'après, l'adversaire, ayant eu le temps de réparer ses pertes, reparaissait de nouveau, et l'on remettait en dispute ce que l'on avait décidé l'année d'auparavant. Dans des pays où il y a beaucoup de places fortes, des armées qui couvrent deux milles de terre feront la guerre trente années, et gagneront, si elles sont heureuses, pour prix de vingt batailles dix milles de terrain.

Dans des pays ouverts, le sort d'un combat ou de deux campagnes décide de la fortune du vainqueur, et lui soumet des royaumes entiers. Alexandre, César, Charles XII, devaient leur gloire à ce qu'ils trouvèrent peu de places fortifiées dans les pays qu'ils conquirent; le vainqueur de l'Inde ne fit que deux siéges en ses glorieuses campagnes; l'arbitre de la Pologne n'en fit jamais davantage. Eugène, Villars, Marlborough, Luxembourg, étaient bien d'autres capitaines que Charles et qu'Alexandre; mais les forteresses émoussèrent en quelque manière le brillant de leurs succès, qui, lorsqu'on en juge solidement, sont préférables à ceux d'Alexandre et de Charles. Les Français connaissent bien l'utilité des forteresses, car, depuis le Brabant jusqu'au Dauphiné, c'est comme une double chaîne de places fortes; la frontière de la France, du côté de l'Allemagne, est comme une gueule ouverte de lion, qui présente deux rangées de dents menaçantes et redoutables, et qui a l'air de vouloir tout engloutir.

Cela suffit pour faire voir le grand usage des villes fortifiées.

CHAPITRE XXI.

Il y a de la différence entre faire du bruit dans le monde et entre acquérir de la gloire. Le vulgaire, qui est mauvais appréciateur de réputations, se laisse aisément séduire par l'apparence de ce qui est grand et merveilleux, et il lui arrive de confondre les bonnes actions avec les actions extraordinaires, la richesse avec le mérite, ce qui a de l'éclat avec ce qui a de la solidité. Les gens éclairés et les sages jugent tout différemment; c'est une rude épreuve que de passer par leur creuset : ils dissèquent la vie des grands hommes, comme les anatomistes leurs cadavres. Ils examinent si leur intention fut honnête, s'ils furent justes, s'ils firent plus de mal que de bien aux hommes, si leur courage était soumis à leur sagesse, ou si c'était une fougue de tempérament; ils jugent des effets par leurs causes, et non pas des causes par leurs effets; ils ne sont point éblouis par des vices brillants, et ne trouvent digne de gloire que le mérite et la vertu.

Ce que Machiavel trouve grand et digne de réputation est ce faux éclat qui peut surprendre le jugement du vulgaire; il compose dans l'esprit du peuple, et du peuple le plus vil et le plus abject; mais il lui sera aussi impossible qu'à Molière de réunir cette manière de penser triviale avec la noblesse et le goût des honnêtes gens; ceux qui savent admirer le *Misanthrope* mépriseront d'autant plus le *Scapin*.

Ce chapitre de Machiavel contient du bon et du mauvais. Je relèverai premièrement les fautes de Machiavel; je confirmerai ce qu'il dit de bon et de louable; et je hasarderai ensuite mon senti-

ment sur quelques sujets qui appartiennent naturellement à cette matière.

L'auteur propose la conduite de Ferdinand d'Aragon et de Bernard de Milan pour modèle à ceux qui veulent se distinguer par de grandes entreprises et par des actions rares et extraordinaires. Machiavel cherche ce merveilleux dans la hardiesse des entreprises et dans la rapidité de l'exécution. C'est grand, j'en conviens; mais ce n'est louable qu'à proportion que l'entreprise du conquérant est juste. «Toi qui te vantes d'exterminer les vo«leurs, disaient les ambassadeurs scythes à Alexandre, tu es toi«même le plus grand voleur de la terre, car tu as pillé et saccagé «toutes les nations que tu as vaincues. Si tu es un dieu, tu dois «faire le bien des mortels, et non pas leur ravir ce qu'ils ont; si «tu es un homme, songe toujours à ce que tu es.»[a]

Ferdinand d'Aragon ne se contentait pas de faire simplement la guerre, mais il se servait de la religion comme d'un voile pour couvrir ses desseins. Si ce roi était religieux, il commettait une profanation énorme, en faisant servir la cause de Dieu de prétexte à ses fureurs; s'il était incrédule, il agissait en imposteur, en fourbe, en ce qu'il détournait, par son hypocrisie, la crédulité des peuples au profit de son ambition.

Il est bien dangereux pour un prince d'enseigner à ses sujets qu'il est juste de combattre pour des arguments : c'est rendre le clergé d'une manière indirecte maître de la guerre et de la paix, arbitre du souverain et des peuples. L'empire d'Occident dut en partie sa perte aux querelles de religion, et l'on a vu en France, sous le règne des derniers Valois, les funestes suites de l'esprit de fanatisme et de faux zèle. La politique d'un souverain veut, ce me semble, qu'il ne touche point à la foi de ses peuples, et qu'il ramène, autant qu'il dépend de lui, le clergé de ses États et ses sujets à l'esprit de douceur et de tolérance. Cette politique s'accorde non seulement avec l'esprit de l'Évangile, qui ne prêche que la paix, l'humilité et la charité envers ses frères; mais elle est aussi très-conforme aux intérêts des princes, puisqu'en déracinant le faux zèle et le fanatisme de leurs États, ils éloignent la pierre d'achoppement la plus dangereuse de leur chemin, et l'écueil

[a] Quinte-Curce, livre VII, chap. 8.

qu'ils avaient le plus à craindre; car la fidélité et la bonne volonté du vulgaire ne tiennent pas contre la fureur de la religion et contre l'enthousiasme du fanatisme, qui ouvre les cieux même aux assassins pour prix de leurs crimes, et leur promet la palme du martyre pour récompense de leurs supplices.

Un souverain ne saurait donc assez marquer de mépris pour les disputes frivoles des prêtres, qui ne sont proprement que des disputes de mots, et il ne saurait porter assez d'attention pour étouffer soigneusement la superstition et les fureurs religieuses qu'elle entraîne après soi.

Machiavel allègue, en second lieu, l'exemple de Bernard de Milan, pour insinuer aux princes qu'ils doivent récompenser et punir d'une manière éclatante, afin que toutes leurs actions aient un caractère de grandeur imprimé en elles. Les princes généreux ne manqueront point de réputation, principalement lorsque leur libéralité est une suite de leur grandeur d'âme, et non de leur amour-propre.

La bonté de leurs cœurs peut les rendre plus grands que toutes les autres vertus. Cicéron [a] disait à César : «Vous n'avez rien de «plus grand dans votre fortune que le pouvoir de sauver tant «de citoyens, ni de plus digne de votre bonté que la volonté de «le faire.» Il faudrait donc que les peines qu'un prince inflige fussent toujours au-dessous de l'offense, et que les récompenses qu'il donne fussent toujours au-dessus du service.

Mais voici une contradiction : le docteur de la politique veut, en ce chapitre-ci, que les princes tiennent leurs alliances, et dans le dix-huitième chapitre il les dégageait formellement de leur parole. Il fait comme ces diseurs de bonne aventure qui disent blanc aux uns et noir aux autres.

Si Machiavel raisonne mal sur tout ce que nous venons de dire, il parle bien sur la prudence que les princes doivent avoir de ne point s'engager légèrement avec d'autres princes plus puissants qu'eux, qui, au lieu de les secourir, pourraient les abîmer.

C'est ce que savait un grand prince d'Allemagne, également estimé de ses amis et de ses ennemis. Les Suédois entrèrent dans ses États lorsqu'il en était éloigné avec toutes ses troupes pour

[a] *Pro Ligario*, chap. XII.

secourir l'Empereur au Bas-Rhin, dans la guerre qu'il soutenait contre la France. Les ministres de ce prince lui conseillèrent, à la nouvelle de cette irruption soudaine, d'appeler le czar de Russie à son secours. Mais ce prince, plus pénétrant qu'eux, leur répondit que les Moscovites étaient comme des ours qu'il ne fallait point déchaîner, de crainte de ne pouvoir remettre leurs chaînes, si une fois ils en étaient quittes;[a] il prit généreusement sur lui les soins de sa vengeance, et il n'eut pas lieu de s'en repentir.

Si je vivais dans le siècle futur, j'allongerais assurément cet article par quelques réflexions qui pourraient y convenir; mais ce n'est point à moi à juger de la conduite des princes modernes, et dans le monde il faut savoir parler et se taire à propos.

La matière de la neutralité est aussi bien traitée par Machiavel que celle des engagements des princes. L'expérience a démontré depuis longtemps qu'un prince neutre expose son pays aux injures des deux parties belligérantes, que ses États deviennent le théâtre de la guerre, et qu'il perd toujours par la neutralité, sans que jamais il ait rien de solide à y gagner.

Il y a deux manières par lesquelles un souverain peut s'agrandir : l'une est celle de la conquête, lorsqu'un prince guerrier recule par la force de ses armes les limites de sa domination; l'autre est celle de l'activité, lorsqu'un prince laborieux fait fleurir dans ses États tous les arts et toutes les sciences, qui les rendent plus puissants et plus policés.

Tout ce livre n'est rempli que de raisonnements sur cette première manière de s'agrandir : disons quelque chose de la seconde, plus innocente, plus juste et tout aussi utile que la première.

Les arts les plus nécessaires à la vie sont l'agriculture, le commerce et les manufactures; les sciences qui font le plus d'honneur à l'esprit humain sont : la géométrie, la philosophie, l'astronomie, l'éloquence, la poésie, et tout ce qu'on entend sous le nom de beaux-arts.

Comme tous les pays sont très-différents, il y en a où le fort consiste dans l'agriculture, d'autres dans les vendanges, d'autres dans les manufactures, et d'autres dans le commerce; ces arts se trouvent même prospérer ensemble dans quelques pays.

[a] Voyez ci-dessus, p. 134.

Les souverains qui choisiront cette manière douce et aimable de se rendre plus puissants seront obligés d'étudier principalement la constitution de leur pays, afin de savoir lesquels de ces arts seront les plus propres à y réussir, et par conséquent lesquels ils doivent le plus encourager. Les Français et les Espagnols se sont aperçus que le commerce leur manquait, et ils ont médité, par cette raison, sur le moyen de ruiner celui des Anglais. Si la France y réussit, la perte du commerce de l'Angleterre augmentera sa puissance plus considérablement que la conquête de vingt villes et d'un millier de villages ne l'aurait pu faire; et l'Angleterre et la Hollande, ces deux pays les plus beaux et les plus riches du monde, dépériront insensiblement, comme un malade qui meurt étique ou de consomption.

Les pays dont les blés et les vignes font les richesses ont deux choses à observer : l'une est de défricher soigneusement toutes les terres, afin de mettre jusqu'au moindre terrain à profit; l'autre est de raffiner sur un plus grand, un plus vaste débit, sur les moyens de transporter ces marchandises à meilleurs frais, et de pouvoir les vendre à meilleur marché.

Quant aux manufactures de toutes espèces, c'est peut-être ce qu'il y a de plus utile et de plus profitable à un État, puisque, par elles, on suffit aux besoins et au luxe des habitants, et que les voisins sont même obligés de payer tribut à votre industrie; elles empêchent, d'un côté, que l'argent sorte du pays, et elles en font rentrer de l'autre.[a]

Je me suis toujours persuadé que le défaut de manufactures avait causé en partie ces prodigieuses émigrations des pays du Nord, de ces Goths, de ces Vandales qui inondèrent si souvent les pays méridionaux. Dans ces temps reculés, on ne connaissait d'arts en Suède, en Danemark, et dans la plus grande partie de l'Allemagne, que l'agriculture; les terres labourables étaient partagées entre un certain nombre de propriétaires qui les cultivaient, et qu'elles pouvaient nourrir.

Mais comme la race humaine a de tout temps été très-féconde dans ces pays froids, il arrivait qu'il y avait deux fois plus d'habitants dans un pays qu'il n'en pouvait subsister par le labou-

[a] Voyez t. VI, p. 77.

rage; et ces cadets de bonne maison s'attroupaient alors, et faisaient les chevaliers d'industrie par nécessité, ravageaient d'autres pays, et en dépossédaient les maîtres. Aussi voit-on, dans l'histoire de l'empire d'Orient et d'Occident, que ces barbares ne demandaient, pour l'ordinaire, que des champs pour cultiver, afin de fournir à leur subsistance. Les pays du Nord ne sont pas moins peuplés qu'ils l'étaient alors; mais comme le luxe a très-sagement multiplié nos besoins, il a donné lieu à des manufactures et à tous ces arts qui font subsister des peuples entiers, qui, autrement, seraient obligés de chercher leur subsistance ailleurs.

Ces manières donc de faire prospérer un État sont comme des talents confiés à la sagesse du souverain, qu'il doit mettre à usure et faire valoir. La marque la plus sûre d'un pays qui, sous un gouvernement sage, est heureux, abondant et riche, c'est lorsque les beaux-arts et les sciences naissent en son sein : ce sont des fleurs qui viennent dans un terrain gras et sous un ciel heureux, mais que la sécheresse ou le souffle impétueux des aquilons fait mourir.

Rien n'illustre plus un règne que les arts qui fleurissent sous son abri. Le siècle de Périclès est aussi fameux par Phidias, Praxitèle, et tant d'autres grands hommes qui vivaient à Athènes, que par les batailles que ces mêmes Athéniens remportèrent alors. Celui d'Auguste est plus connu par Cicéron, Ovide, Horace et Virgile que par les proscriptions de ce cruel empereur, qui doit, après tout, une grande partie de sa réputation à la lyre d'Horace. Celui de Louis le Grand est plus célèbre par les Corneille, les Racine, les Molière, les Boileau, les Des Cartes, les Coypel, les Le Brun, les Ramondon, que par ce passage du Rhin tant exagéré, par ce siége de Mons où Louis se trouva en personne, et par la bataille de Turin, que M. de Marsin fit perdre au duc d'Orléans par ordre du cabinet.

Les rois honorent l'humanité lorsqu'ils distinguent et récompensent ceux qui lui font le plus d'honneur; et qui serait-ce, si ce ne sont de ces esprits supérieurs qui s'emploient à perfectionner nos connaissances, qui se dévouent au culte de la vérité, et qui négligent ce qu'ils ont de matériel pour rendre plus accompli en

eux l'art de la pensée? De même que des sages éclairent l'univers, ils mériteraient d'en être les législateurs.

Heureux sont les souverains qui cultivent eux-mêmes ces sciences, qui pensent avec Cicéron, ce consul romain, libérateur de sa patrie et père de l'éloquence : «Les lettres forment la jeu-«nesse, et font les charmes de l'âge avancé. La prospérité en est «plus brillante; l'adversité en reçoit des consolations; et dans «nos maisons, dans celles des autres, dans les voyages, dans la «solitude, en tout temps, en tous lieux, elles font la douceur de «notre vie.»[a]

Laurent de Médicis, le plus grand homme de sa nation, était le pacificateur de l'Italie et le restaurateur des sciences; sa probité lui concilia la confiance générale de tous les princes; et Marc-Aurèle, un des plus grands empereurs de Rome, était non moins heureux guerrier que sage philosophe, et joignait la pratique la plus sévère de la morale à la profession qu'il en faisait. Finissons par ses paroles : «Un roi que la justice conduit a l'univers pour «son temple, et les gens de bien en sont les prêtres et les sacri-«ficateurs.»

[a] Voyez ci-dessus, p. 138.

CHAPITRE XXII.

Il y a deux espèces de princes dans le monde, savoir : ceux qui voient tout par leurs propres yeux, et gouvernent leurs États eux-mêmes; et ceux qui se reposent sur la bonne foi de leurs ministres, et qui se laissent gouverner par ceux qui ont pris de l'ascendant sur leur esprit.

Les souverains de la première espèce sont comme l'âme de leurs États : le poids de leur gouvernement pèse sur eux seuls, comme le monde sur le dos d'Atlas; ils règlent les affaires intérieures comme les étrangères; toutes les ordonnances, toutes les lois, tous les édits émanent d'eux, et ils remplissent à la fois les postes de premier magistrat de la justice, de général des armées, d'intendant des finances, et en gros tout ce qui peut avoir relation avec la politique. Ils ont, à l'exemple de Dieu, qui se sert d'intelligences supérieures à l'homme pour opérer ses volontés, des esprits pénétrants et laborieux pour exécuter leurs desseins et pour remplir en détail ce qu'ils ont projeté en grand; leurs ministres ne sont proprement que des outils dans les mains d'un sage et habile maître.

Les souverains du second ordre sont comme plongés, par un défaut de génie ou une indolence naturelle, dans une indifférence léthargique, et on rappelle à la vie des corps tombés en évanouissement, par des odeurs fortes, spiritueuses et balsamiques. De même il faut qu'un État tombé en défaillance par la faiblesse du souverain soit soutenu par la sagesse et la vivacité d'un ministre capable de suppléer aux défauts de son maître. Dans ce cas,

le prince n'est que l'organe de son ministre, et il ne sert tout au plus qu'à représenter aux yeux du peuple le fantôme vain de la majesté royale; et sa personne est aussi inutile à l'État que celle du ministre lui est nécessaire. Chez les souverains de la première espèce, le bon choix des ministres peut faciliter leur travail, sans cependant influer beaucoup sur le bonheur du peuple; chez ceux de la seconde espèce, le salut du peuple et le leur dépend du bon choix des ministres.

Il n'est pas aussi facile qu'on le pense à un souverain de bien approfondir le caractère de ceux qu'il veut employer dans les affaires; car les particuliers ont autant de facilité à se déguiser devant leurs maîtres que les princes trouvent d'obstacles pour dissimuler leur intérieur aux yeux du public.

Il en est du caractère des gens de cour comme du visage des femmes fardées : à l'aide de l'artifice, la ressemblance est parfaitement observée. Les rois ne voient jamais les hommes tels qu'ils sont dans leur état naturel, mais tels qu'ils veulent paraître. Un homme qui se trouvera à la messe au moment de la consécration, un courtisan qui se trouvera à la cour dans la présence du prince, sera tout différent de ce qu'il est dans une société d'amis; et celui qu'on prenait pour un Caton à la cour est censé l'Anacréon de la ville; le sage en public est fou dans sa maison, et tel qui fait tout haut le fastueux étalage de sa vertu, sentait tout bas le honteux démenti que lui donnait son cœur.

Ceci n'est qu'un tableau du déguisement ordinaire; mais que n'est-ce point lorsque l'intérêt et l'ambition s'en mêlent, lorsqu'un poste vacant est convoité aussi avidement que le pouvait être Pénélope par sa nombreuse cour d'amants! L'avarice du courtisan augmente ses assiduités pour le prince et ses attentions sur lui-même; il emploie toutes les voies de séduction que son esprit peut lui suggérer pour se rendre agréable; il flatte le prince, il entre dans ses goûts, il approuve ses passions : c'est un caméléon qui prend toutes les couleurs qu'il réfléchit.

Après tout, si Sixte-Quint a pu tromper soixante-dix cardinaux qui devaient le connaître, combien, à plus forte raison, n'est-il pas facile à un particulier de surprendre la pénétration du souverain qui a manqué d'occasions pour l'approfondir!

Un prince d'esprit peut juger sans peine du génie et de la capacité de ceux qui le servent; mais il lui est presque impossible de bien juger de leur désintéressement et de leur fidélité, puisque ordinairement la politique des ministres est de cacher surtout leurs pratiques et leurs mauvaises menées à celui qui est en droit de les en punir, s'il en était instruit.

On a vu souvent que des hommes paraissent vertueux, faute d'occasions pour se démentir, mais qu'ils ont renoncé à l'honnêteté dès que leur vertu a été mise à l'épreuve. On ne parla point mal à Rome des Tibère, des Néron, des Caligula, avant qu'ils parvinssent au trône; peut-être que leur scélératesse serait restée brute, si elle n'avait été mise en œuvre par l'occasion qui, pour ainsi dire, développait le germe de leur méchanceté.

Il se trouve des hommes qui joignent à beaucoup d'esprit, de souplesse et de talents l'âme la plus noire et la plus ingrate; il s'en trouve d'autres qui possèdent toutes les qualités du cœur sans cet instinct vif et brillant qui caractérise le génie.

Les princes prudents ont ordinairement donné la préférence à ceux chez qui les qualités du cœur prévalaient, pour les employer dans l'intérieur de leur pays. Ils leur ont préféré, au contraire, ceux qui avaient plus de vivacité et de feu, pour s'en servir dans des négociations. Leurs raisons ont été sans doute que, puisqu'il ne s'agit que de maintenir l'ordre et la justice dans leurs États, il suffit de l'honnêteté, et que, comme il est question de séduire les voisins par des arguments spécieux, d'employer la voie de l'intrigue et souvent de la corruption dans les missions étrangères, l'on sent bien que la probité n'y est pas tant requise que l'adresse et l'esprit.

Il me semble qu'un prince ne saurait assez récompenser la fidélité de ceux qui le servent avec zèle; il y a un certain sentiment de justice en nous, qui nous pousse à la reconnaissance, et qu'il faut suivre. Mais, d'ailleurs, les intérêts des grands demandent absolument qu'ils récompensent avec autant de générosité qu'ils punissent avec clémence; car les ministres qui s'aperçoivent que leur vertu est l'instrument de leur fortune n'auront point assurément recours au crime, et ils préféreront naturellement les bienfaits de leur maître aux corruptions étrangères.

La voie de la justice et la sagesse du monde s'accordent donc parfaitement sur ce sujet, et il est aussi imprudent que dur de mettre, faute de récompense et de générosité, l'attachement des ministres à une dangereuse épreuve.

Il se trouve des princes qui donnent dans un défaut autant contraire que celui-ci à leurs véritables intérêts : ils changent de ministres avec une légèreté infinie, et ils punissent avec trop de rigueur les moindres irrégularités de leur conduite.

Les ministres qui travaillent immédiatement sous les yeux du prince, lorsqu'ils ont été quelque temps en poste, ne sauraient pas tout à fait lui déguiser leurs défauts; plus le prince est pénétrant, et plus facilement il les saisit.

Les souverains qui ne sont pas philosophes s'impatientent bientôt; ils se révoltent contre les faiblesses de ceux qui les servent, ils les disgracient, et les perdent.

Les princes qui raisonnent plus profondément connaissent mieux les hommes : ils savent qu'ils sont tous marqués au coin de l'humanité, qu'il n'y a rien de parfait en ce monde, que les grandes qualités sont, pour ainsi dire, mises en équilibre par de grands défauts, et que l'homme de génie doit tirer parti de tout. C'est pourquoi, à moins de prévarication, ils conservent leurs ministres avec leurs bonnes et leurs mauvaises qualités, et ils préfèrent ceux qu'ils ont approfondis aux nouveaux qu'ils pourraient avoir, à peu près comme d'habiles musiciens qui aiment mieux jouer d'instruments dont ils connaissent le fort et le faible que de ceux dont la bonté leur est inconnue.

CHAPITRE XXIII.

Il n'y a pas un livre de morale, il n'y a pas un livre d'histoire, où la faiblesse des princes sur la flatterie ne soit rudement tancée. On veut que les rois aiment la vérité, on veut que leurs oreilles s'accoutument à l'entendre, et on a raison; mais on veut encore, selon la coutume des hommes, des choses contradictoires. Comme l'amour-propre est le principe de nos vertus, et par conséquent du bonheur du monde, on veut que les princes en aient assez pour qu'il les rende susceptibles de la belle gloire, qu'il anime leurs grandes actions, et qu'en même temps ils soient assez indifférents sur eux-mêmes pour renoncer de leur gré au salaire de leurs travaux; le même principe doit les pousser à mériter la louange et à la mépriser. C'est prétendre beaucoup de l'humanité. S'il y a cependant un motif qui puisse encourager les princes à combattre l'appât de la flatterie, c'est l'idée avantageuse qu'on a de leur mérite, et la supposition naturelle qu'ils doivent avoir sur eux-mêmes plus de pouvoir encore que sur les autres.

Les princes insensibles à leur réputation n'ont été que des indolents ou des voluptueux abandonnés à la mollesse; c'étaient des masses d'une matière vile et abjecte, animée par aucune vertu. Des tyrans très-cruels ont aimé, il est vrai, la louange; c'était en eux un raffinement de vanité, ou, pour mieux dire, un vice de plus; ils voulaient l'estime des hommes, mais ils négligeaient en même temps l'unique voie pour s'en rendre dignes.

Chez les princes vicieux, la flatterie est un poison mortel qui multiplie les semences de leur corruption; chez les princes de

mérite, la flatterie est comme une rouille qui s'attache à leur gloire, et qui en diminue l'éclat. Un homme d'esprit se révolte contre la flatterie grossière; il repousse l'adulateur qui d'une main maladroite lui donne de l'encensoir au travers du visage. Il faudrait une crédulité infinie sur la bonne opinion qu'on a de soi-même pour souffrir la louange outrée; il faudrait même que cette crédulité fût superstitieuse; cette sorte de louange est la moins à craindre pour les grands hommes, car ce n'est pas le langage de la conviction. Il est une autre sorte de flatterie : elle est la sophiste des défauts et des vices; sa rhétorique diminue et amoindrit tout ce que son objet a de mauvais, et l'élève, par cette voie indirecte, à la perfection. C'est elle qui fournit des arguments aux passions, qui donne à la cruauté le caractère de la justice, qui donne une ressemblance si parfaite de la libéralité à la profusion, qu'on s'y méprend, et qui couvre les débauches du voile de l'amusement et du plaisir; elle amplifie même les vices étrangers, pour en ériger un trophée à ceux de son héros; elle excuse tout, elle justifie tout. La plupart des hommes donnent dans cette flatterie qui justifie leurs goûts et leurs inclinations. Il faut avoir poussé d'une main hardie la sonde jusqu'au fond de ses plaies pour les bien connaître, et il faut avoir la fermeté de se dire qu'on a des défauts qu'il faut corriger, pour résister à la fois à l'avocat insinuant de ses passions et pour se combattre soi-même. Il se trouve cependant des princes d'une vertu assez mâle pour mépriser cette sorte de flatterie; ils ont assez de pénétration pour apercevoir le serpent venimeux qui rampe sous les fleurs; et, nés ennemis du mensonge, ils ne le souffrent pas même en ce qui peut plaire à leur amour-propre, et en ce qui caresse le plus leur vanité.

Mais s'ils haïssent le mensonge, ils aiment la vérité, et ils ne sauraient avoir une rigueur semblable pour ceux qui leur disent un bien d'eux-mêmes dont ils sont convaincus. La flatterie qui se fonde sur une base solide est la plus subtile de toutes; il faut avoir le discernement très-fin pour apercevoir la nuance qu'elle ajoute à la vérité. Elle ne fera point accompagner un roi à la tranchée par des poëtes qui doivent être les historiens et les témoins de sa valeur; elle ne composera point des prologues d'opéra

remplis d'hyperboles, des préfaces fades et des épîtres rampantes: elle n'étourdira point un héros du récit de ses propres victoires; mais elle prendra l'air du sentiment, elle se ménagera délicatement des places, et elle aura les qualités de l'épigramme. Comment un grand homme, comment un héros, comment un prince spirituel peut-il se fâcher de s'entendre dire une vérité que la vivacité d'un ami qui la sentait bien a fait échapper? Ce serait un pédantisme de modestie que de s'en scandaliser, et l'esprit de la pensée sert de véhicule à la louange.

Les princes qui ont été hommes avant de devenir rois, peuvent se ressouvenir de ce qu'ils ont été, et ne s'accoutument pas si facilement aux aliments de la flatterie. Ceux qui ont régné toute leur vie ont toujours été nourris d'encens comme les dieux, et ils mourraient d'inanition, s'ils manquaient de louange.

Il serait donc plus juste, ce me semble, de plaindre les rois que de les condamner; ce sont les flatteurs, et plus qu'eux encore les calomniateurs, qui méritent la condamnation et la haine du public, de même que tous ceux qui sont assez ennemis des princes pour leur déguiser la vérité.

CHAPITRE XXIV.

La fable de Cadmus, qui sema en terre les dents d'un serpent qu'il venait de dompter, et dont naquit un peuple de guerriers qui se détruisirent, convient parfaitement au sujet de ce chapitre. Cette fable ingénieuse est l'emblème de l'ambition, de la cruauté et de la perfidie des hommes, qui à la fin leur est toujours funeste. Ce fut l'ambition illimitée des princes d'Italie, ce fut leur cruauté, qui les rendirent l'horreur du genre humain; ce furent les perfidies et les trahisons qu'ils commirent les uns envers les autres qui ruinèrent leurs affaires. Qu'on lise l'histoire d'Italie de la fin du quatorzième siècle jusqu'au commencement du quinzième : ce ne sont que cruautés, séditions, violences, ligues pour s'entre-détruire, usurpations, assassinats, en un mot, un assemblage énorme de crimes dont l'idée seule et la peinture inspire de l'horreur et de l'aversion.

Si, à l'exemple de Machiavel, on s'avisait de renverser la justice et l'humanité, on bouleverserait à coup sûr tout l'univers; personne ne se contenterait des biens qu'il possède, tout le monde envierait ceux des autres, et comme rien ne pourrait les arrêter, ils se serviraient des moyens les plus affreux pour satisfaire leur cupidité. L'un engloutirait le bien de ses voisins, un autre viendrait après lui, qui le déposséderait à son tour; il n'y aurait aucune sûreté pour personne, le droit du plus fort serait l'unique justice de la terre, et une pareille inondation de crimes réduirait dans peu ce continent dans une vaste et triste solitude. C'était donc l'iniquité et la barbarie des princes d'Italie qui firent qu'ils

perdirent leurs États, ainsi que les faux principes de Machiavel perdront à coup sûr ceux qui auront la folie de les suivre.

Je ne déguise rien : la lâcheté de quelques-uns de ces princes d'Italie peut avoir également avec leur méchanceté concouru à leur perte; la faiblesse des rois de Naples, il est sûr, ruina leurs affaires. Mais qu'on me dise, d'ailleurs, en politique tout ce que l'on voudra, argumentez, faites des systèmes, alléguez des exemples, employez toutes les subtilités des sophistes, vous serez obligé d'en revenir à la justice malgré vous, à moins que vous consentiez à vous brouiller avec le bon sens. Machiavel lui-même ne fait qu'un galimatias pitoyable lorsqu'il veut enseigner d'autres maximes, et quoi qu'il ait fait, il n'a pu plier la vérité à ses principes. Le commencement de ce chapitre est un endroit fâcheux pour ce politique; sa méchanceté l'a engagé dans un dédale où son esprit cherche vainement le fil merveilleux d'Ariane pour l'en tirer.

Je demande humblement à Machiavel ce qu'il a prétendu dire par ces paroles : «Si l'on remarque en un souverain nouvellement «élevé sur le trône, ce qui veut dire dans un usurpateur, de la «prudence et du mérite, on s'attachera bien plus à lui qu'à ceux «qui ne sont redevables de leur grandeur qu'à leur naissance. La «raison de cela, c'est qu'on est bien plus touché du présent que «par le passé; et quand on y trouve de quoi se satisfaire, on ne «va pas plus loin.»

Machiavel suppose-t-il que, de deux hommes également valeureux et spirituels, le peuple préférera l'usurpateur au prince légitime? ou l'entend-il d'un souverain sans vertus, et d'un ravisseur vaillant et plein de capacité? Il ne se peut point que la première supposition soit celle de l'auteur; elle est opposée aux notions les plus ordinaires du bon sens : ce serait un effet sans cause que la prédilection d'un peuple en faveur d'un homme qui commet une action violente pour se rendre leur maître, et qui, d'ailleurs, n'aurait aucun mérite préférable à celui du souverain légitime. Machiavel renforcé de tous les sorites des sophistes, et de l'âne de Buridan [13] même, si l'on veut, ne me donnera pas la solution de ce problème.

[13] Voyez *Bayle, Dictionnaire* [Voyez aussi t. IV, p. 12.]

Ce ne saurait être non plus la seconde supposition, car elle est aussi frivole que la première; quelques qualités qu'on donne à un usurpateur, on m'avouera que l'action violente par laquelle il élève sa puissance est une injustice. Or, à quoi peut-on s'attendre d'un homme qui débute par le crime, si ce n'est à un gouvernement violent et tyrannique? Il en est de même d'un homme qui se marierait, et qui serait métamorphosé en Actéon par sa femme le jour même de ses noces : je ne pense pas qu'il augurerait bien de la fidélité de sa nouvelle épouse, après l'échantillon qu'elle lui aurait donné de son inconstance.

Machiavel prononce condamnation contre ses propres principes en ce chapitre; car il dit clairement que, sans l'amour des peuples, sans l'affection des grands, et sans une armée bien disciplinée, il est impossible à un prince de se soutenir sur le trône. La vérité semble le forcer de lui rendre cet hommage, à peu près comme les théologiens l'assurent des anges maudits, qui reconnaissent un Dieu, mais qui enragent.

Voici en quoi consiste la contradiction : pour gagner l'affection des peuples et des grands, il faut avoir un fonds de probité et de vertu; il faut que le prince soit humain et bienfaisant, et qu'avec ces qualités du cœur on trouve en lui de la capacité pour s'acquitter des pénibles fonctions de sa charge avec sagesse, afin qu'on puisse avoir confiance en lui. Quel contraste de ces qualités avec celles que Machiavel donne à son prince! Il faut être tel que je viens de le dire pour gagner les cœurs, et non pas, comme Machiavel l'enseigne dans le cours de cet ouvrage, injuste, cruel, ambitieux, et uniquement occupé du soin de son agrandissement.

C'est ainsi qu'on peut voir démasqué ce politique que son siècle fit passer pour un grand homme, que beaucoup de ministres ont reconnu dangereux, mais qu'ils ont suivi, dont on a fait étudier les abominables maximes aux princes, à qui personne n'avait encore répondu en forme, et que beaucoup de politiques suivent encore, sans vouloir qu'on les en accuse.

Heureux serait celui qui pourrait détruire entièrement le machiavélisme dans le monde! J'en ai fait voir l'inconséquence; c'est à ceux qui gouvernent l'univers à donner des exemples de vertu aux yeux du monde. Je l'ose dire, ils sont obligés de guérir le

public de la fausse idée dans laquelle il se trouve sur la politique, qui n'est proprement que le système de la sagesse des princes, mais que l'on soupçonne communément d'être le bréviaire de la fourberie et de l'injustice. C'est à eux de bannir les subtilités et la mauvaise foi des traités, et de rendre la vigueur à l'honnêteté et à la candeur, qui, à dire vrai, ne se trouve plus entre les souverains. C'est à eux de montrer qu'ils sont aussi peu envieux des provinces de leurs voisins que jaloux de la conservation de leurs propres États. On respecte les souverains, c'est un devoir et même une nécessité; mais on les aimerait, si, moins occupés d'augmenter leur domination, ils étaient plus attentifs à bien régner. L'un est un effet d'une imagination qui ne saurait se fixer; l'autre est une marque d'un esprit juste, qui saisit le vrai, et qui préfère la solidité du devoir au brillant de la vanité. Le prince qui veut tout posséder est comme un estomac qui se surcharge goulûment de viandes, sans songer qu'il ne pourra pas les digérer. Le prince qui se borne à bien gouverner est comme un homme qui mange sobrement, et dont l'estomac digère bien.

CHAPITRE XXV.

La question sur la liberté de l'homme est un de ces problèmes qui pousse la raison des philosophes à bout, et qui a souvent tiré des anathèmes de la bouche sacrée des théologiens. Les partisans de la liberté disent que si les hommes ne sont pas libres, Dieu agit en eux; que c'est Dieu qui, par leur ministère, commet les meurtres, les vols et tous les crimes, ce qui pourtant est manifestement opposé à sa sainteté; en second lieu, que si l'Être suprême est le père des vices et l'auteur des iniquités qui se commettent, on ne pourra plus punir les coupables, et il n'y aura ni crimes ni vertus dans le monde. Or, comme on ne saurait penser à ce dogme affreux sans en apercevoir toutes les contradictions, on ne saurait prendre de meilleur parti qu'en se déclarant pour la liberté de l'homme.

Les partisans de la nécessité absolue disent, au contraire, que Dieu serait pire qu'un ouvrier aveugle et qui travaille dans l'obscurité, si, après avoir créé ce monde, il eût ignoré ce qui devait s'y faire. Un horloger, disent-ils, connaît l'action de la moindre roue d'une montre, puisqu'il sait le mouvement qu'il lui a imprimé, et à quelle destination il l'a faite; et Dieu, cet être infiniment sage, serait le spectateur curieux et impuissant des actions des hommes! Comment ce même Dieu, dont les ouvrages portent tous un caractère d'ordre, et qui sont tous asservis à de certaines lois immuables et constantes, aurait-il laissé jouir l'homme seul de l'indépendance et de la liberté? Ce ne serait plus la Providence qui gouvernerait le monde, mais le caprice des hommes. Puis

donc qu'il faut opter entre le Créateur et la créature, lequel des deux est automate, il est plus raisonnable de croire que c'est l'être en qui réside la faiblesse que l'être en qui réside la puissance. Ainsi la raison et les passions sont comme des chaînes invisibles par lesquelles la main de la Providence conduit le genre humain pour concourir aux événements que sa sagesse éternelle avait résolus, qui devaient arriver dans le monde, et pour que chaque individu remplît la destinée.

C'est ainsi que pour éviter Charybde on s'approche trop de Scylla, et que les philosophes se poussent mutuellement dans l'abîme de l'absurdité, tandis que les théologiens ferraillent dans l'obscurité, et se damnent dévotement par charité et par zèle. Ces partis se font la guerre à peu près comme les Carthaginois et les Romains se la faisaient. Lorsqu'on appréhendait de voir les troupes romaines en Afrique, on portait le flambeau de la guerre en Italie; et lorsqu'à Rome on voulut se défaire d'Annibal, que l'on craignait, on envoya Scipion à la tête des légions assiéger Carthage. Les philosophes, les théologiens et la plupart des héros d'arguments ont le génie de la nation française : ils attaquent vigoureusement, mais ils sont perdus s'ils sont réduits à la guerre défensive. C'est ce qui fit dire à un bel esprit que Dieu était le père de toutes les sectes, puisqu'il leur avait donné à toutes des armes égales, de même qu'un bon côté et un revers. Cette question sur la liberté ou la prédestination des hommes est transportée par Machiavel de la métaphysique dans la politique; c'est cependant un terrain qui lui est tout étranger, et qui ne saurait la nourrir; car, en politique, au lieu de raisonner si nous sommes libres ou si nous ne le sommes point, si la fortune et le hasard peuvent quelque chose ou s'ils ne peuvent rien, il ne faut proprement penser qu'à perfectionner sa pénétration et à nourrir sa prudence.

La fortune et le hasard sont des mots vides de sens qui sont nés du cerveau des poëtes, et qui, selon toute apparence, doivent leur origine à la profonde ignorance dans laquelle croupissait le monde lorsqu'on donna des noms vagues aux effets dont les causes étaient inconnues.

Ce qu'on appelle vulgairement la fortune de César signifie

proprement toutes les conjonctures qui ont favorisé les desseins de cet ambitieux. Ce que l'on entend par l'infortune de Caton, ce sont les malheurs inopinés qui lui arrivèrent, ces contre-temps où les effets suivirent si subitement les causes, que sa prudence ne put ni les prévoir ni les contrecarrer.

Ce qu'on entend par le hasard ne saurait mieux s'expliquer que par le jeu des dés. Le hasard, dit-on, a fait que mes dés ont porté plutôt douze que sept. Pour décomposer ce phénomène physiquement, il faudrait avoir attention à bien des choses, comme sont la manière dont on a fait entrer les dés dans le cornet, les mouvements de la main plus ou moins forts, plus ou moins réitérés qui les font tourner dans le cornet, et qui impriment aux dés un mouvement plus vif ou plus lent lorsqu'on les chasse sur la table. Ce sont ces causes que je viens d'indiquer qui, prises ensemble, s'appellent le hasard. Un examen de cette nature, où il faut beaucoup de discussion, demande un esprit philosophique et attentif; mais comme ce n'est pas le fait de tout le monde que d'approfondir les matières, on aime mieux s'épargner cette peine. J'avoue qu'on en est quitte à meilleur marché lorsqu'on se contente d'un nom qui n'a aucune réalité; de là vient que de tous les dieux du paganisme la fortune et le hasard sont les seuls qui nous sont restés. Cela n'est pas tant mauvais, car les imprudents rejettent tous la cause de leur malheur sur la contrariété de la fortune, autant que ceux qui parviennent dans le monde sans mérite éminent érigent l'aveugle destin en divinité dont la sagesse et la justice sont admirables.

Tant que nous ne serons que des hommes, c'est-à-dire, des êtres très-bornés, nous ne serons jamais tout à fait supérieurs à ce qu'on appelle les coups de la fortune. Nous devons ravir ce que nous pouvons, par la sagesse et la prudence, au hasard et à l'événement; mais notre vue est trop courte pour tout apercevoir, et notre esprit trop étroit pour tout combiner. Quoique nous soyons faibles, à la vérité, ce n'est pas une raison pour négliger le peu de forces que nous avons; tout au contraire, il faut en tirer le meilleur usage que l'on peut, et ne point dégrader notre être en nous mettant au niveau des brutes, puisque nous ne sommes pas des dieux. Effectivement il ne faudrait pas moins

aux hommes que la toute-science divine pour combiner une infinité de causes cachées, et pour connaître jusqu'au plus petit ressort des événements, afin de tirer, par leur moyen, de justes conjectures pour l'avenir.

Voici deux événements qui feront voir clairement qu'il est impossible à la sagesse humaine de tout prévoir. Le premier événement est celui de la surprise de Crémone par le prince Eugène, entreprise concertée avec toute la prudence imaginable, et exécutée avec une valeur infinie. Voici comment ce dessein échoua: le prince s'introduisit dans la ville, vers le matin, par un canal à immondices que lui ouvrit un curé avec lequel il était en intelligence; il se serait infailliblement rendu maître de la place, si deux choses qu'il ne pouvait imaginer ne fussent arrivées. Premièrement, un régiment suisse qui devait exercer le même matin se trouva sous les armes, et lui fit résistance jusqu'à ce que le reste de la garnison s'assemblât. En second lieu, le guide qui devait mener le prince de Vaudemont à une autre porte de la ville, dont ce prince devait s'emparer, manqua le chemin, ce qui fit que ce détachement arriva trop tard. Je crois que la prêtresse de Delphes écumant de fureur sur son trépied sacré n'aurait prévu ces accidents par aucun secret de son art.

Le second événement dont j'ai voulu parler est celui de la paix particulière que les Anglais firent avec la France vers la fin de la guerre de succession. Ni les ministres de l'empereur Joseph, ni les plus grands philosophes, ni les plus habiles politiques n'auraient pu soupçonner qu'une paire de gants changerait le destin de l'Europe; cela arriva cependant au pied de la lettre, comme on pourra le voir.

Mylady Marlborough exerçait la charge de grande maîtresse de la reine Anne à Londres, tandis que son époux faisait dans les campagnes de Brabant une double moisson de lauriers et de richesses. Cette duchesse soutenait par sa faveur le parti du héros, et le héros soutenait le crédit de son épouse par ses victoires. Le parti des torys, qui leur était opposé, et qui souhaitait la paix, ne pouvait rien, tandis que cette duchesse était toute-puissante auprès de la Reine. Elle perdit cette faveur par une cause assez légère: la Reine avait commandé des gants auprès de sa gantière,

et la duchesse en avait commandé en même temps; son impatience de les avoir lui fit presser la gantière de la servir avant la Reine. Cependant Anne voulut avoir ses gants; une dame du palais qui était ennemie de mylady Marlborough informa la Reine de tout ce qui s'était passé, et s'en prévalut avec tant de malignité, que la Reine, dès ce moment, regarda la duchesse comme une favorite dont elle ne pouvait plus supporter l'insolence. La gantière acheva d'aigrir cette princesse par l'histoire des gants, qu'elle lui conta avec toute la noirceur possible. Ce levain, quoique léger, fut suffisant pour mettre toutes les humeurs en fermentation, et pour assaisonner tout ce qui doit accompagner une disgrâce. Les torys, et le maréchal de Tallard à leur tête, se prévalurent de cette affaire, qui devint un coup de partie pour eux. La duchesse de Marlborough fut disgraciée peu de temps après, et avec elle tomba le parti des wighs et celui des alliés et de l'Empereur. Tel est le jeu des choses les plus graves du monde : la Providence se rit de la sagesse et des grandeurs humaines; des causes frivoles et quelquefois ridicules changent souvent la fortune des États et des monarchies entières. Dans cette occasion, de petites misères de femmes sauvèrent Louis XIV d'un pas dont sa sagesse, ses forces et sa puissance ne l'auraient peut-être pas pu tirer, et obligèrent les alliés à faire la paix malgré eux.

Ces sortes d'événements arrivent; mais j'avoue que c'est rarement, et que leur autorité n'est pas suffisante pour décréditer entièrement la prudence et la pénétration; il en est comme des maladies, qui altèrent quelquefois la santé des hommes, mais qui ne les empêchent pas de jouir la plupart du temps des avantages d'un tempérament robuste.

Il faut donc nécessairement que ceux qui doivent gouverner le monde cultivent leur pénétration et leur prudence; mais ce n'est pas tout; car, s'ils veulent captiver la fortune, il faut qu'ils apprennent à plier leur tempérament sous les conjonctures, ce qui est très-difficile.

Je ne parle, en général, que de deux sortes de tempéraments, celui d'une vivacité hardie, et celui d'une lenteur circonspecte; et comme ces causes morales ont une cause physique, il est presque impossible qu'un prince soit si fort maître de lui-même, qu'il

prenne toutes les couleurs comme un caméléon. Il y a des siècles qui favorisent la gloire des conquérants et de ces hommes hardis et entreprenants qui semblent nés pour agir et pour opérer des changements extraordinaires dans l'univers. Des révolutions, des guerres les favorisent, et principalement ces esprits de vertige et de défiance qui brouillent les souverains, leur fournissent des occasions pour déployer leurs dangereux talents; en un mot, toutes les conjonctures qui sympathisent avec leur naturel turbulent et actif facilitent leurs succès.

Il y a d'autres temps où le monde, moins agité, ne paraît vouloir être régi que par la douceur, où il ne faut que de la prudence et de la circonspection; c'est une espèce de calme heureux dans la politique, qui succède ordinairement après l'orage; c'est alors que les négociations sont plus efficaces que les batailles, et qu'il faut gagner par la plume ce que l'on ne saurait acquérir par l'épée.

Afin qu'un souverain pût profiter de toutes les conjonctures, il faudrait qu'il apprît à se conformer au temps, comme un habile pilote, qui déploie toutes ses voiles lorsque les vents lui sont favorables, mais qui va à la bouline, ou qui les cale même, lorsque la tempête l'y oblige, est uniquement occupé de conduire son vaisseau dans le port désiré, indépendamment des moyens pour y parvenir.

Si un général d'armée était circonspect et téméraire à propos, il serait presque indomptable; il y aurait des occasions où il tirerait la guerre en longueur, comme lorsqu'il aurait affaire à un ennemi qui manquerait de ressources pour fournir aux frais d'une longue guerre, ou lorsque l'armée opposée aurait une disette de provisions et de fourrage. Fabius matait Annibal par ses longueurs; ce Romain n'ignorait pas que le Carthaginois manquait d'argent et de recrues, et que, sans combattre, il suffisait de voir tranquillement fondre cette armée pour la faire périr, pour ainsi dire, d'inanition. La politique d'Annibal était, au contraire, de combattre; sa puissance n'était qu'une force d'accident, dont il fallait tirer avec promptitude tout l'avantage possible, afin de lui donner de la solidité par la terreur qu'impriment les actions brillantes et héroïques, et par les ressources qu'on tire des conquêtes.

En l'an 1704, si l'électeur de Bavière et le maréchal de Tallard n'étaient point sortis de Bavière pour s'avancer jusqu'à Blenheim et Höchstädt, ils seraient restés les maîtres de toute la Souabe; car l'armée des alliés, ne pouvant subsister en Bavière faute de vivres, aurait été obligée de se retirer vers le Main, et de se séparer. Ce fut donc manque de circonspection, lorsqu'il en était temps, que l'Électeur confia au sort d'une bataille à jamais mémorable et glorieuse pour la nation allemande ce qu'il ne dépendait que de lui de conserver. Cette imprudence fut punie par la défaite totale des Français et des Bavarois, et par la perte de la Bavière et de tout ce pays qui est entre le Haut-Palatinat et le Rhin. La témérité est brillante, je l'avoue, elle frappe et elle éblouit; mais ce n'est qu'un beau dehors, elle est féconde en dangers. La prudence est moins vive, elle a moins d'éclat; mais elle marche d'un pas ferme et sans vaciller.

On ne parle point des téméraires qui ont péri; on ne parle que de ceux qui ont été secondés de la fortune. Il en est ainsi que des rêves et des prophéties : entre mille qui ont été fausses et que l'on oublie, on ne se ressouvient que d'un petit nombre qui se sont trouvées vraies. Le monde devrait juger des événements par leurs causes, et non pas des causes par l'événement.

Je conclus donc qu'un peuple risque beaucoup avec un prince téméraire; que c'est un danger continuel qui le menace; et que le souverain circonspect, s'il n'est pas propre pour les grands exploits, semble né avec des talents plus capables que ceux du premier pour rendre les peuples heureux sous sa domination. Le fort des téméraires, ce sont les conquêtes; le fort des prudents, c'est de les conserver.

Pour que les uns et les autres soient grands hommes, il faut qu'ils viennent à propos au monde, sans quoi les talents leur sont plus pernicieux que profitables. Tout homme raisonnable, et principalement ceux que le ciel a destinés pour gouverner les autres, devraient se faire un plan de conduite aussi bien raisonné et lié qu'une démonstration géométrique. En suivant en tout un pareil système, ce serait le moyen d'agir conséquemment, et de ne jamais s'écarter de son but; on pourrait ramener par là toutes les conjonctures et tous les événements à l'acheminement de ses

desseins; tout concourrait pour exécuter les projets que l'on aurait médités.

Mais qui sont ces princes desquels nous prétendons tant de rares talents? Ce ne sont que des hommes, et il sera vrai de dire que, selon leur nature, il leur est impossible de satisfaire à tous leurs devoirs; on trouverait plutôt le phénix des poëtes et les unités des métaphysiciens que l'homme de Platon. Il est juste que les peuples se contentent des efforts que font les souverains pour parvenir à la perfection. Les plus accomplis d'entre eux seront ceux qui s'éloigneront plus que les autres du prince de Machiavel. Il n'est que juste que l'on supporte leurs défauts, lorsqu'ils sont contre-balancés par des qualités du cœur et par de bonnes intentions; il faut nous souvenir sans cesse qu'il n'y a rien de parfait dans le monde, et que l'erreur et la faiblesse sont le partage de tous les hommes. Le pays le plus heureux est celui où une indulgence mutuelle du souverain et des sujets répand sur la société cette douceur aimable sans laquelle la vie est un poids qui devient à charge, et le monde une vallée d'amertumes au lieu d'un théâtre de plaisirs.

CHAPITRE XXVI.

Des différentes sortes de négociations, et des raisons justes de faire la guerre.

Nous avons vu, dans cet ouvrage, tous les faux raisonnements par lesquels Machiavel a prétendu nous donner le change et nous faire prendre des scélérats pour de grands hommes.

J'ai fait mes efforts pour prouver le contraire et pour désabuser le monde de l'erreur où sont bien des personnes sur la politique des princes. Je leur ai montré que la véritable sagesse des souverains était de faire du bien, et d'être les plus accomplis dans leurs États; que leur véritable intérêt exigeait qu'ils fussent justes, afin que la nécessité ne les obligeât point de condamner en d'autres ce que leur indulgence autorise en eux-mêmes; qu'il ne leur doit point suffire de faire des actions brillantes pour contenter leur ambition et leur gloire; mais qu'ils doivent leur préférer même tout ce qui peut tendre au bonheur du genre humain, en évitant ce qui peut contribuer à sa ruine. J'ai dit que c'était là l'unique moyen d'établir leur réputation sur un fondement solide, et de mériter que la gloire de leur nom passât sans souffrir aucune altération jusqu'à la postérité la plus reculée.

J'ajouterai à ceci deux considérations, dont l'une regarde la manière de négocier, et l'autre, ce qu'on peut appeler des raisons valables pour qu'un souverain s'engage dans une guerre ouverte.

Les ministres que les princes entretiennent dans les cours étrangères sont des espions privilégiés qui veillent sur la conduite des

rois chez lesquels ils résident; ils doivent pénétrer les desseins de ces princes, éclairer leurs démarches, approfondir leurs actions, pour en informer leurs maîtres et les avertir à temps, s'ils en aperçoivent de contraires à leurs intérêts. Un des principaux objets de leur mission est de cimenter les liens d'amitié entre les souverains; mais au lieu d'être des artisans de paix, ils sont souvent des organes de la guerre. Ils savent délier les liens les plus sacrés du secret par l'appât de la corruption; ils sont souples, accommodants, adroits et rusés; et comme leur amour-propre va de pair avec leur devoir, ils se dévouent entièrement au service de leurs maîtres.

C'est contre les corruptions et les artifices de ces espions que les princes ont lieu d'être en garde. Il est nécessaire que le gouvernement soit attentif sur leurs démarches, et qu'il en soit informé, afin que, les devinant d'avance, il puisse en prévenir les dangereuses suites, et cacher aux yeux de ces lynx des secrets que la prudence défend de laisser transpirer. Mais s'ils sont dangereux à l'ordinaire, ils le sont infiniment plus lorsque l'importance de leur négociation augmente; et c'est alors que les princes ne sauraient examiner assez rigoureusement la conduite de leurs ministres, afin d'approfondir si quelque pluie de Danaé n'aurait point amolli l'austérité de leur vertu.

Dans des temps critiques où des traités et des alliances se font, il faut que la prudence des souverains soit plus vigilante qu'à l'ordinaire, qu'ils dissèquent bien la nature des choses qu'ils veulent promettre, pour voir si elles sont telles qu'ils pourront remplir leurs engagements; qu'ils envisagent les traités qu'on leur propose sous toutes leurs faces, afin d'en prévoir les conséquences, et de juger s'ils pourraient servir de base au bonheur solide des peuples et à leur avantage réel, ou si ce n'est qu'un palliatif et une production de l'artifice et de la ruse d'autres souverains. Il faut, de plus, ajouter à toutes ces précautions le soin de bien éclaircir les termes, il faut que le grammairien pointilleux précède le politique habile, afin que cette distinction frauduleuse de l'esprit et de la parole du traité ne puisse point avoir lieu. Et il est sûr que les grands hommes n'ont jamais regretté le temps qu'ils ont donné à la réflexion avant que d'agir, puisque, ensuite,

après avoir pris des engagements, ils n'ont pas eu lieu de s'en repentir; ou du moins on a moins de reproches à se faire lorsqu'on a employé tous les ressorts de la sagesse en ses conseils que si l'on avait pris une résolution avec feu, et qu'on l'eût exécutée avec précipitation.

Toutes les négociations ne se font pas par les ministres accrédités; on envoie souvent des personnes sans caractère dans des lieux tiers où ils font des propositions sans que personne en puisse prendre ombrage. Les préliminaires de la dernière paix furent conclus de cette manière entre l'Empereur et la France, à l'insu de l'Empire et des puissances maritimes; cet accommodement se fit chez un comte de l'Empire [14] qui a ses terres au bord du Rhin.

Victor-Amédée, le prince le plus habile et le plus artificieux de son temps, savait plus que personne au monde l'art de dissimuler ses desseins. Il trompa l'univers plus d'une fois par ses ruses, entre autres, lorsque le maréchal de Catinat, dans le froc d'un moine et sous prétexte de travailler au salut de cette âme royale, retira ce prince du parti de l'Empereur, et en fit un prosélyte à la France. Cette négociation, qui se fit entre eux deux uniquement, fut conduite avec tant de dextérité, que la nouvelle alliance de la France et de la Sardaigne parut aux politiques de ce temps-là un phénomène inopiné et extraordinaire.

Je ne propose point cet exemple pour justifier la conduite de Victor-Amédée; ma plume fait aussi peu de quartier à la fourberie des rois qu'à la déloyauté des particuliers. Je prétends simplement montrer les avantages d'une conduite discrète et le profit qu'on peut retirer de l'adresse, pourvu qu'on ne s'en serve point pour rien d'indigne et de malhonnête.

C'est donc une règle générale que les princes doivent choisir les esprits les plus transcendants pour les employer dans des négociations difficiles; qu'il faut des hommes qui soient non seulement rusés et souples pour s'insinuer, mais qui aient le coup d'œil assez fin pour lire dans les yeux les secrets des cœurs, et pour juger, par les gestes et par les moindres démarches, les intentions secrètes des autres, afin que rien n'échappe à leur

14 Le comte de Neuwied. [Voyez t. I, p. 168; voyez aussi *Journal secret du baron de Seckendorff*, p. 129 — 138.]

pénétration, et que tout se découvre par la force de leur raisonnement.

Les souverains ne devraient se servir des ruses et des finesses que de la manière dont une ville nouvellement investie se sert des feux d'artifice, simplement pour découvrir les desseins de leurs ennemis. D'ailleurs, s'ils font sincèrement profession de probité, ils se concilieront infailliblement la confiance de l'Europe; ils seront heureux sans fourberie, et puissants par leur seule vertu. La paix et le bonheur d'un pays est le but naturel des négociations; c'est un centre où les chemins différents de la politique doivent tous se réunir.

La tranquillité de l'Europe se fonde principalement sur le maintien de ce sage équilibre par lequel la force supérieure de quelques souverains est contre-balancée par les forces réunies de quelques autres puissances. Si cet équilibre vient à manquer, il est à craindre qu'une révolution générale n'arrive, et qu'une nouvelle monarchie ne s'établisse sur les débris des princes que leur désunion rend faibles et impuissants.

La politique des princes de l'Europe semble donc exiger d'eux qu'ils ne perdent jamais de vue les négociations, les traités et les alliances par lesquels ils peuvent établir l'égalité entre les princes les plus formidables, et qu'ils évitent avec soin tout ce qui peut semer entre eux la zizanie et la désunion, comme leur étant tôt ou tard mortel. Une certaine prédilection pour une nation, une aversion pour une autre, des préjugés de femme, des querelles particulières, de petits intérêts, des minuties, ne doivent jamais éblouir les yeux de ceux qui gouvernent des peuples entiers. Il faut qu'ils visent au grand, et qu'ils sacrifient sans balancer la bagatelle au principal. Les grands princes se sont toujours oubliés eux-mêmes pour ne songer qu'au bien commun, s'entend qu'ils se sont soigneusement sevrés de toute prévention, pour mieux embrasser leurs véritables intérêts. L'éloignement que témoignèrent les successeurs d'Alexandre à se réunir contre les Romains était semblable à l'aversion qu'ont quelques personnes contre une saignée, dont l'omission peut les faire tomber dans une fièvre chaude ou leur causer un vomissement de sang, après quoi les remèdes ne sont souvent plus applicables. Ainsi l'impartialité et

un esprit débarrassé de préjugés est aussi nécessaire en politique qu'en justice : dans l'une, pour se conduire sans cesse selon que le veut la sagesse; dans l'autre, pour ne jamais léser l'équité.

Le monde serait bien heureux, si l'on n'avait d'autres moyens que celui de la négociation pour maintenir la justice et pour rétablir la paix parmi les nations. On emploierait les arguments au lieu d'armes, et l'on s'entre-disputerait au lieu de s'entr'égorger. Une fâcheuse nécessité oblige les princes d'avoir recours à une voie beaucoup plus cruelle, plus funeste et plus odieuse; il y a des occasions où il faut défendre par les armes la liberté des peuples qu'on veut opprimer par injustice, où il faut obtenir par la violence ce que l'iniquité des hommes refuse à la douceur, et où les souverains, nés arbitres de leurs démêlés, ne sauraient les vider qu'en mesurant leurs forces et commettant leur cause au sort des batailles. C'est en des cas pareils que ce paradoxe devient véritable, qu'une bonne guerre donne et affermit une bonne paix.

Examinons à présent en quelle occasion les souverains peuvent entreprendre des guerres sans avoir à se reprocher le sang de leurs sujets répandu, ou sans nécessité, ou pour leur vanité et leur orgueil.

De toutes les guerres, les plus justes, et dont on peut le moins se dispenser, sont les défensives, lorsque les hostilités de leurs ennemis obligent les souverains à prendre de justes mesures pour se maintenir contre leurs attaques, et qu'ils sont dans la nécessité de repousser la violence par la violence. La force de leurs bras les soutient contre la cupidité de leurs voisins, et la valeur de leurs troupes garantit la tranquillité de leurs sujets; et de même qu'il est juste de chasser un voleur lorsqu'on le trouve intentionné de commettre un larcin dans votre maison, ainsi est-ce un acte de la justice des grands et des rois de contraindre, par la voie des armes, les usurpateurs de sortir de leurs États. Les guerres que les souverains font pour le maintien de certains droits ou de certaines prétentions qu'on leur veut disputer, ne sont pas moins justes que les premières dont nous venons de parler. Comme il n'y a point de tribunaux supérieurs aux rois, et nul magistrat dans le monde qui juge de leurs différends, c'est aux combats à

décider de leurs droits et à juger de la validité de leurs raisons. Les souverains plaident les armes à la main, et ils obligent, s'ils peuvent, leurs envieux de laisser un libre cours à la justice de leur cause. C'est donc pour maintenir l'équité dans le monde, et pour éviter l'esclavage, que ces sortes de guerres se font; ce qui en rend l'usage sacré et d'une utilité indispensable.

Il y a des guerres offensives qui sont aussi justes que celles dont nous venons de parler : ce sont des guerres de précaution, et que les princes font sagement d'entreprendre, lorsque la grandeur excessive des plus grandes puissances de l'Europe semble près de se déborder, et menace d'engloutir l'univers. On voit un orage qui se forme, on ne saurait le conjurer seul; ainsi on se réunit à tous ceux qu'un commun danger met dans les mêmes intérêts. Si les autres peuples se fussent réunis contre la puissance romaine, jamais elle n'aurait pu bouleverser tant de grands empires; une alliance sagement projetée et une guerre vivement entreprise auraient fait avorter ces desseins ambitieux dont l'accomplissement enchaîna l'univers.

La prudence veut que l'on préfère les petits maux aux plus grands, et que l'on agisse tandis qu'on en est maître. Il vaut donc mieux de s'engager dans une guerre offensive lorsqu'on est libre d'opter entre la branche d'olive et la branche de laurier, que d'attendre jusqu'à ces temps désespérés où une déclaration de guerre ne peut que retarder de quelques moments l'esclavage entier et la ruine. Quoique cette situation soit fâcheuse pour un souverain, il ne saurait cependant mieux faire que de se servir de ses forces avant que les arrangements de ses ennemis, lui liant les mains, lui en fassent perdre le pouvoir. Les alliances peuvent aussi engager les princes à entrer dans les guerres de leurs alliés en leur fournissant le nombre de troupes auxiliaires dont ils sont convenus par les traités. Comme les souverains ne sauraient se passer d'alliances, puisqu'il y en a peu ou point qui puissent se soutenir par leurs propres forces, ils s'engagent à se donner un secours mutuel en cas de besoin, et à s'assister réciproquement par un nombre de troupes déterminé; ce qui contribue à leur conservation ainsi qu'à leur sûreté. C'est donc l'événement qui décide lequel des alliés retirera les fruits de l'alliance. Mais comme l'oc-

casion qui favorise une des parties contractantes dans un temps peut de même favoriser celui qui donne les auxiliaires dans d'autres conjonctures, il est de la sagesse des princes d'observer religieusement la foi des traités, et de les remplir même scrupuleusement, d'autant plus que l'intérêt de leurs peuples est que de pareilles alliances rendent plus efficace la protection des souverains, en rendant leur puissance plus redoutable à leurs ennemis.

Toutes les guerres donc qui seront entreprises, après un examen rigoureux, pour repousser des usurpateurs, pour maintenir des droits légitimes, pour garantir la liberté de l'univers, et pour éviter l'oppression et la violence des ambitieux, sont conformes à la justice et à l'équité. Les souverains qui en entreprennent de pareilles sont innocents de tout le sang répandu, puisqu'ils sont dans la nécessité d'agir, et que, dans ces circonstances, la guerre est un moindre malheur que la paix.

Ce sujet me conduit naturellement à parler des princes qui trafiquent du sang de leurs peuples par un infâme négoce. Leurs troupes sont au plus offrant; c'est une espèce d'encan où ceux qui renchérissent le plus par des subsides amènent les soldats de ces indignes souverains à la boucherie.[a] Ces princes devraient rougir de la lâcheté avec laquelle ils vendent la vie des hommes qu'ils devraient protéger comme pères des peuples; ces petits tyrans devraient entendre la voix de l'humanité, qui déteste le cruel abus qu'ils font de leur pouvoir, et qui de là même les juge indignes d'une plus haute fortune et des couronnes qu'ils n'ont pas.

Je me suis suffisamment expliqué dans le chapitre vingt et un sur les guerres de religion; j'ajoute encore qu'un souverain doit faire ce qu'il peut pour les éviter, ou du moins qu'il doit prudemment changer l'état de la question, puisque par là il diminuera le venin, l'acharnement et la cruauté qui ont été de tout temps inséparables des querelles de parti et des démêlés de religion. On ne saurait assez condamner, d'ailleurs, ceux qui, par un criminel abus, se servent, en tout ce qu'ils font, des termes de justice et d'équité, et qui, par une impiété sacrilége, font de l'Être suprême le bouclier de leur abominable ambition. Il faut une scélératesse infinie pour tromper le public par des prétextes

[a] Voyez t. VI, p. 117 et 118.

aussi légers, et les princes devraient être assez économes du sang de leurs peuples pour ne point prodiguer la vie de leurs soldats, en faisant un mauvais usage de leur valeur.

La guerre est si féconde en malheurs, l'issue en est si peu certaine, et les suites en sont si ruineuses pour un pays, que les souverains ne sauraient assez réfléchir avant que de l'entreprendre. Je ne parle point de l'injustice et des violences qu'ils commettent envers leurs voisins, mais je me borne aux malheurs qui rejaillissent directement sur leurs sujets.

Je me persuade que si les rois et les monarques voyaient au vrai le tableau des misères populaires, ils n'y seraient point insensibles. Mais ils n'ont pas l'imagination assez vive pour se représenter au naturel les maux dont leur condition les met à l'abri. Il faudrait mettre sous les yeux d'un souverain que le feu de son ambition pousse à la guerre toutes les funestes suites qu'elle a pour ses sujets : ces impôts qui accablent les peuples, ces levées qui emportent toute la jeunesse du pays, ces maladies contagieuses des armées, où périssent tant d'hommes de misère, ces siéges meurtriers, ces batailles plus cruelles encore, ces blessés que la perte de quelques membres prive des uniques instruments de leur subsistance, et ces orphelins à qui le fer ennemi a ravi ceux qui affrontaient les dangers et vendaient au prince leur sang, leurs aliments et leur nourriture; tant d'hommes utiles à l'État moissonnés avant le temps! Il n'y eut jamais de tyran qui, de sang-froid, commît de pareilles cruautés. Les princes qui font des guerres injustes sont plus cruels qu'eux. Ils sacrifient à l'impétuosité de leurs passions le bonheur, la santé et la vie d'une infinité d'hommes que leur devoir serait de protéger et de rendre heureux, au lieu de les exposer aussi légèrement à tout ce que l'humanité a de plus à redouter. Il est donc certain que les arbitres du monde ne sauraient être assez prudents et circonspects dans leurs démarches, et qu'ils ne sauraient être assez avares de la vie de leurs sujets, qu'ils ne doivent point regarder comme leurs esclaves, mais comme leurs égaux, et à quelque égard comme leurs maîtres. [a]

Je prie les souverains, en finissant cet ouvrage, de ne point

[a] Voyez ci-dessus, p. 65, 66 et 168.

s'offenser de la liberté avec laquelle je leur parle; mon but est de rendre un hommage sincère à la vérité, et de ne flatter personne. La bonne opinion que j'ai des princes qui règnent à présent dans le monde me les a fait juger dignes d'entendre la vérité. C'est aux Tibère, aux Borgia, aux monstres, aux tyrans, qu'il faut la cacher, puisqu'elle choquerait trop directement leurs crimes et leur scélératesse. Grâces au ciel, nous ne comptons aucun monstre parmi les souverains de l'Europe; mais nous savons, comme eux, qu'ils ne sont point au-dessus des faiblesses humaines; et c'est faire leur plus bel éloge que de dire qu'on ose hardiment blâmer devant eux tous les crimes des rois, et tout ce qui est contraire à la justice et aux sentiments de l'humanité.

TABLE DES MATIÈRES.

IMPRIMERIE ROYALE
(R. DECKER)

Avans propos

Le Prince de Machiavel est en fait de Moralle, ce qu'est L'ouvrage de Benoit Spinosa en matiere de foy, Spinosa Sappa Les fondemens de la foy et ne tendoit pas moins qu'a renverser tout la Religion: Machiavel corompit la politique et entreprenoit de detruire les precептes de la Sene Moralle: Les errurs de l'un n'etoyent que des erreurs de Speculation, celles de L'autre regardoient la practique. cependant il Setrouvé que les Teologiens ont Soné le Tocsin et Crié l'alarme contre Spinosa, qu'on a refuté son ouvrage en forme et qu'on a Constaté la Divinité contre les ataques de cet impie, tandis que Machiavel n'a eté que harcelé par quelque ~~p~~ Moralistes et qu'il S'est Soutenu malgré eux et malgré sa pernicieuse Moralle sur La Chaire de la politique jusqu'a nos jours.
J'ose prendre La Defance de L'humanité contre un Monstre qui veut la Detruire, et j'ai hasardé mes reflections sur cet ouvrage a la Suite de chaque chapitre afin que L'antidote se trouve dabord aupres du poison.
J'ai toujours regardé le prince de Machiavel come un des ouvrages les plus dangereux qui se soyent repandus dans le monde, c'est un livre qui doit Tomber Naturellement entre les mains des princes, et de ceux qui se Sentent du Gout pour la politique, est comme il est tres facille qu'un jeune home ambitieux et dont le coeur et le jugement n'est pas assé formé pour distinguer le bon du Movais Soit corompu par des Maximes qui flatent ses passions impetueuses, on doit regarder tout Livre qui peut y contribuer coma absolument pernicieux et contraire au bien des homes.

ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME IX.

ŒUVRES

DE

FRÉDÉRIC

LE GRAND

TOME IX.



BERLIN  MDCCCXLVIII

CHEZ RODOLPHE DECKER

IMPRIMEUR DU ROI

SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

ŒUVRES

PHILOSOPHIQUES

DE

FRÉDÉRIC II

ROI DE PRUSSE

TOME II.

BERLIN

CHEZ RODOLPHE DECKER IMPRIMEUR DU ROI

SUCCESSEUR ET HÉRITIER DE DECKER PÈRE ET FILS

M DCCC XLVIII

ŒUVRES

PHILOSOPHIQUES

TOME II.

AVERTISSEMENT
DE
L'ÉDITEUR.

Ce volume contient les seize traités philosophiques composés par Frédéric depuis son avénement.

I.
MIROIR DES PRINCES,
OU
INSTRUCTION DU ROI POUR LE JEUNE DUC CHARLES-EUGÈNE DE WÜRTEMBERG.

Le duc Charles-Alexandre de Würtemberg mourut le 12 mars 1737. Le duc Charles-Eugène, son fils et successeur, né le 11 février 1728, ne commença à régner que le 3 février 1744. Il avait achevé son éducation à Berlin, sous les yeux de sa mère, Marie-Auguste, née princesse de Thurn et Taxis, et la médiation du roi de Prusse lui avait fait obtenir le décret impérial de sa majorité, daté du 7 janvier 1744. Le 5 février, Frédéric lui en fit la remise solennelle au château de Berlin, en présence de tous les princes. Ce fut le lendemain de ce jour que le jeune duc reçut du Roi le *Miroir des princes*, que nous donnons ici. Le 8 février, il se rendit de Berlin à Potsdam, dîna chez le Roi, et partit immédiatement après pour le Würtemberg. Voyez t. III, p. 25.

Le duc Charles épousa, le 26 septembre 1748, la princesse Élisabeth-Frédérique-Sophie de Baireuth, nièce de Frédéric le Grand. Pendant la guerre de sept ans, il combattit contre la Prusse, en qualité

d'allié de l'Autriche et de la France. Il mourut le 23 octobre 1793. Voyez t. IV, p. 142; t. V, p. 9 et 232; t. VI, p. 223.

Nous avons suivi, pour le *Miroir des princes*, l'édition originale qui se trouve dans le *Göttingisches Historisches Magazin* von C. Meiners und L. T. Spittler. Hanovre, 1787, t. I, p. 683—689, sous le titre de: *König Friedrichs des Grossen Regierungs-Instruction für den gegenwärtig regierenden Herrn Herzog Karl von Würtemberg. Mon. Febr.* 1744.

II.

DISSERTATION SUR LES RAISONS D'ÉTABLIR OU D'ABROGER LES LOIS.

Cette dissertation fut lue par Darget, le 22 janvier 1750, dans une assemblée de l'Académie des sciences, en présence du jeune prince Frédéric-Guillaume de Prusse et d'un grand nombre de personnes de distinction. Après avoir été soigneusement revue par l'Auteur (*Correspondance de Frédéric avec Algarotti*, 1799, p. 141, 142 et 144), elle fut imprimée dans l'*Histoire de l'Académie*, *Année* 1749. A Berlin, 1751, p. 375—400. Cependant elle avait déjà paru parmi les *Pièces académiques* contenues dans les *Œuvres du Philosophe de Sans-Souci. Au donjon du château. Avec privilége d'Apollon.* 1750, in-4, t. III, p. 263—312.

Il serait intéressant de savoir si le Roi avait lu l'*Esprit des lois* de Montesquieu lorsqu'il écrivit ce traité. On voit par une de ses lettres qu'au mois de mars 1739 il avait lu les *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*, par le même auteur, ouvrage publié pour la première fois en 1734. Mais nous ne savons s'il connaissait l'*Esprit des lois*, qui avait paru en 1748, lorsqu'il composa la *Dissertation sur les raisons d'établir ou d'abroger les lois*. Quoi qu'il en soit, il le connaissait certainement au mois d'avril 1753; car une lettre qu'il écrivit à Darget vers cette époque contient une allusion à l'*Esprit des lois*, liv. XXX, chap. 6.

Nous avons suivi la dernière édition de cette dissertation faite sous les yeux de l'Auteur, telle qu'elle se trouve dans les *Mémoires pour servir à l'histoire de la maison de Brandebourg. D'après l'original.* A Berlin, chez Chrétien-Frédéric Voss, 1767, in-4, t. III, p. 104—154. Ce texte offre quelques légères améliorations.

III.

INSTRUCTION AU MAJOR BORCKE.

Adrien-Henri comte de Borcke, fils du feld-maréchal de ce nom, naquit à Stettin le 4 avril 1715. De 1751 à 1764 il fut gouverneur du prince Frédéric-Guillaume, qui régna plus tard sous le nom de Frédéric-Guillaume II. M. de Borcke obtint le grade de colonel le 22 avril 1759, et celui de général-major le 19 mai 1761. Au mois de décembre 1786, son ancien élève le fit lieutenant-général (avec brevet daté du 21 mai 1775), et chevalier de l'Aigle noir; enfin, il fut nommé général de la cavalerie le 25 mai 1787. Il mourut à sa terre de Stargord, près de Regenwalde en Poméranie, le 17 avril 1788.

L'*Instruction* dont il s'agit ici est un morceau fort intéressant. Elle porte la date du 24 septembre 1751. Ce sont des directions pour l'éducation du jeune prince. Nous la donnons dans son intégrité, d'après l'original conservé aux archives royales du Cabinet (Caisse 151, *B*). Ce manuscrit, de la main d'un secrétaire, est signé par le Roi. L'*Instruction au major Borcke* avait déjà été publiée presque en entier dans le *Berliner Kalender für* 1845. *Neunzehnter Jahrgang*. Berlin, bei Reimarus, p. 14—18.

IV et V.

DISCOURS SUR LES SATIRIQUES,

ET

DISCOURS SUR LES LIBELLES.

Le *Discours sur les satiriques* et le *Discours sur les libelles* sont nommés dans un catalogue des nouveaux ouvrages du Roi communiqué par l'Auteur au marquis d'Argens dans le post-scriptum de sa lettre du 12 mai 1759, que nous donnerons en son lieu. Ils ne font qu'un, pour ainsi dire, par leur date et par leur contenu; mais ils furent composés et publiés séparément, à l'occasion des écrits injurieux qui paraissaient de toutes parts contre l'Auteur, en partie à l'instigation du duc de Choiseul et de la cour de Vienne. Le Roi fait allusion à ces pamphlets dans son *Épître au marquis d'Argens*, en date du 19 novembre 1759:

Moi, que l'adversité nourrit à son école,
Qu'à Vienne un frauduleux écrit
A dépeint errant et proscrit, etc.

Dans sa lettre à Voltaire, du 24 février 1760, il dit : «Je fais la «guerre de toutes les façons à mes ennemis; plus ils me persécute-

«ront, et plus je leur taillerai de la besogne. Et si je péris, ce sera «sous un tas de leurs libelles, parmi des armes brisées sur un champ «de bataille.» On peut consulter encore là-dessus le VII[e] chapitre de l'*Histoire de la guerre de sept ans* (t. IV, p. 180), où le Roi, parlant du style injurieux et déshonorant des écrits émanés de la chancellerie autrichienne et de la diète de Ratisbonne, en 1757, ajoute que l'indécence et le scandale de ces écrits avait continué et s'était même accru à proportion des succès des armes autrichiennes.

Voltaire écrit à Frédéric, en date du 22 mars 1759 : «Le *Discours sur les satiriques* est très-beau et très-juste; mais permettez-«moi de dire à Votre Majesté que ce ne sont pas toujours des gredins «obscurs qui combattent avec la plume; vous n'ignorez pas que c'est «un des chefs du bureau des affaires étrangères qui a fait les *Lettres «d'un Hollandais.* Votre Majesté connaît les auteurs des invectives im-«primées en Allemagne; elle a vu ce qu'avait écrit mylord Tyrconnel.»

Le marquis d'Argens parle du *Discours sur les libelles* dans sa lettre au Roi datée du 5 mai 1759.

Les manuscrits et les éditions originales de ces écrits nous ayant également manqué, nous avons eu recours à l'impression la plus ancienne qui nous soit connue. Elle se trouve dans les *Œuvres du Philosophe de Sans-Souci. Dernière édition, enrichie de variantes.* A Francfort et à Leipzig, chez Henri-Louis Brönner, 1762, in-8, t. II, p. 339—353; p. 353—365. Nous avons collationné ce texte avec celui des *Œuvres de Frédéric II, publiées du vivant de l'Auteur.* A Berlin, 1789, t. II, p. 211—226, et p. 227—238; nous les avons trouvés conformes, sauf quelques petites corrections grammaticales que présente ce dernier.

VI.

RÉFLEXIONS SUR LES RÉFLEXIONS DES GÉOMÈTRES SUR LA POÉSIE.

Dans une lettre datée du 2 septembre 1760, d'Alembert écrit à Voltaire : «J'ai lu, le jour de Saint-Louis (25 août), à l'Académie française, «un morceau contre les mauvais poëtes et en votre honneur.» C'était la première partie de ses *Réflexions sur la poésie, écrites à l'occasion des pièces que l'Académie a reçues cette année pour le concours.*

Le Roi ne goûta pas ces *Réflexions*, et il composa pour les réfuter les *Réflexions sur les Réflexions des géomètres sur la poésie*, que personne avant nous n'avait publiées. Elles furent rédigées au mois d'avril 1762, comme on le voit par la lettre, inédite jusqu'ici, que le Roi

écrivit au marquis d'Argens le 18 du même mois. Le manuscrit original, qui se compose de neuf pages in-4, est écrit de la main du Roi; il se trouve aux archives royales du Cabinet (Caisse 397, *D*). La réponse de d'Alembert à cet écrit, datée du 27 mai 1762, sera publiée dans la *Correspondance*.

VII.

INSTRUCTION POUR LA DIRECTION DE L'ACADÉMIE DES NOBLES A BERLIN.

L'Académie des nobles, à Berlin, fut instituée le 1[er] mars 1765. «Le Roi, comme il le dit dans ses *Mémoires de* 1763 *jusqu'à* 1775 «(t. VI, p. 99), en régla lui-même la forme, et donna une instruction «qui contenait l'objet des études et de l'éducation que devaient recevoir ceux qu'on y placerait.» Après avoir mis cette instruction par écrit, le Roi la communiqua à M. de Catt, son lecteur, par qui elle lui fut renvoyée le 8 février 1765, avec de grands éloges (Archives du Cabinet, caisse 397, *D*). Il l'envoya à d'Alembert le 24 mars.

A défaut du manuscrit du Roi et de l'édition originale, qui n'a été tirée qu'à un petit nombre d'exemplaires, nous avons emprunté notre texte aux *Œuvres de Frédéric, publiées du vivant de l'Auteur,* t. III, p. 453—466, en y ajoutant deux variantes puisées dans le texte que M. Thiébault a donné de cette *Instruction* dans son ouvrage: *Frédéric le Grand, ou Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin,* 4[e] édition, t. V, p. 144—159.

VIII.

ESSAI SUR L'AMOUR-PROPRE ENVISAGÉ COMME PRINCIPE DE MORALE.

L'*Essai sur l'amour-propre* fut lu par le professeur Thiébault à l'Académie des sciences, le 11 janvier 1770 (Thiébault, *Mes souvenirs,* t. I, p. 94; *Berlinische privilegirte Zeitung,* 16 janvier 1770, n° 7). Le 4 janvier, le Roi l'avait envoyé à d'Alembert; le même jour Voltaire en reçut aussi une copie.

«Cet opuscule, comme le Roi le dit dans sa lettre à Voltaire, du «17 février 1770, roule sur des idées dont on trouve le germe dans l'*Es-*

«*prit* d'Helvétius et dans les *Essais* de d'Alembert. L'un écrit avec une «métaphysique trop subtile, et l'autre ne fait qu'indiquer ses idées.»

L'*Essai* de Frédéric parut d'abord dans l'*Histoire de l'Académie royale des sciences et belles-lettres. Année* 1763. A Berlin, 1770, p. 341 à 354. Nous en avons emprunté le texte à l'édition spéciale qu'en publia le Roi sous le titre de : *Discours prononcé à l'assemblée ordinaire de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Prusse, le jeudi* 11 *janvier* 1770. Berlin, chez Chrétien-Frédéric Voss, 1770, trente-deux pages in-8. En tête du traité même, p. 3, se trouve le titre que nous lui donnons.

IX.

DIALOGUE DE MORALE A L'USAGE DE LA JEUNE NOBLESSE.

Le *Dialogue de morale* a été écrit pour le corps des cadets de Berlin. Le Roi confia au lieutenant-général de Buddenbrock, chef de ce corps, le soin de faire imprimer en même temps le texte français et la traduction allemande dont Ramler est l'auteur.

Cet écrit parut le 29 mars 1770 (Ellis, *Original letters. Second series.* London, 1827, t. IV, p. 527), sous le titre de : *Dialogue de morale à l'usage de la jeune noblesse.* A Berlin, chez G.-J. Decker, imprimeur du Roi, 1770, trente-sept pages petit in-8. Le Roi l'envoya à d'Alembert et à Voltaire.

On conserve aux archives royales du Cabinet (Caisse 365, *K*) le manuscrit du Roi, auquel il a mis de sa main le titre de *Catéchisme de morale à l'usage de la jeune noblesse*, cinq pages et un quart in-4, sans date de rédaction.

Ce manuscrit diffère en plusieurs passages de l'édition originale, que nous suivons ici parce qu'elle a été imprimée sous les yeux de l'Auteur. Les éditeurs des *Œuvres de Frédéric II, publiées du vivant de l'Auteur,* t. II, p. 365—386, se sont permis beaucoup de changements arbitraires.

X.

LETTRE SUR L'ÉDUCATION.

La *Lettre sur l'éducation,* du 18 décembre 1769, se rattache par sa date et par son contenu au *Dialogue de morale;* et tout comme le

Roi avait remis le *Dialogue* au lieutenant-général de Buddenbrock, en sa qualité de chef du corps des cadets, de même il donna la *Lettre sur l'éducation* au ministre d'État de Münchhausen, le 17 avril 1770, avec l'ordre d'en prescrire l'usage dans les universités. Voyez *Friedrich der Grosse als Schriftsteller,* par J.-D.-E. Preuss, p. 204—206.

Nous reproduisons l'édition originale, qui a pour titre: *Lettre sur l'éducation.* Berlin, chez Chrétien-Frédéric Voss, 1770, trente-deux pages in-8. En tête du traité, p. 3, on lit ces mots: *Lettre d'un Génevois à M. Burlamaqui, professeur à Genève.* Les éditeurs berlinois ont suivi le même texte dans les *Œuvres de Frédéric II, publiées du vivant de l'Auteur,* t. II, p. 339—364, mais en faisant, de leur propre autorité, de nombreux changements au style.

L'éducation de la jeunesse est un sujet sur lequel Frédéric aime à revenir. Voyez son ordre de Cabinet du 5 septembre 1779, adressé au ministre d'État baron de Zedlitz, et imprimé dans les *Anekdoten von König Friedrich II. von Preussen. Herausgegeben von Friedrich Nicolai.* Berlin, 1791, cahier V, p. 33—40.

XI.

EXAMEN DE L'ESSAI SUR LES PRÉJUGÉS.

Cet ouvrage, imprimé par les soins de l'abbé Bastiani (Thiébault, *Mes souvenirs,* t. I, p. 119), est dirigé contre l'*Essai sur les préjugés, ou De l'influence des opinions sur les mœurs et sur le bonheur des hommes, ouvrage contenant l'apologie de la philosophie,* par M. D. M. A Londres (Lausanne), 1769, traité qui, attribué d'abord à Du Marsais, fut reconnu ensuite pour être l'ouvrage de la société du fameux baron d'Holbach. Le Roi envoya, le 17 mai, son *Examen* de cet *Essai* à d'Alembert, et le 24 à Voltaire.

Nous suivons l'édition originale, qui parut à Berlin, chez le libraire Voss, sous le titre de : *Examen de l'Essai sur les préjugés.* A Londres, chez Nourse, libraire, MDCCLXX, soixante-dix pages petit in-8. A la dernière page se trouve la date : A Londres, ce 2 avril 1770.

XII.

EXAMEN CRITIQUE DU SYSTÈME DE LA NATURE.

Le *Système de la nature,* que le Roi critique dans cet opuscule, est également une production de la société du baron d'Holbach. Le

Roi envoya ces remarques en manuscrit à Voltaire, ainsi qu'à d'Alembert, le 7 juillet 1770; mais il refusa absolument à plusieurs reprises (le 18 août et le 16 septembre) de les faire imprimer, quelles que fussent les instances de Voltaire. Comme nous n'avons pu nous procurer le manuscrit du Roi, nous avons suivi le texte des *Œuvres posthumes*, t. VI, p. 139—168.

Dans son *Épître à la reine douairière de Suède*, du mois de décembre 1771, Frédéric a dirigé contre l'auteur du *Système de la nature* et contre celui de l'*Essai sur les préjugés* une apostrophe fulminante qui commence par ces vers:

Allez, vils artisans de fraude et de mensonge,
Répandre sur les rois tout le fiel qui vous ronge;
Vos efforts insensés sont désormais perdus, etc.

(*Œuvres posthumes*, t. VII, p. 37 et 38.)

XIII.

DISCOURS DE L'UTILITÉ DES SCIENCES ET DES ARTS DANS UN ÉTAT.

Le Roi, voulant rendre un hommage délicat à sa sœur, la reine douairière Ulrique de Suède, qui assistait à la séance académique du 27 janvier 1772, y fit lire le *Discours de l'utilité des sciences et des arts dans un État* (Thiébault, *Mes souvenirs*, t. I, p. 100—107, et 109). Il le fit paraître immédiatement après, sous le titre de: *Discours prononcé à l'assemblée extraordinaire et publique de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Prusse, en présence de Sa Majesté la reine douairière de Suède, le lundi 27 janvier 1772*. A Berlin, chez Chrétien-Frédéric Voss, 1772, vingt-quatre pages in-8.

Cet écrit s'élève avec force contre le *Discours* de Rousseau *qui a remporté le prix à l'Académie de Dijon, en l'année 1750, sur cette question proposée par la même Académie: Si le rétablissement des sciences et des arts a contribué à épurer les mœurs*. Vers la fin du morceau, l'Auteur reproduit quelques-unes des idées de ses *Réflexions sur les Réflexions des géomètres sur la poésie*. Voltaire et d'Alembert en reçurent des exemplaires.

XIV.

EXPOSÉ DU GOUVERNEMENT PRUSSIEN, DES PRINCIPES SUR LESQUELS IL ROULE, AVEC QUELQUES RÉFLEXIONS POLITIQUES.

Cet *Exposé du gouvernement prussien* est demeuré inconnu jusqu'à présent. Le manuscrit original est aux archives royales du Cabinet (Caisse 365, *F*). Il est écrit en entier de la main du Roi, six pages in-4, sans date; mais d'après le contenu même de l'ouvrage, on peut en placer la composition vers 1775 ou 1776.

Il sera bon, en lisant cet *Exposé* du Roi, de se rappeler ses *Mémoires de* 1763 *jusqu'à* 1775, imprimés dans le sixième volume de notre édition, particulièrement les deux chapitres *Des finances* et *Du militaire*.

XV.

ESSAI SUR LES FORMES DE GOUVERNEMENT ET SUR LES DEVOIRS DES SOUVERAINS.

Le Roi fit imprimer cet ouvrage au mois d'août 1777, *dans sa maison*, comme il le dit lui-même. Il porte le titre de : *Essai sur les formes de gouvernement et sur les devoirs des souverains*. A Berlin, chez G.-J. Decker, imprimeur du Roi, 1777, quarante-deux pages in-8. On ne le tira qu'à six ou huit exemplaires. Voltaire, d'Alembert et le ministre de Hertzberg reçurent chacun le leur, les deux premiers immédiatement, celui-ci en janvier 1781.

Les archives royales du Cabinet renferment (Caisse 397, *D*) l'exemplaire que le Roi avait gardé pour lui. Il y a fait plusieurs corrections et ajouté plusieurs passages écrits sur des feuillets détachés et collés au livre. Cet exemplaire, qui a tout le prix du manuscrit autographe d'une seconde édition, fut remis aux imprimeurs par les éditeurs des *Œuvres posthumes*, lorsqu'ils furent parvenus au sixième volume. Il en porte des traces visibles.

Nous avons laissé de côté les changements faits par les éditeurs de 1788, et nous en sommes revenu purement et simplement au texte de l'exemplaire du Roi, avec les corrections mentionnées ci-dessus.

XVI.
LETTRES SUR L'AMOUR DE LA PATRIE,
OU
CORRESPONDANCE D'ANAPISTÉMON ET DE PHILOPATROS.

Ces *Lettres* parurent en même temps en allemand et en français. A Berlin, chez G.-J. Decker, imprimeur du Roi, 1779, quatre-vingt-douze pages in-8. Le Roi les avait composées dans le mois de septembre 1779; il les envoya à d'Alembert le 7 octobre.

On conserve aux archives royales du Cabinet (Caisse 150, *A*) le manuscrit original de cet ouvrage, qui a soixante-trois pages in-4. Il est de la main d'un secrétaire de la chancellerie; mais il a été revu par le Roi, et corrigé par lui en plusieurs endroits. Le titre complet a été écrit par l'Auteur : *Lettres sur l'amour de la patrie, ou Correspondance d'Anapistémon et de Philopatros*; le faux titre, *Lettres sur l'amour de la patrie*, également de la main du Roi, se trouve sur un feuillet particulier. Ce manuscrit porte des traces d'imprimerie.

Nous suivons l'édition originale de 1779.

Les *Œuvres de Frédéric, publiées du vivant de l'Auteur*, t. II, p. 239—270, donnent encore comme ouvrage du Roi un

DISCOURS SUR LA GUERRE,

pièce de l'authenticité de laquelle nous avions toujours douté. Une circonstance ajoutait à notre incertitude : c'est qu'il nous avait été impossible de découvrir dans la correspondance de Frédéric aucun témoignage qui s'y rapportât. Enfin, nous avons eu le bonheur de trouver dans la *Gazette littéraire de Berlin*. A Berlin, 1766, in-4, t. II, p. 34—36, un article sur cet ouvrage, par Joseph Du Fresne de Francheville, conseiller aulique, membre de l'Académie royale des sciences et belles-lettres, et rédacteur de ce journal. M. de Francheville intercale dans sa critique l'Avertissement et trois passages de l'écrit anonyme, et déclare enfin positivement que c'est le prince Guillaume-Adolphe de Brunswic-Lünebourg qui est l'auteur du *Discours sur la guerre*, publié chez Samuel Pitra, libraire privilégié du Roi. A Berlin, 1765, trente-huit pages in-8, avec titre gravé. Il avait déjà donné dans la feuille XI de sa *Gazette littéraire de Berlin* (lundi 11 juin 1764) un article sur la première édition du *Discours*, ouvrage qui parut d'abord sous le titre d'*Éloge de la guerre*. A Königsberg dans la Nouvelle-Marche, 1764, vingt-huit pages in-4. Cette

édition s'annonce elle-même au lecteur comme les prémices d'un jeune homme, qui demande modestement qu'on ait de l'indulgence pour son ouvrage.

M. de Francheville, qui connaissait à fond la littérature de son temps, avait été chargé par Voltaire, en 1751, de soigner la première édition du *Siècle de Louis XIV*, et par Frédéric le Grand de surveiller l'impression des *Œuvres du Philosophe de Sans-Souci*, ainsi que de l'*Extrait tiré des Commentaires du chevalier Folard sur l'Histoire de Polybe*. Voyez *Œuvres de Voltaire*, édition Beuchot, t. XX, p. 542, et t. LV, p. 699; *Correspondance entre Frédéric II et le marquis d'Argens*, A Königsberg, 1798, t. I, p. 48; et *Friedrich der Grosse als Schriftsteller*, par J.-D.-E. Preuss, p. 252.

Il existe encore deux autorités très-respectables en faveur de notre conviction relativement au véritable auteur du *Discours sur la guerre*. Ce sont les *Nouveaux Mémoires de l'Académie royale des sciences et belles-lettres. Année* 1771; et l'abbé Denina, *La Prusse littéraire sous Frédéric II*. A Berlin, 1790, t. I, p. 300 (Article *Guillaume-Adolphe, prince de Brunswic*). Le premier de ces recueils renferme, entre autres, un *Éloge du prince Guillaume-Adolphe de Brunswic* où l'on trouve ce passage, p. 38 : «Il aimait la guerre au point d'en être le panégyriste. «Et quoiqu'il ait soutenu un paradoxe dans le petit écrit où il la «présente comme un bien, comme une source d'avantages, il a su «au moins lui donner une face spécieuse.» Voici ce que le second déclare : «Le premier essai de ses occupations littéraires fut une tra«duction de Salluste, qui mérita l'approbation du Roi son oncle. Il «fit ensuite un *Discours sur la guerre*, pour faire sa cour au Roi, «dans l'armée duquel il avait aussi pris service.»

Au reste, à l'époque même où l'auteur du *Discours* s'érigeait en panégyriste de la gloire militaire, le héros de la guerre de sept ans exprimait de tout autres idées dans les dernières lignes du récit qu'il a fait de cette mémorable lutte. Après en avoir exposé les misères et les désastreux effets, il ajoute : «Veuille le ciel que le destin inaltérable «et florissant de cet État mette les souverains qui le gouverneront, à «l'abri des fléaux et des calamités dont la Prusse a souffert dans ces «temps de subversion et de troubles.» Il est bien clair que Frédéric, heureux d'avoir conclu la paix de Hubertsbourg, n'aurait pas choisi ce moment pour faire l'éloge de la guerre, dont il savait peindre les désastres avec tant d'énergie. Il est beaucoup plus naturel d'attribuer le *Discours sur la guerre* à un jeune prince désireux de manifester ainsi son esprit belliqueux à son entrée dans la carrière des armes. Le prince Guillaume-Adolphe, né le 18 mai 1745, devint colonel prussien le 25 juin 1763; le 29 juillet suivant, chef du régiment d'infanterie n° 39, en garnison à Königsberg dans la Nouvelle-Marche,

et vacant depuis la mort glorieuse du duc François de Brunswic (t. IV, p. 213). Le 1[er] octobre, il fut fait chevalier de l'Aigle noir; enfin, le 13 décembre 1764, il fut élu par acclamation membre honoraire de l'Académie des sciences de Berlin.

Telles sont les raisons qui nous ont engagé à retrancher le *Discours sur la guerre* du catalogue des œuvres authentiques de Frédéric, parmi lesquelles, depuis 1789 jusqu'ici, il a figuré dans toutes les éditions et dans toutes les traductions allemandes des Œuvres du Roi, sans que cette erreur eût été relevée par la critique. Ainsi, dans l'ouvrage de M. de Dohm intitulé, *Denkwürdigkeiten meiner Zeit*. Lemgo et Hannover, 1819, t. V, p. 117, on trouve une critique du *Discours sur la guerre* en tête d'un catalogue raisonné de quatre écrits militaires de Frédéric *(Schriften zur Kriegswissenschaft gehörig)*.

Il sera sans doute agréable aux amis de la littérature de voir comment Frédéric a parlé de la guerre à diverses époques de sa vie. A la fleur de l'âge, il s'élevait avec force dans l'*Antimachiavel* (t. VIII, p. 160, et p. 297) contre toutes les guerres qui ne sont pas «conformes à la justice et à l'équité;» dans ses plus beaux jours de Sans-Souci, il chantait l'*Art de la guerre;* au déclin de sa vie, enfin, pendant sa lutte avec les encyclopédistes, nous lui voyons défendre avec enthousiasme les gens de guerre ses *confrères*, dans l'*Examen de l'Essai sur les préjugés* et dans le *Dialogue des morts entre le prince Eugène, mylord Marlborough, et le prince de Lichtenstein.*

Berlin, ce 22 février 1848.

J.-D.-E. PREUSS,
Historiographe de Brandebourg.

I.

MIROIR DES PRINCES,

OU

INSTRUCTION DU ROI

POUR LE JEUNE DUC

CHARLES-EUGÈNE DE WÜRTEMBERG.

MIROIR DES PRINCES,

OU

INSTRUCTION DU ROI POUR LE JEUNE DUC CHARLES-EUGÈNE DE WÜRTEMBERG.

A SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE DUC CHARLES-EUGÈNE DE WÜRTEMBERG.

Le 6 février 1744.

Monsieur mon cousin, recevez ces avis que je vous donne comme une véritable marque de ma tendresse, et soyez persuadé que je ne vous en aurais jamais donné de semblables, sans la haute idée que vos vertus et vos talents m'ont donnée de votre personne. Regardez-moi comme votre véritable ami, en qui vous pouvez prendre confiance, et qui vous estime assez pour ne vous jamais déguiser la vérité. Je n'ai qu'un intérêt qui m'attache à vous, c'est celui de l'honneur; je crois le mien engagé à vous voir chéri de vos peuples et admiré de toute l'Europe, à vous voir heureux de cette sorte de bonheur que l'on se procure à soi-même, et d'entendre qu'une voix unanime justifie le jugement que j'ai fait du prince de Würtemberg, qu'en lui la vertu précédait le nombre des années.[a] J'attends avec impatience le moment de

[a] Je suis jeune, il est vrai; mais aux âmes bien nées
La valeur n'attend pas le nombre des années.
Corneille, le *Cid,* acte II, scène II.

vous embrasser ici, quoique je vous aime trop pour vous voir partir sans regret. Rendez toujours justice à mes sentiments, et soyez persuadé que je suis,

Monsieur mon cousin,

votre bon cousin et très-fidèle ami,

Federic.

Monsieur, la part que j'ai eue à votre majorité m'intéresse d'autant plus au bonheur de votre régence, que j'imagine qu'en quelque façon le bien et le mal en rejaillira également sur moi. C'est en ce sens que je me crois obligé de vous dire avec amitié et franchise mes sentiments sur ce qui regarde le nouvel état dans lequel vous entrez. Je ne suis point de ces gens de qui la présomption et la vanité fait qu'au lieu de conseils ils ne savent donner que des ordres; qui croient leurs sentiments infaillibles, et qui veulent que leurs amis ne pensent, ne se conduisent et ne respirent que par eux. Autant cette présomption serait ridicule, d'un côté, autant serais-je coupable, de l'autre, si je négligeais de vous dire ce qu'aucun de vos domestiques et de vos sujets n'aura la hardiesse de vous dire, ou même ne voudra pas vous dire, par des vues d'intérêt personnel.

Il est sûr que tout le monde a les yeux ouverts sur le premier début d'un homme qui entre en charge, et ce sont les premières actions qui décident ordinairement du jugement du public. Si vous établissez d'abord votre réputation, vous acquerrez la confiance du public, ce qui est à mon gré ce qu'il y a de plus désirable pour un souverain.

Vous trouverez partout des personnes qui vous flatteront, et qui ne seront attentives qu'à gagner votre confiance, pour abuser de votre faveur et pour vous gouverner vous-même. Vous trouverez encore une autre espèce de gens, et principalement parmi les conseillers de l'administration, qui voudront vous dérober avec soin la connaissance de vos affaires, afin de les gouverner à leur gré; qui vous rendront les choses les plus faciles difficultueuses, pour vous rebuter du travail; et vous trouverez en eux

tous le dessein formé de vous maintenir dans la tutelle, et cela sous les plus belles apparences et de la façon la plus flatteuse pour vous-même.

A cela vous me demandez : que faudrait-il faire? Il faut prendre connaissance de toutes les affaires de finance, choisir quelque secrétaire qui y ait travaillé en subalterne ou commis, lui promettre de bonnes récompenses pour vous mettre vous-même au fait de tout ce qui vous regarde. Les finances sont le nerf d'un pays; si vous en possédez bien la connaissance, vous serez toujours le maître du reste.

Il est un abus que j'ai vu dans beaucoup de cours d'Allemagne: c'est que les ministres des princes avaient le titre de ministres de l'Empereur, ce qui constituait leur impunité. Vous sentez vous-même l'inconvénient qu'il y aurait pour vous de le souffrir.

Je dois, de plus, vous avertir que vous trouvez deux conseillers dans l'administration, dont vous ferez bien de vous garder: l'un se nomme Bilfinger,[a] et l'autre Hardenberg.[a] C'est à vous, monsieur, à les examiner, et à voir jusqu'à quel point vous pourrez vous y fier.

Soyez ferme dans vos résolutions; pesez, avant que de les prendre, le pour et le contre; mais lorsque vous aurez tant fait que d'expliquer vos volontés, n'en changez point pour tout au monde, sans quoi chacun se jouera de votre autorité, et vous serez regardé comme un homme sur lequel on ne peut point compter.

A la suite d'une régence d'administration, vous ne pouvez pas manquer d'intrigues à votre cour. Punissez sévèrement ceux qui seront les auteurs des premières, et chacun se gardera de suivre leur exemple. C'est une faiblesse qu'une bonté déplacée, comme une sévérité hors d'œuvre est un grand crime. Il faut éviter ces deux excès, quoique ce ne soit que le défaut d'un cœur bien noble d'avoir une clémence excessive.

[a] Pendant la minorité du Duc, le gouvernement fut confié au fameux mathématicien et philosophe Bilfinger et au ministre Auguste de Hardenberg, homme distingué autant par le talent que par le caractère.

George-Bernard Bilfinger, conseiller intime actuel de Würtemberg et président du consistoire, mourut en 1750. Le Roi le nomme avec éloge avec Thomasius et Haller dans son écrit *De la Littérature allemande* (t. VII, p. 118 et 119).

Ne pensez point que le pays de Würtemberg a été fait pour vous; mais croyez que c'est vous que la Providence a fait venir au monde pour rendre ce peuple heureux. Préférez toujours leur bien-être à vos agréments, et si, à votre âge tendre, vous savez sacrifier vos désirs au bien de vos sujets, vous en serez non seulement les délices, mais vous serez encore l'admiration de l'univers.

Vous êtes le chef de la religion civile du pays, qui consiste dans l'honnêteté et dans toutes les vertus morales. Il est de votre devoir de les faire pratiquer, et principalement l'humanité, qui est la vertu cardinale de tout être pensant. Laissez la religion spirituelle à l'Être suprême. Nous sommes tous des aveugles sur cette matière, égarés par des erreurs différentes. Qui est le téméraire d'entre nous qui veuille juger du bon chemin?

Gardez-vous donc du fanatisme dans la religion, qui produit les persécutions. Si de misérables mortels peuvent plaire à l'Être suprême, c'est par les bienfaits qu'ils répandent sur les hommes, et non par les violences qu'ils exercent sur des esprits têtus. Quand même la vraie religion, qui est l'humanité, ne vous engagerait pas à cette conduite, votre politique doit le faire, car tous vos sujets sont protestants. La tolérance vous en fera adorer; la persécution vous en rendra l'horreur.

La situation de votre pays, qui tient à la France et aux États de la maison d'Autriche, vous oblige de tenir une conduite mesurée et égale envers ces deux puissants voisins. Ne marquez aucune prédilection ni pour l'un ni pour l'autre; qu'ils ne puissent jamais vous accuser de partialité; car, dans leurs fortunes diverses, ils ne manqueraient pas de vous faire repentir alternativement de ce qu'ils croiraient avoir raison de vous reprocher.

Ne vous départez jamais de l'Empire et de son chef. Il n'y a de sûreté pour vous contre l'ambition et la puissance de vos voisins que dans le maintien du système de l'Empire. Soyez toujours l'ennemi de celui qui voudra le bouleverser, parce que ce n'est en effet autre chose que vouloir vous renverser en même temps. Ne méprisez point le chef de l'Empire[a] dans son malheur, et soyez-

[a] L'empereur Charles VII. Voyez t. II, p. 98, 99 et 110; et t. III, p. 24, 25 et 27.

lui attaché autant que vous pourrez l'être sans vous envelopper dans son infortune.

Profitez de votre jeunesse sans en abuser. Laissez écouler quelques années pour le plaisir. Songez à vous marier alors. Le premier feu de la jeunesse n'est pas heureux pour l'hymen, et la constance croit être d'une vieillesse décrépite lorsqu'elle a fourni trois années de carrière. Si vous prenez une princesse d'une trop grande maison, elle croira vous faire une grâce d'être votre épouse. Ce serait pour vous une dépense ruineuse, et vous n'aurez d'autre avantage que d'être l'esclave de votre beau-père. Si vous choisissez une épouse d'un caractère à peu près égal au vôtre, vous vivrez plus heureux, puisque vous serez plus tranquille, et que la jalousie, à laquelle les grands princes donnent toujours lieu à leur moitié, ne vous sera point à charge.

Respectez en votre mère l'auteur de vos jours. Plus vous aurez d'égards envers elle, plus vous serez estimable. Ayez toujours tort quand vous pourriez avoir quelque démêlé ensemble. La reconnaissance envers les parents n'a point de bornes; on est blâmé d'en faire trop peu, mais jamais d'en faire trop.

Je n'entre point dans un plus grand détail sur des choses indifférentes, et qui sont par conséquent arbitraires. Le tendre attachement que j'ai pour vous fait que je prendrai toujours une part si sincère à votre contentement, que j'apprendrai les applaudissements et les bénédictions que vos sujets vous donneront, avec une joie sans égale; et les occasions de vous être utile seront saisies par moi avec un empressement extrême.

En un mot, il n'est aucun bonheur, mon cher duc, que je ne vous souhaite, comme il n'en est aucun dont vous ne soyez digne.

FEDERIC.

II.

DISSERTATION

SUR

LES RAISONS

D'ÉTABLIR OU D'ABROGER LES LOIS.

DISSERTATION

SUR

LES RAISONS

D'ÉTABLIR OU D'ABROGER LES LOIS.

Ceux qui veulent acquérir une connaissance exacte de la manière dont il faut établir ou abroger les lois ne la peuvent puiser que dans l'histoire. Nous y voyons que toutes les nations ont eu des lois particulières, que ces lois ont été établies successivement, et qu'il a fallu toujours beaucoup de temps aux hommes pour parvenir à quelque chose de raisonnable. Nous y voyons que les législateurs dont les lois ont subsisté le plus longtemps ont été ceux qui ont eu pour but le bonheur public, et qui ont le mieux connu le génie du peuple dont ils réglaient le gouvernement.

Ce sont ces considérations qui nous obligent d'entrer ici en quelques détails sur l'histoire même des lois, et sur la manière dont elles se sont établies dans les pays les plus policés.

Il paraît probable que les pères de famille ont été les premiers législateurs : le besoin d'établir l'ordre dans leurs maisons les obligea sans doute à faire des lois domestiques. Depuis ces premiers temps, et lorsque les hommes commencèrent à se rassembler dans des villes, les lois de ces juridictions particulières se trouvèrent insuffisantes pour une société plus nombreuse.

La malice du cœur humain, qui semble engourdie dans la solitude, se ranime dans le grand monde; et si le commerce des hommes, qui assortit les caractères les plus ressemblants, fournit des compagnons aux gens vertueux, il donne également des complices aux scélérats.

Les désordres s'accrurent dans les villes, de nouveaux vices prirent naissance, et les pères de famille, comme les plus intéressés à les réprimer, convinrent, pour leur sûreté, de s'opposer à ce débordement. On publia donc des lois, et l'on créa des magistrats pour les faire observer; tant est grande la dépravation du cœur humain, que, pour vivre en paix et heureux, on fut obligé de l'y contraindre par la puissance des lois.

Les premières lois ne parèrent qu'aux grands inconvénients : les civiles réglaient le culte des dieux, le partage des terres, les contrats de mariage et les successions; les lois criminelles n'étaient rigoureuses que pour les crimes dont on redoutait le plus les effets; et ensuite, à mesure qu'il survenait des inconvénients inattendus, de nouveaux désordres donnaient naissance à de nouvelles lois.

De l'union des villes se formèrent des républiques, et, par la pente que toutes les choses humaines ont à la vicissitude, leur gouvernement changea souvent de forme. Lassé de la démocratie, le peuple passait à l'aristocratie, à laquelle il substituait même le gouvernement monarchique; ce qui arrivait en deux manières, ou lorsque le peuple mettait sa confiance dans la vertu éminente d'un de ses citoyens, ou lorsque, par artifice, quelque ambitieux usurpait le souverain pouvoir. Il est peu d'États qui n'aient pas essayé de ces différents gouvernements; mais tous eurent des lois différentes.

Osiris est le premier législateur dont l'histoire profane fasse mention; il était roi d'Égypte, et il y établit ses lois. Les souverains même y étaient soumis; ces lois, qui réglaient le gouvernement du royaume, s'étendaient sur la conduite des particuliers.

Hérodote. Diodore de Sicile.

Les rois n'acquéraient l'amour de leur peuple qu'autant qu'ils s'y conformaient. Osiris [1] institua trente juges, dont le chef portait au cou la figure de la vérité pendue à une chaîne d'or; c'était obtenir gain de cause que d'être touché par cette figure.

Osiris régla le culte des dieux, le partage des terres, la distinction des conditions; il ne voulut point qu'il y eût prise de corps contre le débiteur; toute séduction de rhétorique était ban-

[1] Quelques auteurs y ajoutent Isis.

nie des plaidoyers; les Égyptiens engageaient les cadavres de leurs pères, ils les déposaient chez leurs créanciers pour nantissement, et c'était une infamie que de ne les pas dégager avant leur mort. Ce législateur crut que ce n'était pas assez de punir les hommes pendant leur vie; il établit un tribunal qui les jugeait après leur mort, afin que la flétrissure attachée à leur condamnation servît d'aiguillon pour animer les vivants à la vertu.

Après les lois des Égyptiens, celles des Crétois sont les plus anciennes. Minos fut leur législateur; il se disait fils de Jupiter, et assurait avoir reçu ces lois de son père, afin de les rendre plus respectables. Rollin, *Histoire ancienne.*

Lycurgue, roi de Lacédémone, fit usage des lois de Minos, auxquelles il en ajouta quelques-unes d'Osiris, qu'il recueillit lui-même dans un voyage qu'il fit en Égypte; il bannit de sa république l'or, l'argent, toute sorte de monnaies, et les arts superflus; il partagea également les terres entre les citoyens. Plutarque.

Ce législateur, qui avait intention de former des guerriers, ne voulut point qu'aucune espèce de passion pût énerver leur courage; il permit pour cet effet la communauté des femmes entre les citoyens, ce qui peuplait l'État, sans attacher trop les particuliers aux liens doux et tendres du mariage; tous les enfants étaient élevés aux frais du public. Lorsque les parents pouvaient prouver que leurs enfants étaient nés malsains, il leur était permis de les tuer. Lycurgue pensait qu'un homme qui n'était pas en état de porter les armes ne méritait pas la vie.

Il régla que les ilotes, espèce d'esclaves, cultiveraient les terres, et que les Spartiates ne s'occuperaient qu'aux exercices qui les rendaient propres à la guerre.

La jeunesse des deux sexes luttait; ils faisaient leurs exercices tout nus, en place publique.

Leurs repas étaient réglés, où, sans distinction des états, tous les citoyens mangeaient ensemble.

Il était défendu aux étrangers de s'arrêter à Sparte, afin que leurs mœurs ne corrompissent pas celles que Lycurgue avait introduites.

On ne punissait que les voleurs maladroits. Lycurgue avait intention de former une république militaire, et il y réussit.

Plutarque, *Vie de Solon. Remarques* de Dacier.

Dracon[2] fut à la vérité le premier législateur des Athéniens; mais ses lois étaient si rigoureuses, qu'on disait qu'elles étaient écrites plutôt avec du sang qu'avec de l'encre.

Nous avons vu comme les lois s'établirent en Égypte et à Sparte : voyons maintenant comme elles furent réformées à Athènes.

Les désordres qui régnèrent dans l'Attique, et les suites funestes qu'ils présageaient, firent qu'on eut recours à un sage qui pouvait seul réformer tant d'abus. Les pauvres, qui souffraient à cause de leurs dettes des vexations cruelles de la part des riches, songèrent à se choisir un chef qui les délivrât de la tyrannie des créanciers.

Dans ces dissensions, Solon fut nommé archonte et arbitre souverain, du consentement de tout le monde. Les riches, dit Plutarque, l'agréèrent volontiers comme riche, et les pauvres comme homme de bien.

Solon déchargea les débiteurs; il accorda aux citoyens la liberté de tester.

Il permit aux femmes qui avaient des maris impuissants d'en choisir d'autres parmi leurs parents.

Ces lois imposaient des châtiments à l'oisiveté; elles absolvaient ceux qui tuaient un adultère; elles défendaient de confier la tutelle des enfants à leurs plus proches héritiers.

Ceux qui avaient crevé l'œil à un borgne étaient condamnés à perdre les deux yeux; les débauchés n'osaient point parler dans les assemblées du peuple.

Solon ne fit aucune loi contre le parricide : ce crime lui paraissait inouï; il pensait que c'eût été l'enseigner plutôt que le défendre.

Moreri, *Dictionnaire.* Rollin. Plutarque.

Il voulut que ses lois fussent déposées dans l'aréopage; ce conseil fondé par Cécrops, qui au commencement avait été composé de trente juges, s'augmenta jusqu'à cinq cents; l'aréopage tenait ses séances de nuit; les avocats y plaidaient les causes simplement; il leur était défendu d'exciter les passions.

[2] Dracon infligeait punition de mort contre les plus petites fautes; il alla jusqu'à faire le procès aux choses inanimées : une statue, par exemple, qui en tombant avait blessé quelqu'un, était bannie de la ville.

Les lois d'Athènes passèrent ensuite à Rome; mais comme les lois de cet empire devinrent celles de tous les peuples qu'il conquit, il sera nécessaire de nous étendre davantage sur leur sujet.

Romulus fut le fondateur et le premier législateur de Rome; voici le peu qui nous reste des lois de ce prince. Tite-Live. Plutarque. Cicéron. Denys d'Halicarnasse, *Antiquités romaines.*

Il voulait que les rois eussent une autorité souveraine dans les affaires de justice et de religion; qu'on n'ajoutât point foi aux fables qu'on rapporte des dieux; qu'on eût d'eux des sentiments saints et religieux, en n'attribuant rien de déshonnête à des natures bienheureuses. Plutarque ajoute que c'est une impiété de croire que la Divinité prenne plaisir aux attraits d'une beauté mortelle. Ce roi si peu superstitieux ordonna cependant qu'on n'entreprît rien sans avoir préalablement consulté les augures.

Romulus plaça les patriciens dans le sénat, les plébéiens dans les tribus, et il ne comptait pour rien les esclaves dans sa république.

Les maris avaient le droit de punir de mort leurs femmes lorsqu'elles étaient convaincues d'adultère ou d'ivrognerie.

La puissance des pères sur leurs enfants n'avait point de bornes; il leur était permis de les faire mourir lorsqu'ils naissaient monstrueux. On punissait les parricides de mort. Un patron qui fraudait son client était en abomination; une belle-fille qui battait son père était abandonnée à la vengeance des dieux pénates. Romulus voulut que les murailles des villes fussent sacrées; et il tua son frère Rémus pour avoir transgressé cette loi en sautant par-dessus les murs de la ville qu'il élevait.

Ce prince établit des asiles; il y en avait entre autres auprès de la roche tarpéienne.

A ces lois de Romulus Numa en ajouta de nouvelles; comme ce prince était fort pieux, et que sa religion était épurée, il défendit que personne ne donnât aux dieux la figure humaine ou celle de quelque bête. De là vint que, les cent soixante premières années depuis la fondation de Rome, il n'y eut point d'images dans les temples. Plutarque, *Vie de Numa.*

Tullus Hostilius, afin d'exciter le peuple à la multiplication de l'espèce, voulut que, lorsqu'une femme accoucherait de trois enfants à la fois, ils fussent nourris aux dépens du public jusqu'à l'âge de puberté. Danet, *Dictionnaire des antiquités.*

Nous remarquons parmi les lois de Tarquin qu'il obligea chaque citoyen de donner au Roi le dénombrement de tous ses biens, au risque d'être puni s'il y manquait; qu'il régla les dons que chacun devait faire aux temples; et qu'entre autres il permit que les esclaves mis en liberté pussent être reçus dans les tribus de la ville. Les lois de ce prince furent favorables aux débiteurs.

Telles sont les principales lois que les Romains reçurent de leurs rois; Sextus Papirius les recueillit toutes, et elles prirent de lui le nom de code papirien.

La plupart de ces lois, faites pour un État monarchique, furent abolies par l'expulsion des rois.

Valérius Publicola, collègue de Brutus dans le consulat, un des instruments de la liberté dont Rome jouissait, ce consul si favorable au peuple, publia de nouvelles lois, propres au genre de gouvernement qu'il venait d'établir.

Ces lois permettaient d'appeler au peuple des jugements des magistrats, et défendaient, sous peine de mort, d'accepter des charges sans son aveu. Publicola diminua les tailles, et autorisa le meurtre des citoyens qui aspiraient à la tyrannie.

Tite-Live, livre II. Échard, livre II, chap. II. Tacite, *Annales*.

Ce ne fut qu'après lui que s'établirent les usures; les grands de Rome les portèrent jusqu'au denier huit. Si le débiteur ne pouvait acquitter sa dette, il était traîné en prison et réduit à l'esclavage, lui et toute sa famille. La dureté de cette loi parut insupportable aux plébéiens, qui en étaient souvent les victimes; ils murmurèrent contre les consuls, le sénat se montra inflexible, et le peuple, irrité de plus en plus, se retira au Mont Sacré. De là il traita d'égal avec les sénateurs, et il ne rentra à Rome qu'à condition qu'on abolît ses dettes, et que l'on créât des magistrats qui, par la charge de tribuns, seraient autorisés à soutenir ses droits; ces tribuns réduisirent l'usure au denier seize, et enfin elle fut tout à fait abolie pour un temps.

Les deux ordres qui composaient la république romaine formaient sans cesse des desseins ambitieux pour s'élever les uns aux dépens des autres; de là naquirent les défiances et les jalousies. Quelques séditieux qui flattaient le peuple outraient ses prétentions; et quelques jeunes sénateurs, nés avec des passions

vives et avec beaucoup d'orgueil, rendaient les résolutions du sénat souvent trop sévères.

La loi agraire, sur le partage des terres conquises, divisa plus d'une fois la république; il en fut question l'année deux cent soixante-sept de la fondation. Ces dissensions, auxquelles le sénat faisait diversion par quelques guerres, mais qui se réveillaient toujours, continuèrent jusqu'en l'année trois cent.

Rome reconnut enfin la nécessité d'avoir recours à des lois qui pussent satisfaire les deux partis; on envoya à Athènes Sp. Postumius Albus, A. Manlius et P. Sulpicius Camérinus, pour y compiler les lois de Solon. Ces ambassadeurs, à leur retour, furent mis au nombre des décemvirs; ils rédigèrent ces lois, qui furent approuvées du sénat par un arrêt, et du peuple par un plébiscite; on les fit graver sur dix tables de cuivre, et l'année d'après on y en ajouta encore deux autres; ce qui forma un corps de lois, si connu sous le nom de celui des Douze Tables.

Tite-Live, livre III, chap. XXXI.

Ces lois limitaient la puissance paternelle; elles infligeaient des punitions aux tuteurs qui fraudaient leurs pupilles; elles permettaient de léguer son bien à qui l'on voudrait. Les triumvirs ordonnèrent, depuis, que les testateurs seraient obligés de laisser le quart de leur bien à leurs héritiers; et c'est l'origine de ce que nous appelons la légitime.[3]

Danet, *Dictionnaire des antiquités romaines.*

Les enfants posthumes nés dix mois après la mort de leurs pères étaient déclarés légitimes; l'empereur Adrien étendit ce privilége jusqu'à l'onzième mois.

Le divorce, jusqu'alors inconnu des Romains, n'eut force de loi que par celle des Douze Tables; il y avait des peines infligées contre les injures d'effet, de paroles et par écrit.

L'intention seule du parricide était punie de mort.

Les citoyens étaient autorisés à tuer les voleurs armés ou qui entraient de nuit dans leur maison.

Tout faux témoin devait être précipité de la roche tarpéienne. En matières criminelles, l'accusateur avait deux jours, dans lesquels il formait l'accusation qu'il signifiait; et l'accusé avait trois

[3] Il n'y avait que deux sortes d'héritiers ab intestat : les enfants et les parents masculins.

jours pour y répondre.[4] S'il se trouvait que l'accusateur eût calomnié l'accusé, il était puni des mêmes peines que méritait le crime dont il l'avait chargé.

Voilà en substance ce que contenaient les lois des Douze Tables, dont Tacite dit qu'elles furent la fin des bonnes lois; l'Égypte, la Grèce, et tout ce qu'elle connaissait de plus parfait, y avaient contribué. Ces lois, si équitables et si justes, ne resserraient la liberté des citoyens que dans les cas où l'abus qu'ils en pouvaient faire aurait nui au repos des familles et à la sûreté de la république.

L'autorité du sénat sans cesse en opposition avec celle du peuple, l'ambition outrée des grands, les prétentions des plébéiens qui s'accroissaient chaque jour, et beaucoup d'autres raisons qui sont proprement du ressort de l'histoire, causèrent de nouveau des orages violents. Les Gracchus et les Saturninus publièrent quelques lois séditieuses. Pendant les troubles des guerres civiles, on vit un nombre d'ordonnances que les événements faisaient paraître et disparaître. Sylla abolit les anciennes lois, et en établit de nouvelles, que Lépidus détruisit. La corruption des mœurs, qui augmentait avec ces dissensions domestiques, donna lieu à la multiplication des lois à l'infini. Pompée, élu pour réformer ces lois, en publia quelques-unes, qui périrent avec lui. Pendant vingt-cinq ans de guerres civiles et de troubles, il n'y eut ni droit, ni coutume, ni justice; et tout demeura dans cette confusion jusqu'au règne d'Auguste, qui, sous son sixième consulat, rétablit les anciennes lois, et annula toutes celles qui avaient pris naissance pendant les désordres de la république.

L'empereur Justinien remédia enfin à la confusion que la multiplicité des lois apportait à la jurisprudence, et il ordonna à son chancelier Tribonien de composer un corps de droit parfait; celui-ci le réduisit en trois volumes, qui nous sont restés, savoir: le Digeste, qui contient les opinions des plus célèbres jurisconsultes, le Code, qui renferme les constitutions des empereurs; et les Instituts, qui forment un abrégé du droit romain.

Ces lois se sont trouvées si admirables, qu'après la destruction

4 L'accusé comparaissait en suppliant devant le magistrat, avec ses parents et ses clients.

de l'empire elles ont été embrassées par les peuples les plus policés, qui en ont fait la base de leur jurisprudence.

Les Romains avaient apporté leurs lois dans les pays de leurs conquêtes; les Gaules les reçurent lorsque Jules César, qui les subjugua, en fit une province de l'empire. Daniel, *Histoire de France.*

Pendant le cinquième siècle, après le démembrement de la monarchie romaine, les peuples du Nord inondèrent une partie de l'Europe; ces différentes nations barbares introduisirent chez leurs ennemis vaincus leurs lois et leurs coutumes; les Gaules furent envahies par les Visigoths, les Bourguignons et les Francs.

Clovis crut faire grâce à ses nouveaux sujets en leur laissant l'option des lois du vainqueur ou de celles du vaincu; il publia la loi salique, et sous les règnes de ses successeurs on créa souvent de nouvelles lois. Gondebaud, roi de Bourgogne, fit une ordonnance par laquelle il défère le duel à ceux qui ne voudront pas s'en tenir au serment. En 487, selon Daniel. Hénault, *Abrégé chronologique.*

Anciennement les seigneurs avaient le droit de juger souverainement et sans appel.

Sous le règne de Louis le Gros s'établit la justice supérieure et royale en France; nous voyons, depuis, que Charles IX avait intention de réformer la justice et d'abréger les procédures; c'est ce qui paraît par l'ordonnance de Moulins. Il est à remarquer que des lois si sages furent publiées dans des temps de troubles; mais, dit le président Hénault, le chancelier de L'Hôpital veillait pour le salut de la patrie. Ce fut enfin Louis XIV qui fit rédiger toutes les lois depuis Clovis jusqu'à lui dans un corps qu'on appela de son nom le code Louis. De Thou.

Les Bretons, que les Romains subjuguèrent de même que les Gaulois, reçurent également les lois de leurs conquérants. Rapin Thoyras, *Introduction.*

Avant d'être assujettis, ces peuples étaient gouvernés par des druides, dont les maximes avaient force de lois.

Les pères de famille, chez ces peuples, avaient droit de vie et de mort sur leurs femmes et leurs enfants; tout commerce étranger leur était défendu; ils égorgeaient les prisonniers de guerre, et en faisaient un sacrifice aux dieux.

Les Romains maintinrent leur puissance et leurs lois chez ces

insulaires jusqu'à l'empire d'Honorius, qui rendit aux Anglais leur liberté, l'an quatre cent dix, par un acte solennel.

Les Pictes,[5] alliés avec les Écossais, les attaquèrent ensuite; les Bretons, faiblement secourus des Romains, et toujours battus par leurs ennemis, eurent recours aux Saxons; ceux-ci subjuguèrent toute l'île après une guerre de cent cinquante ans, et de leurs auxiliaires ils devinrent leurs maîtres.

Les Anglo-Saxons introduisirent dans la Grande-Bretagne leurs lois, les mêmes qui se pratiquaient anciennement en Allemagne; ils partagèrent l'Angleterre en sept royaumes, qui se gouvernaient séparément; ils avaient tous des assemblées[6] générales, composées des grands, du peuple et de l'ordre des paysans. La forme de ce gouvernement, qui était ensemble monarchique, aristocratique et démocratique, s'est conservée jusqu'à nos jours; l'autorité se trouve encore partagée entre le Roi, la chambre des seigneurs et celle des communes.

Alfred le Grand donna à l'Angleterre les premières lois réduites en corps. Quoiqu'elles fussent douces, ce prince fut inexorable envers les magistrats convaincus de corruption; l'histoire remarque qu'en une seule année il fit pendre quarante-quatre juges qui avaient prévariqué.

Rapin Thoyras, en 890.

Selon le code d'Alfred le Grand, tout Anglais accusé de quelque crime devait être jugé par ses pairs, et la nation conserve encore ce privilége.

L'Angleterre prit une nouvelle forme par la conquête qu'en fit Guillaume, duc de Normandie;[7] ce conquérant érigea de nouvelles cours souveraines, dont celle de l'Échiquier subsiste encore; ces tribunaux suivaient la personne du Roi. Il sépara la juridiction ecclésiastique de la civile, et de ses lois, qu'il fit publier en langue normande, la plus sévère était l'interdiction de la chasse, sous peine de mutilation ou de mort même.

Depuis Guillaume le Conquérant, les rois ses successeurs firent différentes chartres.

5 Les Pictes, peuples venus du Mecklenbourg.

6 Ces assemblées s'appelaient wittenagemot, ou conseil des sages, dont le gouvernement prit le nom d'heptarchique.

7 Couronné à Londres en 1066.

Henri Ier, dit Beauclerc, permit aux héritiers nobles de prendre possession des successions qui leur retombaient, sans rien payer au souverain; il permit même à la noblesse de se marier sans le consentement du prince. En 1100.

Nous voyons encore que le roi Étienne donna une chartre par laquelle il reconnaît tenir son pouvoir du peuple et du clergé, qui confirme les prérogatives de l'Église, et abolit les lois rigoureuses de Guillaume le Conquérant. En 1136.

Ensuite Jean Sans-Terre accorda à ses sujets la chartre dite la grande chartre; elle consiste en soixante-deux articles. Rapin Thoyras, liv. VIII. En 1215.

Les articles principaux règlent la façon de relever les fiefs; le partage des veuves, en défendant de les contraindre à convoler en secondes noces; elle les oblige sous caution à ne se point remarier sans la permission de leur seigneur suzerain. Ces lois établissent les cours de justice dans des lieux stables; elles défendent au parlement de lever des impôts sans le consentement des communes, à moins que ce ne soit pour racheter la personne du Roi, ou afin de faire son fils chevalier, ou pour doter sa fille; elles ordonnent de n'emprisonner, de ne déposséder, ni de ne faire mourir personne sans que ses pairs l'aient jugé selon les lois du royaume; et, de plus, le Roi s'engage à ne vendre ni refuser la justice à personne.

Les lois de Westminster, qu'Édouard Ier publia, n'étaient qu'un renouvellement de la grande chartre, excepté qu'il défendit l'acquisition des terres aux gens de mainmorte, et qu'il bannit les juifs du royaume. En 1274.

Quoique l'Angleterre ait beaucoup de sages lois, c'est peut-être le pays de l'Europe où elles sont le moins en vigueur. Rapin Thoyras remarque très-bien que, par un vice du gouvernement, le pouvoir du Roi se trouve sans cesse en opposition avec celui du parlement; qu'ils s'observent mutuellement, soit pour conserver leur autorité, soit pour l'étendre; ce qui distrait et le Roi et les représentants de la nation du soin qu'ils devraient employer au maintien de la justice; et ce gouvernement turbulent et orageux change sans cesse ses lois par acte de parlement, selon que les conjonctures et les événements l'y obligent; d'où il s'ensuit que l'Angleterre est dans le cas d'avoir plus besoin de réforme dans sa jurisprudence qu'aucun autre royaume.

Il ne nous reste qu'à dire deux mots de l'Allemagne. Nous reçûmes les lois romaines lorsque ces peuples conquirent la Germanie, et nous les conservâmes, parce que les empereurs, abandonnant l'Italie, transportèrent chez nous le siége de leur empire. Cependant il n'est aucun cercle, aucune principauté, quelque petite qu'elle soit, qui n'ait un droit coutumier différent; et ces droits, par la longueur du temps, se sont acquis force de lois.

Après avoir exposé la manière dont les lois se sont établies chez la plupart des peuples policés, nous remarquerons que, dans tous les pays où elles ont été introduites du consentement des citoyens, ce fut le besoin qui les y fit recevoir; et que, dans les pays subjugués, c'étaient les lois des conquérants qui devenaient celles des conquis; mais qu'également partout elles ont été augmentées successivement. Si l'on est étonné de voir au premier coup d'œil que les peuples puissent être gouvernés par tant de lois différentes, on peut revenir de sa surprise en observant que, pour l'essentiel des lois, elles se trouvent à peu près les mêmes; j'entends celles qui, pour le maintien de la société, punissent les crimes.

Nous observons encore, en examinant la conduite des plus sages législateurs, que les lois doivent être adaptées au genre du gouvernement et au génie de la nation qui les doit recevoir; que les meilleurs législateurs ont eu pour but la félicité publique; et qu'en général toutes les lois qui sont les plus conformes à l'équité naturelle, à quelques exceptions près, sont les meilleures.

Comme Lycurgue trouva un peuple ambitieux, il lui donna des lois plus propres à faire des guerriers que des citoyens; et s'il bannit l'or de sa république, c'était parce que l'intérêt est de tous les vices celui qui est le plus opposé à la gloire.

Plutarque, *Vie de Solon.*

Solon disait de lui-même qu'il n'avait pas donné aux Athéniens les lois les plus parfaites, mais les meilleures qu'ils fussent capables de recevoir. Ce législateur considéra non seulement le génie de ce peuple, mais aussi la situation d'Athènes, qui était aux bords de la mer; par cette raison, il infligea des peines pour l'oisiveté, il encouragea l'industrie, et il ne défendit point l'or et l'argent, prévoyant que sa république ne pouvait devenir grande ni puissante que par un commerce florissant.

Il faut bien que les lois s'accordent avec les génies des nations,

ou il ne faut point espérer qu'elles subsistent. Le peuple romain voulait la démocratie, tout ce qui pouvait altérer cette forme de gouvernement lui était odieux; de là vint qu'il y eut tant de séditions pour faire passer la loi agraire, le peuple se flattant que, par le partage des terres, il rétablirait une sorte d'égalité dans les fortunes des citoyens; de là vint qu'il y eut de fréquentes émeutes pour l'abolition des dettes, parce que les créanciers, qui étaient les grands, traitaient leurs débiteurs, qui étaient les plébéiens, avec inhumanité, et que rien ne rend plus odieuse la différence des conditions que la tyrannie que les riches exercént impunément sur les misérables.

On trouve trois sortes de lois dans tous les pays, à savoir: celles qui tiennent à la politique, et qui établissent le gouvernement; celles qui tiennent aux mœurs, et qui punissent les criminels; et enfin les lois civiles, qui règlent les successions, les tutelles, les usures et les contrats. Les législateurs qui établissent des lois dans des monarchies sont ordinairement eux-mêmes souverains : si leurs lois sont douces et équitables, elles se soutiennent d'elles-mêmes, tous les particuliers y trouvent leur avantage; si elles sont dures et tyranniques, elles seront bientôt abolies, parce qu'il faut les maintenir par la violence, et que le tyran est seul contre tout un peuple qui n'a de désir que de les supprimer.

Dans plusieurs républiques où des particuliers ont été législateurs, leurs lois n'ont réussi qu'autant qu'elles ont pu établir un juste équilibre entre le pouvoir du gouvernement et la liberté des citoyens.

Il n'est que les lois qui regardent les mœurs, sur lesquelles les législateurs conviennent, en général, du même principe; excepté qu'ils se sont plus roidis contre un crime que contre un autre, et cela, sans doute, pour avoir connu les vices auxquels la nation avait le plus de penchant.

Comme les lois sont des digues qu'on oppose au débordement des vices, il faut qu'elles se fassent respecter par la terreur des peines; mais il n'en est pas moins vrai que les législateurs qui ont le moins aggravé les châtiments sont au moins les plus humains. s'ils ne sont pas les plus rigides.

Les lois civiles sont celles qui diffèrent le plus entre elles :

ceux qui les ont établies ont trouvé certains usages introduits généralement avant eux, qu'ils n'ont osé abolir sans choquer les préjugés de la nation; ils ont respecté la coutume, qui les fait regarder comme bonnes; et ils ont adopté ces usages, quoiqu'ils ne soient pas équitables, purement en faveur de leur antiquité.

Quiconque s'est donné la peine d'examiner les lois avec un esprit philosophique en aura sans doute trouvé beaucoup qui d'abord paraissent contraires à l'équité naturelle, et qui cependant ne le sont pas. Je me contente de citer le droit de primogéniture. Il paraît que rien n'est plus juste que de partager la succession paternelle en portions égales entre tous les enfants. Cependant l'expérience prouve que les plus puissants héritages, subdivisés en beaucoup de parties, réduisent avec le temps des familles opulentes à l'indigence; ce qui a fait que des pères ont mieux aimé déshériter leurs cadets que de préparer à leur maison une décadence certaine. Et par la même raison, des lois qui paraissent gênantes et dures à quelques particuliers n'en sont pas moins sages, dès qu'elles tendent à l'avantage de la société entière; c'est un tout auquel un législateur éclairé sacrifiera constamment les parties.

Les lois qui regardent les débiteurs sont sans contredit celles qui exigent le plus de circonspection et de prudence de la part de ceux qui les publient. Si ces lois favorisent les créanciers, la condition des débiteurs devient trop dure; un malheureux hasard peut ruiner à jamais leur fortune. Si, au contraire, cette loi leur est avantageuse, elle altère la confiance publique, en infirmant des contrats qui sont fondés sur la bonne foi.

Ce juste milieu qui, en maintenant la validité des contrats, n'opprime pas les débiteurs insolvables, me paraît la pierre philosophale de la jurisprudence.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cet article : la nature de cet ouvrage ne nous permet point d'entrer dans un plus grand détail; nous nous bornons aux réflexions générales.

Un corps de lois parfaites serait le chef-d'œuvre de l'esprit humain dans ce qui regarde la politique du gouvernement : on y remarquerait une unité de dessein et des règles si exactes et si proportionnées, qu'un État conduit par ces lois ressemblerait à

une montre, dont tous les ressorts ont été faits pour un même but; on y trouverait une connaissance profonde du cœur humain et du génie de la nation; les châtiments seraient tempérés, de sorte qu'en maintenant les bonnes mœurs, ils ne seraient ni légers ni rigoureux; des ordonnances claires et précises ne donneraient jamais lieu au litige; elles consisteraient dans un choix exquis de tout ce que les lois civiles ont eu de meilleur, et dans une application ingénieuse et simple de ces lois aux usages de la nation; tout serait prévu, tout serait combiné, et rien ne serait sujet à des inconvénients : mais les choses parfaites ne sont pas du ressort de l'humanité.

Les peuples auraient lieu d'être satisfaits, si les législateurs se mettaient à leur égard dans les mêmes dispositions d'esprit où étaient ces pères de famille qui donnèrent les premières lois : ils aimaient leurs enfants; les maximes qu'ils leur prescrivaient n'avaient d'objet que le bonheur de leur famille.

Peu de lois sages rendent un peuple heureux; beaucoup de lois embarrassent la jurisprudence, par la raison qu'un bon médecin ne surcharge pas ses malades de remèdes. Le législateur habile ne surcharge pas le public de lois superflues; trop de médecines se nuisent, et empêchent réciproquement leurs effets; trop de lois deviennent un dédale où les jurisconsultes et la justice s'égarent.

Chez les Romains, les lois se multiplièrent lorsque les révolutions étaient fréquentes; tout ambitieux qui se voyait favorisé de la fortune se faisait législateur. Cette confusion dura, comme nous l'avons dit, jusqu'au temps d'Auguste, qui annula toutes ces ordonnances injustes, et remit les anciennes lois en vigueur.

En France, les lois devinrent plus nombreuses lorsque les Francs, en conquérant ce royaume, y introduisirent les leurs; Louis IX eut dessein de réunir toutes ces lois, et d'établir dans son empire, comme il le disait lui-même, une seule loi, un seul poids et une seule mesure.

Il est plusieurs lois auxquelles les hommes sont attachés, parce qu'ils sont, la plupart, des animaux de coutume; quoiqu'on pût en substituer de meilleures à leur place, il serait peut-être dangereux d'y toucher; la confusion que cette réforme

mettrait dans la jurisprudence ferait peut-être plus de mal que les nouvelles lois ne produiraient de bien.

Cela n'empêche pas qu'il n'y ait des cas où la réforme semble absolument nécessaire : c'est lorsqu'il se trouve des lois contraires au bonheur public et à l'équité naturelle, lorsqu'elles sont énoncées en termes vagues et obscurs, et lors enfin qu'elles impliquent contradiction dans le sens ou dans les termes.

Entrons dans quelques éclaircissements sur cette matière.

Diodore de Sicile.

Les lois d'Osiris sur le vol sont, par exemple, dans le cas de ces premières dont nous avons parlé : elles ordonnaient que ceux qui voudraient faire le métier de voleurs se fissent inscrire chez leur capitaine, et qu'on portât chez lui à l'instant tout ce qu'on déroberait. Ceux chez qui s'était fait le vol venaient chez le chef des voleurs revendiquer leurs biens, qu'on leur restituait, pourvu que le propriétaire donnât le quart de la valeur. Le législateur pensait que par cet expédient il fournissait aux citoyens un moyen de recouvrer ce qui leur appartenait, moyennant une légère redevance; c'était le moyen de faire des voleurs de tous les Égyptiens. Osiris n'y pensait pas sans doute en établissant cette loi, à moins qu'on ne veuille dire qu'il conniva au vol, comme à un mal qu'il ne pouvait pas empêcher, de même que le gouvernement d'Amsterdam souffre les musicos, et celui de Rome les maisons de joie privilégiées.

Les bonnes mœurs et la sûreté publique demanderaient cependant qu'on abrogeât cette loi d'Osiris, si malheureusement on la trouvait établie.

Les Français ont pris le contre-pied des Égyptiens : ceux-là étaient trop doux, ceux-ci sont trop sévères. Les lois françaises sont d'une rigueur terrible : tous les voleurs domestiques sont punis de mort. Ils disent, pour se justifier, qu'en punissant sévèrement les coupeurs de bourses, ils détruisent la semence des brigands et des assassins.

L'équité naturelle veut qu'il y ait une proportion entre le crime et le châtiment : les vols compliqués méritent la mort; ceux qui se commettent sans violence ont des côtés par lesquels on peut envisager avec compassion ceux qui en sont coupables.

Il y a l'infini entre le destin d'un riche et d'un misérable : l'un

regorge de biens et nage dans le superflu; l'autre, abandonné de la fortune, manque même du nécessaire. Qu'un malheureux dérobe, pour vivre, quelques pistoles, une montre d'or ou pareilles bagatelles à un homme que sa magnificence empêche de s'apercevoir de cette perte, faut-il que ce misérable soit dévoué à la mort? L'humanité n'exige-t-elle pas qu'on adoucisse cette extrême rigueur? Il paraît bien que les riches ont fait cette loi; les pauvres ne seraient-ils pas en droit de dire: «Que n'a-t-on de la commisération de notre état déplorable? Si vous étiez charitables, si vous étiez humains, vous nous secourriez dans nos misères, et nous ne vous volerions pas. Parlez : est-il juste que toutes les félicités de ce monde soient pour vous, et que toutes les infortunes nous accablent?»

La jurisprudence prussienne a trouvé un tempérament entre le relâchement de celle d'Égypte et la sévérité de celle de France : les lois ne punissent point de mort le vol simple; elles se contentent de condamner le coupable à certain temps de prison. Peut-être ferait-on mieux encore d'introduire la loi du talion qui s'observait chez les Juifs, par laquelle le voleur était obligé de restituer le double de ce qu'il avait dérobé, ou de se constituer l'esclave de celui dont il avait saisi le bien. Si l'on se contente de punir légèrement les petites fautes, on réserve les derniers supplices aux brigands, aux meurtriers, aux assassins, de sorte que la punition marche toujours de pair avec le crime.

Aucune loi ne révolte plus l'humanité que le droit de vie et de mort que les pères avaient sur leurs enfants à Sparte et à Rome. En Grèce, un père qui se trouvait trop pauvre pour fournir aux besoins d'une famille nombreuse faisait périr les enfants qui lui naissaient de trop; à Sparte et à Rome, qu'un enfant vînt au monde mal conformé, cela autorisait suffisamment le père à lui ôter la vie. Nous sentons toute la barbarie de ces lois, à cause que ce ne sont pas les nôtres; mais examinons un moment si nous n'en avons pas d'aussi injustes.

N'y a-t-il point quelque chose de bien dur dans la façon dont nous punissons les avortements? A Dieu ne plaise que j'excuse l'action affreuse de ces Médées qui, cruelles à elles-mêmes et à la voix du sang, étouffent la race future, si j'ose m'exprimer ainsi,

sans lui laisser le temps de voir le jour! Mais que le lecteur se dépouille de tous les préjugés de la coutume, et qu'il daigne prêter quelque attention aux réflexions que je vais lui présenter.

Les lois n'attachent-elles pas un degré d'infamie aux couches clandestines? Une fille née avec un tempérament trop tendre, trompée par les promesses d'un débauché, ne se trouve-t-elle pas, par les suites de sa crédulité, dans le cas d'opter entre la perte de son honneur ou celle du fruit malheureux qu'elle a conçu? N'est-ce pas la faute des lois de la mettre dans une situation aussi violente? Et la sévérité des juges ne prive-t-elle pas l'État de deux sujets à la fois, de l'avorton qui a péri, et de la mère, qui pourrait réparer abondamment cette perte par une propagation légitime? On dit à cela qu'il y a des maisons d'enfants trouvés. Je sais qu'elles sauvent la vie à une infinité de bâtards; mais ne vaudrait-il pas mieux trancher le mal par ses racines, et conserver tant de pauvres créatures qui périssent misérablement, en abolissant les flétrissures attachées aux suites d'un amour imprudent et volage?

Cicéron, *Verrine.* [a]

Cicéron, *Pro Cluentio.*

Mais rien de plus cruel que la question. Les Romains la donnaient à leurs esclaves, qu'ils regardaient comme une espèce de bétail domestique; jamais aucun citoyen ne la recevait.

Rapin Thoyras.

La question se donne en Allemagne aux malfaiteurs, après qu'ils sont convaincus, afin d'arracher de leur propre bouche l'aveu de leurs crimes; elle se donne en France pour avérer le fait ou pour découvrir les complices. Autrefois les Anglais avaient l'ordéal, ou l'épreuve par le feu[8] et par l'eau;[9] ils ont à présent une espèce de question moins dure que l'ordinaire, mais qui revient à peu près à la même chose.

Qu'on me le pardonne, si je me récrie contre la question: j'ose prendre le parti de l'humanité contre un usage honteux à des chrétiens et à des peuples policés, et, j'ose ajouter, contre un usage aussi cruel qu'inutile.

[a] Nous ne savons à quoi se rapporte cette citation imparfaite.

8 L'ordéal par le feu : on mettait entre les mains de l'accusé un morceau de fer ardent; s'il était assez heureux pour ne se point brûler, il était absous, sinon, on le punissait comme coupable.

9 L'ordéal par l'eau : on liait le coupable et on le jetait dans l'eau; s'il surnageait, il était absous.

Quintilien, le plus sage et le plus éloquent des rhéteurs, dit, en traitant de la question, que c'est une affaire de tempérament. Un scélérat vigoureux nie le fait; un innocent d'une complexion faible l'avoue. Un homme est accusé, il y a des indices, le juge est dans l'incertitude, il veut s'éclaircir, ce malheureux est mis à la question. S'il est innocent, quelle barbarie de lui faire souffrir le martyre! Si la force des tourments l'oblige à déposer contre lui-même, quelle inhumanité épouvantable que d'exposer aux plus violentes douleurs et de condamner à la mort un citoyen vertueux contre lequel il n'y a que des soupçons! Il vaudrait mieux pardonner à vingt coupables que de sacrifier un innocent. Si les lois se doivent établir pour le bien des peuples, faut-il qu'on en tolère de pareilles, qui mettent les juges dans le cas de commettre méthodiquement des actions criantes qui révoltent l'humanité?

Quintilien, liv. V, *Des preuves et de la réfutation.*

Il y a huit ans que la question est abolie en Prusse;[a] on est sûr de ne point confondre l'innocent et le coupable, et la justice ne s'en fait pas moins.

Examinons à présent les lois vagues et les procédures qui sont dans le cas d'être réformées.

Il y avait une loi en Angleterre qui défendait la bigamie : un homme fut accusé d'avoir cinq femmes; et comme la loi ne s'expliquait pas sur ce cas, et qu'on l'interprète littéralement, il fut mis hors de cour et de procès. Pour que cette loi fût claire, elle aurait dû porter : Que quiconque prend plus d'une femme soit puni, etc. Les lois vagues et littéralement interprétées en Angleterre ont donné lieu aux abus les plus ridicules. [10]

Des lois précises ne donnent point lieu à la chicane, elles doivent s'entendre selon le sens de la lettre; lorsqu'elles sont vagues ou obscures, elles obligent de recourir à l'intention du législateur, et au lieu de juger des faits, on s'occupe à les définir.

[a] Elle fut abolie le 3 juin 1740. Voyez Friderici Behmeri *Novum jus controversum*. Lemgoviae, 1771, in-4, t. II, p. 478 et 479.

[10] De Muralt [*Lettres sur les Anglais et les Français et sur d'autres sujets.* Nouvelle édition corrigée et augmentée par l'auteur même (sans indication de nom d'auteur ni de lieu d'impression) 1728, in-8, t. I, p. 148]. Un homme coupa le nez à son ennemi : on voulut le châtier d'avoir mutilé un citoyen; mais il soutint que ce qu'il avait coupé n'était point un membre, et le parlement déclara par un arrêt qu'on regarderait le nez comme un membre.

La chicane ne se nourrit, pour l'ordinaire, que de successions et de contrats; et par cette raison les lois qui roulent sur ces articles ont besoin de la plus grande clarté; si l'on s'occupe à vétiller sur les termes, en composant des ouvrages d'esprit frivoles, à combien plus forte raison les termes de la loi méritent-ils d'être pesés scrupuleusement?

Les juges ont deux piéges à craindre, ceux de la corruption, et ceux de l'erreur; leur conscience doit les garantir des premiers, et les législateurs, des seconds. Des lois claires, qui ne donnent pas lieu à des interprétations, y sont un premier remède, et la simplicité des plaidoyers, le second. On peut restreindre les discours des avocats à la narration du fait, fortifiée de quelques preuves, et terminée par un épilogue, ou courte récapitulation. Rien n'est plus fort dans la bouche d'un homme éloquent que l'art de manier les passions : l'avocat s'empare de l'esprit des juges, il les intéresse, il les émeut, il les entraîne, et le prestige du sentiment fait illusion sur le fond de la vérité. Lycurgue et Solon interdirent tous les deux cette sorte de persuasion aux avocats; et si nous en rencontrons dans les *Philippiques* et dans les *Harangues sur la couronne* qui nous restent de Démosthène et d'Eschine, il faut observer qu'elles ne se prononcèrent pas devant l'aréopage, mais devant le peuple; que les *Philippiques* sont du genre délibératif; et que celles *sur la couronne* sont plutôt du genre démonstratif que du judiciaire.

Les Romains n'étaient pas aussi scrupuleux que les Grecs sur les harangues de leurs orateurs : il n'est point de plaidoyer de Cicéron qui ne soit plein de passion. J'en suis fâché pour cet orateur, mais nous voyons, dans sa harangue pour Cluentius, qu'il avait auparavant plaidé pour sa partie adverse. La cause de Cluentius ne paraît pas absolument bonne; mais l'art de l'orateur l'emporta. Le chef-d'œuvre de Cicéron est sans doute la péroraison de la harangue pour Fontéius : elle le fit absoudre, quoiqu'il paraisse coupable. Quel abus de l'éloquence que de se servir de son enchantement pour énerver les lois les plus sages!

La Prusse a suivi cet usage de la Grèce; et si les raffinements dangereux de l'éloquence sont bannis des plaidoyers, elle en est redevable à la sagesse du grand chancelier, dont la probité, les

lumières et l'activité infatigable auraient fait honneur aux républiques grecque et romaine, dans les temps où elles étaient les plus fécondes en grands hommes.[a]

Il est encore un article qui doit être compris sous l'obscurité des lois : c'est la procédure et le nombre d'instances que les plaideurs ont à parcourir avant que de terminer leurs procès. Que ce soient de mauvaises lois qui leur fassent injustice, que ce soient des plaidoyers artificieux qui obscurcissent leurs droits, ou que ce soient des longueurs qui, absorbant le fond même du litige, leur fassent perdre les avantages qui leur sont dus, tout cela revient au même. L'un est un mal plus grand que l'autre, mais tous les abus méritent réforme. Ce qui allonge les procès donne un avantage considérable aux riches sur les plaideurs qui sont pauvres : ils trouvent le moyen de traduire le procès d'une instance à l'autre, ils matent et ruinent leur partie, et ils restent à la fin les seuls dans la carrière.

Autrefois, dans ce pays, les procès duraient au delà d'un siècle; lors même qu'une cause avait été décidée par cinq tribunaux, la partie adverse, au plus haut mépris de la justice, en appelait aux universités, et les professeurs en droit réformaient ces sentences à leur gré. Un plaideur jouait bien de malheur, qui, dans cinq tribunaux et je ne sais combien d'universités, ne trouvait pas des âmes vénales et corruptibles. Ces usages ont été abolis,[b] les procès sont jugés en dernier ressort dès la troisième instance, et le terme limité d'un an est prescrit aux juges, dans lequel ils doivent terminer les causes les plus litigieuses.[a]

Il nous reste encore à dire quelques mots sur les lois qui impliquent contradiction, soit par les termes, soit par le sens même.

Lorsque dans un État les lois ne sont pas rassemblées en un seul corps, il faut qu'il y en ait qui se contredisent entre elles; comme elles sont l'ouvrage de différents législateurs qui n'ont pas travaillé sur le même plan, elles manqueront de cette unité si essentielle et si nécessaire à toutes les choses importantes.

[a] Voyez t. IV, p. 1 et 2.

[b] Le 2 avril et le 20 juin 1746. Voyez Mylius *C. C. M. Continuatio III*, p. 73 et 75, n° X et XIII.

Quintilien, liv. VII, chap. VII.

Quintilien traite de cette matière dans son livre de l'*Orateur*, et nous voyons, dans les oraisons de Cicéron, qu'il oppose souvent une loi à une autre; nous trouvons de même dans l'histoire de France des édits tantôt en faveur et tantôt contre les huguenots. Le besoin de rédiger ces sortes d'ordonnances est d'autant plus indispensable, que rien n'est moins digne de la majesté des lois, qu'on suppose toujours établies avec sagesse, que d'y découvrir des contradictions ouvertes et manifestes.

Édit de Nantes de 1598, révoqué par Louis XIV.

L'édit contre les duels est très-juste, très-équitable, très-bien fait; mais il n'amène point au but que les princes se sont proposé en le publiant : des préjugés plus anciens que cet édit l'emportent sur lui de haute lutte, et il semble que le public, rempli de fausses opinions, soit convenu tacitement de n'y point obéir; un point d'honneur mal entendu, mais généralement reçu, brave le pouvoir des souverains, et ils ne peuvent maintenir cette loi en vigueur qu'avec une espèce de cruauté. Tout homme qui a le malheur d'être insulté par un brutal passe pour un lâche dans tout l'univers, s'il ne se venge de son affront en donnant la mort à celui qui en est l'auteur; si cette affaire arrive à un homme de condition, on le regarde comme indigne des titres de noblesse qu'il porte; s'il est militaire, et qu'il ne termine point son différend, on le force de sortir avec ignominie du corps dans lequel il sert, et il ne trouve de l'emploi dans aucun service de l'Europe. Quel parti prendra donc un particulier, s'il se trouve engagé dans une affaire aussi épineuse? Voudra-t-il se déshonorer en obéissant à la loi, ou ne risquera-t-il pas plutôt sa vie et sa fortune pour sauver sa réputation?

Le point de la difficulté qui reste à résoudre serait de trouver un expédient qui, en conservant l'honneur aux particuliers, maintînt la loi dans toute sa vigueur.

La puissance des plus grands rois n'a rien pu contre cette mode barbare : Louis XIV, Frédéric I[er] et Frédéric-Guillaume publièrent des édits rigoureux contre les duels; ces princes n'avancèrent rien, sinon que les duels changèrent de nom, et passèrent pour des rencontres, et que bien des nobles qui avaient été tués furent enterrés comme étant morts subitement.

Si tous les princes de l'Europe n'assemblent pas un congrès,

et ne conviennent entre eux d'attacher un déshonneur à ceux qui, malgré leurs ordonnances, tentent de s'égorger dans ces combats singuliers, si, dis-je, ils ne conviennent pas de refuser tout asile à cette espèce de meurtriers, et de punir sévèrement ceux qui insulteront leurs pareils, soit en paroles, soit par écrit, ou par voies de fait, il n'y aura point de fin aux duels.

Qu'on ne m'accuse point d'avoir hérité des visions de l'abbé de Saint-Pierre :[a] je ne vois rien d'impossible à ce que des particuliers soumettent leurs querelles à la décision des juges, de même qu'ils y soumettent les différends qui décident de leurs fortunes; et par quelle raison les princes n'assembleraient-ils pas un congrès pour le bien de l'humanité, après en avoir fait tenir tant d'infructueux sur des sujets de moindre importance? J'en reviens là, et j'ose assurer que c'est le seul moyen d'abolir en Europe ce point d'honneur mal placé, qui a coûté la vie à tant d'honnêtes gens dont la patrie pouvait s'attendre aux plus grands services.

Telles sont en abrégé les réflexions que les lois m'ont fournies; je me suis borné à faire une esquisse au lieu d'un tableau, et je crains même de n'en avoir que trop dit.

Il me semble enfin que, chez des nations qui sortent à peine de la barbarie, il faut des législateurs sévères; que, chez les peuples policés, dont les mœurs sont douces, il faut des législateurs humains.

S'imaginer que les hommes sont tous des démons, et s'acharner sur eux avec cruauté, c'est la vision d'un misanthrope farouche; supposer que les hommes sont tous des anges, et leur abandonner la bride, c'est le rêve d'un capucin imbécile; croire qu'ils ne sont ni tous bons ni tous mauvais, récompenser les bonnes actions au delà de leur prix, punir les mauvaises au-dessous de ce qu'elles méritent, avoir de l'indulgence pour leurs faiblesses et de l'humanité pour tous, c'est comme en doit agir un homme raisonnable.

[a] L'abbé de Saint-Pierre, qui mourut le 29 avril 1743, avait envoyé, en 1742, au roi de Prusse un ouvrage sur la manière de rétablir la paix en Europe et de la consolider définitivement. Voyez les lettres de Frédéric à Voltaire et à Jordan, du 12 et du 15 avril 1742.

III.

INSTRUCTION

AU

MAJOR BORCKE.

INSTRUCTION AU MAJOR BORCKE.

Je vous confie l'éducation de mon neveu, l'héritier présomptif de la couronne; et comme il est très-différent de bien élever un particulier, ou celui qui est destiné à gouverner des États, je vous donne ici une instruction sur toutes les choses que vous devez observer.

1° Touchant les maîtres.

Il faut que mon neveu parcoure l'histoire ancienne, qu'il sache les différentes monarchies qui se sont succédé, de l'histoire grecque surtout ce qui se passa dans la guerre d'Artaxerce, de Philippe et d'Alexandre. Dans l'histoire romaine, le temps des guerres puniques et de César. Il ne faut point lui fatiguer la mémoire par les noms des princes qui se sont succédé, pourvu qu'il sache ceux des hommes illustres qui ont joué un grand rôle dans leur patrie.

Il ne suffit pas de lui apprendre l'histoire comme à un perroquet; le grand usage des faits anciens est de les comparer aux modernes, de développer les causes qui ont produit des révolutions, de montrer comme pour l'ordinaire le vice est puni et la vertu récompensée. Il faut, de plus, lui faire remarquer que les historiens anciens ne sont pas toujours véridiques, et qu'il faut examiner et juger avant de croire. La partie de l'histoire la plus essentielle et la plus indispensable, c'est celle qui prend à Charlemagne et qui finit à nos jours; j'entends par histoire celle de l'Europe. Il la lui faut faire étudier avec soin, ne s'attacher qu'aux faits principaux, et n'entrer dans un plus grand détail qu'à la guerre de trente ans. Qu'il apprenne l'histoire de sa maison, cela va sans dire.

En apprenant la géographie, il est nécessaire de lui donner une idée des États et de leur gouvernement; et comme cette étude va très-bien avec celle de l'histoire, on peut, en lui enseignant l'une, lui apprendre l'autre en même temps.

Dans quelque temps on pourra lui faire un petit cours de logique dépouillé de toute pédanterie, et autant qu'il en faut pour qu'il discerne de lui-même le point faux d'un raisonnement et en quoi une proposition n'est pas juste. Ensuite on pourra lui faire lire les orateurs, Cicéron, Démosthène, quelques tragédies de Racine, etc.

Quand il aura quelques années de plus, on pourra lui donner un abrégé des opinions des philosophes et des différentes religions, sans lui inspirer de haine pour aucune, en lui faisant voir qu'elles adorent toutes Dieu, mais par des moyens différents.[a] Il ne faut pas qu'il ait trop de considération pour le prêtre qui l'instruit, et il faut qu'il ne croie les choses qu'après les avoir examinées.

J'en reviens à la religion catholique. Elle est assez étendue en Silésie, dans les duchés de Clèves et ailleurs. Si cet enfant devenait calviniste fanatique, tout serait perdu. Il est très-nécessaire d'empêcher même le prêtre de dire dévotement des injures aux papistes; mais le gouverneur doit adroitement faire sentir à son élève que rien n'est plus dangereux que lorsque les catholiques ont le dessus dans un pays, par rapport aux persécutions, à l'ambition des papes, et qu'un prince protestant est bien plus le maître chez lui qu'un prince catholique.

Il s'entend de soi-même que mon neveu apprenne à lire, à écrire, à compter; ainsi je passe ces articles sous silence. Il est trop jeune pour apprendre les fortifications, il en sera temps quand il aura dix ou onze ans.

Les exercices comme danser, faire les armes et monter à cheval peuvent s'apprendre l'après-midi, dans le temps de la digestion. Si l'enfant avait envie d'apprendre le latin, le polonais ou l'italien, il ne dépendra que de lui; mais s'il n'y marque pas d'inclination, il ne faut pas le presser là-dessus, de même que la musique.

Voici pour ses études et ses exercices. Votre grand art sera de lui faire faire le tout avec plaisir, de bannir la pédanterie de

[a] Voyez t. I, p. 212; t. VIII, p. 160 et 161; et ci-dessus, p. 6.

ces études et de lui en faire venir le goût; c'est pourquoi, au commencement surtout, il ne faut pas charger la dose.

Nous en venons à présent à la plus grande et essentielle partie de l'éducation, qui est celle des mœurs. Ni vous ni toutes les puissances de l'univers ne sauraient changer le caractère d'un enfant; tout ce que peut l'éducation, c'est de modérer la violence des passions. Traitez mon neveu comme un particulier qui doit faire sa fortune; dites-lui que s'il a des défauts, ou s'il n'apprend rien, il sera méprisé de tout le monde. Citez-lui l'exemple du Mr. de Schwedt[a] et de Henri.[a] Il ne faut point lui mettre du vent en tête, et l'élever tout simplement. Qu'il soit obligeant envers tout le monde, et que s'il fait une grossièreté à quelqu'un, que celui-là la lui rende sur-le-champ. Qu'il apprenne que tous les hommes sont égaux, et que la naissance n'est qu'une chimère, si elle n'est pas soutenue par le mérite.[b] Laissez-le parler tout seul avec tout le monde, pour qu'il devienne hardi. Qu'importe qu'il parle de tort et travers? on sait que c'est un enfant, et, dans toute son éducation, faites, autant qu'il sera en vous, qu'il agisse par lui-même, et qu'il ne s'accoutume point à se laisser mener; que ses sottises soient à lui, de même que les bonnes choses qu'il fera.

Il est d'une très-grande importance de lui inspirer du goût pour le militaire; pour cette raison il faut dans toutes les occasions lui dire tant vous-même que de lui faire dire par d'autres que tout homme de naissance qui n'est pas soldat n'est qu'un misérable. Il faut le mener tant qu'il veut voir des troupes. On peut lui montrer les cadets et en faire venir avec le temps cinq ou six chez lui faire l'exercice; que cela soit un amusement et non pas un devoir, car le grand art est de lui donner du goût pour ce métier, et ce serait tout perdre que de l'ennuyer ou de le rebuter. Qu'il parle à tout le monde, à un cadet, à un soldat, à un bourgeois, à un officier, pour qu'il devienne hardi.

Qu'on lui inspire surtout de l'attachement pour ce pays, et que personne ne lui tienne des discours que de bon patriote; et sur toute sorte de sujets et de discours on peut y glisser quelques réflexions de morale, qui tendent à lui prêcher l'humanité, la

[a] Voyez au sujet de ces deux margraves t. V, p. 65 et 202; et t. VI, p. 223.
[b] Voyez t. I, p. 1; t. II, p. 22; et t. VIII, p. 88, 126 et 197.

bonté et les sentiments qu'il convient à un homme d'honneur et surtout à un prince d'avoir.

Je veux que, quand il sera plus âgé, il commence à faire le service de lieutenant, pour qu'il passe tous les grades; ainsi il ne faut point lui mettre du vent dans la tête. Que les officiers qui dînent avec lui l'attaquent et l'agacent pour le rendre hardi et gai, et qu'il voie le plus de monde que se pourra. Dans ses heures de récréation, s'il a envie de voir des enfants de son âge, cela ne fera pas de mal; il est un peu taciturne, et il est très-nécessaire de l'éveiller; c'est pourquoi vous vous appliquerez à le rendre le plus gai que possible. Dans toutes les occasions vous aurez grande attention à lui inculquer le respect et l'amour qu'il doit à son père, à sa mère, et la déférence envers ses parents. Quand vous le connaîtrez davantage, il faudra voir quelle sera sa passion. Dieu nous garde de la détruire! mais travaillons à la modérer. Quand il est dans son particulier, qu'il ne fasse jamais des choses sans en rendre raison, à moins que ce ne soit dans ses heures de récréation. S'il est souple, soyez doux, s'il est rétif, donnez-vous toute l'autorité qu'il vous convient, punissez-le en lui ôtant l'épée, en le mettant aux arrêts, et, tant qu'il se peut, en le piquant d'honneur; jusqu'à présent il paraît fort doux, mais avec l'âge il se développera davantage.

Vous rendrez toutes les semaines compte de sa conduite au père, et à moi tous les mois. S'il y a quelque cas extraordinaire, vous pourrez toujours recourir à moi. Ne le rendez pas timide par de trop grands ménagements pour sa santé, ou par crainte que malheur n'arrive. Il faut avoir un grand soin de lui, mais il ne faut pas qu'il s'en aperçoive, cela le rendrait douillet, timide et pusillanime. Mon frère pourra régler ses heures comme il le jugera à propos, et vous pourrez prendre vos mesures là-dessus.

Cette instruction n'est bonne que jusqu'à l'âge de dix à douze ans, où il vous en faudra une autre proportionnée aux progrès de mon neveu, à son âge et aux circonstances.

Fait à Potsdam, ce 24 de septembre 1751.

(Signé) FEDERIC.

Instruction au major Borcke.

IV.

DISCOURS

SUR

LES SATIRIQUES.

DISCOURS SUR LES SATIRIQUES.

Ne sera-t-il jamais donné aux hommes de tenir un juste milieu, et d'écouter la voix de la vertu plutôt que l'ivresse de leurs passions? Leur inclination les porte à tout outrer; ils ne connaissent que les excès; une imagination ardente emporte une tête échauffée au delà de ce qu'elle croyait entreprendre. Il y a cent voies pour s'égarer; ce serait rêver avec Platon de vouloir que les hommes soient parfaits, eux dont l'être n'est qu'un assemblage de faiblesses et de misères. Cependant il y a de certaines pratiques que l'on ne peut voir sans s'indigner, et contre lesquelles tous les hommes devraient s'élever; j'entends deux vices qui, étant des extrêmes, font une opposition parfaite : l'un est cette bassesse que les flatteurs mettent en usage auprès des grands, ces louanges outrées ou non méritées qui déshonorent également celui qui les donne et celui qui les reçoit; l'autre est cette fière et cynique méchanceté des satiriques qui défigurent les mœurs des grands, et dont les cris barbares n'épargnent pas le trône. Les uns empoisonnent l'âme par une liqueur agréable, les autres enfoncent le poignard dans un cœur qu'ils déchirent. Prêter aux vices les couleurs des vertus, déifier les caprices des hommes, justifier d'indignes actions, c'est faire un mal réel, en encourageant ceux qu'un funeste penchant entraîne à continuer de persister dans un aveuglement fatal; prodiguer le mensonge et la calomnie, rendre le mérite douteux, la vertu équivoque, noircir les réputations des personnes, parce qu'elles sont dans des postes éminents, c'est

commettre une injustice criante et le comble des méchancetés. Ces pestes publiques diffèrent en ce qu'il y a un intérêt bas dans le flatteur, et un fonds inépuisable d'envie dans le satirique; ils sont comme une rouille qui ne s'attache qu'aux favoris de la fortune ou au mérite supérieur des talents.

Que Virgile, qu'Horace aient eu la bassesse de flatter un tyran aussi lâche que cruel, leur exemple doit détourner tout homme, pour peu qu'il soit amoureux de sa réputation, de les imiter; que Juvénal ait employé toute l'amertume de son style mordant pour décrier un ministre comme Séjan, un monstre comme Néron ou comme Caligula, c'était un opprobre qu'ils avaient mérité par une conduite infâme et par l'extravagance de leurs cruautés. Mais où sont les monstres qui, de nos jours, leur ressemblent? Dans les siècles précédents, nous comptons un Louis XI, un Charles IX, rois de France, un Philippe II, roi d'Espagne, un pape Alexandre VI, qui étaient dignes de la haine publique; aussi l'histoire, qui doit rendre un hommage pur à la vérité et recueillir soigneusement les faits, ne les a-t-elle pas ménagés; ils sont traités avec toute la rigueur possible par ceux qui nous ont transmis leurs règnes. Dans ce siècle, les hommes en place, les ministres, les favoris, les souverains mêmes reçoivent à peu près la même éducation; les mœurs sont adoucies, l'esprit philosophique a gagné, et fait tous les jours de nouveaux progrès; les sciences et les arts répandent un vernis de politesse et de décence qui rend les esprits plus flexibles et plus traitables; le dehors des hommes bien élevés est à peu près semblable en Europe.

S'il est vrai que nous avons moins de ces génies extraordinaires et transcendants qui s'élèvent avec tant de supériorité sur leurs égaux, comme l'antiquité en a produit, nous avons au moins l'avantage de ne point voir dans les premières places des monstres de cruauté que le monde doit avoir en exécration. Il faut convenir que les grands ne font pas tout le bien dont ils sont capables, que les courtisans ont des passions, et les rois, des faiblesses; mais ils ne seraient pas hommes, s'ils étaient parfaits. Quelle démence y a-t-il donc à suivre les traces de Juvénal, lorsque l'on manque de sujets pareils aux siens, pour exercer le misérable talent de la satire! Y a-t-il rien de plus pitoyable que

de faire métier de noircir les réputations, d'inventer des impostures grossières, de calomnier à tort et à travers, de crier, de publier des mensonges, pour contenter sa méchanceté? En entendant ces vaines clameurs, on est porté à croire que tout l'univers est en danger; et, à l'examiner, ce n'est au fond qu'un chien qui aboie à la lune.

Ces sortes de déclamateurs qui attaquent avec cette effronterie impudente les hommes en place sont, pour la plupart, des misérables inconnus dans leur obscurité; ils deviennent les organes mercenaires de quelque grand, envieux d'un compétiteur, ou ils se livrent à la turpitude de leur cœur, au funeste penchant de mordre comme des dogues enragés ceux que le hasard leur fait rencontrer dans leur chemin. A les lire, on croirait qu'ils ont des espions gagés dans les cours, qui leur rendent compte des moindres particularités qui s'y passent; mais leur imagination supplée en effet à leur ignorance, et ils connaissent aussi peu ceux que leur plume maltraite que la vertu qu'ils outragent si étrangement. Qu'y a-t-il de plus facile que de médire des grands? On n'a qu'à grossir leurs défauts, qu'à exagérer leur faible, qu'à commenter les médisances de leurs ennemis; et, au défaut de tant de belles ressources, on trouve un répertoire d'anciens libelles, que l'on copie, en les accommodant aux temps et aux personnes. Les déclamations contre les puissants de la terre sont devenues des lieux communs; chaque emploi a son étiquette banale et des calomnies qui lui sont affectées; on est sûr, en lisant un écrit contre un contrôleur de finances, d'y trouver qu'il a le cœur dur, qu'il est inexorable, que c'est un brigand public qui s'engraisse de la substance des peuples, qu'il les charge impitoyablement, et que ses opérations sont celles d'un imbécile. S'il s'agit d'un ministre de la guerre, les forteresses tombent en ruines, le militaire est négligé, il refuse les emplois par goût, et ne les accorde qu'à la faveur ou à l'importunité. On est sûr qu'un secrétaire d'État se repose de son travail sur les commis; ceux-là pensent, dirigent et travaillent, tandis qu'il n'est pas au fait des affaires; quoi qu'il fasse, on trouve à redire à tout, dans la guerre à son ambition, dans la paix à sa faiblesse, et on le rend responsable des événements. Pour les souverains, ils ne récompensent

jamais le mérite, principalement de ceux qui sont très-persuadés d'en avoir beaucoup; ils passent souvent pour avares, parce qu'ils ne contentent pas la cupidité de ceux qui voudraient pouvoir être prodigues; leurs faiblesses sont des crimes, et leurs fautes, car qui n'en fait pas? passent pour des actions inouïes. Voilà, à quelques nuances près, à quoi se réduisent ces libelles, qui ne sont que l'écho d'anciennes accusations toutes aussi injustes; mais ce qui est fâcheux, c'est que le sort de ces admirables ouvrages est d'être lus quand ils sont nouveaux, pour être ensevelis ensuite pour jamais dans un éternel oubli.

Si j'avais un conseil à donner à ces beaux esprits qui s'érigent ainsi en censeurs de personnes respectables, ce serait de prendre à présent un tour nouveau; car, depuis Salomon, injures et louanges, tout a été dit, tout a été épuisé. Qu'ils essayent de se peindre eux-mêmes dans leurs écrits, qu'ils expriment le désespoir que leur cause la prospérité des grands, l'aversion qu'ils ont pour les talents et pour le mérite dont l'éclat les anéantit, qu'ils donnent à l'univers une grande idée des connaissances qu'ils ont dans l'art de régner. Il y a encore des royaumes électifs : peut-être feront-ils fortune et les croira-t-on sur leur parole; au moins leur ingénuité nouvelle épargnerait-elle aux lecteurs l'ennui d'autres atrocités et d'autres impertinences. Si le peuple était sensé, on pourrait se rire des libelles, quels qu'ils fussent; mais ces indignes écrits sont un mal réel, parce que le monde peu instruit, enclin à croire le mal plutôt que le bien, reçoit avidement de mauvaises impressions qu'il est difficile de déraciner; de là naissent des préjugés souvent préjudiciables aux monarques mêmes.

Jamais nations n'ont poussé la satire plus loin que les Anglais et les Français; il n'y a guère d'homme connu dans ces monarchies qui n'ait essuyé quelques éclaboussures en passant. Quelles horreurs n'a-t-on pas publiées du Régent, duc d'Orléans! à quels excès ne s'est-on pas emporté contre Louis XIV même!

Louis XIV ne méritait cependant ni les louanges outrées ni les injures atroces dont il a été accablé. Ce prince avait été élevé dans une ignorance crasse; les amusements de sa première jeunesse furent de servir la messe au cardinal Mazarin; il était né avec du bon sens, sensible à l'honneur, plus vain qu'ambitieux;

lui, qu'on accusa d'aspirer à la monarchie universelle, était plus flatté de la soumission du doge de Gênes que des triomphes de ses généraux sur les ennemis. Louis XIV eut des faiblesses; personne n'ignore ses attachements pour quelques dames de sa cour, que madame de Maintenon l'emporta sur les autres, et que, pour concilier sa conscience et son amour, il l'épousa secrètement; de là ces cris et ces clameurs, comme si tout le royaume allait périr, parce que le Roi avait le cœur sensible. Pendant que tant de libelles le déchiraient, lui et sa maîtresse, depuis sa cour jusqu'au plus petit commis de Paris, et ceux même qui écrivaient avec tant d'indécence contre lui, chacun avait sa maîtresse, et l'on condamnait comme un crime dans la conduite du Roi ce qu'on ne désapprouvait pas dans celle du moindre de ses sujets. C'est à ces marques que la passion de l'auteur se déclare, et qu'il peint, sans s'en apercevoir, les traits de la haine et de l'animosité qui lui rongent le cœur.

Ce n'était pas sur ses amours qu'il fallait blâmer Louis XIV; s'il était répréhensible, ce fut pour avoir fait exercer des cruautés inouïes dans le Palatinat, et pour avoir autorisé Mélac à faire une guerre d'incendiaire et de barbare. On ne saurait non plus le justifier sur la révocation de l'édit de Nantes; il veut forcer les consciences, il en vient à des rigueurs excessives, et il prive son royaume d'un nombre de mains industrieuses qui transportent dans les lieux de leur asile leurs talents et la haine de leurs persécuteurs. Si j'en excepte ces deux taches qui obscurcissent la beauté d'un long règne, quels reproches peut-on faire à ce roi qui méritent des satires aussi amères que celles qu'on a écrites contre lui? Est-ce à des hommes abîmés de misères, qui n'ont pour talents qu'une malheureuse facilité d'écrire, à s'attaquer au trône de leurs souverains? Leur convient-il d'envenimer la conduite des grands, de s'acharner sur leurs faiblesses, de se faire une étude de leur trouver des défauts? Est-ce à des inconnus éloignés de toute affaire, qui voient le gros des événements sans savoir ce qui les amène, qui connaissent les actions sans en connaître les motifs, qui font le cours de leur politique dans les gazettes, à juger de ceux qui gouvernent le monde? Et leur ignorance même peut-elle servir d'excuse à leur témérité? Mais la malice les dé-

vore, une fausse ambition les excite, ils veulent se faire un nom, et pour être connus ils imitent Érostrate.

Il y a eu un temps, il faut l'avouer, où la satire était à la mode; mais ce bon temps n'est plus. Il fallait naître sous le règne de Charles-Quint et de François Ier; alors les souverains étaient tributaires de l'Arétin; son silence était acheté, les bons mots qu'il supprimait étaient payés, et pour peu qu'un prince crût avoir fait une sottise, il lui envoyait des présents. C'était alors qu'il y avait de quoi s'enrichir. Mais tout change, notre siècle est de mauvaise humeur, nos Arétins modernes, au lieu de trouver des récompenses, sont logés aux dépens des souverains qu'ils offensent, et on leur interdit surtout l'usage de leurs mérites et de leurs talents. Quelques exemples de cette nature n'intimident pas ceux qui sont nés avec l'amour de la belle gloire; avec moins d'encouragement que l'Arétin, ils vont leur train, et leur enthousiasme va jusqu'à leur faire affronter le martyre. Pour s'encourager et se déguiser à eux-mêmes leur noirceur, ils se persuadent qu'ils travaillent pour le bien public, qu'ils réforment les mœurs, et retiennent les grands par la crainte de leurs censures redoutables. Ils se flattent que leurs piqûres seront senties; il faut les renvoyer à la fable ingénieuse de La Fontaine, du *Bœuf et du Ciron.*[a] Des hommes puissants, dans leur fière et molle opulence, ou ignorent le coassement de ces insectes du Parnasse, ou, s'ils les entendent, ils les punissent.

Ni les médisances, ni les satires, ni les calomnies ne corrigent les hommes; elles aigrissent les esprits, elles les irritent, elles peuvent leur inspirer le désir de la vengeance, mais non celui de se corriger; au contraire, un injuste reproche prouve l'innocence, et nourrit l'amour-propre au lieu de l'éteindre. Les grands restent tels qu'ils sont; un courtisan, pour avoir été insulté dans un écrit indécent, n'en cultivera pas moins la faveur de son maître; les intrigues inévitables dans un lieu qui rassemble beaucoup de monde, et où il y a un conflit d'ambition, continueront dans les cours; les ministres poursuivront le train des affaires suivant l'impression que fait sur eux le point de vue dont ils les considèrent.

[a] Il n'existe pas de fable de La Fontaine qui porte ce titre; peut-être le Roi veut-il parler du *Moucheron et le Bœuf,* apologue de Phèdre.

Les têtes sur lesquelles la puissance et le pouvoir sont le plus accumulés méritent plutôt qu'on les plaigne que d'être enviées; les grands qui gouvernent la terre sont souvent découragés d'un ouvrage pénible qui n'a point de fin. Sans cesse obligés de vivre dans l'avenir par leurs réflexions, de tout prévoir, de tout prévenir, responsables des événements que le hasard, qui se joue de la prudence humaine, fait arriver pour rompre leurs mesures, accablés de travaux, les fatigues deviennent une espèce de soporifique qui à la longue assoupit les sentiments de la gloire, et les porte à désirer le repos philosophique d'une vie privée. Il est plus nécessaire de réveiller en eux ces sentiments de la gloire que de travailler à les étouffer; il faut encourager les hommes au lieu de les rebuter, et c'est ce que jamais libelles ne feront.

Peut-être quelqu'un pensera-t-il: il n'y a donc qu'à être puissant et absolu pour se livrer à toute la démence de ses caprices, pour ériger ses volontés en lois, et dès que l'on est inviolable, on peut tout enfreindre, d'autant plus que personne n'osera élever sa voix pour condamner des abus aussi intolérables de la domination. J'ose leur répondre que je conviens avec eux que ceux qui pendant leur vie sont au-dessus des lois par le souverain pouvoir, ont assurément besoin d'un frein qui les empêche d'abuser de la force pour opprimer les faibles ou pour commettre des injustices; mais que des scribes ignorants et obscurs ne sont pas faits pour être les précepteurs des rois; qu'il y a d'autres maîtres qui leur enseignent réellement leur devoir, qui prononcent leur arrêt, et leur apprennent sans déguisement ce que le peuple pense et doit penser d'eux; je veux dire l'histoire. Elle ne ménage point ces hommes redoutés qui ont fait trembler la terre; elle les juge, et, en approuvant leurs bonnes actions et en condamnant les mauvaises, elle instruit les princes de ce qui sera loué ou blâmé dans leur conduite; la sentence des morts apprend aux vivants à quoi ils doivent s'attendre, et sous quels auspices leurs noms passeront à la postérité; c'est à ce tribunal que tous les grands sont obligés de comparaître après leur mort, et où les réputations sont fixées pour jamais. L'histoire remplace cet usage établi chez les Égyptiens, par lequel les citoyens étaient assujettis après la vie au jugement d'un conseil qui prononçait sur leurs œuvres,

et défendait d'inhumer ceux dont les actions étaient trouvées criminelles. La postérité est impartiale; elle est exempte d'envie et de flatterie; elle ne se laisse aveugler ni par des panégyriques ni par des satires; elle démêle l'or pur du faux aloi; le temps, qui révèle jusqu'aux choses secrètes, lui dévoile les actions des hommes et leurs motifs; il fait paraître, non un ministre encensé par des courtisans, non un roi entouré d'adulateurs, mais l'homme dépouillé de toute décoration et de ce vain déguisement qui le travestissait. Ceux qui savent qu'ils ne sauraient éviter ce jugement doivent se préparer à y paraître sans tache. La réputation est tout ce qui nous reste après notre mort; ce n'est point un effet de l'orgueil que d'y être sensible; on doit même l'avoir très-fort à cœur, pour peu que l'on soit né avec de la noblesse et de l'élévation. L'amour de la vraie gloire est le principe des actions héroïques et de tout ce qui s'est fait d'utile dans le monde. Pourquoi un homme se fait-il tuer pour le service de la patrie, si ce n'est pour mériter l'approbation de ceux qui lui survivent? Pourquoi les auteurs et les artistes travaillent-ils, si ce n'est pour recueillir des applaudissements, pour se faire un nom, pour aller à l'immortalité? Cela est si vrai, que Cicéron, qui était rempli de la même ardeur, remarque [a] que non seulement les plus beaux génies de l'antiquité, mais les philosophes même des sectes austères mettaient leur nom à la tête d'ouvrages qui traitaient de la vanité des choses humaines. Ce désir de s'immortaliser est le mobile de nos travaux et de toutes nos belles actions. La vertu, il est vrai, a des attraits capables de la faire aimer pour elle-même des belles âmes; cela ne doit pas cependant nous obliger à condamner les biens que le motif de la gloire opère, quel que soit le principe. L'intérêt de l'humanité demande qu'on éprouve tous les moyens qui servent à rendre le genre humain meilleur et à dompter cet animal, le plus farouche de tous, qui s'appelle l'homme; il faut exciter, il faut aiguillonner les sentiments de la gloire, il faut sans cesse y encourager le monde. Malheur aux grands qui ne sont pas sensibles à cet aiguillon, et malheur à ceux qui le sont trop aux sarcasmes de la satire!

[a] *Pro Archia poeta,* chap. XI.

V.

DISCOURS

SUR

LES LIBELLES.

DISCOURS SUR LES LIBELLES.

Il y a bien des façons de subsister dans le monde; l'industrie et l'esprit d'invention en fournissent tous les jours de nouvelles, sans compter les métiers ordinaires. Le seul talent d'écrire a enrichi les savants du fruit de leurs veilles; les auteurs du second ordre vivent par leurs libraires; les uns se nourrissent en faisant des vers, les autres en corrigeant les impressions, d'autres en copiant, d'autres enfin se chargent du noble emploi de découvrir les défauts des favoris de la fortune et des gens en place. Ils travaillent ingénieusement sur des caractères qui leur sont inconnus, ils peignent d'imagination, et comme leur pinceau est plus noir que celui de l'Espagnolet, leurs tableaux sont chargés d'ombres. Ils ont l'art de rendre leur héros odieux, et il faut avouer que ce beau talent leur rapporte encore. Cette dangereuse hardiesse gagne et se répand de nos jours; ces messieurs qui s'y livrent doivent craindre que leur nombre ne fasse baisser leurs honoraires, et ne les réduise enfin à la mendicité. Croirait-on bien qu'ils veulent s'attribuer les droits des censeurs de l'ancienne Rome? Je ne trouve qu'une petite différence : Rome élisait ses censeurs, et ces messieurs s'installent eux-mêmes; ils peuvent, comme les rois, s'écrire «par la grâce de Dieu et non par la faveur des hommes.» Il faut avouer que leur ouvrage leur coûte peu de travail; ce n'est pour la plupart qu'une déclamation d'injures, ou le fruit d'une imagination sombre et d'idées sinistres; ils trafiquent de ces injures, et ils les distribuent au gré des pro-

tecteurs qui savent reconnaître leurs services. On ne cesse de s'étonner de leurs témérités hardies, mais ils trouvent un asile dans leur obscurité. Ce qui les sauve, c'est le dédain avec lequel les hommes opulents et superbes traitent leurs libelles; leurs clameurs font un bruit discordant qui se dissipe dans l'air; ils me paraissent comme des mouches qui s'amusent à piquer un éléphant.

Il y a quelque temps que je voyageais en Hollande; passant par une ville, je fus obligé de m'arrêter dans une auberge; j'y vis entrer un homme assez bien vêtu qui avait la mine fière et le maintien imposant; il regardait avec un air de dédain ceux qui l'environnaient, et semblait prendre le genre humain en pitié. Je le pris pour un de ces messieurs qui représentent deux ou trois fois la semaine les rois sur le théâtre, et qui, à force de jouer ce rôle, croient enfin être rois en effet. La singularité de ce personnage me donna la curiosité de savoir qui il était; l'hôte, qui le connaissait, me dit : C'est un homme plus important que vous ne croyez; il a la faculté de faire et de défaire les réputations, mais, à l'exemple des conquérants, il est plus occupé à détruire qu'à élever. Il vit de sa plume, comme les cultivateurs, de leurs champs; ses meubles, ses vêtements, sa nourriture, tout est acquis aux dépens des grands seigneurs qu'il immole à leurs concurrents; il fait à peu près comme feu le cardinal de Polignac, qui, dit-on, sacrifiait au pape, pour chaque antique [a] qu'il avait la permission d'envoyer à Paris, quelque évêque janséniste qu'il faisait exiler; notre homme, de même, n'a pas un meuble dont il ne puisse nommer celui aux dépens de la réputation duquel il l'a acquis; il roule un grand projet dans sa tête, et s'il lui réussit, il ne voudra troquer sa fortune ni avec Taxera [b] ni avec Schwartzau. [b] — Et peut-on savoir, dis-je, quel est ce merveilleux projet? — Il s'agit, dit l'hôte, d'une bonne satire contre un

[a] Frédéric avait acheté la collection d'antiques du cardinal Melchior de Polignac, mort le 20 novembre 1741. Voyez les lettres à Jordan et à Voltaire, du 21 septembre et du 18 novembre 1742. Voyez aussi t. VIII, p. 249.

[b] Taxera, ou plutôt Teixeira de Mattos, et Schwartzau (ce dernier nom formé par corruption du nom espagnol Suasso) étaient de riches juifs portugais qui vivaient à Amsterdam à la fin du dix-septième siècle. Schwartzau est déjà mentionné t. I, p. 99.

souverain; s'il la rend bien forte et aussi maligne qu'on la lui demande, les honneurs s'accumuleront sur sa tête.

Tout ce que je venais d'entendre augmentait en moi la curiosité de connaître cet original, et l'envie me prit de lier conversation avec ce despote qui osait juger les grands pendant leur vie comme les Égyptiens les jugeaient après leur mort. Je croyais reconnaître en lui l'esprit de ces papes qui excommuniaient les souverains et mettaient les royaumes en interdit; sur quoi j'avance, et j'aborde ce redoutable censeur. Il me reçut avec cet air de dignité ou d'impertinence dont les ministres les plus enflés de leur faveur accueillent ceux qui leur demandent des grâces; sa fierté, qui m'humiliait, me fit hésiter; cependant je m'encourageai, et lui fis un assez mauvais compliment sur le plaisir que j'éprouvais à faire sa connaissance. Après quelques propos vagues, je lui demandai s'il était content du métier qu'il faisait. Très-fort, repartit-il; j'ai des correspondances secrètes à plus d'une cour, et je tiens à quantité de seigneurs qui me craignent et me recherchent; je me suis fait un empire par mon industrie, je domine sans État, et je règne despotiquement sans puissance. — Mais, monsieur, lui dis-je, votre empire est-il bien solide, et n'avez-vous pas à craindre ces revers auxquels l'élévation est si exposée? — Qu'aurais-je à appréhender, repartit-il; on ne saurait me détrôner; je gouverne les esprits, et tant qu'il restera des plumes et de l'encre dans le monde, j'irai mon train. Du fond de mon cabinet je règle les destins de ceux qui oppressent l'univers; j'ai entre mes mains la réputation de tous ces grands devant qui le peuple se prosterne; quand il me plaît, je les fais sécher de dépit, je leur porte le désespoir au cœur, et je leur enlève le fruit de toutes les faveurs dont les comble la fortune. — Ah! m'écriai-je, quel plaisir inhumain pouvez-vous trouver à faire des malheureux, si tant est que vous en fassiez? Êtes-vous donc né avec les inclinations de ces génies malfaisants qui éprouvent une cruelle joie, à ce qu'on dit, en persécutant le genre humain? Ah! monsieur, de grâce... — Quoi! dit-il en m'interrompant, croyez-vous que je sois à l'eau rose? Je laisse les scrupules et ces petites délicatesses aux esprits timides; pour moi, je me plais à humilier la vanité et l'arrogance de ceux qui n'ont rien à craindre, à attrister et à dé-

soler ces hommes durs qui ne compatissent jamais aux misères publiques, et à faire sentir quelque mal à ceux qui en font tous les jours. — Ah! monsieur, je vous demande grâce, lui dis-je, pour le genre humain; ne pensez pas qu'il soit aussi pervers que vous vous le figurez. Il est vrai, le vice couvre la terre, mais l'infection n'est pas générale; ne croyez pas que la prospérité soit incompatible avec la vertu; du moins distinguez... — Je ne distingue rien, repartit-il, tous les hommes sont mauvais, donc je puis tous les attaquer en bonne conscience. — Vous ne l'avez pas délicate, dis-je, à ce qu'il paraît. — Et qui me nourrirait? reprit l'autre; quand j'ai faim, de quoi vivrai-je? Car enfin, de nos jours, il faut faire figure, ou l'on est méprisé; personne ne paye mon silence, mais on paye chèrement mes ouvrages, et je ne travaille que sur le cœur de l'homme. — Quelle chute, m'écriai-je, pour un souverain si despotique, pour ce censeur si craint et si redouté, pour ce juge suprême de tous les grands de la terre! Quoi! Crésus au milieu de ses trésors est à l'aumône!... — Trêve de badinerie; ma royauté ne me nourrit qu'à mesure que j'en fais les fonctions; je suis, il est vrai, plus absolu que les rois; ils sont les esclaves des lois, ils ne peuvent punir ou récompenser que selon qu'elles le permettent, ils ne peuvent rien pour la gloire, ils ne la donnent ni ne l'ôtent; au lieu que je me rends l'arbitre de l'opinion du public, et que, par l'ascendant que j'ai pris sur lui, il se forme l'idée des personnes selon que je les lui peins, et, de même que les rois, je reçois des subsides que la méchanceté des uns me paye pour révéler la turpitude des autres; cela fait que je taxe les seigneurs et les princes, ils sont mes esclaves, je vends leur nom plus ou moins cher, selon que je trouve des difficultés à ravaler leur mérite; je mets à contribution la haine et l'envie; je ne me borne pas aux particuliers, le trône n'a rien qui m'effraye; tel que vous me voyez, sans trésors et sans troupes, je déclare la guerre aux rois et les attaque, quelque puissants qu'ils soient. — En vérité, vous risquez beaucoup, lui dis-je; la guerre a ses hasards, et vous pourriez un jour essuyer de ces revers que les plus grands capitaines ont éprouvés, être battu à plate couture. — Trêve de plaisanterie, reprit-il; ces princes, ces monarques ne savent pas se servir de mes armes; à peine peuvent-ils signer

leur nom; s'ils voulaient se battre à coups de plume, vous verriez beau jeu, leurs écrits seraient rebutés, et l'on ajoute foi aux miens. Ce qui me rend redoutable, c'est que je suis le précepteur du public; je dirige ce que je veux qu'il pense. — Mais, lui dis-je, les souverains n'auraient pas besoin de se servir de la plume... — Tout beau, reprit-il, je crois que vous allez sur mes brisées. — Dieu m'en garde, lui dis-je, monsieur, si ce n'est peut-être que quelque vertu ne vous soit échappée, comme aux corps des saints, qui opère sur moi. Mais pour en revenir à notre sujet, apprenez-moi, de grâce, comment vous parvenez à décrier ceux sur lesquels la médisance n'a point de prise. — N'ai-je pas de l'imagination? repartit mon homme; est-il plus difficile de faire une satire qu'un roman? qu'en coûte-t-il de composer des anecdotes secrètes, de fabriquer des histoires qui aient de la vraisemblance? Car le degré de probabilité qu'on a l'art de donner aux contes qu'on publie est précisément ce qui les accrédite le plus; et après tout, est-il si difficile de donner des ridicules aux hommes?

Il était sur le point de me révéler tous ses secrets, lorsque je ne pus m'empêcher de lui dire que je me trouvais très-heureux que la fortune ne m'eût pas élevé dans un rang où j'eusse risqué de tomber sous ses mains, et que je bénissais le ciel de ma médiocrité, qui ne me rendait pas assez important pour être produit par lui aux yeux du public. Je ne puis vous dissimuler, ajoutai-je, qu'en votre place je craindrais ces hommes puissants qui ont les bras si longs, qu'ils atteignent partout, d'autant plus que, comme vous affectez un gouvernement tyrannique, il me paraît que vous vous préparez la destinée des tyrans. Sur quoi notre personnage entra dans un héroïque et noble enthousiasme, et me fit sentir qu'il n'y avait rien de plus illustre ni de plus courageux que de risquer les entreprises hardies, que l'on ne payait point les personnes qui marchent dans les rues, mais bien celles qui dansent sur la corde, et que ce n'était qu'en formant des projets difficiles et hasardeux que l'on faisait passer son nom à l'immortalité; il m'étala avec faste les sentiments de fermeté et de constance de son âme. Oui, ajouta-t-il, je m'exposerais gaiement au plus cruel martyre pour soutenir mon indépendance,

ma liberté, mes droits, et la satisfaction intérieure que je trouve à gloser sur toute la terre. — C'est bien dommage, lui dis-je, que vous ne soyez pas venu au monde durant les premiers siècles de l'Église; votre nom aurait éclaté durant les persécutions, il serait à présent dans la légende, et sans doute que votre fête serait chômée. Mais je crains bien qu'il n'en arrive tout autrement que vous ne pensez, et qu'après avoir un temps servi d'instrument aux vengeances sourdes d'illustres envieux, vous ne finissiez tragiquement, sans gagner pour votre nom la célébrité que vous attendez.

Il allait me répondre, lorsque quelqu'un qui avait entendu la fin de notre conversation s'approcha de nous, et s'avisa de lui conter sèchement et avec assez d'indiscrétion la fameuse histoire de la cage de fer où, dit-on, Louis XIV fit enfermer un déclamateur de ce genre qui avait exercé son talent contre ce prince. Notre homme dit qu'il régnait toutes les années des fièvres malignes au printemps, mais que tout le monde n'en mourait pas; que les grands ne connaissaient point la valeur des bons mots; que ce siècle était très-difficile, et qu'il le devenait toujours davantage; que l'on faisait trop peu de cas du mérite et des talents. Mais je m'aperçus que depuis l'histoire de la cage de fer il avait changé de physionomie; en effet, il devint rêveur et taciturne. Comme je le vis si sombre, je le quittai, et l'abandonnai à ses tristes réflexions. Ne peut-on pas conclure de tout cela que, quand même la méchanceté étoufferait les remords, elle n'est jamais sans appréhensions cruelles, et qu'une vie vertueuse est la seule tranquille?

VI.

RÉFLEXIONS

SUR

LES RÉFLEXIONS DES GÉOMÈTRES

SUR LA POÉSIE.

DOUTES

SUR LES RÉFLEXIONS DE M. D'ALEMBERT

SUR LA POÉSIE.

Moi indigne, le dernier des poëtes français, je prends la défense de mes confrères et de leur art enchanteur, dans le silence de l'univers, contre la secte pernicieuse des géomètres qui l'attaquent. N'a-t-il autre chose à faire que cela? diront ces méchants géomètres. Cela se pourrait, leur répondra-t-on; mais l'honneur d'un art divin à venger, et l'esprit de corps que l'on prend en devenant poëte, forcent à l'action et à rompre un silence qui deviendrait criminel, si on le continuait quand il s'agit d'un si grand intérêt. Venons au fait.

Les géomètres prétendent que des personnes qui ont aimé la poésie dans leur jeunesse la trouvent ennuyeuse dans leur décrépitude. Tant pis pour eux; mais que cela prouve-t-il? Quelle est l'intention des géomètres en avançant le fait? Je crois que je la devine, et suis en conscience obligé de la révéler. Les vieillards sont des gens sages, disent-ils, revenus des erreurs et des préjugés de la jeunesse, instruits par une longue expérience, et considérés du public. Si nous prouvons qu'à cet âge ces sages sont dégoûtés de la poésie, nous dénions la poésie, et en même temps nous faisons honte à toutes les personnes qui veulent passer pour raisonnables, de s'y attacher. Par là nous affaiblirons considérablement son parti, et nous les amuserons délicieusement avec

nos courbes, nos tangentes, nos cycloïdes, notre chaînette et toutes les gentillesses que nous possédons, et dont jusqu'ici le débit a été fort mauvais. Quelle conspiration, et que d'ennui se répandrait sur la surface de la terre, s'il leur était possible d'exécuter leur projet!

La poésie est une peinture vive et harmonieuse de tous les objets de la nature et des sentiments du cœur. Or, je soutiens qu'étant telle, on ne peut s'en dégoûter sans avoir perdu le tact de l'âme, à moins de l'avoir eu toute sa vie paralytique.

Ainsi la poésie ne saurait sortir de mode; elle peut être mieux produite dans un temps que dans un autre; cela dépend du génie ou du peu de talents de ceux qui la cultivent.

Les sonnets, virelais, ballades, bouts-rimés ont été négligés avec raison, parce que leur succès, s'ils réussissent, n'est point acheté par la peine qu'ils coûtent. L'élégie est plus à la mode que jamais. On ne fait que changer son nom. Le quart des bonnes tragédies sont-elles autre chose? Une élégie d'appareil déplaît, parce que ce sont des sentiments feints, et que la plupart des auteurs l'allongent trop, ce qui la rend ennuyeuse. On a partagé le département des églogues; ce qui est description champêtre entre dans une infinité de pièces d'agrément, et l'amour, partout où on peut le mettre dans les premiers âges de l'univers. La principale richesse consistait dans les troupeaux. Les pasteurs qui avaient les bergeries les plus nombreuses étaient grands seigneurs, et leurs troubadours représentaient par leurs chants les charmes de la vie champêtre. Théocrite, qui touchait à ces temps, représentait ces mœurs dans ses idylles, et elles plaisaient, parce que la mémoire n'en était pas effacée chez les Grecs. Virgile imita Théocrite, et les Romains instruits dans la belle littérature des Grecs goûtaient leurs ouvrages, quoique les mœurs fussent déjà fort changées. Mais dans le siècle de luxe et de mollesse où nous vivons, nos mœurs sont devenues l'opposite de cette simplicité douce qui régnait dans ces premiers temps. Les bergers que nous voyons sont des gueux à demi abrutis par le commerce perpétuel qu'ils ont avec leurs troupeaux. Il n'y a plus moyen d'en faire des Amaryllis ou des Tircis, et par conséquent ils ne peuvent plus jouer de rôle. Cependant nous avons le *Ruisseau* de madame

Deshoulières, qui est une pièce charmante, et nous plaignons bien les algébristes, auxquels elle n'a pas l'honneur de plaire. La satire en vers, loin d'être ennuyeuse, a un sel qui réveille et qui plaît, parce que l'homme est né malin; mais elle est plus dangereuse que la prose, à cause qu'elle se retient facilement. Ses hémistiches deviennent proverbes, et malheur au nom qui s'y trouve enfermé! La satire en prose a l'avantage de s'oublier plus tôt, et s'il faut de la satire, elle est plus compatible avec l'humanité. Les petits vers, s'ils ont de la gaieté, de la naïveté et de la gentillesse, sont le siége de la bonne plaisanterie. S'il y en a de mauvais, cela n'empêche pas que les bons ne fassent les charmes des sociétés; mais nos géomètres, qui sont perchés sur l'anneau de Saturne, ne savent pas ce que c'est que tout cela; la vapeur des équations les empêche de savoir ce qui se passe sur ce petit globe terraqué.

Le peuple versificateur est bien à plaindre d'être foudroyé par des curvilignes. Cependant il ne se croit pas perdu, et il est persuadé que trente bons vers font plus de plaisir au public que tout le calcul des éphémérides ne lui en fera jamais. Voici encore un autre tour dangereux de ces barbares géomètres. Ils s'en prennent aux poëtes médiocres, dont par malheur le nombre abonde, et, faisant entrevoir que leur crédit baisse, ils veulent en tirer des principes dont les conséquences tendront à la ruine de la poésie; et cela est si vrai, qu'ils déclarent que Virgile n'a pas l'honneur de les amuser. Ils en attaqueraient encore bien d'autres, mais ils craignent les vivants, et les morts ne mordent point; qu'ils se barbouillent d'algèbre, qu'ils pâlissent sur leur calcul infinitésimal, qui est la chose la plus amusante du monde; mais qu'ils s'abstiennent en même temps de porter la guerre dans une province voisine dont ils ne connaissent ni les lois ni les coutumes, et où ils embrouilleraient tout sous le prétexte spécieux de réformer les abus.

Messieurs les géomètres voudraient être les maîtres du genre humain. Ils se saisissent de la raison comme si eux seuls avaient des droits sur elle; ils vous parlent avec emphase de l'esprit philosophique, comme si on ne pouvait le posséder que par *ab minus x*, et cent choses pareilles. Qu'ils sachent que la raison appartient

à tous les états de la vie, et que l'analyse, la méthode et le jugement sont aussi nécessaires au poëte qu'au calculateur.

En fait de poésie, la raison se prête aux charmes de l'imagination; elle ne dédaigne point le merveilleux, pourvu qu'il ne soit pas extravagant; elle examine sévèrement les pensées, l'exactitude grammaticale, l'invention, le nœud, le développement des pièces, les caractères, s'il y en a, l'ordre, la méthode, la tissure de l'ouvrage, le dialogue, si c'est un drame; mais elle laisse à l'oreille à juger de l'harmonie, et au goût à décider de certains agréments qui plaisent dans un pays et déplaisent dans un autre. Varignon[a] n'a aucun théorème pour former le goût ou l'oreille; Duverney[a] doit s'en tenir à son scalpel, et c'est à un Despréaux à juger les poëtes. Un certain géomètre qui a perdu un œil en calculant[b] s'avisa de composer un menuet par *a plus b*. Si on l'avait joué devant le tribunal d'Apollon, le pauvre géomètre courait risque d'être écorché vif comme Marsyas.

La poésie est instructive dans le poëme épique, dans le dramatique, où elle représente de grandes vertus et de grands vices; elle reprend aigrement dans la satire; elle corrige les mœurs en badinant dans la comédie, ou en se déguisant dans l'apologue; elle délasse, amuse et réjouit dans d'autres pièces. Cicéron, ce père de la patrie et de l'éloquence, avoue[c] qu'il se délassait le soir des fatigues du barreau par les charmes de la poésie. Les plus beaux génies de l'antiquité faisaient leurs délices de cet art divin. La poésie a des genres différents, tous ont leur mérite; n'en excluons aucun, et gardons-nous de ces sauvages calculateurs qui veulent diminuer le nombre de nos plaisirs.

Ces sauvages mesurent tout avec la même toise, le théorème comme une épigramme, et ils voudraient soumettre à l'algèbre l'*Art poétique* de Despréaux comme le calcul des forces vives. Qu'ils apprennent qu'on ne calcule ni le sentiment ni le plaisir. Qu'ils se défient de leurs organes engourdis par l'opium du calcul

[a] Pierre Varignon, mathématicien célèbre, né à Caen en 1654, mort en 1722.

Joseph-Guichard Duverney, célèbre anatomiste, né à Feurs en Forez, en 1648, mort en 1730.

[b] Léonard Euler.

[c] *Pro Archia poeta*, chap. VI.

intégral et infinitésimal. Ces barbares prétendent nous couvrir de ridicule en rapportant qu'un grand poëte s'était vanté d'avoir mis le mot de perruque dans un vers; [a] qu'ils ne rougissent donc pas d'apprendre ce qu'ils traitent en air de dédain et d'orgueil.

La poésie française attache par délicatesse une idée basse à de certains mots populaires, qu'il faut périphraser quand on a absolument besoin de s'en servir; cette gêne coûte, parce qu'il faut exprimer une idée commune par un tour noble. Racine a même singulièrement réussi à enchevêtrer de ces termes bas entre des épithètes nerveuses qui les éclipsaient, pour ainsi dire. En voici un exemple :

Et son corps désormais privé de sépulture
Des chiens dévorants deviendra la pâture. [b]

Il faut avoir fait soi-même beaucoup de vers pour sentir tout le mérite de la difficulté vaincue; mais qu'est-ce que des vers pour des despotes du firmament? Ces mêmes despotes ont observé, à ce qu'il paraît, par un tube défectueux, que les vrais poëtes dédaignaient les idées riantes; ils n'en ont point eux-mêmes, les pauvres gens, et ils l'avouent assez naturellement, quand ils nous assurent qu'ils s'ennuient de tout. Laissons-les bâiller tout à leur aise, fût-ce au troisième ciel, et ne renonçons aux idées riantes que dans les tragédies et les élégies. Ils ne s'en tiennent pas là, tout en bâillant; ils veulent nous enlever la province de la mythologie; mais nous les accablerons des foudres du redoutable Despréaux :

Bientôt ils défendront de peindre la Prudence,
De donner à Thémis ni bandeau, ni balance, etc. [c]

Ils veulent bannir l'ancienne mythologie pour que nous en

[a] Boileau Despréaux, *Epître X*, v. 26, et *Lettre IX*, à M. de Maucroix.

[b] Ces vers, dont le second est défectueux, ne sont pas de Racine; il est probable que c'est une réminiscence imparfaite des vers suivants :

Et moi, je lui tendais les mains pour l'embrasser;
Mais je n'ai plus trouvé qu'un horrible mélange
D'os et de chair meurtris et traînés dans la fange,
Des lambeaux pleins de sang, et des membres affreux
Que des chiens dévorants se disputaient entre eux.

Athalie, acte II, scène V.

[c] Boileau, *L'Art poétique*, chant III, v. 227 et 228.

imaginions une nouvelle, pour nous mettre aux prises avec ces bourreaux sacrés dans les mains desquels leur Galilée a pensé périr. N'en faisons rien, mes frères, et conservons nos possessions. Qu'importe quel ancien a inventé ces ingénieuses allégories? Servons-nous-en avec jugement et dans les endroits convenables; il n'y a qu'à savoir les mettre en œuvre. S'imaginent-ils qu'on a de nouvelles pensées? Ils se trompent, la sphère de nos idées n'est pas aussi étendue qu'on veut le croire; la plupart des pensées ne paraissent nouvelles que par le tour et la manière dont on les présente; nous resserrer dans nos possessions, c'est nous appauvrir, et notre art veut de la profusion et de l'abondance. Cicéron [a] veut qu'il y ait du superflu à élaguer à un jeune orateur. Il a raison, et nous l'en croirons plutôt qu'Euclide, tout Euclide qu'il est. Salomon l'avait déjà pensé, que tout était dit de son temps. Il ne s'est pas trompé, à l'exception de quelques absurdités métaphysiques, difficiles à deviner que l'esprit humain les enfanterait et en fournirait un système redoutable. Mais voici quelque chose de plus : Leibniz et Newton ont eu l'invention de ce béni calcul infinitésimal presque en même temps. Or, si deux géomètres se rencontrent sur les idées les plus abstraites, si les autres calculent éternellement des courbes, par quel droit nous interdira-t-on de faire usage de la mythologie ancienne? N'y avons-nous pas autant de droit qu'eux au système de Newton ou de Des Cartes? Je le répète, le monde réel et imaginaire est de notre domaine. Faisons usage de tout, en suivant l'exemple de la nature, qui se répète dans ses productions sans s'imiter.

Ah! messieurs les géomètres, que vous êtes de singuliers raisonneurs! Vous ne trouvez point de prise sur Anacréon : vous commencez par rabaisser son genre, et vous finissez par dire que ce doit être un original sans copie. Nous autres poëtes, nous vous demandons humblement pardon de ce que votre tribunal impérieux a si peu d'autorité sur nous. Il faut que quelque nombre vous ait trompé dans ce calcul; car vous permettrez qu'on apprenne à vos grandeurs qu'un certain Chaulieu et un certain Gresset ont heureusement imité cet Anacréon, qu'il y a des choses charmantes dans leurs ouvrages, sur lesquels vous n'avez

[a] *De Oratore,* livre II, chap. 21.

pas abaissé les yeux, et qu'en un mot vous parlez de nos auteurs comme ceux qui font, de leur cabinet, la description d'une cour où ils n'ont jamais été. La poésie, messieurs, n'est point un art d'imagination, mais d'imitation :

Ut pictura poesis erit. [a]

Je vous l'ai dit, il faut peindre tous les ouvrages de la nature et les passions de l'âme, mêler la force à la douceur, instruire et plaire. C'est en quoi réussissent les poëtes que la nature a doués de génie et de talent. Et si de mauvais poëtes, comme moi par exemple, ne réussissent pas, cela ne prouve rien contre l'art. Il conserve un caractère de beauté indélébile que mille Chapelains [b] et mille Pradons [b] ne lui feront pas perdre.

Après tous les sujets de plainte que nos ennemis nous donnent, mes frères, voici un sujet de reconnaissance. Ils s'abaissent à nous appliquer les termes sublimes de leurs hautes sciences. Ils nous honorent de celui de *formules,* dont nous leur rendons grâce; c'est pour nous dire que nos formules sont insipides dans la prose. La poésie est le langage des dieux, et la prose celui des crocheteurs. Or, comme des langues aussi différentes doivent avoir des phrases qui le soient, je ne vois pas de quoi ils se scandalisent. Serait-ce que de certains mots comme *naguère, trépas, coutelas, coursier,* qui sont affectés à la poésie noble, ne se trouvent point dans leurs équations? La poésie a sans doute des phrases qui se rendent différemment en prose qu'en vers. Par exemple, Voltaire dit :

Oui, Mitrane, en secret l'ordre émané du trône
Remet entre tes bras Arzace à Babylone. [c]

Le prosateur dira : « L'ordre en secret émané du trône, Mitrane, remet entre tes bras Arzace à Babylone. » Si nous n'avons pas eu l'honneur de les comprendre, nous les supplions de vouloir nous éclaircir leurs idées sublimes, que nous serions, sans cela, tentés de trouver obscures. La poésie a ses règles, la prose a les siennes; ce sont les lois de Sparte et d'Athènes, dont chacunes étaient adaptées au génie de la nation pour laquelle elles étaient faites.

[a] Horatii *Ars poetica,* v. 361.

[b] Mauvais poëtes tournés en ridicule par Boileau.

[c] *Sémiramis,* tragédie de Voltaire, acte I, scène I.

Peut-être encore ces nouveaux législateurs ont-ils voulu nous apprendre que la prose a des règles différentes des nôtres, et en ce cas nous les remercions de la profondeur et de la nouveauté de la remarque dont ils daignent nous honorer. Cependant il me souvient d'en avoir ouï parler quelque part, et, si je ne me trompe, car je ne suis pas infaillible, c'est un larcin que, tout géomètres qu'ils sont, ils ont fait à Vaugelas.[a] Or, je leur demande si c'est un vice à la poésie d'être supérieure à la prose; si une cadence d'un air de trois temps sera réputée mauvaise parce qu'elle ne peut pas entrer dans un air de quatre temps. Heureusement que nous ne raisonnons pas ainsi, ou, comme on saurait bien nous le reprocher, que nous ne sommes pas géomètres, et que nous ne savons ce que c'est que l'esprit philosophique. Pour eux, ils ont le privilége d'avancer autant de paradoxes qu'il leur plaît. Tout sophisme est sanctifié par l'esprit géométrique. Voici une nouvelle découverte : ils nous avertissent que le siècle se refroidit sur l'ode. En ce cas nous le réchaufferons. Cependant examinons, avant toute chose, si le fait est certain. Je vois qu'Horace et Rousseau sont entre les mains de tout le monde, et que des personnes d'esprit en font leurs délices. Ils ont la réponse prête : «Tant pis pour ces gens, diront-ils, ils n'ont pas l'esprit philosophique.» C'est l'abrégé des controverses, et cette formule mène à de promptes conclusions. Nos nouveaux pédagogues nous instruisent que l'ode doit être sublime d'un bout à l'autre; et moi, je les supplie de lire le *Traité du Sublime de Longin,*[b] qu'assurément ils ne connaissent pas. Mais les promptes décisions ont quelque chose d'imposant qui les contente plus que des discussions de matières aussi puériles. Si cependant nous osions les instruire à notre tour, nous prendrions la liberté de leur apprendre en toute humilité qu'il y a plus d'un genre d'odes. Il y en a de pindariques, où l'on fait entrer autant de pensées sublimes que l'on peut; il y en a de moins élevées qui ne manquent pas d'agré-

[a] Claude Favre de Vaugelas, né à Bourg-en-Bresse en 1585, grammairien célèbre, traducteur de Quinte-Curce, et, jusqu'à sa mort, arrivée en 1650, un des principaux rédacteurs du *Dictionnaire de l'Académie française,* dont la première édition parut en 1694.

[b] *Traité du Sublime ou du Merveilleux dans le discours, traduit du grec de Longin par Boileau.*

ment; en un mot, chez nous le style doit se proportionner au sujet : nous enflons toutes les voiles de l'éloquence quand il faut dépeindre Jupiter foudroyant les Titans; nous diminuons de ton, s'il s'agit d'Apollon qui poursuit Daphné, et nous le rabaissons encore d'un carat, s'il faut chanter l'histoire d'Argus. Quel effort de modestie! Nos despotes curvilignes avouent qu'ils ne savent ce que c'est que le beau désordre de l'ode; et j'ose conclure de là que le reste de leurs connaissances poétiques ne sont pas plus étendues. Pour leur expliquer cependant ce que c'est que ce désordre de l'ode, ils permettront qu'on leur apprenne qu'autrefois Apollon rendait des oracles par le ministère d'une prêtresse, ou pythonisse. Elle entrait en fureur, et proférait les paroles sacrées avec enthousiasme. On suppose donc que le poëte ressent une inspiration toute pareille; l'esprit alors transporté avec rapidité passe des idées intermédiaires qui servent à la liaison du discours commun et auxquelles un lecteur sensé supplée facilement, et l'enthousiasme le pousse aux objets les plus frappants, négligeant le reste comme des bagatelles qui ne mènent pas directement au fait. Ainsi ses paroles se précipitent pour ne dire que de grandes choses; ces coups de force ne peuvent pas se soutenir à la longue; les poëtes judicieux les lancent comme des traits de lumière, pour rabaisser ensuite de ton, par la raison que tout ce qui est de la grande vivacité doit être court, comme le sont les plaisirs les plus sensibles de l'humanité.

Oserions-nous demander ce que dirait de ce raisonnement un écolier de logique : «Il a paru de mauvaises odes, donc le siècle s'est dégoûté des odes.» Ne verrait-il pas que le siècle se dégoûte des mauvaises odes, mais non pas du genre? Enfin, nos législateurs se déclarant, ils publient leurs lois, nous leur en faisons des remercîments. Apparemment que Racine, Boileau et Voltaire faisaient des vers sans règles, et qu'il en fallait établir pour l'avenir; mais ils ne disent rien que l'on ignore, et peut-être permettront-ils qu'on leur fasse comprendre le sens de certaines choses qu'apparemment ils ne se sont pas donné le temps de débrouiller. On veut que le vers soit aussi naturel et aussi exact grammaticalement que la prose ne pourrait s'exprimer mieux. C'est le grand mérite de Racine, et qui fera durer sa réputation tant que la

langue française ne se corrompra pas; mais ce n'est pas à dire qu'il n'y ait des exceptions pour la poésie, et qu'il faille absolument la juger comme de la prose. L'ellipse est une beauté en vers; Racine a bien dit: [a]

Je l'aimais inconstant; qu'aurais-je fait fidèle?

C'est dans un moment de passion qu'Hermione s'exprime ainsi. En prose il faut nécessairement: «s'il eût été fidèle.» Donc, en jugeant Racine sur les règles des despotes, ce vers ne vaudrait rien. J'en conclus donc que des lois qui ne sont pas justes ne valent rien; et si je conclus mal, vous verrez que c'est pour n'avoir point l'esprit philosophique.

On demande d'un poëte de la justesse dans les pensées, une élégance harmonieuse et continue, de l'ordre et de la liaison dans les idées, un ton proportionné au sujet qu'il traite, des grâces, de l'abondance et de la variété, surtout l'art de plaire. Tout cela sont des dons de la nature qu'on appelle génie et talent, qui se perfectionnent par l'étude des bons auteurs, et se raffinent par le goût. Nous osons répondre que ceux qui seront doués de ces faveurs divines n'auront pas besoin d'un privilége de nos despotes pour trouver des lecteurs et des admirateurs. Ces talents vraiment divins sont si rares chez toutes les nations policées et dans tous les âges, que les noms de ceux qui les ont possédés ne parviendront jamais à charger la mémoire des amateurs. Peut-être nous serait-il permis d'avancer que les géomètres ont été plus communs, parce qu'avec de l'application et un calcul tout mécanique, cave des courbes qui veut. Mais nous nous abstiendrons d'avancer une assertion aussi téméraire, hérétique et sentant l'hérésie; nous nous contentons d'assurer que la poésie exige le plus grand génie, joint à une imagination vaste, mais réglée.

Je commençais à trembler en voyant les nouvelles règles des géomètres législateurs de la poésie, et je ne craignais pas sans raison qu'il ne leur prît fantaisie de supprimer la rime et d'établir à sa place des chiffres au bout des vers, en valeur de certain nombre de syllabes. Cela les aurait peut-être réconciliés avec la poésie, et ils auraient acquis des droits légitimes sur les vers qu'ils se seraient assujettis par les nombres et les calculs. Mais,

[a] *Andromaque,* acte IV, scène V. Le Roi altère légèrement le texte.

heureusement pour nous, cette idée ne leur est pas venue; ils ont la grâce d'approuver la rime et de la trouver même nécessaire à la versification française. Nous sommes humiliés de ce qu'ils promulguent leurs lois si sèchement sans les motiver. Nous devions nous flatter qu'ils auraient employé leur esprit philosophique à examiner si c'est la rime ou le mètre qui rendent nos grands vers monotones. S'il y a quelque chose qui peine à la longue dans la lecture de ces vers, c'est le retour perpétuel de la même cadence, inconvénient auquel il serait facile d'obvier par le mélange de différents mètres. Nous pensions que nos pédagogues auraient fait quelque réflexion physique prise des sens par rapport à la rime, qu'ils auraient justifié le sentiment du plus grand poëte de nos jours. Le peintre et le sculpteur doivent travailler pour les yeux, le poëte et le musicien, pour les oreilles; chaque artiste est adressé au tribunal du sens pour lequel il travaille. C'est donc aux oreilles et non aux yeux à juger de la rime. Mais des géomètres qui prostitueraient leur génie à ces détails croiraient employer la massue d'Hercule pour écraser des cirons. Ces mêmes géomètres prétendent bannir la poésie de la musique et la remplacer par une prose cadencée. Nous avons lieu de croire qu'ils étaient en extase de l'harmonie des sphères célestes quand cette pensée leur est échappée. Ce n'est pas de la prose qu'il faut à la musique, mais, s'il faut le dire, des vers dont les rimes soient toutes masculines; nous qui n'imposons pas des lois en despotes, nous sommes obligés de rendre raison de nos opinions. Voici les miennes. Dans la déclamation, l'*e* muet ne choque point l'oreille, parce que la langue française n'appuie pas sur la dernière syllabe. Il n'en est pas ainsi de la musique; la note jointe sur la dernière syllabe oblige d'appuyer, et cette espèce de tenue rend l'*e* muet, qui de soi-même est sourd, désagréable et choquant.

Nos géomètres nous ramènent pour la seconde fois leur vieillard sur la scène. Comme il paraît que c'est leur argument favori, examinons-le attentivement, et voyons si en effet il peut prouver contre la poésie. Pour prouver que la poésie n'est qu'un amusement frivole, il faudrait que dans tout l'univers, à un certain âge de raison, tout le monde se dégoûtât de la poésie, comme les enfants, des poupées, sans que des choses étrangères s'en mê-

lassent; mais qu'il y ait à Paris quelque vieillard qui radote, qu'il y en ait de misanthropes, hypocondres, malades, paralytiques, apoplectiques, que cela prouve-t-il, sinon qu'un vieillard malade et chagrin n'est plus susceptible des plaisirs dont il jouissait dans sa jeunesse? Qu'un Pascal, qu'un Malebranche n'aient pas aimé la poésie, et que ces deux grands hommes d'ailleurs en aient jugé comme des imbéciles, cela prouve qu'on parle de travers de ce qu'on ne connaît pas, et c'est une grande leçon pour le vulgaire et pour les philosophes mêmes de s'instruire avant de décider. Nous consentons donc de bon cœur que tous les vieillards qui ont les ressorts de l'âme usés ne lisent plus de vers, et qu'ils se fassent géomètres.

Il semble que notre législateur s'adoucisse quelquefois. Il fait grâce à Racine; et pourquoi ne traite-t-il pas de même les bonnes pièces de Corneille, et Boileau, ce vrai législateur du Parnasse, et Rousseau, l'Horace français? Il semble que La Fontaine l'emporte sur les autres; mais voici ce qui démasque encore les funestes intentions des géomètres. Après nous avoir donné selon leur style des lois rigoureuses, ils s'avisent ici de nous présenter pour modèles les aimables négligences de La Fontaine. La dialectique des algébristes est en vérité incompréhensible pour nous autres pauvres poëtes, qui nous contentons de raisonner selon les règles ordinaires de la logique. Mais rapportons leurs propres paroles :

«L'esprit exige que le poëte lui plaise toujours, et il veut cependant des repos; c'est ce qu'il trouve dans La Fontaine, dont la négligence même a ses charmes, et d'autant plus grands, que son sujet la demandait.» Ainsi les géomètres se reposent dans la négligence des poëtes, et il y a des sujets qui demandent des poëtes négligents. Voilà des jugements de philosophes. Il est clair que ces gens se moquent de nous, et qu'ils ne veulent dominer au Parnasse que pour y mettre tout en combustion et en désordre. S'ils s'ennuient de Virgile, c'est pour le décrier, et pour insinuer que sa réputation ne subsiste que par un préjugé d'école; s'ils louent le Tasse, la raison en est qu'après avoir abattu Virgile, il ne faut que deux coups de plume pour découvrir les absurdités du Tasse et pour le perdre à son tour; et quand il n'y aura plus

de poëme, le public s'amusera avec des courbes de toutes les espèces. Les dames calculeront les précessions équinoxiales à leur toilette. Les propos de ruelles rouleront sur les angles d'incidence et de réflexion, sur les sections coniques, et sur toute l'algèbre de l'univers. J'ose cependant avertir nos législateurs curvilignes que cet heureux temps n'arrivera pas, ou que, s'il arrive, il ne durera guère. Citoyens de l'Empyrée, ils ne connaissent pas les hommes; ce serait leur rendre un triste service que de les détromper de la poésie et de leurs plaisirs, ne fussent-ils qu'erreur et qu'illusions, et de les priver d'un art charmant qui adoucit leurs mœurs, console, élève l'esprit, et les amuse.

Au reste, nous ne prétendons pas que tout le monde ait le même goût; nous ne forçons pas ceux qui aiment la poésie à lire préférablement un auteur à un autre; mais nous pensons qu'il est injuste qu'on fasse de ses goûts des lois générales pour le public.

O mes frères en Apollon! c'est à présent à vous que je m'adresse, après vous avoir découvert les tours rusés et fallacieux dont nos ennemis se servent pour nous perdre. Vous voyez que ces géomètres portent la guerre dans nos États, qu'ils veulent nous enlever la province de la mythologie. Préparons-nous à temps à nous défendre, et comme les Romains réussirent par la diversion de Scipion à transporter la guerre d'Annibal sur les terres de Carthage, faites-en de même, portez la guerre sur le terrain de l'ennemi. On nous accuse que nous nous parons des plumes de la mythologie. Prouvez-leur que leur Newton est un plagiaire qui a pris son calcul du mouvement des planètes de Huyghens, son attraction des vertus plastiques ou vertus occultes des platoniciens, qui a pris le *vide* d'Épicure, et a donné de l'existence au rien, et, ce qui pis est, qui a calculé le rien. Voici comment. Toutes les planètes nagent dans le vide; or, la distance qu'il y a d'une planète à l'autre est calculée; par exemple, on compte trois millions de lieues d'ici à Jupiter. Voilà donc trois millions de riens calculés; or, ce qu'on calcule existe; donc le rien ne peut pas exister. C'est en les attaquant que vous les réduirez à vous offrir la paix, et les conditions seront que désormais personne ne parlera que de ce qu'il entend bien, et qu'on

se gardera de donner des règles sur les arts sans en avoir étudié la matière; que les architectes ne commenceront point par bâtir les toits des maisons, mais par en jeter les fondements; et qu'on étudiera l'histoire selon la chronologie, et non à rebours. Pour moi, je vous déclare que, tout vieillard que je suis, j'aime aussi passionnément la poésie que dans ma jeunesse, et je prie Apollon qu'il me fasse, par sa grâce efficace, persévérer dans la foi orthodoxe et vraiment poétique qu'Homère nous a enseignée, que Virgile a étendue, qu'Horace a expliquée et commentée, dont le Tasse, Pétrarque, l'Arioste, Milton, Boileau, Racine, Corneille, Voltaire, Pope, ont été les apôtres, et qui, par une tradition non interrompue, est parvenue à nous, dans laquelle je veux vivre et mourir, afin qu'après ma mort mon âme puisse se joindre à cette troupe d'esprits sublimes et bienheureux dans l'Élysée qu'ils habitent.

VII.

INSTRUCTION

POUR

LA DIRECTION

DE L'ACADÉMIE DES NOBLES A BERLIN.

INSTRUCTION

POUR

LA DIRECTION DE L'ACADÉMIE DES NOBLES A BERLIN.

L'intention du Roi et le but de cette fondation est de former de jeunes gentilshommes, afin qu'ils deviennent propres, selon leur vocation, à la guerre ou à la politique. Les maîtres doivent donc s'attacher fortement non seulement à leur remplir la mémoire de connaissances utiles, mais surtout à donner à leur esprit une certaine activité qui les rende capables de s'appliquer à une matière quelconque, surtout à cultiver leur raison, à former leur jugement; il faut par conséquent qu'ils accoutument leurs élèves à se faire des idées nettes et précises des choses, et à ne point se contenter de notions vagues et confuses.

Comme la partie économique de cette institution est tout arrangée, on se borne dans cette Instruction à ce qui regarde les classes et la partie de la police, si essentielle à toute communauté.

Sa Majesté veut que les élèves fassent les basses classes de la latinité, catéchisme et religion dans le gymnase de Joachim;[a] ceux de la première apprendront en même temps le français et les rudiments de la langue française dans l'académie; au sortir de

[a] Cet article n'a jamais été exécuté; on préféra donner aux jeunes élèves des maîtres spécialement attachés à l'académie et faisant leurs cours dans la maison même. Voyez Thiébault, *Frédéric le Grand, ou Mes souvenirs de vingt ans de séjour à Berlin*, t. V, p. 145.

cette première classe, ils tomberont entre les mains du puriste,[a] qui dégrossira leur jargon barbare, et corrigera les fautes de style et de diction. Le sieur Toussaint les prendra alors en rhétorique; il commencera par leur enseigner la logique, mais sans trop peser sur les diverses formes des arguments de l'école. Son principal soin se tournera du côté de la justesse de l'esprit; il sera rigoureux pour les définitions; il ne leur pardonnera aucune équivoque, aucune pensée fausse, aucun sens louche; il les exercera le plus qu'il pourra dans l'argumentation; il les accoutumera à tirer des conséquences des principes et à combiner des idées; puis il leur expliquera les tropes, et, la leçon finie, il leur donnera encore une demi-heure pour qu'ils fassent eux-mêmes des métaphores, des comparaisons, des apostrophes, des prosopopées, etc. Ensuite il leur enseignera la façon d'argumenter de l'orateur, l'enthymème, le grand argument à cinq parties, les diverses parties de l'oraison et la manière de les traiter. Pour le genre judiciaire il se servira des oraisons de Cicéron; pour le genre délibératif il leur proposera Démosthène; pour le genre démonstratif il se servira de Fléchier et de Bossuet; tous ces livres sont en français. Il pourra leur faire un petit cours de poésie pour leur former le goût. Homère, Virgile, quelques odes d'Horace, Voltaire, Boileau, Racine, voilà les sources fécondes dans lesquelles il peut puiser; ce qui ornera l'esprit des jeunes gens, et leur donnera en même temps du goût pour les beaux-arts. Dès que les élèves auront fait quelques progrès, il leur donnera des sujets de harangue dans les trois genres; il les laissera composer sans les aider, et il ne les corrigera qu'après qu'ils auront lu leurs ouvrages.

Le grammairien, qui est un supplément à cette classe, corrigera les fautes de langage, et le sieur Toussaint, les fautes contre la rhétorique. On fera, de plus, lire les lettres de madame de Sévigné aux jeunes gens, celles du comte d'Estrades et du cardinal d'Ossat, et on leur fera écrire des lettres sur toutes sortes de différents sujets. M. Toussaint ajoutera à ceci une histoire des beaux-arts; il les prendra de la Grèce, leur berceau; il nommera ceux qui s'y sont le plus distingués; il passera à la seconde époque des arts, sous César et Auguste, à la renaissance des lettres du

[a] M. Thiébault.

temps des Médicis, au haut point de perfection où ils parvinrent sous Louis XIV, et il finira par les personnes les plus célèbres qui les cultivent de nos jours.

Le professeur d'histoire et de géographie[a] composera un abrégé de l'histoire ancienne de Rollin; il tâchera de leur bien imprimer les grandes époques et le nom des hommes les plus fameux. Il pourra se servir d'Échard pour l'histoire romaine, et d'un abrégé du père Barre pour l'histoire de l'Empire; cependant il doit élaguer soigneusement les petits détails. Proprement l'étude de l'histoire ne doit s'étendre que depuis Charles-Quint jusqu'à nos jours; ces faits intéressants tiennent à nos jours, et il n'est pas permis à un jeune homme qui veut entrer dans le monde d'ignorer des événements qui sont liés à la chaîne des affaires courantes de l'Europe et la forment. Il ne suffit pas que le professeur enseigne l'histoire; il faut chaque jour, la leçon finie, qu'il y ajoute une demi-heure pour interroger les jeunes gens sur le point d'histoire qu'il a traité, par où il fera accoucher leur esprit de réflexions soit morales, soit politiques, soit philosophiques; ce qui sera plus utile pour eux que tout ce qu'ils auront appris. Par exemple, sur les différentes superstitions des peuples: «Croyez-vous que Curtius, en sautant dans cet abîme qui s'était «formé à Rome, le fit fermer? Vous voyez que cela n'arrive pas «de nos jours; ce qui doit bien vous faire voir que ce conte n'est «qu'une fable ancienne.» Après l'histoire des Décius, le maître a une occasion toute trouvée d'embraser dans le cœur des élèves cet ardent amour de la patrie, principe fécond en actions héroïques. S'il s'agit de César, ne peut-il pas interroger la jeunesse sur ce qu'ils pensent de l'action de ce citoyen, qui opprima la patrie? Est-il question des croisades, elles fournissent un beau sujet pour déclamer contre la superstition. Leur raconte-t-on le massacre de la Saint-Barthélemy, on leur inspire de l'horreur pour le fanatisme. Leur parle-t-on d'un Cincinnatus, d'un Scipion, d'un Paul-Émile, on leur fait sentir que la vertu de ces grands hommes a été la source de leurs belles actions, et que sans vertu il n'y a ni gloire ni véritable grandeur. Ainsi l'histoire fournit des exemples de tout. J'indique la méthode, mais je n'épuise

[a] M. Wéguelin.

pas la matière; un professeur intelligent en aura assez pour diriger son travail, par ce qu'on vient d'en dire.[a] Le même professeur, en traitant la géographie, commencera par les quatre parties du monde. Le nom des grands peuples suffit pour l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. L'Europe demande une connaissance plus exacte. L'Allemagne étant la patrie de la jeunesse qu'il élève, le professeur entrera dans de plus grands détails des souverains qui la gouvernent, des rivières qui la traversent, des capitales de chaque province, des villes impériales, etc. Il pourra se servir de Hübner pour cette partie de ses leçons.

Le professeur en métaphysique[b] commencera par un petit cours de morale. Il doit partir du principe que la vertu est utile et très-utile à celui qui la pratique; il lui sera facile de démontrer que sans vertu la société ne saurait subsister; il définira le comble de la vertu par le plus parfait désintéressement, désintéressement qui fait qu'on préfère son honneur à son intérêt, le bien général à l'avantage particulier, et le salut de la patrie à sa propre vie. Il entrera dans l'examen de l'ambition bien ou mal entendue; il montrera que l'ambition honnête, ou l'émulation, est la vertu des grandes âmes; que c'est le ressort qui pousse aux belles actions, et qui fait tout entreprendre aux hommes obscurs pour que leur nom soit reçu au temple de Mémoire; que rien n'est plus contraire à d'aussi beaux sentiments et n'avilit plus que l'envie et la basse jalousie. Il inculquera surtout à la jeunesse que s'il y a un sentiment inné dans le cœur de l'homme, c'est celui du juste et de l'injuste. Surtout il tâchera de faire de ses élèves des enthousiastes de la vertu.

Le cours de métaphysique commencera par l'histoire des opinions des hommes, en les prenant depuis les péripatéticiens, épicuriens, stoïciens, académiciens, jusquà nos jours, et le professeur leur expliquera en détail l'opinion de chaque secte, en se servant des articles de Bayle, des *Tusculanes* et du traité *De natura deorum* de Cicéron, traduits en français; de là il passera à Des Cartes, Leibniz, Malebranche, et enfin Locke, qui, se guidant

[a] Le Roi parle aussi de la manière d'enseigner l'histoire t. VII, p. 41, 100, 101, 108 et 114—117, et ci-dessus, p. 37.

[b] M. Sulzer.

par l'expérience, s'avance dans ces ténèbres autant que ce fil le conduit, et s'arrête au bord des abîmes impénétrables à la raison. C'est donc à Locke principalement que le maître doit s'arrêter. Cependant, après chaque leçon il donnera encore une demi-heure à la jeunesse, qui, ayant déjà fait sa logique et sa rhétorique, est toute préparée aux exercices qu'on exigera d'elle.

Le professeur dira donc à un de ces jeunes gens d'attaquer le système de Zénon et à un autre de le défendre, et il en usera de même sur chaque système; après quoi il résumera ce que les élèves auront dit, et leur fera remarquer la faiblesse de leur attaque ou de leur défense, en suppléant aux raisons qu'ils n'ont point alléguées, ou aux conséquences qu'ils ont négligé de tirer des principes. Ces sortes de disputes se feront sans préparation, premièrement, pour obliger la jeunesse à être attentive aux leçons, en second lieu, pour les obliger à penser à ce qu'ils auront à dire, et en troisième lieu, pour les accoutumer à parler promptement sur toutes sortes de matières.

Vient le professeur de mathématiques. Le sieur Sulzer[a] conçoit qu'on n'a pas intention d'élever des Bernoullis ni des Newtons. La trigonométrie et la partie de la fortification sont celles qui peuvent être les plus utiles à la jeunesse qu'il élève, et auxquelles il mettra sa principale application, ainsi qu'à ce qui peut y influer. Il fera cependant un cours d'astronomie, en parcourant tous les systèmes différents jusqu'à celui de Newton, en traitant cette matière plus historiquement qu'en géomètre. Il y ajoutera de même quelques principes de mécanique, sans cependant trop approfondir la matière, faisant attention surtout à rectifier le jugement de la jeunesse et à l'accoutumer le plus qu'il pourra à combiner des idées et à saisir facilement les différents rapports que les vérités ont les unes avec les autres.

Le professeur en droit[b] se servira de Hugo Grotius pour en extraire ses leçons; on ne prétend point qu'il forme des juriscon-

[a] M. Sulzer fut d'abord désigné pour enseigner les mathématiques; mais avant même que les élèves fussent réunis, on le chargea des cours de métaphysique et de morale, et ce fut M. de Castillon fils qui fut chargé des leçons de mathématiques. Voyez Thiébault, l. c., p. 152.

[b] M. Stosch.

sultes consommés dans cette profession : un homme du monde se contente d'avoir des idées justes de cette science, sans l'approfondir entièrement. Il se bornera donc à donner à ses élèves une idée du droit du citoyen, du droit d'un peuple et du monarque, et de ce qu'on appelle le droit public; toutefois il avertira la jeunesse que ce droit public, manquant de puissance corrective pour le faire observer, n'est qu'un vain fantôme que les souverains étalent dans les factums et dans les manifestes, lors même qu'ils le violent. Il finira ses leçons par l'explication du code Frédéric,[a] qui, étant la compilation des lois du pays, doit être connu de chaque citoyen.

DE LA POLICE INTÉRIEURE DE L'ACADÉMIE.

Trois et trois élèves ont un gouverneur; le gouverneur couche près d'eux; il doit avoir soin de les accoutumer à la propreté, à la civilité et aux manières convenables à des gens de condition. Il doit les reprendre des grossièretés, des mauvais propos, des manières basses et triviales, de la paresse, etc. Un des cinq gouverneurs doit assister régulièrement aux classes, pour avoir attention à ce que les jeunes gens fassent leur devoir, et prêtent l'attention requise aux leçons qu'on leur donne.

Les classes finies, s'ils ont quelque chose à répéter, ou quelque composition à faire, ou bien à apprendre par cœur, il faut que le gouverneur y soit présent, pour que le temps soit bien employé, et qu'il ne se consume pas en distraction ou à des balivernes; les heures des classes seront partagées selon la coutume de toutes les écoles. En été, tout le monde sera levé à six heures, les classes commenceront à sept; en hiver, on se lèvera à sept, et les classes commenceront à huit heures; à midi les élèves et les gouverneurs dînent ensemble; à une heure il faut que tout le monde soit levé de table. On soupe à huit en été, et à neuf

[a] Voyez t. IV, p. 2.

heures il faut que tout le monde soit couché; en hiver à dix heures.[a]

Il n'y aura que trois heures par semaine de catéchisme et deux heures pour le prêtre; un sermon suffit le dimanche. L'après-midi du mercredi et du dimanche sont jours de récréation; la jeunesse ne sortira jamais de la maison que sous la conduite d'un ou deux gouverneurs; si quelque proche parent veut voir un des élèves, un des gouverneurs l'accompagnera auprès du parent, et le ramènera dans la maison. L'été, les jeunes gens pourront jouer à la paume ou au ballon, et se promener; l'hiver, ils peuvent s'amuser dans une des grandes salles de l'académie, à jouer aux proverbes ou à badiner. Les gouverneurs leur passeront les tours d'espiègle et de gaieté; ils ne seront sévères que sur ce qui regarde le cœur, des méchancetés, des emportements, des caprices, la paresse surtout, la fainéantise et des défauts pareils, qui perdraient la jeunesse; mais ils se garderont bien de supprimer la gaieté, les saillies, et tout ce qui peut annoncer du génie. Pour les exercices, les élèves auront un maître de danse qui leur donnera trois leçons par semaine, et on les mènera deux fois par semaine à l'académie de Zehentner,[b] pour apprendre à monter à cheval.

Si les jeunes gens commettent des fautes, on les punira : s'ils savent mal leurs leçons, par un bonnet d'âne que portera le coupable; si c'est paresse, on le fera jeûner le même jour au pain et à l'eau; si c'est méchanceté ou malice, on le mettra en prison à jeun, et on l'obligera d'apprendre une tâche par cœur; après quoi il sera dûment gourmandé, ne sera que le dernier servi à table, n'osera point mettre d'épée en se promenant en ville, et sera obligé de demander pardon en public à celui qu'il a offensé; s'il a été têtu, il ne portera qu'un fourreau, jusqu'à ce qu'il se repente. Mais il est défendu, sous peine de prison, aux gouverneurs de frapper leurs élèves : ce sont des gens de condition, auxquels il faut inspirer de la noblesse d'âme; on doit leur infliger des punitions qui excitent l'ambition, et non pas qui les avilissent.

[a] Dans le texte donné par Thiébault, l. c., p. 155, ce dernier article porte : « On soupe à sept heures en hiver et à huit heures en été; et à neuf heures en hiver et à dix heures en été, il faut que tout le monde dorme. »

[b] C'était un écuyer assez estimé.

Les professeurs et les gouverneurs n'ont point de juridiction les uns sur les autres. Si un professeur est mécontent d'un élève, il le dénonce au gouverneur, qui le punit selon qu'il a été prescrit ci-dessus. S'il arrivait cependant qu'un professeur et un gouverneur eussent quelque démêlé, ils s'en plaindront au chef,[a] qui videra leur différend selon l'équité, et qui fera toutes les semaines une fois la visite de la maison, en commençant par les classes et les gouverneurs, jusqu'à l'économique,[b] pour examiner si chacun fait son devoir, et si l'Instruction du Roi est exactement suivie. Il exhortera ceux qui se relâchent, et après la seconde admonition, il dénoncera les prévaricateurs au Roi.

Sa Majesté recommande surtout aux gouverneurs d'avoir eux-mêmes de la sagesse et une bonne conduite, parce que l'exemple prêche mieux que les instructions, et qu'il serait honteux que des gens qui doivent présider à l'éducation de la jeunesse se trouvassent plus répréhensibles que leurs élèves.

En général, les principes sur lesquels cette académie est fondée seront d'une utilité évidente par les sujets utiles à l'État qui pourront s'y former, pourvu que cette Instruction soit observée rigidement en tous les points; mais si le relâchement, la négligence, l'inattention des maîtres et des gouverneurs l'altèrent, alors le grand but sera manqué. Mais Sa Majesté espère que professeurs et gouverneurs se feront tous un point d'honneur de coopérer à ses salutaires intentions, en mettant toute leur application à former cette jeunesse, tant pour les bonnes mœurs que pour les connaissances, d'une manière qui fasse également honneur à l'institution, aux maîtres et aux élèves.

[a] Le général de Buddenbrock. Voyez t. VI, p. 99.

[b] Le texte donné par Thiébault, p. 157, porte : «En commençant par les classes et les chambres, et en s'occupant ensuite de la partie économique.»

VIII.

ESSAI

SUR L'AMOUR-PROPRE

ENVISAGÉ COMME

PRINCIPE DE MORALE.

ESSAI SUR L'AMOUR-PROPRE

ENVISAGÉ COMME

PRINCIPE DE MORALE.[a]

La vertu est le lien le plus ferme de la société et la source de la tranquillité publique : sans elle les hommes, semblables aux bêtes féroces, seraient plus sanguinaires que les lions, plus cruels et plus perfides que les tigres, ou des espèces de monstres dont il faudrait éviter la fréquentation.

Ce fut pour adoucir des mœurs aussi barbares que les législateurs promulguèrent des lois, que les sages enseignèrent la morale, et, en démontrant les avantages de la vertu, firent connaître le prix qu'il y fallait attacher.

Les sectes de philosophes, chez les nations orientales ainsi que chez les Grecs, en s'accordant en général sur le fond de la doctrine, ne différaient proprement que par les motifs que chacune d'elles adoptait pour déterminer ses disciples à mener une vie vertueuse. Les stoïciens, selon leurs principes, insistaient sur la beauté inhérente à la vertu; d'où ils concluaient qu'il fallait l'aimer pour elle-même, et plaçaient le souverain bonheur de l'homme à la posséder inaltérablement. Les platoniciens disaient que c'était approcher des dieux immortels, que c'était leur ressembler que de pratiquer les vertus à leur exemple. Les épicuriens attribuaient une volupté supérieure à l'accomplissement des devoirs moraux; leurs principes bien entendus trouvaient dans la jouissance de la vertu la plus pure le sentiment d'un délice et

[a] « L'amour-propre est le principe de nos vertus, et par conséquent du bonheur du monde. » *Réfutation du Prince de Machiavel,* t. VIII, p. 276. Voyez encore ci-dessus, p. 80.

d'une félicité ineffable. Moïse, pour encourager ses Juifs à des actions bonnes et louables, leur annonça des bénédictions ou des peines temporelles. La religion chrétienne, qui s'éleva sur les ruines de la judaïque, atterra les crimes par des punitions éternelles, et encouragea à la vertu par l'espérance d'une béatitude infinie; non contente de ces ressorts, se proposant d'atteindre au dernier degré de perfection possible, elle prétendit que l'amour de Dieu devait seul servir de principe aux bonnes actions des hommes, quand même il n'y aurait ni peines ni récompenses à attendre dans une autre vie.

Nous devons convenir que les sectes des philosophes ont formé des hommes du plus grand mérite; nous convenons de même que du sein du christianisme il est sorti des âmes pures et remplies de sainteté. Néanmoins, par une suite du relâchement des philosophes et des théologiens, et par la perversité du cœur humain, il est arrivé que ces différents motifs d'encouragement à la vertu n'ont pas continué de produire les bons effets auxquels on s'attendait. Combien de philosophes qui ne l'étaient que de nom, chez les païens! Il n'y a qu'à jeter les yeux sur Lucien pour se convaincre du peu de réputation où ils étaient de son temps. Que de chrétiens qui dégénérèrent, et qui corrompirent l'ancienne pureté des mœurs! La cupidité, l'ambition, le fanatisme remplirent des cœurs qui faisaient profession de renoncer au monde, et pervertirent ce que la simple vertu avait établi. De pareils exemples fourmillent dans l'histoire. Enfin, si l'on excepte quelques reclus aussi pieux qu'inutiles à la société, les chrétiens de nos jours ne sont pas préférables aux Romains du temps des Marius et des Sylla; bien entendu que je borne uniquement ce parallèle à la comparaison des mœurs.

Ces réflexions et de semblables m'ont conduit à rechercher les causes qui ont influé sur cette étrange dépravation du genre humain. Je ne sais s'il m'est permis de hasarder mes conjectures sur des matières aussi importantes; mais il me paraît qu'on s'est peut-être trompé dans le choix des motifs qui devaient porter les hommes à la vertu. Ces motifs, ce me semble, avaient le défaut de n'être point à la portée du vulgaire. Les stoïciens ne s'aperçurent pas que l'admiration est un sentiment forcé dont l'impres-

sion s'efface bien vite; l'amour-propre n'applaudit qu'avec répugnance. L'on convient sans peine de la beauté de la vertu, parce que cet aveu ne coûte rien; mais cet acte de complaisance plutôt que de conviction ne détermine point à se corriger soi-même, à vaincre ses mauvais penchants, à dompter ses passions. Les platoniciens auraient dû se rappeler l'espace immense qu'il y a entre l'Être des êtres et la créature fragile. Comment proposer à cette créature d'imiter son Créateur, dont par son état circonscrit et borné elle ne peut se former qu'une idée vague et indéterminée? Notre esprit est assujetti à l'empire des sens; notre raison n'agit que sur les choses où notre expérience nous éclaire. Lui proposer des matières abstraites, c'est l'égarer dans un labyrinthe dont elle ne trouvera jamais l'issue; mais lui présenter des objets palpables de la nature, c'est le moyen de la frapper et de la convaincre. Il est peu de grands génies capables de conserver le bon sens en se précipitant dans les ténèbres de la métaphysique. L'homme, en général, est né plus sensible que raisonnable. Les épicuriens, abusant du terme de volupté, énervèrent sans y penser la bonté de leurs principes, et fournirent, par cette équivoque même, des armes à leurs disciples pour dénaturer leur doctrine.

La religion chrétienne, en respectant ce qu'on y suppose de divin, et n'en parlant que philosophiquement, la religion chrétienne, dis-je, présentait à l'esprit des idées si abstraites, qu'il aurait fallu changer chaque catéchumène en métaphysicien pour les concevoir, et ne choisir que des hommes nés avec une imagination forte pour s'en pénétrer: peu d'hommes sont nés avec des têtes ainsi organisées. L'expérience prouve que chez le vulgaire l'objet présent l'emporte, parce qu'il frappe ses sens, sur l'objet éloigné, qui l'affecte plus faiblement; et par conséquent les biens de ce monde, à la jouissance desquels il touche, auront sans contredit la préférence sur des biens imaginaires dont il se représente confusément la possession dans une perspective éloignée. Mais que dirons-nous des motifs qu'on tire de l'amour de Dieu pour rendre l'homme vertueux, de cet amour que les quiétistes exigent dégagé des craintes de l'enfer et des espérances du paradis? Cet amour est-il dans la possibilité des choses? Le fini ne peut concevoir l'infini; par conséquent nous ne pouvons nous former

aucune idée exacte de la Divinité; nous pouvons nous convaincre en général de son existence, et voilà tout. Comment exiger d'une âme agreste qu'elle aime un être qu'elle ne peut connaître en aucune façon? Contentons-nous d'adorer dans le silence, et de borner les mouvements de nos cœurs aux sentiments d'une profonde reconnaissance pour l'Être des êtres, en qui et par lequel tous les êtres existent.

Plus on examine cette matière, plus on la discute, et plus il paraît évident qu'il faudrait employer un principe plus général et plus simple pour rendre les hommes vertueux. Ceux qui se sont appliqués à la connaissance du cœur humain auront sans doute découvert le ressort qu'il faudrait mettre en jeu. Ce ressort si puissant, c'est l'amour-propre, ce gardien de notre conservation, cet artisan de notre bonheur, cette source intarissable de nos vices et de nos vertus, ce principe caché de toutes les actions des hommes. Il se trouve en un degré éminent dans l'homme d'esprit, et il éclaire le plus stupide sur ses intérêts. Qu'y a-t-il de plus beau et de plus admirable que de tirer, même d'un principe qui peut mener au vice, la source du bien, du bonheur et de la félicité publique? Cela arriverait, si cette matière était maniée par les mains d'un habile philosophe : il réglerait l'amour-propre, il le dirigerait au bien, il saurait opposer les passions aux passions, et, en démontrant aux hommes que leur intérêt est d'être vertueux, il les rendrait tels.

Le duc de La Rochefoucauld,[a] qui, en fouillant dans le cœur humain, a si bien dévoilé ce ressort de l'amour-propre, s'en est servi pour calomnier nos vertus, dont il n'admet que l'apparence. Je voudrais qu'on employât ce ressort pour prouver aux hommes que leur véritable intérêt est d'être bons citoyens, bons pères, bons amis, en un mot, de posséder toutes les vertus morales; et comme effectivement cela est véritable, il ne serait pas difficile de les en convaincre.

Pourquoi tâche-t-on de prendre les hommes par leur intérêt quand on veut les engager à suivre de certains partis, si ce n'est que l'intérêt propre est de tous les arguments le plus fort et le

[a] Voyez ses *Pensées, maximes et réflexions,* publiées pour la première fois en 1665. Le Roi en fait l'éloge t. VII, p. 104.

plus convaincant? Servons-nous donc de ce même argument pour la morale; qu'on représente aux hommes les malheurs qu'ils s'attireront par une conduite vicieuse, et les biens qui sont inséparables des bonnes actions. Lorsque les Crétois maudissaient leurs ennemis, ils leur souhaitaient de se livrer à des passions vicieuses; c'était leur souhaiter qu'ils se précipitassent eux-mêmes dans des malheurs et dans l'opprobre.[11] Ces vérités aisées sont susceptibles de démonstration, et se trouvent également à la portée des sages, des gens d'esprit, et de la plus vile populace.

On m'objectera sans doute que mon hypothèse trouvera quelque difficulté à concilier avec le bonheur que j'attache aux bonnes actions ces persécutions qu'éprouve la vertu et ces espèces de prospérités dont jouissent tant d'âmes perverses. Cette difficulté est facile à lever, si nous voulons nous borner à n'entendre par le mot de bonheur qu'une parfaite tranquillité de l'âme. Cette tranquillité de l'âme se fonde sur le contentement de nous-mêmes, sur ce que notre conscience nous permet d'applaudir à nos actions, et sur ce que nous n'avons point de reproches à nous faire. Or, il est clair que ce sentiment peut exister dans une personne d'ailleurs malheureuse; mais jamais il n'existera dans un cœur barbare et atroce, qui ne peut que se détester lui-même, s'il se considère, quelles que soient les prospérités apparentes dont il paraît environné.

Nous ne combattons point l'expérience; nous avouons qu'il y a une multitude d'exemples de crimes impunis et de scélérats qui jouissent de ces grandeurs que les idiots admirent. Mais ces criminels ne craignent-ils pas que le temps ne dévoile enfin cette vérité si terrible pour eux, et ne découvre leur opprobre? Et ces monstres couronnés, un Néron, un Caligula, un Domitien, un Louis XI, les grandeurs vaines dont ils jouissaient les empêchaient-elles d'entendre la voix secrète de la conscience qui les condamnait, d'être dévorés de remords, et de sentir ce fouet vengeur qui, quoique invisible, les déchirait en les fustigeant? Quelle âme peut être tranquille dans une telle situation? N'éprouve-t-elle pas plutôt dans cette vie tout ce que les tourments des enfers peuvent avoir de plus affreux? D'ailleurs, c'est mal raisonner

[11] Valère Maxime, livre VII, chap. 2.

que de juger du bonheur des autres par les apparences. Ce bonheur ne peut être évalué que sur la façon de penser de celui qui l'éprouve; cette façon de penser varie si fort, que l'un aime la gloire, cet autre des objets de plaisir; celui-ci s'attache à des bagatelles, celui-là à des choses qu'on juge importantes; et même les uns dédaignent et méprisent ce que les autres désirent ou regardent comme le souverain bien.

Il n'y a donc point de règle certaine pour juger de ce qui dépend d'un goût arbitraire et souvent fantasque; d'où il arrive qu'on se récrie souvent sur le bonheur et la prospérité de ceux qui gémissent amèrement en secret du poids de leurs afflictions. Puis donc que ce n'est pas dans des objets extérieurs, ni dans ces fortunes que la scène mouvante du monde produit et détruit tour à tour, que nous pouvons trouver la félicité, il faut la chercher en nous-mêmes. Il n'y en a point d'autre, je le répète, que la tranquillité de l'âme; c'est pourquoi notre intérêt doit nous porter à rechercher un bien aussi précieux; et si les passions le troublent, c'est elles qu'il faut dompter.

Ainsi qu'un État ne saurait être heureux tandis qu'il est déchiré par une guerre civile, de même l'homme ne saurait jouir du bonheur lorsque ses passions révoltées combattent l'empire de la raison. Toutes les passions portent avec elles un châtiment qui leur semble attaché; celles même qui flattent le plus nos sens n'en sont pas exemptes : chez celles-ci, c'est la ruine de la santé; chez celles-là, ce sont des soins et des inquiétudes renaissantes; ou c'est le chagrin de ne pas réussir dans des projets vastes que l'on a imaginés; ou c'est le dégoût de n'avoir pas toute la considération que l'on croit mériter, ou la rage de ne pouvoir se venger de ceux qui vous ont outragé, ou le remords d'un ressentiment trop barbare, ou la crainte d'être démasqué après cent fourberies consécutives.

Par exemple, la soif d'amasser des richesses travaille sans cesse l'avare; les moyens lui sont égaux, pourvu qu'il se contente; mais la crainte de voir échapper ce qui lui a coûté tant de peines à ramasser lui ôte la jouissance de ce qu'il possède. L'ambitieux perd le présent de vue pour se précipiter aveuglément dans l'avenir; il enfante sans cesse de nouveaux projets; il foule

impérieusement à ses pieds tout ce qu'il y a de plus sacré, pour arriver à ses fins; les obstacles qu'il rencontre l'aigrissent et l'irritent; toujours incertain entre la crainte et l'espérance, il est en effet malheureux; et la possession même de ce qu'il désire est accompagnée de satiété et de dégoût. Cet état d'insipidité lui fait naître de nouveaux projets de fortune, et ce bonheur qu'il cherche, il ne le trouve jamais. Faut-il dans une aussi courte vie former d'aussi longs projets? Le prodigue qui dépense le double de ce qu'il amasse est comme le tonneau des Danaïdes, qui ne se remplissait jamais : il en est toujours aux expédients, et ses nombreux désirs, qui multiplient sans cesse ses besoins, font à la fin dégénérer ses vices en crimes. L'amoureux tendre devient le jouet des femmes qui le trompent, l'amoureux volage ne séduit que parce qu'il est parjure, et le débauché perd sa santé, en abrégeant ses jours.

Mais l'homme dur, l'injuste, l'ingrat, quels reproches n'ont-ils pas à se faire! Celui qui est dur cesse d'être homme, parce qu'il ne respecte plus les priviléges de son espèce, et méconnaît ses frères dans ses semblables; il n'a ni cœur ni entrailles, et, ne sentant pas de compassion, il renonce en effet à celle qu'on doit avoir pour lui. L'injuste rompt l'accord social; il détruit, autant qu'il est en lui, les lois sous la protection desquelles il existe; il se révolterait contre l'oppression qu'il aurait à souffrir, pour s'arroger le privilége exclusif d'opprimer ceux qui sont plus faibles que lui; il pèche par une mauvaise logique, ses principes se trouvent en contradiction, et d'ailleurs les sentiments d'équité que la nature a gravés dans tous les cœurs ne doivent-ils pas se soulever contre ses prévarications? Mais le vice le plus abominable de tous, le plus noir, le plus infâme, c'est l'ingratitude. L'ingrat, insensible aux bienfaits, commet un crime de lèse-majesté contre la société, parce qu'il corrompt, qu'il empoisonne, qu'il détruit les douceurs de l'amitié; il sent les offenses, il ne sent pas les services; il met le comble à la perfidie en rendant le mal pour le bien : mais cette âme dénaturée et dégradée de l'humanité agit contre ses intérêts, parce que tout individu, faible de sa nature, quelque élevé qu'il soit, ne peut se passer du secours de ses semblables, et qu'un ingrat, excommunié de la société,

s'est rendu indigne par sa férocité d'éprouver désormais de nouveaux bienfaits. Il faudrait dire sans cesse aux hommes : «Soyez «doux et humains, parce que vous êtes faibles et que vous avez «besoin d'assistance; soyez justes envers les autres, afin qu'à «votre tour les lois puissent vous protéger contre toute violence «étrangère; en un mot, ne faites point à d'autres ce que vous ne «voudriez pas que l'on vous fît.»

Je n'entreprends point de détailler dans cette légère esquisse tous les arguments que l'amour-propre fournit aux hommes pour vaincre leurs mauvais penchants et les inciter à mener une vie plus vertueuse. Les bornes de ce discours ne permettent pas que cette matière y soit épuisée; je me contente d'avancer que tous ceux qui trouveront de nouveaux motifs propres à réformer les mœurs rendront un service important à la société, j'ose même dire à la religion.

Rien de plus vrai, de plus évident que la société ne saurait subsister ni se maintenir sans la vertu et les bonnes mœurs de ceux qui la composent. Des mœurs dépravées, une effronterie scandaleuse dans le vice, un mépris pour la vertu et pour ceux qui l'honorent, de la mauvaise foi dans le commerce, des parjures, des perfidies, un intérêt particulier qui succède à celui de la patrie, sont les avant-coureurs de la chute des États et de la ruine des empires, parce que, aussitôt que les idées du bien et du mal sont confondues, il n'y a plus ni blâme ni louange, ni punition ni récompense.

Cet objet si important des mœurs n'intéresse pas moins la religion que l'État. Les religions chrétiennes, la juive, la mahométane et la chinoise ont à peu près la même morale. La religion chrétienne, accréditée depuis longtemps, a cependant encore deux sortes d'ennemis à combattre. Les uns sont de ces philosophes qui, n'admettant que le bon sens et des raisonnements rigoureusement exacts selon les principes de la logique, rejettent les idées et les systèmes qui ne se trouvent pas conformes aux règles de la dialectique; nous ne parlons pas actuellement de ceux-là. Les autres sont des libertins dont les mœurs corrompues par une longue habitude du vice se révoltent contre la dureté du joug que la religion veut imposer à leurs passions; ils re-

jettent ces entraves, ils renoncent tacitement à une loi qui les gêne, et cherchent un asile dans une incrédulité parfaite. Je soutiens donc que tous les motifs qui peuvent être employés pour réformer des personnes de ce caractère tournent évidemment au plus grand avantage de la religion chrétienne, et j'ose croire que l'intérêt propre des hommes est le motif le plus puissant que l'on puisse employer pour les retirer de leurs égarements. Dès qu'une fois l'homme sera bien persuadé que son propre bien demande qu'il soit vertueux, il se portera à des actions louables; et comme effectivement il se trouvera vivre conformément à la morale de l'Évangile, il sera facile de le déterminer à faire pour l'amour de Dieu ce qu'il pratiquera déjà pour l'amour de lui-même; c'est ce que les théologiens appellent changer des vertus païennes en des vertus sanctifiées par le christianisme.

Mais voici une nouvelle objection qui se présente. On me dira sans doute : «Vous êtes en contradiction avec vous-même; vous «ne pensez donc pas qu'on définit la vertu : une disposition de «l'âme qui la porte au plus parfait désintéressement. Comment «pouvez-vous donc imaginer qu'on peut arriver à ce parfait dés-«intéressement par l'intérêt propre, ce qui est précisément la dis-«position de l'âme qui lui est la plus opposée?» Quelque forte que soit cette objection, elle est facile à résoudre, pourvu que l'on considère les différents ressorts qui font mouvoir l'amour-propre. Si l'amour-propre ne consistait que dans le désir de posséder des biens et des honneurs, je n'aurais rien à répondre; mais ses prétentions ne se bornent pas à si peu d'objets : premièrement, c'est l'amour de la vie et de sa propre conservation, ensuite l'envie d'être heureux, la crainte du blâme et de la honte, le désir de la considération et de la gloire, enfin une passion pour tout ce qu'on juge être avantageux, ajoutez-y une horreur pour tout ce qu'on croit nuisible à sa conservation. Il n'y a donc qu'à rectifier le jugement des hommes. Que dois-je rechercher, que dois-je fuir, pour rendre cet amour-propre, de brut et nuisible qu'il était, utile et louable?

Les exemples du plus grand désintéressement que nous ayons nous sont fournis par des principes de l'amour-propre. Le dévouement généreux des deux Décius, qui sacrifièrent volontaire-

ment leur propre vie pour procurer la victoire à leur patrie, d'où provenait-il, si ce n'est qu'ils estimaient moins leur existence que la gloire? Pourquoi Scipion, dans sa première jeunesse, dans cet âge où les passions sont si dangereuses, résiste-t-il aux tentations que lui donne la beauté de sa captive? Pourquoi la rend-il vierge à son fiancé, en les comblant tous deux de présents? Pouvons-nous douter que ce héros n'ait jugé que son procédé noble et généreux lui ferait plus d'honneur que s'il avait brutalement assouvi ses désirs? Il préférait donc la réputation à la volupté.

Que de traits de vertu, que d'actions à jamais glorieuses ne sont effectivement dues qu'à l'instinct de l'amour-propre! Par un sentiment secret et presque imperceptible, les hommes ramènent tout à eux-mêmes; ils se placent dans un centre où aboutissent toutes les lignes de la circonférence. Quelque bien qu'ils fassent, ils en sont eux-mêmes l'objet caché; la sensation la plus vive l'emporte chez eux sur la plus faible; souvent un syllogisme vicieux dont ils ne sentent pas les défauts les détermine. Il ne faut donc que leur présenter les vrais biens, leur en faire connaître la valeur, et savoir manier leurs passions en opposant un penchant à l'autre, pour en tirer avantage en faveur de la vertu.

S'agit-il d'arrêter le crime prêt à se commettre, vous trouvez le principe réprimant dans la crainte des lois qui le punissent. C'est alors qu'il faut exciter cet amour que chaque homme a pour sa conservation, pour l'opposer aux desseins pervers qui l'exposeront aux plus rigoureux châtiments, à la mort même. Cet amour de sa conservation peut servir également pour ramener des débauchés dont les débordements ruinent la santé et abrégent les jours; de même contre ceux qui sont sujets aux emportements de la colère, car il y a des exemples que ces mouvements ont donné des accès d'épilepsie à ceux qui en étaient violemment agités. La crainte du blâme produit à peu près des effets semblables à ceux de l'amour de sa conservation. Combien de femmes ne doivent leur pudeur, à laquelle on applaudit, qu'au désir de conserver leur réputation à l'abri de la médisance! Combien d'hommes ne doivent leur désintéressement qu'à l'appréhension de passer dans le monde, s'ils agissaient autrement, pour des fripons et pour des malheureux! Enfin, manier adroitement les différents

ressorts de l'amour-propre, ramener tous les avantages des bonnes actions à celui qui en est l'auteur, c'est le moyen de faire de ce ressort du bien et du mal l'agent principal du mérite et de la vertu.

Je ne puis m'empêcher d'avouer à notre honte qu'on s'aperçoit dans ce siècle d'un refroidissement étrange pour ce qui concerne la réforme du cœur humain et des mœurs. On dit publiquement, on imprime même que la morale est autant ennuyeuse qu'inutile; on soutient que la nature de l'homme est un composé de bien et de mal, que l'on ne change point cet être, que les plus fortes raisons cèdent à la violence des passions, et qu'il faut laisser aller le monde comme il va.

Mais si l'on en usait ainsi à l'égard de la terre, si on ne la cultivait pas, elle porterait sans doute des ronces et des épines, et jamais elle ne donnerait ces abondantes moissons si utiles et qui nous servent d'aliments. J'avoue, quelque attention que l'on porte à corriger les mœurs, qu'il y aura toujours des vices et des crimes sur la terre; mais il y en aura moins, et c'est beaucoup gagner; il y aura, de plus, des esprits rectifiés et développés, qui excelleront par leurs éminentes qualités. N'a-t-on pas vu sortir des écoles des philosophes des âmes sublimes, des hommes presque divins, qui ont poussé la vertu aux plus hauts degrés de perfection où l'humanité puisse atteindre? Les noms des Socrate, des Aristide, des Caton, des Brutus, des Antonin, des Marc-Aurèle subsisteront dans les annales du genre humain, tant qu'il restera des âmes vertueuses dans le monde. La religion n'a pas laissé de produire quelques hommes éminents, qui ont excellé par l'humanité et la bienfaisance. Je ne compte pas de ce nombre ces reclus atrabilaires et fanatiques qui ont enseveli dans des cachots religieux des vertus qui pouvaient devenir utiles à leur prochain, et qui ont mieux aimé vivre à la charge de la société que de la servir.

Il faudrait commencer aujourd'hui par imiter l'exemple des anciens, employer tous les encouragements qui peuvent rendre l'espèce humaine meilleure, préférer dans les écoles l'étude de la morale à toute autre connaissance, prendre une méthode aisée pour l'enseigner. Peut-être ne serait-ce pas un petit acheminement à ce but que de composer des catéchismes où les enfants apprendraient, dès leur plus tendre jeunesse, que pour être

heureux la vertu leur est indispensablement nécessaire. Je voudrais que les philosophes, moins appliqués à des recherches aussi curieuses que vaines, exerçassent davantage leurs talents sur la morale, surtout que leur vie servît en tout d'exemple à leurs disciples; alors ils mériteraient avec justice le titre de précepteurs du genre humain. Il faudrait que les théologiens s'occupassent moins à expliquer des dogmes inintelligibles, et que, désabusés de la fureur de vouloir démontrer des choses qui nous sont annoncées comme des mystères d'un ordre supérieur à la raison, ils s'appliquassent davantage à prêcher la morale pratique, et qu'au lieu de prononcer des discours fleuris, ils fissent des discours utiles, simples, clairs et à la portée de leur auditoire. Les hommes s'endorment à la suite d'un raisonnement alambiqué, ils s'éveillent quand il est question de leur intérêt; de sorte que, par des discours adroits et pleins de sagesse, on rendrait l'amour-propre le coryphée de la vertu. Des exemples récents et analogues à ceux qu'on veut persuader peuvent être employés avec succès, comme, s'il s'agissait d'animer un laboureur paresseux à mieux cultiver son champ, on l'encouragerait sans doute en lui montrant son voisin qui s'est enrichi par son activité laborieuse; il ne dépend que de lui de prospérer de même. Mais les modèles doivent être choisis à la portée de ceux qui doivent les imiter, dans leur genre, et non pas dans des conditions trop disproportionnées. Les trophées de Miltiade empêchaient Thémistocle de dormir.

Si les grands exemples ont fait de si fortes impressions sur les anciens, pourquoi de nos jours en feraient-ils de moindres? L'amour de la gloire est inné dans les belles âmes; il n'y a qu'à l'animer, il n'y a qu'à l'exciter, et des hommes qui végétaient jusqu'alors, enflammés par cet heureux instinct, vous paraîtront changés en demi-dieux. Il me semble enfin que si la méthode que je propose n'est pas suffisante pour extirper les vices de la terre, du moins pourra-t-elle faire quelques prosélytes aux bonnes mœurs, et féconder des vertus qui sans son secours seraient demeurées dans l'engourdissement. C'est toujours rendre service à la société, et c'est le but de cet ouvrage.

IX.

DIALOGUE DE MORALE

A L'USAGE

DE LA JEUNE NOBLESSE.

de la patrie, nous devons employer tous nos talents pour lui être utiles, nous devons l'aimer sincèrement, parce que c'est notre mère commune, et si son avantage le demande, nous devons lui sacrifier nos biens et notre vie.

Demande. Ah çà, voilà de beaux et de bons principes. Il s'agit à présent de voir comment vous conciliez ces devoirs de la société avec votre propre intérêt. Ce respect et cette soumission filiale que vous avez pour votre père ne vous gêne-t-elle pas quand vous êtes obligé de céder à ses volontés?

Réponse. Il n'est pas douteux que pour obéir je ne sois quelquefois obligé à me faire violence; mais puis-je être assez reconnaissant envers ceux qui m'ont donné le jour? Et mon intérêt ne demande-t-il pas que j'encourage, par mon exemple, mes enfants à m'imiter en ayant une même soumission à mes volontés?

Demande. Il n'y a rien à répliquer à vos raisons; je ne vous dis donc plus rien sur ce sujet. Mais comment conserverez-vous l'union avec vos frères et sœurs, si, comme il arrive souvent, des affaires de famille ou des discussions d'héritage vous divisent?

Réponse. Croyez-vous donc les liens du sang assez faibles pour qu'ils ne l'emportent pas sur un intérêt passager? Si notre père a fait un testament, c'est à nous à souscrire à sa dernière volonté. S'il est mort sans tester, nous avons les lois, qui terminent nos différends. Ainsi donc, rien ne peut m'apporter de préjudice important; et quand même la fureur de l'envie et la rage de la chicane me posséderaient, ne sentirais-je pas que nous mangerions le fond de notre héritage par nos procès? Ainsi je m'accommoderais à l'amiable, et la discorde ne déchirerait pas notre famille.

Demande. Je veux croire que vous êtes assez sage pour ne pas donner lieu, par votre faute, aux mésintelligences de votre famille; cependant le tort peut venir de la part de vos frères et de vos sœurs : ils peuvent avoir de mauvais procédés envers vous, ils peuvent vous envier, parler de vous en termes déshonnêtes, vous causer des désagréments, peut-être même travailler à votre ruine. Comment concilierez-vous alors la rigidité de votre devoir avec l'intérêt de votre bonheur?

Réponse. Dès que j'aurais calmé les premiers moments d'in-

dignation que leur conduite m'aurait inspirés, je me ferais gloire d'être plutôt l'offensé que l'offenseur; ensuite je leur parlerais, je leur dirais que, respectant en eux le sang que mon père et ma mère leur ont transmis, il me serait impossible d'agir envers eux comme envers des ennemis déclarés, mais que je prendrais mes précautions pour les empêcher de me nuire. Ce procédé généreux pourrait les ramener à la raison, et si cela n'arrivait pas, j'aurais toutefois la consolation de n'avoir aucun reproche à me faire; et comme un pareil procédé doit s'attirer l'applaudissement des sages, je me trouverais suffisamment récompensé.

Demande. A quoi vous servirait cette générosité?

Réponse. A conserver ce que j'ai de plus précieux au monde, une réputation sans tache, sur laquelle je fonde tout mon bonheur.

Demande. Quel bonheur peut-il y avoir dans l'opinion que les hommes ont de vous?

Réponse. Ce n'est pas sur les opinions des autres que je me fonde, mais sur la satisfaction ineffable que j'éprouve en me trouvant digne d'un être raisonnable, humain et bienfaisant.

Demande. Vous disiez auparavant que si vous aviez des enfants, vous auriez plus de soin à les rendre vertueux que de leur amasser des richesses. Pourquoi pensez-vous si peu à établir leur fortune?

Réponse. Parce que les richesses n'ont aucun prix par elles-mêmes, et n'en acquièrent que par le bon usage qu'on en fait. Or, si je cultive les talents de mes enfants, si je les forme aux bonnes mœurs, leur mérite personnel fera leur fortune; au lieu que si je ne veillais pas à leur éducation, quelque grands que fussent les biens que je pourrais leur laisser, ils les dissiperaient bien vite. D'ailleurs, je souhaite qu'on estime en mes enfants leur caractère, leur cœur, leurs talents, leurs connaissances, et non pas leurs richesses.

Demande. Cela doit être très-utile à la société; mais quant à vous, quel avantage en retirez-vous?

Réponse. Un très-grand, parce que mes enfants bien morigénés deviendront la consolation de ma vieillesse, qu'ils ne déshonoreront ni mon nom ni leurs ancêtres par leur mauvaise conduite, et qu'étant prudents et sages, à l'aide de leurs talents, le

bien que je pourrai leur laisser sera suffisant pour les faire subsister honorablement.

DEMANDE. Vous ne croyez donc pas qu'une origine noble et d'illustres ancêtres dispensent leur postérité d'avoir du mérite?

RÉPONSE. Bien loin de là, c'est un encouragement pour les surpasser, parce qu'il n'y a rien de plus honteux que d'abâtardir sa race. Dans ce cas, l'éclat des aïeux, loin d'illustrer leurs descendants, ne sert qu'à éclairer leur infamie.

DEMANDE. Il faut vous demander de même des éclaircissements touchant ce que vous avez avancé de vos devoirs à l'égard de la société. Vous dites qu'il ne faut pas faire aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît. Cela est bien vague; je voudrais que vous me détailliez ce que vous entendez par ces paroles.

RÉPONSE. Cela n'est pas difficile; je n'aurai qu'à parcourir tout ce qui me fait de la peine et tout ce qui m'est agréable. 1° Je serais fâché qu'on m'enlevât mes possessions; donc je ne dois déposséder personne. 2° Cela me ferait une peine infinie si l'on me débauchait ma femme; je ne dois donc pas souiller la couche d'un autre. 3° Je déteste ceux qui me manquent de parole ou qui se parjurent; je dois donc fidèlement observer ma foi et mes serments. 4° J'abhorre ceux qui me diffament; je ne dois donc calomnier personne. 5° Aucun particulier n'a de droit sur ma vie; je n'ai donc pas le droit de l'ôter à qui que ce soit. 6° Ceux qui me témoignent de l'ingratitude m'indignent; comment serais-je donc ingrat envers mes bienfaiteurs? 7° Si j'aime le repos, je n'irai pas troubler la tranquillité d'un autre. 8° Si j'aime à être secouru dans mes besoins, je ne refuserai pas mon assistance à ceux qui me la demandent, parce que je sens le plaisir qu'on éprouve à rencontrer une âme bienfaisante, un cœur serviable qui, compatissant aux maux de l'humanité, défend, assiste, et sauve les malheureux.

DEMANDE. Je vois que vous faites toutes ces choses pour la société; mais que vous en revient-il à vous-même?

RÉPONSE. La douce satisfaction de me trouver tel que je désire d'être, digne de mériter des amis, digne de l'estime de mes concitoyens, digne de mes propres applaudissements.

Demande. En vous conduisant de la sorte, ne sacrifiez-vous pas vous-même toutes vos passions?

Réponse. Je ne leur abandonne pas le frein; et si je les réprime, c'est pour mon propre avantage, pour maintenir les lois qui protégent le faible contre les attentats du fort, pour soutenir ma réputation, et pour ne point encourir les punitions que ces lois infligent aux transgresseurs.

Demande. Il est vrai que les lois punissent les crimes publics; mais combien de mauvaises actions, enveloppées de ténèbres, se cachent à l'œil pénétrant de Thémis! Pourquoi ne seriez-vous pas du nombre de ces heureux coupables qui jouissent de leurs forfaits à l'ombre de l'impunité? Si donc il se présentait une façon furtive de vous enrichir, la laisseriez-vous échapper?

Réponse. Si par des voies innocentes je pouvais faire des acquisitions, sans doute que je ne les négligerais pas; mais si c'était par des moyens malhonnêtes, j'y renoncerais sur-le-champ.

Demande. Pourquoi?

Réponse. Parce qu'il n'y a rien de si caché qui ne parvienne au jour; le temps découvre tôt ou tard la vérité. Je posséderais des biens mal acquis, en tremblant, et je passerais ma vie dans la cruelle attente du moment qui me déshonorerait à jamais devant le public en découvrant ma turpitude.

Demande. Cependant la morale du grand monde est bien relâchée, et si l'on voulait examiner de quel droit chacun possède ses biens, que d'injustices, que de fraudes, que de mauvaise foi l'on découvrirait! Ces exemples ne vous encourageraient-ils pas à les imiter?

Réponse. Ces exemples me feraient gémir sur la perversité des hommes. Et comme ni bossu ni aveugle ne me donne envie de l'être à leur exemple, je crois de même qu'il est indigne d'une âme vertueuse de se dégrader au point de se modeler sur le vice.

Demande. Il y a cependant des crimes cachés.

Réponse. J'en conviens; mais les criminels ne sont pas heureux, ils sont tourmentés, comme je vous l'ai dit, par la crainte d'être découverts, et par les plus violents remords. Ils sentent qu'ils jouent un rôle imposteur, qu'ils couvrent leur scélératesse

du masque de la vertu; leur cœur rejette la fausse estime dont ils jouissent, et ils se condamnent eux-mêmes en secret au dernier mépris, qu'ils méritent.

Demande. C'est à savoir, si vous étiez dans ce cas, si vous feriez ces réflexions.

Réponse. Pourrais-je étouffer la voix de la conscience et celle des remords vengeurs? Cette conscience est comme un miroir; quand nos passions sont calmes, elle nous représente toutes nos difformités; je m'y suis vu innocent, et je m'y verrais coupable. Hélas! je deviendrais à mes propres yeux un objet d'horreur. Non, je ne m'exposerai jamais de ma propre volonté à cette humiliation, à cette douleur, à ce tourment.

Demande. Il y a cependant des concussions et des rapines que la guerre semble autoriser.

Réponse. La guerre est un métier de gens d'honneur quand des citoyens exposent leurs jours pour le service de leur patrie. Mais si l'intérêt s'en mêle, ce noble métier dégénère en pur brigandage.

Demande. Eh bien, si vous n'êtes point intéressé, au moins aurez-vous de l'ambition; vous voudrez vous pousser, et commander à vos semblables.

Réponse. Je distingue beaucoup l'ambition de l'émulation. Souvent cette première passion donne dans des excès, et touche de près au vice; mais l'émulation est une vertu qu'il faut rechercher: elle nous porte, sans jalousie, à surpasser nos concurrents en nous acquittant mieux de nos devoirs qu'ils ne font; elle est l'âme des plus belles actions tant militaires que civiles; elle désire de briller, mais elle ne veut devoir son élévation qu'à la seule vertu jointe à la supériorité des talents.

Demande. Mais si en rendant mauvais office à quelqu'un, c'était le moyen de parvenir à un poste éminent, ne trouveriez-vous pas cet expédient plus court?

Réponse. Le poste pourrait tenter ma cupidité, j'en conviens; toutefois je ne consentirais jamais à devenir assassin pour y parvenir.

Demande. Qu'appelez-vous devenir assassin?

Réponse. Tuer un homme est pour le mort un moindre mal que de le diffamer; l'assassiner avec le poignard ou avec la langue, c'est la même chose. [a]

Demande. Vous ne calomnierez donc personne. Cependant, sans être assassin, il peut arriver que vous tuiez quelqu'un, non que je vous soupçonne de commettre un meurtre de sang-froid; mais si quelqu'un de vos égaux se déclare votre ennemi et vous persécute, si quelque brutal vous insulte et vous déshonore, la colère vous emportera, et la douceur de la vengeance vous incitera à commettre quelque action violente.

Réponse. Cela ne se devrait pas, mais je suis homme; né avec des passions vives, j'aurais sans doute un fort combat à livrer pour réprimer la première impulsion de la colère; je devrais toutefois la vaincre. C'est aux lois à venger les offenses que reçoivent les particuliers; aucun individu n'a le droit de punir ceux qui l'outragent; mais si par malheur un premier mouvement l'emportait sur ma raison, j'en aurais des regrets pour la vie.

Demande. Comment concilierez-vous cette conduite, étant militaire, avec ce que le point d'honneur exige d'un homme de condition? Vous savez que malheureusement, dans tous les pays, les lois du point d'honneur sont précisément l'opposé des lois civiles?

Réponse. Je me proposerai de tenir une conduite sage et mesurée, pour ne point donner lieu à de mauvaises querelles; et si l'on m'en suscitait sans qu'il y eût de ma faute, je serais forcé de suivre l'usage reçu, me lavant les mains de ce qui en pourrait avenir.

Demande. Puisque nous sommes sur le sujet du point d'honneur, expliquez-moi en quoi vous le faites consister.

Réponse. Le point d'honneur consiste à éviter tout ce qui peut rendre méprisable, et il oblige à se servir de tous les moyens honnêtes qui peuvent augmenter la réputation.

Demande. Qu'est-ce qui rend un homme méprisable?

Réponse. La débauche, la fainéantise, l'ineptie, l'ignorance, la mauvaise conduite, la poltronnerie, et tous les vices.

Demande. Qu'est-ce qui procure une bonne réputation?

[a] Voyez t. IV, p. 180.

Réponse. L'intégrité, des procédés honnêtes, des connaissances, de l'application, de la vigilance, la valeur, les belles actions civiles et militaires, en un mot, tout ce qui élève un homme au-dessus des faiblesses humaines.

Demande. A propos de faiblesses humaines, vous êtes jeune et dans l'âge où les passions sont les plus vives. Si vous résistez à la cupidité, à l'ambition désordonnée, à la vengeance, il me semble de vous voir succomber aux attraits d'un sexe enchanteur, qui blesse en séduisant, et pousse les traits empoisonnés si profondément au cœur, qu'ils égarent la raison. Ah! que je plains d'avance le mari dont la femme vous aura subjugué! Qu'en pensez-vous?

Réponse. Je suis jeune et fragile, je l'avoue; cependant je connais mes devoirs, et il me semble que, sans troubler le repos des familles et sans employer la violence, un jeune homme peut apaiser ses passions par des moyens plus innocents.

Demande. Je vous entends. Vous faites allusion au mot de Porcius Caton, qui, voyant sortir quelque jeune patricien de chez une fille de joie, s'écria qu'il s'en réjouissait, parce qu'il ne troublerait point le repos des familles en agissant ainsi. Cependant cet expédient est sujet à d'étranges inconvénients, et séduire des filles ....

Réponse. Je n'en séduirai point, parce que je ne veux ni tromper personne ni me parjurer. Tromper est d'un malhonnête homme, se parjurer est d'un scélérat.

Demande. Mais quand votre intérêt l'exige?

Réponse. Un intérêt se trouverait donc contraire à l'autre; car, si je manque de parole, je n'oserai pas me plaindre si l'on m'en manque, et si je me joue du serment, je ne pourrai pas compter sur ceux qu'on me fera.

Demande. Cependant, en suivant la règle de Caton, vous vous exposez à d'autres hasards.

Réponse. Tout homme qui s'abandonne à ses passions est un homme perdu. Je me suis prescrit pour règle de ma vie en toutes choses : use, mais n'abuse pas.

Demande. Cela est fort sage. Mais êtes-vous sûr de ne vous jamais écarter de cette règle?

Réponse. L'amour de ma conservation m'oblige à veiller à ma santé. Je sais que rien ne la ruine plus que les excès de l'amour; je dois donc être sur mes gardes pour ne point épuiser mes forces, pour ne point m'attirer de maladie fâcheuse qui rendrait ma florissante jeunesse languissante, valétudinaire et misérable. J'aurais le cruel reproche à me faire d'être l'homicide de moi-même; de sorte que si l'intérêt de la volupté m'entraîne, l'intérêt de ma conservation m'arrête.

Demande. Je n'ai rien à répliquer à ces raisons. Mais si vous êtes si rigide envers vous-même, vous serez sans doute dur envers les autres?

Réponse. Je ne suis pas dur envers moi-même, je ne suis que sage; je ne me refuse que les choses nuisibles à ma santé, à ma réputation, à mon honneur, et bien loin d'être insensible, je compatis à tous les maux de mes semblables. Je ne m'y borne pas, je tâche de les assister et de leur rendre tous les services qui dépendent de moi, soit en les secourant de mon bien dans leur indigence, soit en les conseillant dans leurs embarras, soit en découvrant leur innocence quand on les calomnie, soit en les recommandant lorsque j'en trouve l'occasion.

Demande. Si vous donnez beaucoup en aumônes, vous épuiserez vos fonds.

Réponse. Je donne selon mes moyens. C'est un capital qui rapporte au centuple par le sensible plaisir que l'on éprouve en soulageant un malheureux.

Demande. Mais on risque plus quand on se rend le défenseur des opprimés.

Réponse. Verrai-je l'innocence persécutée sans l'assister? Moi, sachant et pouvant servir de témoin contre la fausseté de l'accusation, je trahirais la vérité, pouvant la faire connaître, et je manquerais à tous les devoirs de l'honnête homme par insensibilité ou par faiblesse!

Demande. Cependant, vu comme le monde va, toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire.

Réponse. Pour l'ordinaire, c'est la manière dure de dire la vérité qui la rend odieuse; mais en l'annonçant modestement et sans faste, il est rare qu'elle soit mal reçue. Enfin j'éprouve le

besoin d'être assisté et défendu; de qui pourrai-je exiger de pareils services, si je ne m'en acquitte pas moi-même?

Demande. En servant les hommes, on n'oblige souvent que des ingrats; que vous reviendra-t-il de vos peines?

Réponse. Il est beau de faire des ingrats; il est infâme de l'être.

Demande. La reconnaissance est un poids bien pesant, et souvent insupportable; on ne s'acquitte jamais d'un bienfait. Ne trouvez-vous pas qu'il est dur de le porter toute sa vie?

Réponse. Non, parce que ce souvenir me rappelle sans cesse les belles actions de mes amis; la mémoire de leurs nobles procédés est longue dans mon esprit; je n'ai la mémoire courte que sur le sujet des offenses. Il n'est point de vertu sans reconnaissance; elle est l'âme de l'amitié, de la plus douce consolation de la vie. C'est elle qui nous lie à nos parents, à notre patrie, à nos bienfaiteurs. Non, je n'oublierai jamais la société qui m'a vu naître, le sein qui m'a allaité, le père qui m'a élevé, le sage qui m'a instruit, la langue qui m'a défendu, le bras qui m'a assisté.

Demande. J'avoue que les services qu'on vous a rendus vous ont été utiles; mais quel intérêt propre vous oblige à la reconnaissance?

Réponse. Le plus grand de tous, celui de me ménager des amis dans le besoin, de mériter par ma reconnaissance que des âmes bienfaisantes m'assistent, parce qu'aucun homme ne peut se passer de secours, et qu'il faut s'en rendre digne, enfin parce que le public abhorre les ingrats, qu'il les regarde comme les perturbateurs des plus doux liens de la société, qu'ils rendent l'amitié dangereuse, les bons offices nuisibles à ceux qui s'en acquittent, parce qu'enfin ils rendent le mal pour le bien. Il faut avoir un cœur insensible, pervers, atroce, pour être ingrat. Serai-je capable d'une pareille noirceur? Me rendrai-je indigne de la société des honnêtes gens? Agirai-je contre cet instinct secret de mon cœur qui me crie: Ne sois pas inférieur à tes bienfaiteurs; rends-leur, s'il se peut, au centuple les services que tu reçus de leur générosité? Ah! plutôt que la mort termine mes jours, que je ne les souille par une telle infamie! Pour que je sois gai et content, il faut que je sois satisfait de moi-même; il faut, le soir, qu'en récapitulant mes actions, je trouve de quoi flatter mon amour-

propre, et non de quoi le ravaler : plus je trouve en moi de traces de justice, de générosité, de noblesse, de reconnaissance, de grandeur d'âme, plus je suis satisfait.

Demande. Mais cette reconnaissance, vous l'étendez envers la patrie ; que lui devez-vous ?

Réponse. Tout, mes faibles talents, mes soins, mon amour, ma vie.

Demande. Il est vrai que l'amour de la patrie a produit en Grèce comme à Rome les plus belles actions. C'était par ce principe, et tant que les lois de Lycurgue furent observées, que Lacédémone soutint son empire ; c'était par une suite de cet attachement inviolable pour leur patrie que la république romaine éleva des citoyens qui la rendirent maîtresse du monde. Mais comment combinez-vous votre intérêt avec celui de votre patrie ?

Réponse. Je le combine sans peine, parce que toute belle action enchaîne et entraîne sa récompense à sa suite. Ce que je sacrifie de mon intérêt, je le regagne en réputation ; et la patrie, en bonne mère, se trouve même d'ailleurs obligée de récompenser les services qu'on lui rend.

Demande. En quoi peuvent consister ces services ?

Réponse. Ils sont innombrables. On peut être utile à sa patrie en élevant ses enfants avec les principes de bons citoyens et d'honnêtes gens, en perfectionnant l'agriculture sur ses terres, en administrant la justice équitablement et avec impartialité, en maniant les deniers publics avec désintéressement, en tâchant d'illustrer son siècle par sa vertu ou par ses lumières, en embrassant le métier des armes par un pur sentiment d'honneur, en renonçant à la mollesse en faveur de la vigilance et de l'activité, à l'intérêt en faveur de la réputation, à la vie en faveur de la gloire, en acquérant toutes les connaissances qui sont nécessaires pour réussir dans cet art si difficile, afin de pouvoir défendre les intérêts de ma patrie au péril de mes jours. Voilà mes devoirs.

Demande. C'est vous charger de bien des soins et des peines.

Réponse. La patrie réprouve les citoyens qui lui sont inutiles, c'est un fardeau qui la surcharge. Par une convention tacite, tout membre doit contribuer au bien de la grande famille, qui est l'État ; et comme on émonde dans les plants d'arbres les rameaux

stériles, qui ne portent point de fruits, on rejette également les débauchés, les fainéants, et toute cette race d'hommes oisifs et pour la plupart pervers qui se concentrent en eux-mêmes, et, contents de tirer des avantages de la société, ne contribuent en rien à son utilité. Pour moi, je voudrais, si je puis y réussir, aller au delà de mes devoirs. Une noble émulation m'excite à imiter de grands exemples. Pourquoi jugez-vous assez mal de moi pour me croire incapable des efforts de vertu dont d'autres hommes nous ont fourni les modèles? Ne suis-je pas doué des mêmes organes qu'eux? N'ai-je pas un cœur capable des mêmes sentiments? Ferai-je rougir mon siècle, et, par une conduite lâche, donnerai-je lieu de soupçonner que notre génération dégénère des vertus de ses aïeux? Après tout, ne suis-je pas mortel? Sais-je quand ma course sera bornée, et, mourir pour mourir, ne vaut-il pas mieux que mon dernier moment me couvre de gloire, et perpétue mon nom jusqu'à la fin des siècles, que d'expirer après avoir mené une vie fainéante et obscure, en proie à des maladies plus cruelles que les traits de l'ennemi, et d'ensevelir avec moi dans le tombeau le souvenir de ma personne, de mes actions et de mon nom? Je veux mériter qu'on me connaisse, je veux être vertueux, je veux servir ma patrie, et je veux occuper mon petit coin dans le temple de la Gloire.

Demande. En pensant ainsi, vous l'occuperez sans doute. Platon a dit que la dernière passion du sage, c'était l'amour de la gloire. Je suis ravi de vous voir dans d'aussi bonnes dispositions. Vous savez que le véritable bonheur des hommes consiste dans la vertu. Persévérez dans ces nobles sentiments, et vous ne manquerez ni d'amis pendant votre vie, ni de réputation après votre mort.

X.

LETTRE
SUR L'ÉDUCATION.

LETTRE

D'UN GÉNEVOIS A M. BURLAMAQUI,[a]

PROFESSEUR A GENÈVE.

Après vous avoir exposé tout ce qui regarde le gouvernement de ce pays-ci, je croyais avoir satisfait amplement à votre curiosité; mais je me suis trompé. Vous trouvez que la matière n'est pas épuisée, vous considérez l'éducation de la jeunesse comme un des objets les plus importants d'un bon gouvernement, et vous voulez être instruit des attentions qu'on y porte dans l'État où je suis. Cette question que vous me faites en peu de mots vous attirera une réponse qui passera les bornes d'une lettre ordinaire, par les discussions indispensables dans lesquelles elle m'entraîne. J'aime à considérer cette jeunesse qui s'élève sous nos yeux; c'est la génération future qui est confiée à l'inspection de la race présente, c'est un nouveau genre humain qui s'achemine pour remplacer celui qui existe, ce sont les espérances et les forces de l'État renaissantes, qui, bien dirigées, perpétueront sa splendeur et sa gloire. Je pense bien, comme vous, qu'un prince sage doit mettre toute son application à former dans ses États des citoyens utiles et vertueux. Ce n'est pas d'aujourd'hui que j'ai examiné l'éducation qu'on donne à la jeunesse dans les différents États de l'Europe. Cette foule de grands hommes qu'ont produits la

[a] Jean-Jacques Burlamaqui, né à Genève en juillet 1694, y mourut au mois d'avril 1748. On a de lui deux ouvrages : les *Principes du Droit naturel,* publiés par l'auteur à Genève en 1747, in-4, et le *Droit public*, Genève, 1751, ouvrage posthume, tiré des cahiers de ses élèves.

république des Grecs et la république romaine m'ont prévenu en faveur de la discipline des anciens, et je me suis convaincu qu'en suivant leur méthode on formerait une nation qui aurait plus de mœurs et de vertu que n'ont nos peuples modernes. L'éducation qu'on donne à la noblesse est certainement répréhensible d'un bout de l'Europe à l'autre. Dans ce pays-ci, elle en reçoit la première teinture dans la maison paternelle, la seconde dans les académies et les universités, la troisième, elle se la donne elle-même, parce qu'on l'émancipe trop tôt, et c'est la plus mauvaise. Dans la maison paternelle, l'amour aveugle des parents nuit à la correction nécessaire de leurs enfants; les mères surtout, ce qui soit dit en passant, gouvernant assez despotiquement leurs maris, ne connaissent qu'une indulgence sans bornes pour tout principe d'éducation. On abandonne les enfants entre les mains des domestiques, qui les flattent, qui les corrompent en leur inspirant des maximes pernicieuses, maximes qui ne germent que trop par les profondes impressions qu'elles font sur des cerveaux encore tendres. Le mentor qu'on leur choisit est d'ordinaire, ou un candidat en théologie, ou un apprenti jurisconsulte, espèce de gens qui auraient le plus grand besoin d'être morigénés eux-mêmes. Sous ces habiles docteurs, le jeune Télémaque apprend son catéchisme, le latin, à toute force un peu de géographie, la langue française par l'usage. Père et mère applaudissent au chef-d'œuvre qu'ils ont mis au monde, et, de crainte que le chagrin ne flétrisse la santé de ce phénix, personne n'ose le reprendre. A dix ou douze ans le jeune seigneur est envoyé à l'académie, dont on ne manque pas ici. Il y en a plusieurs, comme le Joachim, la nouvelle académie de Berlin,[a] celle du dôme de Brandebourg, et celle de Cloître-Bergue à Magdebourg; elles sont fournies de professeurs habiles. Le seul reproche qu'on peut leur faire est peut-être qu'ils s'appliquent uniquement à remplir la mémoire de leurs élèves, qu'ils ne les accoutument pas à penser par eux-mêmes, qu'on n'exerce pas d'assez bonne heure leur jugement, qu'on néglige de leur élever l'âme et de leur inspirer des sentiments nobles et vertueux.

Le jeune homme n'a pas mis le pied au delà du seuil de l'aca-

[a] L'Académie des nobles, fondée en 1765. Voyez ci-dessus, p. 77.

démie, qu'il oublie tout ce qu'il avait appris, parce qu'il ne s'est proposé que de réciter sa leçon par cœur à son pédagogue, et, n'en ayant plus besoin, les traces en sont effacées par des idées nouvelles et par l'oubli. Ce temps perdu dans le collége, je l'attribue au vice de l'éducation plutôt qu'à la légèreté de la jeunesse. Pourquoi ne fait-on pas comprendre à l'élève que la gêne que l'étude lui impose tournera à son plus grand avantage? Pourquoi n'exerce-t-on pas son jugement, non pas en lui apprenant simplement la dialectique, mais en le faisant raisonner lui-même? Ce serait le moyen de lui faire concevoir qu'il lui est utile de ne pas oublier ce qu'il vient d'apprendre.

Au sortir de l'académie, les pères envoient leurs enfants, ou bien à l'université, ou bien ils les placent dans l'armée, ou ils leur font obtenir des emplois civils, ou ils les relèguent dans leurs terres. Les universités de Halle et de Francfort-sur-l'Oder sont celles où ils vont perfectionner leurs études; elles sont composées d'aussi bons professeurs que le temps en produit. On s'aperçoit cependant avec regret que l'étude des langues grecque et latine n'y est plus aussi en vogue qu'autrefois. Il semble que ces bons Germains, dégoûtés de la profonde érudition dont ils étaient en possession autrefois, veulent à présent parvenir à la réputation avec le moins de frais que possible; ils ont l'exemple d'une nation voisine qui se contente d'être aimable, et ils deviendront incessamment superficiels. La vie que les étudiants menaient par le passé aux universités était un objet de scandale public. Au lieu que ces lieux doivent se considérer comme le sanctuaire des muses, c'était l'école des vices et du libertinage; des bretteurs à office y faisaient le métier de gladiateurs, la jeunesse passait sa vie dans le désordre et dans les excès, elle y apprenait tout ce qu'elle aurait dû ignorer à jamais, et elle ignorait ce qu'elle aurait dû apprendre. L'abus de ces désordres alla au point qu'il y eut des étudiants de tués. Cela réveilla le gouvernement de sa léthargie, et il fut assez éclairé pour refréner cette licence et pour ramener les choses au but de leur institution. Depuis, les pères peuvent envoyer leurs enfants à l'université avec la juste confiance qu'ils s'y pourront instruire, et sans appréhender que leurs mœurs ne se pervertissent. Cet abus de réformé, il en reste encore bien d'autres qui mérite-

raient une égale correction. L'intérêt et la paresse des professeurs empêchent que les connaissances ne se répandent aussi abondamment qu'il serait à souhaiter; ils se contentent de satisfaire à leur devoir le plus mincement qu'ils peuvent, ils lisent leurs colléges, et voilà tout. Si les étudiants exigent d'eux des heures privées, ce n'est que par des prix exorbitants qu'ils les obtiennent; ce qui empêche ceux qui ne sont pas riches de profiter d'une fondation publique faite pour instruire et pour éclairer tous ceux que le besoin des connaissances y attire. Autre défaut : la jeunesse ne compose jamais elle-même ses discours, ses thèses et ses disputes; c'est quelque répétiteur qui les fait, et un étudiant, avec de la mémoire, souvent sans talents, y recueille à peu de frais des applaudissements. N'est-ce pas encourager la jeunesse à la paresse, à la fainéantise, que de lui apprendre à ne rien faire? Il faut une éducation laborieuse pour l'homme; qu'il compose, qu'on le corrige, qu'il rechange son ouvrage, et qu'à force de le lui faire retravailler on l'accoutume à penser avec justesse et à s'énoncer avec exactitude. Au lieu de suivre cette méthode, pendant qu'on exerce la mémoire de la jeunesse, son jugement se rouille; on accumule des connaissances, mais elles manquent du discernement nécessaire qui les rendrait utiles. Autre défaut, c'est le mauvais choix des auteurs qu'on explique. En médecine, il est juste que l'on commence par Hippocrate et Galien, que l'on suive l'histoire de cette science, si c'en est une, jusqu'à nos jours; mais au lieu d'adopter, ou le système de Hoffmann, ou de quelque médecin obscur, pourquoi ne point commenter les excellents ouvrages de Boerhaave, qui semble avoir poussé les connaissances humaines sur le sujet des maladies et des remèdes aussi loin que peut aller la portée de notre intelligence? Il en est de même de l'astronomie et de la géométrie. Il est utile de parcourir tous les systèmes, depuis celui de Ptolémée jusqu'à celui de Newton; mais le bon sens veut qu'on s'arrête sur ce dernier, qui est le plus perfectionné et le plus purgé d'erreurs. Halle a possédé dans les temps précédents un grand homme, fait pour enseigner la philosophie. Vous devinez que c'est du célèbre Thomasius que je parle. Ils n'ont qu'à suivre sa méthode et qu'à l'enseigner de même. D'ailleurs, les universités n'ont pas épuré la philosophie

autant qu'on le pense de la rouille pédantesque. On n'enseigne plus, à la vérité, les quiddités d'Aristote, ni les universaux *a parte rei; doctissimus, sapientissimus* Wolffius[a] a remplacé de nos jours cet ancien héros de l'école, et l'on substitue aux formes substantielles les monades et l'harmonie préétablie, système aussi absurde et aussi inintelligible que celui qu'on a abandonné. Ni plus ni moins, les professeurs répètent ce galimatias, parce qu'ils s'en sont rendu les termes familiers, et parce que c'est la coutume d'être wolffien.

Je me trouvai un jour en compagnie avec un de ces philosophes, le plus entêté des monades; j'osai lui demander humblement s'il n'avait jamais jeté un coup d'œil sur les ouvrages de Locke. J'ai tout lu, reprit-il brusquement. — Je sais, monsieur, lui dis-je, que vous êtes payé pour ne rien ignorer; mais que pensez-vous de ce Locke? — C'est un Anglais, répondit-il sèchement. — Tout Anglais qu'il est, ajoutai-je, il me paraît bien sage; il ne quitte jamais le fil de l'expérience pour se conduire dans les ténèbres de la métaphysique; il est prudent, il est intelligible, ce qui est un grand mérite pour un métaphysicien, et je crois à toute force qu'il pourrait bien avoir raison. A ces paroles, le rouge monta au visage de mon professeur; une colère très-peu philosophique se manifesta dans son regard et par ses gestes, et il me soutint d'une voix plus animée qu'à l'ordinaire qu'ainsi que chaque pays avait son climat différent, chaque État devait avoir son philosophe national. Je repartis que la vérité était de tout pays, et qu'il serait à souhaiter qu'il nous en vînt beaucoup, dût-elle passer pour contrebande aux universités. Au reste, la partie de la géométrie n'est pas aussi cultivée en Allemagne que dans les autres pays de l'Europe. On prétend que les Germains n'ont point de têtes géométriques, ce qui certainement est faux : les noms de Leibniz et de Copernic prouvent le contraire. La cause en est, ce me semble, que cette science manque d'encouragement et surtout de professeurs assez habiles pour l'enseigner.

Je reviens à présent à la jeune noblesse, que nous avons quittée au sortir des académies et des universités. C'est le moment où les parents décident du parti que leurs enfants doivent

[a] Voyez t. I, p. 231 et 236, t. II, p. 38, et t. VII, p. 106.

prendre; pour l'ordinaire, le hasard détermine ce choix. La plupart de ces jeunes seigneurs craignent l'état militaire, parce qu'il est dans ce pays une véritable école de mœurs; on ne passe rien aux jeunes officiers, on les oblige d'avoir une conduite sage, réglée et décente; ils sont éclairés de près, ils ont des surveillants qui ne les épargnent pas; s'ils sont incorrigibles, à quelque appui qu'ils tiennent d'ailleurs, on les oblige à quitter, et dès lors il n'y a plus pour eux de considération à attendre. C'est précisément ce qui leur répugne, car ils voudraient, à l'ombre d'un grand nom, se livrer sans contrainte aux caprices de leur fantaisie et au déréglement de leurs mœurs; d'où il vient que peu d'enfants des premières maisons servent dans les armées. Le corps des cadets y supplée; cette pépinière est confiée aux soins d'un officier d'un grand mérite,[a] qui place le bonheur de sa vie à former cette jeunesse en présidant à son éducation, en lui élevant l'âme, en lui inculquant des principes de vertu, et en s'efforçant de les rendre utiles à la patrie. Cet établissement étant destiné pour la pauvre noblesse, les premières familles n'y placent pas leurs enfants. Si le père fait entrer son fils dans les finances ou dans la justice, dès ce moment il le perd de vue, il est abandonné à lui-même, et le hasard décide du pli qu'il prendra. Souvent, au sortir des universités, on établit l'héritier sur ses terres, où tout ce qu'il a pu apprendre lui devient autant qu'inutile. Voilà en gros la marche qu'on tient pour l'éducation de la jeunesse. Voici le mal qui en résulte.

La mollesse de cette première éducation rend les jeunes gens efféminés, commodes, paresseux et lâches. Au lieu de ressembler à la race des anciens Germains, on les prendrait pour une colonie de Sybaris transplantée dans cette contrée; ils croupissent dans l'oisiveté et dans la fainéantise; ils pensent qu'ils ne sont au monde que pour avoir du plaisir et des commodités, et que des hommes comme eux sont dispensés du devoir d'être utiles à la société; de là ces écarts, ces folies, ces dettes qu'ils contractent, ces débauches, ces prodigalités qui ont ruiné dans ce pays tant de familles opulentes. J'avoue que ces défauts tiennent autant à l'âge qu'à l'éducation; je conviens que la jeunesse se ressemble

[a] Le lieutenant-général de Buddenbrock. Voyez ci-dessus, p. 84.

partout, à quelques nuances près, et j'avoue que dans cet âge où les passions sont les plus vives, la raison n'est pas toujours la plus forte. Cependant je suis persuadé que par une discipline sage, plus mâle, et, quand il en est besoin, plus sévère, on arrêterait bien des fils de famille au bord de l'abîme où ils vont se précipiter. Le déréglement de leurs mœurs tire d'autant plus à conséquence dans ce pays-ci, que le droit de primogéniture n'y est point établi comme en Autriche et dans les autres provinces de l'Impératrice-Reine; il ne faut qu'un mauvais sujet dans une famille pour qu'elle tombe dans la décadence et dans la misère. Des exemples aussi frappants devraient, ce me semble, redoubler l'attention des pères pour veiller avec plus de soin à la correction de leurs enfants, afin de les rendre capables de soutenir le lustre de leurs ancêtres, de devenir des sujets utiles à leur patrie et dignes de s'attirer une considération personnelle. On croit communément d'avoir bien pourvu à sa succession en accumulant des richesses pour ses enfants, en leur faisant des établissements, en leur procurant des emplois. Ce sont sans doute des soins dignes de bons parents, mais il ne faut point s'y borner; le point principal est de former leurs mœurs et de prématurer leurs jugements. J'ai souvent été sur le point de m'écrier : Pères de famille, aimez vos enfants, on vous y convie, mais d'un amour raisonnable qui se dirige vers leur véritable bien. Regardez ces jeunes créatures, que vous avez vues naître, comme un dépôt sacré que la Providence vous a confié; votre raison doit leur servir d'appui dans la débilité de leur âge et dans leurs faibles. Ils ne connaissent point le monde; vous le connaissez; c'est donc à vous à les former tels que le demande leur propre avantage, le bien de votre famille et celui de la société. Je le répète, formez donc leurs mœurs, inculquez-leur des sentiments vertueux, élevez leur âme, rendez-les laborieux, cultivez soigneusement leur raison, qu'ils réfléchissent sur leurs démarches, qu'ils soient sages, circonspects, qu'ils aiment la frugalité et la simplicité. Confiez alors en mourant votre héritage à leurs bonnes mœurs; il sera bien administré, et votre famille se soutiendra dans son lustre; sinon la dissipation et les déréglements commenceront au moment de votre mort, et si vous pouviez ressusciter dans trente ans, vous trou-

veriez vos beaux établissements possédés par des mains étrangères. J'en reviens toujours aux lois des Grecs et des Romains. Je crois qu'il faudrait établir, à leur instar, qu'on n'émancipât les fils qu'à l'âge de vingt-six ans, que les pères fussent en quelque manière responsables de leur conduite. Sans doute qu'alors on n'abandonnerait pas la jeunesse à la compagnie pernicieuse des domestiques; sans doute qu'on ferait un choix plus éclairé des maîtres et des gouverneurs qu'on leur donnerait, auxquels on confie tout ce qu'on a de plus précieux; sans doute que le père même corrigerait son fils, et le punirait, dans le besoin, pour étouffer des vices naissants. Ajoutez à ceci quelques réformes nécessaires dans les académies et dans les universités, pour qu'en remplissant la mémoire de la jeunesse, on ne négligeât pas la partie du raisonnement, qui est la principale; qu'au sortir des études les pères aient l'œil à ce que leurs enfants ne se corrompent pas par la fréquentation de mauvaises compagnies, parce que les premiers exemples font une impression si forte sur la jeunesse, soit bons ou mauvais, qu'ils déterminent souvent invariablement son caractère. C'est un des grands écueils dont il faut la garantir. De là viennent l'esprit d'inapplication, la débauche, le jeu et tous les vices. Les devoirs des pères s'étendent encore plus loin; je crois qu'ils devraient employer davantage leur discernement pour apprécier au juste les talents de leurs fils, afin de les destiner à quoi les détermine leur génie. Quelques connaissances qu'ils aient acquises, ils n'en sauraient trop avoir, quel que soit le parti qu'ils embrassent; le métier des armes en exige de très-étendues. C'est une assertion ridicule et impertinente qui est dans la bouche de beaucoup de monde : Mon fils ne veut pas étudier; il sera toujours bon pour en faire un soldat. Oui, un fantassin, mais pas un officier propre pour se pousser aux premiers emplois, seul but cependant auquel il doit tendre. Il arrive encore que l'impatience et l'ardeur des pères donne lieu à un autre inconvénient : ils désirent pour leurs enfants des fortunes trop rapides, ils veulent qu'ils passent de plain-pied des grades subalternes aux plus élevés, avant que l'âge ait amené leur capacité et mûri leur raison.

La justice, les finances, la politique, le militaire honorent sans doute une naissance illustre; mais tout serait perdu dans un

État, si la naissance devait l'emporter sur le mérite, principe aussi erroné, aussi absurde, qu'un gouvernement qui l'adopterait en éprouverait de funestes conséquences.[a] Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait des exceptions à la règle, et qu'il ne se trouve des sujets prématurés dont le mérite et les talents sollicitent en leur faveur; il serait seulement à souhaiter que les exemples en fussent plus communs. Enfin je suis persuadé qu'on fait des hommes ce que l'on veut. Il est constant que les Grecs et les Romains ont produit une foule de grands hommes en tout genre, et qu'ils en étaient redevables à cette éducation mâle que leurs lois avaient établie. Et si ces exemples paraissent trop surannés, considérons les travaux du czar Pierre I[er], qui parvint à policer une nation entièrement barbare; pourquoi ne corrigerait-on donc pas chez un peuple civilisé quelques vices de l'éducation? On croit faussement que les arts et les sciences amollissent les mœurs. Tout ce qui éclaire l'esprit, tout ce qui étend la sphère de ses connaissances, élève l'âme au lieu de la dégrader. Mais ce n'est pas le cas de ce pays-ci; plût à Dieu que les sciences y fussent plus aimées! C'est la méthode d'élever qui est défectueuse; qu'on la corrige, et l'on verra renaître les mœurs, les vertus et les talents. Cette jeunesse efféminée m'a souvent fait penser ce que dirait Arminius, ce fier défenseur de la Germanie, s'il voyait la génération de ces Suèves et des Sennons dégénérée, abâtardie et avilie; mais que ne dirait pas le grand électeur Frédéric-Guillaume, lui, qui, chef d'une nation mâle, chassa avec des hommes les Suédois de ses États, qu'ils dévastaient? Que sont devenues ces familles si célèbres de son temps, et quels sont leurs rejetons? Mais que deviendront celles qui fleurissent de nos jours? Quiconque est père doit faire de pareilles réflexions, pour s'encourager à remplir tous les devoirs qu'il doit à la postérité.

J'en viens à présent au sexe féminin, qui influe si prodigieusement sur l'autre. On distingue ici les femmes d'un certain âge, par l'éducation supérieure qu'elles ont reçue, de celles qui entrent récemment dans le grand monde; elles ont des connaissances, de l'agrément dans l'esprit, et une gaieté toujours décente. Ce contraste me parut si frappant, que j'en demandai la raison à un de

[a] Voyez ci-dessus, p. 39.

mes amis. «Autrefois, me dit-il, il y avait quelques femmes à «talents qui recevaient des filles de condition en pension chez «elles; tout le monde s'empressait d'y placer ses enfants. C'est «dans ces établissements que ces dames auxquelles vous applau-«dissez ont été élevées. Ces écoles ont cessé à la mort de celles «qui les avaient instituées, personne ne les a remplacées; ce qui «oblige chaque particulier d'élever ses enfants chez soi. La plu-«part des méthodes que l'on suit sont répréhensibles. On ne se «donne pas la peine de cultiver l'esprit des filles, on les laisse «sans connaissances, sans même leur inspirer des sentiments de «vertu et d'honneur. L'éducation commune roule sur les grâces «extérieures, sur l'air, sur l'ajustement; ajoutez à cela une légère «teinture de musique, l'érudition de quelques comédies ou de «quelques romans, la danse, le jeu, et vous avez un abrégé de «toutes les connaissances du sexe.»

Je vous avoue que je fus surpris que des gens de la première condition élèvent leurs enfants comme des filles de théâtre; elles semblent mendier les regards du public, elles se contentent de plaire, et elles ne paraissent pas rechercher l'estime et la considération. Quoi! leur destination ne les appelle-t-elle pas à devenir mères de famille? Ne devrait-on pas diriger toute leur instruction à ce but, leur inspirer de bonne heure de l'horreur pour tout ce qui les déshonore, leur faire connaître les avantages de la sagesse, qui sont utiles et durables, au lieu que ceux de la beauté se passent et se fanent? Ne faudrait-il pas les rendre capables de former avec le temps leurs enfants aux bonnes mœurs? Et comment le prétendre d'elles, si elles n'en ont point elles-mêmes, si le goût de l'oisiveté, de la frivolité, du luxe, de la dépense, et si des scandales publics les empêchent de donner un bon exemple à leur famille? Je vous avoue que la négligence des pères de famille me paraît impardonnable; si leurs enfants se perdent, ils en sont la cause.

On regarde avec indulgence les Circassiens, parce qu'ils sont barbares, de ce qu'ils élèvent leurs filles à tous les manéges de la coquetterie et de la volupté, pour les vendre ensuite plus chèrement au sérail de Constantinople; c'est un trafic d'esclaves. Mais que chez un peuple libre et policé la première noblesse semble se

conformer à cet usage, qu'elle se respecte assez peu pour mépriser le blâme qu'attirera sur sa famille la conduite d'une fille sans mœurs et sans vertu, c'est ce que la postérité la plus reculée leur reprochera éternellement. Allons au fait. Le déréglement des femmes prend sa source plutôt dans la vie oisive qu'elles mènent que dans l'ardeur de leur tempérament; passer deux ou trois heures devant le miroir à méditer, à raffiner, à admirer leurs charmes, passer toute l'après-dînée en médisances, ensuite au spectacle, le soir au jeu, puis le souper et encore le jeu, est-ce avoir le temps de faire un retour sur soi-même, et l'ennui, dans cette vie molle et oiseuse, ne les incite-t-il pas d'avoir recours à des plaisirs d'un autre genre, ne fût-ce que pour la variété, ou pour éprouver un sentiment nouveau?

Occuper les hommes, c'est les empêcher d'être vicieux. La vie de la campagne, simple, rustique et laborieuse, est plus innocente que celle qu'un tas de fainéants mènent dans les grandes villes. C'est une ancienne maxime des généraux que, pour empêcher la licence, le désordre, les émeutes dans les camps, il faut donner de l'occupation au soldat. Les hommes se ressemblent tous. Si l'on n'est pas assez stupide pour voir du même œil la conduite dévergondée de ses proches ou leurs mœurs pudiques et sages, qu'on leur apprenne à s'occuper eux-mêmes. Une fille peut s'amuser à des ouvrages de femme, à la musique, à la danse même; mais surtout qu'on s'applique à lui former l'esprit, à lui donner du goût pour les bons ouvrages, qu'on exerce son jugement, qu'on nourrisse sa raison par la lecture de choses solides, qu'elle ne rougisse point de s'instruire de l'économie; il vaut bien mieux qu'elle règle les comptes de sa maison elle-même, et qu'elle les tienne en ordre, que de contracter follement des dettes de tout côté, sans penser à restituer ce que la bonne foi de ses débiteurs lui a longtemps avancé.

Je vous avoue que je me suis souvent indigné en me représentant à quel point en Europe on méprise cette moitié de l'espèce humaine, jusqu'à négliger tout ce qui peut perfectionner sa raison. Nous voyons tant de femmes qui ne le cèdent pas aux hommes! Il est en notre siècle de grandes princesses qui l'emportent de beaucoup sur leurs prédécesseurs, il en est.... mais je n'ose les

nommer, de crainte de leur déplaire en blessant leur extrême modestie, qui met le comble à leurs vertus et à leurs talents. Avec une éducation plus mâle, plus vigoureuse, ce sexe l'emporterait sur le nôtre : il possède les charmes de la beauté; ceux de l'esprit ne leur sont-ils pas préférables?

Allons au fait. La société ne peut subsister sans des mariages légitimes qui la reproduisent et qui la rendent éternelle. Il faut donc soigner ces jeunes plantes qu'on forme pour devenir les souches de la postérité, de manière que le mâle et la femelle puissent remplir également les devoirs de chefs de famille. Il faut que la raison, l'esprit, les talents, les bonnes mœurs et la vertu servent également de base à cette éducation, afin que ceux qui l'ont reçue puissent la transmettre à ceux auxquels ils donneront la vie.

Enfin, pour ne rien oublier de ce qui peut tenir à cette matière, je dois y ajouter l'abus de l'autorité paternelle, qui force quelquefois les filles à se soumettre au joug d'un mariage mal assorti. Le père ne consulte que l'intérêt de sa famille, et quelquefois il ne suit que son caprice pour le choix de son gendre; ou il tombe sur un richard, sur un homme suranné, ou sur quelque sujet qui lui plaît. Il appelle sa fille, et lui dit : Mademoiselle, j'ai résolu de vous donner monsieur un tel pour époux. Sa fille, en gémissant, lui répond : Mon père, votre volonté soit faite. Voilà deux personnes unies, de caractère, d'inclination, de mœurs incompatibles; le trouble entre dans ce nouveau ménage du jour que ce malheureux lien a été formé, et bientôt il est suivi de l'aversion, de la haine et du scandale. Voilà donc deux malheureux; le grand but du mariage est manqué. Monsieur et madame se séparent, ils dissipent leur bien dans le désordre, ils tombent dans le mépris, et finissent par la misère. Je respecte autant que personne l'autorité paternelle, et je ne m'élève point contre elle; mais je voudrais que ceux qui l'ont en main n'en abusassent pas en contraignant leurs enfants à se marier lorsqu'il se trouve une espèce d'antipathie entre les caractères et les âges; qu'ils choisissent pour eux-mêmes selon leur fantaisie, mais qu'ils consultent leurs enfants quand il s'agit d'un engagement dont dépend leur bonheur ou leur malheur pour toute leur vie. Si cela ne rend

pas tous les mariages meilleurs, c'est au moins ôter une excuse à ceux qui rejettent les désordres de leur conduite sur la violence que leurs parents leur ont faite.

Voilà en gros, monsieur, les observations que j'ai faites dans ce pays sur les vices de l'éducation. Si vous me trouvez enthousiaste du bien public, je me glorifierai du défaut que vous me reprochez. En exigeant beaucoup des hommes, on en obtient au moins quelque chose. Vous qui avez une nombreuse famille, sage et prudent comme je vous connais, vous avez réfléchi sur les devoirs que la condition de père vous impose, et vous trouverez dans vos pensées le germe de celles que je viens de développer. Dans le grand monde, on ne se recueille guère; on se contente d'idées vagues, on réfléchit moins encore, on suit l'usage et la tyrannie de la mode, qui s'étend jusque sur l'éducation. Il ne faut donc point s'étonner si les suites et les conséquences répondent aux principes erronés par lesquels on agit. Je m'indigne des peines qu'on se donne dans ce climat rigoureux pour y faire prospérer des ananas, des pisans et d'autres plantes exotiques, et du peu de soins qu'on se donne pour l'espèce humaine. On me dira tout ce qu'on voudra, mais un homme est plus précieux que tous les ananas de l'univers; c'est la plante qu'il faut cultiver, celle qui mérite tous nos soins et tous nos travaux, parce que c'est elle qui fait l'ornement et la gloire de la patrie.

Je suis, etc.

XI.

EXAMEN

DE

L'ESSAI SUR LES PRÉJUGÉS.

EXAMEN
DE L'ESSAI SUR LES PRÉJUGÉS.

Je viens de lire un livre intitulé *Essai sur les préjugés*. En l'examinant, ma surprise a été extrême de trouver qu'il en était rempli lui-même. C'est un mélange de vérités et de faux raisonnements, de critiques amères et de projets chimériques, débités par un philosophe enthousiaste et fanatique. Pour vous en rendre un compte exact, je me verrai obligé d'entrer en quelque détail; cependant, comme je n'ai point de temps à perdre, je me bornerai à quelques remarques sur les objets les plus importants.

Je m'attendais à trouver de la sagesse et beaucoup de justesse de raisonnement dans l'ouvrage d'un homme qui affiche le philosophe à chaque page; je me figurais de n'y trouver que lumière et qu'évidence : cela en est bien éloigné. L'auteur se représente le monde à peu près tel que Platon avait imaginé sa république, susceptible de la vertu, du bonheur et de toutes les perfections. J'ose l'assurer qu'il n'en est pas ainsi dans le monde que j'habite : le bien et le mal s'y trouvent mêlés partout, le physique et le moral se ressentent également des imperfections qui le caractérisent. Il affirme magistralement que la vérité est faite pour l'homme, et qu'il la lui faut dire en toutes les occasions. Ceci mérite d'être examiné. Je m'appuierai sur l'expérience et sur l'analogie pour lui prouver que les vérités de spéculation, bien loin de paraître faites pour l'homme, se dérobent sans cesse à ses recherches les plus pénibles; c'est un aveu humiliant pour l'amour-propre, que la force de la vérité m'arrache. La vérité

est dans le fond d'un puits, d'où les philosophes s'efforcent de la retirer; tous les savants se plaignent des travaux qu'il leur en coûte pour la découvrir. Si la vérité était faite pour l'homme, elle se présenterait naturellement à ses yeux; il la recevrait sans efforts, sans longues méditations, sans s'y méprendre, et son évidence, victorieuse de l'erreur, entraînerait infailliblement la conviction après elle; on la distinguerait à des signes certains de l'erreur, qui souvent nous trompe en paraissant sous cette forme empruntée; il n'y aurait plus d'opinions, il n'y aurait que des certitudes. Mais l'expérience m'apprend tout le contraire : elle me montre qu'aucun homme n'est sans erreur; que les plus grandes folies que l'imagination en délire ait enfantées en tous les âges sont sorties du cerveau des philosophes; que peu de systèmes de philosophie sont exempts de préjugés et de faux raisonnements; elle me rappelle les tourbillons que Des Cartes imagina, l'Apocalypse que Newton, le grand Newton commenta, l'harmonie préétablie que Leibniz, génie égal à celui de ces grands hommes, avait inventée. Convaincu de la faiblesse de l'entendement humain et frappé des erreurs de ces célèbres philosophes, je m'écrie : Vanités des vanités, vanité de l'esprit philosophique!

L'expérience, en poussant ses recherches plus loin, me montre l'homme, en tous les siècles, dans l'esclavage perpétuel de l'erreur, le culte religieux des peuples fondé sur des fables absurdes, accompagné de rites bizarres, de fêtes ridicules et de superstitions auxquelles ils attachaient la durée de leur empire, et des préjugés qui règnent d'un bout du monde à l'autre.

En recherchant la cause de ces erreurs, on trouve que l'homme même en est le principe. Les préjugés sont la raison du peuple, et il a un penchant irrésistible pour le merveilleux; ajoutez à cela que la plus nombreuse partie du genre humain, ne pouvant vivre que par un travail journalier, croupit dans une ignorance invincible; elle n'a le temps ni de penser ni de réfléchir. Comme son esprit n'est point rompu au raisonnement, et que son jugement n'est point exercé, il lui est impossible d'examiner selon les règles d'une saine critique les choses sur lesquelles elle veut s'éclaircir, ni de suivre une chaîne de raisonnements par lesquels on pourrait la détromper de ses erreurs. De là vient son attachement pour le

culte qu'une longue coutume a consacré, dont rien ne la peut détacher que la violence. Aussi fut-ce par la force que les nouvelles opinions religieuses ruinèrent les anciennes; les bourreaux convertirent les païens, et Charlemagne annonça le christianisme aux Saxons en soutenant sa doctrine par le fer et par le feu. Il faudrait donc que notre philosophe, pour éclairer les nations, leur prêchât le glaive en main; mais comme la philosophie rend ses disciples doux et tolérants, je me flatte qu'il y pensera encore avant de s'armer de toutes pièces et de revêtir l'équipage d'un convertisseur guerrier.

La seconde cause de la superstition qui se trouve dans le caractère des hommes est ce penchant, cette forte inclination qu'ils ont pour tout ce qui leur paraît merveilleux. Tout le monde le sent, on ne peut s'empêcher de prêter attention aux choses surnaturelles qu'on entend débiter. Il semble que le merveilleux élève l'âme; il semble qu'il ennoblit notre être en ouvrant un champ immense qui étend la sphère de nos idées et laisse une libre carrière à notre imagination, qui s'égare avec complaisance dans des régions inconnues. L'homme aime tout ce qui est grand, tout ce qui inspire de l'étonnement ou de l'admiration; une pompe majestueuse, une cérémonie imposante le frappe, un culte mystérieux redouble son attention. Si on lui annonce, avec cela, la présence invisible d'une Divinité, une superstition contagieuse s'empare de son esprit, s'y fortifie, et s'accroît jusqu'au point de le rendre fanatique. Ces effets singuliers sont des suites de l'empire que ses sens ont sur lui; car il est plus sensible que raisonnable. Voilà donc la plupart des opinions humaines fondées sur des préjugés, des fables, des erreurs et des impostures. Qu'en puis-je conclure autre chose, si ce n'est que l'homme est fait pour l'erreur, que tout l'univers est soumis à son empire, et que nous ne voyons guère plus clair que les taupes? Il faut donc que l'auteur confesse, d'après l'expérience de tous les âges, que le monde étant inondé des préjugés de la superstition, comme nous l'avons vu, la vérité n'est pas faite pour l'homme.

Mais que deviendra son système? Je m'attends que notre philosophe m'arrêtera ici pour m'avertir de ne pas confondre des vérités spéculatives avec celles de l'expérience. J'ai l'honneur de

lui répondre qu'en fait d'opinions et de superstitions il est question de vérités spéculatives; et c'est de quoi il s'est agi. Les vérités d'expérience sont celles qui influent sur la vie civile, et je me persuade qu'un grand philosophe comme notre auteur ne s'imaginera pas d'éclairer les hommes en leur apprenant qu'on se brûle dans le feu, qu'on se noie dans l'eau, qu'il faut prendre des aliments pour conserver la vie, que la société ne peut subsister sans la vertu, et autres choses aussi communes que connues. Mais allons plus loin.

L'auteur dit, au commencement de son ouvrage, que, la vérité étant utile à tous les hommes, il faut la leur dire hardiment et sans réserve; et dans le huitième chapitre, si je ne me trompe, car je cite de mémoire, il s'explique sur un ton différent. et il soutient que les mensonges officieux sont permis et utiles. Qu'il daigne donc se décider lui-même de la vérité ou du mensonge qui doit l'emporter, afin que nous sachions à quoi nous en tenir. Si j'ose hasarder mon sentiment après celui d'un aussi grand philosophe, je serais d'avis qu'un homme raisonnable ne doit abuser de rien, pas même de la vérité; je ne manquerai pas d'exemples pour appuyer cette opinion. Supposons qu'une femme timide et craintive se trouvât en danger de la vie : si on lui venait annoncer inconsidérément le péril où elle se trouve, son esprit, agité, ému et bouleversé par la crainte de la mort, communiquant au sang un mouvement trop impétueux, en hâterait peut-être le moment; au lieu de cela, si on lui faisait entrevoir des espérances pour son rétablissement, la tranquillité de son âme pourrait peut-être aider les remèdes à opérer son rétablissement. Que gagnerait-on à détromper un homme que les illusions rendent heureux? Il en arriverait comme à ce médecin qui, après avoir guéri un fou, lui demandait son salaire. Le fou lui répondit qu'il ne lui donnerait rien, car, pendant la perte de son bon sens, il s'était cru en paradis, et l'ayant recouvré, il se trouvait en enfer.[a] Si, lorsque le sénat apprit que Varron avait perdu la bataille de Cannes, les patriciens avaient crié dans le Forum : Romains, nous sommes vaincus, Annibal a totalement défait nos armées! ces

[a] Voyez t. VIII, p. 43. Cette anecdote est racontée par Boileau, satire IV, v. 103.

paroles indiscrètes auraient tellement augmenté la terreur du peuple, qu'il aurait abandonné Rome comme après la perte de la bataille de l'Allia, et c'en aurait été fait de la république. Le sénat, plus sage, en dissimulant cette infortune, ranima le peuple à la défense de la patrie, il recruta l'armée, il continua la guerre, et à la fin les Romains triomphèrent des Carthaginois. Il paraît donc constant qu'il faut dire la vérité avec discrétion, jamais mal à propos, et choisir surtout le temps qui lui est le plus convenable.

Si je voulais relancer l'auteur partout où je crois m'apercevoir de quelque inexactitude, je pourrais l'attaquer sur la définition qu'il nous donne du mot paradoxe. Il prétend que ce mot signifie toute opinion qui n'a pas été adoptée, mais qui peut être reçue; au lieu que l'idée ordinaire attachée à ce mot est celle d'une opinion contraire à quelque vérité d'expérience. Je ne m'arrête point à cette bagatelle; mais je ne saurais m'empêcher d'avertir ceux qui prennent le nom de philosophes que leurs définitions doivent être justes, et qu'ils ne doivent se servir des mots que dans leur acception ordinaire.

J'en viens à présent au but de l'auteur. Il ne le déguise point, il donne assez clairement à entendre qu'il en veut aux superstitions religieuses de son pays, qu'il se propose d'en abolir le culte, pour élever sur ses ruines la religion naturelle, en admettant une morale dégagée de tout accessoire incohérent. Ses intentions paraissent pures : il ne veut point que le peuple soit trompé par des fables, que les imposteurs qui les débitent en tirent tout l'avantage, comme les charlatans des drogues qu'ils vendent; il ne veut point que ces imposteurs gouvernent le vulgaire imbécile, qu'ils continuent à jouir du pouvoir dont ils abusent contre le prince et contre l'État; il veut, en un mot, abolir le culte établi, dessiller les yeux de la multitude, et lui aider à secouer le joug de la superstition. Ce projet est grand; reste à examiner s'il est praticable, et si l'auteur s'y est bien pris pour réussir.

Cette entreprise paraîtra impraticable à ceux qui ont bien étudié le monde, et qui ont fouillé dans le cœur humain. Tout s'y oppose, l'opiniâtreté avec laquelle les hommes sont attachés à leurs opinions habituelles, leur ignorance, leur incapacité de

raisonner, leur goût pour le merveilleux, la puissance du clergé et les moyens qu'il a pour se soutenir. Ainsi, dans un pays peuplé de seize millions d'âmes, comme on les compte en France, il faut dès le début renoncer à la conversion de quinze millions huit cent mille âmes, que des obstacles insurmontables attachent à leurs opinions; reste donc à deux cent mille pour la philosophie. C'est beaucoup, et je n'entreprendrais jamais de donner le même tour de pensée à ce grand nombre, aussi différent par sa compréhension, son esprit, son jugement, sa manière d'envisager les choses, que par les traits qui distinguent les physionomies. Supposons encore que les deux cent mille prosélytes aient reçu les mêmes instructions; chacun n'en aura pas moins ses pensées originales, ses opinions séparées, et peut-être il ne s'en trouvera pas deux dans cette multitude qui penseront de même. Je vais plus loin, et j'ose presque assurer que, dans un État où tous les préjugés seraient détruits, il ne se passerait pas trente années, qu'on en verrait renaître de nouveaux, et qu'enfin les erreurs s'étendraient avec rapidité, et l'inonderaient entièrement. Ce qui s'adresse à l'imagination des hommes l'emportera toujours sur ce qui parle à leur entendement. Enfin j'ai prouvé que de tout temps l'erreur a dominé dans le monde; et comme une chose aussi constante peut être envisagée comme une loi générale de la nature, j'en conclus que ce qui a été toujours sera toujours de même.

Il faut cependant que je rende justice à l'auteur, quand elle lui est due. Ce n'est point la force qu'il se propose d'employer pour faire des prosélytes à la vérité; il insinue qu'il se borne à ôter aux ecclésiastiques l'éducation de la jeunesse, dont ils sont en possession, pour en charger des philosophes; ce qui préservera et garantira la jeunesse contre ces préjugés religieux dont jusqu'à présent les écoles l'avaient infectée dès la naissance. Mais j'ose lui représenter que, si même il avait le pouvoir d'exécuter ce projet, son attente se trouverait trompée, en lui citant un exemple de ce qui se passe en France, presque sous ses yeux. Les calvinistes s'y trouvent dans la contrainte d'envoyer leurs enfants aux écoles catholiques : qu'il voie ces pères, comme à leur retour ils sermonnent leurs enfants, comme ils leur font répéter le catéchisme de Calvin, et quelle horreur ils leur inspirent pour le papisme.

Ce fait est non seulement connu, mais il est de plus évident que sans la persévérance de ces chefs de famille, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus de huguenots en France. Un philosophe peut s'élever contre une telle oppression des protestants, mais il n'en doit pas suivre l'exemple; car c'est une violence d'ôter aux pères la liberté d'élever les enfants selon leur volonté; c'est une violence d'envoyer ces enfants à l'école de la religion naturelle, quand les pères veulent qu'ils soient catholiques comme eux. Un philosophe persécuteur serait un monstre aux yeux du sage; la modération, l'humanité, la justice, la tolérance, ces vertus doivent le caractériser. Il faut que ses principes soient invariables, que ses paroles, ses projets et ses actions y répondent en conséquence.

Passons à l'auteur son enthousiasme pour la vérité, et admirons l'adresse dont il se sert pour arriver à ses fins. Nous avons vu qu'il attaque un puissant adversaire, la religion dominante, le sacerdoce qui la défend, et le peuple superstitieux rangé sous ses étendards. Mais comme si ce n'en était pas assez pour son courage d'un ennemi aussi redoutable, pour illustrer son triomphe et rendre sa victoire plus éclatante il en excite encore un autre; il fait une vigoureuse sortie sur le gouvernement, il l'outrage avec autant de grossièreté que d'indécence, le mépris qu'il en témoigne révolte les lecteurs sensés. Peut-être que le gouvernement, neutre, aurait été le spectateur paisible des batailles qu'aurait livrées ce héros de la vérité aux apôtres du mensonge; mais lui-même il force le gouvernement de prendre fait et cause avec l'Église pour s'opposer à l'ennemi commun. Si nous ne respections pas ce grand philosophe, nous aurions pris ce trait pour une saillie de quelque écolier étourdi, qui lui mériterait une correction rigoureuse de ses maîtres.

Mais ne peut-on faire du bien à sa patrie qu'en renversant, qu'en bouleversant tout l'ordre établi? et n'y a-t-il pas des moyens plus doux qui doivent, par prédilection, être choisis, employés, et préférés aux autres, si on veut la servir utilement? Notre philosophe me paraît tenir de ces médecins qui ne connaissent de remèdes que l'émétique, et de ces chirurgiens qui ne savent faire que des amputations. Un sage qui aurait médité sur les maux que l'Église cause à sa patrie ferait sans doute des efforts

pour l'en délivrer: mais il agirait avec circonspection. Au lieu de renverser un ancien édifice gothique, il s'appliquerait à lui ôter les défauts qui le défigurent; il décréditerait ces fables absurdes qui servent de pâture à l'imbécillité publique; il s'élèverait contre ces absolutions et ces indulgences qui ne sont que des encouragements au crime, par la facilité que trouve le pénitent à les expier et en même temps à calmer ses remords: il déclamerait contre toutes ces compensations que l'Église a introduites pour racheter les plus grands forfaits, contre ces pratiques extérieures qui remplacent des vertus réelles par des momeries puériles: il crierait contre ces réceptacles de fainéants qui subsistent aux dépens de la partie laborieuse de la nation, contre cette multitude de cénobites qui, étouffant l'instinct de la nature, contribuent, autant qu'il est en eux, au dépérissement de l'espèce humaine; il encouragerait le souverain à borner et restreindre ce pouvoir énorme dont le clergé fait un usage coupable envers son peuple et envers lui, à lui ôter toute influence dans le gouvernement, et à le soumettre aux mêmes tribunaux qui jugent les laïques. Par ce moyen, la religion deviendrait une matière de spéculation indifférente pour les mœurs et pour le gouvernement, la superstition diminuerait, et la tolérance deviendrait de jour en jour plus universelle.

Venons à présent à l'article où l'auteur traite de la politique. Quelque détour dont il se serve pour ne paraître envisager cette matière qu'en général, on s'aperçoit cependant qu'il a toujours la France devant les yeux, et qu'il ne sort pas des limites de ce royaume. Ses discours, ses critiques, tout s'y rapporte, tout y est relatif. Les charges de la justice ne se vendent qu'en France; aucun État n'a autant de dettes que ce royaume; en aucun lieu on ne crie tant contre les impôts. Lisez les remontrances du parlement contre certains édits bursaux, et nombre de brochures sur le même sujet; le fond des plaintes qu'il pousse contre le gouvernement ne peut s'appliquer à aucun pays de l'Europe qu'à la France; c'est dans ce royaume uniquement que les revenus se perçoivent par des traitants. Les philosophes anglais ne se plaignent point de leur clergé; jusqu'ici je n'ai entendu parler ni de philosophe espagnol, ni portugais, ni autrichien; ce ne peut donc être qu'en France où les philosophes se plaignent des prêtres;

enfin tout désigne sa patrie, et il lui serait aussi difficile qu'impossible de nier que ses satires s'y adressent directement.

Il a cependant des moments où sa colère se calme, et où son esprit plus tranquillisé lui permet de raisonner avec plus de sagesse. Lorsqu'il soutient que le devoir du prince est de faire le bonheur de ses sujets, tout le monde convient avec lui de cette ancienne vérité. Lorsqu'il assure que l'ignorance ou la paresse des souverains est préjudiciable à leurs peuples, on l'assure que chacun en est persuadé. Lorsqu'il ajoute que l'intérêt des monarques est inséparablement lié avec celui de leurs sujets, et que leur gloire consiste à régner sur une nation heureuse, personne ne lui disputera l'évidence de ces propositions. Mais quand, avec un acharnement violent et les traits de la plus âcre satire, il calomnie son roi et le gouvernement de son pays, on le prend pour un frénétique échappé de ses chaînes et livré aux transports les plus violents de sa rage.

Quoi! monsieur le philosophe, protecteur des mœurs et de la vertu, ignorez-vous qu'un bon citoyen doit respecter la forme de gouvernement sous laquelle il vit? Ignorez-vous qu'il ne convient point à un particulier d'insulter les puissances, qu'il ne faut calomnier ni ses confrères, ni ses souverains, ni personne, et qu'un auteur qui abandonne sa plume à de tels excès n'est ni sage ni philosophe?

Rien ne m'attache personnellement au Roi Très-Chrétien, j'aurais peut-être autant à me plaindre de lui qu'un autre; mais l'indignation contre les horreurs que l'auteur a vomies contre lui, et surtout l'amour de la vérité, plus forte que toute autre considération, m'obligent à réfuter des accusations aussi fausses que révoltantes.

Voici ces chefs d'accusation. L'auteur se plaint que les premières maisons de France sont seules en possession des premières dignités; qu'on ne distingue point le mérite; qu'on honore le clergé, et qu'on méprise les philosophes; que l'ambition du souverain allume sans cesse de nouvelles guerres ruineuses; que des bourreaux mercenaires, épithète élégante dont il honore les guerriers, jouissent seuls des récompenses et des distinctions; que les charges de justice sont vénales, les lois mauvaises, les impôts excessifs,

les vexations intolérables, et l'éducation des souverains aussi mal entendue que blâmable. Voici ma réponse.

L'avantage de l'État demande que le prince reconnaisse les services importants rendus au gouvernement; et lorsque ses récompenses s'étendent jusqu'aux descendants de ceux qui ont bien mérité de la patrie, c'est le plus grand encouragement qu'il puisse donner aux talents et à la vertu. Produire des familles devenues florissantes par les belles actions de leurs ancêtres, n'est-ce pas exciter le public à bien servir l'État pour laisser sa postérité comblée de semblables bienfaits? Chez les Romains, l'ordre des patriciens l'emportait sur celui des plébéiens et sur celui des chevaliers; il n'y a qu'en Turquie où les conditions soient confondues, et les choses n'en vont pas mieux. Dans tous les États de l'Europe la noblesse jouit des mêmes prérogatives. La roture se fraye quelquefois le chemin aux places distinguées, quand le génie, les talents et les services l'ennoblissent. D'ailleurs, ce préjugé, si vous voulez le qualifier ainsi, ce préjugé, dis-je, si généralement reçu, empêcherait même le roi de France d'envoyer un roturier en mission à de certaines cours étrangères. Ne pas rendre à la naissance ce qui lui est dû n'est point l'effet d'une liberté philosophique, mais d'une vanité bourgeoise et ridicule.

Autre plainte de l'auteur, de ce qu'on ne distingue point en France le mérite personnel. Je soupçonne apparemment que le ministre se trouve en défaut envers lui, et coupable de lui avoir refusé quelque pension, ou de n'avoir pas découvert dans son galetas ce sage précepteur du genre humain, si digne de l'assister, que dis-je? de le diriger dans ses travaux politiques. Vous assurez, monsieur le philosophe, que les rois se trompent souvent dans le choix qu'ils font des personnes qu'ils emploient. Rien de plus vrai; les raisons en sont faciles à déduire : ils sont hommes, sujets aux erreurs comme les autres. Ceux qui aspirent aux grands emplois ne se présentent jamais à leurs yeux que le masque sur le visage. Il arrive sans doute que les rois se laissent surprendre; les artifices, les ruses, les cabales des courtisans peuvent prévaloir dans de certaines occasions : mais si leur choix n'est pas toujours heureux, ne les en accusez pas seuls. Le vrai mérite et les hommes à talents supérieurs sont beaucoup plus rares en tout

pays que ne l'imagine un rêveur spéculatif qui n'a que des idées théoriques d'un monde qu'il n'a jamais connu. Le mérite n'est pas récompensé, c'est une plainte de tout pays; tout présomptueux peut dire : J'ai du génie et des talents, le gouvernement ne me distingue pas; donc il manque de sagesse, de discernement et de justice.

Notre philosophe ensuite s'échauffe dans son harnois, en traitant un sujet qui l'intéresse plus directement. Il paraît excessivement irrité de ce qu'on préfère, dans sa patrie, les apôtres du mensonge à ceux de la vérité. On le prie de faire quelques légères réflexions, peut-être indignes de l'impétuosité de son génie, mais toutefois capables d'apaiser sa colère. Qu'il se rappelle que le clergé forme un corps considérable dans l'État, et que les philosophes sont des particuliers isolés. Qu'il se souvienne de ce qu'il a dit lui-même, que ce clergé puissant par l'autorité qu'il a su prendre sur le peuple, s'étant rendu redoutable au souverain, doit être ménagé à raison de son pouvoir. Il faut donc bien, par la nature des choses, que ce clergé jouisse de prérogatives et de distinctions plus marquées qu'on n'en accorde communément à ceux qui par état ont renoncé à toute ambition, et qui, au-dessus des vanités humaines, méprisent ce que le vulgaire désire avec tant d'empressement. Notre philosophe ignore-t-il que c'est le peuple superstitieux qui enchaîne le monarque jusque sur le trône? C'est le peuple qui le contraint à ménager ces prêtres récalcitrants et factieux, ce clergé qui veut établir *statum in statu*, et qui est encore capable de reproduire des scènes aussi tragiques que celles qui terminèrent les jours de Henri III et du bon roi Henri IV. Le prince ne peut toucher au culte établi qu'avec dextérité et délicatesse. S'il en veut à l'édifice de la superstition, il faut qu'il y aille à la sape; mais il risquerait trop, s'il entreprenait de l'abattre ouvertement. Lorsqu'il arrive par hasard que des philosophes écrivent sur le gouvernement sans connaissance et sans circonspection, les politiques les prennent en pitié, et les renvoient aux premiers éléments de leur science. Il faut se défier des spéculations théoriques, elles ne soutiennent pas le creuset de l'expérience. La science du gouvernement est une science à part; pour en parler congrûment, il faut en avoir fait une longue étude. Ou l'on

s'égare, ou l'on propose des remèdes pires que le mal dont on se plaint; et il peut arriver qu'avec beaucoup d'esprit on ne dise que des sottises.

Voici une autre déclamation contre l'ambition des princes. Notre auteur est hors de lui-même, il ne ménage plus les termes; il accuse les souverains d'être les bouchers de leurs peuples et de les envoyer égorger à la guerre pour divertir leur ennui. Sans doute qu'il s'est fait des guerres injustes, qu'il y a eu du sang répandu qu'on aurait dû et qu'on aurait pu ménager. Cela n'empêche pas qu'il n'y ait plusieurs cas où les guerres sont nécessaires, inévitables et justes. Un prince doit défendre ses alliés quand ils sont attaqués. Sa propre conservation l'oblige à maintenir par les armes l'équilibre du pouvoir entre les puissances de l'Europe. Son devoir est de défendre ses sujets contre les invasions des ennemis; il est très-autorisé à soutenir ses droits, des successions qu'on lui dispute, ou autres choses pareilles, en repoussant l'injustice qu'on lui fait, par la force. Quel arbitre ont les souverains? Qui sera leur juge? Comme donc ils ne peuvent plaider leur cause devant aucun tribunal assez puissant pour prononcer leur sentence et la mettre en exécution, ils rentrent dans les droits de la nature, et c'est à la force d'en décider. Crier contre de telles guerres, injurier les souverains qui les font, c'est marquer plus de haine pour les rois que de commisération et d'humanité pour les peuples qui en souffrent indirectement. Notre philosophe approuverait-il un souverain qui, par pusillanimité, se laisserait dépouiller de ses États, qui sacrifierait l'honneur, l'intérêt et la gloire de sa nation au caprice de ses voisins, et qui, par d'inutiles efforts pour conserver la paix, se perdrait, lui, son État et ses peuples? Marc-Aurèle, Trajan, Julien furent continuellement en guerre, cependant les philosophes les louent; pourquoi blâment-ils donc les souverains modernes de suivre en cela leur exemple?

Non content d'insulter à toutes les têtes couronnées de l'Europe, notre philosophe s'amuse, en passant, à répandre du ridicule sur les ouvrages de Hugo Grotius. J'oserais croire qu'il n'en sera pas cru sur sa parole, et que le *Droit de la guerre et de la paix* ira plus loin à la postérité que l'*Essai sur les préjugés*.

Apprenez, ennemi des rois, apprenez, Brutus moderne, que les rois ne sont pas les seuls qui font la guerre; les républiques en ont fait de tout temps. Ignorez-vous que celle des Grecs, dans des dissensions continuelles, fut sans cesse en proie aux guerres civiles? Ses annales contiennent une suite continuelle de combats contre les Macédoniens, les Perses, les Carthaginois et les Romains, jusqu'au temps que la ligue des Étoliens accéléra sa ruine entière. Ignorez-vous qu'aucune monarchie n'a été plus guerrière que la république romaine? Pour vous faire une récapitulation de tous ses faits d'armes, je serais obligé de vous copier son histoire d'un bout à l'autre. Passons aux républiques modernes. Celle des Vénitiens a combattu contre celle de Gênes, contre les Turcs, contre le pape, contre les Empereurs, et contre votre Louis XII. Les Suisses ont soutenu des guerres contre la maison d'Autriche et contre Charles le Hardi, duc de Bourgogne; et, pour me servir de vos nobles expressions, plus bouchers que les rois, ne vendent-ils pas leurs citoyens au service des princes qui se battent? L'Angleterre, autre république, je ne vous en dis rien; vous savez par expérience si cette puissance fait la guerre, et comme elle la fait. Les Hollandais, depuis la fondation de leur république, se sont mêlés de tous les troubles de l'Europe. La Suède a fait autant de guerres dans un temps donné, étant république, qu'elle en a entrepris étant monarchie. Quant à la Pologne, je vous demande ce qui s'y passe à présent, ce qui s'y est passé dans ce siècle, et si vous croyez qu'elle a joui d'une paix perpétuelle. Tous les gouvernements de l'Europe et de tout l'univers, j'en excepte les quakers, sont donc, selon vos principes, des gouvernements tyranniques et barbares. Pourquoi donc accuser les monarchies seules de ce qu'elles ont de commun avec les républiques?

Vous déclamez contre la guerre. Elle est funeste en elle-même; mais c'est un mal comme ces autres fléaux du ciel qu'il faut supposer nécessaires dans l'arrangement de cet univers, parce qu'ils arrivent périodiquement, et qu'aucun siècle n'a pu se vanter jusqu'à présent d'en avoir été exempt. Si vous voulez établir une paix perpétuelle, transportez-vous dans un monde idéal où le tien et le mien soient inconnus, où les princes, leurs ministres et

leurs sujets soient tous sans passions, et où la raison soit généralement suivie; ou bien associez-vous aux projets de défunt l'abbé de Saint-Pierre;[a] ou, si cela vous répugne, parce qu'il a été prêtre, laissez aller les choses leur train; car dans ce monde-ci il faut vous attendre qu'il y aura des guerres, comme il y en a toujours eu depuis que les actions des hommes nous ont été transmises et connues.

Voyons à présent si vos exagérations vagues contre le gouvernement français ont quelque fondement. Vous accusez Louis XV, en le désignant et sans le nommer, qu'il n'a entrepris que des guerres injustes. Ne pensez pas qu'il suffise d'avancer de tels faits avec autant d'effronterie que d'impudence; il faut les prouver, ou, tout philosophe que vous voulez paraître, vous passerez pour un insigne calomniateur. Examinons donc les pièces du procès, et jugeons si les raisons qui ont déterminé Louis XV aux guerres qu'il a entreprises ont été mauvaises ou valables. La première qui se présente est celle de 1733. Son beau-père est élu roi de Pologne. L'empereur Charles VI, ligué avec la Russie, s'oppose à cette élection. Le roi de France, ne pouvant atteindre à la Russie, attaque Charles VI pour soutenir les droits de son beau-père deux fois élevé sur le même trône; et ne pouvant prévaloir en Pologne, il procure en dédommagement la Lorraine au roi Stanislas. Condamnera-t-on un beau-fils qui assiste son beau-père, un roi qui soutient les droits d'une nation libre dans ses élections, un prince qui empêche des puissances de s'arroger le droit de donner des royaumes? A moins que d'être transporté d'une animosité et d'une haine implacable, il est impossible de blâmer jusqu'ici la conduite de ce prince.

La seconde guerre commença en 1741; elle se fit pour la succession de la maison d'Autriche, dont l'empereur Charles VI, dernier mâle de cette maison, venait de mourir. Il est certain que cette fameuse pragmatique sanction sur laquelle Charles VI fondait ses espérances ne pouvait déroger aux droits des maisons de Bavière et de Saxe à la succession, ni porter le moindre préjudice aux prétentions que la maison de Brandebourg formait sur quelques duchés de la Silésie. Il était très-vraisemblable, au com-

[a] Voyez ci-dessus, p. 33.

mencement de cette guerre, qu'une armée française envoyée alors en Allemagne rendrait Louis XV l'arbitre de ces princes qui étaient en litige, et les obligerait, selon sa volonté, de s'accommoder à l'amiable pour cette succession. Il est sûr qu'après le rôle que la France avait joué à la paix de Westphalie, elle ne pouvait en jouer ni de plus beau ni de plus grand que celui-là. Mais parce que la mauvaise fortune et toute sorte d'événements concoururent à déranger ces desseins, faut-il condamner Louis XV, parce qu'une partie de cette guerre fut malheureuse? Un philosophe doit-il juger d'un projet par l'événement? Mais il est plus facile de dire des injures à tout hasard que d'examiner et de réfléchir à ce qu'on veut dire. Quoi! cet homme qui se donne, au commencement de son ouvrage, pour un zélateur de la vérité, n'est qu'un vil exagérateur qui associe le mensonge à sa méchanceté pour insulter les souverains!

J'en viens à la guerre de 1756. Il faut que cet auteur des *Préjugés* ait bien des préjugés lui-même, et beaucoup d'aigreur contre sa patrie, s'il ne convient pas de bonne foi que ce fut alors l'Angleterre qui força la France à prendre les armes. Reconnaîtrai-je ce tyran sanguinaire et barbare que vous nous peignez avec de si sombres couleurs, dans le pacifique Louis XV, qui usa d'une patience et d'une modération angélique avant de se déclarer contre l'Angleterre? Que peut-on lui reprocher? Prétend-on qu'il ne devait pas se défendre? Mon ami, ou tu es un ignorant, ou tu as le cerveau brûlé, ou tu es un insigne calomniateur, choisis; mais pour philosophe, tu ne l'es pas.

En voilà pour les souverains. [12] Qu'on ne s'imagine pas que l'auteur ménage davantage les autres conditions; chacune est en butte à ses sarcasmes. Mais avec quel mépris insultant, avec quelle indignité ne traite-t-il pas les gens de guerre! A l'entendre, il semble que ce ne soient que les plus vils excréments de la société. Mais en vain son orgueil philosophique tente-t-il d'abaisser leur mérite; la nécessité de se défendre en fera toujours sentir le prix. Mais souffrirons-nous qu'un cerveau brûlé insulte au

[12] Ce morceau a été fourni par un militaire indigné du silence de ses confrères, pour que les philosophes ne prissent pas leur silence pour un consentement tacite aux sottises qu'ils se sont mis en goût de leur dire depuis un certain temps.

plus noble emploi de la société, celui de défendre ses concitoyens? O Scipion, toi qui sauvas Rome des mains d'Annibal, et qui domptas Carthage; Gustave, grand Gustave, le protecteur de la liberté germanique; Turenne, le bouclier et l'épée de ta patrie: Marlborough, dont le bras soutint l'Europe en équilibre; Eugène, l'appui, la force et la gloire de l'Autriche; Maurice, le dernier héros de la France! dégagez-vous, ombres magnanimes, des prisons de la mort et des liens du tombeau! Avec quel étonnement n'entendrez-vous pas comme en ce siècle de paradoxes on insulte à vos travaux et à ces actions qui vous ont valu à juste titre l'immortalité! Reconnaîtrez-vous vos successeurs aux épithètes élégantes de bourreaux mercenaires, par lesquelles des sophistes les désignent? Que direz-vous en entendant un cynique, plus impudent que Diogène, aboyer du fond de son tonneau contre vos réputations brillantes, dont la splendeur l'offusque? Mais que peuvent ses cris impuissants contre vos noms environnés des rayons de la gloire et contre les justes acclamations de tous les âges, dont vous recueillez encore le tribut? Vous qui marchez sur les pas de ces vrais héros, continuez à imiter leurs vertus, et méprisez les vaines clameurs d'un sophiste insensé qui, se disant l'apôtre de la vérité, ne débite que des mensonges, des calomnies et des injures.

Indigne déclamateur, faut-il t'apprendre que les arts ne se cultivent en paix qu'à l'abri des armes? N'as-tu pas vu, durant les guerres qui se sont faites de ton temps, que, tandis que le soldat intrépide veille sur les frontières, le cultivateur s'attend à recueillir le fruit de ses travaux par d'abondantes moissons? Ignores-tu que, tandis que le guerrier s'expose sur terre et sur mer à la mort qu'il donne ou qu'il reçoit, le commerçant, sans être distrait de ses soins, continue à rendre son négoce florissant? Es-tu assez stupide pour n'avoir pas remarqué que, tandis que ces généraux et ces officiers que ta plume traite si indignement bravaient les rigueurs de la saison, et s'exposaient aux plus dures fatigues, tu méditais tranquillement dans ton taudis les rapsodies, les balivernes, les impertinences, les sottises que tu nous débites? Quoi! sera-t-il dit que tu embrouilleras toutes les idées? et par des sophismes grossiers prétendras-tu de rendre équivoques les

prudentes mesures qu'emploient des gouvernements sages et prévoyants? Faudra-t-il prouver en notre siècle que, sans de vaillants soldats qui défendent les royaumes, ils deviendraient la proie du premier occupant? Oui, monsieur le soi-disant philosophe, la France entretient de grandes armées. Aussi n'est-elle plus exposée à ces temps de confusion et de trouble où elle se déchirait par des guerres civiles, plus pernicieuses et plus cruelles que les guerres étrangères. Il paraît que vous regrettez ces temps où de puissants vassaux ligués ensemble pouvaient résister au souverain qui n'avait pas des forces suffisantes à leur opposer. Non, vous n'êtes point l'auteur de l'*Essai sur les préjugés;* ce livre ne peut avoir été écrit que par quelque chef de parti de la Ligue ressuscité, qui, respirant encore l'esprit de faction et de trouble, veut exciter le peuple à la rébellion contre l'autorité légitime du souverain. Mais que n'auriez-vous pas dit, si dans le cours de la dernière guerre il fût arrivé que les Anglais eussent pénétré jusqu'aux portes de Paris? Avec quelle impétuosité ne vous seriez-vous pas déchaîné contre le gouvernement qui aurait si mal pourvu à la sûreté du royaume et de la capitale! Et vous auriez eu raison. Pourquoi donc, homme inconséquent et ivre de tes rêveries, tâches-tu de flétrir et d'avilir ces vraies colonnes de l'État, ce militaire respectable aux yeux d'un peuple qui lui doit la plus grande reconnaissance? Quoi! ces défenseurs intrépides qui s'immolent, les victimes de la patrie, tu leur envies les honneurs et les distinctions dont ils jouissent à si juste titre! Ils les ont payés de leur sang, et c'est au risque de leur repos, de leur santé et de leur vie qu'ils les ont obtenus. O l'indigne mortel, qui veut avilir le mérite, qui veut lui enlever les récompenses qui lui sont dues, la gloire qui l'accompagne, et étouffer les sentiments de reconnaissance que lui doit le public!

Ne pensez pas que les militaires soient les seuls qui aient à se plaindre de notre auteur. Il ne se trouve aucune condition dans le royaume à l'abri de ses traits. Il nous apprend que les places de la justice sont vénales en France. Il y a longtemps qu'on le sait. Pour connaître la source de cet abus, il faut remonter, si je ne me trompe, aux temps où le roi Jean[a] fut prisonnier des

[a] Voyez t. IV, p. 109, et t. VIII, p. 120.

Anglais, ou, pour plus de sûreté, à la prison de François Ier. La France se trouvait engagée par honneur à délivrer son roi des mains de Charles-Quint, qui ne voulait lui rendre la liberté que conditionnellement. Le trésor étant épuisé, et ne pouvant trouver une somme aussi considérable qu'on l'exigeait pour la rançon du Roi, on eut recours au funeste expédient de mettre en vente les charges de judicature, pour en racheter la liberté de ce prince. Des guerres presque continuelles qui suivirent après la délivrance de François Ier, les troubles intestins et les guerres civiles qui s'allumèrent sous ses descendants, empêchèrent les monarques d'acquitter cette dette, dont ils payent encore actuellement la finance. Le malheur de la France a voulu que jusqu'en nos jours Louis XV ne s'est pas trouvé dans une situation plus favorable que ses ancêtres; ce qui l'a empêché de restituer aux propriétaires les avances considérables qu'ils avaient faites dans ces temps calamiteux. Faut-il donc s'en prendre à Louis XV, si cet ancien abus n'a pas encore pu être aboli? Sans doute que le droit de décider de la fortune des particuliers ne devrait pas s'acquérir par de l'argent; mais qu'on en accuse les auteurs, qui seuls en sont coupables, et non pas un roi qui en est innocent. Quoique ces abus subsistent, l'auteur sera néanmoins obligé d'avouer qu'on ne peut avec vérité charger le parlement de Paris de prévarication, et que la vénalité des charges n'a point influé sur son équité. Que l'auteur se plaigne, à la bonne heure, d'un nombre confus de lois, variant de province en province, qui dans un royaume comme la France devraient être simples et uniformes. Louis XIV voulut entreprendre la réforme des lois; mais toutes sortes d'obstacles l'empêchèrent de perfectionner son ouvrage. Que notre auteur sache donc, s'il l'ignore, et comprenne, s'il le peut, les peines infinies et les obstacles renaissants que rencontrent ceux qui veulent toucher aux usages consacrés par la coutume. Il faut descendre dans des détails infinis pour s'éclaircir de la liaison intime de différentes choses que la succession du temps a formées, et auxquelles on ne peut toucher sans tomber dans des inconvénients pires que le mal qu'on veut guérir; c'est le cas où l'on peut dire que la critique est aisée, mais l'art difficile.

Approchez à présent, monsieur le contrôleur général des

finances, et vous, messieurs les financiers, voici votre tour. L'auteur, de mauvaise humeur, s'emporte contre les impôts, contre les perceptions des deniers publics, contre les charges que porte le peuple et dont il prétend qu'il est foulé, contre les traitants, contre ceux qui administrent ces revenus, qu'il accuse généralement de malversations, de concussions et de rapines. Cela est très-bien, s'il prouve le fait. Mais comme, en le lisant, je me suis mis en garde contre ses exagérations perpétuelles, je le soupçonne d'outrer infiniment les choses dans l'intention de rendre le gouvernement odieux. Cette épithète de tyran barbare, idée inséparable dans son esprit de celle de la royauté, et qu'il applique, quand il peut, indirectement à son souverain, me rend ses déclamations suspectes de mauvaise foi. Voyons à présent s'il connaît les choses dont il parle, et s'il s'est donné la peine d'examiner l'état de la question. D'où sont venues ces dettes immenses dont la France est chargée? Quelles causes les ont produites? Il est connu qu'une grande partie datent encore du règne de Louis XIV, contractées pendant la guerre de succession, la plus juste de toutes celles que ce monarque avait entreprises. Depuis, le duc d'Orléans, régent du royaume, se flatta de les acquitter au moyen du système que Law lui proposa; mais en outrant ce système, il bouleversa le royaume, et les dettes ne furent acquittées qu'en partie, mais non pas entièrement éteintes. Après la mort du Régent, et sous la sage administration du cardinal de Fleury, le temps consolida quelques anciennes plaies du royaume; mais les guerres qui s'allumèrent depuis obligèrent Louis XV d'en contracter de nouvelles. La bonne foi, le soutien du crédit public, veulent que ces dettes s'acquittent, ou qu'au moins le gouvernement en paye exactement le dividende. Les revenus ordinaires de l'État étant couchés sur le tableau des dépenses courantes, d'où le Roi prendrait-il les sommes nécessaires pour payer le dividende et pour amortir ces dettes, s'il ne les recevait de ses peuples? Et comme un long usage de ce pays a introduit que les perceptions de certaines fermes et de nouveaux impôts passassent par les mains des traitants, le Roi se trouve, en quelque façon, nécessité de se servir de leur ministère. On ne nie point que dans la finance ce nombre de commis et d'employés, peut-être trop

multiplié, ne commette des concussions, des brigandages, et que le peuple n'ait pas quelquefois raison de se plaindre de la dureté de leurs exactions; mais le moyen de l'empêcher dans un royaume aussi vaste que la France! Plus une monarchie est grande, plus il y régnera d'abus; quand même on proportionnerait le nombre des surveillants à celui des exacteurs, ces commis, par des ruses et des artifices nouveaux, parviendraient encore à tromper les yeux attentifs de ceux qui doivent les éclairer. Si les intentions de l'auteur avaient été pures, s'il avait bien connu la cause des dépenses ruineuses à l'État, il aurait averti modestement de mettre plus d'économie dans les dépenses des guerres, d'abolir ces entrepreneurs qui s'enrichissent de gains illicites, tandis que l'État s'appauvrit, d'avoir l'œil à ce que des contrats pour des livraisons ne soient pas portés, comme il est arrivé, au double de leur valeur, enfin, il aurait pu insinuer qu'en retranchant tout le superflu des pensions et des dépenses de la cour, ce serait un moyen d'alléger le fardeau des impôts digne de l'attention d'un bon prince. S'il avait pris un ton modeste, ses avis auraient pu faire impression; mais les injures irritent, et ne persuadent personne. Qu'il propose donc des expédients, s'il en sait, d'acquitter les dettes sans blesser la foi publique et sans fouler les sujets, et je lui réponds qu'aussitôt il sera nommé contrôleur général des finances.

Un vrai philosophe aurait examiné impartialement si ces armées nombreuses, entretenues pendant la paix, si ces guerres si coûteuses, comme elles le sont aujourd'hui, sont plus ou moins avantageuses que l'usage ancien d'armer à la hâte des paysans quand un voisin paraissait à craindre, d'entretenir cette milice par la rapine et par le brigandage, sans lui assigner de paye régulière, et de la licencier à la paix. L'unique avantage qu'avaient les anciens consistait en ce que le militaire ne leur coûtait rien en temps de paix; mais quand le tocsin sonnait, tout citoyen devenait soldat, au lieu qu'à présent, les conditions étant séparées, le cultivateur, le manufacturier continuent chacun leurs ouvrages sans interruption, pendant que la partie des citoyens destinée à défendre les autres s'acquitte de son emploi. Si nos grandes armées, entretenues dans leurs expéditions aux frais de l'État,

sont coûteuses, il en résulte au moins l'avantage que les guerres ne peuvent durer que huit ou dix années au plus, et qu'ensuite l'épuisement des ressources oblige les souverains à se montrer, dans de certains cas, plus pacifiques qu'ils ne le seraient par inclination. Il résulte donc de nos usages modernes que nos guerres sont plus courtes que celles des anciens, moins ruineuses aux provinces qui leur servent de théâtre, et que nous devons aux grandes dépenses qu'elles entraînent les paix passagères dont nous jouissons et que l'épuisement des puissances rendra probablement plus longues.

Je passe plus outre. Notre ennemi des rois assure que les souverains ne tiennent point leur puissance d'autorité divine. Nous ne le chicanerons point sur cet article; il lui arrive si rarement d'avoir raison, que ce serait marquer de l'humeur de le contredire quand les probabilités sont pour lui. En effet, les Capet usurpèrent l'empire, les Carlovingiens s'en emparèrent par adresse et par artifice, les Valois et les Bourbons eurent la couronne par droit de succession/ Nous lui sacrifions encore les titres d'images de la Divinité, de représentants de la Divinité, qu'on leur attribue si improprement. Les rois sont hommes comme les autres; ils ne jouissent point du privilége exclusif d'être parfaits dans un monde où rien ne l'est; ils apportent(leur timidité ou leur résolution, leur activité ou leur paresse) leurs vices ou leurs vertus sur le trône où les place le hasard de leur naissance;/ et dans un royaume héréditaire il faut de nécessité que des princes de tout caractère se succèdent. Il y a de l'injustice à prétendre que les princes soient sans défauts, quand on ne l'est pas soi-même. Quel art y a-t-il à dire : un tel est fainéant, avare, prodigue ou débauché? Pas plus qu'à lire, en se promenant dans une ville, les enseignes des maisons. Un philosophe, qui doit savoir que la nature des choses ne change jamais, ne s'amusera pas à reprocher à un chêne de ne point porter des pommes, à un âne de ne point avoir les ailes d'un aigle, à un esturgeon de ne point avoir les cornes d'un taureau; il n'exagérera point des maux réels, mais difficiles à remédier; il n'ira pas crier : tout est mal! sans dire comment tout pourrait être bien; sa voix ne servira point de trompette à la sédition, de signe de ralliement aux mécon-

tents, de prétexte à la rébellion; il respectera les usages établis et autorisés par la nation, le gouvernement, ceux qui le composent. et ceux qui en dépendent. C'est ainsi que pensait le pacifique Du Marsais, auquel on fait composer un libelle deux ans après qu'il est mort et enterré, mais dont le véritable auteur ne peut être qu'un écolier aussi novice dans le monde qu'étourdi. Mais que me reste-t-il encore à dire? Quoi! dans un pays où l'auteur de *Télémaque* éleva le successeur du trône, on se récrie contre l'éducation des princes! Si l'écolier répond qu'il n'y a plus de Fénelon en France, il doit s'en prendre à la stérilité du siècle, et non pas à ceux qui dirigent l'éducation des princes.

Voici en substance mes remarques générales sur l'*Essai des préjugés*. Le style m'en a paru ennuyeux, parce que c'est toujours une déclamation monotone où les mêmes idées répétées se représentent trop souvent sous la même forme. Parmi ce chaos j'ai cependant trouvé quelques morceaux de détail supérieurs. Au reste, pour faire de cet ouvrage un livre utile, il faudrait en rayer les répétitions, les concetti, les faux raisonnements, les ignorances et les injures; ce qui le réduirait au quart de son volume. Qu'ai-je donc appris par cette lecture? quelle vérité l'auteur m'a-t-il enseignée? Que tous les ecclésiastiques sont des monstres à lapider; que le roi de France est un tyran barbare, ses ministres des archicoquins, ses courtisans des fripons lâches et rampants au pied du trône, les grands du royaume des ignorants pétris d'arrogance (ah! qu'il en excepte au moins le duc de Nivernois! [a]), que les maréchaux et les officiers français sont des bourreaux mercenaires, les juges d'infâmes prévaricateurs, les financiers des Cartouches [b] et des Mandrins, [b] les historiens des corrupteurs de princes, les poëtes des empoisonneurs publics, et qu'il n'y a de sage, de louable, de digne d'estime dans tout le royaume que l'auteur et ses amis, qui se sont revêtus du titre de philosophes.

Je regrette le temps que j'ai perdu à lire cet ouvrage et celui que je perds encore à vous en faire le recensement.

A Londres, ce 2 avril 1770.

[a] Voyez t. IV, p. 31.

[b] Voyez t. VIII, p. 120 et 247, et t. IV, p. 29.

XII.

EXAMEN CRITIQUE

DU

SYSTÈME DE LA NATURE.

EXAMEN CRITIQUE
DU SYSTEME DE LA NATURE.

Le *Système de la nature* est un ouvrage qui séduit à la première lecture, et dont on ne découvre les défauts, cachés avec beaucoup d'art, qu'après l'avoir relu à différentes reprises. L'auteur a eu l'adresse d'éloigner les conséquences de ses principes, pour dérouter l'examen des critiques; cependant l'illusion n'est pas assez forte pour qu'on ne s'aperçoive pas des inconséquences et des contradictions dans lesquelles il tombe souvent, et des aveux contraires à son système que la force de la vérité paraît lui arracher. Les matières de métaphysique qu'il traite sont obscures et hérissées des plus grandes difficultés. Il est pardonnable de se tromper quand on s'engage dans ce labyrinthe où tant d'autres se sont égarés. Il semble cependant qu'en enfilant cette route ténébreuse, on peut la parcourir avec moins de risque, si l'on se défie de ses lumières, si l'on se souvient que dans ces recherches le guide de l'expérience nous abandonne, et qu'il ne nous reste que des probabilités plus ou moins fortes pour appuyer nos opinions. Cette réflexion est suffisante pour inspirer de la retenue et de la modestie à tout philosophe à système; notre auteur apparemment n'a pas pensé ainsi, puisqu'il fait gloire d'être dogmatique.

Les points principaux qu'il traite dans cet ouvrage sont: 1° Dieu et la nature; 2° la fatalité; 3° la morale de la religion, comparée avec la morale de la religion naturelle; 4° les souverains, causes de tous les malheurs des États.

Quant au premier point, on est un peu surpris, vu son importance, des raisons que l'auteur allègue pour rejeter la Divinité. Il dit qu'il lui en coûte moins d'admettre une matière aveugle que le mouvement fait agir, que de recourir à une cause intelligente agissant par elle-même; comme si ce qui lui coûte moins de peine à arranger était plus vrai que ce qui lui coûte des soins à éclaircir. [13] Il avoue que c'est l'indignation que lui ont donnée les persécutions religieuses qui l'a rendu athée. Sont-ce des raisons pour fixer les opinions d'un philosophe, que la paresse et les passions? Un aveu aussi ingénu ne peut qu'inspirer de la défiance à ses lecteurs, et le moyen de l'en croire, s'il se détermine par des motifs aussi frivoles! Je suppose que notre philosophe se livre quelquefois avec trop de complaisance à son imagination, et que, frappé des définitions contradictoires que les théologiens font de la Divinité, il confond ces définitions, que le bon sens lui sacrifie, avec une nature intelligente qui doit nécessairement présider au maintien de l'univers. Le monde entier prouve cette intelligence; il ne faut qu'ouvrir les yeux pour s'en convaincre. L'homme est un être raisonnable produit par la nature; il faut donc que la nature soit infiniment plus intelligente que lui, ou bien elle lui aurait communiqué des perfections qu'elle ne possède pas elle-même; ce qui serait une contradiction formelle.

Si la pensée est une suite de notre organisation, il est certain que la nature, immensément plus organisée que l'homme, partie imperceptible du grand tout, doit posséder l'intelligence au plus haut degré de perfection. La nature aveugle, aide du mouvement, ne peut produire que de la confusion; et comme elle agirait sans combinaisons, elle ne pourrait jamais parvenir à des fins déterminées, ni produire de ces chefs-d'œuvre que la sagacité humaine est obligée d'admirer dans l'infiniment petit comme dans l'infiniment grand. Les fins que la nature s'est proposées dans ses ouvrages se manifestent si évidemment, qu'on est forcé de reconnaître une cause souveraine et supérieurement intelligente qui y préside nécessairement. En examinant l'homme, je le vois naître le plus débile de tous les animaux, privé d'armes offensives et défensives, incapable de résister aux rigueurs des saisons, exposé

[13] Seconde partie, chap. XII.

sans cesse à être dévoré par les bêtes féroces. Pour compenser la faiblesse de son corps, et afin que l'espèce ne pérît point, la nature l'a doué d'une intelligence supérieure à celle des autres créatures, avantage par lequel il se procure artificiellement ce que, d'ailleurs, la nature paraît lui avoir refusé. Le plus vil des animaux resserre en son corps un laboratoire plus artistement fabriqué que celui du plus habile chimiste; il prépare les sucs qui renouvellent son être, qui s'assimilent aux parties qui le composent, et qui prolongent son existence. Comment cette organisation merveilleuse et nécessaire à tous les êtres animés pour leur conservation pourrait-elle émaner d'une cause brute, qui opérerait ses plus grandes merveilles sans même s'en apercevoir? Il n'en faut pas tant pour confondre notre philosophe et ruiner son système; l'œil d'un ciron, un brin d'herbe, sont suffisants pour lui prouver l'intelligence de l'ouvrier. Je vais plus loin; je crois même qu'en admettant comme lui une première cause aveugle, on pourrait lui démontrer que la génération des espèces deviendrait incertaine, et dégénérerait au hasard en êtres divers et bizarres. Il n'y a donc que les lois immuables d'une nature intelligente qui, dans cette multitude de productions, puissent maintenir invariablement les espèces dans leur entière intégrité. L'auteur tâche en vain de se faire illusion; la vérité, plus forte que lui, le contraint de dire [14] que la nature rassemble dans son laboratoire immense des matériaux pour former de nouvelles productions; elle se propose donc une fin; donc elle est intelligente. Pour peu qu'on soit de bonne foi, il est impossible de se refuser à cette vérité; les objections même tirées du mal physique et du mal moral ne sauraient la renverser: l'éternité du monde détruit cette difficulté. La nature est donc sans contredit intelligente, agissant toujours conformément aux lois éternelles de la pesanteur, du mouvement, de la gravitation, etc., qu'elle ne saurait ni détruire ni changer. Quoique notre raison nous prouve cet être, que nous l'entrevoyions, que nous devinions quelques-unes de ses opérations, jamais nous ne pourrons assez le connaître pour le définir, et tout philosophe qui attaque le fantôme créé par les théologiens combat en effet contre la nue d'Ixion, sans

[14] Première partie, chap. VI.

effleurer en aucune façon cet être auquel tout l'univers sert de preuve et de témoignage.

On sera sans doute bien étonné qu'un philosophe aussi éclairé que notre auteur s'avise d'accréditer les erreurs anciennes des générations sans germe et par corruption; il cite Needham,[a] ce médecin anglais qui, trompé par une fausse expérience, crut avoir fait des anguilles. Si de tels faits étaient véritables, ils pourraient convenir aux opérations d'une nature aveugle; mais ils sont démentis par toutes les expériences. Croirait-on bien encore que le même auteur admet un déluge universel? absurdité, miracle inadmissible pour un géomètre, et qui ne peut en aucune façon s'ajuster à son système. Ces eaux qui submergèrent notre globe furent-elles créées exprès? Quelle masse énorme pour s'élever au-dessus des plus hautes montagnes! Furent-elles depuis anéanties? Que devinrent-elles? Quoi! il ferme les yeux pour ne pas voir un être intelligent, présidant à cet univers, que toute la nature lui annonce, et il croit au miracle le plus opposé à la raison qu'on ait jamais imaginé! J'avoue que je ne conçois point comment tant de contradictions ont pu se concilier dans une tête philosophique, et comment en composant son ouvrage l'auteur ne s'en est pas aperçu lui-même. Mais allons plus loin.

Il a presque copié littéralement le système de la fatalité tel que Leibniz l'expose et que Wolff l'a commenté. Je crois, pour bien s'entendre, qu'il faut définir l'idée qu'on attache à la liberté. J'entends par ce mot tout acte de notre volonté qui se détermine par elle-même et sans contrainte. Ne pensez pas qu'en partant de ce principe je me propose de combattre en général et en tout point le système de la fatalité; je ne cherche que la vérité, je la respecte partout où je la trouve, et je m'y soumets quand on me la montre. Pour bien juger de la question, rapportons l'argument principal de l'auteur. Toutes nos idées, dit-il, nous viennent par les sens et par une suite de notre organisation; ainsi toutes nos actions sont nécessaires. On convient avec lui que nous devons tout à nos sens comme à nos organes; mais l'auteur devait s'apercevoir que des idées reçues donnent lieu à des combinaisons nou-

[a] Jean Turbervill Needham, physicien célèbre par ses observations microscopiques, né à Londres en 1713, mort à Bruxelles le 30 décembre 1781.

velles. Dans la première de ces opérations l'âme est passive, dans la seconde elle est active. L'invention et l'imagination travaillent sur des objets que les sens nous ont appris à connaître : par exemple, comme, lorsque Newton apprit la géométrie, son esprit était patient, il recueillait des notions; mais lorsqu'il parvint à ses découvertes étonnantes, il était plus qu'agent, il était créateur. Il faut bien distinguer dans l'homme les différentes opérations de l'esprit, esclave dans celles où l'impulsion domine, et très-libre dans celles où son imagination agit. Je conviens donc avec l'auteur qu'il y a un certain enchaînement de causes dont l'influence agit sur l'homme et le domine par reprises. L'homme reçoit en naissant son tempérament, son caractère avec le germe de ses vices et de ses vertus, une portion d'esprit qu'il ne peut ni resserrer ni étendre, des talents ou du génie, ou de la pesanteur et de l'incapacité. Aussi souvent que nous nous laissons emporter à la fougue de nos passions, la fatalité, victorieuse de notre liberté, triomphe; aussi souvent que la force de la raison dompte ces passions, la liberté l'emporte.

Mais l'homme n'est-il pas très-libre quand on lui propose différents partis, qu'il examine, qu'il penche vers l'un ou vers l'autre, et qu'enfin il se détermine par son choix? L'auteur me répondra sans doute que la nécessité dirige ce choix. Je crois entrevoir dans cette réponse un abus du terme de nécessité confondu avec ceux de cause, de motif, de raison. Sans doute que rien n'arrive sans cause, mais toute cause n'est pas nécessaire. Sans doute qu'un homme qui n'est pas insensé se déterminera par des raisons relatives à son amour-propre; je le répète, il ne serait pas libre, mais fou à lier, s'il agissait autrement. Il en est donc de la liberté comme de la sagesse, de la raison, de la vertu, de la santé, qu'aucun mortel ne possède parfaitement, mais par intervalles. Nous sommes, en quelques articles, patients sous l'empire de la fatalité, et, en quelques autres, agents indépendants et libres. Tenons-nous-en à Locke. Ce philosophe est très-persuadé que, lorsque sa porte est fermée, il n'est pas le maître d'en sortir, mais que, lorsqu'elle est ouverte, il est libre d'agir comme bon lui semble. Plus on quintessencie cette matière, plus elle s'embrouille; on parvient à force de raffinements à la rendre si obscure,

qu'on ne s'entend plus soi-même; il est surtout fâcheux pour les partisans du fatalisme que leur vie active se trouve sans cesse en contradiction avec les principes de leur spéculation.

L'auteur du *Système de la nature*, après avoir épuisé tous les arguments que son imagination lui fournit pour prouver qu'une nécessité fatale enchaîne et dirige absolument les hommes dans toutes leurs actions, devait donc en conclure que nous ne sommes que des espèces de machines, ou, si vous voulez, des marionnettes mues par les mains d'un agent aveugle. Cependant il s'emporte contre les prêtres, contre les gouvernements et contre l'éducation; il croit donc que les hommes qui occupent ces emplois sont libres, en leur prouvant qu'ils sont des esclaves. Quelle absurdité! quelle contradiction! Si tout est mû par des causes nécessaires, les avis, les instructions, les lois, les peines, les récompenses deviennent aussi superflues qu'inutiles; c'est dire à un homme enchaîné : brise tes liens; autant vaudrait-il sermonner un chêne pour le persuader de se transformer en oranger. Mais l'expérience nous prouve que l'on peut parvenir à corriger les hommes; il faut donc de nécessité en conclure qu'ils jouissent au moins en partie de la liberté. Tenons-nous-en aux leçons de cette expérience, et n'admettons point un principe que nous contredisons sans cesse par nos actions.

Du principe de la fatalité résultent les plus funestes conséquences pour la société; en l'admettant, Marc-Aurèle et Catilina, le président de Thou et Ravaillac seraient égaux en mérite. Il ne faudrait considérer les hommes que comme des machines, les unes faites pour le vice, les autres pour la vertu, incapables de mériter ou de démériter par elles-mêmes et par conséquent d'être punies ou récompensées; ce qui sape la morale, les bonnes mœurs et les fondements sur lesquels la société est établie. Mais d'où vient cet amour que généralement tous les hommes ont pour la liberté? Si c'était un être idéal, d'où le connaîtraient-ils? Il faut donc qu'ils en aient fait l'expérience, qu'ils l'aient sentie; il faut donc qu'elle existe réellement, ou il serait improbable qu'ils pussent l'aimer. Quoi qu'en disent Calvin, Leibniz, les Arminiens et l'auteur du *Système de la nature*, ils ne persuaderont jamais à personne que nous sommes des roues à moulin qu'une cause né-

cessaire et irrésistible fait mouvoir au gré de son caprice. Toutes ces fautes dans lesquelles notre auteur est tombé viennent de la fureur de l'esprit systématique; il s'est prévenu pour ses opinions; il a rencontré des phénomènes, des circonstances et des morceaux de détail qui cadraient bien avec son principe; mais en généralisant ses idées, il a trouvé d'autres combinaisons et des vérités d'expérience qui lui étaient contraires; pour ces dernières, à force de les tordre et de leur faire violence, il les a ajustées le mieux qu'il a pu avec le reste de son système. Il est certain qu'il n'a négligé aucune des preuves qui peuvent fortifier le dogme de la fatalité, et en même temps il est clair qu'il le dément dans tout le cours de son ouvrage. Pour moi, je pense que dans un cas pareil un véritable philosophe doit sacrifier son amour-propre à l'amour de la vérité.

Mais passons à l'article qui regarde la religion. On pourrait accuser l'auteur de sécheresse d'esprit et surtout de maladresse, parce qu'il calomnie la religion chrétienne, en lui imputant des défauts qu'elle n'a pas. Comment peut-il dire avec vérité que cette religion est cause de tous les malheurs du genre humain? Pour s'exprimer avec justesse il aurait pu dire simplement que l'ambition et l'intérêt des hommes se servent du prétexte de cette religion pour troubler le monde et contenter les passions. Que peut-on reprendre de bonne foi dans la morale contenue dans le Décalogue? N'y eût-il dans l'Évangile que ce seul précepte : « Ne faites pas aux autres ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse, » on serait obligé de convenir que ce peu de mots renferme la quintessence de toute morale. Et le pardon des offenses, et la charité, et l'humanité ne furent-elles pas prêchées par Jésus dans son excellent sermon de la montagne? Il ne fallait donc pas confondre la loi avec l'abus, les choses écrites et les choses qui se pratiquent, la véritable morale chrétienne avec celle que les prêtres ont dégradée. Comment donc peut-il charger la religion chrétienne en elle-même d'être la cause de la dépravation des mœurs? Mais l'auteur pourrait accuser les ecclésiastiques de substituer la foi aux vertus de la société, des pratiques extérieures aux bonnes œuvres, des expiations légères aux remords de la conscience, des indulgences qu'ils vendent, à la nécessité de

s'amender; il pouvait leur reprocher d'absoudre du serment, de contraindre et de violenter les consciences. Ces abus criminels méritent qu'on s'élève contre ceux qui les introduisent et contre ceux qui les autorisent; mais de quel droit le peut-il faire, lui qui suppose les hommes machines? Comment peut-il reprendre une machine tonsurée, que la nécessité a forcée de tromper, de friponner et de se jouer insolemment de la crédulité du vulgaire?

Mais faisons un moment trêve avec le système de la fatalité, et prenons les choses comme elles sont réellement dans le monde. L'auteur devrait savoir que la religion, les lois, un gouvernement quelconque, n'empêcheront jamais que les États ne contiennent plus ou moins de scélérats dans le grand nombre des citoyens qui les composent; partout la grosse masse du peuple est peu raisonnable, facile à se livrer au torrent des passions, et plus encline au vice que portée au bien; tout ce qu'on peut attendre d'un bon gouvernement, c'est que les grands crimes y soient plus rares que dans un mauvais. Notre auteur devrait savoir que des exagérations ne sont pas des raisons, que des calomnies décréditent un philosophe comme un auteur qui ne l'est pas, et que, lorsqu'il se fâche, ce qui lui arrive parfois, on pourrait lui appliquer ce que Ménippe dit à Jupiter : « Tu prends ton foudre, tu as donc tort. »[a] Il n'y a sans doute qu'une morale; elle contient ce que les individus se doivent réciproquement, elle est la base de la société; sous quelque gouvernement, de quelque religion qu'on soit, elle doit être la même; celle de l'Évangile, prise dans toute sa pureté, serait utile par sa pratique. Mais si nous admettons le dogme du fatalisme, il n'y a plus ni morale ni vertu, et tout l'édifice de la société s'écroule. Il est incontestable que le but de notre auteur est de renverser la religion; mais il a choisi la route la plus détournée et la plus difficile pour y parvenir. Voici, ce me semble, la marche la plus naturelle qu'il devait suivre : attaquer la partie historique de la religion, les fables absurdes sur lesquelles on a bâti son édifice, les traditions plus absurdes, plus folles, plus ridicules que tout ce que le paganisme débitait de plus extravagant. C'était le moyen de prouver que Dieu n'a point parlé,

[a] C'est Cyniscus qui parle ainsi à Jupiter, dans le *Jupiter confondu* de Lucien, chap. 15.

c'était le moyen de retirer les hommes de leur sotte et stupide crédulité. L'auteur avait encore une voie plus abrégée pour aller à cette même fin. Après avoir étalé les arguments contre l'immortalité de l'âme que Lucrèce expose avec tant de force dans son troisième livre, il devait en conclure que, tout finissant pour l'homme avec cette vie, et ne lui restant nul objet de crainte ni d'espérance après sa mort, il ne peut subsister par conséquent aucun rapport entre lui et la Divinité, qui ne peut ni le punir ni le récompenser. Sans ce rapport, il n'y a plus ni culte ni religion, et la Divinité ne devient pour l'homme qu'un objet de spéculation et de curiosité. Mais que de singularités et de contradictions dans l'ouvrage de ce philosophe! Après avoir laborieusement rempli deux volumes de preuves de son système,[15] il avoue qu'il y a peu d'hommes capables de l'embrasser et de s'y fixer. On croirait donc qu'aussi aveugle qu'il suppose la nature, il agit sans cause, et qu'une nécessité irrésistible lui fait composer un ouvrage capable de le précipiter dans les plus grands périls, sans que lui ni personne en puisse jamais recueillir le moindre fruit.

Venons-en à présent aux souverains, que l'auteur a singulièrement pris à tâche de décrier. J'ose l'assurer que jamais les ecclésiastiques n'ont dit aux princes les sottises qu'il leur prête. S'il leur arrive de qualifier les rois d'images de la Divinité, c'est sans doute dans un sens très-hyperbolique, quoique l'intention soit de les avertir par cette comparaison de ne point abuser de leur autorité, d'être justes et bienfaisants, selon l'idée vulgaire qu'on se forme de la Divinité chez toutes les nations. L'auteur se figure qu'il se fait des traités entre les souverains et les ecclésiastiques, par lesquels les princes promettent d'honorer et d'accréditer le clergé, à condition qu'il prêche la soumission aux peuples. J'ose l'assurer que c'est une idée creuse, que rien n'est plus faux ni plus ridiculement imaginé que ce soi-disant pacte. Il est très-probable que les prêtres tâchent d'accréditer cette opinion, pour se faire valoir et pour jouer un rôle; il est certain que des souverains, par leur crédulité, leur superstition, leur ineptie et leur aveuglement pour l'Église, donnent lieu de les soupçonner d'une pareille intelligence; mais tout dépend effectivement du

[15] Seconde partie, chap. XIII.

caractère du prince. Lorsqu'il est faible et bigot, les ecclésiastiques prévalent; s'il a le malheur d'être incrédule, les prêtres cabalent contre lui, et, faute de mieux, calomnient et noircissent sa mémoire.

Je passe encore ces petites bévues aux préjugés de l'auteur; mais comment peut-il accuser les rois d'être la cause de la mauvaise éducation de leurs sujets? Il s'imagine que c'est un principe de politique, qu'il vaut mieux qu'un gouvernement commande à des ignorants qu'à une nation éclairée. Cela sent un peu les idées d'un recteur de collége qui, resserré dans un petit cercle de spéculations, ne connaît ni le monde, ni les gouvernements, ni les éléments de la politique. Sans doute que tous les gouvernements des peuples civilisés veillent à l'instruction publique. Que sont donc ces colléges, ces académies, ces universités dont l'Europe fourmille, si ce ne sont pas des établissements destinés à instruire la jeunesse? Mais prétendre que dans un vaste État un prince réponde de l'éducation que chaque père de famille donne à ses enfants, c'est la prétention la plus ridicule que l'on ait jamais formée. Il ne faut pas qu'un souverain fouille dans l'intérieur des familles et qu'il se mêle de ce qui se fait dans les maisons des particuliers, ou il n'en peut résulter que la tyrannie la plus odieuse. Notre philosophe écrit ce qui se présente au bout de sa plume, sans en examiner les conséquences, et il a de l'humeur assurément lorsqu'il qualifie poliment les cours de foyers de la corruption publique; en vérité j'en suis honteux pour la philosophie. Comment peut-on exagérer à ce point? Comment peut-on dire de telles sottises? Un esprit moins véhément, un sage se serait contenté de remarquer que plus les sociétés sont nombreuses, et plus les vices y sont raffinés; plus les passions ont occasion de se déployer, plus elles agissent. On passerait la comparaison du foyer à Juvénal ou à quelque satirique de profession; mais à un philosophe.....je n'en dis pas davantage. Si notre auteur avait été six mois syndic dans la petite ville de Pau dans le Béarn, il apprécierait mieux les hommes qu'il n'apprendra jamais à les connaître par ses vaines spéculations. Comment peut-il s'imaginer que les souverains encouragent leurs sujets au crime, et quel bien leur reviendrait-il de se mettre dans la

nécessité de punir les malfaiteurs? Il arrive sans doute de loin à loin que quelques scélérats échappent à la rigueur des lois; mais jamais cela ne provient d'un dessein fixe d'encourager les attentats par l'espérance de l'impunité; il faut attribuer ces sortes de cas à la trop grande indulgence du prince. Il arrive sans doute dans tout gouvernement que des coupables, par intrigue, par corruption, ou par l'appui de protecteurs puissants, trouvent le moyen de se soustraire aux punitions qu'ils ont méritées; mais pour arrêter ces sortes de manéges, d'intrigues, de corruptions, il faudrait qu'un prince possédât l'omniscience que les théologiens attribuent à Dieu.

En fait de gouvernement, notre auteur bronche à chaque pas; il s'imagine que la nécessité et la misère provoquent les hommes aux plus grands crimes. Ce n'est point cela. Il n'y a aucun pays où tout homme qui n'est ni paresseux ni fainéant ne trouve suffisamment par son travail de quoi subsister. Dans tous les États, l'espèce la plus dangereuse est celle des dissipateurs et des prodigues : leurs profusions épuisent en peu de temps leurs ressources; ce qui les réduit à des extrémités fâcheuses qui les forcent ensuite à recourir aux expédients les plus bas, les plus odieux, les plus infâmes. La troupe de Catilina, les adhérents de Jules César, les frondeurs que le cardinal de Retz avait ameutés, ceux qui s'attachèrent à la fortune de Cromwell, étaient tous gens de cette espèce, qui ne pouvaient s'acquitter de leurs dettes ni réparer leur fortune délabrée qu'en bouleversant l'État dont ils étaient citoyens. Dans les premières familles d'un État, les prodigues friponnent et cabalent; chez le peuple, les dissipateurs et les paresseux finissent par devenir brigands et par commettre les attentats les plus énormes contre la sûreté publique.

Après que l'auteur a prouvé évidemment qu'il ne connaît ni les hommes, ni comment il faut les gouverner, il répète les déclamations des satires de Boileau contre Alexandre le Grand, il fait des sorties contre Charles-Quint et son fils Philippe II, quoiqu'on s'aperçoive à ne s'y point tromper qu'il en veut à Louis XIV. De tous les paradoxes que les soi-disant philosophes de nos jours soutiennent avec le plus de complaisance, celui d'avilir les grands hommes du siècle passé paraît leur tenir le plus à cœur. Quelle

réputation leur reviendra-t-il d'exagérer les fautes d'un roi qui les a effacées à force de gloire et de grandeur? Les fautes de Louis XIV, d'ailleurs, sont connues, et ces soi-disant philosophes n'ont pas seulement le petit avantage d'être les premiers à les découvrir. Un prince qui ne régnera que huit jours en commettra sans doute; à plus forte raison un monarque qui a passé soixante années de sa vie sur le trône. Si vous voulez vous ériger en juge impartial, et que vous examiniez la vie de ce grand prince, vous serez obligé de convenir qu'il a fait plus de bien que de mal dans son royaume.[a] Il faudrait remplir un volume, si l'on voulait faire son apologie en détail; je me borne ici aux chefs principaux. Attribuez donc, comme de raison, la persécution des huguenots à la faiblesse de son âge, à la superstition dans laquelle il avait été élevé, comme à la confiance imprudente qu'il avait en son confesseur; mettez l'incendie du Palatinat sur le compte de l'humeur dure et altière de Louvois : il ne vous restera guère de reproches à lui faire que sur quelques guerres entreprises par vanité ou par esprit de hauteur. Au reste, vous ne pouvez lui refuser d'avoir été le protecteur des beaux-arts. La France lui doit ses manufactures et son commerce; elle lui doit, de plus, l'arrondissement de ses belles frontières et la considération dont elle a joui de son temps en Europe. Rendez donc hommage à ses qualités louables et vraiment royales. Quiconque de nos jours veut entamer les souverains doit attaquer leur mollesse, leur fainéantise, leur ignorance; ils sont la plupart plus faibles qu'ambitieux, et plus vains qu'avides de dominer.

Les véritables sentiments de l'auteur sur les gouvernements ne se découvrent que vers la fin de son ouvrage; c'est là qu'il nous apprend que, selon lui, les sujets devraient jouir du droit de déposer leurs souverains lorsqu'ils en sont mécontents. C'est pour amener les choses à ce but qu'il se récrie contre ces grandes armées qui pourraient y porter quelque obstacle; on croirait lire la fable du Loup et du Berger de La Fontaine. Si jamais les idées creuses de notre philosophe pouvaient se réaliser, il faudrait préalablement refondre les formes de gouvernement dans tous les États de l'Europe, ce qui lui paraît une bagatelle; il faudrait

[a] Voyez t. I, p. 91 et suivantes, et ci-dessus, p. 46 et 47.

encore, ce qui me paraît impossible, que ces sujets érigés en juges de leur maître fussent et sages et équitables, que les aspirants au trône fussent sans ambition, que ni l'intrigue, ni la cabale, ni un esprit d'indépendance ne pussent prévaloir; il faudrait encore que la race détrônée fût totalement extirpée, ou ce seraient des aliments de guerres civiles, et des chefs de partis toujours prêts à se mettre à la tête des factions pour troubler l'État. Il résulterait encore en conséquence de cette forme de gouvernement que les candidats et les prétendants au trône remueraient continuellement, animeraient le peuple contre le prince, et fomenteraient des séditions et des révoltes à la faveur desquelles ils se flatteraient d'élever leur fortune et de parvenir à la domination; de sorte qu'un gouvernement pareil serait sans cesse exposé à des guerres intestines mille fois plus dangereuses que les guerres étrangères. C'est pour éviter de semblables inconvénients que l'ordre de succession a été adopté et établi dans plusieurs États de l'Europe. On s'est aperçu du trouble que les élections entraînent après elles, et l'on a craint, comme de raison, que des voisins jaloux ne profitassent d'une occasion aussi favorable pour subjuguer ou dévaster le royaume. L'auteur pouvait facilement s'éclaircir sur les conséquences de ses principes; il n'avait qu'à jeter un coup d'œil sur la Pologne, où chaque élection de roi est l'époque d'une guerre civile et étrangère.

C'est une grande erreur de croire que dans les choses humaines il puisse se rencontrer des perfections; l'imagination peut se forger de telles chimères, mais elles ne seront jamais réalisées. Depuis que le monde dure, les nations ont essayé de toutes les formes de gouvernement, les histoires en fourmillent; mais il n'en est aucun qui ne soit sujet à des inconvénients. La plupart des peuples ont cependant autorisé l'ordre de succession des familles régnantes, parce que, dans le choix qu'ils avaient à faire, c'était le parti le moins mauvais. Le mal qui résulte de cette institution consiste en ce qu'il est impossible que dans une famille les talents et le mérite soient transmis sans interruption, de père en fils, pendant une longue suite d'années, et qu'il arrive que le trône est quelquefois occupé par des princes indignes de le remplir. Dans ce cas même reste la ressource d'habiles ministres, qui

peuvent réparer par leur capacité ce que l'ineptie du souverain gâterait sans doute. Le bien qui suit évidemment de cet arrangement consiste en ce que les princes nés sur le trône ont moins de morgue et de vanité que de nouveaux parvenus qui, enflés de leur grandeur et dédaignant ceux qui furent leurs égaux, se complaisent à leur faire sentir en toute occasion leur supériorité. Mais observez surtout qu'un prince qui est sûr que ses enfants lui succéderont, croyant travailler pour sa famille, s'appliquera avec bien plus de zèle au vrai bien de l'État qu'il envisage comme son patrimoine; au lieu que, dans les États électifs, les souverains ne pensent qu'à eux, à ce qui peut durer pendant leur vie, et à rien de plus; ils tâchent d'enrichir leur famille, et laissent tout dépérir dans un État qui, à leurs yeux, est une possession précaire, à laquelle il faudra renoncer un jour. Si quelqu'un veut s'en convaincre, il n'a qu'à s'informer de ce qui se passe dans les évêchés de l'Allemagne, en Pologne, à Rome même, où les tristes effets de l'élection ne sont que trop évidents. Quelque parti qu'on prenne dans ce monde, il se trouve sujet à des difficultés et souvent à de terribles inconvénients. Il faut donc, lorsqu'on se croit assez lumineux pour pouvoir éclairer le public, se garder surtout de proposer des remèdes pires que les maux dont on se plaint, et, quand on ne peut faire mieux, s'en tenir aux anciens usages, et surtout aux lois établies.

XIII.

DISCOURS

DE L'UTILITÉ DES SCIENCES ET DES ARTS DANS UN ÉTAT.

DISCOURS

DE L'UTILITÉ DES SCIENCES ET DES ARTS

DANS UN ÉTAT.

Des personnes peu éclairées ou peu sincères ont osé se déclarer les ennemies des sciences et des arts. S'il leur a été permis de calomnier ce qui fait le plus d'honneur à l'humanité, à plus forte raison doit-il être permis de le défendre; c'est le devoir de tous ceux qui aiment la société, et qui ont un cœur reconnaissant de ce qu'ils doivent aux lettres. Le malheur veut que souvent des paradoxes fassent plus d'impression sur le public que des vérités; c'est alors qu'il faut le détromper, et confondre par de bonnes raisons, et non par des injures, les auteurs de telles rêveries. Je suis honteux de dire dans cette académie qu'on a eu l'effronterie de mettre en question si les sciences sont utiles ou nuisibles à la société, chose sur laquelle personne ne devrait avoir de doute. Si nous avons de la préférence sur les animaux, ce n'est certainement pas par les facultés du corps, mais c'est par l'esprit plus étendu que la nature nous a donné; et ce qui distingue l'homme de l'homme, c'est le génie et les connaissances. D'où viendrait la distance infinie qu'il y a entre un peuple policé et un peuple barbare, si ce n'est que l'un est éclairé, et que l'autre végète dans l'abrutissement et dans la stupidité?

Les nations qui ont joui de cette supériorité ont été reconnaissantes envers ceux qui leur ont procuré cet avantage. De là vient la juste réputation dont jouissent ces lumières de l'univers,

ces sages qui, par leurs savants travaux, ont éclairé leurs compatriotes et leur siècle.

L'homme est peu de chose par lui-même; il naît avec des dispositions plus ou moins propres à se développer. Mais il faut les cultiver; il faut que ses connaissances se multiplient, pour que ses idées puissent s'étendre; il faut que sa mémoire se remplisse, pour que ce magasin fournisse à l'imagination des matières sur lesquelles elle puisse s'exercer, et que le jugement se raffine, pour trier ses propres productions. L'esprit le plus vaste, privé de connaissances, n'est qu'un diamant brut qui n'acquerra de prix qu'après avoir été taillé par les mains d'un habile lapidaire. Que d'esprits perdus ainsi pour la société, et que de grands hommes en tout genre étouffés dans leur germe, soit par l'ignorance, soit par l'état abject où ils se trouvaient placés!

Le véritable bien de l'État, son avantage et son lustre exigent donc que le peuple qu'il contient soit le plus instruit et le plus éclairé qu'il est possible, pour lui fournir, en chaque genre, un nombre de sujets habiles et capables de s'acquitter avec dextérité des différents emplois qu'il faut leur confier.

Ceux qui par le hasard de la naissance sont dans une position à ne pouvoir apprécier les torts infinis que souffrent plus ou moins tous les gouvernements européens par les fautes dont l'ignorance est cause, ne sentiront peut-être pas aussi vivement ces inconvénients que s'ils en avaient été les témoins. On pourrait rapporter une multitude de ces exemples, si la nature et l'étendue de ce discours ne nous resserraient dans de justes bornes. C'est la paresse qui dédaigne de s'instruire, c'est l'ignorance ambitieuse qui prétend à tout et qui est incapable de tout, qu'aurait dû fronder je ne sais quel énergumène [a] qui, ne débitant que de misérables paradoxes, a osé soutenir que les sciences sont pernicieuses, qu'elles ont rendu les vices plus raffinés, et qu'elles pervertissent les mœurs. De pareilles faussetés sautent aux yeux, et sous quelque apparence qu'on les présente, il demeurera constant que la culture de l'esprit le rectifie au lieu de le dépraver. Qu'est-ce qui corrompt les mœurs? Ce sont les mauvais exemples: et comme les maladies épidémiques font de plus grands ravages

[a] J.-J. Rousseau.

dans des villes immenses que dans des hameaux, il arrive de même que la contagion du vice fait plus de progrès dans les cités, qui fourmillent de peuple, que dans les campagnes, où les travaux journaliers et une vie plus retirée conservent la simplicité des mœurs dans leur pureté.

Il s'est trouvé de faux politiques, resserrés dans leurs petites idées, qui, sans approfondir la matière, ont cru qu'il était plus facile de gouverner un peuple ignorant et stupide qu'une nation éclairée. C'est vraiment puissamment raisonner, tandis que l'expérience prouve que plus le peuple est abruti, plus il est capricieux et obstiné, et la difficulté est bien plus grande de vaincre son opiniâtreté que de persuader des choses justes à un peuple assez policé pour entendre raison. Le beau pays que celui où les talents demeureraient éternellement étouffés, et où il n'y aurait qu'un seul homme moins borné que les autres! Un tel État, peuplé d'ignorants, ressemblerait au paradis perdu de la Genèse, qui n'était habité que par des bêtes.

Quoiqu'il ne soit pas nécessaire de prouver à cet illustre auditoire et dans cette académie que les arts et les sciences procurent autant d'utilité qu'ils donnent d'éclat aux peuples qui les possèdent, il ne sera peut-être pas inutile d'en convaincre un genre de personnes moins éclairées, pour les prémunir contre les impressions que de vils sophistes pourraient faire sur leur esprit. Qu'ils comparent un sauvage du Canada avec quelque citoyen d'un pays policé de l'Europe, et tout l'avantage sera en faveur de ce dernier. Comment peut-on préférer la nature grossière à la nature perfectionnée, le manque de moyens de subsister à une vie aisée, la grossièreté à la politesse, la sûreté des possessions dont on jouit à l'abri des lois au droit du plus fort et au brigandage, qui anéantit les fortunes et l'état des familles?

La société, formant un corps de peuple, ne saurait se passer ni des arts ni des sciences. C'est par le nivellement et l'hydraulique que les contrées situées le long des fleuves se mettent à couvert des débordements et des inondations; sans ces arts, des terrains féconds se changeraient en marais malsains, et priveraient nombre de familles de leur subsistance. Les terrains plus élevés ne sauraient se passer d'arpenteurs pour mesurer et partager les

champs. Les connaissances physiques bien constatées par l'expérience contribuent à perfectionner la culture des terres et surtout le jardinage. La botanique, qui s'applique à l'étude des simples, et la chimie, qui sait en extraire les sucs spiritueux, servent au moins à fortifier notre espérance durant nos maux, si même leur propriété n'a pas la vertu de nous guérir. L'anatomie guide et dirige la main du chirurgien dans ces opérations douloureuses, mais nécessaires, qui sauvent une partie de notre existence aux dépens de la partie endommagée. La mécanique sert à tout: faut-il soulever ou transporter un fardeau, c'est elle qui le meut; faut-il creuser dans les entrailles de la terre pour en tirer des métaux, c'est elle qui, par des machines ingénieuses, dessèche les carrières et délivre le mineur de la surabondance des eaux qui le feraient périr ou cesser son travail; faut-il construire des moulins pour nous broyer l'aliment le plus connu et le plus nécessaire, c'est la mécanique qui les perfectionne; c'est elle qui soulage les ouvriers en rectifiant les diverses espèces de métiers sur lesquels ils travaillent. Tout ce qui est machine est de son ressort; et combien n'en faut-il pas en tous les genres! L'art de construire un vaisseau est peut-être un des plus grands efforts de l'imagination; mais que de connaissances ne faut-il pas que le pilote possède pour diriger ce bâtiment et braver les flots en dépit des vents! Il faut qu'il ait étudié l'astronomie, qu'il ait de bonnes cartes marines, une notion exacte de la géographie, de l'habileté dans le calcul, pour connaître l'étendue qu'il a parcourue et le lieu où il se trouve, en quoi il sera secouru à l'avenir par des pendules qu'on vient récemment de perfectionner en Angleterre. Les arts et les sciences se tiennent par la main, nous leur devons tout, ce sont les bienfaiteurs du genre humain. Le citoyen des grandes villes en jouit, sans que sa mollesse orgueilleuse sache ce qu'il en coûte de veilles et de travaux pour fournir à ses besoins et contenter ses goûts souvent bizarres.

La guerre, quelquefois nécessaire, et souvent entreprise trop légèrement, que n'exige-t-elle pas de connaissances! La seule découverte de la poudre en a tellement changé la méthode, que les plus grands héros de l'antiquité, s'ils pouvaient revenir au monde, seraient obligés de se mettre au fait de nos découvertes,

pour conserver la réputation qu'ils ont si justement acquise. Il faut, dans ces temps modernes, qu'un guerrier étudie la géométrie, la fortification, l'hydraulique, la mécanique, pour construire des forts, former des inondations artificielles, connaître la force de la poudre, calculer le jet des bombes, savoir diriger l'effet des mines, faciliter le transport des machines de guerre. Il faut qu'il sache à fond la castramétation et la tactique, la mécanique de l'exercice, qu'il ait une connaissance exacte des terrains et de la géographie, et que ses projets de campagne soient semblables à une démonstration géométrique, quoiqu'il soit borné à l'art conjectural. Il doit avoir la mémoire remplie de l'histoire de toutes les guerres précédentes, pour que son imagination ait la liberté d'y puiser comme dans une source féconde.

Mais les généraux ne sont pas les seuls obligés de recourir aux archives des temps passés; le magistrat, le jurisconsulte, ne sauraient s'acquitter de leurs devoirs, s'ils n'ont bien approfondi cette partie de l'histoire qui concerne la législation. Il faut non seulement qu'ils aient étudié l'esprit des lois du pays qu'ils habitent, mais qu'ils sachent encore celles des autres peuples, et à quelles occasions elles ont été promulguées ou abolies.

Ceux même qui se trouvent à la tête des nations, et ceux qui administrent sous eux les gouvernements, ne sauraient se passer d'étudier l'histoire : [a] c'est leur bréviaire, c'est un tableau qui leur représente les plus fines nuances des caractères et les actions des hommes puissants, leurs vertus, leurs vices, leurs succès, leurs malheurs, leurs ressources. Dans l'histoire de leur patrie, qui doit attirer leur attention principale, ils trouvent l'origine des institutions bonnes ou mauvaises, et une chaîne d'événements liés les uns aux autres, qui les conduit jusqu'au temps présent; ils y trouvent les causes qui ont uni les peuples et les causes qui ont rompu ces liens, des exemples à suivre, des exemples à éviter. Mais quel objet de méditation pour un prince, que de passer en revue cette multitude de souverains que l'histoire lui présente! Il s'en trouve nécessairement, dans ce nombre, de son caractère ou dont les actions ont quelque rapport aux siennes; et, dans le jugement que la postérité en a porté, il voit, comme dans un

[a] Voyez t. VIII, p. 259, et ci-dessus, p. 37 et 49.

miroir, l'arrêt qui l'attend dès que sa dissolution totale aura fait évanouir la crainte qu'il inspire.

Si les historiens sont les précepteurs des hommes d'État, les dialecticiens ont été les foudres des erreurs et des superstitions; ils ont combattu et détruit les chimères des charlatans sacrés et profanes. Sans eux, nous immolerions peut-être encore, comme nos ancêtres, des victimes humaines à des dieux fantastiques, nous adorerions l'ouvrage de nos mains; obligés de croire sans oser réfléchir, il nous serait peut-être encore interdit de faire usage de notre raison sur la matière qui importe le plus à notre destinée, nous achèterions au poids de l'or, comme nos pères, des passe-ports pour le paradis, des indulgences pour les crimes, les voluptueux se ruineraient pour ne point entrer en purgatoire, nous dresserions encore des bûchers pour brûler ceux dont les opinions ne seraient pas les nôtres, la nécessité des actions vertueuses serait remplacée par de vaines pratiques, et des fourbes tonsurés nous pousseraient, au nom de la Divinité, à commettre les plus horribles forfaits. Si le fanatisme subsiste encore en partie, il faut l'attribuer aux profondes racines qu'il a poussées dans des temps d'ignorance, de même qu'à l'intérêt de certains corps vêtus en soutane, noirs, bruns, gris, blancs ou pies, qui réchauffent ce mal et en redoublent les accès, pour ne pas perdre la considération où ils se maintiennent encore dans l'esprit du peuple. Nous convenons que la dialectique n'est pas à la portée de la populace : cette portion nombreuse de l'espèce humaine sera toujours la dernière à se dessiller les yeux; et quoique en tout pays elle ait le dépôt de la superstition en garde, il n'en est pas moins vrai de dire qu'on est parvenu à la détromper des sorciers, des possédés, des adeptes et d'autres inepties aussi puériles. Nous devons ces avantages à une étude plus scrupuleuse qu'on a faite de la nature. La physique s'est associée à l'analyse et à l'expérience; on a porté la plus vive lumière dans ces ténèbres qui cachaient tant de vérités à la docte antiquité; et quoique nous ne puissions parvenir à la connaissance des premiers principes secrets que le grand géomètre s'est réservés pour lui seul, il s'est trouvé néanmoins de ces puissants génies qui ont découvert les lois éternelles de la pesanteur et du mouvement. Un chancelier

Bacon, le précurseur de la nouvelle philosophie, ou, pour mieux dire, celui qui en a deviné et prédit les progrès, a mis le chevalier Newton sur les voies de ses merveilleuses découvertes; Newton parut après Des Cartes, qui, ayant décrédité les erreurs anciennes, les avait remplacées par les siennes propres. On a depuis pesé l'air,[16] on a mesuré les cieux, on a calculé la marche des corps célestes avec une justesse infinie,[17] on a prédit les éclipses, on a découvert une propriété inconnue de la matière, la force électrique, dont les effets étonnent l'imagination; et sans doute que dans peu le retour des comètes se pourra prédire comme les éclipses, mais nous devons déjà au savant Bayle [a] d'avoir dissipé l'effroi que ce phénomène causait aux ignorants. Avouons-le: autant que la faiblesse de notre condition nous humilie, autant les travaux de ces grands hommes nous relèvent le courage, et nous font sentir la dignité de notre être.

Les fourbes et les imposteurs sont donc les seuls qui puissent s'opposer aux progrès des sciences, et qui puissent prendre à tâche de les décrier, puisqu'ils sont les seuls auxquels les sciences soient nuisibles.

Dans ce siècle philosophe où nous vivons, on n'a pas seulement voulu dénigrer les hautes sciences, il s'est trouvé des personnes d'assez mauvaise humeur, ou plutôt assez dépourvues de sentiment et de goût, pour se déclarer les ennemies des belles-lettres. A leur sens, un orateur est un homme qui s'occupe plus à bien dire qu'à penser juste, un poëte est un fou qui s'amuse à mesurer des syllabes, un historien est un compilateur de mensonges, ceux qui s'occupent à les lire perdent leur temps, et ceux qui les admirent sont des esprits frivoles. Ils proscriraient les fictions anciennes, ces fables ingénieuses et allégoriques qui renfermaient tant de vérités. Ils ne veulent pas concevoir que si Amphion, par les sons de sa lyre, bâtit les murs de Thèbes, c'est-à-dire que les arts adoucirent les mœurs des sauvages humains, et donnèrent lieu à l'origine des sociétés.

Il faut avoir l'âme bien dure pour vouloir priver l'espèce

16 Torricelli. [Voyez t. II, p. 35.]
17 Newton. [Voyez t. II, p. 34.]
a Voyez t. VII, p. 125 — 129.

humaine des consolations et des secours qu'elle peut puiser dans les belles-lettres contre les amertumes dont la vie est remplie. Qu'on nous délivre de nos infortunes, ou qu'on nous permette de les adoucir. Ce ne sera pas moi qui répondrai à ces ennemis atrabilaires des belles-lettres; mais je me servirai des paroles de ce consul philosophe, le père de la patrie et de l'éloquence. «Les «lettres, dit-il,[18] cultivent la jeunesse, réjouissent la vieillesse, «donnent du lustre à la fortune, offrent un asile et consolent dans «la disgrâce, plaisent au dedans de la maison, n'importunent «point au dehors, veillent les nuits avec nous, voyagent avec «nous, résident aux champs avec nous. Fussions-nous même «incapables d'y parvenir ou d'en bien goûter les charmes, nous «devrions toujours les admirer, à ne les voir que dans les autres.»

Que ceux qui aiment tant à déclamer apprennent à respecter ce qui est respectable, et, au lieu de censurer des occupations également honnêtes et utiles, qu'ils répandent plutôt leur bile sur l'oisiveté, qui est la mère de tous les vices. Si les sciences et les arts n'étaient pas d'une nécessité indispensable aux sociétés, s'il n'y avait pas de l'utilité, de l'agrément et de la gloire à les cultiver, comment la Grèce aurait-elle jeté ce vif éclat dont elle éblouit encore nos yeux, dans ces temps mémorables où elle porta les Socrate, les Platon, les Aristote, les Alexandre, les Périclès, les Thucydide, les Euripide, les Xénophon? Les faits vulgaires s'effacent de la mémoire; mais les actions, les découvertes, les progrès des grands hommes font des impressions durables.

Il en fut de même chez les Romains: leur beau siècle fut celui où le stoïque Caton périt avec la liberté; où Cicéron foudroyait Verrès, publiait son livre des *Offices*, ses *Tusculanes*, son ouvrage immortel de la *Nature des dieux;* où Varron écrivait ses *Origines* et son poëme sur la guerre civile;[a] où César effaça par sa clémence ce que son usurpation avait d'odieux; où Virgile récitait

[18] *Oratio pro Archia.* [D'après la traduction de M. de Villefore. Voyez t. VIII, p. 137, 138 et 271.]

[a] Varron n'a pas composé de poëme sur la guerre civile, ni d'ouvrage intitulé les *Origines*. Ce dernier titre est celui d'un livre, aujourd'hui perdu, qui avait Caton pour auteur. Mais Varron, un des plus illustres savants de son temps, était en particulier un grand archéologue. Voyez t. VII, p. 62.

son *Énéide;* où Horace chantait ses *Odes;* où Tite-Live transmettait à la postérité l'histoire de tous les grands hommes qui avaient illustré la république. Que chacun se demande dans quel temps il aurait voulu naître à Athènes ou à Rome : sans doute qu'il choisira ces époques brillantes.

Une affreuse barbarie succéda à ces temps de gloire; un débordement de peuples féroces couvrit presque toute la face de l'Europe. Ils amenèrent avec eux les vices et l'ignorance, qui préparèrent les voies à la superstition la plus outrée. Ce ne fut qu'après onze siècles d'abrutissement que la terre put se dégager de cette rouille; et dans cette renaissance des lettres, on fait plus de cas des bons auteurs qui les premiers illustrèrent l'Italie, que de Léon X, qui les protégea. François Ier, jaloux de cette gloire, voulut la partager : il fit des efforts inutiles pour transplanter ces plantes étrangères dans un sol qui n'était point encore préparé pour elles; et ce ne fut qu'à la fin du règne de Louis XIII et sous celui de Louis XIV que commença ce beau siècle où tous les arts et toutes les sciences s'acheminèrent, d'une marche égale, au point de perfection où il est permis aux hommes d'atteindre. Depuis, les différents arts se répandirent partout. Le Danemark avait déjà produit un Tycho Brahé, la Prusse un Copernic; l'Allemagne se glorifia d'avoir donné le jour à Leibniz. La Suède aurait également augmenté la liste de ces hommes célèbres, si les guerres perpétuelles où cette nation se trouvait engagée alors n'avaient pas nui aux progrès des arts.

Tous les princes éclairés ont protégé ceux dont les savants travaux ont honoré l'esprit humain, et les choses, de nos jours, en sont venues au point que, pour peu qu'un gouvernement européen négligeât d'encourager les sciences, il se trouverait bientôt arriéré d'un siècle à l'égard de ses voisins; la Pologne en fournit un exemple palpable.

Nous voyons une grande impératrice se faire un point d'honneur d'introduire et d'étendre les connaissances dans ses vastes États, et traiter comme une affaire importante tout ce qui peut y contribuer.

Qui ne serait ému et touché en apprenant l'honneur qu'on rend en Suède à la mémoire d'un grand homme? Un jeune roi

qui connaît le prix des sciences y fait ériger actuellement un tombeau à Des Cartes, pour s'acquitter, au nom de ses prédécesseurs, de la reconnaissance qu'ils devaient à ses talents? Quelle douce satisfaction pour cette Minerve qui mit au jour, qui instruisit elle-même ce jeune Télémaque, de retrouver en lui son esprit, ses connaissances et son cœur! Elle a droit de se complaire et de s'applaudir dans son ouvrage; et s'il est interdit à nos cœurs d'épancher avec profusion tout ce que le sentiment nous inspire sur son sujet, au moins sera-t-il permis à cette académie et à toutes celles qui existent, en lui offrant les hommages les plus sincères, de la placer avec reconnaissance dans le petit nombre des princesses éclairées qui ont aimé et protégé les lettres.

XIV.

EXPOSÉ

DU GOUVERNEMENT PRUSSIEN,

DES PRINCIPES

SUR LESQUELS IL ROULE,

AVEC QUELQUES RÉFLEXIONS POLITIQUES.

EXPOSÉ

DU GOUVERNEMENT PRUSSIEN,

DES

PRINCIPES SUR LESQUELS IL ROULE, AVEC QUELQUES RÉFLEXIONS POLITIQUES.

Pour se faire une idée générale de ce gouvernement, il faut examiner en détail toutes les branches du gouvernement, et puis les combiner ensemble.

Je commence par les finances, qui sont comme les nerfs dans le corps humain, qui font mouvoir tous les membres.

Depuis la guerre,[a] les revenus de l'État ont été prodigieusement augmentés, savoir : d'un million deux cent mille écus par l'acquisition de la Pomérellie, un million du tabac, cent mille de la banque, cinquante mille du bois,[b] quatre cent mille des accises et péages, cent trente mille du sel de Schönebeck, cinquante-six mille du loto, au delà de deux cent mille écus par les nouveaux taux des bailliages, cent mille écus des bois;[b] de sorte qu'à présent le total des revenus monte à vingt et un millions sept cent mille écus, dont, outre toutes les autres dépenses de l'État acquittées, cent quatre-vingt-sept mille soldats sont entretenus. Les

[a] L'Auteur veut parler de la guerre de sept ans, dénomination qui ne se trouve pas dans ses Œuvres (voyez t. IV, p. XI). Il l'y nomme tantôt *la guerre précédente* (t. VI, p. 126 et 128), tantôt *la dernière guerre* ou *la guerre dernière* (t. VI, p. 78, 97, 102, 104 et 126), tantôt *la guerre de* 1756 (t. VI, p. 97; et ci-dessus, p. 145).

[b] Voyez t. VI, p. 86 et 87.

dépenses décomptées, il reste tous les ans cinq millions sept cent mille écus, dont jusqu'ici deux millions ont été annuellement déposés dans le trésor, et trois millions sept cent mille écus ont été employés, soit aux fortifications, soit aux améliorations du pays, soit pour réparer des malheurs, ainsi qu'en subsides pour les Russes [a] et en bâtiments. Mais la destination de ces cinq millions sept cent mille, en temps de guerre, est pour payer les extraordinaires des campagnes, qui montent chaque année à onze millions, de sorte que, cinq millions sept cent mille décomptés, reste à ajouter annuellement la somme de cinq millions trois cent mille écus. Cette somme doit être prise du trésor, qui est fourni de dix-neuf millions trois cent mille écus, outre quatre millions trois cent mille écus, ce qu'on appelle le petit trésor, destiné à rendre l'armée mobile. Nous avons encore, d'ailleurs, quatre millions deux cent mille à Breslau, tout prêts pour acheter et amasser les fourrages pour une armée de soixante mille hommes, et neuf cent mille dans la banque pour acheter du fourrage pour six semaines à Magdebourg; en outre, la caisse de guerre doit avoir onze millions pour pouvoir payer en temps de guerre les régiments d'avance; quatre millions s'y trouvent déjà, les autres y seront dans trois ans. Mais il faut remarquer que si l'on veut puiser tous les extraordinaires de guerre du trésor, on ne pourra durer que quatre campagnes, ce qui fait que de nécessité il faut s'emparer de la Saxe, ménager le plus que l'on peut le trésor, qui ne doit servir proprement qu'à remplir le vide de quelques provinces envahies par l'ennemi. Voilà le fond des choses, qui démontre qu'il faut user de la plus grande économie pour avoir le dernier écu en poche lorsqu'on négocie la paix. Cet argent, ces deux millions qui sortent tous les ans de la circulation en entrant dans le trésor, paraîtront une somme très-considérable; mais ce qui justifie cette opération, c'est que la balance du commerce est en faveur de l'État de quatre millions quatre cent mille écus, de sorte que la circulation des espèces augmente encore dans le public annuellement de deux millions quatre cent mille écus. Cette balance était contre la Prusse à la mort du feu roi, où la monarchie perdait annuellement cinq cent mille écus par les im-

[a] Voyez t. VI, p. 13, 24 et 83.

portations. J'ai trouvé moyen, en établissant beaucoup de manufactures, et surtout à l'aide de la Silésie, de la mettre sur l'état que je viens d'annoncer. C'est pourquoi il ne faut pas perdre les manufactures de vue : par leur moyen, cette balance peut encore s'augmenter dans nos possessions actuelles de quelques cent mille écus. Mais ce qui importe surtout, c'est de conserver le bon ordre établi maintenant pour la régie des deniers publics et la surveillance sur toutes les caisses; sans quoi le peuple paye beaucoup, et le souverain est volé.

DES MAGASINS.

Il y a ici un magasin de trente-six mille winspels, dont on peut nourrir un an une armée de soixante mille hommes; il y a un magasin pareil en Silésie pour le même nombre de troupes, et d'ailleurs un fonds de deux millions pour acheter des grains de la Pologne; ce qui pourra fournir cent vingt mille winspels, par le moyen desquels le pays sera à l'abri de toute famine, et, en cas de guerre, avec le blé qu'il y a déjà, on aura de quoi faire trois campagnes.

DE WARTENBERG.[a]

Wartenberg a tous les ans quatre cent quarante mille écus d'épargne, qui sont employés en partie pour les armes, pour augmenter son dépôt, en partie pour l'artillerie, dont on a construit les canons pour la nouvelle forteresse de Silésie,[b] et une réserve, à laquelle on travaille encore à présent, de quatre cents canons de réserve pour la campagne.

---

[a] Voyez t. VI, p. 92 et 100.

[b] Silberberg; voyez t. VI, p. 99.

DE L'ARMÉE.

La situation de cet État nous oblige d'entretenir beaucoup de troupes, car nos voisins sont l'Autriche, la Russie, la France et la Suède. Le pied de guerre est de deux cent vingt mille hommes, y compris les bataillons francs et l'augmentation dans la cavalerie. De ce nombre on pourra mettre en campagne cent quatre-vingt mille hommes; mais dès qu'il faut former trois armées, il saute aux yeux que nous n'en avons pas trop en comparaison de nos voisins. Je crois que la discipline doit rester sur le pied où elle se trouve, ainsi que les évolutions introduites, à moins que la guerre ne change, car alors il n'y a de parti qu'à se plier aux circonstances et à changer avec elles; mais pour égaler les ennemis ou les surpasser, il faut que ce soit par l'ordre et par la discipline, encourager les officiers et les distinguer, pour qu'une noble émulation les porte à surpasser leurs adversaires qu'ils ont à combattre. Si le souverain ne se mêle pas lui-même du militaire, et s'il n'en donne pas l'exemple, tout est fini. Si l'on préfère les fainéants de cour au militaire, on verra que tout le monde préférera cette fainéantise au laborieux métier des armes, et alors, au lieu que nos officiers sont nobles, il faudra avoir recours aux roturiers, ce qui serait le premier pas vers la décadence et la chute de l'armée. Nous n'avons à présent que soixante-dix citoyens par compagnie; il ne faut point s'écarter de ce principe, pour ménager le pays, qui, par l'augmentation de la population, pourra fournir des ressources ou recrues, si la guerre le rend néeessaire. Les forteresses sont en bon état, à l'exception de Stettin, dont le plan est tout fait. Il faudrait miner toute l'enceinte de Magdebourg. La partie dans laquelle nous sommes le plus faibles est celle du génie. Il nous faudrait encore trente bons officiers ingénieurs; mais la difficulté est de les trouver. Les mineurs sont bons. Il faudrait également augmenter le nombre des quartiers-maîtres, parce que, supposé trois armées, leur service demande plus d'habiles gens que nous n'en avons. Notre population est de cinq millions deux cent mille âmes, dont quatre-vingt-dix mille à peu près sont soldats. Cette proportion

peut aller; mais il ne faut pas que l'on prenne des cantons plus de huit cent quarante par régiment d'infanterie et quatre cents par régiment de[a] cavalerie.

DE LA POLITIQUE.

Un des premiers principes de la politique est de tâcher de s'allier à celui de ses voisins qui peut porter à l'État les coups les plus dangereux. C'est par cette raison que nous sommes en alliance avec la Russie, parce qu'elle nous rend le dos libre du côté de la Prusse, et que, tant que cette liaison dure, nous n'avons pas à craindre que la Suède ose nous attaquer en Poméranie. Les temps peuvent changer, et la bizarrerie des conjonctures peut obliger à prendre d'autres engagements; mais jamais on ne trouvera avec les autres puissances l'équivalent des avantages que l'on trouve avec la Russie. Les troupes françaises ne valent rien, et les Français sont accoutumés à ne secourir que faiblement leurs alliés; et les Anglais, faits pour payer des subsides, sacrifient leurs alliés, à la paix, pour favoriser leurs propres intérêts. Je ne parle point de la maison d'Autriche, avec laquelle il paraît presque impossible que des liens solides se forment. S'il s'agit des vues politiques d'acquisition qui conviennent à cette monarchie, les États de la Saxe sont sans contredit ceux qui lui conviendraient le mieux, en l'arrondissant et lui formant une barrière par les montagnes qui séparent la Saxe de la Bohême, et qu'il faudrait fortifier. Il est difficile de prévoir comment cette acquisition pourrait se faire. La manière la plus sûre serait de conquérir la Bohême et la Moravie, et de les troquer avec la Saxe; soit enfin que cela pût s'opérer par d'autres trocs ou des possessions du Rhin, en y ajoutant Juliers ou Berg, ou de quelque façon que cela se fasse. Cette acquisition est d'une nécessité indispensable pour donner à cet État la consistance dont il manque. Car, dès qu'on est en guerre, l'ennemi peut avancer de plain-

[a] Les mots *régiment de* sont omis dans l'autographe.

pied jusqu'à Berlin sans trouver la moindre opposition dans son chemin. Je ne parle pas, d'ailleurs, de nos droits de succession au pays d'Ansbach, Juliers et Berg, et le Mecklenbourg, parce que ce sont des prétentions connues, et dont il faut attendre l'événement. Comme l'État n'est pas riche, il faut se garder sur toute chose de se mêler dans des guerres où il n'y a rien à gagner, parce qu'on s'épuise à pure perte, et qu'une bonne occasion arrivant ensuite, on n'en saurait pas profiter. Toutes les acquisitions éloignées sont à charge à un État. Un village sur la frontière vaut mieux qu'une principauté à soixante lieues. C'est une attention nécessaire de cacher autant qu'il est possible ses desseins d'ambition, et, si l'on peut, de réveiller l'envie de l'Europe contre d'autres puissances, à la faveur de quoi l'on frappe son coup. Cela peut arriver, et la maison d'Autriche, dont l'ambition va le visage démasqué, s'attirera de reste l'envie et la jalousie des grandes puissances. Le secret est une vertu essentielle pour la politique aussi bien que pour l'art de la guerre.

DE LA JUSTICE.

Les lois sont assez sagement faites dans ce pays. Je ne crois pas qu'on ait besoin d'y retoucher; mais il faut que tous les trois ans il se fasse une visite des tribunaux des provinces, pour qu'il y ait des surveillants qui s'informent de la conduite des juges et des avocats, que l'on punit quand on les trouve en défaut. Mais comme les parties et les avocats tâchent d'éluder les meilleures lois, il est nécessaire que tous les vingt ans on examine par quel raffinement ils allongent les procès, et qu'on leur mette des barrières, comme on a fait à présent, pour ne pas prolonger les procès, ce qui ruine les parties.

COMBINAISON DU TOTAL DU GOUVERNEMENT.

Comme le pays est pauvre, et qu'il n'a guère de ressources, c'est une chose nécessaire que le souverain ait toujours un trésor bien muni, pour soutenir au moins quelques campagnes. Les seules ressources qu'il peut trouver dans le besoin consistent dans un emprunt de cinq millions de la *Landschaft*, et à peu près quatre millions qu'il pourra tirer du crédit de la banque; mais voilà tout. Il a à la vérité en temps de paix cinq millions sept cent mille dont il peut disposer; mais la plupart de cet argent doit, ou entrer dans le trésor, ou être employé à des usages publics, comme forteresses, améliorations, manufactures, canaux, défrichements, forteresses, bâtisses de villes dont on fait en pierre les maisons qui sont en bois, le tout pour rendre la constitution de l'État plus solide. Ces raisons que je viens d'alléguer exigent que le souverain de ce pays soit économe et homme qui tienne le plus grand ordre dans ses affaires. Une raison aussi valable que la première s'y joint encore : c'est que s'il donne l'exemple de la profusion, ses sujets, qui sont pauvres, veulent l'imiter, et se ruinent. Il faut surtout, pour le soutien des mœurs, que les distinctions soient uniquement pour le mérite et non pas pour les richesses; ce principe mal observé en France a perdu les mœurs de la nation, qui autrefois ne connaissait que le chemin de l'honneur pour parvenir à la gloire, et qui croit à présent qu'il suffit d'être riche pour être honoré. Comme les guerres sont un gouffre où les hommes s'abîment, il faut avoir l'œil à ce que le pays se peuple autant que possible, d'où il résulte encore un autre bien, c'est que les campagnes en sont mieux cultivées et les possesseurs mieux à leur aise. Je ne crois point que dans ce pays on doive jamais se laisser persuader de former une marine militaire. En voici les raisons. Il y a en Europe de grandes marines, savoir : celle d'Angleterre, celle de France, d'Espagne, du Danemark et de la Russie. Jamais nous ne pourrons les égaler; ainsi, avec quelques vaisseaux, demeurant toujours inférieurs à d'autres nations, la dépense serait inutile. Ajoutez que, pour tenir une flotte, l'argent qu'elle coûterait nous obligerait de réformer des

troupes de terre; que le pays n'est pas assez peuplé pour fournir des recrues à l'armée et des matelots pour les vaisseaux, et enfin, que les batailles de mer sont rarement décisives; d'où je conclus qu'il vaut mieux avoir la première armée de l'Europe que la plus mauvaise flotte des puissances maritimes.

La politique doit porter ses vues aussi loin qu'elle peut dans l'avenir, et juger des conjonctures de l'Europe, soit pour former des alliances, soit pour contrecarrer les projets de ses ennemis. Il ne faut pas croire qu'elle peut amener les événements; mais quand ils se présentent, elle doit les saisir pour en profiter. Voilà pourquoi les finances doivent être en ordre. C'est par cette raison que de l'argent doit être en réserve, pour que le gouvernement soit prêt d'agir sitôt que les raisons politiques lui en indiquent le moment. La guerre même doit être conduite sur les principes de la politique, pour porter les coups les plus sanglants à ses ennemis. C'était sur ces principes qu'agissait le prince Eugène, qui a rendu son nom immortel par la marche et la bataille de Turin, par celles de Höchstädt et de Belgrad. Les grands projets de campagne ne réussissent pas tous; mais quand ils sont vastes, il en résulte toujours plus d'avantages que par ces petits projets où l'on se borne à la prise d'une bicoque sur les frontières. Voilà comme le comte de Saxe ne donna la bataille de Rocoux que pour pouvoir exécuter l'hiver d'après son dessein sur Bruxelles, qui lui réussit.

Il est évident, par tout ce que je viens de dire, que la politique, le militaire et les finances sont des branches si étroitement liées ensemble, qu'elles ne sauraient être séparées. Il faut les mener de front, et de leur combinaison, assujettie aux règles de la bonne politique, résultent les plus grands avantages pour les États. En France, il y a un roi qui dirige chaque branche à part. C'est le ministre qui préside, soit aux finances, soit à la guerre, soit aux affaires étrangères. Mais le point de ralliement manque, et ces branches, n'étant pas réunies, divergent, et les ministres ne sont chacun occupés que[a] des détails de leur département, sans que personne réunisse à un but fixe l'objet de leurs travaux. Si pareille chose arrivait dans cet État, il serait perdu, parce que

[a] Le mot *que* est omis dans l'autographe.

les grandes monarchies vont malgré les abus, et se soutiennent par leur poids et leur force intrinsèque, et que les petits États sont vite écrasés, si tout en eux n'est force, nerf et vigueur.

Voilà quelques réflexions et mes idées sur le gouvernement de ce pays, qui, tant qu'il n'aura pas pris une plus grande consistance et de meilleures frontières, doit être gouverné par des princes qui soient toujours en vedette, les oreilles dressées, pour veiller sur leurs voisins, et prêts à se défendre d'un jour à l'autre contre les projets pernicieux de leurs ennemis.

(Signé) FEDERIC.

XV.

ESSAI

SUR LES

FORMES DE GOUVERNEMENT

ET SUR

LES DEVOIRS DES SOUVERAINS.

ESSAI
SUR
LES FORMES DE GOUVERNEMENT
ET
SUR LES DEVOIRS DES SOUVERAINS.

Nous trouvons, en remontant à l'antiquité la plus reculée, que les peuples dont la connaissance nous est parvenue menaient une vie pastorale, et ne formaient point de corps de société : ce que la Genèse rapporte de l'histoire des patriarches en est un témoignage suffisant. Avant le petit peuple juif, les Égyptiens devaient être de même éparpillés par familles dans ces contrées que le Nil ne submergeait pas; et sans doute il s'est écoulé bien des siècles avant que ce fleuve, dompté, permît aux régnicoles de se rassembler par bourgades. Nous apprenons par l'histoire grecque le nom des fondateurs des villes et celui des législateurs qui les premiers les rassemblèrent en corps; cette nation fut longtemps sauvage, comme le furent tous les habitants de notre globe. Si les annales des Étrusques, des Samnites, des Sabins, etc. nous étaient parvenues, nous apprendrions assurément que ces peuples vivaient isolés par familles avant de s'être rassemblés et réunis. Les Gaulois formaient déjà des associations du temps que Jules César les dompta. Mais il paraît que la Grande-Bretagne n'était pas perfectionnée à ce point lorsque ce conquérant y passa pour la première fois avec les troupes romaines. Du temps de ce grand homme, les Germains ne pouvaient se comparer qu'aux Iroquois, aux Algonquins et pareilles nations sauvages; ils ne vivaient que de la chasse, de la pêche, et du lait de leurs troupeaux. Un Ger-

main croyait s'avilir en cultivant la terre; il employait à ces travaux les esclaves qu'il avait faits à la guerre; aussi la forêt d'Hercynie couvrait-elle presque entièrement cette vaste étendue de pays qui compose maintenant l'Allèmagne. Là nation ne pouvait pas être nombreuse, faute de nourriture suffisante; et c'est là sans doute la véritable cause de ces émigrations prodigieuses des peuples du Septentrion, qui se précipitaient vers le Midi pour chercher des terres toutes défrichées et un climat moins rigoureux.

On est étonné quand on se représente le genre humain vivant si longtemps dans un état d'abrutissement et sans former de société, et l'on recherche avidement quelle raison a pu le porter à se réunir en corps de peuple. Sans doute que les violences et les pillages d'autres hordes voisines ont fait naître à ces peuplades isolées l'idée de se joindre à d'autres familles pour assurer leurs possessions par leur mutuelle défense. De là sont nées les lois, qui enseignent aux sociétés à préférer l'intérêt général au bien particulier. Dès lors personne, sans craindre de châtiment, n'osa s'emparer du bien d'autrui, personne n'osa attenter sur la vie de son voisin, il fallut respecter sa femme et ses biens comme des objets sacrés, et si la société entière se trouvait attaquée, chacun devait accourir pour la sauver. Cette grande vérité, qu'il faut agir envers les autres comme nous voudrions qu'ils se comportassent envers nous, devient le principe des lois et du pacte social;[a] de là naît l'amour de la patrie, envisagée comme l'asile de notre bonheur. Mais comme ces lois ne pouvaient ni se maintenir ni s'exécuter sans un surveillant qui s'en occupât sans cesse, ce fut l'origine des magistrats, que le peuple élut et auxquels il se soumit. Qu'on s'imprime bien que la conservation des lois fut

[a] Le terme de *pacte social* ne se trouve pas dans les *Œuvres* de Frédéric, si ce n'est dans ce passage et dans la pièce suivante, où il est répété sept fois. Les mots *pacte* et *contrat* y sont employés dans le même sens.

Parmi les lettres du Roi à mylord Marischal et à la duchesse de Saxe-Gotha, il en est quelques-unes, des années 1762 et 1763, qui roulent sur le caractère de Rousseau et sur son *Émile;* Frédéric ne paraît pas aimer l'un plus que l'autre, et il ne fait jamais mention du *Contrat social,* dont la première édition avait paru en 1762. Quant au fameux *Discours qui a remporté le prix à l'Académie de Dijon, en l'année* 1750, nous trouvons ci-dessus, p. 172 et 173, un jugement sévère qui le concerne. Voyez l'*Avertissement de l'Éditeur* en tête de ce volume, n° XIII.

l'unique raison qui engagea les hommes à se donner des supérieurs, puisque c'est la vraie origine de la souveraineté. Ce magistrat était le premier serviteur de l'État.[a] Quand ces sociétés naissantes avaient à craindre de leurs voisins, le magistrat armait le peuple et volait à la défense des citoyens.

Cet instinct général des hommes qui les anime à se procurer le plus grand bonheur possible donna lieu à la formation des différents genres de gouvernement. Les uns crurent qu'en s'abandonnant à la conduite de quelques sages, ils trouveraient ce bonheur; de là le gouvernement aristocratique. D'autres préférèrent l'oligarchie. Athènes et la plupart des républiques grecques choisirent la démocratie. La Perse et l'Orient ployaient sous le despotisme. Les Romains eurent quelque temps des rois; mais lassés des violences des Tarquins, ils tournèrent la forme de leur gouvernement en aristocratie. Bientôt, fatigué de la dureté des patriciens, qui l'opprimaient par des usures, le peuple s'en sépara, et ne retourna à Rome qu'après que le sénat eut autorisé les tribuns que ce peuple avait élus pour le soutenir contre la violence des grands; depuis, il devint presque le dépositaire de l'autorité suprême. On appelait tyrans ceux qui s'emparaient avec violence du gouvernement, et qui, ne suivant que leurs passions et leurs caprices pour guides, renversaient les lois et les principes fondamentaux que la société avait établis pour sa conservation.

Mais quelque sages que fussent les législateurs et les premiers qui rassemblèrent le peuple en corps, quelque bonnes que fussent leurs institutions, il ne s'est trouvé aucun de ces gouvernements qui se soit soutenu dans toute son intégrité. Pourquoi? Parce que les hommes sont imparfaits, et que leurs ouvrages le sont par conséquent; parce que les citoyens, poussés par des passions, se laissent aveugler par l'intérêt particulier, qui toujours bouleverse l'intérêt général; enfin, parce que rien n'est stable dans ce monde. Dans les aristocraties, l'abus que les premiers membres de l'État font de leur autorité est, pour l'ordinaire, cause des révolutions qui s'ensuivent. La démocratie des Romains fut bouleversée par le peuple même; la masse aveuglée de ces plébéiens se laissa corrompre par des citoyens ambitieux qui ensuite les

[a] Voyez t. I, p. 123, et t. VIII, p. 65, 66, 168 et 298.

asservirent et les privèrent de leur liberté. C'est le sort auquel l'Angleterre doit s'attendre, si la chambre basse ne préfère pas les véritables intérêts de la nation à cette corruption infâme qui l'avilit. Quant au gouvernement monarchique, on en a vu bien des espèces différentes. L'ancien gouvernement féodal, qui était presque général en Europe il y a quelques siècles, s'était établi par les conquêtes des barbares. Le général qui menait une horde se rendait souverain du pays conquis, et il partageait les provinces entre ses principaux officiers; ceux-là à la vérité étaient soumis au suzerain, et lui fournissaient des troupes, s'il les demandait; mais comme quelques-uns de ces vassaux devinrent aussi puissants que leur chef, cela formait des États dans l'État. C'était une pépinière de guerres civiles dont résultait le malheur de la société générale. En Allemagne ces vassaux sont devenus indépendants; ils ont été opprimés en France, en Angleterre et en Espagne. Le seul modèle qui nous reste de cet abominable gouvernement subsiste encore dans la république de Pologne. En Turquie, le souverain est despotique, il peut commettre impunément les cruautés les plus révoltantes; mais aussi lui arrive-t-il souvent, par une vicissitude commune chez les nations barbares ou par une juste rétribution, qu'il est étranglé à son tour. Pour le gouvernement vraiment monarchique, il est le pire ou le meilleur de tous, selon qu'il est administré.

Nous avons remarqué que les citoyens n'ont accordé la prééminence à un de leurs semblables qu'en faveur des services qu'ils attendaient de lui; ces services consistent à maintenir les lois, à faire exactement observer la justice, à s'opposer de toutes ses forces à la corruption des mœurs, à défendre l'État contre ses ennemis. Le magistrat doit avoir l'œil sur la culture des terres; il doit procurer l'abondance des vivres à la société, encourager l'industrie et le commerce; il est comme une sentinelle permanente qui doit veiller sur les voisins et sur la conduite des ennemis de l'État. On demande que sa prévoyance et sa prudence forment à temps les liaisons, et choisissent les alliés les plus convenables aux intérêts de son association. On voit par ce court exposé quel détail de connaissances chacun de ces articles exige en particulier. Il faut joindre à cela une étude approfondie du

local du pays que le magistrat doit gouverner, et bien connaître le génie de la nation, parce qu'en péchant par ignorance, le souverain se rend aussi coupable que par les péchés qu'il aurait commis par malice : les uns sont des défauts de paresse, les autres des vices du cœur; mais le mal qui en résulte est le même pour la société.

Les princes, les souverains, les rois ne sont donc pas revêtus de l'autorité suprême pour se plonger impunément dans la débauche et dans le luxe; ils ne sont pas élevés sur leurs concitoyens pour que leur orgueil, se pavanant dans la représentation, insulte avec mépris à la simplicité des mœurs, à la pauvreté, à la misère; ils ne sont point à la tête de l'État pour entretenir auprès de leurs personnes un tas de fainéants dont l'oisiveté et l'inutilité engendrent tous les vices. La mauvaise administration du gouvernement monarchique provient de bien des causes différentes, qui ont leur source dans le caractère du souverain. Ainsi un prince adonné aux femmes se laissera gouverner par ses maîtresses et par ses favoris; ceux-là, abusant du pouvoir qu'ils ont sur l'esprit du prince, se serviront de cet ascendant pour commettre des injustices, protéger des gens perdus de mœurs, vendre des charges, et autres infamies pareilles. Si le prince, par fainéantise, abandonne le gouvernail de l'État en des mains mercenaires, je veux dire à ses ministres, alors l'un tire à droite, l'autre à gauche, personne ne travaille sur un plan général, chaque ministre renverse ce qu'il a trouvé établi, quelque bonne que soit la chose, pour devenir créateur de nouveautés et pour réaliser ses fantaisies, souvent au détriment du bien public; d'autres ministres qui remplacent ceux-là se hâtent de bouleverser à leur tour ces arrangements avec aussi peu de solidité que leurs prédécesseurs, satisfaits de passer pour inventeurs. Ainsi cette suite de changements et de variations ne donne pas à ces projets le temps de pousser racine. De là naissent la confusion, le désordre et tous les vices d'une mauvaise administration. Les prévaricateurs ont une excuse toute prête : ils couvrent leur turpitude de ces changements perpétuels; et comme ces sortes de ministres se contentent de ce que personne ne recherche leur conduite, ils se gardent bien d'en donner l'exemple en sévissant contre leurs su-

balternes. Les hommes s'attachent à ce qui leur appartient; l'État n'appartient pas à ces ministres; ils n'ont donc pas son bien véritablement à cœur, tout s'exécute avec nonchalance et avec une espèce d'indifférence stoïque, d'où résulte le dépérissement de la justice, des finances et du militaire. De monarchique qu'il était, ce gouvernement dégénère en une véritable aristocratie où les ministres et les généraux dirigent les affaires selon leur fantaisie; alors on ne connaît plus de système général, chacun suit ses idées particulières, et le point central, le point d'unité est perdu. Comme tous les ressorts d'une montre conspirent au même but, qui est celui de mesurer le temps, les ressorts du gouvernement devraient être montés de même pour que toutes les différentes parties de l'administration concourussent également au plus grand bien de l'État, objet important qu'on ne doit jamais perdre de vue. D'ailleurs, l'intérêt personnel des ministres et des généraux fait pour l'ordinaire qu'ils se contrecarrent en tout, et que quelquefois ils empêchent l'exécution des meilleures choses, parce que ce ne sont pas eux qui les ont proposées. Mais le mal arrive à son comble, si des âmes perverses parviennent à persuader au souverain que ses intérêts sont différents de ceux de ses sujets : alors le souverain devient l'ennemi de ses peuples sans savoir pourquoi; il devient dur, sévère, inhumain par mésentendu; car le principe dont il part étant faux, les conséquences le doivent être nécessairement. Le souverain est attaché par des liens indissolubles au corps de l'État; par conséquent il ressent par répercussion tous les maux qui affligent ses sujets, et la société souffre également des malheurs qui touchent son souverain. Il n'y a qu'un bien, qui est celui de l'État en général. Si le prince perd des provinces, il n'est plus en état comme par le passé d'assister ses sujets; si le malheur l'a forcé de contracter des dettes, c'est aux pauvres citoyens à les acquitter; en revanche, si le peuple est peu nombreux, s'il croupit dans la misère, le souverain est privé de toute ressource. Ce sont des vérités si incontestables, qu'il n'est pas besoin d'appuyer davantage là-dessus.

Je le répète donc, le souverain représente l'État; lui et ses peuples ne forment qu'un corps, qui ne peut être heureux qu'autant que la concorde les unit. Le prince est à la société qu'il gou-

verne ce que la tête est au corps : il doit voir, penser et agir pour toute la communauté, afin de lui procurer tous les avantages dont elle est susceptible.] Si l'on veut que le gouvernement monarchique l'emporte sur le républicain, l'arrêt du souverain est prononcé : il doit être actif et intègre, et rassembler toutes ses forces pour remplir la carrière qui lui est prescrite. Voici l'idée que je me fais de ses devoirs.

Il doit se procurer une connaissance exacte et détaillée de la force et de la faiblesse de son pays, tant pour les ressources pécuniaires que pour la population, les finances, le commerce, les lois et le génie de la nation qu'il doit gouverner. Les lois, si elles sont bonnes, doivent être exprimées clairement, afin que la chicane ne puisse pas les tourner à son gré pour en éluder l'esprit et décider de la fortune des particuliers arbitrairement et sans règle; la procédure doit être aussi courte qu'il est possible, afin d'empêcher la ruine des plaideurs, qui consumeraient en faux frais ce qui leur est dû de justice et de bon droit. Cette partie du gouvernement ne saurait être assez surveillée, pour mettre toutes les barrières possibles à l'avidité des juges et à l'intérêt démesuré des avocats. On retient tout le monde dans son devoir par des visitations qui se font de temps à autre dans les provinces, où quiconque se croit lésé ose porter ses plaintes à la commission, et les prévaricateurs doivent être sévèrement punis. Il est peut-être superflu d'ajouter que les peines ne doivent jamais passer le délit, que la violence ne doit jamais être employée au lieu des lois, et qu'il vaut mieux qu'un souverain soit trop indulgent que trop sévère. Comme tout particulier qui n'agit pas par principes a une conduite inconséquente, d'autant plus importe-t-il qu'un magistrat qui veille au bien des peuples agisse d'après un système arrêté de politique, de guerre, de finance, de commerce et de lois. Par exemple, un peuple doux ne doit point avoir des lois sévères, mais des lois adaptées à son caractère. La base de ces systèmes doit toujours être relative au plus grand bien de la société; les principes doivent être adaptés à la situation du pays, à ses anciens usages, s'ils sont bons, au génie de la nation. Par exemple, en politique c'est un fait connu que les alliés les plus naturels et par conséquent les meilleurs sont ceux dont les inté-

rêts concourent avec les nôtres, et qui ne sont pas si proches voisins, qu'on soit engagé en quelque discussion d'intérêt avec eux. Quelquefois des événements bizarres donnent lieu à des combinaisons extraordinaires. Nous avons vu, de nos jours, des nations de tout temps rivales et même ennemies marcher sous les mêmes bannières; mais ce sont des cas qui arrivent rarement, et qui ne serviront jamais d'exemples. Ces sortes de liaisons ne peuvent être que momentanées, au lieu que le genre des autres, contractées par un intérêt commun, peut seul être durable. Dans la situation où l'Europe est de nos jours, où tous les princes sont armés, parmi lesquels il s'élève des puissances prépondérantes capables d'écraser les faibles, la prudence exige qu'on s'allie avec d'autres puissances, soit pour s'assurer des secours en cas d'attaque, soit pour réprimer les projets dangereux de ses ennemis, soit pour soutenir, à l'aide de ces alliés, de justes prétentions contre ceux qui voudraient s'y opposer. Mais ceci ne suffit pas; il faut avoir chez ses voisins, surtout chez ses ennemis, des yeux et des oreilles ouverts, qui rapportent fidèlement ce qu'ils ont vu et entendu. [Les hommes sont méchants; il faut se garder surtout d'être surpris,] parce que tout ce qui surprend effraye et décontenance, ce qui n'arrive jamais quand on est préparé, quelque fâcheux que soit l'événement auquel on doit s'attendre. La politique européenne est si fallacieuse, que le plus avisé peut devenir dupe, s'il n'est pas toujours alerte et sur ses gardes.

Le système militaire doit être également assis sur de bons principes qui soient sûrs et reconnus par l'expérience. On doit connaître le génie de la nation, de quoi elle est capable, et jusqu'où l'on ose risquer ses entreprises en la menant à l'ennemi. Dans nos temps, il nous est interdit d'employer à la guerre les usages des Grecs et des Romains. La découverte de la poudre à canon a changé entièrement la façon de faire la guerre. Maintenant c'est la supériorité du feu qui décide de la victoire; les exercices, les règlements et la tactique ont été refondus pour les conformer à cet usage, et récemment, l'abus énorme des nombreuses artilleries qui appesantissent les armées nous force également d'adopter cette mode, tant pour nous soutenir dans nos postes

que pour attaquer l'ennemi dans ceux qu'il occupe, au cas que d'importantes raisons l'exigent. Tant de raffinements nouveaux ont donc si fort changé l'art de la guerre, que ce serait de nos jours une témérité impardonnable à un général, en imitant les Turenne, les Condé, les Luxembourg, de risquer une bataille en suivant les dispositions que ces grands généraux ont faites de leur temps. Alors les victoires se remportaient par la valeur et par la force; maintenant l'artillerie décide de tout, et l'habileté du général consiste à faire approcher ses troupes de l'ennemi sans qu'elles soient détruites avant de commencer à l'attaquer. Pour se procurer cet avantage, il faut qu'il fasse taire le feu de l'ennemi par la supériorité de celui qu'il lui oppose. Mais ce qui restera éternellement stable dans l'art militaire, c'est la castramétrie, ou l'art de tirer le plus grand parti possible d'un terrain pour son avantage. Si de nouvelles découvertes se font encore, ce sera une nécessité que les généraux de ces temps-là se prêtent à ces nouveautés, et changent à notre tactique ce qui exige correction.

Il est des États qui, par leur local et par leur constitution, doivent être des puissances maritimes; tels sont l'Angleterre, la Hollande, la France, l'Espagne, le Danemark: ils sont environnés de la mer, et les colonies éloignées qu'ils possèdent leur prescrivent d'avoir des vaisseaux pour entretenir la communication et le commerce entre la mère patrie et ces membres détachés. Il est d'autres États, comme l'Autriche, la Pologne, la Prusse et même la Russie, dont les uns pourraient se passer de marine, et les autres commettraient une faute impardonnable en politique, s'ils divisaient leurs forces en voulant employer sur mer des troupes dont ils ont un besoin indispensable sur terre. Le nombre des troupes qu'un État entretient doit être en proportion des troupes qu'ont ses ennemis; il faut qu'il se trouve en même force, ou le plus faible risque de succomber. On objectera peut-être que le prince doit compter sur les secours de ses alliés. Cela serait bon, si les alliés étaient tels qu'ils devraient être; mais leur zèle n'est que tiédeur, et l'on se trompe à coup sûr, si l'on compte sur d'autres que sur soi-même. Si la situation des frontières est susceptible d'être défendue par des forteresses, il ne faut rien négliger pour en construire, et ne rien épargner pour les perfectionner.

La France en a donné l'exemple, et elle en a senti l'avantage en différentes occasions.

Mais ni la politique ni le militaire ne peuvent prospérer, si les finances ne sont pas entretenues dans le plus grand ordre, et si le prince lui-même n'est économe et prudent. L'argent est comme la baguette des enchanteurs, par le moyen de laquelle ils opéraient des miracles. Les grandes vues politiques, l'entretien du militaire, les meilleures intentions pour le soulagement des peuples, tout cela demeure engourdi, si l'argent ne le vivifie. L'économie du souverain est d'autant plus utile pour le bien public, que s'il ne se trouve pas avoir des fonds suffisants en réserve, soit pour fournir aux frais de la guerre sans charger ses peuples d'impôts extraordinaires, soit pour secourir les citoyens dans des calamités publiques, toutes ces charges tombent sur les sujets, qui se trouvent sans ressource dans des temps malheureux où ils ont si grand besoin d'assistance. Aucun gouvernement ne peut se passer d'impôts; soit républicain, soit monarchique, il en a un égal besoin. Il faut bien que le magistrat chargé de toute la besogne publique ait de quoi vivre, que les juges soient payés, pour les empêcher de prévariquer, que le soldat soit entretenu, afin qu'il ne commette point de violences faute d'avoir de quoi subsister; il faut de même que les personnes préposées au maniement des finances soient assez bien payées pour que le besoin ne les oblige pas d'administrer infidèlement les deniers publics. Ces différentes dépenses demandent des sommes considérables; ajoutez-y encore quelque argent mis annuellement de côté pour les cas extraordinaires : voilà cependant ce qui doit être nécessairement pris sur le peuple. Le grand art consiste à lever ces fonds sans fouler les citoyens. Pour que les taxes soient égales et non arbitraires, l'on fait des cadastres, qui, s'ils sont classifiés avec exactitude, proportionnent les charges selon les moyens des individus; cela est si nécessaire, qu'une faute impardonnable en finance serait si les impôts, maladroitement répartis, dégoûtaient l'agriculteur de ses travaux; il doit, ayant acquitté ses droits, pouvoir encore vivre avec une certaine aisance, lui et sa famille. Bien loin d'opprimer les pères nourriciers de l'État, il faut les encourager à bien cultiver leurs terres;

c'est en quoi consiste la véritable richesse du pays. La terre fournit les comestibles les plus nécessaires, et ceux qui la travaillent sont, comme nous l'avons déjà dit, les vrais pères nourriciers de la société.

On m'opposera peut-être que la Hollande subsiste sans que ses champs lui rapportent la centième partie de ce qu'elle consume. Je réponds à cette objection que c'est un petit État, chez lequel le commerce supplée à l'agriculture; mais plus un gouvernement est vaste, plus l'économie rurale a besoin d'être encouragée.

Une autre espèce d'impôts qu'on lève sur les villes, ce sont les accises. Elles veulent être maniées avec des mains adroites, pour ne point charger les comestibles les plus nécessaires à la vie, comme le pain, la petite bière, la viande, etc., ce qui retomberait sur les soldats, sur les ouvriers et sur les artisans; d'où il s'ensuivrait, pour le malheur du peuple, que la main-d'œuvre rehausserait de prix; par conséquent les marchandises deviendraient si chères, qu'on en perdrait le débit étranger. C'est ce qui arrive maintenant en Hollande et en Angleterre. Ces deux nations, ayant contracté des dettes immenses dans les dernières guerres, ont créé de nouveaux impôts pour en payer le dividende; mais comme leur maladresse en a chargé la main-d'œuvre, ils ont presque écrasé leurs manufactures. De là, la cherté en Hollande étant augmentée, ces républicains font fabriquer leurs draps à Verviers et à Liége, et l'Angleterre a perdu un débit considérable de ces laines en Allemagne. Pour obvier à ces abus, le souverain doit souvent se souvenir de l'état du pauvre peuple, se mettre à la place d'un paysan et d'un manufacturier, et se dire alors : Si j'étais né dans la classe de ces citoyens dont les bras sont le capital, que désirerais-je du souverain? Ce que le bon sens alors lui indiquera, son devoir est de le mettre en pratique. Il se trouve des provinces, dans la plupart des États de l'Europe, où les paysans, attachés à la glèbe, sont serfs de leurs gentilshommes; c'est de toutes les conditions la plus malheureuse et celle qui révolte le plus l'humanité. Assurément aucun homme n'est né pour être l'esclave de son semblable; on déteste avec raison un pareil abus, et l'on croit qu'il ne faudrait que vouloir

pour abolir cette coutume barbare; mais il n'en est pas ainsi. elle tient à d'anciens contrats faits entre les possesseurs des terres et les colons. L'agriculture est arrangée en conséquence des services des paysans: en voulant abolir tout d'un coup cette abominable gestion, on bouleverserait entièrement l'économie des terres, et il faudrait en partie indemniser la noblesse des pertes qu'elle souffrirait en ses revenus.

Ensuite s'offre l'article des manufactures et du commerce, non moins important. Pour qu'un pays se conserve dans une situation florissante, il est de toute nécessité que la balance du commerce lui soit avantageuse : s'il paye plus pour les importations qu'il ne gagne par les exportations, il faut nécessairement qu'il s'appauvrisse d'année en année. Qu'on se figure une bourse où il y a cent ducats : tirez-en journellement un, et n'y remettez rien, vous conviendrez qu'au bout de cent jours la bourse sera vide. Voici les moyens d'obvier à cette perte : faire manufacturer toutes les premières matières qu'on possède, faire travailler les matières étrangères pour y gagner la main-d'œuvre, et travailler à bon marché pour se procurer le débit étranger. Quant au commerce, il roule sur trois points : sur le superflu de vos denrées, que vous exportez; sur celles de vos voisins, qui vous enrichissent en les vendant; et sur les marchandises étrangères que vos besoins exigent et que vous importez. C'est sur ces productions que nous venons d'indiquer, que doit se régler le commerce d'un État; voilà de quoi il est susceptible par la nature des choses. L'Angleterre, la Hollande, la France, l'Espagne, le Portugal, ont des possessions aux deux Indes et des ressources plus étendues pour leur marine marchande que les autres royaumes; profiter des avantages qu'on a, et ne rien entreprendre au delà de ses forces, c'est le conseil de la sagesse.

Il nous reste à parler des moyens les plus propres pour maintenir invariablement l'abondance des vivres, dont la société a un besoin indispensable pour demeurer florissante. La première chose est d'avoir soin de la bonne culture des terres, de défricher tous les terrains qui sont capables de rapport, d'augmenter les troupeaux pour gagner d'autant plus de lait, de beurre, de fromage et d'engrais; d'avoir ensuite un relevé exact de la quantité

de boisseaux des différentes espèces de grains gagnés dans de bonnes, dans de médiocres et dans de mauvaises années; d'en décompter la consommation, et, par ce résultat, de s'instruire de ce qu'il y a de superflu, dont l'exportation doit être permise, ou de ce qui manque à la consommation, et que le besoin demande qu'on se procure. Tout souverain attaché au bien public est obligé de se pourvoir de magasins abondamment fournis, pour suppléer à la mauvaise récolte et pour prévenir la famine. Nous avons vu en Allemagne, dans les mauvaises années de 1771 et de 1772, les malheurs que la Saxe et les provinces de l'Empire ont soufferts, parce que cette précaution si utile avait été négligée. Le peuple broyait l'écorce des chênes, qui lui servait d'aliment. Cette misérable nourriture accéléra sa mort; nombre de familles ont péri sans secours; c'était une désolation universelle. D'autres, pâles, blêmes et décharnés, se sont expatriés pour chercher des secours ailleurs; leur vue excitait la compassion, un cœur d'airain y aurait été sensible. Quels reproches leurs magistrats ne devaient-ils pas se faire d'être les spectateurs de ces calamités sans y pouvoir porter de remède!

Nous passons maintenant à un autre article, aussi intéressant peut-être. Il est peu de pays où les citoyens aient des opinions pareilles sur la religion; elles diffèrent souvent entièrement; il en est d'autres qu'on appelle des sectes. La question s'élève alors: faut-il que tous les citoyens pensent de même, ou peut-on permettre à chacun de penser à sa guise? Voilà d'abord de sombres politiques qui vous disent : Tout le monde doit être de la même opinion, pour que rien ne divise les citoyens. Le théologien y ajoute : Quiconque ne pense pas comme moi est damné, et il ne convient pas que mon souverain soit roi des damnés; il faut donc les rôtir dans ce monde, pour qu'ils prospèrent d'autant mieux dans l'autre. On répond à cela que jamais une société ne pensera de même; que chez les nations chrétiennes la plupart sont anthropomorphites; que chez les catholiques le grand nombre est idolâtre, parce qu'on ne me persuadera jamais qu'un manant sache distinguer le culte de latrie et d'hyperdulie; il adore de bonne foi l'image qu'il invoque. Voilà donc nombre d'hérétiques dans toutes les sectes chrétiennes; de plus, chacun croit ce qui lui paraît vrai-

semblable. On peut contraindre par violence un pauvre misérable à prononcer un certain formulaire, auquel il dénie son consentement intérieur; ainsi le persécuteur n'a rien gagné. Mais si l'on remonte à l'origine de la société, il est de toute évidence que le souverain n'a aucun droit sur la façon de penser des citoyens.[a] Ne faudrait-il pas être en démence pour se figurer que des hommes ont dit à un homme leur semblable : Nous vous élevons au-dessus de nous, parce que nous aimons à être esclaves, et nous vous donnons la puissance de diriger nos pensées à votre volonté? Ils ont dit au contraire : Nous avons besoin de vous pour maintenir les lois auxquelles nous voulons obéir, pour nous gouverner sagement, pour nous défendre; du reste, nous exigeons de vous que vous respectiez notre liberté. Voilà la sentence prononcée, elle est sans appel, et même cette tolérance est si avantageuse aux sociétés où elle est établie, qu'elle fait le bonheur de l'État. Dès que tout culte est libre, tout le monde est tranquille; au lieu que la persécution a donné lieu aux guerres civiles les plus sanglantes, les plus longues et les plus destructives. Le moindre mal qu'attire la persécution est de faire émigrer les persécutés; la France a eu des provinces dont la population a souffert, et qui se ressentent encore de la révocation de l'édit de Nantes.

Ce sont là, en général, les devoirs qu'un prince doit remplir. Afin qu'il ne s'en écarte jamais, il doit se rappeler souvent qu'il est homme comme le moindre de ses sujets; s'il est le premier juge, le premier général, le premier financier, le premier ministre de la société, ce n'est pas pour qu'il représente, mais afin qu'il en remplisse les devoirs. Il n'est que le premier serviteur de l'État,[b] obligé d'agir avec probité, avec sagesse et avec un entier désintéressement, comme si à chaque moment il devait rendre compte de son administration à ses citoyens. Ainsi il est coupable, s'il prodigue l'argent du peuple, le produit des impôts, en luxe, en faste, en débauches, lui, qui doit veiller aux bonnes mœurs qui sont les gardiennes des lois, qui doit perfectionner l'éducation nationale, et non la pervertir par de mauvais exemples. C'est un

[a] Voyez ci-dessus, p. 6 et 38.

[b] Voyez ci-dessus, p. 197.

objet des plus importants que la conservation des bonnes mœurs dans leur intégrité; le souverain peut y contribuer beaucoup en distinguant et récompensant les citoyens qui ont fait des actions vertueuses, en témoignant du mépris pour ceux dont la dépravation ne rougit plus de ses déréglements. Le prince doit désapprouver hautement toute action déshonnête, et refuser des distinctions à ceux qui sont incorrigibles. Il est encore un objet intéressant qu'il ne faut pas perdre de vue, et qui, s'il était négligé, porterait un préjudice irréparable aux bonnes mœurs : c'est quand le prince distingue trop des personnes qui, sans mérite, possèdent de grandes richesses. Ces honneurs prodigués mal à propos confirment le public dans le préjugé vulgaire qu'il suffit d'avoir du bien pour être considéré. Dès lors l'intérêt et la cupidité secouent le frein qui les retenait; chacun veut accumuler des richesses; on emploie les voies les plus iniques pour les acquérir; la corruption gagne, elle s'enracine, elle devient générale; les hommes à talents, les hommes vertueux sont méprisés, et le public n'honore que ces bâtards de Midas dont la grande dépense et le faste l'éblouissent. Pour empêcher que les mœurs nationales ne se pervertissent jusqu'à cet horrible excès, le prince doit être sans cesse attentif à ne distinguer que le mérite personnel et à ne témoigner que du mépris pour l'opulence sans mœurs et sans vertus. Au reste, comme le souverain est proprement le chef d'une famille de citoyens, le père de ses peuples, dans toutes les occasions il doit servir de dernier refuge aux malheureux, tenir lieu de père aux orphelins, secourir les veuves, avoir des entrailles pour le dernier misérable comme pour le premier courtisan, et répandre des libéralités sur ceux qui, privés de tout secours, ne peuvent trouver d'assistance que par ses bienfaits.

Voilà, selon les principes que nous avons établis au commencement de cet Essai, l'idée exacte qu'on doit se former des devoirs d'un souverain et de la seule manière qui peut rendre bon et avantageux le gouvernement monarchique. Si bien des princes ont une conduite différente, il faut l'attribuer au peu de réflexion qu'ils ont fait sur leur institution et sur les devoirs qui en dérivent. Ils ont porté une charge dont ils ont méconnu le poids et l'importance, ils se sont fourvoyés faute de connaissances,

car dans nos temps l'ignorance fait commettre plus de fautes que la méchanceté. Cette esquisse de souverain paraîtra peut-être aux censeurs l'archétype des stoïciens, l'idée du sage qu'ils avaient imaginé, qui n'exista jamais, et dont le seul Marc-Aurèle approcha le plus près. Nous souhaitons que ce faible essai soit capable de former des Marc-Aurèles; ce serait la plus belle récompense à laquelle nous pussions nous attendre, et qui ferait en même temps le bien de l'humanité. Nous devons cependant ajouter à ceci qu'un prince qui fournirait la carrière laborieuse que nous avons tracée ne parviendrait pas à une perfection entière, parce qu'avec toute la bonne volonté possible, il pourrait se tromper dans le choix de ceux qu'il emploierait à l'administration des affaires; parce qu'on pourrait lui représenter les choses sous un faux jour; que ses ordres ne seraient pas exécutés ponctuellement; qu'on voilerait des iniquités de façon qu'elles ne parviendraient pas à sa connaissance; que des employés durs et entiers mettraient trop de rigueur et de hauteur dans leur gestion; enfin, parce que, dans un pays étendu, le prince ne saurait être partout. Tel est donc et sera le destin des choses d'ici-bas, que jamais on n'atteindra au degré de perfection qu'exige le bonheur des peuples, et qu'en fait de gouvernement, comme pour toute autre chose, il faudra se contenter de ce qui est le moins défectueux.

XVI.

LETTRES

SUR L'AMOUR DE LA PATRIE,

OU

CORRESPONDANCE

D'ANAPISTÉMON ET DE PHILOPATROS.

LETTRES
SUR L'AMOUR DE LA PATRIE.

I.
LETTRE D'ANAPISTÉMON.

Je suis trop touché de la bonne réception que vous m'avez faite à votre campagne pour ne pas vous en témoigner ma reconnaissance. J'ai trouvé dans votre compagnie les plus grands biens que puissent posséder les hommes, la liberté et l'amitié. De crainte d'abuser de votre complaisance, je vous ai quitté, en regrettant de me séparer de vous. Le souvenir des jours heureux que j'ai passés dans votre terre ne s'effacera jamais de ma mémoire. Les biens qui nous arrivent sont passagers, et les maux ne sont que trop durables; mais la réminiscence du bonheur dont nous avons joui en perpétue la durée. Ma mémoire est encore tout occupée de ce que j'ai vu, surtout de ce que j'ai entendu, principalement de cette dernière conversation que nous eûmes ensemble le soir, après souper; mais je regrette que vous vous soyez borné à des idées générales, en parlant des devoirs des citoyens, et que vous ne soyez descendu en aucun détail. Vous me feriez un plaisir sensible, si vous vouliez vous étendre davantage sur cette matière importante : elle intéresse tous les hommes, et mérite par conséquent d'être profondément discutée. Je vous confesse qu'une vie tranquille, plus tournée à la jouissance qu'à la méditation, m'avait détourné de réfléchir sur les liens de la

société et sur les devoirs de ceux qui la composent. Je pensais qu'il suffisait d'être honnête homme et de respecter les lois, et je ne présumais pas qu'il en fallût davantage. La confiance que j'ai en vous est si grande, que je ne crois personne aussi capable que vous de m'éclairer sur cette matière. Il en est encore tant d'autres sur lesquelles vous pourriez m'instruire! Mais je me borne à celle-ci. Daignez donc me communiquer tout ce que vos études ou vos réflexions vous ont fourni de connaissances sur ce sujet. Tout le monde agit, peu de personnes pensent; loin d'être du nombre de ces inconsidérés, vous examinez attentivement les matières, vous pesez les raisons pour et contre, et vous n'acquiescez qu'aux vérités évidentes; vous ne vivez, pour ainsi dire, qu'avec les auteurs anciens et modernes, vous vous êtes approprié toutes leurs connaissances; ce qui rend votre conversation si agréable et si intéressante, que, lorsque l'absence empêche de vous entendre, on veut au moins vous lire pour s'en consoler. Si vous daignez contenter ma curiosité en me communiquant vos réflexions, ce sera ajouter les sentiments de la reconnaissance à ceux de l'estime et de l'amitié que j'ai pour vous. *Vale.*

II.
LETTRE DE PHILOPATROS.

Je suis sensiblement flatté des expressions obligeantes dont vous vous servez à mon égard; je les dois à votre politesse, et non à la réception que je vous ai faite. Vous rendez justice à mon intention, quoique les effets n'y aient pas autant répondu que je l'aurais désiré. Au lieu de vous amuser, comme il aurait été séant, par des propos vifs et enjoués, la conversation a tourné sur des matières graves et sérieuses. J'en suis l'unique cause : je mène une vie sédentaire; accablé d'infirmités, exclu du tourbillon du grand monde, la lecture a tourné insensiblement mon

esprit du côté des réflexions; ma gaieté s'est perdue, une triste raison l'a remplacée.

Il m'est échappé de vous parler comme je pense lorsque je suis seul, renfermé dans mon cabinet. J'avais l'esprit occupé des républiques de Sparte et d'Athènes, dont j'avais lu l'histoire, et des devoirs d'un bon citoyen, dont vous voulez que je vous fasse une plus ample explication. Vous me faites trop d'honneur. Vous me prenez pour un Lycurgue, pour un Solon, moi, qui n'ai jamais promulgué de lois, et qui ne me suis mêlé d'autre gouvernement que de celui de mes terres, où je vis depuis bien des années dans la plus profonde retraite. Puis donc que vous voulez que je vous expose en quoi je fais consister les devoirs d'un bon citoyen, soyez persuadé que je m'en acquitterai uniquement dans l'intention de vous obéir, et non dans celle de vous instruire.

La nouvelle philosophie veut avec raison que l'on commence par définir les termes et les choses, pour éviter les mésentendus et pour fixer les idées sur des objets déterminés. Voici donc comme je définis le bon citoyen : c'est un homme qui s'est fait une règle invariable d'être utile, autant qu'il dépend de lui, à la société dont il est membre. Voici les causes qui amènent ces devoirs. L'espèce humaine ne saurait subsister isolée; les nations les plus barbares même forment de petites communautés. Les peuples civilisés que le pacte social [a] réunit se doivent mutuellement des secoûrs; leur propre intérêt le veut, le bien général l'exige, et sitôt qu'ils cesseraient de s'entr'aider et de s'assister, il s'ensuivrait d'une façon ou d'une autre une confusion totale, qui entraînerait la perte de chaque individu. Ces maximes ne sont pas nouvelles; elles ont servi de base à toutes les républiques dont l'antiquité nous a transmis la mémoire. Les républiques grecques étaient fondées sur de pareilles lois; celle des Romains avait les mêmes principes. Si nous les avons vues par la suite du temps détruites, c'est que les Grecs, d'un esprit inquiet, et jaloux les uns des autres, s'attirèrent eux-mêmes les malheurs qui les accablèrent, et que quelques citoyens romains, trop puissants pour des républicains, bouleversèrent leur gouvernement par une ambition désordonnée; c'est qu'enfin rien n'est stable dans ce

[a] Voyez ci-dessus, p. 196.

monde. Si vous résumez ce que l'histoire rapporte sur ce sujet, vous trouverez qu'on ne peut attribuer la chute de ces républiques qu'à des citoyens aveuglés par leurs passions, qui, préférant leur bien particulier à l'intérêt de leur patrie, ont rompu le pacte social, et ont agi comme ennemis de la communauté à laquelle ils appartenaient.

Je me souviens que vous étiez d'opinion qu'on pouvait s'attendre à trouver des citoyens dans les républiques, mais que vous ne croyiez pas qu'il y en eût dans les monarchies : souffrez que je vous désabuse de cette erreur. Les bonnes monarchies, dont l'administration est sage et pleine de douceur, forment de nos jours un gouvernement qui approche plus de l'oligarchie que du despotisme; ce sont les lois seules qui règnent. Entrons dans quelque détail. Représentez-vous le nombre des personnes employées dans les conseils, à l'administration de la justice, à celle des finances, dans les missions étrangères, dans le commerce, dans les armées, dans la police intérieure; ajoutez-y celles qui ont leur voix dans les provinces d'états : toutes, vous dis-je, participent à l'autorité souveraine. Le prince n'est donc pas un despote qui n'a pour règle que son caprice. On doit l'envisager comme étant le point central où aboutissent toutes les lignes de la circonférence. Ce gouvernement procure dans ses délibérations le secret qui manque aux républiques, et les différentes branches de l'administration, étant réunies, se mènent de front, comme les quadriges des Romains, et coopèrent mutuellement au bien général du public. De plus, vous trouverez toujours moins d'esprit de parti et de faction dans les monarchies, si elles ont à leur tête un souverain ferme, que dans les républiques, qui sont souvent déchirées par des citoyens qui briguent et cabalent pour se culbuter les uns les autres. S'il y a en Europe quelque exception à faire à ce que je viens de dire, ce peut être à l'égard de l'empire ottoman ou de quelque autre gouvernement qui, méconnaissant ses véritables intérêts, n'ait pas lié assez étroitement l'intérêt des particuliers à ceux des souverains. Un royaume bien gouverné doit être comme une famille, dont le souverain est le père, et les citoyens, ses enfants; les biens et les maux sont communs entre eux, car le monarque ne saurait être heureux quand ses peuples

sont misérables. Quand cette union est bien cimentée, le devoir de la reconnaissance produit de bons citoyens, parce que leur union avec l'État est trop intime pour qu'ils puissent s'en séparer; ils auraient tout à perdre et rien à gagner. Voulez-vous des exemples? Le gouvernement de Sparte était oligarchique, et il a produit une multitude de grands hommes dévoués à la patrie. Rome, après qu'elle eut perdu sa liberté, vous fournit des Agrippa, des Thraséa Pétus, des Helvidius Priscus, un Corbulon, un Agricola, des empereurs Tite, Marc-Aurèle, Trajan, Julien, enfin une quantité de ces âmes mâles et viriles qui préféraient les intérêts et l'avantage du public au leur propre. Mais je ne sais comment imperceptiblement je m'égare; je voulais vous écrire une lettre, et si je ne m'arrête, je vais composer un traité. Je vous en fais mille excuses. Le plaisir de m'entretenir avec vous m'entraîne, et je crains de vous importuner. Soyez toutefois persuadé qu'entre tous ceux qui forment le corps politique auquel je tiens, il n'en est aucun, mon cher ami, que je sois plus porté de servir que vous, étant avec toute l'estime possible, etc.

III.

LETTRE D'ANAPISTÉMON.

Je vous fais mille remercîments de la peine que vous vous donnez pour m'expliquer une matière dont je n'avais que des idées fort vagues, et que j'avais peu examinée. Au lieu d'avoir trouvé votre lettre trop longue, elle m'a paru trop courte, parce que j'entrevois qu'il vous reste encore quantité de choses à m'expliquer; cependant ne trouvez pas étrange que je vous fasse quelques objections. Éclairez mon ignorance, détruisez mes préjugés, ou bien fortifiez-moi dans mes idées, si elles sont justes.

Est-il possible qu'on aime véritablement sa patrie? Ce soi-disant amour n'aurait-il pas été inventé par quelque philosophe

ou par quelque rêve-creux de législateur, pour exiger des hommes une perfection qui n'est pas à leur portée? Comment voulez-vous qu'on aime le peuple? Comment se sacrifier pour le salut d'une province appartenant à notre monarchie, lors même qu'on n'a jamais vu cette province? Tout cela se réduit à m'expliquer comment il est possible d'aimer avec ferveur et avec enthousiasme ce que l'on ne connaît pas du tout. Ces réflexions, qui se présentent si naturellement à l'esprit, m'ont persuadé que le parti le plus convenable pour un homme sensé était de végéter tranquillement, sans soins, sans inquiétude, pour descendre au tombeau, où nous allons tous, en se donnant le moins de peine qu'il est possible. J'ai toujours dirigé ma vie conformément à ce plan-là. Il m'arriva un jour de rencontrer M. le professeur Garbojos, dont le mérite vous est connu. Nous nous entretînmes sur ce sujet, et il me repartit avec cette vivacité qui lui est propre : Je vous félicite, monsieur, d'être un aussi grand philosophe. — Moi! point du tout, lui dis-je; je n'ai connu aucun de ces gens-là, et je n'ai rien lu de leur façon; toute ma bibliothèque, voyez-vous, est composée de peu de livres; vous n'y trouverez que le *Parfait agriculteur,* les gazettes et l'almanach courant, c'en est bien assez. — Cependant, poursuivit-il, vous êtes rempli des maximes d'Épicure, et je croirais, à vous entendre, que vous avez fréquenté ses jardins. — Je ne connais ni Épicure ni ses jardins, lui dis-je; mais qu'enseigne donc cet Épicure? De grâce, daignez m'en instruire. Alors mon professeur, prenant un air de dignité, me parla ainsi : Je vois que les beaux esprits se rencontrent, puisque M. le baron pense de même qu'un grand philosophe. Épicure avait prescrit à son sage de ne se mêler jamais ni des affaires ni du gouvernement. Ses raisons étaient telles : pour que l'âme du sage conserve cette tranquillité dans laquelle il fait consister le bonheur, il ne faut pas qu'elle s'expose à pouvoir être agitée par le chagrin, par la colère ou par d'autres passions que les soins et les affaires amènent nécessairement après elles. Il vaut donc mieux éviter tout embarras, tout travail désagréable, et, laissant aller le monde comme il va, réunir ses soins sur sa propre conservation. — Bon Dieu, lui dis-je, que cet Épicure me charme! De grâce, prêtez-moi son livre. — Nous n'avons de lui,

reprit l'autre, point de corps de doctrine complet, mais seulement quelques fragments épars. Lucrèce a mis une partie de son système en beaux vers. Nous trouvons des lambeaux des opinions de notre philosophe dans les ouvrages de Cicéron, qui, étant d'une secte différente, réfute et détruit toutes ses assertions.

Vous ne sauriez croire combien je m'applaudis d'avoir trouvé dans moi-même ce qu'un vieux philosophe grec a pensé il y a près de trois mille ans. Cela me confirme de plus en plus dans mes sentiments. Je me félicite de mon indépendance, je suis libre, je suis mon maître, mon souverain, mon roi; j'abandonne à des fous turbulents le songe des grandeurs trompeuses après lesquelles ils courent; je ris de l'avidité des avares, qui accumulent de vains trésors qu'ils sont forcés de quitter en mourant; et, fier des avantages que je possède, je m'élève au-dessus de tout l'univers. Je me flatte de votre approbation, puisque je pense comme un philosophe que je n'ai jamais ni vu ni lu; il faut que la nature seule ait produit cette conformité d'opinions; il faut donc qu'elles soient vraies. Ayez la bonté de me dire ce que vous en pensez; peut-être nous nous rencontrerons; mais, quoi qu'il en soit, rien n'affaiblira les sentiments d'estime et d'amitié avec lesquels je suis, etc.

IV.

LETTRE DE PHILOPATROS.

Je croyais, mon cher ami, avoir satisfait votre curiosité en vous exposant dans leur liaison mes opinions touchant les devoirs des citoyens; mais en voici bien d'une autre. Je vois que vous voulez me mettre aux prises avec Épicure. Ce n'est pas un rude adversaire; aussi je ne refuse pas le combat, et puisque vous m'avez introduit dans la lice, je ferai de mon mieux pour fournir ma carrière. Cependant, pour ne point embrouiller les choses, je

suivrai vos objections selon l'ordre dans lequel vous les rapportez dans votre lettre.

Je commencerai donc par vous faire remarquer qu'il ne suffit pas à un honnête homme de ne point être criminel; il doit être vertueux. S'il ne transgresse pas les lois, il évite les punitions; mais s'il n'est ni serviable, ni officieux, ni utile, il est sans mérite, et par conséquent il faut qu'il renonce à l'estime du public. Vous conviendrez donc que vous êtes engagé par votre propre avantage à ne vous pas séparer de la société, et même à travailler avec zèle à tout ce qui lui peut être bon et utile. Quoi! vous croiriez que l'amour de la patrie est une vertu idéale, quand tant d'exemples dans tant d'histoires témoignent combien cet amour a produit de grandes choses, en élevant des hommes véritablement sublimes au-dessus de l'humanité, et en leur inspirant les plus nobles et les plus fameuses entreprises! Le bien de la société est le vôtre. Vous êtes si fortement lié avec votre patrie, sans le savoir, que vous ne pouvez ni vous isoler ni vous séparer d'elle sans vous ressentir vous-même de votre faute. Si le gouvernement est heureux, vous prospérerez; s'il souffre, le contre-coup de son infortune rejaillira sur vous; de même, si les citoyens jouissent d'une opulence honnête, le souverain est dans la prospérité, et si les citoyens sont accablés de misère, la situation du souverain sera digne de compassion. L'amour de la patrie n'est donc pas un être de raison, il existe réellement. Ce ne sont pas ces maisons, ces murailles, ces bois, ces champs, que j'appelle votre patrie, mais vos parents, votre femme, vos enfants, vos amis, et ceux qui travaillent pour votre bien dans les différentes branches de l'administration et qui vous rendent des services journaliers, sans que vous vous donniez seulement la peine de vous informer de leurs travaux. Ce sont là, voyez-vous, les liens qui vous unissent à la société : l'intérêt des personnes que vous devez aimer, le vôtre et celui du gouvernement, qui, indissolublement unis ensemble, composent ce qu'on appelle le bien général de toute la communauté.

Vous dites qu'on ne saurait aimer la populace, ni les habitants d'une province qu'on ne connaît pas. Vous avez raison, si vous entendez qu'il s'agisse d'une union intime comme entre

amis; mais il n'est question envers le peuple que de cette bienveillance que nous devons à tout le monde, plus encore à ceux qui habitent avec nous le même sol, et qui nous sont associés; et pour les provinces qui tiennent à notre monarchie, ne devons-nous pas au moins leur rendre les devoirs qu'on doit à des alliés? Supposé que dans votre présence un inconnu tombât dans une rivière, ne l'assisteriez-vous pas pour l'empêcher de se noyer? Et si vous rencontriez un passant qu'un assassin serait prêt d'égorger, ne vous verrait-on pas voler au secours du premier, et ne tâcheriez-vous pas de le sauver? Ce sont ces sentiments de pitié et de compassion que la nature a imprimés dans nos âmes, qui nous portent, comme par instinct, à nous assister mutuellement et à nous animer aux devoirs que les hommes ont à remplir les uns envers les autres. Je conclus donc que si nous devons des secours aux inconnus même, à plus forte raison les devons-nous aux citoyens auxquels nous lie le pacte social. Souffrez que je touche encore un mot des provinces de notre monarchie, envers lesquelles vous me paraissez si tiède. Ne comprenez-vous donc pas que si le gouvernement perdait ces provinces, il en serait affaibli, et que par conséquent, les ressources qu'il en a tirées venant à lui manquer, il serait moins en état de vous assister, si vous en aviez besoin, qu'il ne l'est à présent?

Vous voyez, mon cher ami, par ce que je vous expose, que les combinaisons de l'état politique sont très-étendues, et qu'on ne s'en fait point d'idée juste à moins de les approfondir; mais voici une nouvelle assertion que je ne saurais vous passer. Quoi! vous, qui êtes doué d'esprit et de talents, vous osez avancer que la végétation des plantes a de l'avantage sur l'activité animale! Se peut-il qu'un homme sensé préfère un lâche repos à un travail honorable, une vie molle, efféminée autant qu'inutile, à des actions vertueuses qui rendent immortel le nom de celui qui les a faites? Oui, nous allons tous nous acheminer vers notre tombeau, c'est une loi commune; mais la différence qu'on met entre les morts, c'est que les uns sont oubliés aussitôt qu'enterrés, et que ceux qui se sont souillés de crimes laissent une mémoire odieuse; au lieu que les hommes vertueux dont les services ont été utiles à la patrie, comblés de louanges et de bénédictions,

sont cités pour servir d'exemple à la postérité, et laissent un souvenir qui ne périt jamais. Dans laquelle de ces trois classes voulez-vous être compris? Sans doute dans la dernière.

Après avoir détruit tant de faux raisonnements, vous ne devez vraiment pas vous attendre que votre Épicure, tout Grec qu'il est, m'en impose. Agréez que pour le réfuter solidement je commente ses propres paroles. «Le sage ne doit se mêler ni d'affaires ni de gouvernement.» Oui, s'il habite une île déserte. «Son «âme impassible ne doit être exposée à aucune passion, ni à la «mauvaise humeur, ni à la jalousie, ni à la colère.» Voilà donc Épicure, le docteur de la volupté, qui recommande l'impassibilité stoïque. Ce n'était pas ce qu'il devait dire, c'était tout le contraire. Le plus noble effort du sage ne consiste pas à éviter les occasions, mais, quand elles se présentent, à conserver la tranquillité de son âme dans des moments où tout ce qui l'environne soulève et irrite ces différentes passions. Un pilote n'a point de mérite à conduire son vaisseau quand la mer est calme; il en a beaucoup lorsque, après avoir été ballotté longtemps par des ouragans et des vents contraires, il conduit heureusement son navire dans le port. Personne ne fait attention aux choses aisées et faciles, il n'y a que les difficultés vaincues dont on vous tienne compte. «Il vaut donc bien mieux laisser aller le monde comme il va, et ne penser qu'à soi-même.» Ah! monsieur Épicure, sont-ce là des sentiments dignes d'un philosophe? La première chose à laquelle vous devriez penser, n'est-ce pas le bien de l'humanité? Vous osez annoncer qu'un chacun ne doit aimer que soi-même! Un homme qui par malheur suivrait vos maximes ne serait-il pas détesté universellement et avec raison? Si je n'aime personne, comment puis-je prétendre qu'on m'aime? Ne comprenez-vous pas qu'on m'envisagera comme un monstre dangereux, dont il est loisible de se défaire pour maintenir la sûreté publique? Et si l'amitié disparaît, quelle consolation reste-t-il à notre pauvre espèce? Recourons à une allégorie pour nous expliquer plus intelligiblement; comparons un État quelconque avec le corps humain. C'est de l'activité et du concours unanime de toutes ses parties que résultent sa santé, sa force et sa vigueur; les veines, les artères et jusqu'aux nerfs les plus déliés coopèrent

à son existence animale. Si l'estomac ralentissait son mouvement péristaltique, si les boyaux ne renforçaient leur mouvement vermiculaire, les poumons leur aspiration, le cœur sa diastole et sa systole, si enfin chaque soupape des artères ne s'ouvrait et ne se fermait selon les besoins de la circulation du sang, si les sucs nerveux ne se portaient aux parties de la contraction nécessaire au mouvement, le corps tomberait en langueur, il dépérirait insensiblement, et l'inactivité de ses parties occasionnerait sa destruction totale. Ce corps, c'est l'État; ses membres, c'est vous et tous les citoyens qui lui appartiennent. Vous voyez donc qu'il faut que chaque individu remplisse sa tâche pour que la masse générale prospère. Dès lors que devient cette heureuse indépendance dont vous vous faites le panégyriste, si ce n'est qu'elle vous rend un membre paralytique du corps auquel vous appartenez? Observez encore, s'il vous plaît, que votre philosophe confond les idées les plus claires : il recommande la paresse et la fainéantise, comme si c'étaient des vertus; mais tout le monde convient que ce sont des vices. Est-il digne d'un philosophe de nous exciter à perdre le temps, qui est ce que nous avons de plus précieux, qui fuit toujours, et qui ne revient jamais? Faut-il nous encourager à nous abandonner à l'oisiveté, à négliger nos devoirs, à devenir inutiles à tout le monde et à charge à nous-mêmes? Un ancien proverbe dit : L'oisiveté est la mère de tous les vices; on pourrait y ajouter : et le travail est le père des vertus. Ceci est une vérité constante, attestée par l'expérience de tous les temps et de tous les lieux.

En voilà, je crois, assez pour Épicure; reste à examiner maintenant vos propres opinions. Condamnez les ambitieux, j'y consens; censurez les avares, j'y souscris; mais faut-il pour cela que des idées mal digérées et des préjugés pitoyables vous induisent à refuser vos soins pour contribuer comme tous les autres citoyens à l'utilité publique? Vous possédez tous les matériaux propres pour un tel ouvrage, l'esprit, la droiture, les talents; et puisque la nature ne vous a rien refusé de ce qui peut vous donner de la réputation, vous êtes inexcusable, si vous laissez inutiles les faveurs dont elle vous a comblé. Vous exaltez votre indépendance, votre prétendue royauté, et cette liberté dont

vous prétendez jouir et qui vous élève au-dessus de tout l'univers. Oui, je vous applaudis, si vous entendez par votre indépendance l'empire que vous avez sur vous-même, par votre royauté le joug que vous avez imposé à vos passions; et vous pouvez vous élever sur beaucoup de ceux de votre espèce, si un amour ardent pour la vertu vous anime, et si vous lui dévouez tous les jours, que dis-je? tous les moments de votre vie. Sans ces correctifs, l'indépendance dont vous vous glorifiez n'est qu'un goût pour la fainéantise ennobli par de belles épithètes; et cette paresse dont vous faites sans cesse l'éloge, en vous rendant inutile à tout, engendre l'ennui, qui en est une suite nécessaire. Ajoutez à ceci le jugement d'un public malin et toujours porté à médire: on appréciera votre oisiveté à sa juste valeur, et Dieu sait quels sarcasmes on ne lancera pas de toutes parts pour se venger de l'indolence avec laquelle vous envisagez le bien public.

Si tout ceci ne suffit pas pour vous persuader, faudra-t-il que je vous cite un passage de l'Écriture? «Tu gagneras ton pain à la sueur de ton corps.» Nous sommes dans le monde pour travailler; cela est si vrai, que sur cent personnes il y en a quatre-vingt-dix-huit qui travaillent, pour deux qui se targuent de leur inutilité; et s'il y a des hommes assez fous pour mettre leur vanité à ne rien faire et à demeurer tout un jour les bras croisés, ceux qui s'occupent sont plus heureux que les autres, parce que l'esprit veut quelque chose qui l'attache et qui le distraie; il lui faut des objets qui fixent son attention, ou l'ennui s'empare de lui et lui rend son existence autant à charge qu'insupportable. Je vous parle ici sans retenue, parce que vous êtes fait pour la vérité; vous êtes digne de l'entendre, et je vous aime trop pour vous rien déguiser. L'unique but où j'aspire est de vous rendre à la patrie, et de lui procurer en votre personne un instrument utile et dont elle pourra tirer des services. Voilà ce qui dirige ma plume, et m'engage à vous exposer tout ce que l'amour patriotique m'inspire. Le zèle pour le bien public a servi de principe à tous les bons gouvernements anciens et modernes, il a fait la base de leur grandeur et de leur prospérité; les conséquences incontestables qui en dérivent ont produit de bons citoyens et de ces

âmes magnanimes et vertueuses qui ont été la gloire et le soutien de leurs compatriotes.

Excusez la longueur de cette lettre. L'abondance de la matière fournirait maint et maint volume sans être épuisée; mais il suffit qu'on vous montre la vérité pour dissiper l'erreur et les préjugés, qui sont étrangers à un esprit tel que le vôtre. Je suis, etc.

V.
LETTRE D'ANAPISTÉMON.

J'ai lu votre lettre avec toute l'attention qu'elle mérite. J'ai été surpris de la multitude de raisons dont vous m'accablez. Vous avez résolu de me vaincre et de mener mes opinions enchaînées à votre char de triomphe. Je confesse qu'il y a beaucoup de force dans les motifs que vous employez pour me persuader, et que j'aurai de la peine à vous réfuter solidement. Pour me terrasser plus vite, vous dites que mon cœur est la dupe de mon esprit, que je plaide la cause de la paresse, que j'ennoblis ce vice en lui prêtant les apparences séduisantes de la modération ou de quelque vertu semblable. Eh bien, je conviens donc avec vous que l'oisiveté est un défaut, qu'il faut être serviable et officieux envers tout le monde, que, sans aimer le peuple comme on aime ses proches, on doit non seulement s'intéresser à son bien-être, mais encore lui être utile autant que l'on peut. Je comprends qu'il ne saurait arriver de malheur à la masse générale à laquelle j'appartiens, sans que les effets en rejaillissent sur moi, ni que les particuliers souffrent, sans que l'État y perde.

Je vous donne gain de cause sur tous ces articles; je vous accorde encore en sus que ceux qui ont part à l'administration publique jouissent d'une partie de l'autorité souveraine; mais que m'importe tout cela? Je suis sans vanité et sans ambition. Quel motif aurais-je pour me charger d'un fardeau que je n'ai pas

envie de porter, et pour m'ingérer dans les affaires, quand je vis heureux sans que la pensée de m'en mêler me vienne dans l'esprit? Vous avouez que l'ambition outrée est vicieuse. Vous devez donc m'applaudir de ce que je n'y donne pas, et ne point exiger que j'abandonne ma douce tranquillité pour m'exposer de gaieté de cœur à tous les caprices de la fortune. Ah! mon cher ami, à quoi pensez-vous en me donnant de tels conseils? Représentez-vous des plus vives couleurs la dureté du joug que vous voulez m'imposer, quel désagrément il entraîne, et quelles en sont les suites fâcheuses. Dans l'état où je me trouve, je ne suis comptable de ma conduite qu'à moi-même, je suis le seul juge de mes actions, je jouis d'un revenu honnête, je n'ai pas besoin de gagner ma vie à la sueur de mon corps, comme vous assurez qu'il a été ordonné à nos premiers parents. Par quelle folie, jouissant de la liberté, me rendrai-je donc responsable de ma conduite envers d'autres? Sera-ce par vanité? Je ne la connais pas. Sera-ce pour tirer des gages? Je n'en ai pas besoin. J'irai donc sans raison quelconque me mêler d'affaires qui ne me regardent point, désagréables, pénibles, fatigantes, et qui demandent une activité laborieuse; et j'entreprendrais tous ces travaux, pourquoi? Pour me soumettre au jugement de quelque supérieur dont je n'ai ni l'envie ni la volonté de dépendre? Et ne voyez-vous pas la multitude des personnes qui sollicitent des emplois? Pourquoi voulez-vous me mettre de leur nombre? Que je serve ou que je ne serve pas, les choses en iront également leur train. Mais de grâce souffrez qu'à ces raisons j'en ajoute une plus forte encore. Enseignez-moi le pays de l'Europe où le mérite est toujours sûr d'être récompensé. Montrez-moi celui où ce mérite est connu, où on lui rend justice. Ah! qu'il est fâcheux, après avoir sacrifié son temps, son repos, sa santé dans les emplois, d'être mis de côté, ou d'essuyer des disgrâces encore plus révoltantes! Les exemples de pareilles infortunes se présentent en foule à ma mémoire. Si vos éperons m'encouragent aux travaux, cette bride m'arrête sur-le-champ. Vous devez juger par ce langage sincère que je ne vous déguise rien; je vous ouvre mon cœur en ami, je vous expose toutes les raisons qui ont fait impression sur mon esprit, d'autant plus que ce n'est pas nous qui

disputons : chacun expose son opinion; c'est à la plus solide à l'emporter. Je m'attends bien que vous ne demeurerez point en reste, et que dans peu vous me donnerez matière à de nouvelles réflexions; ce qui vous vaudra une nouvelle réponse de ma part. Je suis avec une tendre estime, etc.

VI.
LETTRE DE PHILOPATROS.

Je me glorifie, mon cher ami, d'avoir sapé quelques-uns de vos préjugés; ils sont tous également nuisibles, on ne saurait assez les détruire. Vous avez raison de dire que la dispute dont il s'agit n'est pas réellement entre nous, mais entre des arguments dont les plus solides et les plus forts doivent l'emporter sur les plus faibles. Nous ne faisons autre chose que discuter entre nous une matière pour découvrir où se trouve la vérité, afin de nous ranger du côté de l'évidence. Ne croyez pas cependant que mes raisons soient épuisées. En relisant vos lettres, une foule de nouvelles idées s'est présentée à mon esprit; il ne me reste qu'à vous les exposer le plus nettement et le plus succinctement que je pourrai.

Je commencerai donc, avec votre permission, par vous expliquer ce que j'entends par le pacte social, qui est proprement une convention tacite de tous les citoyens d'un même gouvernement, qui les engage à concourir avec une ardeur égale au bien général de la communauté. De là dérivent les devoirs des individus, qui, chacun selon leurs moyens, leurs talents et leur naissance, doivent s'intéresser et contribuer au bien de leur patrie commune. La nécessité de subsister, et l'intérêt, qui opèrent sur l'esprit du peuple, l'obligent, pour son propre avantage, à travailler pour le bien de ses concitoyens. De là la culture des terres, des vignes, des jardins, le soin des bestiaux, les manufactures,

le négoce; de là ce nombre de vaillants défenseurs de la patrie, qui lui dévouent leur repos, leur santé et leurs jours. Mais si en partie l'intérêt personnel est le ressort principal d'une si noble activité, n'y a-t-il pas des motifs bien plus puissants pour la réveiller et l'exciter dans ceux qu'une naissance plus illustre et des sentiments élevés doivent attacher à leur patrie? L'attachement aux devoirs, l'amour de l'honneur et de la gloire, sont les ressorts les plus puissants qui opèrent sur les âmes vraiment vertueuses. Peut-on imaginer que la richesse puisse servir d'égide à la fainéantise, et que plus on possède, moins l'on tienne au gouvernement? Ces assertions erronées sont insoutenables; elles ne peuvent partir que d'un cœur de bronze, d'un homme insensible, qui, concentré dans lui-même, n'aime que lui, et se tient isolé, autant qu'il le peut, de ceux avec lesquels son devoir, son intérêt et son honneur le lient. Hercule, tout Hercule que la Fable nous le représente, seul, n'est pas formidable; il ne le devient que lorsque ses associés l'assistent et le secourent.

Mais peut-être que le raisonnement vous fatigue: employons des exemples. Je vais vous en rapporter de l'antiquité, et principalement des républiques, pour lesquelles je me suis aperçu que vous avez une prédilection singulière. Je commencerai donc par vous citer quelques traits choisis des harangues de Démosthène connues sous le nom de *Philippiques* : «On dit, Athéniens, que «Philippe est mort; mais qu'importe qu'il soit mort ou qu'il vive? «Je vous dis, Athéniens, oui, je vous le dis, que vous vous ferez «bientôt un autre Philippe par votre négligence, par votre indo-«lence, et par le peu d'attention que vous avez aux affaires les «plus importantes.»[a] Vous voilà au moins convaincu que cet orateur pensait comme moi; mais je ne me borne pas à ce seul passage; en voici un autre où, après que Démosthène a dit en parlant du roi de Macédoine: «On s'attache toujours à celui qu'on «voit toujours plein d'ardeur et d'activité,» il ajoute: «Si donc, «Athéniens, vous pensez de même, du moins à présent, puisque «vous ne l'avez pas fait encore; si chacun de vous, lorsqu'il en «sera besoin et qu'il pourra se rendre utile, laissant à part tout «mauvais prétexte, est disposé à servir la république, les riches

[a] Voyez t. VIII, p. 21 et 22.

«en contribuant de leurs biens, les jeunes en payant de leurs per-«sonnes; si chacun veut agir comme pour soi, cessant de se flat-«ter que d'autres agiront pour lui tandis qu'il restera oisif, vous «rétablirez vos affaires à l'aide des dieux, et vous recouvrerez ce «que la négligence vous a fait perdre.» Voici un autre passage, qui contient à peu près les mêmes choses, pris d'une harangue pour le gouvernement : «Écoutez, Athéniens, les deniers publics «qui se perdent en dépenses superflues, vous devez les partager «également, en vous rendant utiles, à savoir : ceux d'entre vous «qui sont en âge de porter les armes, par les services militaires; «ceux de vous qui ont passé cet âge, par des emplois de judica-«ture et de police, ou enfin de quelque autre façon. Vous devez «servir vous-mêmes, ne céder à personne cette fonction de ci-«toyen, et composer vous-mêmes une armée qu'on puisse appeler «celle de la république; par là vous ferez ce que la patrie exige «de vous.» Voilà ce que Démosthène demandait des citoyens d'Athènes; voilà comme on pensait à Sparte, quoique le genre de gouvernement y fût oligarchique. Cette conformité de sentiments avait une raison toute simple : c'est qu'un État, de quelque nature qu'il soit, ne peut subsister, si tous les citoyens ne travaillent pas d'un commun accord au soutien de leur commune patrie. Repassons maintenant les exemples que nous fournit la république romaine; leur grand nombre m'embarrasse sur le choix. Je ne vous parlerai ni de Mucius Scévola, ni de Décius, ni de l'ancien Brutus, qui souscrivit l'arrêt de mort de son propre fils pour sauver la liberté publique; mais oublierai-je Atilius Régulus et la générosité avec laquelle il sacrifia son intérêt à celui de la république en retournant à Carthage pour y souffrir le dernier supplice? Voilà ensuite Scipion l'Africain qui se présente. Cette guerre qu'Annibal faisait en Italie, Scipion la transporte en Afrique, et il la termine glorieusement par une victoire décisive qu'il remporte sur les Carthaginois. Ensuite paraît Caton le censeur, un Paul-Émile, qui triomphe de Persée; là, c'est Caton d'Utique, ce zélé défenseur du gouvernement. Oublierai-je Cicéron, qui sauva sa patrie prête à succomber par les entreprises meurtrières de Catilina, ce Cicéron, qui défendit la liberté expirante de la république et qui périt avec elle? Voilà ce que

peut l'amour de la patrie sur l'âme énergique et généreuse d'un bon citoyen. Le génie plein de cet heureux enthousiasme ne trouve rien d'impossible, et il s'élève rapidement à l'héroïsme. La mémoire de ces grands hommes a été comblée de louanges: tant de siècles écoulés jusqu'à nos temps n'ont pu l'affaiblir; leurs noms sont encore cités avec vénération. Voilà des modèles dignes d'être imités chez tous les peuples et dans tous les gouvernements. Mais il semble que l'espèce de ces âmes mâles, de ces hommes remplis de nerf et de vertu, soit épuisée. La mollesse a remplacé l'amour de la gloire, la fainéantise a succédé à la vigilance, et un misérable intérêt personnel a détruit l'amour de la patrie.

Ne pensez pas que je me borne aux exemples que fournissent les républiques; il faut que je vous en produise de semblables tirés de fastes d'États monarchiques. La France peut s'applaudir des grands hommes qu'elle a portés : les Bayard, les Bertrand Du Guesclin, un cardinal d'Amboise, un duc de Guise, qui sauva la Picardie, un Henri IV, un cardinal de Richelieu, un Sully, avant ce temps un président de L'Hôpital, excellent et vertueux citoyen, ensuite Turenne, Condé, Colbert, Luxembourg, Villars: enfin une multitude d'hommes célèbres, dont les noms ne sauraient tenir tous dans une lettre. Passons à l'Angleterre, où, sans parler d'un Alfred ni des grands hommes des siècles reculés, je passe rapidement aux temps modernes, qui me fournissent un Marlborough, un Stanhope, un Chesterfield, un Bolingbroke et un chevalier Pitt, dont les noms ne périront jamais. L'Allemagne fit paraître de l'énergie durant la guerre de trente ans; un Bernard de Weimar, un duc de Brunswic et d'autres princes y signalèrent leur courage, une landgrave de Hesse, régente du pays, sa fermeté. Il faut l'avouer, nous vivons dans le siècle des petitesses: les siècles des génies et des vertus se sont écoulés. Mais si, dans ce temps glorieux à l'humanité, les hommes de mérite ont eu la noble émulation de se rendre utiles à leur patrie, vous, qui avez du mérite comme eux, pourquoi ne suivez-vous pas leur illustre exemple? Renoncez généreusement aux excuses révoltantes que l'indolence vous suggère; et si votre cœur est susceptible d'attendrissement, témoignez par vos services que vous aimez la patrie à laquelle vous devez votre reconnaissance. Vous n'êtes point

ambitieux, dites-vous. Je l'approuve; mais je vous blâme, si vous êtes sans émulation, car c'est une vertu de vouloir surpasser en nobles actions ceux avec lesquels nous courons la même carrière. Un homme que sa paresse empêche d'agir est semblable à une statue de marbre ou de bronze, qui conserve à perpétuité l'attitude que le sculpteur lui a donnée. L'action nous distingue et nous élève au-dessus des végétaux, et la fainéantise nous en rapproche.

Mais allons encore plus au fait, et attaquons directement les motifs par lesquels vous pensez justifier votre inutilité et votre indifférence pour le bien public. Vous dites que vous craignez de vous rendre responsable d'une administration quelconque. En vérité, cette excuse ne saurait vous convenir; elle serait mieux placée dans la bouche d'un homme qui se défie de son peu de talents, qui sent son ineptie, ou qui craint que son peu de bonne foi ne l'expose à perdre sa réputation. Vous, qui avez de l'esprit, des connaissances et des mœurs, pouvez-vous vous exprimer ainsi? Et quel mauvais jugement le public n'en ferait-il pas, si d'aussi mauvaises défaites lui étaient connues? Vous poursuivez; vous dites que vous n'êtes maintenant comptable de votre conduite à personne. Ne l'êtes-vous pas à ce public à l'œil pénétrant duquel rien n'échappe? Il vous accusera ou de paresse ou d'insensibilité; il dira que vous rendez votre capacité inutile, que vous enfouissez vos talents, et que, indifférent pour tout le reste du monde, vous avez concentré votre attachement uniquement sur votre personne. Vous ajoutez que vous n'avez pas besoin de servir, parce que vous êtes riche. Je vous accorde que vous n'avez pas besoin de faire le métier de manœuvre pour subsister; mais c'est précisément parce que vous êtes riche que vous êtes plus obligé qu'un autre d'en témoigner votre attachement et votre reconnaissance à votre patrie, en la servant avec zèle et avec ardeur. Moins vous avez de besoins, plus vous avez de mérite : le service des uns dérive de l'indigence; les travaux des autres sont gratuits.

Vous me rebattez ensuite les oreilles de vieilles phrases usées: que le mérite est peu connu, et qu'il est encore plus rarement récompensé, qu'après avoir longtemps prodigué dans les emplois

vos peines et vos soins, vous n'en risquez pas moins d'être négligé, même d'encourir quelque disgrâce, sans qu'il y ait de votre faute. Ma réponse à cet article est bien aisée. Je suis convaincu que vous avez du mérite: faites-le connaître. Sachez que dans notre siècle, ainsi que dans les précédents, quand il se fait de belles actions, on y applaudit. Tout l'univers n'a eu qu'une voix au sujet du prince Eugène; on admire encore ses talents, ses vertus et ses grands exploits. Lorsque le comte de Saxe eut terminé la glorieuse campagne de Laeffelt,[a] tout Paris lui témoigna sa reconnaissance. La France n'oublie point les obligations qu'elle doit au ministère de Colbert; la mémoire de ce grand homme durera plus longtemps que le Louvre. L'Angleterre se glorifie de Newton, l'Allemagne, de Leibniz. Voulez-vous des exemples plus modernes? La Prusse honore et vénère le nom de son grand chancelier Cocceji, qui réforma ses lois avec tant de sagesse.[b] Et que vous dirai-je de tant de grands hommes qui ont mérité qu'on érigeât leur statue dans les places publiques de Berlin?[c] Si ces illustres morts avaient pensé comme vous, la postérité ignorerait à jamais leur existence.

Vous ajoutez que tant de personnes sollicitent des emplois, qu'il serait inutile de vous mettre sur les rangs. Voici en quoi consiste le défaut de votre raisonnement. Si tout le monde pensait comme vous, il en résulterait nécessairement que toutes les places demeureraient vides, et par conséquent tous les emplois vacants. Vos principes ne tendent donc, s'ils étaient généralement reçus, qu'à introduire des abus intolérables dans la société. Enfin, supposons que par une injustice criante, après vous être acquitté de votre charge, il vous arrivât quelque disgrâce: ne vous reste-t-il pas une grande consolation dans le bon témoignage de votre conscience, qui seule peut vous tenir lieu de tout, outre que la voix publique vous rendra également justice? Si vous le voulez, je vous citerai une foule d'exemples de grands hommes dont le

[a] Voyez t. IV, p. 11.

[b] Voyez t. IV, p. 2, et ci-dessus, p. 30 et 31.

[c] La statue du Grand Électeur a été élevée en 1703, celle du maréchal de Schwerin en 1769, celle du général de Winterfeldt en 1777, celle du général de Seydlitz en 1784, celle du maréchal Keith en 1786, celle du général de Zieten en 1794, et celle du prince Léopold d'Anhalt-Dessau en 1800.

malheur loin de diminuen a augmenté la réputation. En voici pris des républiques. Dans la guerre que Xerxès fit aux Grecs, Thémistocle sauva doublement les Athéniens, en leur faisant abandonner leurs murailles, et en gagnant la fameuse bataille de Salamine; il releva ensuite les murs de sa patrie, et construisit le port du Pirée. Cela n'empêcha pas qu'il ne fût banni par le ban de l'ostracisme. Il soutint son infortune avec grandeur d'âme, et loin que sa réputation en souffrît, elle s'en augmenta plutôt, et son nom est souvent cité dans l'histoire avec celui des plus grands hommes qu'ait portés la Grèce. Aristide, nommé le Vertueux, essuya un sort à peu près semblable : il fut banni, puis rappelé, toujours également estimé pour sa sagesse, ce qui fut cause qu'après sa mort les Athéniens accordèrent une pension à ses filles, qui manquaient de subsistance. Vous rappellerai-je encore l'immortel Cicéron, qui fut exilé par une cabale pour avoir sauvé sa patrie? Vous rappellerai-je toutes les violences que Clodius, son ennemi, exerça contre ce consul et contre ses proches? Cependant la voix unanime du peuple romain le rappela; il s'en exprime lui-même ainsi : «Je ne fus pas simplement rappelé; mes «concitoyens me rapportèrent à Rome comme sur leurs épaules, «et mon retour dans ma patrie fut un véritable triomphe.»[a] Le malheur ne saurait avilir le sage, parce qu'il peut tomber également sur les bons comme sur les mauvais citoyens; il n'y a que les crimes, si nous en commettons, qui nous diffament. Ainsi, bien loin que les exemples de la vertu persécutée vous servent de bride et vous empêchent de vous signaler, laissez-vous plutôt exciter par mes éperons. Je vous encourage à remplir vos devoirs, à mettre vos bonnes qualités au jour, à témoigner par des effets que votre cœur est reconnaissant envers la patrie, enfin à courir la carrière de la gloire, dans laquelle vous êtes digne de paraître. Je perdrai mon temps et mes peines, ou je vous persuaderai que mes sentiments sont plus justes que les vôtres, et les seuls qui soient convenables à un homme de votre naissance. J'aime ma patrie de cœur et d'âme; mon éducation, mes biens, mon existence, je tiens tout d'elle; aussi quand même j'aurais mille vies, je les lui sacrifierais toutes avec plaisir, si je pouvais

[a] *Oratio post reditum in senatu,* chap. XI et XV.

par là lui rendre service et lui témoigner ma reconnaissance. Mon ami Cicéron dit dans une de ses lettres : « Je ne crois jamais pouvoir être trop reconnaissant. » J'ai l'honneur de penser et de sentir comme lui, et j'ose espérer qu'après que vous aurez mûrement réfléchi à toutes les raisons que je viens de vous détailler, au lieu d'avoir des opinions différentes sur la conduite qu'il convient à un honnête homme de tenir, nous nous encouragerons mutuellement à remplir les devoirs d'un bon citoyen, tendrement attaché à sa patrie et brûlant de zèle pour elle. Vous m'avez présenté des objections, j'ai été obligé de les résoudre; il m'a été impossible de resserrer tant de choses en moins de paroles. Si vous trouvez ma lettre trop longue, je vous en demande excuse; vous m'accorderez, j'espère, mon pardon, en faveur du sincère attachement avec lequel je suis, etc.

VII.
LETTRE D'ANAPISTÉMON.

Il faut avouer, mon cher ami, que vous êtes bien pressant. Vous ne me faites pas grâce sur la moindre bagatelle. Pour détruire quelque petit raisonnement que je fortifie de mon mieux, vous dressez contre moi une violente batterie qui bat mes pauvres arguments en brèche, et qui ne cesse de tirer que lorsque mes défenses ruinées et entièrement bouleversées ne lui offrent plus de but sur lequel elle puisse diriger ses coups. Oui, vous l'avez résolu, vous voulez à toute force que j'aime, que je serve, que je sois attaché à ma patrie, et vous me pressez de telle sorte, que je ne sais presque plus comment vous échapper. Cependant on m'a parlé de je ne sais quel encyclopédiste qui a dit que la terre est l'habitation commune des êtres de notre espèce, que le sage est citoyen du monde, et qu'il est partout également bien.

J'entendis, il y a quelque temps, un homme de lettres disserter sur ce sujet; je me plaisais à l'écouter; tout ce qu'il disait s'insinuait avec tant de facilité dans mon esprit, qu'il me semblait l'avoir imaginé moi-même. Ces idées élevaient mon âme; ma vanité se complaisait quand je pensais que, cessant d'être le sujet obscur d'un petit État, je pouvais m'envisager désormais comme citoyen de l'univers; je devenais incontinent Chinois, Anglais, Turc, Français, Grec, selon qu'il plaisait à ma fantaisie. Mon imagination parcourait toutes ces nations en idée. Je me transportais tantôt chez l'une, tantôt chez l'autre, et je m'arrêtais auprès de celle où je me plaisais le plus. Mais il me semble déjà vous entendre. Vous voudrez encore faire évanouir ce rêve agréable dont je m'occupe. Il sera facile de le dissiper, mais qu'y gagnerai-je? Les illusions qui nous charment ne valent-elles pas mieux que de tristes vérités qui nous répugnent? Je sais combien il est difficile de vous faire changer d'opinions; elles tiennent à des raisons si profondes, elles sont cramponnées dans votre esprit par tant d'arguments qui les y attachent, que j'essayerais en vain de les en arracher. Votre vie est une méditation continuelle; la mienne coule doucement, je me contente de jouir, j'abandonne les réflexions aux autres, je suis satisfait si je parviens à m'amuser et à me distraire. Voilà ce qui vous donne tant d'avantages sur moi, principalement lorsqu'il s'agit de traiter de matières graves qui exigent beaucoup de combinaisons. Je me prépare donc à vous voir armé de toutes pièces pour me forcer dans mes derniers retranchements. Je prévois qu'il faudra que je renonce au système d'indépendance que je m'étais si commodément arrangé, et que vos arguments vainqueurs m'obligeront de me tracer un nouveau plan de conduite plus conforme aux devoirs de ma condition que celui que j'avais suivi jusqu'à présent.

Mais il s'élève sans cesse de nouveaux doutes en mon esprit. Vous êtes le médecin auquel je confie les maux de mon âme; c'est à vous à les guérir. Vous m'avez parlé d'un pacte social; personne ne me l'a fait connaître. Si ce contrat existe, jamais je ne l'ai signé. Selon vous, je suis engagé avec la société; je l'ignore. Je dois acquitter selon vous une dette; à qui? A la patrie. Pour quel capital? Je n'en sais rien. Qui m'a prêté ce

capital? quand? où est-il? D'ailleurs je conviens avec vous que si tout le monde demeurait oisif et désœuvré, notre espèce périrait nécessairement; c'est toutefois ce qu'on n'a pas à craindre, parce que le besoin contraint le pauvre au travail, et que si quelque riche s'en dispense, cela ne tire guère à conséquence. Selon vos principes, tout serait en action dans la société, tout agirait, tout travaillerait. Un État de cette espèce serait pareil à ces ruches d'abeilles où chaque mouche est occupée, l'une à distiller le suc des fleurs, l'autre à pétrir le miel dans les alvéoles, et une troisième à la propagation de l'espèce, et où l'on ne connaît de crime irrémissible que l'oisiveté. Vous voyez que j'y procède de bonne foi. Je ne vous cache rien, je vous expose tous mes doutes. J'ai de la peine à me défaire si promptement de mes préjugés, s'ils sont tels. La coutume, cette maîtresse impérieuse des hommes, m'a façonné à certain genre de vie auquel je suis attaché; peut-être qu'il faudra me familiariser davantage avec les idées nouvelles que vous me présentez; je vous avoue que j'ai encore quelque répugnance à plier sous le joug que vous m'imposez. Renoncer à ma tranquillité, vaincre ma paresse, cela demande de terribles efforts; m'occuper sans cesse des affaires d'autrui, me tracasser pour le bien public, cela m'effarouche. Aristide, Thémistocle, Cicéron, Régulus, me présentent sans doute de grands exemples de magnanimité, de grandeur d'âme, auxquels le public a rendu justice; mais que de peine pour acheter un peu de gloire! On rapporte qu'Alexandre le Grand, après une de ses victoires, s'écria : «O Athéniens, si vous saviez ce qu'il en coûte pour être loué de vous!»[a] Vous ne me passerez pas ces réflexions; vous les trouverez trop molles, trop efféminées. Vous voulez un gouvernement dont tous les citoyens ne soient que nerf et qu'énergie, où tout soit force et action; et je me doute que vous ne tolérez le repos que pour les imbéciles, les infirmes, les aveugles et les vieillards. Comme je ne me trouve pas de leur nombre, je m'attends à subir condamnation. Je ne saurais vous cacher que la matière que nous dissertons est beaucoup plus étendue que je ne me l'étais figuré. Que de différentes branches y concourent, que de combinaisons infinies pour former

[a] Plutarque, *Vie d'Alexandre,* chap. 60.

un corps de tant de parties qui constituent un gouvernement régulier! Nous avons peu de livres sur ce sujet, ou ceux qui existent sont d'une pédanterie assommante. Vous avez tout approfondi, et vous mettez vos connaissances à ma portée. Je vous ai l'obligation de m'avoir instruit, jusqu'aux difficultés près que je viens de vous expliquer. Continuez, je vous prie, comme vous avez commencé. Je vous regarde comme mon maître, je me fais gloire d'être votre disciple. Le rapport que les citoyens ont les uns avec les autres, les liens divers qui unissent la société, ce qu'exigent nos devoirs, toutes ces idées bouillonnent et fermentent sans cesse dans ma tête; je ne pense presque plus à autre chose. Quand je rencontre un agriculteur, je le bénis des travaux qu'il endure pour me nourrir; si j'aperçois un cordonnier, je le remercie intérieurement de la peine qu'il se donne de me chausser; passe-t-il un soldat, je fais des vœux pour ce vaillant défenseur de ma patrie. Vous avez rendu mon cœur sensible; j'étends maintenant les sentiments de ma reconnaissance sur tous mes concitoyens, mais principalement sur vous, qui, m'ayant développé la nature de mes obligations, m'avez procuré un plaisir nouveau; vous avez parlé, et l'amour du prochain a rempli mon âme d'une sensation divine. C'est avec la plus haute estime et la plus parfaite reconnaissance que je suis, etc.

VIII.

LETTRE DE PHILOPATROS.

Non, mon cher ami, je ne vous fais point la guerre, je vous honore et vous estime. Vous séparant de la matière que nous traitons, j'attaque uniquement des préjugés et des erreurs qui se propageraient de génération en génération, si la vérité ne se donnait la peine de les démasquer pour en détromper le public. Je vois avec une satisfaction extrême que vous commencez à vous

familiariser avec quelques-unes de mes opinions. Mon système tend uniquement au bien général de la société, et il ne vise qu'à resserrer les liens des citoyens, pour les rendre plus durables; j'exige ce que leur intérêt bien entendu demande également d'eux, c'est qu'ils soient attachés véritablement à leur patrie, qu'ils concourent avec un même zèle à l'avantage de la société; car plus ils y travaillent, et mieux ils y réussissent.

Mais avant de continuer ce que j'ai à vous dire, il est nécessaire que j'écarte une nouvelle difficulté que vous faites naître sur le sujet dont nous traitons. Vous dites que vous ignorez en quoi consiste le pacte social. Le voici : il a été formé par le besoin mutuel qu'ont les hommes de s'assister; et parce qu'aucune communauté ne peut subsister sans mœurs vertueuses, il fallait donc que chaque citoyen sacrifiât une partie de son intérêt à celui de son semblable. Il en résulte que si vous ne voulez pas qu'on vous trompe, vous ne devez tromper personne; vous ne voulez pas qu'on vous vole, ne volez point vous-même; vous voulez qu'on vous assiste dans vos besoins, soyez toujours prêt à servir les autres; vous ne voulez pas qu'on soit inutile, travaillez; vous voulez que l'État vous défende, contribuez-y de votre argent, mieux encore de votre personne; vous désirez la sûreté publique, ne troublez pas vous-même son repos; et si vous voulez que votre patrie prospère, évertuez-vous, servez-la de tout votre pouvoir. Vous ajoutez que personne ne vous a instruit ni parlé de ce pacte social : c'est la faute de vos parents; ceux qui ont présidé à votre éducation n'auraient pas dû négliger un article aussi important. Mais pour peu que vous y eussiez réfléchi, vous l'auriez deviné sans peine.

Vous poursuivez ainsi : Je ne sais quelle dette je dois acquitter envers la société, et je ne sais où trouver le capital dont elle exige les intérêts. Ce capital, c'est vous, votre éducation, vos parents, vos biens; voilà le capital dont vous êtes en possession. Les intérêts que vous lui devez, c'est d'aimer votre patrie comme votre mère, de lui consacrer vos talents; en vous rendant utile, vous vous acquittez de tout ce qu'elle a droit d'exiger de vous. J'ajoute à ceci qu'il est égal sous quel genre de gouvernement se trouve votre patrie; ils sont tous l'ouvrage des hommes, il n'en

est aucun de parfait. Vos devoirs sont donc égaux; soit monarchie, ou république, cela revient au même.

Allons plus en avant. Je me souviens que votre lettre fait mention de quelque idée des encyclopédistes[a] dont on vous a parlé. Il y a quelques années que nous étions inondés de leurs ouvrages. Parmi un petit nombre de bonnes choses et un petit nombre de vérités qu'on y trouve, le reste m'a paru un ramas de paradoxes et d'idées légèrement avancées qu'on aurait dû revoir et corriger avant de les exposer au jugement du public. Dans un sens il est vrai que la terre est l'habitation des hommes, comme l'air l'est des oiseaux, l'eau, des poissons, et le feu, des salamandres, s'il y en avait. Mais ce n'était pas la peine d'annoncer avec tant d'emphase une vérité aussi triviale. Vous dites encore, d'après des encyclopédistes, que le sage est citoyen de l'univers. Je vous l'accorde, si l'auteur entend par là que les hommes sont tous frères et qu'ils doivent tous s'aimer; mais je cesse d'être de son avis, si son intention est de former des vagabonds, des gens qui, ne tenant à rien, courent le monde par ennui, deviennent fripons par nécessité, et finissent, soit dans un lieu, soit dans un autre, par être punis de la vie désordonnée qu'ils ont menée. De semblables idées entrent et s'inculquent facilement dans des têtes légères; les suites qu'elles produisent sont toujours opposées au bien de la société, parce qu'elles mènent à dissoudre l'union sociale, en déracinant insensiblement de l'esprit des citoyens le zèle et l'attachement qu'ils doivent à leur patrie. Ces mêmes encyclopédistes ont de même jeté tout le ridicule qu'ils ont pu sur l'amour de la patrie tant recommandé par l'antiquité, et qui de tout temps a été le principe des plus belles actions. Ils raisonnent aussi pitoyablement sur ce sujet que sur bien d'autres : ils vous disent doctoralement qu'il n'y a point d'être qui s'appelle patrie, que c'est une idée creuse de quelque législateur qui a créé ce mot pour gouverner des citoyens, et que par conséquent ce qui n'existe pas réellement ne saurait mériter notre amour. Cela s'appelle pitoyablement argumenter; ils ne distinguent pas ce qu'on nomme selon le langage de l'école *ens*

[a] D'Alembert prend la défense des véritables encyclopédistes dans deux de ses lettres au Roi, celles du 19 novembre et du 27 décembre 1779.

per se, d'avec *ens per aggregationem.* L'un signifie un être seul et unique : tel homme, tel cheval, tel éléphant; l'autre joint plusieurs corps ensemble, dont il forme une masse : la ville de Paris, en sous-entendant ses habitants; une armée, c'est une quantité de soldats; un empire, c'est une nombreuse association d'hommes. Ainsi le pays où nous avons reçu la lumière s'appelle notre patrie. Cette patrie existe donc réellement, et ce n'est point un être de raison; elle est composée d'une multitude de citoyens qui tous vivent dans la même société, sous les mêmes lois et avec les mêmes coutumes; et comme nos intérêts et les siens sont étroitement unis, nous lui devons notre attachement, notre amour et nos services. Que pourraient répondre ces cœurs tièdes et lâches, que pourraient répondre tous les encyclopédistes de l'univers, si la patrie personnifiée se présentait subitement devant eux, et leur tenait à peu près ce langage : «Enfants dénaturés autant qu'in«grats auxquels j'ai donné le jour, serez-vous toujours insen«sibles aux bienfaits dont je vous comble? D'où tenez-vous vos «aïeux? c'est moi qui les ai produits. D'où ont-ils tiré leur nour«riture? de ma fécondité inépuisable; leur éducation? ils me la «doivent; leurs biens et leurs possessions? c'est mon sol qui les «leur fournit. Vous-mêmes, vous êtes nés dans mon sein. Enfin, «vous, vos parents, vos amis, tout ce que vous avez de plus cher «au monde, c'est moi qui vous donnai l'être. Mes tribunaux de «justice vous protégent contre l'iniquité, ils défendent vos droits, «ils garantissent vos possessions; la police que j'ai établie veille à «votre sûreté; vous parcourez les villes et les campagnes égale«ment à l'abri des surprises des voleurs et du poignard des assas«sins; et les troupes que j'entretiens vous défendent contre la «violence, la rapacité et les invasions de nos ennemis communs. «Je ne me borne pas à contenter vos besoins urgents; mes soins «vous procurent les aisances et toutes les commodités de la vie. «Enfin, si vous voulez vous instruire, vous trouvez des maîtres «en tout genre; désirez-vous de vous rendre utiles, les emplois «vous attendent; êtes-vous infirmes ou malheureux, ma tendresse «pour vous a ménagé des secours que vous trouvez tout prépa«rés; et pour tant de faveurs que je vous prodigue journellement, «je ne vous demande d'autre reconnaissance si ce n'est d'aimer

«cordialement vos concitoyens, et de vous intéresser avec un «attachement véritable à ce qui leur est avantageux; ils sont mes «membres, ils sont moi-même, vous ne pouvez les aimer sans «aimer votre patrie. Mais vos cœurs endurcis et farouches n'esti-«ment pas le prix de mes bienfaits. Une folie effrénée qui s'est «emparée de vos sens vous dirige. Vous désirez de vous séparer «de la société, de vous isoler, de rompre tous les nœuds qui vous «doivent attacher à moi. Quand la patrie fait tout pour vous, «ne ferez-vous rien pour elle? Rebelles à tous mes soins, sourds «à toutes mes représentations, rien ne pourra-t-il ni fléchir ni «amollir vos cœurs de bronze? Rentrez en vous-mêmes; que «l'avantage de vos parents, que vos véritables intérêts vous «touchent; que le devoir et la reconnaissance s'y joignent, et con-«duisez-vous désormais envers moi selon que l'exige de vous la «vertu, le soin de votre honneur et de la gloire.» Pour moi, je lui répondrais, en m'élançant vers elle : «Mon cœur, vivement «touché de tendresse et de reconnaissance, n'avait pas besoin de «vous voir et de vous entendre pour vous aimer. Oui, je con-«fesse que je vous dois tout; aussi vous suis-je aussi indissoluble-«ment que tendrement attaché; mon amour et ma reconnais-«sance n'auront de fin qu'avec ma vie; cette vie même est votre «bien; quand vous me la redemanderez, je vous la sacrifierai «avec plaisir. Mourir pour vous, c'est vivre éternellement dans la «mémoire des hommes; je ne puis vous servir sans me combler «de gloire.»

Pardonnez, mon cher ami, ce mouvement d'enthousiasme où mon zèle m'emporte. Vous voyez mon âme toute nue. Et comment vous cacherais-je ce que je sens si vivement? Pesez mes paroles, examinez tout ce que je vous ai dit, et je crois que vous conviendrez avec moi qu'il n'est rien de plus sage ni de plus vertueux que d'aimer véritablement sa patrie. Laissons à part les imbéciles et les aveugles, dont l'impuissance saute aux yeux. A l'égard des vieillards et des personnes infirmes, quoiqu'elles ne puissent pas agir pour le bien de la société, elles doivent pourtant conserver pour leur patrie ce tendre attachement que des fils ont pour leur père, partager ses pertes et ses succès, et faire au moins des vœux pour sa prospérité. Si notre condition

d'hommes nous engage à faire du bien à tout le monde, à plus forte raison notre condition de citoyens nous oblige-t-elle à servir nos compatriotes de tout notre pouvoir : ils nous touchent de plus près que des peuples étrangers dont nous n'avons que peu ou point de connaissance. Nous vivons avec nos compatriotes ; nos mœurs, nos usages, nos lois sont les mêmes ; nous ne partageons pas seulement avec eux l'air que nous respirons, mais également l'infortune et la prospérité ; et si la patrie a le droit d'exiger que nous nous immolions pour elle, à plus forte raison peut-elle prétendre que par nos services nous lui devenions utiles : l'homme de lettres, en instruisant le public ; le philosophe, en lui enseignant la vérité ; le financier, en administrant fidèlement ses revenus ; le jurisconsulte, en sacrifiant la forme à l'équité ; le soldat, en défendant sa patrie avec zèle et courage ; le politique, en combinant sagement et en raisonnant juste ; l'ecclésiastique, en prêchant la pure morale ; l'agriculteur, l'artisan, les manufacturiers, les négociants, en perfectionnant chacun la partie à laquelle il s'est voué. Tout citoyen pensant ainsi travaille alors pour le bien public. Ces différentes branches réunies et conspirant au même but font naître la félicité des États, le bonheur, la durée et la gloire des empires.

Voilà, mon cher ami, ce que mon cœur a dicté à ma plume. Je n'ai point écrit sur cette matière en professeur, parce que je n'ai pas l'honneur d'être un docteur en *us*, et que je m'entretiens simplement et uniquement avec vous pour vous rendre compte de ce que j'entends par les devoirs qu'un honnête et fidèle citoyen doit remplir envers sa patrie. Cette légère esquisse est suffisante pour vous, qui pénétrez et saisissez promptement les choses. Je vous assure que je n'aurais jamais tant barbouillé de papier, si ce n'était dans l'intention de vous complaire et de vous obéir. Je suis avec le plus sincère attachement, etc.

IX.

LETTRE D'ANAPISTÉMON.

Votre dernière lettre, mon cher ami, me réduit au silence; je suis forcé à me rendre. J'abjure dès ce moment mon indolence et ma paresse; je renonce aux encyclopédistes comme aux principes d'Épicure, et je dévoue tous les jours de ma vie à ma patrie; je veux être désormais citoyen, et suivre en tout votre louable exemple. Je vous confesse franchement mes fautes; je me suis contenté d'idées vagues, je n'ai ni assez réfléchi, ni assez mûrement approfondi cette matière. Ma coupable ignorance m'a empêché jusqu'ici de remplir mes devoirs. Vous faites briller à mes yeux le flambeau de la vérité, et mes erreurs disparaissent. Je veux réparer le temps que j'ai perdu, en surpassant tout le monde par mon ardeur pour le bien public. Je me propose pour exemple les plus grands hommes de l'antiquité, qui se sont signalés pour le service de leur patrie, et je n'oublierai jamais que c'est vous dont le bras vertueux m'a ouvert la carrière où je m'élance sur vos pas. Comment et par quel moyen pourrai-je m'acquitter de tout ce que je vous dois? Comptez au moins que si quelque chose peut surpasser l'amitié et l'estime que j'ai pour vous, ce sont les sentiments de reconnaissance avec lesquels je serai jusqu'à la fin de ma vie, etc.

X.

LETTRE DE PHILOPATROS.

Vous me comblez de joie, mon cher ami; je suis enchanté de votre dernière lettre. Je n'ai jamais douté qu'une âme honnête

comme la vôtre ne soit un terrain propre à recevoir les semences de toutes les vertus; je suis sûr que la patrie en recueillera les plus abondantes moissons. La nature avait tout fait en vous; il ne fallait que développer vos sentiments. Si j'ai pu y contribuer, je m'en glorifie, car enrichir la patrie d'un bon citoyen, c'est plus que d'étendre ses frontières. Je suis, etc.

TABLE DES MATIÈRES.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

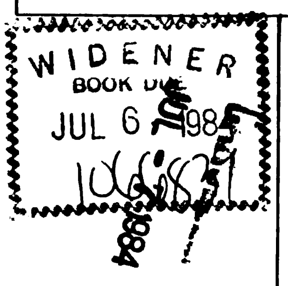
CONTENUES

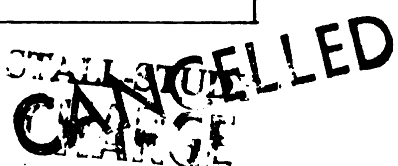
DANS LES ŒUVRES PHILOSOPHIQUES.

TOME I.

TOME II.

IMPRIMERIE ROYALE
(R. DECKER)


WIDENER
BOOK DUE
JUL 6 1984


CANCELLED